



Colburn & Smith

11. 1840

PARIS. — TYPOGRAPHIE LAHURE

Rue de Fleurus, 9

HISTOIRE DES ÉTATS GÉNÉRAUX

CONSIDÉRÉS AU POINT DE VUE

de

LEUR INFLUENCE SUR LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE

DE 1355 A 1614

PAR

GEORGES PICOT

Juge au Tribunal de la Seine

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES
(PREMIER PRIX DU CONCOURS D'HISTOIRE)

TOME QUATRIÈME



PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—
1872

112/5-9
25/5/11



INFLUENCE
DES
ÉTATS GÉNÉRAUX
DE PARIS (1614).
(SUITE ET FIN.)

ORGANISATION JUDICIAIRE.

1° MAGISTRATS. — 2° JURIDICTIONS. — 3° PROCÉDURE
CIVILE. — 4° INSTRUCTION CRIMINELLE.

1. — MAGISTRATS.

SOMMAIRE.

- I. Choix des magistrats. — *Vénalité des offices*. Ce qu'on doit en penser. Opinion de Richelieu. Les députés et, en 1617, les notables réclament l'abolition du droit annuel : sa révocation ; abus ; rétablissement du droit annuel. — *Choix des magistrats*. L'élection n'est point demandée. L'abus des parentés dans les familles parlementaires est l'objet des critiques.
- II. Fonctions des magistrats. — *Devoirs*. Résidence ; pluralité des charges ; gages prélevés sur les amendes ; charges lucratives dans les maisons nobles ; sollicitations ; concussion ; achat de droits litigieux. — *Gages ; épices*. Le tiers et le clergé

demandent la substitution des gages aux épices ; modération des épices. Les mercuriales sont rétablies à la demande du tiers.

I. — CHOIX DES MAGISTRATS.

Vénalité des offices. — La vente et l'hérédité des charges de justice ne méritent pas toutes les critiques dont elles ont été flétries. Constamment proscrite par les États comme la source de toute corruption, chargée des malédictions publiques, de loin la vénalité des offices semble n'avoir droit qu'au mépris de l'histoire ; cette opinion est trop absolue ; elle doit être redressée si l'on considère l'état général de la société, et la faiblesse du pouvoir, à l'époque dont nous nous occupons.

Ce qu'on doit
penser
de la vénalité des
offices.

On se souvient qu'après les premiers États de Blois, cet abus disparut un instant sous la pression unanime des trois ordres. Le roi devait nommer lui-même aux charges vacantes et, comme on le disait, « décerner les emplois au mérite et à la vertu. » Mais « les artifices de la cour, dit Richelieu dans son testament politique, firent plus que la raison, et la faveur plus que le mérite, de sorte que, de fâcheux exemples venant en aide à l'opposition des officiers de justice, le système établi en 1579 fut bientôt renversé. » Les contemporains, aveuglés par le spectacle d'inconvénients incontestables, ne discernaient pas les avantages d'un système qui constituait une aristocratie judiciaire absolument indépendante. Les iniquités particulières l'emportaient dans leur esprit, mais la perspicacité de Henri IV ne s'y trompa point.

Elle empêchait
la brigue.

Henri IV
établit le droit
annuel.

En 1604, il fit rendre un arrêt suivant lequel les officiers de justice devenaient propriétaires de leurs charges, en payant chaque année la soixantième partie du prix vénal ; à la mort des titulaires, la charge faisait partie de leur succession et leurs héritiers en disposaient comme d'un bien patrimonial¹. Cette redevance fut appelée *droit annuel* et bientôt *Paulette*, du nom du financier Paulet qui en fut le premier fermier. A ce principe général de la propriété et de la disponibilité des offices, deux restrictions étaient mises par le pouvoir : l'une, s'appliquant aux offices, excluait en chaque parlement les premiers présidents, les procureurs et avocats généraux du bénéfice de la mesure, réservant pour ces hautes fonctions la nomination du roi ; l'autre avait pour but de permettre au pouvoir d'exercer une sorte de retrait entre la mort du titulaire et l'installation du successeur, ce qui donnait le moyen d'écarter tous les sujets indignes².

Telle fut la mesure qui constitua définitivement,

1. Arrêt du Conseil d'Etat, 7 décembre 1604. Code Henri, p. 396.

Nous ne sommes pas entré dans les détails de la dispense des quarante jours, pour ne pas obscurcir le récit. Voici en quoi elle consistait : Jusqu'en 1604, la vénalité existait en fait, mais elle était dissimulée. Or, dans une vue plus fiscale que morale, on avait prononcé la nullité des résignations, lorsque le titulaire qui cédait sa charge mourait avant le quarantième jour éconlé depuis la résignation. Dans ce cas, l'office revenait au roi.

En 1604, la dispense des quarante jours fut accordée à tous les titulaires qui étaient du même coup déclarés propriétaires des charges.

2. Ces restrictions si sages disparurent dans la suite. A ce sujet, Richelieu dit : « Les maux que cause présentement le droit annuel ne procèdent pas tant du vice de sa nature que de l'imprudence avec laquelle on a levé les correctifs que ce grand prince y avait apportés. » *Testament politique*, 1^{re} partie, chap. IV, sect. 1^{re}.

Motifs
de Henri IV.

avec la vénalité des charges, leur hérédité dans les familles parlementaires. Elle eut certes un côté fiscal¹, mais le point de vue politique l'emporta de beaucoup dans l'esprit de Henri IV. L'expérience faite en 1579 n'était pas sortie de sa mémoire. « Rien, dit le cardinal de Richelieu, ne donna tant de moyen au duc de Guise de se rendre puissant dans la ligue contre le roi et son État, que le grand nombre d'officiers qu'avait introduits son crédit dans les principales charges du royaume, et j'ai appris du duc de Sully que cette considération fut le plus puissant motif qui porta le feu roi à l'établissement du droit annuel ; que ce grand prince n'eut pas tant d'égard au revenu qu'il en pouvait tirer, qu'au moyen de se garantir, à l'avenir, de pareils inconvénients, encore que le fisc pût beaucoup sur lui, la raison d'État y fut plus puissante à cette occasion². »

Opinion
de Richelieu.

Tout en sanctionnant la vénalité des charges, Henri IV et Sully sentaient bien que ce système n'était qu'un expédient et nullement la forme définitive des nominations judiciaires. Richelieu partageait également cette opinion : « Il y a des abus qu'il faut souffrir de peur de tomber dans des suites de plus dangereuse conséquence ; le temps et les occasions ouvriront les yeux à ceux qui viendront en un autre siècle, pour faire utilement ce qu'on n'oseroit entreprendre en celui-ci, sans exposer imprudemment l'État à quelque ébranlement.... Si la vénalité étoit ôtée aujourd'hui, le désordre qui proviendrait

1. En 1614, le produit de cette taxe était évalué à 1 400 000 livres.

2. Richelieu, *Testament politique*, 1^{re} partie, chap. IV, section 1^{re}.

des brigues et des menées, par lesquelles on pourvoiroit aux offices, seroit plus grand que celui qui naît de la liberté de les acheter ou de les vendre. » Ce jugement doit demeurer celui de l'histoire. Il tient compte des temps et des circonstances, attribue aux causes leur part de responsabilité, et permet d'apprécier sainement, avec la valeur du système, le sens et la portée de la mesure prise par Henri IV.

Les événements eux-mêmes se sont chargés de justifier l'établissement du droit annuel. Voyons en effet quelle a été l'attitude des députés rassemblés dix années après la création de la paulette.

Nous retrouvons en 1614 les passions qui avaient inspiré depuis plus d'un siècle tous les États Généraux. Aucun des trois cahiers ne garda le silence sur la vénalité des charges ; à peine découvrons-nous, derrière les manifestations bruyantes en faveur du bien public, les nuances qui distinguent les trois ordres suivant leur intérêt personnel.

Opinion des
États.

Ainsi, le tiers état demande l'abolition de la vénalité, mais il a surtout en vue les édits bursaux : il insiste pour que les seigneurs ecclésiastiques ou séculiers ayant justice ne puissent vendre les charges créées suivant leur fantaisie¹. (T. 206, 277.)

Le tiers demande
à regret l'abolition de la
vénalité.

Le langage de la noblesse est tout autrement net : « l'établissement du droit annuel étoit pernicieux : on avoit par ce moyen établi par toute la France des tyrannies insupportables ; il étoit contre toute raison

Vivacité de la
noblesse.

1. Le tiers demanda, comme il l'avait fait déjà, et réussit à obtenir que les héritiers du magistrat tué dans l'exercice de sa charge pussent recueillir dans sa succession la pleine propriété de l'office pour la céder à une personne capable. T. 286. Ord., art. 167.)

que le pouvoir de juger du bien et de la vie du peuple fût attribué aux plus riches et non aux plus dignes. » Ces doléances auraient mérité l'approbation, si un sentiment d'ambition ne les avait pas dictées. Les députés eux-mêmes ne cherchent pas à le cacher : l'abolition qu'ils réclament tournera « à l'avantage de la noblesse, désireuse de rendre au roi autant de témoignage de sa fidélité dans l'exercice de la justice qu'elle le fait dans les armées.... Assis sur les fleurs de lys, les nobles rempli ont les cours souveraines de ces gentilshommes de race dont elles étoient composées anciennement et tout au moins on leur donneroit le tiers des offices. » (N. 161, 162, 163.) Voilà sans détours la pensée de la noblesse : l'aveu était naïf ; elle était disposée, ainsi que le fait observer un historien moderne, à s'attribuer tout ce qui se donnait ; elle se regardait comme exclue de ce qui s'achetait soit par fierté, soit par impuissance¹, et elle rêvait de reconquérir, avec le revenu et l'autorité des grandes charges, cette influence qu'elle n'avait pu se résigner à voir lentement lui échapper depuis deux siècles.

Le clergé s'unit
à la noblesse.

Le clergé s'unissait au second ordre pour demander la suppression de toute vénalité et le rétablissement du serment par lequel les nouveaux titulaires juraient n'avoir rien payé en entrant en charge. (C. 227.) Dégénéré en une scandaleuse formalité, cet usage, qui multipliait les parjures, avait été aboli par Henri IV quelques années avant l'institution de la paulette.

Devant une telle unanimité, la royauté allait céder, lorsque le Parlement et la chambre des comptes ré-

1. Bazin, *Histoire de France sous Louis XIII*, t. I, p. 27.

solurent de s'opposer au projet. A la députation envoyée au roi le 4 janvier succédèrent une série de démarches qui forcèrent le pouvoir à reculer. L'édit, rédigé et déjà connu, fut rétracté le 19 mai 1615¹. En 1617, les États de Normandie rappelèrent, dans les termes les plus vifs, la promesse faite aux États Généraux, et supplièrent le roi de « faire cesser une si ignominieuse marchandise d'officiers². » A cette pressante sommation, le conseil s'empressa de répondre que Sa Majesté y avait pourvu. En effet, l'assemblée des notables avait reçu communication d'un projet d'édit dont elle venait d'approuver les termes³.

Un édit est
soumis en 1617
à l'assemblée des
notables.

Le début de la déclaration royale appartient trop directement à notre sujet pour ne pas le citer : « Entre les remonstrances et réquisitions, dit le roi, qui nous ont esté faictes par les trois ordres et Estats généraux de nostre Royaume, assemblez en nostre bonne ville de Paris, il n'y en a point dont ils aient fait poursuite avec plus grande instance, pour y obtenir prompt provision et remède, que de la révocation du droit annuel, interdiction de la vénalité de tous offices.... Ce sainet et louable desir ayant aussi esté en nous des lors que nous sommes venus en âge de pouvoir discerner et cognoistre ce qui estoit utile et dommageable à nous-mesme, à nos subjects et à nostre Estat : après avoir considéré que par ce moyen

Préambule de
l'édit, 1618.

1. Relation des États de 1614, *Archives curieuses*, 2^e série, t. I, p. 185. Le texte de la déclaration du 19 mai termine la relation, p. 223.

2. Remonstrances des États de Normandie, art. XV. Voir *États Généraux*, t. XVIII, p. 32. Voir également p. 110, 19^e proposition faite à l'assemblée des notables, où le roi se justifie du retard qu'il a mis à accomplir ses promesses.

3. 19^e et 20^e proposition. *États Généraux*, t. XVIII, p. 110.

le choïs nous estoit osté d'élever aux charges, honneurs et dignités ceux qui par leur intégrité et suffisance s'estoient rendus capables d'y parvenir, s'ils n'employent tous leurs biens et le plus souvent le crédit de leurs amis pour les achepter à un prix excessif, auquel le droiet annuel les avoit fait monter... Cette assemblée d'Estats généraux ayant encore ajouté à leur supplication, tous ensemble d'une même voix et volonté, lorsqu'ils furent prêts de se séparer, qu'il nous pleust réformer tous lesdits abus au même instant et par un édict particulier, sans attendre les autres responses... ce qui leur fust aussi accordé par nous, avec promesse solennelle d'en faire l'édict au mesme temps, et sans remise, *comme il fust fait.* » Mais, ajoute le roi, les officiers en charge protestèrent qu'ils étaient ruinés et firent valoir un édit daté du commencement du règne qui avait accordé la prorogation pour six ans du droit annuel. Par égard pour son propre engagement, Louis XIII leur avait promis de ne rien faire avant l'expiration de ce délai, pensant qu'on les trouverait prêts à accepter à cette époque la suppression de l'annuel. Loin de là, leur irritation s'étant réveillée, les mêmes protestations se renouvelèrent pendant l'assemblée de Rouen. Cette fois, le roi tint bon : « Nous étions obligés, dit-il, de préférer à leur considération le bien général de nostre royaume et de ne point perdre de vue que ne devons priver nos Estats Généraux du fruit et effect qu'ils ont espéré de leurs réquisitions et de nos promesses. »

Après ce préambule, le roi déclarait qu'en attendant l'édit général sur les remontrances des États de

Paris¹, il révoquait la dispense des quarante jours et le droit annuel, promettant toutefois qu'il gratifierait sur le prix des charges les veuves et les enfants des officiers, lorsque ceux-ci viendraient à mourir sans avoir résigné leurs charges, ou moins de quarante jours après cet acte².

Révocation du
droit annuel.

Grâce à ces mesures, les offices cessaient d'être une propriété ordinaire transmissible à la mort du titulaire par l'ordre naturel des successions.

La vénalité des offices n'était pas encore entièrement détruite, mais c'était un acheminement. On avait laissé subsister les résignations, pour ne pas causer une trop grande perte aux officiers « en même temps que le droit annuel étoit révoqué : encores, continue la déclaration, que ce soit nostre intention d'y pourvoir, comme jugeant l'abolition nécessaire pour le bien public, nous en avons néanmoins voulu différer l'exécution pour donner encore quelque moyen et loisir à nos officiers de pourveoir à leurs affaires, et à nous aussi de trouver le fonds pour remplacer la perte de nos parties casuelles : ce que nous ferons au plus tost qu'il nous sera possible³. »

1. « En attendant l'édit général que voulons faire publier dans peu de jours sur les cahiers et remontrances des États tenus à Paris. » — Nous verrons comment ce *peu de jours* se changea en onze années : la grande ordonnance a été publiée en janvier 1629.

2. Voir la note sur *les quarante jours* : p. 3, n. 1.

3. Arrest et déclaration du roy sur la révocation du droit annuel, Paris, 15 janvier 1618. — Voyez Code Henri III. Édit, in-fol. Paris, 1622, p. 399

Nous avons longtemps cherché ce document dont ne parlent pas les historiens, et qui semble avoir été oublié ou dissimulé par les contemporains : nous en soupçonnions l'existence, quand les notes manuscrites de la collection St-Genis (Bibl. du Louvre) nous ont renvoyé à l'édi-

Rétablissement
du droit annuel.

Ainsi disparaissait en partie la vénalité des charges le 15 janvier 1618. Comment se fait-il que deux ans plus tard Louis XIII ait rétabli le droit annuel? Que s'était-il passé dans l'intervalle? La détresse du trésor fut-elle, comme on le prétendit, le seul motif qui inspira la déclaration du 31 juillet 1620¹? Nous ne le pensons pas : un édit publié en 1627, au moment où se réunissait la seconde assemblée des notables, jette un jour particulier sur les causes qui avaient dû déterminer le roi. Elles sont de deux natures : on avait donné les offices à des sujets indignes ; et le mécontentement des propriétaires expropriés de leurs charges s'était changé en un violent déchaînement.

Voici le passage d'où nous tirons ces indications : « Sur la demande des États Généraux derniers, la paulette fut ôtée : qu'en arriva-t-il? Les premiers offices qui vaquèrent furent donnés à des valets de chambre et à des cheval-légers : il y en eut parmi eux qui furent assez insolents pour enfoncer les portes d'un officier malade, afin de voir s'il était déjà expiré. Cet outrage excita de si grandes clameurs² » que l'opinion pu-

tion de 1622 qui seule contient l'arrêt et la déclaration. Cette collection si précieuse pour l'histoire a péri avec la bibliothèque du Louvre dans l'incendie de la Commune, le 24 mai 1871.

1. Cette date du 31 juillet 1620 nous est fournie par la déclaration modificative du 23 février 1621. Cependant nous sommes disposé à croire antérieur le rétablissement de la paulette : les registres secrets du parlement de Normandie constatent, à la date du 15 juillet 1620, la réception de lettres patentes du roi qui, « touché des bons, fidèles, affectionnés services de ses parlements », rétablissait la paulette (Floquet, *Hist. du parlement de Normandie*, t. IV, p. 364). Le fait du rétablissement aurait donc précédé la déclaration officielle.

2. « Avis à Messieurs de l'assemblée des notables. » Voir *États Généraux*, t. XVIII, p. 291. Nous aurions voulu citer les trois pages dans

blique, à demi vaineue, laissa passer sans protestation le rétablissement pur et simple de la paulette¹.

L'opinion de Richelieu était donc fondée non-seulement sur l'expérience de Sully, mais sur la sienne propre : il avait vu par ses yeux l'état des esprits pendant la courte suspension de la vénalité.

Tout fâcheux qu'il pût être, ce système laissait moins de prises à la corruption générale, tant il est vrai qu'une institution, quelle qu'elle soit, ne peut jamais être jugée en elle-même, mais qu'elle doit toujours être rapprochée du temps et des hommes auxquels elle était destinée, pour permettre à l'histoire de faire en pleine connaissance de cause la part du bien et du mal qu'elle a pu produire.

En 1627, l'assemblée des notables était sans doute éclairée par ce qui s'était passé en 1618, car nous ne trouvons, dans les procès-verbaux que nous avons sous les yeux, aucune remontrance directe sur cette question qui avait constamment préoccupé les représentants de la nation depuis les États de Tours.

Silence des
notables en
1627.

lesquelles l'auteur, d'accord avec le testament du cardinal de Richelieu, défend la paulette. Son opinion est cependant loin d'être absolue ; il y a plusieurs maux principaux : l'annuel, la vénalité et les épices : tous trois, dit-il, doivent être supprimés à la fois. « Mais si vous aimez l'État, faites qu'on n'ôte pas la dispense des quarante jours, si on n'ôte en même temps la vénalité », car les magistrats n'auront rien de plus pressé que de vendre leur charge de leur vivant pour ne pas voir une si grande valeur s'aneantir à leur mort. Puis il démontre, par des exemples tirés du passé, le danger de supprimer à cette époque la vénalité que la brigue viendrait aussitôt remplacer.

1. Le droit annuel fut rétabli pour neuf années, mais avec des conditions fiscales plus dures qu'à sa première institution. Le 23 février 1621, une nouvelle déclaration royale revint au tarif du soixantième denier. C'est dans ces termes que fut successivement prorogé, puis définitivement maintenu, le droit annuel.

L'ordonnance de
1629 se tait.

Aussi l'ordonnance de 1629 demeure-t-elle muette, confirmant par ce silence la vénalité des charges qui devait se perpétuer jusqu'en 1789.

Les Etats ne
proposent point
l'élection.

Choix des magistrats. — L'élection, si souvent demandée par les précédents États Généraux, ne semble pas avoir attiré au même degré l'attention de l'assemblée de 1614. Du moins est-il constant qu'aucun des trois ordres n'indiqua exactement ce qu'il entendait substituer à la vénalité qu'ils étaient d'accord pour attaquer.

Le clergé s'occupe
seul de l'âge
des magistrats.

Les conditions d'âge et d'aptitude elles-mêmes paraissent avoir été fort négligées par les députés. Seul le clergé, qui se montrait plus irrité que jamais contre les parlements, rappela assez vivement l'abus des dispenses d'âge, la nécessité de recourir aux extraits de baptême plutôt qu'aux preuves par témoins, toujours vagues, et l'obligation du stage pendant quatre ans au moins avant la réception. (C. 229.)

La question des
parentés soulève
les doléances des
trois ordres.

Évidemment ces questions ne préoccupaient pas l'ensemble des députés. Il n'en était pas de même des *parentés* : l'institution de la paulette n'était pas faite pour diminuer ce mal : avec l'influence croissante des familles parlementaires, les charges de justice devenaient l'apanage d'une certaine classe, riche, intelligente, puisant dans les traditions l'indépendance qui fait le magistrat, mais devenant exclusive, tendant à exagérer l'esprit de corps et à lui substituer les sentiments étroits d'une caste. Cette marche rapide vers une concentration de tous les offices dans les mêmes mains inquiétait la nation. Aux jalousies déçues de la noblesse, aux impuissants efforts du tiers souhaitant

un plus facile accès vers les charges de justice, se joignaient les défiances des plaideurs qui s'alarmaient de voir la majorité d'une chambre du parlement appartenant à une même famille.

Le tiers et le clergé voulaient non-seulement mettre en vigueur l'ordonnance de Blois, mais y ajouter une défense aux cousins germains de siéger ensemble. (T. 226. C. 230.) La noblesse insistait également pour obtenir une exécution sévère des règles posées par les États. (N. 197.)

Les assemblées de notables renouvelèrent ces vœux, répétant que la plupart des officiers étaient entre eux parents ou alliés ; en 1617, les États de Normandie demandèrent qu'en attendant le rétablissement du bon ordre, les opinions des parents « qui se trouveront en même chambre et jugement ne fussent comptées que pour une voix en la conclusion des arrêts quand ils seront de même avis. » Le pouvoir promit d'adopter provisoirement cette mesure¹. Les notables se montrèrent fort vifs : après avoir énuméré les maux qu'entraînait cet abus, ils réclamèrent l'exécution stricte de l'ordonnance de Blois².

Les notables de 1617 obtiennent une mesure provisoire.

Enfin l'ordonnance de 1629 se rendit à un vœu si unanime : elle reconnut que le désordre était tel que « les sujets sont grandement vexez et opprimez, plusieurs familles se rendant si puissantes dans les compagnies, que l'on n'ose s'adresser à ceux qui en sont, ou des affaires desquelles ils s'entremettent. » Elle prescrivit la mise en vigueur des ordonnances

1. Remontrances des États de Normandie, art. XIII. *États Généraux*, t. XVIII, p. 29.

2. 16^e proposition. *Ibid.*, p. 103 et 104.

ees, la défense au chancelier d'expédier en pareil cas les provisions, et par-dessus tout elle déclara nuls tous les arrêts rendus par des parents au degré prohibé, faisant retomber sur eux la responsabilité « des dommages-intérêts des parties procédant de la nullité desdits arrêts. » (Art. 55.) Malheureusement le plus difficile consistait à mettre à exécution le principe qu'on venait de poser et qui blessait tant d'intérêts. L'ordonnance de 1629 ne nous laisse voir que le début de ce travail d'épuration. Elle enjoignit « aux procureurs généraux et à leurs substituts, chacun en leurs sièges et ressorts, d'envoyer au plus tôt les rolles pour estre pourveu sur la translation » des parents, « tant de fois de nous requise par tous les ordres et provinces de nostre Royaume. » (Art. 56.)

II. — FONCTIONS DES MAGISTRATS.

Résidence des
magistrats.

Devoirs. — Le premier des devoirs que le tiers état voulait imposer aux magistrats était la résidence au siège de leurs juridictions; dans son cahier, il demande à deux reprises l'application de cette règle (T. 284, 289), et s'il n'obtint aucune décision formelle de l'ordonnance, l'assiduité fut du moins recommandée aux juges en des termes qui impliquaient forcément la résidence des officiers de justice. (Ord., art. 82.)

Dignité
extérieure.

Le tiers état se préoccupait également de la dignité extérieure du magistrat en dehors de l'audience : il voulait qu'il fût « vêtu d'habits décents et ne se trouvât qu'en lieux et compagnies convenables à sa

qualité. » (T. 207.) L'ordonnance répondit à ce vœu en prescrivant l'observation exacte des règlements anciens, et en déclarant que « les officiers des cours et juridictions devoient être vêtus modestement et d'habillemens longs, qu'ils devoient songer à la révérence due à la dignité de leur fonction, les jeunes respectant leurs anciens et tous en usant de mesme envers leurs présidents¹. » (Ord., art. 82.)

L'indépendance du juge avait également attiré l'attention des députés; les premières attaques furent dirigées contre la pluralité des offices : le même magistrat détenait plusieurs charges sous différents noms, afin d'échapper à la rigueur des ordonnances ; le tiers état signalait cette fraude, ainsi que la mise en société des offices qui permettait à des conseillers d'avoir des intérêts dans un grand nombre de charges, devenues ainsi uniquement une source de revenu. (T. 290.)

Cumul des
offices.

Le tiers état et le clergé demandaient que le produit des condamnations judiciaires ne pût jamais devenir une source de bénéfices pour le juge et que ni les pensions ni les gages des officiers de justice ne fussent prélevés sur les amendes. (T. 299. C. 239.)

Ces deux points avaient été réglés par l'ordonnance de Blois. En 1629, ils furent omis : on pensait sans doute que la surveillance des chefs de compagnie suffisait à éviter ces abus.

1. On ne pouvait corriger, dit Floquet, dans son *Histoire du parlement de Normandie*, les conseillers de porter, même dans la ville, des habitz de couleur et non séantz à leur qualité et profession (Reg. secrets, 11 avril 1611), surtout les jeunes conseillers, qui, mesprisant la dignité de leurs charges, portoient des habitz indécents et se rendoient contemptibles au peuple. T. IV, p. 290.

Interdiction
d'accepter des
charges dans les
maisons des
seigneurs.

Exception pour
la reine et les
enfants de
France.

Le tiers état
craint plus les
seigneurs que la
royauté.

Sur d'autres points, le tiers état eut plus de succès. La défense sans cesse renouvelée à tout officier de justice de recevoir des gages ou des pensions des seigneurs chez lesquels il acceptait des charges, avait été incessamment violée. Le tiers réclamait la confirmation de l'ordonnance de Blois, qui avait proclamé cette interdiction, mais pour la première fois il en modifiait la rigueur : il voulait qu'il fût permis à la reine et aux enfants de France de composer leur conseil de membres des juridictions royales, à la double condition que des dispenses spéciales fussent accordées et que le magistrat s'abstînt de l'entrée de la cour lorsqu'un procès intéressant la maison des princes serait pendant devant elle. (T. 203.) Quoique en elle-même et avec de tels ménagements cette exception ne fût pas dangereuse, elle révèle une singulière et nouvelle tendance du tiers état ; longtemps il avait protesté contre cet étrange cumul des fonctions publiques avec les charges privées : il y avait toujours vu un péril pour la dignité de la magistrature, et voilà que, sous Louis XIII, l'éclat de la royauté l'éblouit et l'attire ; il oublie ses scrupules et abandonne, sur ce point, sa tradition. Ce changement de conduite nous montre le progrès du prestige royal depuis l'avènement de Henri IV. Charmé et vaincu, le tiers, toujours disposé à combattre les seigneurs, est prêt à se laisser aller aux séductions de la cour. Le pouvoir ne négligea pas cette concession : il s'empressa d'en prendre acte ; il y trouvait un moyen d'influence sur les parlements, que leur récente attitude pouvait rendre précieux. L'ordonnance reproduisit donc textuelle

ment le cahier du tiers, en insistant sur la défense de prendre part aux délibérations intéressant les princes, « afin de n'y apporter aucune sollicitation indigne de leurs charges et n'oster aux juges la liberté nécessaire en leurs opinions. » (Art. 80.)

On répondait par cette dernière phrase à une préoccupation constante des cahiers qui demandaient instamment la défense à tout juge de solliciter directement ou indirectement pour le gain d'un procès¹. (T. 288.)

Il obtient que les sollicitations soient défendues.

Il avait été également défendu à tous les officiers de justice de plaider pour les particuliers ou de leur donner des conseils; depuis les derniers États, cette réforme avait été complète. Les magistrats comprenaient enfin qu'ils appartenaient à la chose publique; le cahier du tiers nous permet d'affirmer l'existence de ce progrès, car il demande l'extension de la défense aux gens du roi près la cour des aides, sans se

1. L'ordonnance ne contenait sur cette question que la phrase incidente de l'article 80. Nous avons précédemment parlé de l'abus des sollicitations (Voir t. II, p. 480). Le garde des sceaux Marillac, qui a laissé son nom à l'ordonnance que nous analysons, avait donné lui-même le plus scandaleux exemple, lorsque le fameux procès de Marie d'Entragues contre le maréchal de Bassompierre était pendant devant le parlement de Normandie. Maître des requêtes, il était parti de Paris pour visiter les présidents et conseillers, alors que les deux adversaires parcouraient Rouen avec des bandes de gentilshommes. « Bassompierre faisait ses visites avec une petite armée; une autre armée en faisait en sens contraire, ayant à sa tête Marie, sa mère et tous les d'Entragues. » Michel de Marillac passait entre les deux, mettant en jeu toute l'influence que lui donnait son crédit à la cour. Il fallut des arrêts pour contraindre les parties à n'aller chez leurs juges « qu'en compagnie de six ou huit parents et amis seulement. » Floquet, *Hist. du parl. de Normandie*, t. IV, p. 280. Cependant Marillac n'était pas un magistrat corrompu; on peut juger par là de ce qu'étaient les mœurs et combien elles entravaient les réformes.

plaindre d'aucune infraction à l'ordonnance de la part des autres magistrats. (T. 243.)

Concussion.

Les présents considérables que recevaient les officiers de justice ne provoquèrent aucune réclamation spéciale, mais le tiers voulait voir porter contre le crime de concussion la peine capitale, ajoutant que le magistrat devait être déclaré civilement responsable de tout ce que recevraient sa femme, ses enfants ou toute personne de sa maison. (T. 244.) L'ordonnance se borna à rappeler les peines sévères établies par les anciens édits, mais elle admit pleinement le principe de responsabilité que le tiers état avait proposé. (Ord., art. 466.)

La noblesse poussait vivement le pouvoir à prendre des mesures plus rigoureuses ; malgré ses efforts, elle ne put faire admettre le droit de poursuite contre tout juge devant le conseil du roi, après une instruction préalable devant le juge ordinaire. (N. 460.)

Le clergé et la noblesse obtiennent l'interdiction aux magistrats d'acheter des biens dans leur juridiction.

On avait ainsi pourvu aux influences mauvaises que la cupidité pouvait faire naître dans l'âme du juge. La noblesse et le clergé, qui possédaient la plus grande partie, nous pourrions presque dire la totalité du sol, s'alarmaient cependant des fortunes énormes amassées en peu de temps par les magistrats. Les premiers ordres s'efforcèrent de mettre un frein à ce désordre. « Les profits immodérés, dit le cahier, que font les administrateurs de justice en l'exerçant, sont pour la plupart employés en achats de seigneuries ; le mal qui nous en revient se voit clairement, en ce que pour l'autorité qu'ils se sont acquis, nous ne trouvons point d'appréciateurs de nos terres, lesquelles leur sont, par ce moyen, délivrées pour ce

qu'ils veulent. » (N. 234.) « La plupart des adjudications, dit le clergé, se font à leur profit, avec telle licence, que les greffiers, clercs et autres destournent en public ou par artifice les enchérisseurs. » Les deux ordres s'accordaient en conséquence pour demander que « nul juge ne pût acquérir, même par tierce personne, aucun fief dans le détroit de sa juridiction. » (C. 245.)

L'ordonnance donna pleine satisfaction à ce vœu, qui semblait s'appliquer moins aux membres des parlements qu'aux juges des sièges subalternes; défense leur fut faite d'acquérir aucun bien vendu devant leur juridiction, et le même article prononça une interdiction analogue contre les commissaires extraordinaires que le roi envoyait pour procéder à des saisies ou à des aliénations foncières. (Art. 417.)

Gages. Épices. — La substitution des gages réguliers aux épices qui formaient jusque-là la principale ressource des juges était l'objet des vœux les plus vifs. Le tiers état, qui avait toujours semblé hésiter sur cette question, montrait cette fois plus de hardiesse : il insistait pour l'abolition absolue de tous droits, voulant que les juges se contentassent d'un traitement fixe. (T. 206.) Le clergé déploya encore plus de fermeté : il rappelait qu'à l'origine les épices étaient modérées et facultatives, puis il montrait leur accroissement progressif et enfin « l'argent se rendant maître de la justice, dont il a chassé l'honneur, la pureté et l'intégrité tout ensemble. Si Vostre Majesté, disait-il, désire bannir l'avarice de ses palais et remettre la justice en sa première splendeur et auto-

Le tiers et le clergé demandent la substitution des gages aux épices.

rité, » elle doit « donner de bons gages à tous ses officiers, en sorte qu'ils puissent commodément et avec honneur faire les fonctions de leurs charges, avec défenses à tous, sur peine de privation de leurs offices, de prendre aucuns épices ni bienfaits, sous quelque prétexte que ce puisse estre. » (C. 233.)

Malheureusement la situation des finances conspirait avec l'intérêt des gens de justice pour rendre inexecutable une si coûteuse réforme.

Le tiers cherche
à modérer les
épices.

Le tiers état s'efforça du moins de restreindre dans l'application ce qu'il était impuissant à détruire. Jadis il avait fait abolir les épices en matière criminelle : il demanda la même suppression pour les procès domaniaux. (T. 239.) Elle fut refusée, mais il l'obtint du moins pour les audiences d'installation qui motivaient des épices à la charge du nouveau magistrat. (T. 241.) Cet abus fut interdit à peine de concussion. (Ord., art. 448.)

La forme des taxes attira également l'attention du tiers. Il réclamait pour les présidents le droit de taxer et de modérer les épices, comme l'avait prescrit l'ordonnance de Blois. (T. 238.) Il voulait en outre que le montant des épices reçues fût indiqué sur l'expédition de la sentence et signé du juge. (T. 242.)

Moyens de con-
trainte imaginés
pour hâter le
paiement des
épices.

Ce fut surtout le mode de paiement qui souleva les controverses. En échangeant en impôt une redevance qui n'était à l'origine qu'une marque de gratitude, les juridictions s'étaient préoccupées du moyen de forcer les plaideurs à acquitter les épices : en matière criminelle, quelques-unes n'avaient pas craint de retenir en prison le malheureux qui tardait à se libérer. (T. 240.) L'ordonnance prescrivit de ne jamais

prolonger une détention sous ce prétexte. (Art. 111.) La plupart des juges en matière civile prononçaient le sursis de l'arrêt jusqu'à l'acquittement des épices¹. La noblesse et le tiers protestaient contre cet abus. (N. 166. T. 216.) L'ordonnance défendit qu'aucun délai retardât le prononcé des arrêts. (Art. 84.) Mais cette interdiction était trop vague pour atteindre et guérir le mal dont se plaignaient les cahiers.

De toutes ces pratiques vexatoires, une des plus fréquentes était de délivrer un exécutoire contre le plaideur récalcitrant. En vain les cahiers protestèrent contre un tel abus. (N. 166. T. 240.) Rien ne fut fait.

La noblesse et le tiers ne peuvent obtenir la suppression des exécutoires.

En 1617, les États de Normandie firent entendre les mêmes plaintes contre les huissiers porteurs des exécutoires qui multipliaient les frais : « Dans les autres cours, disent les remontrances, on se contente de retenir l'expédition du jugement jusqu'au paiement des épices. C'est la seule contrainte qui soit légitime². »

La réponse du roi fut entièrement favorable à l'a-

1. Le tiers état avait également demandé que les épices fussent taxées en livres. Le souvenir de leur origine avait conduit certains parlements à les taxer en nature. A Rouen, ce retour au passé avait été le signal d'un progrès. L'austère Groulart s'était efforcé d'écarter les dons en argent : comme premier président, il taxait lui-même les épices, et Floquet, dans son *Histoire au parlement de Normandie* (t. IV, p. 297), rapporte, après avoir compulsé les registres, que le plus souvent ce vertueux magistrat indiquait quelque objet de la profession du plaideur : c'est le propriétaire d'une verrerie qui offrira « deux belles coupes de cristal ; » c'est la corporation des joueurs de violon qui « donnera » une ambade ; « cesont les convents qui diront des prières pour le rapporteur et sa famille. — Mais on peut juger par l'arbitraire de ces décisions ce que devaient être les abus commis par des présidents moins sévères que Groulart. Malgré les exemples que nous venons de citer, les épices étaient en réalité partout converties en argent.

2. Art. XII. *États généraux*, t. XVIII, p. 28.

bolition des contraintes, mais le conseil se montra moins ferme lorsqu'il s'agit d'arriver à un résultat pratique. Non-seulement il ne se résolut à rien, mais il recula complètement quelques années plus tard : en 1620, ayant été appelé à statuer sur l'abus même qui avait été signalé par les États de Normandie, il céda aux sollicitations des parlements et admit le système des exécutoires¹. On ne peut donc s'étonner que l'ordonnance de 1629 ait laissé subsister les contraintes, qui n'étaient pas destinées à disparaître avant le règne de Louis XIV².

En dehors des propositions qu'avaient faites les

1. L'incident qui provoqua l'arrêt du conseil fait mieux connaître la nature des *épices* que toutes les explications théoriques. Les *exécutoires* étaient délivrés au nom du receveur, mais quoique le parlement de Rouen n'y parût pas engagé, sa dignité n'en était pas moins compromise. Un plaideur mécontent, le sieur de Guitry, ayant porté plainte au roi, le conseil, enchanté de pouvoir humilier un parlement, ordonna la surséance de l'exécutoire. Le procureur général de Brétignières vint alors à Paris et plaida hardiment la cause des *épices* dont l'existence même était indirectement engagée dans le débat. « Cette affaire, commune avec les autres parlements, disait-il, dépend de la réformation de la justice. Quand il plaira à S. M. mettre la main à ce grand œuvre, et donner aux officiers de ses Parlements de bons appointements, comme à vous, messieurs (du conseil) que je vois assis céans, qui travaillez aux affaires du roy avec dignité et grandes recompenses, j'avoueray, lors, franchement, qu'il est juste de supprimer les espices. En attendant que ce bonheur advienne, il ne faut pas mettre l'ongle dans noz ulcères. Les États de la province réunis à Rouen en 1617, qui s'estoient plaincts autrefois des exécutoires pour espices, ont, depuis, recongneu que le changement en seroit trop difficile, et résolu, en leur dernière assemblée, de s'arrester simplement à supplier la cour d'empescher les exactions des huissiers qui les recueillent. Venillez, messieurs, nous maintenir dans la liberté de noz usages. » Reg. secr., 16 mai 1620. Floquet, *Hist. du parl. de Normandie*, t. IV, p. 301. Ces remontrances décidèrent le conseil, qui autorisa les exécutoires.

2. L'ordonnance de 1670, tit. XXV, art. 16, abolit expressément les exécutoires pour paiement d'*épices* et vacations.

trois ordres au point de vue des fonctions judiciaires, de l'indépendance des juges et des moyens d'assurer leur existence sans recourir aux épices, un autre projet avait été conçu dans l'intérêt de la discipline.

Il s'agissait de réveiller, dans toute la France, l'esprit de corps des compagnies souveraines et de leur donner à un haut degré le sentiment de cette dignité qui est le meilleur gage de l'indépendance et de l'honnêteté du magistrat. C'est dans ce dessein que parmi les propositions faites par le roi à l'assemblée des notables tenue en 1617 figure la création d'une chambre composée de quatre conseillers du parlement de Paris, de deux membres du parlement de Toulouse et de sept autres pris « parmi les plus signalés en probité », dont les fonctions devaient consister à aller successivement siéger dans toutes les cours souveraines pour recevoir et juger les plaintes des habitants de chaque province contre les magistrats, « nonobstant le prétendu privilège que les officiers ne puissent être jugés que par leurs compagnies et les chambres assemblées. » A la suite de ces grandes inspections, un rapport spécial devait être fait au roi sur la situation des magistrats les plus décriés et sur les mesures à prendre à leur égard.

Les notables sont saisis en 1617 d'un projet de chambre de discipline ambulatoire.

Les notables déclarèrent qu'ils ne pouvaient conseiller à Sa Majesté l'établissement de cette chambre : les magistrats préoyaient qu'une telle commission choisie en haine des cours irait porter le trouble dans le sein des parlements; craignant avant tout quelque atteinte à leurs privilèges, ils repoussèrent ce projet¹.

Ils repoussent cette proposition.

1. *États Généraux*, t. XVIII, Ass. de 1617. XVII^e proposition, p. 105.

Richelieu le reproduisit en 1626, mais les notables, s'en référant à l'avis donné en 1617, persistèrent à juger l'institution dangereuse pour l'indépendance des cours de justice : ils déclarèrent qu'ils préféreraient le rétablissement des Grands Jours¹.

Le gouvernement central avait besoin d'exercer sur les provinces une action directe et efficace. Les parlements, qui étaient les représentants et qui auraient voulu demeurer les seuls dépositaires de l'autorité, ne suffisaient plus à cette tâche que leur résistance pouvait à tout instant paralyser. Les tournées des maîtres des requêtes avaient produit d'heureux effets, mais leur autorité souvent contestée n'était pas suffisante pour inspirer aux magistrats une crainte salutaire. Les maîtres des requêtes envoyés en qualité de commissaires avaient rencontré dans certaines provinces l'hostilité la plus violente². Il fallait renoncer à ce système ou l'organiser puissamment.

Maîtres
des requêtes.

Sous l'influence des officiers de justice, les États de 1614 avaient dérogé à la tradition de leurs prédécesseurs demandant la régularité des « chevau-chées³. » Ce fut la royauté qui reprit, en 1617, l'idée exprimée à Orléans et à Blois, en proposant aux notables « d'envoyer un maître des requêtes en chaque gouvernement, lequel ira par tous les sièges, et y fera tel séjour qu'il jugera à propos, reconnoitra soigneusement tous les abus et malversations; pourvoira à faire garder les ordonnances; où il trouvera les juges et autres officiers coupables, leur fera leur procès, et

1. *Assemblée des notables*, p. 157 et 161.

2. Voyez *Hist. du parlement de Normandie*, t. IV, p. 485.

3. *États d'Orléans*, t. II, p. 146. — *États de Blois*, id., p. 490.

l'instruira entièrement, nonobstant oppositions ou appellations queleconques, et le procès tout instruit, il le renverra au parlement où le siège ressortit, lequel y sera jugé promptement et toutes choses cessantes. Et afin que les maîtres des requêtes ne prennent point d'habitudes esdites provinces, et ne donnent puis après du support à ceux avec lesquels ils auront acquis familiarité, ils seront changés de temps en temps, selon qu'il sera avisé. »

Les notables se montrèrent très-effrayés du droit d'information accordé aux maîtres des requêtes : ils y voyaient un nouvel établissement de justice, et, pour prévenir toute usurpation, ils déclaraient que leurs commissions devraient être vérifiées et enregistrées par le parlement dans le ressort duquel ils feraient leur inspection¹.

Craintes
des magistrats.

Malgré ces réserves, nous voyons, à partir de 1618, des maîtres des requêtes envoyés dans certaines provinces avec le titre d'*intendants de justice et de police*.

Intendants de
justice.

L'ordonnance de 1629 donna aux maîtres des requêtes la mission la plus étendue, tant au sujet de la justice que relativement aux finances : l'art. 58, qui règle leur compétence et leur attribue le droit de prononcer des amendes, contient le résumé le plus fidèle des droits de l'administration au moment où, sous l'influence du cardinal de Richelieu, les maîtres des requêtes allaient prendre le titre d'intendants et fixer leur résidence dans toutes les provinces malgré les parlements².

1. 18^e proposition, *États Généraux*, t. XVIII, p. 103.

2. Voir sur ce point l'ensemble de renseignements recueillis par M. Caillet. *Administration de Richelieu*, p. 40 et suiv.

Rétablissement
des mercuriales.

Les mercuriales, dont le tiers état avait réclamé le rétablissement en 1614, furent ordonnées de nouveau. (T. 205.) Tombées en désuétude dans plusieurs cours où elles avaient fourni l'occasion et le prétexte de violentes récriminations entre les membres du parlement, elles furent de nouveau prescrites en 1629. On remit en vigueur l'ordonnance de Blois « pour estre auxdites mercuriales, traité de *la discipline de nos parlemens, règlements de mœurs, modération des espices et salaires*, et autres choses concernant *l'honneur et la dignité des juges*, et l'expédition des causes ; et on ajoutait qu'en icelles devoient être receues toutes les plaintes qui seront faites contre les officiers de nosdites cours, des fautes par eux commises et contraventions à nos ordonnances. » (Art. 89.) Puis les mercuriales devaient être ensuite transmises au chancelier pour qu'il fût statué suivant la loi.

On le voit, cet article contient la sanction de toutes les prescriptions que nous venons d'analyser : il a servi de garantie pour l'exécution de l'ordonnance et il est un résumé fidèle de ce chapitre.

2. — JURIDICTIONS.

SOMMAIRE.

Caractère de la réforme judiciaire sous Henri IV.

1. Justices subalternes. — Le tiers état demande l'unité de juridiction ; il obtient la suppression des justices royales superflues ; il attaque les justices seigneuriales. Il revendique pour les justices royales la plénitude de juridiction. La royauté s'en remet à la jurisprudence des parlements.

II. Justices supérieures. — Régularité des juridictions. Les justices supérieures appartiennent au prince : la noblesse et le clergé ne le contestent pas. Nombre des degrés de juridiction avant le Parlement. Grands jours.

III. Compétences extraordinaires. — Les évocations troublent le cours de la justice. Le clergé et le tiers attaquent le conseil du roi défendu par la noblesse. Réorganisation du conseil du roi chargé d'attributions spéciales. Les *committimus* attaqués par les trois ordres. L'égalité devant la loi précédé de plusieurs siècles l'égalité devant les juridictions.

De l'ensemble des doléances d'Orléans et de Blois, nous avons vu ressortir clairement la double attitude de la noblesse et du tiers état. Leur longue lutte d'influence avait abouti à un conflit direct où l'un représentait les souvenirs d'une organisation détruite, tandis que l'autre se faisait le champion de l'égalité des droits sous la protection de la royauté.

Avant d'examiner ce que devint, en 1614, la querelle qui avait mis aux prises ces deux ordres, il nous faut indiquer clairement ce qu'était l'organisation judiciaire à la fin du règne de Henri IV.

Aucune des institutions essentielles n'avait été modifiée, mais, dans toutes ses parties, l'administration de la justice avait reçu l'heureuse impulsion que le génie du prince avait su communiquer à son gouvernement. Comprenant moins de détails qu'aucune des ordonnances précédentes sur la justice, l'édit donné à Rouen en 1597 fut mieux appliqué et plus scrupuleusement suivi. Rendu pour satisfaire aux vœux de l'assemblée des notables, il rappelait et remettait au besoin en vigueur les grandes ordonnances que nous avons successivement étudiées. Henri IV exécutait ainsi pendant le cours de son règne les ré-

Caractère de la réforme judiciaire sous Henri IV.

Application des ordonnances de l'Hospital et de Blois.

formes obtenues par l'insistance éclairée de tous les États Généraux.

La hiérarchie n'avait pas reçu de modifications : depuis les juges subalternes jusqu'aux parlements, les degrés de juridiction étaient demeurés les mêmes, mais la plupart des suppressions peu à peu réalisées avaient apporté une plus stricte économie dans la justice et plus d'ordre dans l'administration.

En 1614 les abus
sont moins gra-
ves, les doléances
moins amères

Ce progrès de l'organisation judiciaire enlève quelque intérêt aux doléances. En 1614, elles ont une forme moins amère qu'aux États de Blois : les abus sont plus isolés, grâce à l'ordre qui a régné douze ans, les rancunes se sont calmées, et l'intelligence des députés est demeurée aussi active. Leurs vœux sont d'autant plus précis, leurs jugements sur certains usages d'autant plus sévères qu'ils ont appris par une récente expérience tous les résultats que peut obtenir un gouvernement ferme et honnête. Le chemin parcouru leur laissant mieux apprécier ce qui restait à faire, ils indiquent clairement leur plan. Aussi l'étendue des cahiers nous permet de suivre une à une les institutions judiciaires de l'ancien régime, de les étudier sous la forme qu'elles devaient conserver sans grand changement jusqu'à la chute de la monarchie et de voir poindre l'attitude que chacun des ordres allait garder en face d'elles.

Nous examinerons successivement les justices subalternes, les juridictions supérieures et les compétences extraordinaires.

I. *Justices subalternes.*— Le tiers état ne cherchait pas seulement à réaliser l'unité de juridiction comme

le moyen le plus efficace de combattre les ordres privilégiés, mais comme le modèle de toute justice : aussi le voyons-nous lutter tour à tour contre les justices royales et contre les justices seigneuriales.

Nous savons déjà que le tiers état plaçait le siège de la principale justice au chef-lieu du bailliage : au-dessous du présidial dont il soutenait la compétence, il tolérât un seul degré de juridiction, mais à la condition que l'éloignement de ce siège le rendit utile à l'administration de la justice : sinon, il en réclamait la suppression. Il continuait ainsi l'effort tenté à Orléans¹. Ne faisant d'exception que pour les prévôts dont les appels ressortissaient aux parlements, il proposait de détruire toutes ces juridictions superflues qui se disputaient dans le sein d'une même ville la connaissance des débats de première instance². Ainsi chaque ville aurait été ramenée à l'unité. Pour continuer ce travail d'élimination dans l'étendue du bailliage, le tiers voulait que toute basse justice créée par les acquéreurs du domaine royal fût supprimée au moment de la réunion à la couronne. (T. 269.) Ces deux demandes ne furent pas accueillies, mais la question des présidiaux contraignit le pouvoir à montrer ses préférences.

Les magistrats qui, en se groupant autour du bailli, avaient formé le centre de la juridiction des présidiaux avaient vu, sous Henri III, s'étendre

1. Voir t. II, p. 140 à 143 — Roussillon, art. 24.

2. Voici la combinaison que le tiers état avait imaginée pour rendre moins onéreuse cette suppression : ou bien le titulaire serait remboursé soit par les parties casuelles, soit par la ville, ou, « advenant vacation au présidial, » il serait nommé conseiller (T. 256).

leur compétence ; en 1614 elle atteignait 500 livres en dernier ressort et 1000 livres avec le droit d'appel ¹. Le tiers état demandait que les parlements fussent tenus de respecter les limites de cette compétence contre laquelle se heurtaient les envahissements de leur juridiction souveraine. (T. 237.) La noblesse, poursuivant son ancienne rancune, renouvelait le vœu de suppression, soutenant que « l'expérience avoit fait connoître le peu de fruit qu'apportoient les sièges présidiaux. » Elle leur substituait le lieutenant de bailliage jugeant seul ou avec l'aide de deux avocats du siège. (N. 231.)

La noblesse veut
supprimer les
présidiaux.

Les présidiaux
protégés contre
la jalousie des
parlements.

Est-il besoin de dire que l'ordonnance de 1629 donna raison au tiers état ? Il fut défendu aux cours de parlement de déclarer les présidiaux incompetents « si ladite incompetence n'avoit été alléguée devant les présidiaux. » (Ord., art. 444). En un mot, quand les parties avaient une fois accepté la compétence du tribunal inférieur, la cour devait s'incliner devant ce contrat judiciaire².

Au milieu de ses efforts pour établir l'ordre régu-

1. Juillet 1580. (St-Maur. Fontanon, I, 365.) Le recueil des anciennes lois françaises confond cet édit avec celui de 1557 qui avait éré les présidents de présidiaux. Il importe au contraire de les distinguer avec soin. Celui de 1557 a attribué aux présidiaux une compétence qui leur a été plus tard retirée ; en 1580, la compétence primitive (250 livres en dernier ressort, 500 livres en première instance) a été doublée.

2. L'animosité des parlements contre les présidiaux était telle que la royauté devait défendre à elle seule ces juridictions. Nous en trouvons un singulier témoignage dans un des vœux du tiers réclamant la vérification de tous les édits royaux par les parlements, « sans qu'aucune adresse puisse estre faite à vostre grand conseil ou ailleurs, *sauf*, ajoute-t-il, *de ce qui concerneroit la jurisdiction des Présidiaux et reglement d'icelle.* » (T. 196.) C'est le seul cas dans lequel nous voyions fléchir la défiance du tiers contre le grand conseil.

lier des juridictions, le tiers état pouvait se trouver parfois en lutte avec le roi, mais ce genre de conflit se rencontrait rarement et le tiers était le plus souvent l'adversaire de la noblesse. C'est pour abaisser les justices seigneuriales qu'il voulait déférer leurs appels aux baillis royaux et non aux cours souveraines. (T. 260.) C'est pour empêcher les seigneurs de conserver leur influence qu'il demandait contre tout haut justicier aliénant ses domaines la défense de réserver à son profit le droit de justice. (T. 261.) Enfin c'est avec la pensée d'éviter le retour d'un désordre si difficile à déraciner qu'il voulait empêcher la royauté, en cas d'érection de duché, de joindre au titre l'exercice du droit de juridiction. (T. 259.) Dans le même ordre d'idées, la création de nouveaux sièges devait être interdite. (T. 260.)

Efforts du tiers
contre les juri-
dictions seigneu-
riales.

En attendant que ces réformes fussent obtenues, quelle devait être la situation de la justice royale et de la justice seigneuriale dans leurs rapports réciproques ? Comment régler les conflits ? Laquelle des deux devait céder ? Sur ce terrain, la lutte entre la noblesse et le tiers devait être décisive.

Afin d'étendre incessamment les droits de la juridiction royale, le pouvoir n'avait jamais voulu fixer de limites territoriales : les plaideurs étaient-ils sujets du roi, quel que fût le lien de vassalité qui les rattachât directement à des seigneurs hauts justiciers, les juges royaux retenaient l'affaire. Ainsi les justiciables des seigneurs étaient libres de porter leurs causes devant le bailli. Plus la justice royale se régularisait, plus se multipliaient ces attributions volontaires qui excitaient l'irritation impuissante de

Tous les conflits
tournent au pro-
fit de la justice
royale.

la noblesse¹. En vain les seigneurs avaient-ils essayé d'attirer les plaideurs habitants des juridictions royales en leur offrant certains avantages : les soumissions que les sujets du roi avaient souscrites furent annulées par les parlements comme contraires à l'ordre public et le tiers demanda, dans ses cahiers, que cette jurisprudence fût convertie en loi de l'État. (T. 271.)

Le conflit était en certains cas bien autrement direct : alors même que la compétence du seigneur était incontestable, le juge royal retenait l'affaire s'il en avait été saisi le premier. Ainsi l'activité du prévôt, le zèle plus ou moins grand du lieutenant de bailliage étaient autant de motifs d'où dépendait l'attribution de juridiction. La noblesse, soutenue par le clergé, protestait contre cette violence et revendiquait ses droits qu'on ne pouvait d'ailleurs mettre en doute ; mais l'intérêt public, représenté par le tiers état, faisait entendre un tout autre langage. La royauté donna raison aux officiers de justice : l'ordonnance, en ne répondant pas aux doléances des ordres privilégiés, laissa subsister cette jurisprudence qui devait abaisser peu à peu les justices seigneuriales sous la loi de l'unité monarchique. (T. 272. *Contra* N. 228. C. 241.)

Sur un seul point, la noblesse obtint une décision

1. Elle avait essayé de frapper d'une amende le vassal qui portait sa cause devant le juge royal, mais cette nouvelle arme s'était brisée entre ses mains. Les juridictions royales formaient un corps trop uni et trop puissant pour reculer devant cette tentative ; le tiers état n'obtint pas contre cette amende l'interdiction qu'il sollicitait (T. 282), mais à tous ses degrés la justice du roi continua à accorder aux plaideurs, victimes de cet abus, une indemnité égale à l'amende.

conforme à ses vœux : il s'agissait de l'exécution sur le territoire royal des sentences rendues par les juges seigneuriaux : les prévôts et les baillis royaux refusaient souvent à ces jugements le *pareatis* qui pouvait seul leur donner force exécutoire. (N. 215.) L'ordonnance astreignit les juges royaux à apposer ce visa sans examiner le fond de l'affaire. (Art. 120.)

Malgré cette exception, les cahiers témoignent de la suprématie chaque jour croissante des justices royales : c'est le fait qui domine cette matière, il importe de le retenir. Nous constatons ainsi la persistance remarquable du tiers état se retrouvant au dix-septième siècle animé de la même ardeur qu'au milieu du quatorzième.

II. *Justices supérieures.* — Nous venons d'assister à la lutte entre la noblesse s'efforçant de maintenir la dualité de juridiction et la royauté voulant arriver à l'unité. Cette querelle n'existait qu'aux premiers échelons de la hiérarchie judiciaire ; dans la sphère plus élevée des cours souveraines, la justice appartenait au prince et nul n'avait jamais contesté cet attribut de la royauté.

La justice supérieure appartient au prince.

Il ne s'agissait donc point de défendre ou d'attaquer un droit. Le seul effort des États tendait à en régler l'exercice. Nous avons déjà eu occasion de dire sous quelle influence d'ambition et de cupidité les degrés de juridiction s'étaient multipliés à l'infini. La fermeté des parlements, ne laissant échapper aucune occasion de briser ou d'étouffer les justices seigneuriales, avait depuis un siècle diminué peu à peu le nombre des appels ; le tiers état insista pour qu'au

eune affaire ne traversât plus de deux degrés de juridiction avant d'être portée devant le parlement. (T. 257.)

Le pouvoir ne crut pas devoir accomplir d'un seul coup cette grande réforme que les parlements réalisaient à petit bruit et sans en rejeter sur la royauté les trop lourdes rancunes.

Le clergé et le tiers insistent pour la tenue des Grands Jours.

L'organisation des cours souveraines ne souleva aucune doléance : la tenue des Grands Jours dans les provinces les plus éloignées, tous les deux ans ou au moins tous les trois ans, fut le seul point sur lequel insistèrent successivement le clergé et le tiers état¹. En 1627, les notables renouvelèrent ce vœu dans les termes les plus énergiques, après avoir rejeté la proposition faite par Richelieu d'une chambre ambulatoire². L'ordonnance se borna à une promesse vague qui n'engageait nullement le pouvoir. (Ord. 59.)

La périodicité, qui aurait pu seule assurer le succès de ces solennelles assises, ne fut point accordée. Les Grands Jours tenus à Poitiers en 1634 furent féconds en résultats³, mais Omer Talon, qui y joua un

1. « L'autorité que se donnent sur les lieux les plus puissans d'opprimer les plus foibles quand ils sont éloignés du soleil de la justice et des parlements, et les crimes qui demeurent estouffez dans la crainte et le silence des parties, et bien souvent impunis par la foiblesse et connivence des juges, sont cause que V. M. est suppliée de faire tenir les Grands Jours... » (C. 247. T. 204.) Les Etats de la province de Normandie demandèrent instamment, en 1617, la tenue des Grands Jours dans le bailliage de Rouen et du Cotentin, « afin, disaient les notables, que votre pauvre peuple soulagé des cruautés qu'on lui fait souffrir vous donne à bon droit le titre de Louis le Juste. » (Remonstrances, XXV.)

2. *Assemblée des notables*, p. 161.

3. Une *Relation contemporaine des Grands Jours tenus à Poitiers en 1634* s'exprime en termes dignes d'être cités : « La rigoureuse poursuite que

rôle important, rapporte que leur influence fut éphémère. « On auroit dû, dit-il, promettre la tenue des Grands Jours dans huit ou dix années ; car cette appréhension est capable de retenir la noblesse et les officiers en leur devoir¹. » C'est à l'étroite jalousie du parlement de Paris que fut due l'inobservation de l'ordonnance.

Au sommet de la hiérarchie judiciaire, le tiers état voulait placer le roi en personne : il souhaitait qu'à l'imitation de saint Louis, le jeune prince rendit la justice à certains jours de la semaine ; c'était le rêve si souvent conçu par Henri IV et qu'il avait réservé pour sa vieillesse². Les députés pensaient ouvrir ainsi un recours suprême aux malheureux qui auraient vu se fermer devant eux les portes de la justice ; aussi le tiers état entendait-il soumettre moins les procès que les juges à la connaissance personnelle du souverain. (T. 192.) Cette satisfaction ne lui fut pas accordée, mais il en obtint d'autres plus sérieuses.

Le tiers voulait
que le roi pût
juger en per-
sonne.

faisoit faire la cour des *Grands Jours* contre les criminels, fit prendre l'air à bon nombre de personnes, et des plus puissants de ce pays-là, qui, pour éviter la sévérité des juges, prirent occasion de s'aller promener ailleurs, contre lesquels néanmoins elle ne laissa pas d'agir, particulièrement contre deux cent trente-trois, par son arrêt du 29 novembre, aux dépens de leurs biens et de leurs personnes mêmes, si on eût pu les attraper. » (*Archives curieuses de l'histoire de France*, t. VI, 2^e série, p. 175 et suiv.)

1. Omer Talon. (*Mémoires*, Collection Michaud, t. I, p. 35.) — Mathieu Molé exprime la même opinion. (*Mémoires*, t. I, p. 458.)

2. Henri IV, en effet, répétait souvent : « Dieu me fera peut-être la grâce, dans ma vieillesse, de me donner le temps d'aller deux ou trois fois par semaine au parlement, comme y alloit le bon roi Louis XII, pour travailler à l'abréviation des procès. Ce seront là mes dernières promenades. » (*Tablettes historiques des rois de France*, citées par Poirson, t. III, p. 70.)

Les évocations
troublent le
cours de la
justice.

III. *Compétences extraordinaires.* — Les évocations, moins nombreuses sous le contrôle vigilant de Henri IV, avaient reparu à sa mort et troublaient tout aussi profondément que par le passé le cours de la justice. Sous des formes diverses, c'était toujours la même atteinte au droit; la sentence définitive d'un présidial, aussi bien que l'arrêt souverain d'un parlement, étaient suspendus dans leur exécution par l'envoi d'une simple requête adressée soit au Parlement, soit au grand conseil. (T. 198, 217, 233.) Grâce à un tel détour, un riche débiteur échappait souvent à ses créanciers moins habiles ou moins puissants que lui. Le tiers s'en plaignait hautement. (T. 198, 217, 235.)

Le conseil du
roi attaqué par
le clergé et le
tiers état.

Instrument de ces faveurs illégitimes, le conseil du roi était désigné aux justes critiques des États Généraux. Sous le couvert de l'autorité royale, il usurpait en réalité le pouvoir judiciaire; il avait audacieusement repris les attributions contentieuses qui lui avaient été retirées plus d'une fois; c'est contre lui que se tourna le mécontentement de la nation.

Il est défendu
par la noblesse.

Seule, la noblesse défendait le conseil du roi, qui était devenu sa propre juridiction. (N. 220.) Le clergé se séparait de son alliée pour repousser des empiétements funestes aux justices ecclésiastiques. (C. 222, 224.) Le tiers état, avec plus de vigueur encore, insistait pour obtenir la réforme du conseil, le renvoi de toutes les affaires pendantes aux juges qui devaient en connaître, et la défense absolue des évocations. (T. 193, 194, 195.)

L'assemblée des notables de Rouen examina avec soin l'organisation du conseil. Nous avons vu, en

étudiant l'œuvre accomplie en 1617¹, les efforts des notables pour écarter les affaires contentieuses et pour constituer une juridiction supérieure dont la compétence exceptionnelle fût clairement définie. Tous les éléments d'une constitution précise se trouvent rassemblés dans les avis des notables. Mais, en 1629, aucune décision définitive n'avait encore été prise par Richelieu, qui s'était borné à faire préparer un projet².

L'ordonnance ne prit, à propos de l'organisation du conseil, aucun parti définitif, mais renvoya simplement à un « bon règlement. » (Art. 61.) Quant à la compétence, elle fut à peu près déterminée : les conflits, la récusation d'un parlement pour cause de suspicion, les questions de règlement de juges, enfin les voies extraordinaires de recours telles que les requêtes civiles, lui furent attribuées à la place des affaires purement privées qui étaient renvoyées aux cours souveraines. (Art. 65, 68, 70.) On ne se borna pas à ces mesures, on déclara que les évocations au conseil fondées sur les parentés, évocations qui étaient les plus fréquentes de toutes, n'auraient plus lieu que pour des causes importantes, après qu'on aurait recueilli l'avis des procureurs généraux et fait une instruction préalable. (Art. 65.) Quel fut le sort de cette législation? Elle avait voulu tout prévoir, et elle échoua, malgré ses minutieuses précautions. A travers les mailles du réseau dont elle avait voulu envelopper le conseil du roi passèrent toutes les

On cherche à déterminer la compétence du conseil.

1. Voir plus haut, t. III, p. 425.

2. *Lettres du cardinal de Richelieu*, t. II, p. 169.

affaires qu'il plut au prince d'évoquer; les limites de sa compétence ne furent jamais fixées; la modération des ministres ou la crainte d'indisposer le Parlement furent les seuls freins qui servirent à empêcher l'excès des abus.

Le privilège de *committimus* est attaqué par les trois ordres.

A côté des coups d'autorité qui arrachaient violemment un plaideur à sa juridiction naturelle, doivent se placer les privilèges personnels qui entraînaient la cause de certains officiers du roi devant des juges spéciaux. Dès le début de cette étude, nous avons rencontré les lettres de *committimus*. Telles nous les avons vues en 1355, telles nous les retrouvons en 1614.

Accordé à l'origine aux officiers de la maison royale, non point comme une faveur, mais comme un moyen de demeurer assidu au service du roi, ce privilège s'était étendu à l'infini : tous ceux que leur charge retenait à Paris voulaient en jouir; les maîtres des requêtes du palais et de l'hôtel, devant lesquels étaient portées ces affaires, favorisaient ouvertement l'extension de leur propre compétence, de telle sorte qu'au début du règne de Louis XIII, comme il y avait peu de seigneurs vivant à la cour qui ne fussent gentilshommes de la chambre, la plus grande partie de la noblesse s'était constitué une juridiction privilégiée qui lui permettait d'opprimer aisément les pauvres gens de leur province. Les États Généraux, fidèles à leurs anciennes plaintes, protestèrent énergiquement contre ce désordre, réclamant, comme dans les assemblées précédentes, la restriction de cette faveur aux officiers de service, et exigeant qu'un tableau des privilégiés fût dressé et rendu public.

(T. 230, 231, 232. N. 203.) Les assemblées de notables étudièrent de nouveau la question et présentèrent au roi les mêmes demandes¹ : l'ordonnance promit de réduire le nombre des privilégiés, supprima tous les officiers honoraires et ordonna qu'une liste exacte serait composée par les soins du chancelier. (Art. 72, 78.) Le tiers état voulait que les lettres ne fussent jamais accordées pour une demande inférieure à cent livres. (T. 231.) On proposa aux notables de fixer un minimum de quatre cents livres ; mais ils rejetèrent la proposition : l'ordonnance s'en tint à un chiffre moyen en fixant le minimum à cent cinquante livres. (Art. 73.)

A la faveur de cette compétence, les privilégiés se faisaient les tyrans de leur province ; sous prétexte d'un service qu'ils rendaient pendant trois mois, ils « tenoient en telle subjection tous ceux qui avoient affaire à eux en demandant ou défendant, par la crainte de les faire venir plaider en nostre ville de Paris, que la pluspart sont contraints de leur accorder ce qu'ils demandent, spécialement ès causes esquelles la dépense d'un si grand éloignement et délaissement de leur famille, labeur, trafic ou vacation est de plus grande conséquence que le fonds dont est question au procès². » L'ordonnance décida

1. *États Généraux*, t. XVIII, ass. de 1617, 15^e proposition, p. 100 à 103.

2. Cet extrait de l'ordonnance (article 72), en contenant l'énumération des griefs, résume si bien la pensée du tiers état, que nous avons tenu à le rapporter. — Le tiers avait demandé que « les laboureurs, journaliers et manouvriers ne puissent, pour quelques privilèges que ce soit des requestes, scholarité, garde gardienne, seel, ou autres, estre distraits de leur juridiction ordinaire. » (T. 234.)

que le bénéfice de la compétence n'aurait lieu que pendant la résidence obligatoire du privilégié (art. 72); qu'il ne s'appliquerait pas aux actions réelles, mais seulement aux actions personnelles (art. 76), et que les officiers de justice ne pourraient multiplier leurs procès en acquérant des créances litigieuses¹.

Ainsi se trouvait limité par le vœu des États le privilège de *committimus* qui jouait un rôle si important dans le règlement des compétences.

Malgré cet effort, le mal se perpétua. Toutefois, il ne faudrait pas croire que l'action des États eût été inutile : leurs vœux servirent non-seulement l'unité, mais la régularité des juridictions. Les cahiers et l'ordonnance furent, à des degrés divers, une protestation en faveur des principes; et si les abus subsistèrent, nul ne put se faire illusion sur l'irrégularité des compétences extraordinaires.

L'égalité devant la loi s'est établie avant l'égalité devant les juridictions.

L'égalité devant la loi avait précédé de plusieurs siècles l'égalité devant les juridictions. Les princes et les grands ne comprenaient nullement qu'ils dussent s'incliner devant les mêmes juges que les bourgeois et les vilains. La noblesse, toute disposée à voir trois États dans l'État et à ménager à chacun d'entre eux une justice spéciale, prenait tous les moyens pour obtenir, à la faveur de son rang ou des charges qu'occupaient les gentilshommes, l'avantage de la juridiction privilégiée que le clergé avait possédée de tout temps. Comment en eût-il été autrement? Le roi lui-même portait devant son conseil les causes qui intéressaient ses droits, et cette exception à la

1. T. 233, 315. N. 174. Ord., art. 94.

vieille maxime, qui défend à toute personne d'être juge en sa propre cause, avait été sanctionnée par un si long usage que les États de 1614 ne songèrent pas à attaquer spécialement cette dérogation aux principes. L'ancien régime, en s'écroulant, ne parvint pas à l'ensevelir sous ses ruines : le droit d'apprécier la limite des pouvoirs du prince et les actes des officiers royaux n'appartint jamais à la justice ordinaire, mais demeura tout entière entre les mains d'un corps héritier du conseil du roi. Étonnant exemple bien digne d'empêcher les jugements trop sévères de l'histoire, si l'on était jamais disposé à condamner le passé parce qu'il a toléré d'innombrables abus, ou à exalter le siècle présent en prétendant que seul il aurait su les réprimer ! Chaque temps a son caractère propre, mais il y a toujours un fonds commun de maux dont la forme seule est changeante et qu'une étude attentive doit reconnaître et signaler pour apprendre aux hommes qu'ils ne doivent apporter dans les luttes civiles ni colère, ni passion.

3. — PROCÉDURE CIVILE.

SOMMAIRE.

- I. Marche de l'action. — Extension des procédures sommaires. Ordre du rôle des affaires urgentes au Parlement. Arrêts de règlement pour l'abréviation des procès. Récusations et évocations. Taxes de chancellerie. Abolition des petits commissaires. Suppression des enquêtes par commissaires. Procédure de l'ordre.
- II. Arrêts : exécution. — Lecture immédiate de l'arrêt. Étendue excessive et réduction des qualités. Suppression de la surau-

nation. Les juges royaux chargés de l'exécution des arrêts. L'exécution des prescriptions de justice rencontre l'opposition des seigneurs. Saisie : ses effets. Péremption de trois ans. Requêtes civiles.

- III. Avocats et procureurs. — Le tiers état veut que les avocats et procureurs soient confondus dans les juridictions subalternes. Récépissés délivrés par les procureurs. Désaveux. Dépôt des pièces ; la responsabilité expire au bout de cinq ans.

Les États de 1614, continuant l'œuvre commencée à Orléans et à Blois, s'occupèrent avec soin de la procédure civile. Nous allons examiner les diverses questions qui soulevèrent leurs critiques en suivant l'ordre indiqué par la série même des actes.

I. MARCHÉ DE L'ACTION. — L'abréviation des procès et la diminution des frais étaient les deux buts constamment poursuivis par les États.

Procédures
sommaires.

Au premier rang se place l'extension des procédures sommaires ; on se souvient qu'elles étaient réservées par l'ordonnance de 1579 aux demandes inférieures à 10 livres ; leur rapidité et leur économie firent bientôt regretter que leur nombre eût été ainsi restreint. Aussi le tiers état demanda-t-il, avec l'assentiment général, que ce bénéfice fût étendu à toutes les contestations pour salaires de serviteurs et de mercenaires jusqu'à la somme de 24 livres, ajoutant que les juges n'auraient droit à aucunes épices ou vacations, et que les dépens devraient être taxés par la sentence même¹. (N. 195. T. 262, 266.)

1. Ce principe de la liquidation des frais dans le jugement des affaires sommaires s'est conservé dans notre droit, et le code de procédure civile l'a consacré.

L'ordonnance se borna à élever à 20 livres le maximum de ces jugements sans appel, mais, hors cette restriction, elle admit tout ce que les cahiers avaient souhaité. (Ord., 115, 116.)

Pour les grands procès jugés devant les parlements, la tâche était moins aisée : chaque incident méritait un examen approfondi, et le législateur ne pouvait d'un trait de plume réduire les délais ou diminuer les dépens. Nous avons vu comment l'ordre et la publicité du rôle avaient attiré le contrôle des États : de sa régularité dépendait l'issue plus ou moins rapide des procès. Le tiers état, qui n'avait cessé de réclamer cette garantie, se tait aux États de 1614 ; c'est le clergé qui dénonce le parlement et, d'accord avec la noblesse, l'accuse d'intervertir suivant les caprices des présidents l'ordre naturel du rôle. (C. 236. N. 179.)

Ordre du rôle.

La noblesse demandait en outre que toutes les fins de non-recevoir sans distinction fussent jugées sommairement, mais on s'en tint à ce que l'ordonnance de Blois avait décidé sur cette matière. (N. 195.)

Le tiers état voulait que, dans le grand rôle lui-même, on fit un choix parmi les affaires les moins compliquées et qui présentaient le plus d'urgence. Il pensait en attribuer la connaissance à une chambre du conseil, composée d'un président et de quatorze conseillers. (T. 222.) L'ordonnance se borna à prescrire la confection d'un rôle spécial où les procureurs auraient le droit de faire inscrire les affaires qui requéraient une plus grande célérité ; ce rôle « seroit lu en pleine audience avant que le rôle ordinaire fût fini. » (Ord., art. 88.)

Rôle des affaires
urgentes.

Pour la masse des affaires, aucune mesure ne fut

prise : les cahiers avaient demandé que des arrêts de règlement rendus dans le sein des cours souveraines vinssent en aide aux efforts des États. (T. 209.) Nous n'avons pas rencontré jusqu'ici la trace de la mise à exécution de ce vœu.

Suppression des
affaires ancien-
nes.

Indépendamment des affaires qui occupaient l'audience, il y avait un nombre considérable de demandes qui encombraient le rôle et que les parties semblaient complètement négliger. Le tiers émit le vœu que la péremption d'instance établie par l'ordonnance du Roussillon (art. 45) fût exécutée, qu'après trois ans de discontinuation de poursuite l'affaire fût supprimée du rôle, et que le créancier fût déclaré déchu du droit de faire saisir son débiteur. (T. 326.) L'ordonnance admit pleinement cette proposition, qui devait empêcher l'accumulation des anciens procès. (Ord., 91.)

Récusation.

Le premier incident qui pouvait se présenter était la *récusation*. Les députés souhaitaient vivement que les parties fussent renvoyées au parlement le plus voisin quand un président ou un conseiller se trouvait en cause. (T. 227, 273.) L'ordonnance se contenta du renvoi à une autre chambre de la même cour (Art. 57); au moment de l'inscription au rôle, une requête en ce sens devait être présentée au premier président.

Évocations.

C'était également à ce point de la procédure que la requête en évocation devait être adressée au conseil, dans le cas où le nombre des membres du parlement appartenant à la même famille créait contre toute la compagnie une cause de suspicion légitime. Dès que le rapporteur était nommé, les

parties étaient réputées avoir accepté la juridiction et avoir renoncé à invoquer l'incompétence. (Ord., 62 à 64, 66.) Les plaintes générales des cahiers sur le nombre des parentés avaient indirectement provoqué ces dispositions ; mais jamais les députés n'avaient demandé que les évocations au conseil fussent le moyen employé. Entre le remède et le mal, grande eût été l'hésitation des États. La royauté, tout en semblant regretter cette mesure (Art. 55), ne laissait pas échapper une occasion d'accroître la compétence du conseil. Il n'y avait de véritablement pratique que le renvoi au parlement voisin, renvoi qui troublait, il est vrai, les compétences, mais dans une mesure moins choquante que l'évocation au conseil¹.

Dès que l'affaire avait été inscrite au rôle des présentations, elle devait être confiée à un rapporteur qui recevait les pièces et qui était responsable de tous les actes ultérieurs de la procédure ; le tiers état insistait pour que le rapporteur ne fût jamais changé au cours des procès sans absolue nécessité, et que son nom fût signifié aux parties. (T. 219.) L'ordonnance admit ce vœu et créa un registre de distribution, sur lequel devaient être portées toutes les causes et indiqué le nom des rapporteurs. (Ord., art. 83.)

Choix d'un rapporteur dès que l'affaire est au rôle.

Les lettres de chancellerie furent encore l'objet

1. Le clergé fait deux propositions dignes d'être appliquées : la formation d'un tableau des parentés qui serait mis à la disposition des parties pour la rédaction de leurs requêtes de récusation ou de renvoi. (C. 231), et l'obligation en certains cas pour les juges de se récuser spontanément. (C. 232.) — Aucune de ces deux idées ne trouva place dans l'ordonnance.

Tarif des lettres
de chancellerie.

des doléances du tiers état. (T. 200, 201.) Toutefois aucune voix ne s'élevait pour réclamer leur suppression absolue : tout au plus demandait-on l'attribution aux juges royaux des lettres de répit expédiées jusque-là en chancellerie. (T. 202.) Le prix exagéré réclaté par les officiers qui assistaient le chancelier provoquait surtout les plaintes du tiers. L'ordonnance se rendit à ce vœu en prescrivant aux officiers de la chancellerie d'écrire tout au long, en tête des lettres, la taxe du sceau telle qu'elle était fixée par les réglemens. (Ord., art. 60.)

L'abolition des
petits commis-
saires vainement
réclamée par les
États.

On se souvient de la limite imposée en 1579 à la juridiction des commissaires ; les questions qui comportaient des examens de comptes devaient seules leur être confiées ; mais, dans la pratique, il est probable que l'ancien désordre avait reparu, puisque les trois ordres se trouvaient unanimes pour réclamer la suppression absolue des grands et des petits commissaires. (C. 234. N. 209. T. 213.) L'ordonnance se contenta de remettre en vigueur les dispositions édictées à Blois : elles furent peu efficaces, et le régime des commissions choisies dans le sein des parlements se perpétua pendant tout le cours du dix-septième siècle.

La longueur des enquêtes et les incidents auxquels leur validité donnait lieu étaient les causes les plus fréquentes de retard. La noblesse et le tiers continuaient à s'élever contre l'envoi à de longues distances des conseillers chargés des enquêtes ; ils voulaient leur substituer les commissions rogatoires adressées aux juges royaux, moyen d'autant moins fréquent qu'il était plus économique. (N. 170. T. 220.)

Enfin la noblesse proposait que les enquêteurs fussent personnellement responsables si l'enquête était annulée pour vice de forme ¹. (N. 188.)

Il nous reste à parler de la procédure de l'ordre qui était usitée après les ventes d'immeubles, pour la distribution du prix entre les créanciers du vendeur; le clergé et la noblesse exercèrent par leurs vœux une grande influence sur les dispositions de l'ordonnance. Sans entrer dans l'analyse de cette procédure, réglée par l'édit de Henri II², il nous suffira de signaler ici les points qui fixèrent l'attention des États Généraux. Une lenteur extrême, une grande complication de formalités et de délais, tel était l'objet des plaintes exprimées par la noblesse et le clergé, toujours en éveil lorsque les intérêts de la propriété immobilière se trouvaient en cause. « Les deniers provenant de l'adjudication par décret d'une terre, dit le clergé, croupissent longues années ès mains des Receveurs des Consignations, qui suscitent divers procès et incidents, pour s'en tenir toujours saisis, dont ils tirent plus de proffit que les propriétaires ou créanciers, lesquels sont dépouillés l'un du gage, l'autre de la jouissance de son propre, sans en sentir aucun avantage ou décharge. » (C. 244.) Le seul remède était, suivant les cahiers, de procéder à l'ordre en même temps qu'à la poursuite de saisie immobilière et de trouver ainsi la distribution toute préparée quand le paiement du prix aurait lieu. Si la liquidation n'é-

Procédure de
l'ordre.

Consignations de
deniers liti-
gieux.

1. Cette responsabilité est établie par notre Code de procédure.

2. L'édit de 1551, connu sous le nom d'*édit des criées*, a été savamment commenté par Jules Tambour, *Des voies d'exécution*, t. II, p. 250.

taut pas faite dans le délai de six mois, la noblesse proposait que la somme fût retirée des consignations et donnée à un marchand solvable qui servirait les intérêts à cinq pour cent. (N. 191.)

L'ordonnance s'inspira de ces idées : d'après l'article 162, si la majorité des créanciers n'exigeait pas la consignation, l'adjudicataire pouvait conserver les deniers, en donnant caution pour moitié et en payant les intérêts au denier seize. La consignation n'était nullement nécessaire, s'il n'y avait pas d'opposants. (Art. 163.) Enfin on pouvait remettre les fonds entre les mains d'un marchand choisi par les créanciers, ce que Guy Coquille préférait plutôt que de consigner au greffe, « parce qu'il n'advient pas souvent que les greffiers soient solvables¹. »

En dehors de cette question, les cahiers de 1614 ne nous présentent, au point de vue de la procédure, que le reflet des précédents États : leurs doléances ne projettent aucune lumière nouvelle sur la question qui nous occupe. L'abréviation des procès et l'économie, qui sont le but vers lequel tendaient les députés, font renaître les propositions déjà émises aux États de Blois. Le réel intérêt de ces cahiers tient à ce qu'ils nous offrent le moyen de discerner par le silence même des députés jusqu'à quel point avaient été poussées les réformes de la procédure pendant les vingt-six années qui s'étaient écoulées depuis la dernière assemblée.

H. ARRÊTS. — EXÉCUTION. — Lorsque les plaidoi-

1. Coutume de Nivernois, Exécution, art. 51.

ries étaient achevées et que toutes les parties avaient été ouïes (T. 224), il fallait que l'arrêt fût prononcé le plus tôt possible. (T. 246. N. 466.) Pour lui assurer une véritable publicité, la noblesse avait soin de demander que la lecture à l'audience pût en être faite avant six heures du matin (N. 475); mais ce vœu, qui témoigne des singuliers usages de l'ancien Parlement, ne fut pas reproduit par l'ordonnance, qui se borna à prescrire la signature et la lecture immédiates. (Ord., art. 84.)

Les députés obtiennent la lecture immédiate de l'arrêt.

Le tiers état, revenant à la pensée que la noblesse avait émise à Orléans, demanda de nouveau que les arrêts fussent motivés; tout au moins souhaitait-il cette garantie pour « les arrêts donnés sur l'interprétation des Coustumes ou poinets de droit, » parce qu'en ce cas les motifs « serviroient eux-mêmes de loy. » (T. 240.) Aucune réponse ne fut faite à ce vœu ni à celui qui avait pour but d'exiger la rédaction des « sentences en termes si clairs et si intelligibles » que les demandes d'interprétation vinssent à disparaître. (T. 344.)

Arrêts motivés.

Les députés s'élevaient aussi contre un abus tout fiscal: les greffiers étant payés suivant le nombre des rôles expédiés, on avait vu s'accroître peu à peu la longueur des *qualités*¹; le tiers voulait qu'il fût fait défense aux greffiers de transcrire toutes les écritures, et réclamait seulement une mention sommaire comprenant tout au plus le résumé de chaque acte. (T. 249.) Enfin il demandait, ainsi que le clergé, qu'on fût libre de lever les décisions judiciaires en

Réduction des *qualités*.

1. Voyez plus haut, t. II, p. 516.

extrait. (T. 250. C. 248 *in fine*.) Ce dernier vœu fut accueilli par l'ordonnance, qui réduisit en pareils cas au minimum la perception des droits de greffe et rendit les greffiers personnellement responsables des retards apportés à la délivrance de ces extraits. (Ord., art. 95.)

Le tiers
demande la sup-
pression de la
surannation.

La partie qui avait obtenu l'arrêt ne pouvait l'exécuter que pendant un certain délai; notre ancienne législation consacrait une prescription de la force exécutoire qui laissait subsister le droit. Elle s'appelait *surannation* et s'accomplissait par le laps d'un an. « Lettres royaux et commissions ne sont valables, ni les jugements exécutoires après l'an et jour », dit Loysel; mais les lettres de chancellerie qui permettaient d'exécuter le jugement même après le délai expiré se multiplièrent au point que la règle cessa absolument d'exister. Le tiers demanda l'abolition des lettres de surannation et le droit d'exécuter l'arrêt ou le jugement tant que l'action elle-même pouvait être intentée. (T. 253.) L'ordonnance ne contient aucune disposition à ce sujet, mais la jurisprudence, se substituant à elle, abolit peu à peu la sévérité de cette règle, et déclara les jugements exécutoires nonobstant la surannation¹.

Envoi d'une
commission de
conseillers pour
exécuter un
arrêt.

Quelle était la juridiction compétente pour l'exécution? Nous avons vu avec quelle unanimité les trois ordres avaient toujours repoussé l'exécution par les membres du parlement délégués par la cour: une seule exception avait été réservée par l'ordonnance

1. Laurière, *sur Loysel*, règle 894. — Loyseau, *Offices*, II, chap. 4, numéros 44 à 49. — Guénois, notes sur Joubert, I, IV, 8.

de Blois aux parties qui consentaient à payer les frais de transport. La noblesse, en 1588, le clergé, en 1614, protestèrent énergiquement contre ce dernier vestige d'un usage qui avait puissamment aidé la royauté dans le continuel développement de ses prérogatives. (C. 249.) L'ordonnance déclara que l'exécution appartiendrait toujours aux juges de première instance, quand ils auraient connu de l'affaire. (Ord., art. 98.) Cette dernière pensée contenait en germe une nouvelle exception plus considérable, qui dispensait de la règle toutes les fois que la cause aurait été portée directement devant le parlement. Telle était la marche suivie pour les affaires les plus graves; aussi ne manquait-on pas d'envoyer une commission de conseillers toutes les fois qu'on craignait une résistance sérieuse.

Depuis un demi-siècle, il y en avait eu de fréquents exemples; le tiers état, l'esprit plein de ces souvenirs, demandait en faveur des officiers de justice des mesures de protection contre les violences des gentilshommes : à Blois on avait voulu user de sévérité; mais la peine capitale réclamée par les cahiers et inscrite dans la loi avait paralysé la répression par son excès même. Les députés, ne pouvant plus accroître la peine et désespérant d'un autre côté d'empêcher les gentilshommes de battre les sergents, voulurent supprimer tout conflit en forçant les seigneurs à faire élection de domicile au greffe de la ville voisine où les exploits leur seraient dorénavant signifiés. Ils proposaient encore la signification aux procureurs des seigneurs ou à leurs officiers demeurant en ville. (T. 283.) Ce vœu parvint jusqu'à la chambre de la no-

Les seigneurs
s'opposent à
l'exécution des
ordres de justice.

Le tiers état s'en
plaint.

La noblesse se
défend en ac-
cusant les ma-
gistrats.

blesse, qui répondit fort habilement à cette attaque en insérant dans son cahier un article ainsi conçu : « La puissance que s'attribuent les juges des cours souveraines paroît clairement, en ce que nul huissier n'ose leur faire aucune signification, sans être intimidé ou emprisonné. Votre Majesté est très-humblement suppliée d'ordonner que dorénavant lesdites significations seront faites au greffe desdits parlements... et qu'elles vaudront comme si elles avoient été faites aux officiers desdites cours. » (N. 244.)

Les nobles avoient raison : s'ils étoient coupables, les magistrats l'étoient pareillement, et le caractère dont ils étoient revêtus les rendait bien moins exécutoires. Vers la même époque, les sergents de Rouen, sommés de faire acte de leur ministère contre les membres du parlement, avoient répondu « qu'ils aimeroient mieux perdre leurs offices que de faire lesdits exploitiez aux présidentz et conseillers¹. » En beaucoup d'autres villes, la même terreur existait. Ainsi les huissiers redoutaient également les magistrats et les seigneurs, qui ne craignoient pas plus les uns que les autres de faire appel à la force pour fermer la bouche à leurs adversaires.

Singulière lutte entre la vieille noblesse et la magistrature, l'une appuyée sur les souvenirs du passé, l'autre sur l'alliance de la royauté, mais toutes deux enivrées par l'orgueil et arrivant à la violence qui

¹ Reg. secr. du parlement de Normandie, 13 juin 1626. Floquet, t. IV, p. 293. — Ces refus d'instrumenter étoient le prétexte choisi par le conseil dans la plupart des cas d'évocation : c'est ce qui explique l'irritation du parlement de Normandie contre les sergents qui provoquoient ainsi un dessaisissement qui le frappait au cœur.

était chez les uns une tradition et un moyen désespéré de résistance, chez les autres la manifestation d'un pouvoir qui se croyait sans limites. Entre les deux, la royauté ne prit point un parti net : elle se borna à interdire aux seigneurs hauts justiciers la faculté de défendre l'entrée de leurs terres aux sergents royaux. (Ord. art. 119) et à renouveler contre eux les peines réservées aux gentilshommes qui tourmentaient et « excédoient » les officiers de justice. (Ord. art. 168.)

Suivant les diverses provinces, les effets de la saisie immobilière se bornaient à une année ou s'étendaient indéfiniment : les débiteurs se trouvaient ainsi placés pendant un temps fort long sous la menace continue d'une exécution ruineuse : le tiers état, voulant que la propriété demeurât affranchie de ces entraves, demanda que les saisies non suivies de vente fussent périmées trois années après la date du décret. (T. 306.) C'était revenir au principe inscrit dans l'édit de Roussillon, mais tombé en désuétude. L'ordonnance n'hésita pas à le consacrer de nouveau : « L'ordonnance de Roussillon, en l'art. 15, dit-elle, pour la péremption d'instance sera gardée par tout nostre royaume, mesmes en nos cours de parlement et aultres juridictions où elle n'a esté jusques icy observée, et voulons que toutes instances et criées périssent par la discontinuation de trois ans, nonobstant l'établissement de commissaires. » (Art. 91.) L'ordonnance est encore plus explicite quand elle dit : « Saisies d'héritages discontinuées l'espace de trois ans, n'auront effect. » (Art. 158.) Le tiers avait demandé que les commissaires fussent « déchargés après

Saisie immobilière.

ce délai, à la condition de rendre compte de leur gestion et maniement. » (T. 306.) L'ordonnance posa ce principe dans les termes mêmes proposés par les députés. (Ord., art. 158.)

Voies
de recours.

Nous avons vu quelles étaient les voies extraordinaires de recours. Comme en 1579, nous retrouvons la requête civile et la proposition d'erreur, mais le clergé et le tiers état s'inquiètent de voir une telle procédure porter une atteinte fréquente à l'autorité de la chose jugée. Ils cherchent à lui imposer des règles fixes. Le tiers état veut que la consultation de juriconsultes exigée pour l'admission même de la requête soit lue à l'audience. (T. 222.) Le clergé réclame de son côté l'application sévère de l'amende, non-seulement contre la partie qui échoue, mais contre l'avocat qui a soutenu le pourvoi. (C. 237.) L'ordonnance prit d'autres moyens : elle défendit qu'aucune requête fût adressée directement au parlement, sans avoir subi l'examen préalable des maîtres des requêtes en chancellerie (art. 89), puis elle définit avec une grande précision les cas de contrariétés, les limitant aux « arrêts donnés pour mesme sujet, entre mesmes parties et contenant dispositions manifestement contraires¹. » (Art. 68.)

Le clergé et le
tiers veulent ré-
duire le nombre
des requêtes
civiles.

1. Nous ne nous étendrons pas sur la question des taxes : le tiers état s'en occupa cependant avec grand soin ; il voulait qu'un tarif fût débattu par les magistrats de chaque siège auxquels se réuniraient, pour la discussion, les maires, consuls et échevins de la ville ; le clergé demandait un tarif délibéré en conseil ; puis les deux ordres insistaient pour que le résultat de ce travail fût *imprimé* et affiché dans tout le ressort. (T. 245. C. 248.) Le tiers état voulait en outre que les procureurs de chaque communauté (procureurs, sergents, etc.) tinssent des réunions mensuelles pour examiner quelle exécution avait été donnée au tarif (T. 247), et dénoncer aux magistrats les infractions. (T. 248.)

En résumé, si les États de Paris n'apportèrent pas de modification profonde à la pratique judiciaire, ils continuèrent du moins la lutte entreprise depuis trois siècles contre les lenteurs de la justice et ses frais excessifs. Accélération et économie des procédures, tel fut le double but qu'ils poursuivirent constamment. C'est dans cet ordre d'idées que furent successivement conçus tous les vœux du tiers état : la prononciation des arrêts immédiatement après leur rédaction, la diminution des frais de greffe, l'exécution des sentences permise plus d'une année après leur signification, les effets de la saisie limités à trois ans et les requêtes civiles entourées de formalités qui protégeaient l'autorité des arrêts souverains ne furent pas les seuls efforts des députés : au-dessus de ces réformes de détail nous retrouvons la vieille querelle entre la noblesse d'épée et la nouvelle noblesse de robe. Ranimée à propos de l'exécution même des arrêts de justice, elle prend un caractère d'animosité personnelle et nous fait entrevoir ce que devait être dans tout le cours du dix-septième siècle la lutte entre la noblesse et les parlements combattant pour leurs prérogatives, en présence d'une royauté attentive qui devait plus tard étouffer la voix des magistrats quand elle se sentirait assez puissante pour dominer toutes les résistances. Tel est le seul point de vue vraiment intéressant et élevé de l'examen que nous venons de faire, car il nous laisse entrevoir le développement de l'histoire à travers les formalités de la procédure.

III. AGENTS DE LA PROCÉDURE. — Les attributions des avocats et des procureurs avaient été tellement

confonduës par les mesures prises sous les Valois pour autoriser le cumul que nous ne pouvons les séparer en examinant les dispositions qui leur sont relatives¹. Pendant le règne de Henri IV, les procureurs, constitués de nouveau en titre d'office, avaient vu les avocats se mêler de la postulation. Cette situation plus ou moins irrégulière attira l'attention du prince qui avait essayé de la faire cesser² et qui était parvenu à diviser les charges d'avocat et celles de procureur dans presque tous les sièges du royaume. Cette mesure appliquée avec une trop rigoureuse uniformité n'était pas utile aux plaideurs : le tiers état vit nettement l'écueil et demanda que, pour le soulagement des parties, il fût permis aux avocats, dans les sièges subalternes, de remplir l'une et l'autre charge à la condition qu'ils ne fussent pas forcés d'acheter à prix d'argent le droit de cumul. (T. 301.)

Le tiers demande
que, dans les
sièges subalter-
nes, les avocats
puissent pos-
tuler.

Ce vœu ne fut suivi d'aucune mesure, mais ce que demandait le tiers état répondait à un besoin trop général pour que dans le cours du dix-septième siècle, sous l'action vigilante des parlements, on ne vît pas cette distinction s'établir et les fonctions se diviser presque partout, à l'exception des sièges inférieurs où le petit nombre d'affaires devait, par la force des choses, légitimer le cumul et le maintenir.

1. Cependant deux articles des cahiers s'appliquent spécialement aux avocats : l'un se trouve dans le cahier du clergé, qui demande des mesures sévères contre les avocats auxquels il arrive d'injurier ou d'offenser les parties (C. 238) ; l'autre a trait aux avocats au conseil, dont le tiers état voulait limiter le nombre à vingt-quatre. (T. 199.) Aucun de ces vœux ne passa dans l'ordonnance.

2. Édit contenant création des offices de procureurs postulants ès provinces d'Anjou, etc. Janvier 1596. Fontanon, I, 86.

La remise des pièces sans récépissé entre les mains des avocats avait de tout temps préoccupé les États¹. Henri IV avait, il est vrai, publié un édit dans lequel il constatait, en des termes curieux à lire, l'antique probité des avocats et leur droit de ne jamais délivrer de reçus aux parties; puis, cette satisfaction donnée, il déclarait que les avocats et les procureurs seraient déchargés de toute responsabilité envers les parties cinq ans après avoir reçu les pièces, ajoutant que, pour fixer le point de départ de ce délai de faveur, un récépissé devrait être fait pour indiquer exactement la date de cette remise². Tel est l'ingénieux détour à l'aide duquel avocats et procureurs étaient contraints de délivrer des reçus. Mais les traditions du barreau l'emportèrent sur la déclaration royale : les avocats ne donnèrent pas de récépissés ; les procureurs cherchèrent à imiter cet exemple jusqu'à la publication de l'ordonnance de 1629 qui, sur la demande du clergé, les obligea à en délivrer. (C. 262. Ord., art. 97.)

Le tiers état voulait que les avocats et les procureurs fussent déchargés après dix ans seulement quand le procès serait demeuré indécis, réservant pour les procès jugés la prescription de cinq ans. (T. 312.) Ce vœu était absolument conforme à l'arrêt d'enregistrement de la déclaration de 1597 qui instituait deux ordres de prescription, aussi parut-il inutile de répéter une disposition qui était appliquée depuis

1. Voyez États de 1588. T. III, p. 183.

2. Déclaration portant que les avocats et procureurs seront déchargés des pièces après cinq ans du jour de leur réception. Saint-Germain-en-Laye, 11 décembre 1597. *Anc. lois franç.*, t. XV, p. 166.

1603 et qui devait demeurer en vigueur jusqu'à la promulgation du code civil¹.

Les parties peuvent désavouer les procureurs.

Le clergé se préoccupa du châtement à infliger au procureur qui aurait outrepassé son mandat contrairement aux intérêts ou à la volonté de son client. Lorsqu'il aurait, « sans charge expresse de la partie qu'il défend, fait quelque déclaration au préjudice d'icelle, surquoy seroit intervenu sentence ou arrest, il pourroit estre, en cas de désadveu, non-seulement sujetaux dommages-intérêts, mais privé de sa charge. » (C. 262.) L'ordonnance admit le principe ; seulement elle confia la mesure de la répression à l'arbitraire du juge. (Ord., art. 97.)

Sergents.

Les trois ordres s'occupèrent des *sergents*, dont les malversations continuaient à être un des abus les plus scandaleux ; le clergé voulait en réduire le nombre. (C. 253.) L'assemblée de 1626 fut saisie d'une proposition royale qui les réduisait à « cent, sous chaque siège présidial. » Cette mesure reçut une pleine approbation des notables².

Le tiers état proposait de mettre les sergents sous la surveillance des juges locaux et de remédier à leurs désordres en les soumettant à une étroite responsabilité. (T. 292.) Il voulait en outre, d'accord avec la noblesse, que les exploits continssent le nom

1. La déclaration qui fait l'objet de la note précédente ne fut enregistrée par le parlement que le 14 mars 1603. Ses termes mêmes formèrent la base du droit des parties pendant deux siècles. Voyez Pothier, *Obligations*, n° 727, 1^{er} et 4^e alinéa. L'art. 2276 du Code, accordant aux avoués leur décharge cinq ans après le jugement des procès, vint remplacer cette législation.

2. *Ass. des notables*, 10^e proposition, p. 130 et 167.

des témoins et que les saisies au-dessus de cent livres fussent inscrites sur un registre exactement tenu. (N. 186. T. 294.) Enfin les sergents qui faisaient quelque acte de leur ministère hors de leur ressort ne devaient pas être payés plus que « s'ils avoient esté pris sur les lieux. » (T. 293.) Quelque sages que fussent ces propositions, l'ordonnance ne crut pas devoir les accueillir ; d'ailleurs elles n'étaient pour la plupart que la reproduction de dispositions antérieures dont le Parlement se faisait, à l'instigation des États et au lendemain de leur dissolution, l'exécuteur, de sorte qu'entre la fin d'une session et la promulgation de l'ordonnance, la réforme avait été fort souvent accomplie par quelque arrêt de cour souveraine.

Le Parlement
exécute les vœux
des États.

Le législateur était en effet bien moins propre à accomplir cette réforme que les magistrats du Parlement, qui vivaient dans un contact journalier avec les avocats et les procureurs. La diversité des styles, les coutumes différentes, les privilèges locaux empêchaient en cela plus que sur tout autre point l'action efficace du pouvoir central.

4. — INSTRUCTION CRIMINELLE : POLICE.

SOMMAIRE.

Action publique. — Poursuites gratuites ; défiances de la noblesse : arrestation en cas de flagrant délit seulement. Interrogatoire dans les vingt-quatre heures. Responsabilité des prévôts.
Police. — Prévôts des maréchaux ; régularité de leurs chevauchées.

Depuis les États de Blois, les formes de la procédure secrète n'avaient subi aucune modification. La

Les formes de l'instruction criminelle ne soulèvent aucune protestation générale.

seule nuance que nous puissions observer, c'est la sympathie croissante du tiers pour l'action publique ; nous l'avons vu un instant déliant et réservé vis-à-vis de ce système qui dérobaît jusqu'au nom de l'accusateur à celui que poursuivait la justice du roi. L'ensemble des cahiers ne témoigne plus en 1614 du même sentiment : toute une génération d'hommes de loi s'était formée au milieu des habitudes mystérieuses de l'instruction écrite, et l'indolence des parties lésées avait peu à peu accepté cette initiative du magistrat qui dispensait le citoyen du soin de se défendre et substituait à l'action de l'individu la protection de l'État.

Les poursuites du ministère public sont gratuites.

Le tiers voulait que les poursuites du ministère public fussent entièrement gratuites et, pour épargner toute avance à la partie civile, il proposait que les amendes constituassent une bourse commune sur laquelle le procureur général puiserait les fonds nécessaires à l'instruction criminelle. (T. 298.) Ce vœu ne fut pas admis. Quant à la noblesse, elle ne s'était pas si vite accommodée de l'institution du ministère public ; elle persistait à demander que dès le début de l'instance les procureurs généraux, étant parties, fussent forcés de nommer les dénonciateurs (N. 492) et qu'ils fussent en certains cas responsables en leur propre et privé nom. (N. 469.) Ainsi elle gardait rancune aux gens du roi et voulait à tout prix déchirer le voile qui couvrait l'accusateur.

La noblesse admet difficilement l'action publique.

Sur cette question, les rédacteurs de l'ordonnance dépassèrent en sévérité tous les édits qui les avaient précédés. On sent que le souffle qui devait inspirer Pussort en 1670 les animait déjà. Non-seulement

ils refusèrent de faire connaître le nom du dénonciateur, mais des précautions nouvelles furent prises pour qu'à l'occasion du débat que soulèverait le règlement du procès, les avocats et le procureur général ne pussent, même par allusion, désigner les témoins assez clairement « pour donner sujet aux prévenus de se préparer et munir de reproches et recourir aux artifices contre les témoins de la charge. » (Ord., 112.) Ainsi le progrès de l'action publique continue à se manifester en 1629.

On cherche à empêcher la divulgation du nom des témoins.

Examinons rapidement les actes de la procédure criminelle qui ont attiré l'attention des députés. Au premier rang se place l'arrestation. La noblesse demandait que les procureurs ne pussent « faire emprisonner auleun de leur seule autorité qu'en flagrant délit. » (N. 169.) En général, c'étaient les prévôts des maréchaux qui procédaient aux arrestations ; une fois la capture faite, il arrivait souvent que le prisonnier n'était amené qu'après plusieurs jours à la prison royale. Pour empêcher ces retards, le tiers état sollicitait la suppression, tant de fois implorée, des prisons particulières (T. 348) et réclamait l'interrogatoire du prisonnier dans les vingt-quatre heures de l'arrestation. (T. 349.) Cette mesure, qui fut littéralement reproduite par l'ordonnance de 1629 (art. 186), a toujours été représentée, sur la foi des commentateurs, comme un moyen d'obtenir plus sûrement l'aveu du coupable ou du moins de lui arracher dans le premier moment de trouble quelque révélation accusatrice. En pesant les termes des remontrances qui ont inspiré cette disposition, nous croyons qu'on doit en faire honneur à un sentiment plus élevé ; il

Arrestation en cas de flagrant délit seulement.

Le tiers réclame l'interrogatoire dans les 24 heures de l'arrestation.

Élargissement
immédiat du
prisonnier
absous.

y avait réellement dans la pensée des députés le germe d'une garantie des droits individuels. Qu'on remarque la place même où est inscrit ce vœu : il suit immédiatement la proposition de ne laisser subsister que les prisons royales ; il précède une demande relative à l'accélération de l'instruction préalable. Les rédacteurs de l'ordonnance obéissaient au même courant lorsqu'en 1629 ils introduisaient dans la loi la disposition qui enjoignait à tous juges de faire élargir les prisonniers « incontinent que leur élargissement aura esté ordonné et dans le même jour, à peine de tous dommages-intérêts contre les geoliers¹. » (Ord. 444.) On le voit clairement : l'intérêt des prisonniers fut le mobile incontestable des députés, et cette garantie, la plus puissante de toutes contre l'arbitraire, fut dictée en 1614 par le sentiment qui devait la faire inscrire, trente-cinq ans plus tard, sous la Fronde, dans un des principaux articles du traité de Saint-Germain².

1. « Mais par-dessus tous les autres brigands étoit ce M. Bussy-Leclerc, car encore que quelques-uns des prisonniers eussent ordonnance de sortir de la Bastille, ils ne sortoient pas toutefois que quand il plaisait à Monseigneur de Bussy, auquel, outre les trois, quatre et cinq écus qu'il exigeoit par jour de chaque tête pour la dépense, quoique fort maigre, il falloit encore faire quelque présent de perles ou de chaînes d'or à Madame et de vaisselle d'argent et deniers comptants. » La peinture que fait l'Etoile des mœurs de Bussy-Leclerc est applicable à un grand nombre de geoliers dans tout le cours du seizième siècle.

2. Le traité de Saint-Germain contenait un article 6 ainsi conçu : « Qu'aucuns des sujets du Roy, de quelque qualité et condition qu'il soit, ne pourra estre détenu prisonnier passé vingt-quatre heures, sans estre interrogé, suivant les ordonnances, et rendu à son juge naturel, à peine d'en respondre, par les geoliers, capitaines et tous autres qui les détiendront en leurs propres et privez noms ; et que ceux qui sont de présent detenus sans forme ni figure de procez, seront mis en liberté, et remis en l'exercice de leurs charges et possession de leurs biens ; et

Lorsqu'au moment de l'arrestation, il s'élevait un débat sur la compétence des prévôts, la question devait être immédiatement vidée au plus prochain présidial, sans que le prisonnier fût admis à abandonner le déclinatoire, « si une fois il avoit demandé le renvoy. » (T. 349. Ord. 186.) Le tiers état fit admettre cette disposition, qui rendait plus difficiles les abus d'autorité des prévôts.

Les prévôts des maréchaux, ainsi que nous l'avons déjà vu, avaient une compétence propre pour les petites affaires; pour les grandes, ils se bornaient à remplir le rôle attribué aujourd'hui aux officiers de police judiciaire; dans l'un comme dans l'autre cas, le tiers état fit décider qu'ils mettraient les procès criminels en état de recevoir jugement dans les deux mois qui suivraient le jugement de la compétence. A défaut d'une solution dans ce délai, non-seulement l'affaire était transportée de plein droit à une autre juridiction, mais les prévôts étaient tenus de tous dommages-intérêts en faveur de l'accusé. (T. 350. Ord. 187.)

En outre, le tiers état obtint qu'ils n'eussent en aucun cas le droit d'élargir les prisonniers de leur propre autorité : la procédure devait toujours être

Responsabilité
des prévôts en-
vers les accusés,
si la procédure
traîne
en longueur.

qu'aucun officier ne pourra estre troublé en la fonction et exercice de sa charge par lettre de cachet, portant deffense d'entrer en leurs compagnies, rélégation en leurs maisons ou es villes et chasteaux du royaume, arrest et détention de leurs personnes, ou autrement, mais seulement en informant contre les officiers et faisant leurs procez suivant les ordonnances. » — Cet article fut rédigé le 1^{er} juillet 1648 par le parlement de Paris, imposé par lui à la reine dans les conférences de Saint Germain, et textuellement contenu dans la déclaration royale du 24 octobre 1648, que Louis XIV, quatre ans plus tard, en 1652, déclarait nulle et de nul effet.

communiquée auparavant au procureur du roi. (T. 351. Ord. 188.)

L'ordonnance de Moulins avait réduit à un seul les commissaires qui vauaient à l'instruction. (Art. 37.) Malgré cette réforme, l'abus étant demeuré le même, les trois ordres insistèrent avec une nouvelle énergie pour qu'un seul juge assisté de son greffier dirigeât l'information (C. 265. N. 216. T. 268), mais nous ne trouvons dans l'ordonnance aucune disposition à ce sujet.

Les députés s'inquiètent peu de l'accélération des grandes procédures.

L'accélération des procédures, qui tient une si grande place en matière civile dans les doléances des députés, les préoccupe fort peu en matière criminelle. Nous venons de voir l'instruction préalable limitée à deux mois; quant à la grande instruction, aucun délai ne la restreint : le tiers état s'occupe seulement des incidents dilatoires et des évocations, le plus souvent pratiquées, dit le cahier, pour éluder la punition des crimes; il demande que sous divers prétextes, l'instruction ne puisse jamais être suspendue et que le juge ne s'arrête qu'au moment de prononcer la sentence définitive. (T. 225, 264.) Hors ces vœux, qui furent admis (Ord., art. 65), aucune proposition ne fut faite en 1614, afin de hâter la marche des procédures.

Compétence exceptionnelle pour les gentilshommes.

La noblesse, fidèle à ses traditions, demanda en faveur des gentilshommes accusés de crimes une compétence exceptionnelle (N. 226); elle voulait leur réserver les grandes chambres de chaque parlement, mais l'ordonnance de 1629 ne contient aucune réforme sur ce point. L'éclat et le retentissement des procès que la couronne était obligée de poursuivre dans

l'intérêt de la sécurité publique leur donnaient assez de solennité sans qu'on y ajoutât le droit formel pour tout gentilhomme d'assembler la grand'chambre de chaque parlement.

Le tiers demandait que les récusations dirigées contre un magistrat du siège fussent jugées par sept magistrats de la même juridiction. (T. 263.) L'ordonnance admit ce principe, dont le but réel était de soustraire les présidiaux au contrôle jaloux des parlements qui voyaient trop souvent dans les récusations un moyen indirect d'attirer jusqu'à eux la connaissance de l'affaire. (Ord. 113.)

Récusations.

Les prévôts des maréchaux, dont nous nous sommes occupé en 1560 et en 1576, provoquent en 1614 les mêmes plaintes. Leur juridiction, qui constituait un véritable abus, est réduite à la répression des désordres commis par les gens de guerre. (Ord. 183.) L'union des prévôts et des lieutenants de robe courte est décidée. (T. 343. Ord. 184.) Le tiers état demande, ainsi qu'à Blois, la régularité des chevauchées et comme sanction la suppression des gages. (T. 342, 345.) Puis le cahier ajoute à ces vœux le payement des gages aux prévôts des maréchaux en personne au moment de la revue, avec attribution aux pauvres de la solde des absents. (T. 346.) Cette mesure fut adoptée (Ord. 185), ainsi que la défense de destituer les gens de la maréchaussée, depuis les prévôts jusqu'aux archers, avant une information exacte. (T. 346. Ord. 185.)

Prévôts des
maréchaux.†

Régularité de
leurs chevauchées.

En résumé, la procédure criminelle attira infiniment moins l'attention des députés que la procédure civile. Tandis que, pour l'une, tout est étudié, pour l'autre

Admiration
pour l'instruction
secrète.

les questions sont à peine effleurées. En lisant les auteurs qui se sont occupés au seizième siècle des matières criminelles, on découvre aisément le motif de cette différence. Les gens de loi ressentaient tous une admiration respectueuse pour la grande ordonnance de 1539. Ils ne croyaient à l'efficacité de la répression que lorsqu'elle était terrible. La crainte qu'inspirait l'ordonnance était, selon eux, la preuve de ce qu'elle valait et elle empêchait les critiques en dérochant aux yeux de la foule l'infirmité ou la disproportion des moyens. Pense-t-on que nous exagérons l'impression des contemporains ? L'ordonnance de 1670 et ses travaux préparatoires sont là pour nous dire que l'enthousiasme se prolongea pendant le dix-septième siècle. Il fallut qu'une philosophie plus humaine vint éclairer les esprits pour mettre en relief les abus intolérables de l'instruction secrète, provoquer les efforts généreux d'un prince élément et faire tomber sous les coups d'une autre assemblée d'Etats Généraux l'édifice qu'avaient respecté, cent quatre-vingts ans auparavant, les députés de 1614.

LÉGISLATION.

SOMMAIRE.

- Droit civil. — *Personnes*. Actes de l'état civil. Mainmortables. Incapacités légales. *Successions*. Bénéfice d'inventaire. Recel des biens. Succession des mères. Substitutions. *Obligations*. Obligations sous seing privé. Notaires. *Dispositions diverses*. Ventes d'immeubles; prescriptions; saisie immobilière; insaisissabilité; intérêts demandés en justice.
- Droit commercial. — Billets au porteur; lettres de change. Banqueroute et faillite.
- Droit pénal. — Amendes. Sévérité excessive des peines; abus des grâces.
- Coutumes et ordonnances. — Vérification des édits. Codification; lois obligatoires pour le juge.

DROIT CIVIL. — Le dépôt et la conservation dans les greffes des registres contenant les « baptêmes, mariages et sépultures, » donnaient lieu à des abus que la noblesse et le tiers état signalèrent.

Actes des paroisses.

Les curés, mécontents de se dessaisir des registres, n'apportaient pas exactement au greffe les « copies signées d'eux; » et les greffiers, ne laissant pas échapper une occasion de percevoir un nouveau profit, exigeaient une redevance pour le reçu qu'ils délivraient aux cures. Le cahier de la noblesse demandait le renouvellement des anciens édits. (N. 47.) Le tiers voulait fixer avec une plus grande préci-

sion les devoirs des curés : qu'ils soient, disait-il, « par chacun an tenus, le dernier jour de janvier au plus tard, porter au greffe de vos juridictions ordinaires les registres de baptêmes, mariages et mortuaires, signez en chacune page, et les feuillets cottez. Et, à l'égard desdits baptêmes, fassent signer aux registres d'iceux les parains et maraines qui le sauroient faire. » (T. 36.) L'ordonnance de 1629 admit le plupart de ces dispositions ; elle contient une injonction aux curés de « faire bons et fidèles registres » et de les « porter aux greffes des justices ordinaires dans le premier mois de l'année suivante à peine de cinquante livres d'amende, » et une défense aux greffiers « d'exiger aucune chose d'eux, à peine de concussion. » (Art. 29.)

Affranchissement des mainmortables.

L'état des personnes souleva de nouveau en 1614 les doléances du tiers. Il n'hésitait pas à demander l'affranchissement des mainmortables, victimes d'une servitude moins dure qu'au moyen âge, mais dont l'allégement ne les empêchait pas de souhaiter ardemment les douceurs de la liberté. Les députés, sentant bien qu'un tel changement, s'il était subit, porterait un coup violent à la noblesse, proposaient comme atténuation qu'une indemnité fût fixée par les juges royaux et donnée aux seigneurs, « soit en deniers et héritages, » soit en rentes ou en services fonciers. (T. 317.)

Droit pour les paysans d'acquiescer des immeubles.

Le tiers état voulait également que tout habitant du royaume pût acquiescer et posséder des immeubles « mesme en pais de serve condition et mainmorteable, en payant pareille indemnité aux seigneurs qu'ils pourroient avoir par le moyen de l'affranchissement

de leurs serfs et mainmortables. » (T. 317.) Sous Louis XIII, nous ne trouvons aucun changement à la législation qui régissait les rapports des paysans avec les propriétaires fonciers ; aucune décision ne fut prise avant le célèbre édit du mois d'août 1779, par lequel, Louis XVI, abolissant la mainmorte dans ses domaines, invitait les seigneurs à suivre son exemple.

Le troisième ordre se préoccupait vivement de porter à la connaissance des personnes intéressées les incapacités légales qui frappaient les citoyens ; il demanda « qu'en chaque greffe des juridictions royales fût mis un tableau, auquel fussent inscrits les noms et surnoms de ceux qui seront séparés de biens d'avec leurs femmes, auront fait cession ou abandonnements de biens, et auxquels l'administration de leurs biens sera interdite, à peine de déchéance du bénéfice et de nullité tant de la séparation qu'interdiction. » (T. 319.) L'ordonnance admit sans restriction cette proposition ; elle étendit même la mesure à tous ceux auxquels était enlevée « la liberté de contracter. » (Ord. 143.)

Tableau public
des incapables.

Le tiers état appela l'attention des jurisconsultes sur les rapports du tuteur avec le mineur ; les actions en rescision intentées dans le temps qui suit la majorité avaient dû être soumises, comme tous les droits, à une prescription quelconque : le système de la loi romaine qui déclarait imprescriptible l'action de tutelle ne pouvait prévaloir dans le droit français, dont les tendances furent toujours de ne point laisser la propriété incertaine et de fixer les droits de chacun. Aussi nos anciens jurisconsultes firent-ils adopter la prescription de trente ans. L'ordonnance de 1539,

Action
en rescision des
mineurs
contre le tuteur.

jugeant cette période trop longue, avait limité à l'âge de trente-cinq ans la faculté pour les majeurs d'invoquer l'inexpérience de leur minorité. (Art. 134.) Comme la minorité se prolongeait jusqu'à vingt-cinq ans sur la plus grande partie du territoire, à l'exception de l'Anjou, du Maine et de la Normandie¹, où la majorité était acquise à vingt ans, les mineurs se trouvaient en possession du droit d'intenter l'action en rescision pendant dix ou quinze ans, suivant la coutume qui les régissait.

Prescription de
dix ans.

Le tiers état voulut substituer à l'âge fixe de trente-cinq ans une prescription qui fût applicable à toute la France, « en demandant que dix ans après sa majorité parfaite et accomplie, nul ne soit recevable à intenter action pour reddition de compte de tutelle et curatelle dont toute poursuite et demande, ledit temps passé, sera déniée. » (T. 314.)

L'ordonnance de 1629 admit la prescription de dix ans pour les « oppositions formées pour dettes procédantes de tutelle, aux saisies et criées des biens de ceux qui auront été tuteurs. » (Ord. 159.)

Il paraît que cette disposition, toute sage qu'elle fût, ne reçut pas d'application, car aucun jurisconsulte n'en parle, l'ordonnance de 1539 et l'ancienne prescription de trente ans ayant régi jusqu'en 1789 les différentes provinces. Mais il est bon de remarquer que le cahier de 1614 a été sur ce point le précurseur de notre code².

1. Pothier, *Traité des obligations*, n° 40. — Exposé des motifs présenté par M. Berlier. 28 ventôse, an II, Minorité.

2. Code civil, art. 475 : « Toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans, à compter de la majorité. »

Les cahiers ne s'occupèrent en détail ni des successions ni des testaments ; un seul point fixa leur attention, ce fut le bénéfice d'inventaire.

La France se trouvait, à ce point de vue, régie par plusieurs coutumes. La première chose requise en pays coutumier pour le bénéfice d'inventaire, c'étaient les *lettres royaux* qui s'obtenaient dans les chancelleries des parlements¹.

Le bénéfice d'inventaire était soumis à la formalité des lettres de chancellerie.

Dans le pays de droit écrit, la législation romaine accordant expressément le bénéfice d'inventaire², l'héritier n'avait pas besoin d'avoir recours au roi pour obtenir de lui une faveur que la loi mettait à la portée de tous. Les coutumes de Bretagne et de Berry étaient, au nord, les seules qui fussent soumises à ce dernier système.

La nécessité d'obtenir en chancellerie des lettres coûteuses qu'il fallait faire entériner devant le juge du bailliage créait de grandes difficultés : le tiers état demandait l'abrogation de cette formalité ou tout au moins souhaitait que tous héritiers présomptifs pussent aisément obtenir les lettres, en faisant déclaration de leur volonté aux greffes des juges ordinaires de leur domicile. (T. 321.)

Efforts du tiers pour l'affranchir.

Loin d'admettre cette modification, l'ordonnance voulut étendre à tout le royaume l'obligation de se pourvoir en chancellerie. (Ord. 129.) Mais, en fait, cette disposition ne changea rien aux principes admis par les coutumes locales.

Quant à la forme de l'inventaire, l'ordonnance de

1. Pothier, *Des successions*, Bénéf. d'inv., § III.

2. Loi 22. Cod. de jur. delib.

Inventaires faits
par les notaires
et non par les
juges.

Blois avait permis aux parties de recourir au notaire seulement et non aux juges pour le faire dresser. (Art. 64.) Les juges seigneuriaux ayant maintenu leur droit de diriger les opérations de l'inventaire, le tiers état obtint un article qui autorisait formellement les parties à s'adresser aux notaires et tabellions, réservant l'intervention du juge au cas de contestations ou lorsqu'il y aurait des mineurs en cause. (T. 329.) La noblesse et le clergé firent décider que les juges royaux ne pourraient assister aux inventaires que sur réquisition formelle. (N. 229. C. 242. Ord. 155.)

Recel des biens
de communauté
et de succession.

Le tiers état voulait frapper d'une peine les « veuves et les héritiers sous bénéfice d'inventaire qui recèlent et détournent les biens d'une communauté ou succession. » Il proposait de les « priver de la part qui leur pourroit appartenir en icelles et de déclarer les héritiers tenus du paiement entier de dettes et les veuves du paiement de la moitié. » (T. 320.)

L'ordonnance n'admit ce système que pour le conjoint survivant, encore la peine fut-elle réduite à l'entier paiement des dettes. (Ord. 127.)

C'est la loi moderne qui a réalisé sur ce point les vœux du tiers état, en admettant, en cas de détournement, la coexistence des deux peines¹.

1. Quel que soit notre désir de ne pas prolonger ces détails en établissant un parallèle entre le droit ancien et le droit nouveau, il est nécessaire de rapprocher du vœu du tiers les art. 792 et 1460 du Code civil qui déclarent les héritiers qui ont recélé ou détourné les effets d'une succession, déchus de la faculté d'y renoncer ; et la veuve, dans un cas pareil, commune nonobstant sa renonciation. Le Code ajoute même l'interdiction aux héritiers de prendre aucune part dans les objets divertis ou recelés. Ainsi les deux peines proposées en 1614 ont été introduites deux siècles plus tard dans nos lois.

Les obligations, si admirablement réglées par le droit romain, avaient subi dans le droit coutumier l'effet de la diversité même des usages ; les parlements avaient essayé de les régulariser par la jurisprudence ; ils s'étaient occupés des notaires qui concentraient presque exclusivement entre leurs mains le privilège de rédiger les contrats : les obligations sous seing privé, pour ainsi dire inconnues au moyen âge, étaient encore fort rares et la loi ne les favorisait en aucune façon : c'était aux contrats notariés que le tiers voulait réserver le pouvoir d'emporter de plein droit hypothèque (T. 333), et pour être valable la quittance de dot devait être passée devant eux. (T. 330. Ord. 130.)

Les obligations
sous seing privé
fort rares avant
le seizième
siècle.

Plus les fonctions des notaires prenaient d'importance, plus leurs prétentions s'élevaient : aussi le tiers reproduisait-il les vœux que nous avons déjà rencontrés et par lesquels il insistait pour obtenir l'expédition à peu de frais, sur papier et non sur parchemin, des actes notariés ; il protestait en outre contre les droits d'un denier pour livre que s'arrogeaient les notaires et tabellions¹. (T. 296.)

Réduction du
tarif des notaires.

Le contrat de mariage, le plus solennel de tous, leur appartenait naturellement ; le tiers état ne s'occupait des relations civiles entre les époux qu'à propos de certaines questions douteuses dont il appelait de tous ses vœux la solution. Il voulait, par exemple, que la communauté pût continuer, malgré la mort d'un des époux, entre le conjoint survivant et les enfants

Contrat de
mariage.

1. On sait que les notaires dressaient ou recevaient les contrats, tandis que les tabellions expédiaient et délivraient les copies.

du conjoint prédécédé. (T. 322.) Puis, étendant au pays coutumier un des principes les plus populaires dans le midi de la France, il demandait, non le régime dotal, mais l'obligation de remploi en cas d'aliénation des immeubles propres à l'un des époux. Il proposait ainsi un régime mixte moins sévère que la dotalité, et plus protecteur des droits de la femme que la communauté en vigueur dans les pays de coutumes. (T. 322.) Ces vœux ne furent pas accueillis : il n'en reste que le symptôme incontestable du besoin qu'éprouvaient les familles de se soustraire, pour le choix du régime qui réglerait la société conjugale, à la rigueur des coutumes qui s'imposaient d'avance au choix des époux.

Le tiers état s'occupa du sort des biens du premier mari en cas de convol de la veuve et demanda qu'ils fussent transmis aux enfants issus du premier lit. (T. 316.) Ce vœu, devancé par la plupart des coutumes et par la jurisprudence, ne devait pas fixer l'attention des rédacteurs de l'ordonnance. Ils se bornèrent à priver toutes femmes veuves se remariant « du douaire à elles acquis par leur premier mariage. » (Ord. 445.)

Le parlement de Toulouse n'avait pas laissé publier l'édit des mères¹. Se joignant à cette résistance, les trois autres cours qui observaient le droit écrit, les parlements de Bordeaux, d'Aix et de Grenoble, s'étaient refusées à appliquer les dispositions de cet édit. Le tiers état, qui se souvenait de l'échec qu'il avait éprouvé sur cette question aux

1. Sur cette question, voir t. II, p. 540.

États de Blois, n'eut garde d'émettre un nouveau vœu, espérant qu'à la faveur de ce silence la jurisprudence des cours méridionales finirait par l'emporter; mais les plaintes de la noblesse triomphèrent et l'ordonnance de 1629 déclara nuls tous les arrêts contraires au principe inscrit dans l'édit de Charles IX. (Art. 146.)

La magistrature ne se tint pas pour battue : les cours soutinrent une lutte énergique : à Bordeaux on déclara que l'édit ne s'appliquerait qu'aux successions *ab intestat*; à Toulouse et à Grenoble, qu'il en serait « usé comme par le passé en la forme du droit écrit, » et à Dijon que, « cet édit étant contraire à l'art. 15 de la coutume de Bourgogne autorisée par le roi, il en seroit usé comme ci-devant. » Les maximes du droit féodal, soutenues sur ce point par la royauté, ne parvinrent donc jamais à faire fléchir complètement la courageuse obstination de la magistrature.

On sait quelles restrictions les ordonnances d'Orléans et de Moulins avaient apportées aux substitutions. Elles avaient restreint la faculté de substituer à deux degrés outre l'institué¹. Le tiers état avait constamment demandé le maintien de cette règle. Mais la jurisprudence était en désaccord sur la manière de compter les degrés : le parlement de Paris, défavorable à ce mode de transmission des biens, comptait par têtes, tandis que celui de Toulouse, s'appuyant sur le droit romain qui ne limitait pas les droits du testateur, comptait par souches. L'ordonnance fixa ce différend en donnant raison au parlement de Paris. (Ord. 124.)

Substitutions.

1. Voir t. II, p. 180 et 544.

Privilège
du vendeur.

A propos du contrat de vente, le tiers état demanda que le vendeur fût payé sur le prix de préférence à tous autres créanciers de l'acquéreur, même à défaut de stipulation expresse. (T. 327.) Ce privilège, qui n'existait pas dans les lois romaines, était en usage dans le pays coutumier ; mais le pouvoir ne crut pas devoir l'étendre ainsi que l'ont fait nos lois modernes¹.

Droit de mutation
perçu par
les seigneurs.

Parmi les privilèges féodaux, se trouvait le droit pour le seigneur de prélever, à chaque mutation de la propriété qui relevait de lui, une somme proportionnelle au prix de la vente. Comme cet impôt était parfois fort onéreux, les acquéreurs essayaient par tous les moyens de s'y soustraire : tantôt ils dissimulaient, comme cela se fait aujourd'hui vis-à-vis du fise, le prix réellement payé, tantôt ils donnaient à la vente les apparences d'un échange et échappaient ainsi à la perception. Les deux ordres privilégiés protestaient contre ces manœuvres. (C. 254.) La noblesse surtout signalait, comme elle l'avait fait déjà aux États de Blois, l'omission dans les cahiers de charges et dans les affiches de vente des services foneiers dus aux seigneurs, de sorte qu'à la seconde ou troisième mutation de la propriété, l'acquéreur pouvait croire la terre affranchie de toute obligation seigneuriale. (N. 202.) Pour faciliter ces fraudes, les ventes avaient lieu devant le parlement à cent lieues du bailliage où les biens étaient situés. Le clergé et la noblesse réclamaient donc avec raison que les ventes

Ventes d'immeu-
bles devant les
juges de la
province.

1. Voyez Pothier, *Hypothèque*, chap. 1^{er}, sect. 1^{re}, art. III, dernier paragraphe.

fussent faites devant les juges de la province. (C. 263. N. 233.) Ils obtinrent cette garantie, à la seule exception des ventes de duchés, comtés ou baronnies, qui purent se faire devant le parlement. (Ord. 160.)

Les rapports entre créanciers et débiteurs provoquèrent quelques modifications que nous ne pouvons omettre.

Le paiement des rentes foncières et des loyers ou fermages donnait lieu à de graves abus qui pouvaient ruiner en un instant le débiteur. Aucune prescription n'était formellement établie, aucune du moins n'était reconnue dans l'ensemble du royaume. Or le tiers état n'hésitait pas à demander que l'action du créancier d'une rente foncière se prescrivît par dix ans (T. 310), et que celle du propriétaire vis-à-vis du locataire ou du fermier fût prescrite par cinq ans à compter de la fin du bail, à moins qu'un arrêté de compte emportant obligation n'eût fait novation de la dette. (T. 314.) Conformément à ce dernier vœu, la prescription de cinq ans fut établie pour les loyers des maisons et le prix des baux à ferme. (Ord. 142.)

Rentes foncières
prescrites par
dix ans.

Fermages par
cinq ans.

La saisie immobilière, nous le savons, devait toujours être précédée d'un décret, décision judiciaire qui pouvait être attaquée par la voie de l'opposition ou de l'appel. Seulement, les cas où l'action était recevable et le laps de temps par lequel elle se prescrivait n'étaient point réglés. L'appel pouvait-il être interjeté pendant dix ans seulement à partir de la signification ? A défaut de signification, le délai n'était-il pas porté à trente ans ? Telle était la difficulté qui divisait la jurisprudence. Le tiers demanda qu'entre majeurs le délai fût de dix ans. (T. 313.) Une commission fut

Saisie
immobilière.

Délai de péremption
du décret.

choisie par le roi dans le sein du Parlement pour examiner cette question, mais aucune résolution ne fut prise avant l'ordonnance de 1629 qui consacra les vœux du tiers état en établissant la prescription de dix ans au regard de tous les intéressés, le délai ne courant contre les mineurs que du jour où ils auraient atteint leur majorité¹. L'ordonnance stipulait en outre la restitution du prix lorsque la lésion du mineur dépasserait la moitié. (Art. 164.) Mais Pothier nous apprend que cette disposition ne fut jamais exécutée et notamment que le parlement de Paris continua à repousser les demandes en restitution lorsqu'il s'agissait de ventes par adjudication, la concurrence des enchères écartant tout soupçon de lésion².

Le tiers réclame
quelques excep-
tions au droit
de saisie.

On se souvient que les États réclamèrent plus d'une fois l'insaisissabilité des instruments nécessaires à l'agriculture : les ordonnances avaient satisfait à ce vœu, sans admettre aucune restriction. En 1614, le tiers demande formellement qu'une exception soit faite à la règle : il veut « que les laboureurs, vigneron et merecenaires ne puissent estre exécutez en leurs liets, instruments rustiques et outils de labour, pailles, fourrages et foins, sinon pour le prix de la vente d'iceux, ou devoirs de rente foncière, et services deubs aux maistres et seigneurs des héritages par eux possédez auxdits titres. » (T. 309.) Cette réclamation est un incontestable témoignage de la fortune croissante du tiers état qui commençait à s'intéresser,

1. Conformément à la maxime romaine : *Contra non valentem agere non currit prescriptio*.

2. Pothier, *Procéd. civ.*, chap. II, § V

pour la première fois, au payement régulier des revenus fonciers. Toutefois cette disposition n'acquiesce force de loi qu'en 1667¹.

De son côté, la noblesse demande en 1626 « que les chevaux et armes des gentilshommes et capitaines des régiments entretenus ne puissent être saisis, si ce n'est par les marchands mêmes ou autres qui leur en auroient fait la vente². »

Les intérêts de la somme demandée en justice par le créancier ne couraient, en principe, que du jour de l'interpellation : dans les coutumes, il y avait cependant quelques dérogations à cette règle ; la jurisprudence avait souffert également qu'il s'introduisît des exceptions, de telle sorte que la valeur même dont on réclamait la restitution pouvait se trouver doublée par l'accumulation des intérêts. Le tiers état voulait que « la somme principale ne pût produire intérêt plus de trois ans, » à moins qu'il n'y eût eu poursuite de l'action. (T. 328.) L'ordonnance, assimilant sur ce point les demandes d'intérêt au payement des arrérages de rentes constituées, institua une prescription libératoire de cinq ans au profit du débiteur. (Ord. 150).

Intérêts de la somme demandée en justice.

Enfin la mesure la plus sévère que permit la législation contre les débiteurs récalcitrants, la contrainte par corps, appliquée jadis par l'ordonnance de Moulins à l'exécution de tous les jugements, fut restreinte

Contrainte par corps restreinte.

1. Ord. de 1667. Tit. XIX, art. XIV, XV, XVI, rédigés sur la proposition du premier président Seguier, contrairement au projet présenté à la commission.

2. Cahier présenté au roi par la noblesse. Article XVII. *États Généraux*, t. XVIII, p. 310.

par l'effet d'une réaction générale au dix-septième siècle. Le tiers état voulait que les dettes au-dessous de trente livres en fussent exemptées. (T. 331.) L'ordonnance ne limita pas la somme, mais, confirmant la jurisprudence du parlement, elle déclara que cette voie d'exécution ne pourrait être appliquée ni aux femmes ni aux septuagénaires. (Art. 156.)

La passion du jeu avait pris un développement qui inquiétait vivement le tiers : non-seulement il réclamait la fermeture des maisons de jeu (T. 609), mais il sollicitait l'extension aux majeurs du droit de répétition conféré au mineur par l'ordonnance de Moulins (art. 59). La nullité des dettes de jeu et le droit de répétition sont formellement demandés (T. 610). Tous ces vœux furent transcrits dans l'ordonnance qui développe la pensée des cahiers avec une ampleur et une précision remarquables. (Ord. 137 à 144.)

Nullité des
billets où le nom
du créancier
serait en blanc.

DRIT COMMERCIAL. — Dans un temps où on ne se rendait pas un compte exact des nécessités du commerce, il ne faut pas s'étonner si le tiers état demandait « que toutes promesses, esquelles le nom du créancier seroit en blanc, ou depuis se trouveroit ou paroistroit rempli, fussent nulles. » (T. 325.) On était pénétré des inconvénients des billets au porteur qui circulaient de main en main sans laisser de traces. Le parlement de Paris, par des arrêts de règlement des 7 juin 1611 et 26 mars 1624, défendit ces sortes d'effets, qui ne servaient alors qu'à couvrir des usures et des fraudes. L'ordonnance introduisit dans la loi la prohibition que la jurisprudence avait prononcée la première. (Ord. 147.)

Le tiers état obtint également l'abolition des lettres de change simulées : pour qu'elles fussent valables, il fallait que la remise de place en place, qui en est l'élément essentiel, fût sincère, et que la somme stipulée dût être réellement payée; en un mot, on prohibait ce que l'usage et la jurisprudence moderne appellent billets de complaisance. (T. 325 *in fine*. Ord. 447.)

Lettres de change simulées.

La banqueroute, la cession de biens et la faillite étaient encore absolument confondues : le tiers état voulait distinguer ces différentes situations en leur appliquant des procédures diverses qui servissent à la fois de garantie aux créanciers et de frein aux insolvable. La nature de la peine le préoccupait vivement : aux banqueroutiers « qui faisoient faillite en fraude, » il réservait le bonnet vert ; contre ceux qui, pour éviter cette peine infamante, composaient avec leurs créanciers, il voulait ne faire prononcer qu'une sorte de déchéance des droits civils, jusqu'au jour où, revenant à meilleure fortune, les faillis pourraient se réhabiliter en achevant « le paiement entier de leurs dettes. » (T. 337.) Enfin il voulait modifier les formes de la cession de biens de manière à la rapprocher de la faillite, telle que notre droit moderne l'a organisée ; à cet effet, « tous les livres devoient être remis entre les mains de telles personnes, que les créanciers voudront nommer, et, à faute de ce, soit procédé contre eux, suivant les rigueurs des édits, comme banqueroutiers frauduleux. » (T. 338.)

Le tiers obtient un règlement sur les banqueroutes.

Rehabilitation du failli.

L'ordonnance n'accueillit pas l'ensemble de ces vœux, mais elle décida que « ceux qui, non par leur

Peine capitale
contre les
banqueroutiers.

faute ou débauche, ains par malheur ou inconvénient, seront tombés en pauvreté, et auront esté contraints à cette cause de faire cessions de biens, n'encourront pour cela infamie, ny aucune marque, sinon l'affliche. » (Ord. 144.) En revanche, les banqueroutiers frauduleux étaient punis de mort. (Ord. 153.) Ainsi pénétrait dans la loi une distinction fondée sur la raison même et qui devait être la source féconde de notre législation moderne.

Prescription annuelle des amendes.

DROIT PÉNAL. — De toutes les peines, la plus fréquente à cette époque était l'amende : nous avons vu que souvent les États insistèrent pour l'établissement d'une prescription destinée à paralyser au bout de peu de temps l'action fiscale des receveurs et des fermiers. Le tiers renouvela sa demande en restreignant à une seule année, après le jugement, le droit de poursuite. (T. 297.) L'ordonnance préféra le terme indiqué à Blois, et fixa à trois années le délai après lequel le débiteur serait libéré. (Ord. 387.)

Les enlèvements punis des peines du rapt.

Les trois ordres réclamèrent ensuite des peines plus sévères contre certains crimes. Ainsi le clergé, comme gardien de la sainteté du mariage, s'occupait des enlèvements de filles ; « l'impunité du crime de rapt, disait-il, rend les enlevemens des mineurs si fréquents en France, que l'on délaisse les voyes légitimes, le consentement, l'avis des parens et l'autorité de la Justice, pour obtenir par la force ce qui seroit dénié par la raison. » Les députés demandaient une plus grande fermeté de répression et surtout la suppression des évocations qui fournissaient au coupable, s'il était puissant, un moyen assuré

d'échapper à la peine. (C. 243.) En réponse à ces plaintes, l'ordonnance contient sur le rapt, qui comprenait la séduction, un article d'une extrême longueur, prononçant la peine de mort contre les coupables, et faisant suivre l'indication du châtiment d'une multitude de détails qui témoignent, mieux encore que les doléances, quelle était l'impunité assurée par les mœurs elles-mêmes à ceux qui arrachaient de force une fille à ses parents. (Ord. 169.)

Il paraît aussi que le crime de faux s'était infiniment multiplié. Faut-il attribuer ce fait à la similitude des écritures « qui s'apprennent par art et non par imitation, » d'où il suit qu'entre « les mains » il n'y a plus de « diversité »¹? N'est-il pas plus raisonnable de penser que l'écriture, en pénétrant dans les diverses classes qui n'en connaissaient pas l'usage un siècle auparavant, mit au service des passions mauvaises un nouveau moyen de fraude? Ce qui est certain, c'est l'augmentation, révélée par les cahiers, du nombre des faussaires : le tiers voulait que la peine de mort fût prononcée contre celui qui aurait fabriqué la pièce fausse, les peines inférieures étant réservées à ceux qui auraient fait usage de cette pièce. (T. 336.)

Le crime de faux se multiplie.

L'ordonnance fit rentrer ce crime dans la catégorie du péculat et indiqua ainsi qu'elle n'entendait frapper que les faux commis par les agents de l'administration publique. (Ord. 395.)

Les faux en écriture publique.

Le tiers réclama contre les voleurs de nuit, les

1. Afin de revenir à la diversité des écritures « qui empêchoit les falsifications », le clergé demandait le bannissement des professeurs qui enseignaient cet art. (C. 260, 261.)

larrons domestiques, les coupeurs de bourses, les gens sans aveu, les vagabonds et les bohémiens, des peines d'inégale rigueur. L'ordonnance n'édicte aucune nouvelle mesure de répression, elle ne contient que l'injonction de sévir adressée aux prévôts. (T. 339, 340.)

Abus des grâces.

Seule, la noblesse se fit l'interprète des anciennes doléances sur l'abus des grâces. (N. 172, 219.) L'ordonnance ne s'occupait que du mode d'enregistrement des lettres d'abolition qu'on faisait entériner par les prévôts de l'hôtel pour ne pas subir les lenteurs et les obstacles que soulevaient les juges royaux, souvent fort mécontents d'une faveur qui désarmait la justice et paralysait la répression : la règle de l'enregistrement des lettres par les juges du délit fut proclamée de nouveau comme la seule garantie efficace. (Ord. 182.)

L'ensemble des doléances sur le droit pénal nous fait voir que, malgré leurs efforts pour améliorer la législation, les députés ne savaient point encore discerner le rapport nécessaire entre le délit et la peine. Disposés à prendre pour unique mesure de la répression l'horreur que soulevait le crime, ils se laissaient aller à confondre les situations, sans proportionner le châtiment à la faute.

LÉGISLATION PROPREMENT DITE : COUTUMES, ORDONNANCES. — La rédaction des lois était absolument abandonnée à la volonté souveraine du prince, assisté de son conseil, et le dominant, dès qu'il était majeur, du poids de sa toute-puissante autorité. Les remontrances du parlement venaient seules, dans l'inter-

Verification des
Édits.

valle des sessions d'États, rompre le silence qui entourait ce pouvoir sans contrôle. Les vérifications d'édits fournissaient aux cours de justice une occasion toute naturelle de faire entendre leur voix : elles y manquaient rarement. Aussi le tiers état, comptant sur l'indépendance de ces grandes compagnies qui reflétaient si bien ses propres passions, demandait « que tous Edicts et Déclarations, Lettres patentes et autres commissions pour l'exécution d'icelles soient vérifiés en Cours souveraines, auxquelles la connoissance en appartient, les chambres assemblez, sans qu'aucune adresse en puisse estre faicte au grand Conseil ou ailleurs¹. » Comme sanction, le tiers voulait que tout magistrat coupable d'avoir exécuté un édit non vérifié fût destitué. (T. 196.)

Les rédacteurs de l'ordonnance crurent nécessaire de dire quelques mots des vérifications en cours souveraines, mais combien l'article est pâle auprès des doléances du tiers ! Le droit pour les parlements d'adresser au roi des remontrances est reconnu ; dans les deux mois de l'envoi au parlement, les magistrats seront libres de l'exercer : voilà les seules promesses, mais nulle part on ne lit un engagement formel, une garantie accordée ; on ne dit même pas si tous les édits doivent être transmis aux cours souveraines. Il est permis de juger par là du respect apporté à l'exécution de ces formalités protectrices. (Ord., art. 53.)

La codification, qui avait été la pensée constante du tiers, est l'objet de nouvelles observations en 1614.

Projets de codification.

1. Voir la seule exception à ce principe, plus haut, page 30, note 2.

Cependant le code Henri III, et après lui le code Henri IV, avaient été publiés, contenant toutes les ordonnances dont le texte avait survécu et qui paraissaient régir encore la jurisprudence française ; mais cette publication n'avait pas l'autorité dont le tiers état voulait la voir revêtue : les députés soulaient un travail officiel, et non une compilation faite par quelques jurisconsultes. (T. 359.) Ils y ajoutaient un dernier vœu : on sait que les grandes coutumes avaient été rédigées ; mais quelques usages particuliers à certains bailliages n'avaient point été constatés : le tiers état réclamait l'achèvement de ce travail. (T. 318.)

Les lois écrites que réclamaient si vivement les États ne pouvaient avoir de valeur que si leur texte devait diriger et contenir absolument les juges. C'est dans cette pensée que la noblesse demandait qu'aucun magistrat n'eût le droit de se soustraire à l'application de la coutume et des ordonnances. (N. 177.)

Arrêts motivés.

C'est avec le même dessein que le tiers état insistait pour obtenir dans les arrêts fondés sur le droit l'insertion et la publication des raisons et motifs. (T. 210.) L'ordonnance (art. 54) se contenta de prononcer une nullité radicale contre tout jugement contraire aux édits précédemment publiés, mais elle laissa au dix-huitième siècle l'honneur d'introduire dans les arrêts de justice les motifs qui rendent public le sentiment intime du juge.

LA JUSTICE ET LES LOIS

EN 1614.

A ne prendre que la première impression produite par les cahiers qui traitèrent aux États de Paris de la justice et de la législation, on serait tenté de ne voir dans les efforts des députés de 1614 qu'une simple répétition des tentatives accomplies en 1560 et en 1576. Rien ne serait moins exact. Les mœurs publiques, les idées générales, le courant de l'opinion, tout ce qui modifie les vœux et leur imprime un caractère particulier diffèrent profondément. Entre les derniers Valois expirant au milieu des passions de la Ligue et Henri IV tombant sous les coups d'un insensé, il n'y a en réalité que vingt et un ans; pour l'histoire politique et morale de la nation, il s'est écoulé plus d'un siècle. La France est sortie du chaos et de la corruption: elle a laissé derrière elle les vieilles questions et franchi les obstacles qui la séparaient encore du monde moderne. Elle y est entrée de plain-pied avec le dix-septième siècle et, sous la protection de Henri IV, elle a accompli, sans laisser de ruines et sans marquer sa route d'une tache sanglante, les plus grands progrès que la France ait dus à un souverain. Un prince, aussi habile politique que sage administrateur, a introduit en vingt années, dans l'organisation judiciaire, plus encore par l'influence des mœurs et le goût de l'honnêteté que par le chan-

Caractère général des cahiers de 1614.

OEuvre de Henri IV.

gement des lois, la plupart des réformes souhaitées par la nation. Affirmerons-nous qu'il s'est directement inspiré des cahiers d'Orléans ou de Blois ? Ce serait dépasser la mesure, mais les sentiments que les députés avaient exprimés avaient laissé de tels souvenirs et rencontraient un tel écho dans le pays, les ordonnances qu'ils avaient directement produites renfermaient des dispositions tellement salutaires, que tout naturellement le roi se fit l'exécuteur des vœux manifestés depuis trente ans par les États Généraux.

Aussi trouvons-nous à la mort du roi l'œuvre en partie achevée. Les députés demandent bien encore quelques réformes ; mais, avec le niveau de la moralité publique, leur idéal s'est élevé. Tel abus, inaperçu en 1588, est en 1614 au premier plan ; tel autre auquel la modération vigilante de Henri IV avait porté remède avait reparu au lendemain de sa mort. Dans tous les pays où les garanties ne sont pas inscrites dans les lois et dans les mœurs, ce qui fait la valeur d'un règne, ce sont moins les institutions que le caractère même du souverain. Ferme et conciliant, libéral et énergique avec un merveilleux à-propos, Henri IV avait tout développé autour de lui et il avait eu l'art de faire supporter des abus qu'avant lui le désordre avait rendus intolérables.

Vénalité
des charges.

Au premier rang, nous devons citer la vénalité des charges, dont nous avons parlé plus haut avec quelques détails. Grâce à la surveillance exercée par les parlements, elle n'avait soulevé que de rares protestations jusqu'en 1610. Sous Louis XIII, elle se trouve au premier rang des doléances ; pour donner satisfaction aux États, la vénalité est supprimée quatre

ans plus tard et, comme il est de l'essence des gouvernements corrompus de ne pouvoir mener à bien aucune réforme, on est forcé de renoncer à l'expérience pour revenir à la vénalité, qui conférait parfois les charges à des sujets incapables, mais qui, en revanche, assurait aux cours de justice l'éclat et la dignité des vieilles familles parlementaires. Ainsi le gouvernement qui succédait à Henri IV se montrait impuissant à réformer un abus dont le roi avait su faire oublier les périls. Rien ne démontre mieux combien le calme était rentré dans les esprits que de ne plus rencontrer le vœu des trois ordres qui avaient toujours demandé dans les précédentes sessions l'élection des magistrats. Les doléances relatives aux fonctions judiciaires et les moyens d'indemniser les magistrats s'inspirèrent exactement de l'ordonnance de Blois; mêmes abus, mêmes vœux, tout est semblable. Des garanties analogues pour protéger l'indépendance du juge, et le même désir de supprimer, ou tout au moins de modérer les épices, apparaissent dans les cahiers. Ce qu'il fallait trouver avant tout, c'était la sanction des mesures vainement prescrites à Orléans et à Blois. Entre une chambre ambulatoire destinée à se transporter de parlement en parlement et les merceniales confiant aux magistrats eux-mêmes le maintien de leur propre discipline, l'ordonnance préféra ce dernier système dont l'expérience des cours souveraines avait démontré l'efficacité.

Magistrats.

Nous avons signalé les progrès accomplis sous Henri IV au point de vue des juridictions : l'ancienne querelle entre le tiers et les ordres privilégiés se poursuit en 1614 sous une nouvelle forme. L'ardeur est moins

Juridictions.

Conseil du roi.

grande que dans les précédentes sessions. Il semble que la noblesse sente, aussi bien que les représentants du tiers, la nécessité de maintenir une certaine régularité ; elle ne s'oppose qu'à une seule des mesures prises pour l'organisation des compétences, aux dispositions qui concernaient le conseil du roi ; c'était l'unique juridiction supérieure que les esprits remuants de la noblesse tenaient à voir entre les mains des gentilshommes. Loin de redouter les évocations, elle rêvait, à l'aide du conseil du prince, d'établir, en attirant les affaires judiciaires, sa prépondérance sur toute l'administration du royaume.

La noblesse et le tiers état furent également déçus : on enleva au conseil la plupart de ses attributions contentieuses, comme le demandait le troisième ordre, mais on en fit en même temps un instrument tout-puissant du pouvoir royal. Les nobles n'y dominèrent plus, mais de leur côté les bourgeois n'y siégèrent qu'à la condition de perdre toute indépendance. La royauté, qui avait si longtemps favorisé le tiers, commençait à se retourner contre lui : le despotisme, accepté si facilement par le peuple quand celui-ci voyait le roi abaisser les nobles, allait se dresser sur la France pour mener jusqu'à une perfection écrasante l'œuvre de l'unité par la centralisation. Les parlements avaient achevé leur œuvre ; le conseil du roi allait la reprendre, la pousser à ses limites extrêmes et devenir pendant deux siècles l'agent de cette concentration toujours croissante.

Malgré les études faites par les notables en 1617, aucun article ne s'occupa en 1629 de l'organisation du conseil. Quelques années plus tard, Richelieu appli-

qua ses soins à cette réforme, mais il se garda bien de définir une autorité qui devait tenir tête aux parlements ou se substituer à eux, suivant les besoins d'une politique qui mettait l'empiétement au-dessus de tous les principes.

Les doléances émises au sujet de la procédure ne nous offrent aucune idée nouvelle : en dehors de l'accélération des procès et de l'économie dans les frais, nous ne rencontrons que la lutte entre la noblesse et les magistrats à l'occasion de l'exécution des arrêts. Cette querelle est curieuse à plus d'un titre, elle révèle surtout l'animation personnelle qui excitait à la fois les gentilshommes et les conseillers, toujours prêts à en venir aux mains pour leurs mutuelles prérogatives.

Procédure civile.

L'instruction criminelle ne doit ses réformes à aucun principe général : le tiers semble converti à l'action du ministère public ; la noblesse résiste encore, mais quelle faiblesse de part et d'autre ! L'attention des députés ne se fixe nullement sur les formes données aux procès criminels ; on devine que l'indifférence est complète, et nous n'aurions pas un vœu sur lequel nous pussions reposer notre pensée, si le tiers n'avait obtenu que tout prisonnier fût interrogé dans les vingt-quatre heures de son arrestation. Évidemment ce silence même est l'indice du courant qui continuait à emporter le dix-septième siècle vers la procédure secrète ; on peut pressentir l'ordonnance de 1670 à travers les réticences des cahiers de 1614.

Instruction criminelle.

Le droit civil est infiniment mieux étudié : la tenue de l'état civil, l'affranchissement des servitudes personnelles et presque du lien seigneurial sous sa forme

Droit civil.

la plus dure, le droit pour tout Français de posséder des immeubles, les incapacités légales portées à la connaissance des tiers intéressés par tous les moyens en usage, les actions du mineur prescrites dans les dix ans qui suivaient la majorité, telles furent les dispositions sollicitées par le troisième ordre au point de vue des personnes.

Les successions le préoccupèrent également : on découvre un sentiment de réaction contre l'inégalité du partage féodal en même temps qu'un sincère désir de mettre à la portée de tous l'exercice des droits que la sévérité fiscale des chancelleries réservait aux privilégiés et aux plus riches plaideurs.

L'influence du droit écrit réagissant sur les contrats de mariage, les loyers prescrits par cinq ans, la contrainte par corps abolie pour les petites dettes, le privilège de vendeur introduit dans notre législation, telles furent les modifications apportées par les cahiers et accueillies par l'ordonnance.

Droit commercial.

Deux réformes furent introduites dans le droit commercial : les billets au porteur furent interdits, et la distinction entre la faillite et la banqueroute nettement posée par le tiers état, qui sut donner à chacune de ces situations la mesure de sévérité ou d'indulgence qu'elle méritait, en allant jusqu'à prévoir la réhabilitation qui rendrait au failli la possession de tous ses droits.

Le droit pénal vit peu de changements, mais la répression était toujours aussi exagérée qu'au temps des États de Blois, et par suite l'abus des grâces était le même.

Enfin la vérification des édits par les parlements

et une compilation officielle des lois furent les derniers vœux des États ; malheureusement le pouvoir craignait trop vivement d'augmenter l'autorité des cours souveraines pour changer en un droit formel la faculté dont elles s'étaient peu à peu emparées.

Vérification
des élits.

La législation nous montre, comme les juridictions, les tendances dominantes du tiers état ; l'unité était sa passion. Si nous voulons déterminer le lien commun qui rattache ces réformes, si diverses d'objet et de but, nous le trouvons dans cette pensée constante de ramener chaque coutume à un type qui serait le résultat d'une combinaison tentée entre le droit écrit et le droit coutumier. Dans l'ensemble des vœux que nous avons rencontrés, le procédé ne varie jamais, c'est toujours une coutume à convertir en loi générale ou un principe tiré du droit écrit à imposer au droit coutumier. C'est ainsi que le tiers état préluait lentement à ce grand travail qui devait donner à la France, deux siècles plus tard, son unité législative, couronnement de toutes celles dont les passions du tiers état l'avaient, non sans quelque imprudence, si complètement dotée.

Unité de la légis-
lation.

Ainsi l'œuvre de réformation judiciaire, poursuivie au début du règne de Louis XIII, se rattache intimement au passé ; mais ce qui fait son vrai caractère, c'est l'instinct qui pousse les députés de 1614, pour ainsi dire à leur insu, vers les questions et les réformes de l'avenir. Toutes les pensées que devra réaliser la révolution se trouvent en germe dans leur esprit : deux siècles de monarchie absolue les mûriront ; ce qui est une faible semence deviendra un arbre tout couvert de fruits, mais les principes se-

ront les mêmes, les aspirations ne seront que la suite ininterrompue des vœux constamment semblables du tiers état, tour à tour le défenseur spontané, le mandataire, puis enfin le représentant unique de la masse de la nation française.

ADMINISTRATION MUNICIPALE.

La vénalité des offices, qui avait envahi successivement la justice et les finances, menaçait en certaines villes de porter atteinte à l'indépendance des charges municipales. Si dans plusieurs provinces l'attachement aux franchises de l'hôtel de ville avait prévalu, il en était d'autres où l'échevinage et le consulat étaient vendus ou transmis de père en fils. Les députés protestent avec force contre cet abus. Ils énumèrent les fonctions municipales qui doivent être conférées par « l'élection pure et sans brigue. » Afin de bannir toute pression, ils demandent que « défenses soient faictes aux gouverneurs, capitaines des provinces, villes, citadelles et chasteaux, ou leurs lieutenants, ou à tous autres qui n'ont voix élective, de se trouver ès lieux où se feront lesdites élections, ni de s'y entremettre directement ou indirectement. » Enfin, les « élus esdites charges » devront avoir dans la ville leur principal domicile, faute de quoi l'élection serait cassée de plein droit. (T. 599.)

Élection des
échevins.

L'ordonnance reproduisit la plupart de ces dispositions, s'en référant, pour les points qu'elle ne réglait pas, aux usages de l'hôtel de ville de Paris qui devaient servir de modèles aux autres villes du royaume; l'article ajoutait même que diverses villes avaient

déjà pris le parti de mettre en vigueur les usages de Paris, et il citait entre autres Lyon et Limoges. (Ord. 412.)

Administration
des villes.

Le tiers état veut également régler la forme des délibérations intérieures du corps municipal : il demande « que les lettres et paquets qui seront envoyez par Vostre Majesté, ou par les gouverneurs des provinces et villes, aux maires et eschevins, ne puissent estre ouverts qu'en la présence de deux ou trois desdits eschevins. Que tous actes de délibérations et résolutions qui seront prises ès cours et communauttez desdites villes y soient receus par les greffiers d'icelles, arrestez et signez, en fin de chacune assemblée et avant que s'en départir, et après enregistrez en un papier à ce destiné, datté et chiffré. » (T. 601.) Ce vœu fut transcrit mot pour mot dans l'ordonnance, où il forme l'article 413.

Le tiers état réclama une meilleure organisation de la police des villes, et comme, en ce temps où l'administration proprement dite n'existait pas, c'était toujours une juridiction qui était chargée des réformes, le cahier demande une série d'injonctions aux juges de police pour que les règlements anciens soient fidèlement observés. (T. 607.) Afin d'éviter les lenteurs habituelles, le cahier veut que « toutes causes sur le fait de la police soient jugées sommairement sur-le-champ, sans ministère d'avocat et procureur, et sans appointer les parties à produire, sous peine de concussion. » (T. 608.)

Impositions municipales. — Indépendamment de l'administration générale des finances, et malgré la

passion du tiers état pour la centralisation, les villes avaient leurs recettes et leurs dépenses spéciales ; leur revenu consistait d'abord en droits de justice, d'usage, de pâturage ou tout autre du même genre, mais le plus souvent la couronne avait accordé des deniers d'octroi qui se percevaient aux portes de la ville en même temps que les aides. Les receveurs en étaient quittes pour diviser ce qui revenait au roi et ce qui appartenait à la ville dans la perception commune. (T. 530.) Le clergé et la noblesse demandaient que les comptes fussent rendus sur place. (C. 494. N. 361.) Le tiers état, qui n'aimait rien de ce qui ressemblait à un affranchissement du pouvoir central, tenait à ce que les comptes fussent apportés à Paris, à la chambre des comptes mais tous les six ans seulement. (T. 532.)

Revenu
des villes.

Octrois.

Comme ces impositions avaient un caractère absolument local, le tiers état, redoutant les interminables formalités de l'enregistrement, demandait que les diocèses pussent s'imposer librement jusqu'à trois mille livres, les villes jusqu'à quinze cents, les petites villes jusqu'à trois cents et les villages jusqu'à cinquante, à la charge de rendre compte des deniers par-devant les baillis et sénéchaux. (T. 535.)

Droit pour les
villes de s'impo-
ser elles-mêmes.

Ainsi se combattaient, dans l'esprit du tiers état, les avantages de la centralisation et le souvenir, encore vivant dans certaines provinces, des franchises municipales. La lutte entre ces deux principes également chers à la bourgeoisie, et tour à tour défendus par elle, est un des côtés les plus curieux du développement national.

FINANCES.

Impôt direct. Tailles ; exemptions ; impôt foncier ; égalité ; perception de la taille. *Impôts indirects :* vins ; gabelles. *Domaine ;* rachat ; plan de Richelieu. *Administration :* comptabilité ; chambre de justice ; chambre des comptes ; acquits du comptant.

Désordre de la
regence.

Renaissance
de tous les abus
reprimés
par Henri IV.

Notre histoire financière pendant les deux années qui suivirent la mort de Henri IV est l'exemple le plus saisissant de la vanité des réformes qui ne sont pas appuyées sur des institutions permanentes. Tout est rassemblé dans ce court espace, les contrastes s'y pressent : à la paix succède l'anarchie, à la situation florissante du trésor la ruine, au progrès la décadence, à la grandeur l'abaissement et le désordre. Henri IV soutenait Sully ; Marie de Médicis le chasse. Sully dirigeait les finances ; Concini les gaspille. La régente, incapable de gagner les cœurs ou de ramener les esprits turbulents, est forcée de les acheter : les pensions passent de deux millions à six, les dons absorbent l'épargne, les tailles sont accrues, on rétablit l'impôt odieux de la pancarte, on recommence à créer des offices ; les rentes ne sont plus exactement payées, enfin on met à prix la justice : arrêts du conseil, évocations, tout est vendu à beaux deniers comptants. Les économies amassées par Henri IV étaient telles que le désordre put se prolonger sans

éclat pendant quatre ans. On se décida enfin à convoquer les États lorsqu'il ne restait plus qu'à leur annoncer la ruine complète du pays.

Ce que nous ne saurions trop faire ressortir, avant d'aborder l'examen des cahiers, c'est que ces quatre années virent non point de nouveaux abus, mais la renaissance de tous les désordres que Sully avait eu tant de peine à déraciner.

Des trois cahiers, celui du tiers état est de beaucoup le plus intéressant et le plus développé : il touche à toutes les questions qui formaient la base de l'organisation financière.

Nous examinerons successivement la nature des impôts, leur perception et le contrôle administratif tels que l'entendent les États de 1614.

Impôts.—La taille et ses accessoires étaient les seuls impôts directs. En y comprenant le taillon, elle montait en 1609 à 15 825 000 livres. En 1614, elle atteignait presque 17 millions¹. Aussi l'impopularité de cet impôt n'avait-elle pas diminué. « Plaise à Vostre Majesté, disait le tiers état, descharger vos pauvres sujets de toutes tailles, taillon, creuë, aides, gabelles, subventions et autres impositions généralement quelconques mises sur vos subjects, denrées, vivres et marchandises pour quelque cause que ce soit, et occasion depuis l'année 1576, et les réduire au prix de ceux qui se levoient en ladite année, en laquelle l'Estat estoit troublé de guerre et chargé de dépenses extra-

Doléances du
tiers état au
sujet de la taille.

1. 16 940 000 livres. — Voir le Traité du revenu et dépenses pour l'année 1614 (*États Généraux*, t. XVII, p. 185).

ordinaires, pour la solde et entretienement d'armées, qui cessent à présent. » (T. 428.) Puis venait l'énumération des dépenses dont le tiers proposait la suppression¹. L'exagération même de ces demandes les rendait irréalisables ; les députés ne se faisaient pas d'illusion, mais ils suivaient cette coutume, trop en honneur parmi les hommes, de demander le plus pour obtenir le moins. Le clergé se montra plus sensé en insistant pour obtenir simplement une réduction. (C. 182.) Après la déclaration que nous venons de rapporter, les députés du tiers s'occupèrent de régler dans ses détails l'assiette et la perception de la taille.

Decharge des ar-
rérages im-
payés.

Le tiers état demanda tout d'abord la décharge des arrérages non payés jusqu'en 1616. L'ordonnance de 1629 accorda ce bénéfice jusqu'en 1624. (T. 429. Ord. 440.) C'était un fort mauvais usage et tout à fait propre à rendre impossibles les rentrées régulières, puisque ceux qui ne payaient pas exactement échappaient à l'impôt.

Exemptions
des tailles.

Les exemptions de tailles qu'avait réprimées Henri IV avaient reparu : avec la réaction de la noblesse contre les mesures de Sully, on vit renaître les usurpations et la multiplication des charges privilégiées qui faisaient le désespoir du tiers état. Offices de justice et de finances, offices de guerre et de cour servaient de prétexte à des exemptions innombrables qui retombaient de tout leur poids sur la masse des taillables. Le clergé et le tiers étaient d'accord pour demander que ce privilège fût réservé à ceux qui

1. Voir la suite de cet article du cahier qui contient une sorte de programme manifestement impraticable.

remplissaient réellement leurs charges et que les nobles, ainsi que les titulaires d'offices créés depuis Henri II, en fussent déclarés déchus¹. De même les personnes qui habitaient depuis moins de dix ans dans les villes privilégiées ne pouvaient pas jouir de l'exemption. (T. 531.) Le courant qui entraînait la nation vers l'égalité des tailles était tel que la noblesse elle-même dut se joindre au clergé : s'élevant contre les privilèges d'officiers², elle osa tout au plus faire entendre une timide protestation contre l'assujettissement des gentilshommes aux impôts indirects³.

Quelques mois avant la réunion des États Généraux, un édit avait devancé les doléances, en essayant de régler les privilèges en matière de taille ; sauf la noblesse dont cet acte ne disait mot, toutes les autres causes d'exemption étaient examinées et restreintes⁴. Aussi l'ordonnance de 1629 renvoyait-elle à l'édit de juin 1614 pour les réformes à accomplir, y ajoutant seulement la remise à la cour des aides d'une liste annuelle des officiers de la maison du roi et des princes (Ord. 407) ; elle confiait l'exécution de l'édit à la surveillance des maîtres des requêtes qui, dans leurs chevauchées, examineraient les listes de contribuables et relèveraient les contraventions pour en aviser le chancelier qui ferait poursuivre les *asséeurs* et les élus. (Ord. 404.)

Édit de 1614.

Usurpation de noblesse.

1. C. 184, 185. T. 433 à 439.

2. N. 246, 276.

3. « Que les gentilshommes faisant mener d'une de leurs maisons à l'autre quelques sortes de denrées que ce soit pour leur provision, ils ne puissent estre tenus à aucune sorte de subside. » (N. 266.)

4. Paris, juin 1614, enregistré en la cour des aides, le 31 déc. 1614.

La cour des aides
anoblit par
arrêt.

L'ordonnance se chargea de réprimer les usurpations de noblesse : un grand nombre de personnes sollicitaient auprès de la cour des aides l'exemption de la taille ; cette juridiction avait été assaillie de demandes et elle avait anobli *par arrêt* un grand nombre de roturiers, après une enquête locale sur la gêne que pourrait causer à la paroisse une nouvelle exemption ; des témoignages la plupart du temps achetés facilitaient cet abus ; sur les plaintes du tiers état, l'ordonnance prescrivit une recherche qui devait faire rentrer dans la classe des taillables une foule de bourgeois anoblis. (Ord. 406.)

Égalité de l'impôt
foncier.

Le vœu le plus intéressant de tout ce chapitre est celui où le tiers demande que « dans les pays où les tailles sont réelles, elles soient imposées indifféremment sur tous, à proportion du bien rural qu'ils y possèdent, sans exemption de personnes, villes et communautés, si non que Sa Majesté veuille prendre leur cote-part à soy à la décharge desdites provinces et communautés. » (T. 449.) C'était l'extension du principe de l'impôt foncier que les pays d'État conservaient soigneusement. Nous avons déjà remarqué son existence lorsqu'aux États de Tours le cadastre établi en Languedoc excita l'admiration et l'envie des députés du Nord. En 1614, le tiers veut non-seulement l'étendre aux autres provinces, mais profiter de cette révolution financière pour établir l'égalité absolue des tailles.

D'ailleurs tout le monde sentait la nécessité de réformer cet impôt. Les notables furent consultés en 1617. Ils se bornèrent à demander la stricte exécution des ordonnances relatives aux exemptions et indi-

querent divers procédés de détail qui auraient pu empêcher les dilapidations¹. Il paraît que ces mesures n'eurent pas de succès, car, en 1626, Richelieu chargea de nouveau l'assemblée des notables de chercher un moyen d'établir « le régallément des tailles afin que les pauvres qui en portent la plus grande charge soient soulagez². » L'examen de la commission des finances, suivi d'une discussion approfondie en assemblée générale, ne provoqua point d'innovation. « Il n'y eut aucun nouvel avis, dit le procès-verbal, pour le soulagement du peuple hors l'observation des anciens réglemens qui avoient pourveu à tout ; seulement fut-il proposé par M. le président Chevalier (premier président en la cour des aydes) de rendre la taille réelle comme en pays de droiet escrit, mais cette ouverture ne fut suivie que de trois ou quatre, et rejetée de tous les autres, comme estant de très-difficile et dangereuse exécution³. » Les privilégiés qui composaient l'assemblée obéissaient à leur intérêt en repoussant cette sage proposition.

Le mode de perception des tailles ne fixa pas longtemps l'attention du tiers état, qui se borna à demander que personne ne pût ajouter au brevet de la taille. (T. 430.) En revanche, la noblesse et le clergé, qui tenaient moins que le tiers à la centralisation du pouvoir entre les mains du roi, réclamèrent pour les divisions territoriales, depuis les provinces jusqu'aux plus petits villages, la faculté de faire elles-mêmes la

Perception
de la taille.

1. 6^e proposition. *États Généraux*, t. XVIII, p. 78 à 83.

2. *Lettres du cardinal de Richelieu*, t. II, p. 326.

3. *L'assemblée des notables...*, p. 162.

perception. (C. 183. N. 229.) Les officiers des tailles, dont les intérêts auraient souffert de cette mesure, empêchèrent une amélioration qui eût, sans aucun doute, fait faire autant de progrès à l'intelligence politique de la nation qu'à son administration financière. Du même principe dérivait la pensée d'attribuer aux communautés (provinces, villes et villages) la faculté de racheter les aides, quand elles seraient engagées à de riches particuliers. (T. 406. C. 211.)

Impôts indirects.

Les impôts indirects ne provoquèrent aucune critique générale, mais une foule d'observations de détail.

Manvaise perception de l'impôt sur les vins.

L'impôt sur le vin, qui avait pris une grande importance depuis l'édit rendu en 1602, était mal perçu : outre qu'il était fort lourd, puisqu'il se montait au quart de la valeur totale, l'*exercice*¹ semblait très-dur aux propriétaires, qui y étaient soumis comme les débitants. Le tiers demandait que les recherches fussent moins rigoureuses et que la taxe fût réduite de moitié². (T. 404.) Le clergé insistait pour qu'elle ne fût perçue qu'une fois. (C. 212.)

1. Visites périodiques des commis pour vérifier l'état des caves et les quantités vendues.

2. T. 405, 408, 409. « Et d'autant que le peuple se sent grandement travaillé par les Fermiers ou acquéreurs de vos Aydes, pour lesdits droicts de quatrième, huitième, douzième, et vingtième des vins, vendus par les particuliers, lesquels on contraint d'aller affermer pardevant les Echeuz, Juges favorables ausdits Fermiers (et qui souvent sont esloignez de la demeure des parties, de sept ou huit lieues) ce qu'ils ont vendu de vin, quelle quantité ils en ont fait entrer, combien ils en ont acheté, revendu, troqué, pris ou baillé en paiement : Veulent scavoir à qui, et si on leur a donné congé d'iceulx enlever; et non contents, contraignent les pauvres gens d'ouvrir leurs caves et maisons pour visiter ce qu'ils ont dedans. » (T. 405.)

Enfin le tiers réclamait la publication d'un tarif des droits sur les boissons, qui serait affiché dans toutes les élections. (T. 407.)

Publicité du
tarif.

Le clergé demandait une exemption « du sol pour livre, » en faveur du commerce de détail et la défense à tout collecteur de pénétrer dans le domicile du contribuable, soutenant, comme le tiers état, que les recherches ne devaient être autorisées qu'à l'égard des personnes soupçonnées de fraude et comme une mesure tout à fait exceptionnelle. (C. 213.)

Exemption du
sol pour livre en
faveur du com-
merce de détail.

Les gabelles et les abus terribles de leur perception contribuaient à soulever le peuple contre toutes les mesures fiscales qui avaient le caractère d'une enquête dirigée contre la personne elle-même. La haine qui poursuivait cet impôt sous l'ancien régime semble parfaitement justifiée quand nous lisons dans les cahiers des États la peinture des procédés habituels aux agents du sel ; les mémoires des contemporains confirment et justifient au besoin l'indignation des cahiers. Aussi les trois ordres se montrent-ils unanimes : les ordres privilégiés, soumis comme le tiers à cette odieuse contribution, font entendre les mêmes clameurs. Outre le principe même de l'impôt qui est vivement attaqué, deux points fixent particulièrement l'attention des députés : les achats forcés et les moyens rigoureux dont disposaient les archers des gabelles. Les grénétiers taxaient chaque village ou chaque famille à une certaine quantité de sel qu'ils les forçaient d'acheter, alors même qu'elle excédait de beaucoup la consommation normale. Cette oppression mécontentait les gens aisés, mais elle révoltait surtout le paysan, dont elle achevait la ruine. Le

Unanimité
des trois ordres
contre les ga-
belles.

sel que le malheureux recevait ainsi malgré lui, il ne pouvait ni le vendre, ni l'échanger, ni le donner à ses voisins ; s'il voulait, malgré la sévérité des receveurs, s'en défaire en secret, il risquait sa vie ou tout au moins sa liberté. A la suite des officiers des gabelles, arrivaient les archers qui envahissaient son logis, l'opprimaient de toutes façons, et s'ils ne le menaient pas en prison, le ruinaient en saccageant sa chaumière.

Province de franc
salé.

Au milieu du royaume, quelques contrées étaient seules à l'abri de ces horribles manœuvres ; les provinces de *franc salé*, ainsi que leur nom l'indique, étaient protégées contre les gabelles. La noblesse et le tiers état défendaient vivement ce privilège que les arrêts de la cour des aides tendaient peu à peu à supprimer¹.

Opération
du rachat.

Domaine. — Nous avons vu comment une grande partie du domaine royal avait été racheté sous Henri IV. Cette opération devait être terminée en seize ans, grâce aux soins d'une compagnie avec laquelle on était entré en arrangements ; mais en dehors du marché on avait laissé certains droits domaniaux de peu de revenu que la compagnie ne trouvait pas d'avantage à racheter moyennant une jouissance de seize ans. Il s'agissait donc de mener d'abord à bonne fin le traité passé par Sully, de le faire exécuter avec la rigueur qu'y aurait mise le surintendant, puis de conclure d'autres marchés sur les mêmes bases, en accordant toutefois vingt ou vingt-cinq

1. C. 186, 214 à 217 — N. 381 à 400. T. 412 à 417, 421 à 424.

ans aux partisans¹ pour qu'ils pussent s'indemniser eux-mêmes sans engager le trésor. Telles furent les deux opérations que le tiers état conseilla au pouvoir. (T. 361, 362, 365.) En 1615, le gouvernement était trop faible pour entrer résolûment dans cette voie.

Loin d'achever l'œuvre de Sully, il laissait le désordre s'accroître d'année en année. Entre la tenue des États et l'arrivée du cardinal de Richelieu aux affaires, dix années s'écoulèrent sans résultat apparent.

Dans la détresse financière où se trouvait le roi en 1626, il demanda aux notables les moyens de rétablir un équilibre de plus en plus ébranlé. La première pensée du ministre était de chercher les moyens de remettre entre les mains du roi les propriétés foncières et les impôts engagés par lui dont l'ensemble constituait le domaine. Richelieu exposa ce plan en des termes qui méritent d'être entièrement rapportés : « On ne peut, dit-il, augmenter innocemment le revenu du roy que par le rachapt de ses domaines, qui ne se peut faire en peu de temps sans un fonds notable. — Il est fort aysé de l'entreprendre en beaucoup d'années sans argent, mais les propositions qu'on fera sur ce sujet auront aussi peu d'effet comme les apparences en seront spécieuses au

Plan de
Richelieu.

1. Ce traité prend souvent, dans les écrits du temps, le nom de *parti*, et ceux qui s'engageaient au rachat, le nom de *partisans* ; mais il ne faut pas confondre ces partisans avec les financiers qui, sous le même nom, accaparaient la levée de l'impôt et soulevaient les colères du tiers état. Quand les cahiers réclament la rupture des traités avec les partisans, ils exceptent toujours « ceux qui sont faits pour le rachat du domaine. » Voyez par exemple, T. 478.

jugement de quelques-uns. Les François ne demeurent pas sy longtemps en un mesme dessein. Ainsi qu'il faut quelquefois seigner les corps les plus abatus, et qui ont déjà perdu beaucoup de sang pour leur rendre la santé : ainsy est-il impossible de restablir tout à fait cet Estat et le rendre riche pour jamais si par un nouvel effort on ne tire encore une fois un fonds extraordinaire qui en engendre un autre qui soit ordinaire et qui dure toujours. Je seay bien que toutes fois et quantes qu'on veut avoir de l'argent on tient ce langage. Vous dirés peut-estre qu'ainsy que les maladies dont on meurt et celles dont on reschappe commencent de la mesme façon, ainsy les paroles qui sont suivies d'effets et celles qui ne le sont pas sont semblables.... mais aussy on peut la préjuger avec certitude morale par la probité de ceux qui la mettent en avant et la seureté que leurs actions passées donnent lieu de prendre en leurs paroles. C'est le roy qui vous assure qu'il ne desire aucuns fonds extraordinaires que pour augmenter son revenu par le rachat de son domaine, et ainsy se mettre en estat de n'avoir plus besoin de nouveau fonds à l'advenir. Sa Majesté vous permet de penser à toutes les précautions nécessaires pour que le fonds qui sera destiné à ceste fin ne puisse estre diverty.... Il y a beaucoup d'honneur à faire réussir un si glorieux dessein, et on ne peut sans mortification, pour ne pas dire honte, l'entreprendre pour ne le faire pas¹. »

1. Notes manuscrites de la main du cardinal, en marge des propositions aux notables. *Lettres du cardinal de Richelieu*, t. II, p. 330.

La proposition fut soumise à un examen attentif. Les notables comparèrent les divers systèmes mis en avant depuis un demi-siècle. Ce fut le procédé imaginé par les États de 1576 qui l'emporta. Le remboursement immédiat du capital parut irréalisable ; la constitution d'une rente servie par le nouveau fermier à l'acquéreur dépossédé réunit la majorité des suffrages ; « l'autorité et l'exemple de l'ordonnance de Blois » (333) détermina les notables à voter le rachat, « les acquéreurs attendant le remboursement actuel jouyroient de leurs engagements à raison du denier seize, avec toutes les précautions qui seroient advisées pour la seureté desdits acquéreurs¹. »

Les notables rejetaient en réalité une partie du projet de Richelieu. Ils ne consentaient pas à constituer un fonds de rachat, comme le demandait le cardinal. Une nouvelle adjudication des fermes après dépossession des acquéreurs actuels leur semblait un parti moins violent et le seul auquel il fût permis de recourir. Encore est-il évident, d'après les termes du procès-verbal, que ce système était encore à leurs yeux d'une excessive rigueur².

1. *L'assemblée des notables...*, p. 168. Voyez plus haut (t. III, p. 10) le système imaginé en 1576 pour la reconstitution du domaine. Nous devons réparer une omission, en ajoutant à cet exposé que l'art. 333 de l'ordonnance de Blois a fait passer dans la législation le projet des députés tel que les cahiers l'avaient proposé. L'oubli que nous signalons existe également sur le tableau de l'ordonnance en regard de l'art. 333.

2. Un membre ayant proposé d'imputer sur le capital à rembourser au possesseur évincé, les bénéfices exorbitants qu'une acquisition sur le pied de 15 et de 20 pour cent avait dû rapporter au fermier du domaine, la majorité rejeta la proposition, après un vif débat, « ayant esté dit que les propriétaires souffriroient assez en la depossession, sans y adjouster cette nouvelle rigueur. » *Assemblée des notables...*, p. 172.

Système de rachat mis à la portée des provinces, villes, etc.

Sans doute, les acquéreurs de domaines défendirent chaudement leurs intérêts, car aucune des résolutions prises par les notables ne fut mise à exécution. Toutefois les rédacteurs de l'ordonnance de 1629 ne pouvaient passer sous silence un des vœux les plus constants et les plus vifs qu'aient émis les députés. Ils empruntèrent au cahier de 1614 un moyen que le tiers état avait imaginé et qui permettait de racheter le domaine sans que le trésor eût à déboursier un denier. Il s'agissait simplement d'autoriser les habitants des domaines fonciers aliénés par le roi « à rembourser, si bon leur semble, les acquéreurs des terres des sommes qu'ils montreront avoir effectivement mises en vos coffres. » (T. 363.) L'ordonnance autorisa le retrait, en limitant la jouissance du retrayant à un nombre d'années déterminé, et en stipulant qu'après un certain délai les domaines rentreraient libres entre les mains du roi. (Art. 382.)

Inaliénabilité du domaine.

Les États n'avaient pas assez de confiance dans l'administration financière de la régente pour croire leur tâche accomplie après avoir essayé de réparer les maux du passé. Ils réclamèrent la défense de jamais donner à l'avenir aucune parcelle du domaine, qu'il s'agit de terres, de revenus fonciers, ou de droits domaniaux. (T. 372, 373.) Pour satisfaire les États, le pouvoir défendit en effet ces sortes de dons, en interdisant à tous les officiers du domaine de tenir compte en aucun cas des ordres qui pourraient leur être donnés contrairement à cette règle. (Ord. 366.)

Impuissance des édits.

Telle était l'inévitable formule que revêtaient depuis trois siècles les impuissantes promesses du pouvoir.

Dans le gouvernement de notre vieille monarchie, non-seulement il n'existait pas de limites à l'arbitraire royal, mais quand une généreuse initiative essayait de mettre des bornes à la toute-puissance du souverain, on sentait aussitôt l'inanité des efforts : autant eût valu bâtir sur le sable ; le point d'appui qui sert de sanction à la loi et lui imprime son efficacité manquait absolument, aussi bien sous Marie de Médicis que sous le roi Jean.

Inspiré par la crainte des souvenirs féodaux, le tiers état demandait encore que les apanages, en admettant qu'on dût en constituer, ne donnassent pas aux princes les droits souverains. (T. 374.) Puis il s'occupa de l'administration si négligée du domaine, obtint que les adjudications de fermes fussent faites en plein conseil (Ord. 346), qu'elles fussent vérifiées par le parlement (T. 389, 390), et qu'après cette formalité, le prix de la ferme ne pût jamais être modifié. (T. 391.)

Administration
du domaine.

Le tiers, ainsi que nous l'avons toujours remarqué, avait un penchant particulier à s'occuper dans ses détails de l'administration financière. Les désordres dont il était plus particulièrement le témoin lui en faisaient un devoir, mais en même temps son goût l'y portait ; il demandait tout d'abord que les impôts fussent rendus au roi, et que tous les traités passés avec les partisans fussent vérifiés, et annulés pour la plupart¹ ; puis il examinait la tenue des comptes, exigeant trois registres, savoir : un pour les mentions quotidiennes et deux pour les recettes et les dépenses.

Administration
financière.

Perception de
l'impôt rendue
au roi.

1. Voir plus haut, page 107, la note sur les partisans.

Comptabilité. (T. 480.) Il voulait assurer la responsabilité des comptables en instituant le dépôt d'un cautionnement (T. 479); séparant la comptabilité du contrôle, il demandait que jamais les officiers chargés de ces diverses fonctions ne fussent parents. (T. 481.) La même pensée inspira à la noblesse un vœu excellent : elle insistait pour qu'aucun comptable ne pût être membre de la chambre des comptes, séparant ainsi le juge du justiciable. (N. 308.) Enfin, pour ce qui concernait le mouvement des fonds, le tiers se préoccupa de régler le système des assignations et d'empêcher les transports d'argent en constituant une harmonie entre les recettes et les dépenses locales. (T. 483.)

Mouvement des fonds.

La garantie du cautionnement et les règles de comptabilité furent admises par l'ordonnance de 1629. (Ord. 345, 347, 365.) Mais on n'arriva pas à diminuer les frais excessifs d'une perception qui était devenue ruineuse aussitôt après la retraite de Sully; rien n'était préparé pour le contrôle. Dès que les ressorts étaient détendus, le désordre reprenait naturellement sa place; les États étaient impuissants à achever aucune réforme, quand un ministre ferme ne se faisait pas l'exécuteur résolu de leurs desseins. Ce que l'assemblée put obtenir de plus efficace, ce fut la création d'un pouvoir chargé de réprimer les abus et de punir les coupables.

Chambre de justice.

Nous avons vu, dans le récit historique¹, comment l'institution d'une chambre de justice avait été demandée par la noblesse : le conseil en avait solennellement promis l'établissement. Le tiers, s'associant

1. T. III, p. 352 et 408.

à ce vœu, sollicita dans son cahier la création de « plusieurs chambres de justice, composées de personnages d'une capacité et d'une intégrité reconnue, pour procéder à la recherche des malversations. » (T. 527.) Ce vœu ne reçut de satisfaction que dix ans plus tard : en octobre 1624, Louis XIII institua une chambre de justice sur le plan conçu par les députés¹.

Elle est établie
en 1624.

Les parlements se montrèrent peu favorables à cette institution ; six mois plus tard elle fut supprimée, et lorsque Richelieu proposa aux notables, en 1626, de la rétablir, il ne s'éleva pas une seule voix dans l'assemblée pour appuyer la proposition. La chambre de justice, disaient les notables, « causeroit beaucoup de despense à Sa Majesté sans produire aucun fruit pour son service ; il est à propos que les abus et déliets qui pourroient estre commis au faict des finances, soient renvoyez aux juges ordinaires naturels, ausquels la connoissance en appartient, pour absoudre et protéger les innocens selon la juste intention de Sa Majesté, punir les coupables suivant la rigueur des ordonnances². »

Malgré cet échec, l'ordonnance de 1629 renouvela la tentative, en attribuant à la chambre de justice un caractère permanent qui en faisait une sorte de commission mixte participant des pouvoirs du parlement et de ceux de la chambre des comptes, pouvant alternativement punir ou faire restituer et servant ainsi

1. Lettres de création d'une chambre de justice pour la recherche des abus et malversations commises dans l'administration des finances. Saint-Germain-en-Laye, octobre 1624. *Mercur françois*, X, 695.

2. *Assemblée des notables*..., p. 178.

de menace perpétuelle à tous les comptables infidèles. (Ord. 511.)

Compétence dis-
tincte de la
chambre des
comptes et de la
chambre de
justice.

La mission de la chambre des comptes n'était point pour cela diminuée : toutes les vérifications ordinaires lui appartenaient, tandis que la chambre de justice ne connaissait que des comptes argués de faux et de la répression des détournements ; à l'une revenaient les erreurs, à l'autre les crimes.

Richelieu pensait que les peines criminelles contre le péculat et les malversations financières avaient besoin d'être renouvelées. Les notables examinèrent une série d'articles que le cardinal proposa en 1626 pour atteindre ce but. Il s'agissait de frapper les comptables qui auraient fait la banque, ceux qui auraient détourné les fonds de leur caisse ou qui s'en seraient servis, et d'autoriser en pareils cas les juges à recevoir la preuve par témoins, quelle que fût l'importance de la somme¹. Les notables donnèrent une approbation entière à ces articles qui prirent place dans l'ordonnance de 1629. (Art. 390 à 400.)

Organisation de
la chambre
des comptes.

La noblesse et le tiers s'occupèrent du contrôle exercé par la chambre des comptes et obtinrent quelques mesures nouvelles destinées à mettre un frein plus sévère aux irrégularités des comptables. Le tiers avait conçu la pensée d'appliquer aux membres de la chambre toutes les règles en usage pour les conseillers au parlement : c'est ainsi qu'il demandait que les parents ne pussent siéger ensemble. (T. 506.) Dans la pensée d'accélérer les travaux intérieurs de la chambre, il voulait que le travail des

1. Lettres du cardinal de Richelieu, t. II, p. 330, note 3.

auditeurs fût plus rapide et mieux réglé. (T. 508, 509. Ord. 370.)

Accélération de
ses travaux

De son côté, la noblesse demandait que les comptes fussent jugés dans les six mois qui suivaient la clôture de l'exercice. (N. 307.) L'ordonnance indiqua des délais fort courts, qui variaient de deux à huit mois, suivant l'importance des fonctions, mais, au lieu de remettre à la chambre des comptes tout ce qui regardait le jugement de la comptabilité, elle donna au conseil une partie de ces attributions, mélangeant et confondant ainsi les compétences, au grand détriment du bon ordre. (Ord. 349, 355 à 360.)

Le tiers entendait confier aussi à la chambre des comptes une autre mission : après avoir longtemps cherché une force de résistance qui fût capable d'arrêter le pouvoir royal dans ses excès, il en était arrivé à se demander s'il ne fallait pas confier à l'autorité qui revisait les comptes de recettes le droit de contrôler certaines dépenses. C'est ainsi qu'il voulait soumettre les dons et les paiements personnels du roi à l'examen de la chambre des comptes. (T. 521.) Les dons supérieurs à trois mille livres devaient même provoquer la réunion des deux « semestres », c'est-à-dire l'ensemble des conseillers qui se partageaient par moitié le service de l'année. Enfin la chambre des comptes devait rejeter tout don excessif ou entraînant une charge perpétuelle. (T. 522.)

Le tiers veut lui
confier le con-
trôle des de-
penses royales.

Ce n'était pas sans raison que le tiers état songeait à attribuer cette mission à la chambre des comptes. Les dépenses personnelles du roi avaient été, sous les Valois, la source la plus déplorable du déficit : elles menaçaient sous la régence de faire renaître les mêmes

désordres. Les cahiers s'étaient particulièrement préoccupés de ce qu'on appelait l'épargne du roi. On désignait ainsi tout ce qui demeurerait disponible après l'acquiescement des dépenses nécessaires. Le tiers demandait que les trésoriers généraux de l'épargne fussent soumis à la chambre des comptes comme tous les autres comptables et que le conseil général des finances fût chargé d'ordonnancer les dépenses. (T. 491 à 494.) Un certain nombre de mesures furent prises pour contraindre les comptables à transmettre à l'épargne tous les reliquats (Ord. 352) et pour empêcher que les restes de comptes fussent affectés à une dépense quelconque sans décision spéciale du conseil. (Ord. 353.)

Abus des acquits
du comptant.

Les acquits du comptant, qui permettaient au roi de donner une délégation sur un receveur sans aucune espèce de contrôle, avaient cessé pendant l'administration de Sully, mais, aussitôt après sa retraite, ce mode de dépenses avait reparu, bouleversant du même coup tout le système de la comptabilité. Le tiers supplia le roi de prononcer la nullité de ces sortes d'acquits. (T. 495.) L'ordonnance de 1629 prit en effet le parti de les abolir entièrement, mais elle leur substitua les ordonnances rendues en conseil, qui ne présentaient pas de sérieuses garanties, réservant à l'examen de la chambre des comptes les dons excédant trois mille livres. (Ord. 379.)

Leur abolition.

Contrôle des
pensions.

Le tiers état voulait que la part affectée aux pensions sur l'épargne ne fût jamais dépassée et qu'un contrôle fût établi pour empêcher le roi de dépenser en quelques mois le revenu d'une année. Entre autres mesures, il proposait la vérification à la chambre

des comptes d'un état annuel des pensions. (T. 498 à 505.) C'est le système qui fut adopté. L'état devait être signé du roi et nul ne pouvait y être porté avant d'avoir obtenu des lettres patentes vérifiées en la chambre des comptes. (Ord. 374.)

Cette organisation faisait peser presque toute la responsabilité du bon ordre dans les finances sur la chambre des comptes. Aussi les membres de cette compagnie devaient-ils se montrer d'incorruptibles magistrats. Les épices, qui existaient dans toutes les cours souveraines, avaient peu à peu séduit les gens des comptes, et, comme le remarquait le tiers état, elles devaient être bien plus dangereuses devant une juridiction financière que devant les parlements. (T. 517, 518.) C'est pourquoi les cahiers réclamaient leur suppression ou tout au moins un tarif maximum au delà duquel tout présent serait considéré comme une tentative de corruption. (T. 520.) L'ordonnance s'inspira de cette pensée pour remettre en vigueur d'anciens règlements qui limitaient les épices. (Ord. 374.)

Mesures prises
contre les épices
et les dons.

En dehors de la chambre des comptes, les affaires financières ne pouvaient-elles pas donner lieu à des remises scandaleuses, à des pots-de-vin qui achèteraient le silence ou la complicité de personnages influents ? Cette crainte alarmait déjà le tiers état, qui demandait que « défense fût faite à tous conseillers et ministres d'Estats, officiers des cours souveraines, de prendre aucun présent, pension ou argent, ny autre chose, directement ou indirectement, des fermiers et partisans de vos droits, à peine de concussion, et de deux mille livres parisis d'amende,

moitié au dénonciateur et l'autre moitié aux pauvres. » (T. 477. N. 386.) Prenant en considération ce vœu, l'ordonnance renouvela les anciens édits qui prononçaient la peine capitale contre tout officier coupable de concussion¹. (Ord. 166.)

Inventaire
de biens appar-
tenant aux of-
ficiers entrant en
charge.

Le tiers état insista avec moins de succès pour obtenir que tout officier de finance fût contraint de donner, en entrant en charge, l'inventaire exact de sa fortune personnelle pour que « l'augmentation pût être reconnue. » (T. 528.) Il ne voulait pas que les officiers de finance fussent sans fortune ; il comprenait bien toutes les garanties d'indépendance et de probité que pouvait donner une situation aisée, et le cahier demandait formellement que tous ceux qui seraient « appelés au conseil et à l'administration eussent un revenu plus que suffisant. » (T. 501.) Cette condition nouvelle de capacité était intimement liée au projet qu'avaient conçu les députés du tiers, de diminuer considérablement les gages. Mais ces dernières mesures ne furent pas adoptées par le pouvoir, qui se borna, ainsi que nous venons de le voir, à quelques réformes de la chambre des comptes et à certains efforts pour diminuer les dons et pensions du roi.

1. Voyez l'ordonnance du 15 avril 1530. *Anciennes lois françaises*, t. XII, p. 342.

COMMERCE.

SOMMAIRE.

Commerce intérieur. — Lignes de douanes intérieures. Liberté du commerce. Impositions locales. Routes et rivières. Sociétés commerciales.

Commerce extérieur. — Réciprocité des droits. État des mers : pirates. Influence de Richelieu.

Industrie. — Maîtrises de métiers ; liberté de l'industrie.

Depuis la fin des guerres civiles, les progrès du commerce avaient été constants. A la mort de Henri IV, la prospérité publique, qui n'avait cessé de s'accroître, éprouva une violente secousse ; les États de 1614 se réunirent au moment de cette crise. Les cahiers en subirent l'inévitable contre-coup. Par conséquent, loin de retrouver, dans le tableau que nous allons tracer, la situation du commerce à la fin du règne de Henri IV, on y verra ce qu'était au dix-septième siècle l'activité nationale abandonnée à elle-même et quels obstacles elle avait à surmonter.

Situation commerciale en 1614

Le commerce intérieur rencontrait à cette époque, comme au siècle précédent, deux entraves qui l'empêchaient de se développer : le régime fiscal et la difficulté des communications. Henri IV avait fait de grands efforts afin d'abaisser ces barrières : pour les routes et les canaux, il avait à peu près accompli tout ce qui était possible en son temps ; il était loin d'avoir

Douanes inté-
rieures.

aussi bien réussi au point de vue des taxes. Le temps lui avait-il manqué pour achever son œuvre? Ce qui est certain, c'est qu'à la fin de son règne, les douanes intérieures, dont l'établissement remontait au quatorzième siècle, existaient encore. Elles rendaient les diverses parties de la France étrangères les unes aux autres, et élevaient autant d'obstacles entre certaines provinces du centre qu'entre les pays frontières et les nations voisines.

Vœux du clergé
et du tiers au
sujet de leur
abolition.

Le clergé et le tiers état demandèrent leur abolition en des termes qu'il est important de rappeler. Les vœux du tiers surtout avaient une énergie et une précision qui font honneur à son intelligence. « Bien que les droits de la traitte foraine, dit-il, ne doivent estre levez que sur les marchandises qui sortent hors du royaume, pour estre portées à l'estranger : ce qui est clairement monsté par la signification de ce mot *foraine*; néanmoins lesdits droiets sont levez sur ce qui va de certaines provinces de vostre Royaume, en autres d'iceuluy, tout ainsi que si c'estoit en païs estranger, au grand préjudice de vos subjets, entre lesquels cela conserve des marques de division, qu'il est nécessaire d'oster, puisque toutes les Provinces de vostre Royaume sont conjointement et inséparablement unies à la Couronne, pour ne faire qu'un mesme corps, souz la domination d'un mesme Roy, et que vos Subjets sont unis sous une mesme obeissance. Pour ces causes, qu'il plaise à V. M. ordonner qu'ils jouïront d'une mesme liberté et franchise : et en ce faisant, qu'ils pourront librement négocier et porter leurs marchandises dans l'estendue de vostre Royaume, en quelque endroiet que ce soit, comme

Liberté du com-
merce intérieur.

concitoyens d'un mesme Estat, sans payer aucun droiet de *foraine*, et que pour faciliter la levée desdits droiets, et empescher les abus qui s'y commettent, la connoissance de tous différends pour raison de ladite Traitte, appartienne à vos Juges, privativement au Maistre des ports, nonobstant tous baux et évocations au contraire.

« Et encores que le droiet de domaniale ne se doive prendre par les Edicts d'establissement d'icelle, que sur les bleds, vins, toiles et pastel, qui sont transportez de vostre Royaume à l'estranger : vos Fermiers desdits droiets, sous prétexte de leurs commis et bureaux, qui sont établis en aucunes Provinces et villes, ores qu'elles soient exemptes dudit droiet, le font payer pour lesdites marchandises qui y sont transportées, comme si directement elles estoient portées à l'estranger. Pour à quoy remédier, que defenses soient faites d'exiger lesdits droiets sur les bleds, vins, toiles et pastel, qui seront actuellement transportez dans vostre Royaume, pour la provision d'aucunes Provinces, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de concussion.

« Afin de remettre la liberté dudit commerce, et faire cesser toutes sortes d'oppressions desdits Fermiers, que les droiets tant de la dite Traitte Foraine, domaniale, que d'entrée soient levés aux extremitez du Royaume ; et qu'à cet effet, les bureaux desdites Traittees et droiets d'entrée, soient établis aux villes des frontières et limites du Royaume, et qu'esdits bureaux, lesdits Fermiers soient tenus poser et afficher les tableaux contenant les droiets taxez par l'Ordonnance, et que les Traittees foraines et doma-

niales pour les droicts d'entrée et de sortie de vostre Royaume seront réduites à l'instar de la Normandie, suivant la déclaration du mois de septembre 1582, afin que chacun puisse sçavoir au vray ce qui est deu pour chaque marchandise, outre lesquels droicts, ils ne pourront prendre ou lever aucune chose desdites marchandises, à peine de concussion, et que les marchandises qui auront acquitté lesdits droicts en l'un des bureaux de ladite frontière, ne soient tenus de payer une autre fois le mesme droiet en quelque lieu qu'elles soient transportées, en représentant les acquits du premier payement : comme aussi que lesdits Fermiers ou leurs Commis ne puissent aller faire aucune visitation ny recherche aux maisons des Bourgeois, Marchands et Habitants de vostre Royaume, ny avoir aucun autre bureau qu'esdites frontières. » (T. 395 à 397.)

Comment se per-
pétue l'abus
des douanes in-
térieures.

Ces trois articles du cahier du tiers état sont la plus solennelle protestation qui se soit fait entendre au commencement du dix-septième siècle contre le système des douanes intérieures. Malgré cet effort, elles ne succombèrent pas avant la fin du siècle suivant. Il y a des impôts dont la base est difficile à justifier, mais que l'ancienneté de leur origine, jointe à une grande facilité de perception, rend presque inattaquables en fait. Telles étaient les frontières fiscales qui partageaient la France. Elles nous choquent vivement aujourd'hui ; il y a trois siècles elles trouvaient beaucoup de défenseurs. Les économistes ont entrepris de notre temps contre les octrois une campagne qui n'est pas sans quelque analogie avec les critiques des États de 1614. L'impôt remontait à deux cent cinquante ans,

ses produits étaient considérables et d'une rentrée facile ; les provinces réputées étrangères avaient noué avec les nations voisines des relations étroites dont la rupture eût amené de violentes crises industrielles et commerciales. Il résultait de cette situation une double répugnance : l'État craignait d'abandonner une telle source de revenu, et les provinces libres ne voulaient pas aventurer les éléments d'une prospérité certaine en échange d'un succès douteux.

Toutes les parties de la France n'étaient pas également opposées à cet affranchissement. La Bourgogne, dont les vins étaient fort appréciés par les riches provinces du centre et de l'ouest, souffrait beaucoup de l'existence d'une ligne fiscale qui la séparait du reste du royaume. Les débouchés vers l'Allemagne et la Suisse n'avaient pour son commerce qu'une médiocre importance : elle se détermina à les échanger contre le marché de Paris qu'elle ambitionnait.

De toutes les provinces auxquelles le pouvoir, poussé par les vœux du tiers état, offrit le déplacement des douanes, la Bourgogne fut la seule qui accepta. La royauté ne voulut pas user de contrainte vis-à-vis des autres provinces, comptant sur leur initiative et plus encore sur le sentiment de leur intérêt qui les éclairerait avec le temps¹. Malheureusement il fallut de

Opinion différente de certaines provinces suivant leurs intérêts.

La Bourgogne accepte avec joie leur suppression.

1. Voici les termes de la déclaration du 20 février 1622, qui serviront à prouver l'exactitude de ce que nous avançons : « Nos sujets de nos pays de Bretagne, Poitou, Xaintonge, Guienne, Languedoc, Dauphiné, Metz, Toul, Verdun et Limoges ont refusé l'établissement desdits bureaux, à quoi nos prédécesseurs et nous ne les ayant voulu contraindre, espérant que le temps les amèneroit d'eux-mêmes à le désirer, ainsi qu'ont fait les habitants de notre province de Bourgogne, qui après

longues années pour achever sous ce rapport l'œuvre de l'unité nationale.

Les lignes douanières n'étaient pas la seule barrière qui mit obstacle à la circulation des marchandises dans l'intérieur du royaume. Il y avait une série d'impositions locales dont l'origine et le but étaient fort divers, mais qui soulevaient d'égales protestations de la part des députés du tiers état. Le vin, par exemple, payait un grand nombre de droits : comme on le transportait généralement sur les rivières, il supportait les taxes perçues à la descente qui frappaient l'ensemble des marchandises contenues dans les bateaux. Ainsi le *convoi de Guyenne* se levait à Bordeaux et au Bee d'Ambez, sur tout ce qui descendait la Garonne ou la Dordogne¹ ; le *trepas de Loire* atteignait tout ce qui passait entre Candé et Champtoceaux² ; un écu par tonne était dû par les armateurs des ports de Normandie³ ; une taxe de 25 sols par muid de vin était levée à Rouen pour la reconstruction du pont⁴ ; une autre semblable était perçue au pont de Meulan.

Impositions locales.

Convoi de Guyenne.

Trepas de Loire.

Taxes des ponts de Rouen et de Meulan.

avoir refusé ledit établissement l'ont eux-mêmes demandé ; nous nous serions contentés d'ordonner que nos droits d'entrée et de sortie seront payés et levés sur les denrées et marchandises qui entreroient et sortiroient desdites provinces, villes et lieux, ainsi que si c'étoient pays étrangers. »

1. Ce droit avait pour prétexte, l'entretien de la surveillance qui garantissait des pirates le commerce de la Gironde.

2. Le connétable du Guesclin établit cette taxe en 1369, pour arriver à payer à un capitaine anglais la rançon de l'abbaye de Saint-Maur-sur-Loire. En peu d'années les 16 000 francs d'or furent payés, mais le droit subsistait encore en 1758. (Forbonnais, 1, 334.)

3. Cette imposition épuisait le commerce maritime ; elle avait été établie pour subvenir aux dépenses du siège de Blavet.

4. Ce pont avait été commencé sous Henri IV, on n'avait pas songé à supprimer la taxe.

La plupart des grands travaux publics avaient été faits à l'aide de taxes spéciales établies sur ceux qui devaient en profiter directement. Ce système, qui était en lui-même parfaitement logique, se trouvait altéré dans la pratique, parce que les taxes se perpétuaient bien au delà du remboursement des sommes dépensées. Les cahiers rappelaient que les « canaux de Loire, les ponts de Paris, de Saint-Cloud et de Mantes et les autres ouvrages publics » avaient motivé des perceptions excessives, et qu'on devait dans la répartition de la taille rendre au peuple ce qu'on avait reçu en trop. (T. 475.) Aucune de ces doléances ne fut malheureusement écoutée.

Les taxes se perpétuent.

Le commerce des blés, intimement lié aux craintes de famine qui pesaient constamment sur la population, fut l'objet de quelques réformes. La liberté que le précédent règne avait laissée aux vendeurs et aux acheteurs préoccupait vivement les députés : ils demandaient, en cas de nécessité et de clameurs populaires, des mesures exceptionnelles, telles que l'ouverture des greniers ecclésiastiques, la vente immédiate des grains sur le marché public et l'interdiction absolue de les exporter hors de la province. (T. 616.)

Commerce des blés.

Mesures exceptionnelles.

Consultée par le roi en 1626, l'assemblée des notables exprima son opinion avec un développement qui nous permet de juger le progrès des idées. « L'assemblée estime, dit le procès-verbal, que pour remédier à la disette et pénurie des grains ces années moins fructueuses, et faire que le peuple en puisse estre assisté et secouru à prix raisonnable, il est nécessaire, dès lors que cette disette pourra estre prévue, de faire la défense des traictez et sorties de

Opinion des notables en 1626.

grains hors le royaume dans les provinces qui sont menacées et les circonvoisines qui les peuvent secourir¹. » Ainsi, en temps ordinaire l'exportation des grains était permise et, en temps de disette, l'interdiction ne s'étendait même point à tout le royaume. Les notables ajoutaient : « Que le transport des grains d'une province du royaume en autre sera libre, permise et ordonnée, afin que la disette de l'une soit secourue et souslagée par l'abondance des autres, avec défenses aux gouverneurs et officiers d'y apporter aucun empeschement. »

L'ordonnance de 1629 suivit le tiers état et les notables dans la voie qu'ils lui indiquaient. Elle permit les exportations lorsque les provinces seraient suffisamment pourvues (art. 419) ; elle défendit aux particuliers de garder une réserve de blé supérieure à deux années², aux marchands forains d'accumuler le blé dans des greniers³ ; elle décida que les marchands en gros devraient faire inscrire leurs noms sur des registres spéciaux mentionnant la quantité de grains qu'ils tenaient en réserve⁴. Enfin elle interdit aux marchands d'acheter le « bled en verd⁵. »

Parmi les fraudes qui étaient le plus redoutées, nous trouvons les manœuvres des marchands qui allaient au-devant des denrées destinées à l'approvisionnement d'une ville pour les acheter avant que la

1. *Assemblée des notables...*, p. 165 et 166.

2. *Assemblée des notables...*, p. 165, article des grains, § 6. — Ord. art. 420.

3. *Ibid.*, § 7. — Ord. 421.

4. *Ibid.*, § 8. — Ord. 422.

5. T. 628, 644. *Ibid.*, § 10. — Ord., 423, 424.

concurrence n'eût fixé leur valeur réelle. Le tiers réclamait en ce cas la confiscation des marchandises¹. Il l'obtint pour le commerce des blés. (Art. 424.)

Les foires avaient été multipliées depuis quelques années. Elles amenaient à leur suite un faisceau de privilèges qui devaient constituer dans l'avenir le droit commun². Ces rendez-vous commerciaux avaient fait pénétrer peu à peu dans les esprits les résultats féconds de la liberté du commerce. Aussi les foires jouissaient-elles d'une popularité générale : chaque ville demandait pour les siennes de nouveaux privilèges et s'efforçait d'attirer, par l'abolition de quelque incommode péage, un surcroît de prospérité dans ses murs. (T. 646 à 648.) Pendant que le tiers état réclamait la suppression ou du moins la modération des taxes, les gentilshommes qui avaient reçu du roi comme récompense l'autorisation de percevoir quelque droit sur les marchandises d'une foire protestaient contre le nombre excessif des marchés libres ouverts par la royauté. (N. 380.)

Foires.

A part la voix discordante de la noblesse qui ne voyait dans le négoce qu'un moyen d'écouler plus avantageusement quelques-uns de ses produits (N. 333), nous trouvons dans les cahiers de 1614 un courant très-marqué vers la liberté du commerce. Les monopoles surtout irritent vivement la nation. Elle en a vu les déplorables effets : elle veut à tout prix les proscrire. Elle demande l'égalité des droits pour

Plaintes du tiers
contre les
monopoles.

1. T. 628. *Assemblée des notables. Ibid.*, § 10.

2. Voyez à la Table analytique ce qui s'est passé pour la *Contrainte par corps* et la *Saisie-exécution*.

tous ceux qui veulent fonder une entreprise ou tenter une affaire nouvelle. Soit permis, dit le tiers, « à tous marchands de faire trafic en la Nouvelle-France du Canada¹, et par toute l'estendue du païs, en quelque degré et situation que ce soit, et en tous autres lieux, tant dedans que dehors vostre royaume, de toutes sortes de denrées et marchandises, et à tous artisans et autres, d'ouvrir et faire ouvrir toutes sortes de manufactures, nonobstant tous privilèges concédez à aucuns, ou partis faits sur le trafic et manufacture des castors, aluns, tapisserie, eaux-de-vie, vin-aigre, moutarde et autres quelconques, qui seront cassez, et toutes interdictions ey-devant faites à vos sujets, de trafiquer de certaines marchandises et denrées, et de n'ouvrir quelques manufactures, seront entièrement levées et la liberté du commerce, trafic et manufactures, remise en tous lieux, et pour toutes ehoses. » (T. 653.)

Telles étaient, après le règne de Henri IV, les doctrines du tiers état au point de vue du trafic intérieur². On voit que le commerce commençait à comprendre les conditions inséparables de sa prospérité.

Entretien des
routes.

Sous l'administration de Sully, les voies de communication avaient été l'objet de tels soins que les États de 1614 n'eurent pas à renouveler les doléances que nous avons si souvent rencontrées et qui

1. C'est la seule fois que ce nom se rencontre dans les cahiers. Voir sur les entreprises des compagnies, plus bas, p. 136, note 1.

2. Le tiers état entendait toutefois maintenir les prohibitions qui avaient pour but de protéger l'industrie nationale. Voyez plus bas, *Industrie* p. 138, 139.

peignaient sous les couleurs les plus vives le délabrement incroyable des chemins publics. Le tiers état se borne à solliciter l'entretien des routes dont la création avait été l'honneur du grand voyer. Il veut que cette obligation soit à la charge des propriétaires riverains, auxquels il sera défendu d'empiéter sur la voie qui borde leur champ. (T. 605.) Au même point de vue, le tiers demande que les officiers royaux maintiennent les droits de la navigation, en empêchant la construction de moulins sur les rivières. (T. 606.)

La réaction contre les monopoles était si vive que les relais de poste étaient attaqués par le tiers et la noblesse. Ces deux ordres voulaient qu'il fût permis à toute personne de louer des chevaux et d'organiser des services de voitures publiques, pour que la concurrence amenât l'abaissement des prix. (T. 617.) Le seul effet de ce vœu fut de rendre plus exacte la surveillance exercée sur la police des voitures.

Plaintes contre
les relais de
poste.

Les transports avaient pris une grande extension depuis que les maîtrises de poste avaient été établies. Certains pays étaient enrichis par le passage incessant des voyageurs. Ainsi le Dauphiné, qui était autrefois traversé par la route d'Italie, demandait instamment que « le passage et les postes d'Italie en France soient remises par ledit pays. » (C. 195.)

Nous avons vu avec quelle défiance le commerce français avait toujours poursuivi les étrangers. Le tiers ne demande qu'une garantie de sincérité assez naturelle : la défense aux marchands français de prêter leur nom à des étrangers. (T. 631.) L'ordonnance accueillit ce vœu sans difficulté. (Ord. 415.)

Sociétés
commerciales.

Le tiers voulut soumettre les actes de société à une publicité sérieuse : il y avait intérêt pour tous à savoir avec qui on traitait et le tiers pensait que les constitutions comme les dissolutions de société méritaient des publications spéciales dans les registres du bailliage à l'hôtel de ville et dans « l'auditoire » des juges consuls. (T. 630.) Cette proposition, qui ne faisait en réalité qu'étendre aux sociétés françaises ce qui avait été institué à Blois pour les sociétés étrangères, fut accueillie en 1629. (Ord. 414.)

Unité des poids
et mesures.

Tous les efforts du tiers tendirent à empêcher les fraudes : il voulait poursuivre les fausses marques de fabrique (T. 626), les vins d'une coloration artificielle (T. 645), les étoffes mal tissées ou soumises à la presse, qui pouvait en altérer la qualité sans en modifier l'apparence. (T. 636, 637.) Il entraînait dans les plus minutieux détails, indiquant jusqu'au moyen « d'aulner » sans tromper l'acheteur. (T. 640.) Ce qui avait infiniment plus d'importance dans ses vœux, c'était la proposition de modifier les poids et mesures que le clergé voulait, comme le tiers état, ramener à l'unité. (T. 641. C. 201.) Le tiers demandait vainement que toute la France se réglât sur les types en usage à Paris, et le clergé insistait pour l'établissement de commissaires spéciaux des poids et mesures.

Commerce extérieur. — Quoique tout le seizième siècle ait vu le développement de nos relations avec les nations voisines, il semble que le règne de Henri IV ait donné une impulsion toute nouvelle à notre commerce d'échanges. Ce progrès peut se rattacher à deux faits qui dominent cette période : la con-

clusion de traités avec les diverses puissances et l'efficace protection accordée à notre marine marchande. Tout ce que demandèrent les cahiers en 1614 est intimement lié à ces deux idées. En effet, le commerce extérieur, qui doit avant tout compter sur lui-même, ne peut raisonnablement exiger du pouvoir qu'une seule condition : la sécurité. Il a le droit de demander à la puissance publique de le protéger dans les parages éloignés où ses entreprises le poussent et de faire respecter le pavillon national par les étrangers auxquels il porte les produits du sol ou de l'industrie. Depuis quinze ans ce devoir avait été compris par la royauté. Les États de 1614 veulent faire un nouveau pas : ils demandent non-seulement que les commerçants soient protégés dans leurs personnes, mais qu'ils soient mis sur le même pied que les « naturels du pays » où ils trafiquent. Pour contraindre les nations étrangères à abaisser leurs prétentions abusives, ils proposent de proclamer le principe de la réciprocité, qui venait de faire son apparition dans le droit des gens et qui s'imposait tout d'abord à l'esprit comme le moyen le plus simple et le plus énergique de faire plier les résistances sous l'effort de l'intérêt public. (T. 658.) L'ordonnance se souvint de cette proposition quand elle décida que les étrangers payeraient dans nos ports des droits égaux à ceux que leur nation aurait imposés aux Français. (Ord. 428.)

Mais les relations diplomatiques, avant de protéger les intérêts pécuniaires, avaient à accomplir un devoir encore plus impérieux : elles devaient exiger de certaines puissances moins civilisées une garantie effi-

Les pirates
infestent la Méditerranée.

cace de la vie même des marchands. Les Turcs infestaient la Méditerranée. Partant des ports barbaresques ou d'Alger, ils croisaient entre les côtes de France et d'Italie, imposant au commerce maritime une ruineuse contribution. Le traité de 1604 passé avec le sultan avait arrêté les pirates turcs, mais non les corsaires d'Alger ou de Tunis sur lesquels l'autorité de Constantinople perdait chaque jour son ancienne influence. Après bien des tentatives faites pour les amener à exécuter le traité signé par le grand seigneur, on avait dû recourir de nouveau au seul moyen de les mettre à la raison, à l'emploi d'une force qui pût les intimider et les contenir. La faiblesse du nouveau pouvoir qui gouvernait depuis quelques années la France avait réveillé l'ardeur des pirates, qui avaient fait d'énormes prises et retenaient un grand nombre de captifs. (T. 659.)

État des mers
au commencement
du
dix-septième
siècle.

Rien n'est plus intéressant que d'étudier dans les cahiers l'état exact des mers à cette époque. On ne peut se figurer l'anarchie absolue qui régnait dans les rapports entre les différentes nations : le commerce maritime était dans la première phase de son développement, les lois qui commençaient à se dégager de ce chaos n'étaient encore visibles que pour les esprits supérieurs qui travaillaient à les préciser¹. Sur la mer régnait encore cet état de nature contre lequel la civilisation tend de plus en plus à réagir ; la Manche voyait des pirates anglais guetter les navires qui sortaient des ports de Normandie ; Livourne

1. Grotius venait d'achever depuis six ans son livre de *la Liberté des mers*.

servait de refuge aux « cseumeurs de mer » qui épiaient les riches navires échappés à l'adresse du Turc. (T. 663.) Le tiers état s'indignait de ce brigandage et voulait que les ambassadeurs de France exigeassent du roi d'Angleterre et du duc de Florence que la *mer fût rendue libre*.

Le remède auquel recourait le pouvoir était fort dangereux. Au lieu de négocier énergiquement, il armait en course sous prétexte de mettre à la raison les corsaires. D'avidés aventuriers obtenaient des lettres de marque et contribuaient par leurs coups d'audace à aggraver le péril des navigateurs. Lors même que le gouvernement n'autorisait pas la course sur les mers qui baignaient les côtes de France, il la permettait toujours au delà d'une certaine ligne qui semblait la limite extrême des droits de la civilisation¹. Le tiers état se plaint énergiquement des représailles dont il est la principale victime : en certains pays, dit-il, les marchandises françaises sont saisies « à cause des pirateries » que commettent sur les sujets des puissances étrangères les capitaines français qui obtiennent de l'amiral la permission d'aller faire des prises au delà de la ligne. Le tiers réclamait la suppression de ces lettres de marque, la punition sévère des corsaires quels qu'ils fussent, et l'obligation pour tout capitaine sortant d'un port français de déposer une caution qui servit de garantie

Lettres de marque.

Le tiers réclame leur suppression.

1. Cette singulière limite était fixée pour le midi au tropique du Cancer ; pour l'occident, au premier méridien qui passait par l'île de Fer, la plus occidentale des Canaries. Voyez la déclaration du roi en date du 1^{er} juillet 1634, *Anc. lois françaises*, t. XVI, p. 409.

contre toute entreprise violente accomplie durant son voyage. (T. 662.)

Surveillance des
côtes de Pro-
vence.

Malgré les embarras que lui suscitaient les commencements de la guerre de Trente ans et les difficultés de la politique intérieure, Richelieu donna en 1633 une sorte de satisfaction aux plaintes des États généraux en armant, comme ils l'avaient demandé, à Marseille, à Toulon et à Antibes douze galères avec ordre de surveiller les côtes et de donner la chasse aux Barbaresques qui avaient établi leur centre de ravitaillement aux îles d'Hyères. (T. 665.) Ce ne fut que dans les années suivantes que furent nouées de nouvelles négociations avec les pachas d'Alger et de Tunis, ainsi qu'avec le Maroc, dont les corsaires devenaient également redoutables. Si la Méditerranée ne fut pas complètement délivrée des pirates, les efforts de notre diplomatie parvinrent à nettoyer les côtes et à rendre quelque sécurité aux navires qui faisaient le commerce avec Gênes et Livourne.

Sécurité des
côtes de l'Océan.

Pendant la session, l'amiral de Montmorency¹, qui siégeait parmi les députés de la noblesse, avait présenté à ses collègues un projet de requête au roi dans laquelle il démontrait la nécessité d'établir des galères pour assurer la sécurité des côtes de l'Océan contre les corsaires, qui « s'étoient tellement licentiés depuis deux ans que les sujets du roi en avoient reçu dommages de plus de deux millions d'or. Y remontoit qu'il n'y avoit si petit État, qu'il n'eût des vaisseaux suffisamment pour se conserver, et que la

1. Né en 1595 et fils de Henri IV, Henri de Montmorency fut fait amiral de France par Louis XIII en 1612. Il devait périr sur l'échafaud en 1633, après avoir pris part à la révolte de Gaston.

France seule négligeoit le métier de la marine, quoiqu'elle eût toutes les commodités pour l'entretenir, à savoir les cordages et bois de haute futaie¹. »

La noblesse approuva ce vœu, à la condition que les gentilshommes seuls pussent être capitaines des galères du roi. Le clergé se borna à signaler au roi l'examen d'une proposition émanée de financiers « pour mettre ès ports et havres, sous trois ans, trente vaisseaux de guerre de 500 tonneaux. » Le tiers état, retenu sans doute par la crainte des dépenses excessives, demeura silencieux.

Pendant le règne de Henri IV, les vaisseaux qui sortaient du port de Marseille pour se rendre en Italie gagnaient la pleine mer afin d'éviter les parages des îles d'Hyères, puis revenaient vers Antibes pour longer la côte jusqu'à Gênes; c'était la seule route qui offrit quelque sécurité. Le duc de Savoie avait imaginé de forcer tous les navires à relâcher dans le port de Villefranche² où il percevait un droit de deux pour cent sur la valeur des marchandises transportées. Il avait fallu que Henri IV adressât lui-même des réclamations au duc de Savoie le 6 juillet 1603³ pour que cette exaction disparût. A peine la France eut-elle été jetée dans les troubles de la régence, que l'insatiable Charles-Emmanuel renouvela ses prétentions : plusieurs galères croisaient devant la rade

Droit perçu à
Villefranche
par le duc de
Savoie

1. Voyez relation de Rapine, *États Généraux*, t. XVI, 2^e part., p. 42.

2. Villefranche est situé entre deux montagnes à égale distance de Nice et de Monaco. Son port est un des plus beaux de la Méditerranée, d'une profondeur considérable et garanti contre les vents du nord, de l'est et de l'ouest; il formera une des plus magnifiques rades de France, quand une jetée l'aura protégé contre les vents du midi.

3. *Rec. des lett. missives*, t. VI, p. 126.

de Villefranche et mettaient à contribution les vaisseaux qui passaient à plus de vingt milles en mer. Ainsi le commerce se trouvait pris entre les corsaires tures et la taxe arbitraire du duc de Savoie. Le tiers état fit entendre les plaintes les plus vives. (T. 660.) Toutefois il s'écoula bien des années avant que ce droit inique fût aboli.

Richelieu accorde une protection efficace au commerce extérieur.

Il favorise l'esprit d'association.

En résumé, nous devons aller jusqu'à Richelieu pour trouver une protection efficace accordée au commerce extérieur. Ce fut sous cette habile et ferme administration que la puissance maritime fondée sous Henri IV prit tout son essor. Richelieu avait le don des grandes vues : il comprit l'élan que le développement de l'esprit d'association pouvait imprimer au commerce. Il sut le favoriser partout où il en rencontra les germes¹. Il encouragea les entreprises lointaines, étendit nos relations commerciales, confirma les traités de commerce dus au règne précédent et donna la sécurité aux mers en organisant des croisières pour la surveillance permanente des côtes. Il ne laissa dans l'oubli aucun des enseignements que lui avaient légués les discussions des États de 1614. Il sut les mettre à profit pour la grandeur et la richesse de la France.

INDUSTRIE. — Henri IV avait porté le coup le plus terrible au monopole des métiers par son édit d'avril 1597; il avait affranchi les ouvriers de l'obligation de faire un chef-d'œuvre et n'avait plus imposé

1. Voir la série des efforts accomplis par le cardinal pour créer des compagnies commerciales dans l'ouvrage de M. Caillaud, *Administration de Richelieu*, p. 333.

que deux conditions à l'entrée des apprentis dans une corporation : la bonne renommée et le paiement d'un droit assez minime qui représentait en quelque sorte notre impôt des patentes. En 1614, les États renouvellent les protestations qu'ils avaient fait entendre dans le passé contre les nouvelles « maîtrises de métiers accordées par le prince à l'occasion d'entrées, Mariages, Naissances, Régences des Rois, Reines et leurs enfants. » (T. 621.) Le tiers demande que les marchands et artisans ne soient plus soumis à aucune taxe à l'occasion de leurs métiers. (T. 622.) Mais ce qui mérite de fixer bien davantage notre attention, c'est le vœu émis par le troisième ordre en faveur de la liberté de l'industrie. Il sollicite que « toutes maîtrises de mestiers érigées depuis les États de 1576 soient esteinctes, sans que par cy-après elles puissent estre remises, ny aucunes autres de nouvel establies, et soit l'exercice desdits métiers laissé libre à vos pauvres subjects, sous visitation de leurs ouvrages et marchandises par experts et prud'hommes, qui à ce seront commis par les juges de la police. » (T. 620.) Le tiers réclamait ainsi l'exécution de l'édit de Henri IV dont il reproduisait presque les expressions.

Doléances du tiers contre les nouvelles maîtrises de métiers.

Vœu en faveur de la liberté de l'industrie.

Malheureusement, rien ne fut fait pour donner satisfaction à ces doléances. Elles furent en vain renouvelées sous le ministère du cardinal de Richelieu¹. Le privilège demeura debout, et les lettres de maîtrise, considérablement multipliées, ne firent qu'aggraver le poids de cet abus.

1. Mémoire des marchands pour enlever aux corporations leur monopole. Fonds Harlai, n° 351.

Les ouvriers
étrangers doivent
prendre des
apprentis fran-
çais.

Le seul vœu au sujet des métiers qui reçut une satisfaction immédiate fut relatif aux apprentis qui travaillaient chez les ouvriers étrangers. On sait avec quel soin Henri IV avait cherché à importer certaines industries, telles que les verreries et faïences italiennes et les tapisseries flamandes. Les compagnons avaient amené à leur suite des apprentis italiens. Le tiers état obtint que les étrangers qui s'établissaient en France fussent forcés d'accepter de préférence les apprentis français qui voudraient apprendre ces nouveaux métiers. (T. 625. Ord. 417.)

Exploitation des
mines encoura-
ragée par le
pouvoir.

Le tiers état réclamait vivement pour certaines industries l'encouragement de l'État. Les mines attireraient particulièrement son attention. Comme la propriété des richesses souterraines appartenait au roi, les cahiers voulaient que, pour « inciter les sujets par l'espérance de quelques profits à s'employer à l'ouverture des mines découvertes et à découvrir, le roi remist les droiets qui sur ce lui appartiennent. » (T. 618.) Un édit de février 1626 sur l'exploitation du fer enjoignit aux « propriétaires des terres où les mines se trouveront, de les ouvrir et permettre d'en estre fait l'ouverture par ceux qui y voudront faire travailler, suivant le pouvoir qui sera gratuitement donné par le grand maître des mines¹. »

Système prohibi-
tif.

A côté de ces excellentes propositions, nous retrouvons le vœu que nous avons rencontré depuis un demi-siècle pour la protection des manufactures. Nous voulons parler de la prohibition à l'entrée des marchandises ouvrées et de la prohibition à la sor-

1. Art. 1. — *Anc. lois franç.*, t. XVI, p. 183.

tie des matières premières. (T. 635.) Ce système était fort dangereux ; pour favoriser les manufactures, il nuisait considérablement au commerce, à la marine, et même à l'agriculture, qui ne trouvait de débouchés ni pour les plantes textiles, ni pour les laines et les cuirs. C'est le seul côté par lequel les membres des États s'éloignent des idées de progrès dont ils sont en toute autre matière les fidèles représentants.

En résumé, les députés, tout étrangers qu'ils fussent aux questions commerciales et industrielles, surent y appliquer leur esprit : officiers de finances et de justice, ils firent preuve, en ces matières spéciales, d'une intelligence élevée et d'une profonde connaissance des besoins du négoce. La liberté indispensable au commerce intérieur, la sécurité qui fait la vie du commerce maritime, les franchises nécessaires à l'industrie, trouvèrent tour à tour des défenseurs convaincus. La France, dont la prospérité avait fait de si grands progrès sous Henri IV, se montrait digne de recevoir les fécondes impulsions de Richelieu et de Colbert.

NOBLESSE.

SOMMAIRE.

Situation de la noblesse en 1614.

Privilèges nobiliaires. Usurpations; anoblissements; titres honorifiques; bâtards.

Rapports des seigneurs avec leurs vassaux. Droits seigneuriaux. Abus de pouvoir.

Rapports avec le roi. Ambition des nobles : pages; collèges nobles; commerce. Esprit d'indépendance des seigneurs; démolition des forteresses; multiplication des duels.

Henri IV avait donné à la noblesse deux grandes satisfactions : dans la première partie de ce règne, elle avait pu se livrer à son goût ardent pour la guerre; dans la seconde partie, les gentilshommes avaient reçu de nombreuses charges des mains du roi comme récompenses de la fidélité de leurs services.

Malheureusement, il y avait dans le sein de la noblesse un grand nombre d'esprits turbulents, qui ne pouvaient se plier à l'organisation d'une monarchie où tous les pouvoirs étaient régulièrement constitués; ils confondaient l'obéissance et l'humiliation. Le règne glorieux du chef de la maison de Bourbon parut à ces cœurs indisciplinés un temps d'épreuve; l'ordre du royaume les gênait : ils étouffaient au milieu de cette administration régulière qui ne leur offrait ni aventures, ni expéditions, ni butin, et qui ne savait

même pas, pour les consoler de tant de monotonie, leur donner ces tournois et ces fêtes qui les avaient attirés pendant près d'un siècle à la cour des rois.

Ainsi la noblesse formait deux groupes à la mort de Henri IV : l'un, composé surtout de la petite noblesse, commençant à vivre de la vie nationale, épris d'une violente ambition et décidé à la satisfaire dans l'armée et dans les carrières civiles; l'autre, composé des représentants des plus anciennes familles, plein de rancunes, se rappelant sans cesse le passé pour maudire le présent, cherchait à prendre à la première occasion une revanche éclatante.

La noblesse en 1614 est divisée en deux groupes.

Entrons maintenant dans l'examen des vœux émis par la noblesse, dominée dans le sein des États par les esprits ralliés au roi, mais ressentant à certains jours l'influence et les aspirations des plus ardents.

Privilèges nobiliaires. — Le chapitre de la noblesse commençait, dans les trois cahiers, par une exposition des services que cet ordre rendait au royaume. La noblesse et le clergé, s'appuyant sur ces preuves de dévouement, sollicitaient ensuite la confirmation pure et simple des anciens privilèges; pour le tiers état, ce n'était là qu'un hommage banal qu'il faisait suivre du vœu formel que le pouvoir n'en admit pas de nouveaux. (C. 164. N. 76, 124. T. 132.)

Confirmation des anciens privilèges.

Nous avons vu dans tous les temps la noblesse et le tiers état s'élever avec une égale ardeur, mais à un point de vue tout différent, contre les anoblissements. Henri IV, après avoir, en 1598, fait rentrer les nouveaux nobles parmi les taillables, avait eu en 1606 la faiblesse de vendre des lettres de noblesse. Le com-

Protestations
contre les usur-
pations.

mencement de la régence avait vu se développer cet abus ; aussi les ordres privilégiés ne manquèrent-ils pas de protester contre l'acquisition à prix d'argent des titres de noblesse ; ils réclamaient énergiquement une annulation que le tiers sollicitait dans l'intérêt de la masse des taillables ; ils insistaient pour obtenir non-seulement des mesures contre les usurpateurs, mais encore une réformation générale de la noblesse, l'institution d'un syndie élu pour tenir un exact registre de tous les nobles du bailliage et enfin la création d'un juge d'armes, arbitre des doutes ou des litiges relatifs aux titres, aux blasons et aux armoiries. (N. 91, 102, 130.)

Syndies
de la noblesse.

En 1627, la noblesse proposa un système plus complet qui faisait entrer tous les gentilshommes dans les liens d'une hiérarchie militaire. Dans chaque bailliage, un censeur des nobles devait exercer une surveillance active sur les seigneurs et les gentilshommes de sa juridiction ; un tribunal d'honneur en chaque province, composé de quatre conseillers de guerre, exercerait les mêmes attributions¹. Ce vœu ne fut suivi d'aucune mesure conforme ; il aurait donné à la noblesse une organisation politique, c'est-à-dire ce que Richelieu, d'accord avec le tiers état, lui refusait le plus énergiquement.

Révocation des
anoblissements.

Le tiers ne manquait pas de confier à la justice ordinaire la répression des usurpations (T. 133) et pour le passé il suppliait le roi d'abolir tous les anoblissements accordés depuis la mort de Henri II, ou tout au moins de prescrire une enquête contradictoire sur

1. Art. X et XI du cahier présenté par la noblesse en 1627.

la situation de tous ceux qui s'étaient soustraits depuis un demi-siècle au paiement de la taille. (T. 434.)

Ces vœux ne provoquèrent aucun édit : l'ordonnance de 1629 se borna à interdire les usurpations de noblesse. Ce ne fut pas avant 1640 qu'une déclaration royale révoquant tous les anoblissements octroyés depuis la mort de Henri IV donna aux États de 1614 une bien tardive satisfaction¹.

Le second ordre voulait que les lettres de noblesse fussent accordées aux plus dignes et qu'aucun office ne pût de plein droit conférer de privilèges. (N. 92, 158.) Les gentilshommes tenaient vivement à la conservation des prérogatives de la pairie (N. 132), ainsi qu'à l'existence de l'ordre du Saint-Esprit, que Louis XIII promit de relever. (N. 81. Ord. 194.) Enfin la noblesse et le tiers se rencontraient pour former le vœu que les gentilshommes fussent contraints de ne point porter le nom de leur terre au préjudice de leur nom de famille. (T. 170. N. 98.) Témoin du désordre que la Bruyère devait si bien flétrir à la fin du siècle², la noblesse craignait que d'obscurs gentilshommes ou de nouveaux enrichis ne s'emparassent peu à peu des plus grands noms. Le tiers voulait simplement bannir des actes la variété des noms, qui y jetait la confusion³. Il fit partager

1. Nov. 1640. *Anc. lois franç.*, t. XVI, p. 523.

2. « Si certains morts revenoient, disait la Bruyère, et s'ils voyoient leurs grands noms portés, et leurs terres les mieux titrées, avec leurs châteaux et leurs maisons antiques, possédées par des gens dont les pères étoient peut-être leurs métayers, quelle opinion pourroient-ils avoir de notre siècle ? » (*Des Biens de fortune*, n° 23.)

3. Voir, sur ce motif du tiers, les réflexions de Loyseau, *Traité des ordres*, ch. XI, n. 51. — La noblesse en 1627 demandait, dans le

ce désir au pouvoir, qui défendit sous peine de nullité aux nobles de signer dans les actes d'autre nom que celui de leur famille. (Ord. 211.)

La noblesse réclamait vivement contre l'abus de certains titres honorifiques que l'usage commençait à répandre dans toutes les classes : traiter de *messire*

Titres honorifi-
ques. — Mes-
sire. — Madame.
— Mademoiselle.

tout autre qu'un gentilhomme, et de *madame* une femme de condition bourgeoise, choquait toutes les règles. (N. 103.) Cette protestation eut un grand retentissement et arrêta pour quelque temps les progrès du nouvel usage. En 1659, nous trouvons dans la correspondance de la Fontaine que ce grand poète n'appelait jamais sa femme que *mademoiselle*¹. Nous pourrions multiplier ces exemples, qui deviennent de moins en moins fréquents à mesure que nous nous approchons de la fin du siècle.

Situation des bâ-
tards.

La situation des bâtards issus de familles nobles préoccupait également les députés de la noblesse et du tiers : aux uns, la barre dans les armes semblait une satisfaction suffisante (N. 93) ; aux autres, l'absence complète de noblesse, conformément à une déclaration de mars 1600, paraissait nécessaire dans l'intérêt du mariage. (T. 174.) L'ordonnance déclara que les bâtards des gentilshommes ne seraient pas tenus pour nobles et que, s'ils avaient été personnellement anoblis, ils seraient forcés de placer une barre dans leurs armes et ne pourraient porter le nom de

même dessein, l'interdiction absolue à tout roturier d'acquérir des terres nobles sans la permission du roi. (Art. XX.)

1. Nous avons sous les yeux une lettre de la Fontaine, du 1^{er} février 1659, où il appelle sa femme *mademoiselle*. Elle a été publiée par M. Monmerqué à la suite des *Mémoires de Coulanges*, p. 502.

leur père que du consentement de la famille¹. (Ord. 211.)

SITUATION POLITIQUE DE LA NOBLESSE. — Personne n'ignore la grande œuvre entreprise par Richelieu, ni comment il abaissa la noblesse; mais ce qui est moins connu, c'est l'influence que les États de 1614 exercèrent sur cette politique. Entre les vœux exprimés par les organes naturels de la nation et les actes de l'homme d'État, il y a un rapport étroit qu'il importe de faire ressortir.

Arrivé au dix-septième siècle, nous touchons au terme de la lutte que nous avons vue naître au déclin de la féodalité. La noblesse, qui avait été attaquée depuis trois siècles par le roi et le peuple, ne peut plus l'emporter de haute lutte : elle sent qu'elle ne peut faire un pas en arrière sans perdre définitivement son influence matérielle. Le règne de Henri IV, en organisant l'administration, avait fortifié les barrières qui se dressaient tout autour des seigneurs : ils avaient pu alors mesurer du regard le terrain qu'ils avaient perdu. Contenus par la royauté, mal obéis par leurs sujets, ils tentèrent, sous Louis XIII, une dernière résistance que nous allons examiner sous ses diverses formes.

Rapports des seigneurs avec leurs sujets. — Les plaintes dirigées par le tiers contre l'oppression des

1. La déclaration de 1600 choquait tellement les principes favorables aux bâtards admis par l'ancienne législation que Loyseau cherche à équivoquer en faisant ressortir qu'il s'agit des bâtards de gentilshommes et non de ceux des seigneurs. (*Traité des ordres*, ch. V, n° 63.)

Le tiers se plaint également des seigneurs et des gouverneurs.

nobles revêtent en 1614 un caractère particulier : elles ne s'attaquent pas seulement aux seigneurs, mais aussi aux gouverneurs de province ou de ville qui réunissaient sur leur tête une double qualité et joignaient volontiers à la délégation royale dont ils étaient revêtus les abus des pouvoirs féodaux. Gentilshommes et gouverneurs sont donc l'objet des mêmes doléances, comme complices des mêmes excès.

Défense de lever des taxes.

C'est ainsi que le tiers demande successivement et obtient de l'ordonnance de 1629 les défenses de lever des taxes, contributions ou impôts quelconques (T. 149. Ord. 205), de prendre sans les payer des denrées sur les habitants (T. 150), d'user des biens communaux ou de les aliéner (T. 151. Ord. 206), d'exporter l'or et les métaux précieux. (T. 152. Ord. 208.) Les droits de la justice préoccupent comme toujours le tiers état qui réclame des « défenses *même* aux gouverneurs et gentilshommes d'apporter aucun empeschement que la justice ne soit distribuée en toute liberté et de s'entremettre aucunement au fait d'icelle, ni du département des tailles qu'ils laisseront libres aux habitants des paroisses.... à peine d'estre déclarez perturbateurs du repos public, privez de leurs charges et dégradez de noblesse. » (T. 153.) L'ordonnance transcrivit textuellement les termes du cahier. (Art. 209.)

Défense d'empêcher le cours de la justice.

Droits seigneuriaux.

L'ordre public ainsi garanti, le tiers s'occupa plus particulièrement des droits seigneuriaux. Comme à Blois, la preuve des obligations féodales était toujours l'objet de la plus vive contestation : le cahier du tiers demandait : « Que tous gentilshommes et autres ne puissent d'oresnavant faire faire aucunes

corvées, gardes ou guet aux laboureurs, ou autres personnes, s'ils n'ont titre valable pour ce faire, dont ils feront apparoir aux juges des lieux dans six mois, après la publication de l'ordonnance, sous peine de déchéance de leurs droicts, et sans qu'ils se puissent aider, pour la preuve d'iceux, de leur possession et jouissance, s'ils n'ont titre. Et soit ordonné dès à présent que les droicts de guet, gardes et corvées se preserivent par an et jour, et ne puissent iceux droicts de garde et de guet estre exigez qu'ès temps de guerre, sans le pouvoir abonner, ou convertir en taxe de deniers, ou prestation annuelle. Soit encores enjoint à vos juges et procureurs d'informer d'office des impositions qui seront faites sur les païsans et autres, et faire réparer les offenses, sans que les offenses soient tenus se rendre parties, si bon ne leur semble. » (T. 173.)

Nécessité du
titre.

Prescription
annale.

Ainsi la nécessité d'un titre et la prescription annale, tel était le double obstacle qu'élevait le tiers dont l'imagination était féconde en détours pour échapper au service féodal. Obligés par le seigneur de porter leurs blés à son moulin, le pain à son four et le raisin à son pressoir, les paysans faisaient entendre des plaintes qui arrachaient à l'ordonnance une disposition exigeant du gentilhomme pour l'exercice de ces droits la production d'un titre régulier. (T. 175. Ord. 207.)

Droit de moul-
ture.

Le clergé et le tiers sont d'accord pour protester contre l'atteinte portée par les nobles à la liberté du mariage des filles de leurs sujets, et ils insistent pour la stricte application de l'ordonnance de Blois. (C. 180. T. 178.) Le tiers veut que le coupable soit

Atteinte à la li-
berté des ma-
riages.

privé « du titre de noblesse, des droits seigneuriaux sur les héritages desdites filles, de leurs père et mère et de tout droit de justice. »

Cas où le seigneur peut lever une aide.

Le tiers réclame une fixation exacte des droits de tailles et aides appartenant aux seigneurs. Il rappelle que les seigneurs ne peuvent les « exiger sur leurs vassaux et tenanciers sinon en cas de mariage de leur fille, chevalerie du Saint-Esprit, prise pour le service du roi et voyage d'outre-mer. » (T. 176.) C'étaient les seules aides connues sous le régime féodal, mais elles étaient presque toutes tombées en désuétude. Proclamer que ces aides étaient l'unique impôt exigible, eût été détruire tout l'ensemble des contributions seigneuriales, multipliées depuis quelques années, à mesure que les obligations personnelles rachetées par les vassaux s'étaient transformées en taxe. Le pouvoir royal se garda bien de rompre si ouvertement en visière avec la noblesse et préféra laisser, suivant sa coutume dans les questions délicates, la solution du problème à l'action lente et sûre des cours de justice.

Nullité des obligations.

Le tiers voulait que « les laboureurs ne pussent s'obliger avec les seigneurs ou gentilshommes, » et que « telles obligations fussent déclarées nulles, comme présumées faites par force, pour le regard desdits laboureurs seulement. » A cette règle, il n'y avait d'exception que pour les fermiers jusqu'à concurrence du fermage par eux dû. (T. 180.) A ce vœu qui révélait les abus de pouvoir commis sur les paysans, le clergé ajouta le poids de son adhésion. (C. 198.) L'ordonnance prononça la nullité dans les termes des doléances. (Art. 210.) C'est encore aux

parlements et aux juriconsultes que le pouvoir confiait le soin d'affranchir le paysan de l'oppression seigneuriale.

A côté de ces graves abus, nous devons encore parler du droit de chasse, contre lequel protestait le tiers avec sa persistance habituelle. « Que les ordonnances, dit-il, sur le fait de chasse, même celles portant défenses d'avoir chiens courans, et de chasser sur terres emblavées, soient estreitement gardées et observées aux peines portées par icelles. » (T. 179.) La noblesse répondait au tiers état en demandant « que tous droits et privilèges prétendus des habitants des villes de chasser ès terres du roi soient révoqués et cassés..., que défense soit faite à tout roturier de porter arquebuses, ni d'avoir chiens à chasser, ni autres qui n'ayent les jarrets coupés, soit paysans ou bergers, sous couleur de quelque office que ce soit, à peine de punition corporelle, et sera la connoissance des contraventions attribuée aux capitaines des chasses. » (N. 100.) Ce fut la noblesse qui l'emporta, l'ordonnance ayant défendu à la fois aux roturiers « toutes sortes de chasses » et le port de l'arquebuse. (Art. 203.)

Chasse

Rapports de la noblesse avec le roi. — Henri IV avait toujours tenu à l'écart la haute noblesse : en lui conférant quelques charges, il avait pris les précautions les plus attentives. L'ordre tout entier assemblé en 1614 réagit contre cette exclusion ; jamais on n'avait vu la noblesse solliciter avec une plus grande ardeur les fonctions de toutes sortes ; son ambition ne connaît pas de limites : le pouvoir, quelle que soit

Charges
et dignités.

La noblesse
demande le droit
exclusif
de remplir cer-
taines fonctions.

sa forme, excite également son envie. Elle ne se contente plus des grades militaires dont elle a en réalité conquis le monopole, elle réclame toutes les charges de cour et s'efforce de faire renaître ce faste des Valois qui lui convenait si bien. Elle demande le rétablissement des gentilshommes de la chambre et cette clef d'or, insigne de la fidélité des chambellans. (N. 82.) Elle veut que le corps des cent gentilshommes qui gardaient le roi soit réorganisé. (N. 83.) Elle réclame toutes les ambassades et les états de la maison du roi. (N. 77.) Elle supplie que le tiers des nominations dans les compagnies souveraines, lui soit réservé. (N. 105.) Baillis, sénéchaux, prévôts généraux, prévôts des maréchaux, grand maître des eaux et forêts, telles sont les premières fonctions dont elle sollicite en quelque sorte le monopole¹. La marine commençait à naître : les nobles n'admettent point qu'un navire soit confié à un roturier. (N. 129.) Les offices de finance sont l'objet de leurs vœux et les trésoriers de France doivent être gentilshommes. (N. 136.) Enfin il n'est pas jusqu'aux dignités municipales qui ne commencent à provoquer leur ambition. Quelle distance et quelle transformation d'idées entre les fiers seigneurs du douzième siècle en lutte avec les communes et leurs descendants voulant en 1614 que « le premier consul ou maire des villes fût pris du corps de la noblesse, à peine de nullité de l'élection » ! (N. 122.)

En 1627, les ambitions sont les mêmes. La noblesse s'étend sur sa misère et fait le tableau de sa propre

1. N. 106, 107, 118, 119, 121.

décadence. Nous supplierons le roi, disaient les députés, « de croire qu'elle est au plus pitoyable état qu'elle fut jamais, et qu'il nous seroit mal aisé de représenter sans larmes la pauvreté qui l'accable, l'oisiveté qui la rend vicieuse, et l'oppression qui l'a presque réduite au désespoir. Nous en attribuons la cause au mélange des races nobles avec les roturières, aux insolentes et trop effrénées ambitions d'aucuns de leur ordre du siècle passé, qui, ayant diminué la bienveillance et accru la défiance des rois en leur endroit, les auroient portés à croire qu'il falloit en abaisser la puissance par l'élévation du tiers état, et par l'exclusion des charges et dignités dont ils avoient peut-être abusé. Depuis ce temps-là, Sire, étant déchus, nous avons été privés de l'administration de la justice, des finances et de vos conseils, au dernier desquels¹ il semble toutefois que Votre Majesté a dessein de nous rétablir². »

Aucune de ces prétentions exclusives ne fut sanctionnée par le pouvoir, qui était tout disposé à satisfaire la légitime ambition des gentilshommes, mais non point à leur conférer un droit absolu qui aurait privé la royauté de tout moyen de récompenser librement les services.

Une seule promesse de ce genre fut accordée aux vœux de la noblesse et du clergé : l'ordonnance prescrivit la nomination de deux gentilshommes en qua-

1. Ce vœu timide s'applique au conseil des finances et des parties. — Cahier de la noblesse, art. XIV.

2. Préambule du cahier de la noblesse, 1627. *États Généraux*, t. XVIII, p. 300.

lité de conseillers dans chaque parlement. (C. 167¹. Ord. 201.)

Vœu de la noblesse en faveur des baillis.

La noblesse voulait en même temps relever les fonctions des baillis, qui avaient absolument perdu leurs attributions judiciaires. Elle implore pour ces magistrats, naguère les seuls agents du pouvoir judiciaire, la faculté « d'assister, si bon leur semble, et présider à l'audience tant aux bailliages qu'au présidial et à la chambre du conseil, au jugement des procès, d'y avoir voix délibérative, et de prononcer, s'il leur plaît, à faute de quoi faire, leurs lieutenants prononceront par ces mots : *M. le bailly ordonne.* » (N. 144.) Voilà à quelles prières en étaient réduits sous Louis XIII les défenseurs des baillis !

La noblesse entendait ressaisir à la fois les titres, les fonctions et les faveurs ; à propos des pensions accordées sur le trésor royal, il est impossible de laisser voir plus clairement ce but : après avoir demandé que le roi distribue lui-même les dons, le cahier réclame une diminution générale des pensions et pour celles que reçoit le tiers état une suppression absolue. (N. 95, 111, 112.) C'est ainsi que la noblesse répondait au vœu du tiers qui avait réclamé, pour jouer pièce aux gentilshommes, l'abolition de toutes les pensions.

Elle accepte les devoirs militaires.

En échange de tant de faveurs et de privilèges, la noblesse reconnaissait qu'elle devait au roi le service militaire et elle entendait que les gentilshommes dussent y consacrer leur vie tout entière. A toute époque ils devaient être prêts à partir. « Que tout gen-

tilhomme, porte le cahier, au-dessus de quinze cents livres de rente, sera obligé d'avoir un cheval de service, des armes complètes et de se rendre en état près des gouverneurs et sénéchaux, pour être par eux conduit où les commandements de Votre Majesté l'ordonneront en une pressante nécessité; qu'à cet effet les gouverneurs des provinces, lieutenants généraux ou capitaines des places feront faire visite à ce qu'il n'y ait aucune contravention à cette ordonnance¹. »

La noblesse vouait ses enfants au métier des armes et dès leur plus jeune âge elle les confiait au roi; elle lui demandait de se charger de ses fils et d'augmenter dans une large proportion le nombre des pages dont l'éducation appartiendrait au prince. (N. 84.)

Pages du roi.

A la suite de l'assemblée de 1626, la noblesse supplia le roi « de faire établir en chaque province des collèges militaires pour l'institution de la jeune noblesse, depuis la douzième année jusqu'à la dix-septième, dans lesquels les enfants des pauvres gentilshommes soient élevés en la connoissance de Dieu, nourris, entretenus et instruits aux lois et ordonnances de la guerre, aux exercices du corps, autant qu'il sera besoin pour l'usage d'un soldat, et que l'on y dresse leurs esprits selon la force et le talent qu'ils auront de la nature, aux parties des mathématiques servans à la guerre, à l'histoire morale, et porteront lesdits collèges le nom de Votre Majesté sans que nul y puisse être reçu, soit pour chef ou gouverneur, que pour écolier, sinon par le choix et provision de Votre Majesté sur l'attestation de leur noblesse². »

Collèges militaires.

1. Noblesse, 1627, art. XIII. *États Généraux*, t. XVIII, p. 309.

2. *Ibid*, art. VII, p. 305.

Ce vœu mériterait la plus entière approbation si le même article ne contenait une demande tendant à supprimer les collèges dans lesquels les enfants de bourgeois allaient chercher l'instruction. « Et d'autant, disent les gentilshommes, que votre royaume, Sire, est aujourd'hui rempli d'un nombre infini de collèges, lesquels au dommage de l'État soustraient au public une infinité de gens, qui abandonnent les arts, le commerce, le labourage et la guerre, tournent à charge au public et qui, pour avoir passé leur jeunesse dans l'oisiveté des lettres, deviennent pour la plupart incapables de servir; Votre Majesté est suppliée de retrancher le nombre excessif desdits collèges... » Heureusement, ce souhait ne devait pas rencontrer de faveur.

L'institution que désirait la noblesse ne fut pas établie, mais en 1636 Richelieu fonda à l'usage de la jeune noblesse une école militaire où vingt-deux enfants devaient trouver une éducation complète¹.

Richelieu institue une école militaire.

Les familles nobles, ruinées par les dépenses aussi bien que par les dévastations qu'entraînent à leur suite quarante années de guerre civile, avaient vu leurs biens passer entre les mains de créanciers ou d'acheteurs à vil prix. Elles réclamaient le droit de retirer, moyennant une restitution de la somme versée, tous les biens par elles vendus depuis 1575. (N. 120.) Nous ne trouvons aucune décision du pouvoir sur un sujet qui avait été tant de fois le texte des doléances.

Dans le même ordre d'idées, la noblesse voulait

1. *Anc. lois franç.*, t. XVI, p. 466.

être affranchie de la contrainte par corps : elle demandait que « les nobles d'extraction et les capitaines entretenus » fussent à l'abri des dispositions qui permettaient l'emprisonnement du débiteur quatre mois après la date du jugement qui l'avait condamné¹.

Contrainte par corps.

L'ordonnance, en tenant compte des dépenses faites au service du roi, prorogea à huit mois le délai dans lequel la contrainte était défendue et limita cette faveur aux « gentilshommes de race et aux capitaines des compagnies de cavalerie et régimens entretenus. » (Ord. 496.)

Quelques gentilshommes avaient eu la pensée de demander au commerce les moyens de reconstituer leur fortune. Deux obstacles s'étaient jusqu'alors opposés à leur projet : d'une part les préjugés de leur ordre et de l'autre les réclamations du tiers voulant soumettre à la taille tous les nobles qui se livraient au négoce. En 1614, les préventions de la noblesse, combattues par Henri IV, avaient cédé ; elle réclamait instamment le droit de faire le « grand trafic » sans déroger, nonobstant la coutume de Bretagne et les usages contraires. (N. 428.) En 1627, les nobles demandaient de nouveau « à avoir part et entrer en commerce, sans décheoir de leur privilège. » (N. XXI.) La royauté ne fit pas de déclaration générale, mais nous trouvons, deux ans après le vœu des notables, au moment où se formait la compagnie qui allait fonder les colonies des Indes occidentales, une permission donnée à la Rochelle « à toutes personnes nobles de quelque qualité qu'elles soient, ecclésiastiques

La noblesse demande le droit de faire le commerce.

1. Moulins, 48. — Cahier des nobles en 1627, art. XVIII.

tiques, nobles, officiers ou autres, d'entrer en ladite compagnie, sans pour ce déroger aux privilèges accordés à leurs ordres¹. » Des lettres de noblesse devenaient même la récompense promise aux douze agents les plus hardis de la nouvelle entreprise. Ce n'était là qu'un premier pas dans une voie nouvelle. L'ordonnance de 1629 fit une distinction absolue entre le petit et le grand commerce. Tandis qu'elle faisait rentrer dans la classe des taillables tous les gentilshommes faisant la banque et le commerce (T. 169. Ord. 198), elle contenait au sujet du commerce maritime l'article suivant : « Pour convier nos subjects, disait l'article 452, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de s'addonner au commerce et trafic par mer, et faire cognoistre que nostre intention est de relever et faire honorer ceux qui s'y occuperont ; nous ordonnons que tous gentilshommes qui, par eux ou par personnes interposées, entreront en part et société dans les vaisseaux, denrées et marchandises d'iceux, ne dérogeront point à noblesse, sans toutes-fois pouvoir vendre en détail. » Ainsi un débouché était offert à l'activité de la noblesse.

Richelieu ne voulait pas ruiner la noblesse ni la détruire ; ses actes comme ministre, aussi bien que son testament, démentent cette politique que lui ont prêtée certains historiens jugeant sa conduite à travers les passions modernes. Le cardinal entendait mettre les grands seigneurs dans l'impossibilité de nuire : il voulait, suivant leur attitude, les réconcilier avec la royauté ou les forcer à s'incliner devant elle. Sous

Esprit d'indépendance de la noblesse.

1. *Anc. lois franç.*, XVI, 222.

Henri IV, le maréchal de Biron n'avait pas été le seul à tramer des complots : autour du prince de Condé s'étaient réunis en 1614 un grand nombre de seigneurs prêts à lever, comme sous toutes les minorités, l'étendard de l'indépendance. Les députés du tiers arrivèrent à Paris, heureux de la paix récemment signée, mais persuadés que si de nouveaux troubles devaient bouleverser la France, les nobles en seraient les auteurs ou tout au moins les points d'appui.

Charles VII avait, deux siècles auparavant, réservé au roi seul, le droit de lever et d'entretenir une armée ; il avait ainsi frappé au cœur l'autorité du possesseur de fief, habitué à jouir d'une souveraineté locale jadis absolue. Cette œuvre n'était pas achevée. Les gens de guerre avaient disparu, mais le château féodal était encore debout, pouvant abriter d'un instant à l'autre quelque garnison, commandant la contrée tout entière par sa situation élevée, et prêt à devenir le centre et le point d'appui d'une résistance fatale aux campagnes environnantes. Pour la royauté comme pour les gens du tiers état, les châteaux forts étaient la cause d'une perpétuelle inquiétude : pour le prince, c'était une menace ; pour les sujets, le signe toujours alarmant d'une odieuse servitude.

Châteaux forts.

Aux premiers États de Blois, le tiers état et le clergé avaient demandé que toutes les citadelles et forteresses créées depuis les troubles fussent impitoyablement rasées. (C. 229. T. 293.) En 1588, le clergé avait été seul à renouveler ce vœu (C. 141) reproduit dix ans plus tard par les notables¹.

1. Voir plus haut, t. III, p. 290, 321.

Le tiers
demande leur
démolition.

En 1614, le tiers état se chargea d'exprimer les doléances de la nation. « Que tous les chasteaux et forteresses, dit-il, appartenans tant au roi, qu'autres qui ne sont sur les frontières, soient razées et démolies, sans que celles qui ont esté démolies puissent estre restables, ni les capitaines des forteresses et citadelles qui ne seront razées, se puissent attribuer aucun pouvoir dans les villes, ni de prendre qualité de gouverneur, ni icelles fortifier de nouveau, et que toutes commissions décernées, mesme de Vostre Majesté, pour la fortification desdites places soient révoquées, et qu'il soit ordonné qu'aux chasteaux appartenans aux princes, seigneurs et gentilshommes, n'y puissent estre, à l'advenir, fait par eux aucune fortification, et que ceux qui ont, à cause de leurs fiefs, droiet de motte et pont-levis, soient tenus se contenter de la mettre en la forme ancienne, selon qu'il est porté par leurs adveux et dénombremens vérifiés, sans les pouvoir aucunement fortifier de fossez, tours et rampars ; et si aucunes fortifications ont esté faites pendant et depuis les troubles esdits chasteaux, elles soient razées et démolies, trois ans après la publication de vostre ordonnance, sans qu'il leur soit loisible, ni à aucuns de vos subjects, de quelque qualité qu'ils soient, de bastir de nouveau aucuns chasteaux qui puissent endurer le canon, à peine de deux mille livres d'amende, dont le tiers appartienne au dénonciateur, et l'autre tiers aux pauvres des lieux. » (T. 185.)

Défense de con-
struire des châ-
teaux forts.

Rien ne pouvait être plus précis et plus net que ce vœu : il fut réalisé onze ans plus tard. En 1626, le roi était à Nantes lorsque les États de la province

renouvelèrent le même souhait. Ce fut dans cette réunion que Richelieu fit rendre une déclaration célèbre qui rappelait les vœux des États de 1614 et ordonnait « que de toutes les places fortes, soit villes ou chasteaux qui sont au milieu de notre royaume et des provinces d'icelui non situées en lieu de conséquence, soit pour frontières ou autres considérations importantes, les fortifications en soient rasées et démolies ; même les anciennes murailles abattues selon qu'il sera jugé nécessaire pour le bien et repos de nos sujets à la sûreté de cet État, en sorte que nosdits sujets ne puissent désormais appréhender que lesdites places soient pour leur donner aucune incommodité¹. »

Vœux des États
de Bretagne.

Une immense acclamation accueillit par tout le royaume la nouvelle de l'acte le plus hardi qu'un roi eût accompli en France depuis Louis XI. Il semblait aux yeux du peuple que le pouvoir féodal allait s'écrouler avec ces puissantes forteresses qui défiaient depuis si longtemps la royauté. Aussi Louis XIII recueillit-il les bénédictions populaires quand on vit aussitôt après la déclaration de Nantes démanteler les châteaux d'Ancenis et de Lamballe.

Enthousiasme
populaire.

Seulement cette œuvre demandait autant de prudence que d'énergie : elle ne pouvait être accomplie rapidement. L'assemblée des notables qui s'ouvrit six mois après les États de Bretagne, fut chargée de dresser la liste des châteaux forts qui devaient être sacrifiés. Elle se fit remettre les mémoires transmis

Les notables sont
chargés de
dresser la liste
des châteaux
forts à raser.

1. Déclaration du roi. — Nantes, 31 juillet 1626. — *Anciennes lois françaises*, t. XVI, p. 193.

par les parlements de Dauphiné et de Provence et dressa un état des forteresses à démolir. Pendant que l'assemblée était occupée à ce travail, un de ses membres, premier président d'une cour souveraine, ayant opiné pour la démolition, ajouta « que l'assemblée pourroit supplier le roi de pourvoir au dédommagement. » Cette proposition souleva l'indignation de Gaston d'Orléans, qui s'écria que les places fortes étaient au roi et qu'on ne pouvait lui faire payer « une récompense pour avoir le droit de disposer de son propre bien »¹.

On ne donna en effet aucune indemnité aux seigneurs : les notables, avant de se séparer, insistèrent pour le prompt achèvement de l'œuvre de destruction, qui fut continuée pendant tout le ministère de Richelieu.

Les députés s'étaient également occupés en 1614 des armes et des munitions que pouvaient contenir les châteaux : ils avaient demandé qu'il fût défendu aux gentilshommes « d'avoir ès villes, chasteaux et forteresses à eux appartenans, aucune pièce de fonte ou sur roüe, ou capable d'y estre mise, armes offensives et défensives, » jamais plus de deux cents livres de poudre et que « tous les autres canons, armes, poudres et salpêtre trouvés dans les châteaux fût porté aux magasins du roi. » (T. 165.) Les notables renouvelèrent ces vœux à l'occasion des projets, absolument conformes aux doléances du tiers état, dont ils avaient été saisis par Richelieu². L'ordonnance de

Défense aux
nobles de posséder des armes
et des munitions.

1. Procès-verbal de l'assemblée des notables de 1626. *États Généraux*, t. XVIII, p. 176.

2. *Assemblée des notables*..., p. 128 et 153.

1629 contient deux articles qui prescriront exactement les mesures sollicitées en 1614. (Ord. 213, 214.)

C'est avec la même pensée de ramener la noblesse à l'observation des lois que les États s'occupèrent des duels. Nous en parlons en ce chapitre parce que les combats se répétaient si fréquemment parmi les gentilshommes, qu'ils étaient devenus un des fléaux de la noblesse. Par la modération de l'édit de 1609, Henri IV serait peut-être parvenu à modifier cette déplorable coutume, mais la régence lui donna un nouvel essor : la fureur des duels reparut plus ardente que jamais. Deux déclarations du roi et un arrêt du parlement¹ étaient déjà venus se heurter contre l'orgueilleuse obstination des gentilshommes, lorsque les États Généraux se mirent à étudier cette question, à la demande du clergé, déterminé à poursuivre impitoyablement cette manie barbare.

Les duels se multiplient sous la régence.

Nous ne pouvons rapporter ici les discussions et les solennelles démarches des ordres ; nous devons nous borner à citer la pensée des députés telle qu'elle a été consignée dans les cahiers. Le clergé et le tiers réclamèrent non-seulement des peines contre les combattants, mais « contre les témoins et assistants, encore qu'ils ne mettent l'épée à la main, contre ceux qui les appelleront, porteront lettres ou billets, ou diront parole, en suite desquelles se fera un duel ou rencontre, » demandant qu'ils fussent déclarés coupables de lèse-majesté au premier chef. (T. 183. C. 181.) L'édit d'août 1623 rendu à Saint-Germain-en-

Doleances du clergé et du tiers.

1. Déclaration du 1^{er} juillet 1611. Déclaration du 18 janvier 1613. Arrêt de règlement rendu par le parlement de Paris le 27 janvier 1614.

Extrême sévérité
de l'édit de
1623.

Laye, s'inspirant exactement de ces vœux, décida que « si aucun, de quelque qualité et condition qu'il soit, est si téméraire d'appeler, recevoir billet ou parole, conduire ou se porter sur le lieu du combat, il soit tenu criminel de lèse-majesté divine et humaine ; qu'enfin tous ceux qui porteront les billets et conduiront au combat, laquais ou autres, soient punis de mort sans aucune grâce ni rémission. »

Le tiers état proposa que tout office possédé par les accusés fût déclaré vacant et les biens confisqués, « aussitôt que le crime aura été commis, » avant tout jugement (T. 186), et des lettres patentes du 14 juillet 1617, le suivant dans cette voie, déclarèrent que « par le seul faict desdits appels et duels, et aussitôt que le delit aura été commis, toutes charges et offices dont seront pourvus les délinquants seront vacants et impétra- bles. » Ainsi l'accord était complet.

Un seul vœu n'est pas admis, c'est celui aux termes duquel le tiers ne craignait pas de demander que « le bruit commun fût tenu pour preuve, non-seulement pour décréter, mais aussi pour condamner. » (T. 185.) Voilà jusqu'où peut entraîner la passion quand une morale supérieure n'inspire pas les lois criminelles ¹.

Le succès ne justifia pas ces mesures ; leur excès même les rendit inapplicables et les rémissions, facilement accordées, leur enlevèrent toute efficacité.

1. Il faut lire les articles 183 à 191 proposant une série de peines destinées à atteindre la mémoire des coupables, leur famille et leur fortune pour se faire une idée de l'ardeur du tiers état. Richelieu que la postérité a trouvé sévère, n'a pas poussé la répression aussi loin que le demandait le tiers en 1614.

Quand Richelieu arriva au pouvoir, « les duels étoient devenus si communs, que les rues commençoient à servir de champ de combat et, comme si le jour n'étoit pas assez long pour exercer leur furie, ils se battoient à la faveur des astres ou à la lumière des flambeaux qui leur servoient d'un funeste soleil¹. » Le cardinal vit bientôt que le seul remède serait d'établir une exacte proportion entre le crime et la peine. Ce fut l'édit de 1626 qui donna à la législation ce caractère d'équité sévère qui peut seul faire impression sur les hommes et retenir leurs passions. « Ce n'est point la rigueur des supplices, c'est la certitude de la punition qui prévient le plus sûrement les crimes². » Richelieu était trop pénétré de cette vérité pour hésiter un instant à sévir contre les coupables.

Édit plus équitable de 1626.

Dans l'année qui suivit cet édit, le comte de Montmorency-Bouteville, qui avait eu déjà vingt et un duels, osa se battre en pleine place Royale au milieu du jour ; le comte des Chapelles, son second, ayant tué Bussy, témoin de son adversaire, les coupables furent arrêtés, déferés au parlement, condamnés à mort et exécutés en place de Grève. Tels furent les exemples par lesquels Richelieu répondit aux défis des gentilshommes.

Richelieu l'appliqua avec la plus grande énergie.

Ainsi la poursuite des duels, la démolition des châteaux, la répression des révoltes seigneuriales, en un mot les mesures les plus graves de la politique de Richelieu, celles qui frappaient le plus visiblement la noblesse, avaient été devancées et inspirées par les

1. *Mémoires de Richelieu*, p. 40 et suiv.

2. Beccaria, *Traité des délits et des peines*, § 27.

vœux du tiers état. Nous pourrions pousser plus loin le rapprochement et montrer que la volonté persistante du cardinal s'accordait avec les sentiments les plus chers à la majorité de la nation. Jamais les doléances n'avaient été si vives, jamais le tiers ne s'était montré plus indigné qu'aux États de Paris contre les oppressions de la noblesse : dix années s'écoulent, et voilà qu'un homme d'État, réalisant ce qu'il y avait de sensé dans les aspirations nationales, réduit toute une classe de citoyens à reconnaître la prépondérance du pouvoir royal et à se courber devant sa loi. A ce titre, Richelieu est un des plus puissants organisateurs de l'unité monarchique ; on peut maintenant juger si, à côté de cette grande et terrible mémoire, la postérité ne doit pas réserver une place aux rédacteurs des cahiers de 1614, qui ont été les échos fidèles des vœux les plus chers à la France.

ORGANISATION ET DISCIPLINE

MILITAIRES.

Les États de 1614 appliquèrent tous leurs soins aux affaires militaires : avaient-ils quelque secret pressentiment de la lutte dans laquelle la France allait se trouver jetée si peu d'années après ? Entrevoyaient-ils, dans la grandeur d'une puissance qui absorbait l'Allemagne et étendait sa puissance au nord et au midi de la France, une menace qui devait tôt ou tard nous précipiter dans une lutte terrible ? Ce qui est certain, c'est que l'organisation de l'armée fut étudiée dans cette session plus sérieusement que dans aucune de celles qui l'avaient précédée.

Jusqu'au dix-septième siècle, le commandement supérieur des forces militaires avait appartenu au connétable. Conférant des droits considérables, cette charge apportait de réelles entraves à l'exercice de l'autorité royale. Avec un prince tel que Henri IV, le connétable n'était que le premier de ses lieutenants, mais, pendant une minorité ou bien sous un roi incapable de commander les armées, il acquérait une autorité prépondérante. La puissance excessive que conférait cette charge frappait tellement les esprits, sous la Régence, que le tiers se fit l'organe des plaintes de la nation : « Plaise à Vostre Majesté, dit-il,

Le connétable.

Son autorité trop
considérable.

esteindre et abolir à jamais la charge de connestable, pour estre trop puissante en l'Estat, servant tant à laisser du danger au dedans, qu'à porter de la crainte au dehors, et qu'il n'y soit cy-après pourveu en faveur de quelque personne et pour quelque cause que ce soit.¹ » (T. 136.)

Cette charge
est supprimée par
Richelieu.

Le vœu du tiers ne fut pas accompli avant l'année 1627 : Richelieu, s'appuyant sur les mêmes motifs que le cahier de 1614, supprima la charge de connétable, après la mort du duc de Lesdiguières. Ainsi cette mesure, dont les historiens ont eu devoir faire honneur à la vigueur du ministre, avait été recommandée et soutenue par les représentants de la nation².

Le nombre des
gouverneurs
fixé à douze.

Le tiers obtint également la réduction du nombre des gouverneurs, qui furent ramenés à douze comme sous Henri IV. (T. 145. Ord. 118.) Les trois ordres insistèrent pour qu'il n'y eût plus que quatre maréchaux de France. (C. 170. N. 134.) Le dernier ordre ne se contenta pas d'émettre ce vœu : blessé de la rapide fortune du Florentin Concini, qui venait d'être élevé à la dignité de maréchal de France, il exigeait qu'il ne fût « pourveu » à cette charge « que d'originaires françois. » (T. 137.)

Le recrutement de l'armée n'avait pas à cette époque une importance considérable.

1. Le connétable de Montmorency, pourvu de cette charge en 1593, venait de mourir le 1^{er} avril 1614. En 1621, après sept ans de vacance, de Luynes la reçut du roi et mourut dans la même année. En 1622, le duc de Lesdiguières fut nommé connétable. Il devait être le dernier.

2. Voir l'expression de la satisfaction des notables, *Ass. des not...*, p. 221.

On se souvient des doléances exprimées par les précédents États Généraux au sujet des levées d'hommes : les cahiers avaient demandé que des commissions fussent données aux capitaines recruteurs, et que leurs opérations fussent soumises au contrôle des autorités locales. Le tiers renouvela ce vœu. (T. 160.)

En 1627, l'assemblée des notables consacra plusieurs séances à l'examen du règlement que promulgua l'ordonnance de 1629. Le maréchal de Schomberg, qui l'avait proposé, se montrait défavorable aux levées qui formaient en peu de temps un nouveau régiment. Mêler les jeunes soldats aux vieux lui semblait le seul moyen de préparer de bonnes troupes. Les notables accueillirent ce système, mais ils ne s'appliquèrent pas moins attentivement à proscrire les abus des levées générales auxquelles en certains cas il fallait recourir. Soumettre les capitaines au contrôle des gouverneurs, ne leur accorder aucun pouvoir avant l'accomplissement de cette formalité¹, les rendre responsables des désordres commis par les nouveaux enrôlés²; diriger ceux-ci vers les lieux de rendez-vous dans le plus bref délai, les faire conduire sous bonne garde³, les remettre aux mains des contrôleurs et des commissaires chargés de régler les vivres et la dépense⁴, régler la police des soldats et mettre l'ensemble de ces mesures sous l'autorité du mestre de camp⁵, telles furent les dispositions suc-

1. *Ass. des notables*, p. 48. Ord. 310 à 315.

2. *Id.*, p. 47. Ord. 318, 320.

3. *Id.*, Ord. 317, 318.

4. *Id.*, Ord. 321.

5. *Id.*, Ord. 322 à 329.

cessivement approuvées par les notables et édictées par l'ordonnance.

La composition des troupes attira plus l'attention des États que celle des notables.

Compagnies in-
complètes.

Passe-volants.

Le tiers fit quelques plaintes sur la composition des compagnies de gardes du corps, qui devaient comprendre les vétérans et les soldats d'élite (T. 140), sur les compagnies de gens d'armes presque toujours incomplètes (T. 158), et sur celles de gens de pied, où ne devait se trouver « aucun passe-volant, à peine de la vie contre ledit passe-volant et de la perte des charges, pour le regard des chefs et contrôleurs. » (T. 159.) La présence des maires, échevins et officiers municipaux pendant les revues était le seul contrôle que le tiers fût disposé à juger suffisant. (T. 162. C. 178.) L'ordonnance de 1629 ne contient aucune mesure pour arrêter cette fraude, mais, peu d'années après sa publication, une ordonnance du 23 août 1635 édicta la peine de mort contre les passe-volants et la perte de la noblesse contre les chefs qui les toléraient¹.

Vénalité des
charges militai-
res

Si le recrutement et la composition des corps donnaient lieu à des abus, la nomination des officiers ne préoccupait pas moins vivement les députés. Sous les Valois, la vénalité des charges s'était peu à peu introduite dans l'armée et avait fini par envahir les mœurs militaires, au point d'absorber l'ensemble des grades et d'enlever au roi tout moyen de récompenser librement le mérite. Les États protes-

1. M. Caillet, *Administration de Richelieu*, p. 366. Nous n'avons pu retrouver le texte de cette ordonnance.

taient unanimement, et ils obtinrent une série de promesses suivies de mesures sévères ¹.

La noblesse demanda que les ordonnances sur le cumul des charges fussent exécutées (N. 89, 104, 126); la suppression des cheveu-légers (N. 88); la mise en vigueur de l'ordonnance de Charles IX sur la gendarmerie (N. 87); l'augmentation du nombre des compagnies d'ordonnance (N. 85); et enfin l'obligation pour chacun de monter en grade de degré en degré. (N. 401.) Ce dernier vœu, qui avait pour cause les faveurs extraordinaires que la cour prodiguait sans mesure, fut pleinement réalisé par Richelieu, qui interdit à l'avenir toute nomination par laquelle un officier franchirait deux grades à la fois.

Avancement
régulier.

Les notables, après avoir sollicité la suppression de la vénalité, demandèrent que les grades de lieutenants et d'enseignes ne fussent donnés qu'aux jeunes gens qui auraient fait au moins une année de service effectif sous les drapeaux. (Notables, *ibid.*, p. 61.)

Le grand obstacle à l'abolition de la vénalité des charges provenait de la situation précaire des militaires atteints de blessures ou d'infirmités dont la seule ressource à la fin de leur carrière était la vente du grade qu'ils avaient conquis par leurs services. Les notables voulaient qu'ils reçussent moitié de leur paye (p. 61). L'ordonnance déclara qu'ils seraient pourvus « pour le reste de leur vie, moyennant quoy ils seront obligés de se démettre volontairement de leurs charges » entre les mains du roi. (Art. 231.)

Retraite
des militaires
âgés.

1. C. 169. N. 78. T. 141. Ord. 190, 191, 192, 230.

Soldats
estropiés.

Déjà aux États de 1614, la situation des *invalides* avait vivement préoccupé la noblesse. « Les pauvres gentilshommes, disait-elle, soldats estropiés aux guerres pour le service du roy et manutention du royaume qui sont les vrais pauvres de l'Etat jouiront à perpétuité des dons, libéralités, droits et privilèges à eux concédés par le défunt roy Henry le Grand, nonobstant tous édits, arrêts, déclarations et lettres à ce contraires, donnés après l'édit de juillet 1604. » (N. 418.)

Ce vœu avait donné lieu à d'actives démarches entre les ordres, la noblesse tenant à ce qu'il fût présenté par l'unanimité des députés¹. Malgré les efforts des nobles auprès du roi, nous ne trouvons aucune décision conforme aux doléances.

Projets en
1627.

En 1627, les « gentilshommes capitaines et soldats estropiez à la guerre » s'adressèrent directement à l'assemblée des notables et firent valoir l'abandon absolu des édits par lesquels Henri IV avait attribué le reliquat disponible de toutes les fondations pieuses à l'entretien des invalides. Les notables prirent en main leur cause et proposèrent la formation dans chaque parlement d'une commission de magistrats surveillant la distribution des secours. A Paris, siégerait un conseil composé des maréchaux, des ministres et de vieux gentilshommes².

L'ordonnance de 1629 constitua le conseil supérieur et affecta une série de pensions « fixée, à cause de l'enchérissement des vivres, à la somme de cent

1. Procès-verbaux : noblesse, p. 158 et 191 ; clergé, p. 450, 461.

2. *Assemblée des notables*, supplique, p. 183. Proposition, p. 189.

livres par chacun an, » si le militaire estropié n'acceptait pas un bénéfice de « religieux lai » dans un couvent. (Art. 219.) Ce n'était là qu'une première satisfaction. La noblesse avait demandé en 1627, dans son cahier particulier, « qu'il plaise au roi instituer un ordre nouveau pour la pauvre noblesse, sous le nom et titre de Saint-Louis, qui consiste en chevaleries et commanderies.... à prendre sur les bénéfices vacans.... par forme de pension à vie.... ce qui déchargera d'autant les finances ¹. » Richelieu se chargea six ans plus tard de réaliser ce vœu de la noblesse. L'édit de novembre 1633 institua « une communauté en ordre de chevalerie, sous le nom et titre de commanderie de Saint-Louis; où tous ceux qui feront voir par bonnes œuvres et attestations qu'ils ont été estropiés à la guerre pour le service du roi seront reçus et admis, pour y être nourris et entretenus le reste de leurs jours de toutes choses nécessaires à la vie ². » Le cardinal prit au sérieux la mission que lui confiait l'édit. Ce fut à Bicêtre que s'élevèrent en 1634 les bâtiments de la commanderie qui devait servir d'asile aux soldats blessés jusqu'à la fondation de l'hôtel des Invalides.

Ordre
de Saint-Louis.

Le maréchal de Schomberg constatait que la plupart des désordres provenaient de l'acquiescement irrégulier de la solde. Ce n'était pas là seulement une question de finances : il fallait régler la distribution des vivres, créer pour les paiements en argent ou en nature une publicité qui servît de garantie, fixer

Paiement
de la solde.

1. Cahier de la noblesse, art. xvi. États Généraux, t. XVIII, p. 310

2. *Anciennes lois françaises*, t. XVI, p. 386.

Logement
des gens de
guerre.

le montant de la solde en argent, établir des retenues, organiser une comptabilité pour les avances ; toutes ces difficultés furent résolues avec cette minutie qui était habituelle aux documents de cette époque¹. Ce qui peut nous intéresser davantage, ce sont les mesures prises pour empêcher tout désordre quand les troupes arrivaient dans une garnison nouvelle. Le maréchal des logis doit s'entendre avec le maire et échevins ; une liste des bourgeois aisés ayant été dressée par les officiers municipaux, ceux-ci convoquent les habitants et leur font prêter serment d'avertir les chefs quand le soldat quittera son logement. Cette formalité accomplie et les soldats ayant été introduits chez leurs hôtes, une inspection doit être faite chaque semaine afin que les capitaines s'assurent de la présence des hommes et de leur bonne conduite². Le séjour chez les bourgeois paraissait être l'état normal des soldats en garnison ; nous ne voyons pas trace d'habitation en commun : une des recommandations qui nous le prouvent est le soin avec lequel on prescrivait aux capitaines de loger leurs soldats dans le quartier qu'ils habitent³.

Hopitaux mili-
taires.

Les hôpitaux militaires n'existaient pas encore : ce sont les magistrats municipaux qui sont chargés de faire soigner les malades et les blessés. Les chefs de corps les leur confient en passant dans la ville ; les échevins, après les avoir fait entrer dans les hôpitaux civils, ont la mission de les diriger aussitôt qu'ils

1. *Ass. des not.*, p. 52 à 55. Ord. 240 à 244.

2. *Id.*, p. 54. Ord. 264, 280.

3. *Id.*, p. 51. Ord. 283.

sont guéris vers leurs compagnies¹. L'ordonnance admit l'ensemble de ce système pour les garnisons détachées et pour les troupes en marche, mais à la suite des armées, elle créa de véritables hôpitaux pour les blessés et les malades. (Ord. 232.)

A côté des chefs militaires, nous rencontrons les fonctionnaires civils chargés de pourvoir à l'entretien et à l'aménagement matériel des régiments; le règlement soumis aux notables distingue absolument la mission de ces commissaires du commandement des troupes (p. 58), et l'ordonnance fixe l'étendue de leurs attributions (Ord. 47).

Commissaires.

En résumé, la plupart des doléances que nous retrouvons dans les cahiers et tous les vœux exprimés dans les délibérations des notables provoquèrent des réformes de l'organisation militaire sous un ministre qui devait s'occuper de l'armée avec une si intelligente prédilection. Voyons maintenant ce que les députés tentèrent au point de vue de la discipline.

Discipline.

Les déplacements de troupes et leur marche à travers le pays avaient été signalés à toutes les époques comme le fléau des campagnes; les paysans en étaient arrivés à redouter le passage en temps de paix d'un régiment français presque aussi vivement que l'incursion d'une bande ennemie.

En 1614, le tiers réclame de nouveau que « les règlements pour la conduite des gens de guerre soient fidèlement observés. » Il demande, en des termes nécessaires à citer, qu'« il ne soit loisible à aucunes troupes, soit de cheval ou de pied, d'aller par la

Police des troupes en marche.

1. *Ass. des not.*, p. 56, 57. Ord. 263.

Organisation des
étapes.

campagne sans un commissaire ou controlleur, lequel avec le chef qui commandera à la troupe empêcheront les desordres qui se pourroient commettre, tant ès vivres que logemens, mettant taxe raisonnable ausdits vivres, selon la commodité des lieux, faisant payer suivant la taxe, ce qui sera baillé par les hostes ausdits gens de guerre, lesquels seront logez de proche en proche, sans que lesdites compagnies puissent tout au plus séjourner en un lieu qu'un jour. Ausquelles sera très-expressément défendu de prendre aucuns chevaux, charettes, jumens, bœufs et autre bestial, pour faire porter leur bagage, à peine de la vie. Et respondront lesdits chefs, commissaires et controlleurs, des désordres qui seront faits par lesdites troupes, et pourront pour raison de ce estre poursuivis pardevant les juges royaux du lieu où les exceeds auront esté commis, suivant l'ordonnance. » (T. 156.)

L'article du tiers semble le résumé le plus fidèle du règlement qui devait émaner douze ans plus tard de l'assemblée de 1627. Les routes militaires furent déterminées dans un règlement préparé par les gouverneurs sur l'avis des baillis ¹. Les régiments devaient se suivre à une journée de distance, à cause des vivres et de la discipline ². Les capitaines étaient forcés d'accompagner les troupes en marche et répondaient de leurs désordres ³. Les prévôts des maréchaux allant au-devant des régiments les escortaient

1. *Assemblée des notables*, p. 49. Ord. 225, 252, 253.

2. *Id.*, p. 49. Ord. 255.

3. *Id.*, p. 50. Ord. 256.

sur toute l'étendue de leur territoire et ne les quittaient qu'après les avoir remis au prévôt du territoire voisin ¹. Les commissaires ne devaient pas quitter un seul jour les régiments en marche ². Il était défendu aux troupes de faire halte en un village plus d'une nuit ; il leur était seulement accordé après quatre jours de marche une journée entière de repos ³.

« Et parce qu'il arrive d'ordinaire, disait le règlement approuvé par les notables, que les soldats, pour faire plus commodément la picorée, marchent devant ou après la compagnie, il sera défendu à tous soldats, sur peine de l'estrapade, de quitter le drapeau en marchant, et de sortir du quartier étant logez, comme de prendre aucun argent ny vivres chez le paysan, soit en marchant ou étant logez, sur peine de la vie. » (P. 50.) L'ordonnance promulgue cette disposition dans les termes où elle avait été arrêtée (260). Pendant que les troupes font halte à l'entrée des villages, les officiers et les habitants choisissent d'accord les logements, « dans les quartiers où il y a le plus de couvert, afin de loger toute une compagnie s'il se peut en deux ou trois logis ⁴. » Les maréchaux des logis et les échevins ne doivent exempter personne par faveur du logement des gens de guerre, si ce n'est « la maison du chef de la justice du lieu. » A cette exemption les notables firent ajouter le presbytère ⁴. Enfin il fut fait de « très expresses défenses

Défense des
prises.

1. *Assemblée des notables*, p. 50. Ord. 257.

2. *Id.*, p. 50. Ord. 254, 258.

3. *Id.*, p. 50. Ord. 259.

4. *Id.* p. 51 et 90. Ord. 265.

aux soldats d'entrer ès maisons des autres habitants, et de demander aucunes choses à leurs hostes, que le couvert, leur feu pour se chauffer et cuire leur viande, le liet ou la pailleasse, et une chandelle pour chaque logis; autrement, continuait le règlement, il se commet de grands abus, et sous le mot d'ustanciles, les soldats rançonnent les pauvres gens ¹. »

La répression des désordres était confiée aux prévôts des maréchaux, qui avaient une compétence absolue en ce qui touchait la police militaire. Le tiers aurait voulu que ces attributions appartenissent à la justice ordinaire. Pendant les étapes et dans les campagnes, la juridiction des prévôts était justifiée; dans les villes où les troupes séjournaient, la séparation des juridictions civile et militaire donnait lieu à certains abus. Les conflits se répétaient incessamment dans les villes de garnison et les bourgeois proclamaient que l'impunité était assurée aux gens de guerre.

Limite des juridictions civile et militaire.

Le tiers indiquait sur ce point les vrais principes : les soldats ayant commis « quelque crime et délit hors la faction » devaient être renvoyés devant les juges ordinaires. (T. 463.) Les soldats s'étant rendus coupables pendant leur service étaient donc les seuls contre lesquels la justice militaire pût agir. L'ordonnance admit ces principes, en les modifiant légèrement : la justice civile n'était jamais investie d'une compétence exclusive, mais avait avec la justice militaire concurrence de juridiction. (Ord. 338 et suiv.)

1. *Assemblée des notables*, p. 51. Ord. 275, 276, 277.

En résumé, presque toutes les doléances du tiers état reçurent une pleine satisfaction : elles préparèrent sur plusieurs points les réformes de Richelieu, simplifièrent l'organisation militaire, achevèrent de la rendre exclusivement royale, et ouvrirent aux règlements disciplinaires une voie nouvelle. Les États de 1614, sur ce point comme sur tant d'autres, donnèrent l'impulsion aux réformes¹.

1. Nous avons insisté presque uniquement dans ce chapitre sur l'administration militaire. Les États et les notables se sont fort peu occupés du chiffre de l'armée ; voir à ce sujet le récit des sessions et notamment le récit de l'assemblée des notables de 1626, t. III, p. 437 et 446.

RÉSUMÉ

CARACTÈRE DES ÉTATS DE PARIS.

La plupart des grandes sessions que nous avons jusqu'ici étudiées se sont ouvertes sous l'empire d'un sentiment général qui emportait la nation. Au temps du roi Jean, l'indépendance du royaume et la faiblesse corrompue du pouvoir, — sous Charles VIII, la réaction contre le règne de Louis XI, — sous Charles IX et Henri III, les luttes religieuses et le désordre des esprits, avaient fait ardemment souhaiter la convocation des États Généraux. A toutes ces époques, la nation était entraînée, et quand l'assemblée s'ouvrait, les députés étaient préparés de longue date à soutenir la lutte avec l'ardeur la plus vive.

Telles n'étaient pas, sous la minorité de Louis XIII, les dispositions de la France. L'opinion publique n'avait aucune raison de réagir contre le règne du prince qui venait de donner à la nation tout ce qu'elle pouvait souhaiter. Elle aurait dû, il est vrai, s'indigner contre les désordres de la régence. Malheureusement, les quatre années qui avaient suffi à ébranler l'œuvre de Henri IV n'avaient pas donné le temps aux provinces d'apprendre les dangers d'un mauvais gouvernement. Il fallait en ce temps-là une longue désorganisation pour soulever l'irritation dans le fond des provinces. L'épargne du feu roi avait fourni jusqu'alors l'argent nécessaire aux dilapida-

tions de la cour et empêché l'augmentation trop sensible des impôts : les édits bursaux commençaient à peine à reparaitre. Les gens sensés, les hommes versés dans la pratique des affaires discernaient bien sur quelle pente fatale glissait infailliblement la France, mais ils ne formaient qu'une élite peu nombreuse et non pas la majorité des députés envoyés en 1614 à Paris.

La révolte des princes avait elle-même servi fort heureusement la cour. L'horreur de la guerre civile s'était réveillée en même temps que les sentiments de fidélité au fils de Henri IV. La crainte de retomber dans l'anarchie avait dominé tous les cœurs. Sous cette impression, les électeurs des bailliages avaient confondu les remontrances des esprits politiques avec la conduite factieuse du prince de Condé et des seigneurs de son parti. Aussi les élections s'étaient-elles faites sans autre passion que la volonté de conserver l'ordre et de contenir à tout prix les ardeurs d'une noblesse impatiente du joug.

Les dispositions personnelles des députés et l'influence qui avait régné au moment de leur nomination expliquent donc dans une certaine mesure leurs fautes.

Il y a une autre cause dont nous venons de parler et qui devait nécessairement affaiblir le ton des doléances. Les réformes de Henri IV, en supprimant les plus graves abus, avaient enlevé aux plaintes des députés cette amertume qui avait provoqué à Orléans et à Blois des accents si éloquents et si fiers. Sous ce grand règne étaient venus expirer la plupart des désordres qui avaient si souvent servi de texte

aux reproches des députés. C'est ainsi qu'on a pu dire du règne de Henri IV qu'il avait été le point de départ d'une ère nouvelle. La même réflexion doit s'appliquer aux États de 1614 qui ont fait ressortir les modifications qu'avait subies l'esprit public.

Ce qui distingue entre tous les trois cahiers qui furent présentés à Louis XIII, c'est une profonde expérience des questions spéciales. Sur les 1400 articles contenus dans cette vaste compilation, près de la moitié appartient au tiers état, qui proposa les plus sages réformes. Le clergé et la noblesse furent plus brefs, mais, sur la plupart des questions, ils montrèrent autant de clairvoyance. Les députés du tiers nous offrent une multitude d'idées neuves et peu d'utopies, une imagination féconde tempérée par un grand fond de raison. Ils passèrent en revue tous les sujets : clergé, justice, finances, noblesse, armée, furent examinés avec un soin attentif. La législation, qui commençait à se développer avec les progrès du pouvoir central, tint dans leur travail une place qu'elle n'avait jamais occupée. Il en fut de même du commerce ; on sent naître peu à peu les éléments d'activité de nos sociétés modernes.

Telles sont les questions sur lesquelles insistèrent tour à tour les députés. S'ils songèrent beaucoup aux réformes spéciales, en revanche, ils ne s'occupèrent nullement de l'organisation du pouvoir central. La royauté de Henri IV satisfaisait pleinement le tiers état : il y voyait l'idéal qu'il avait depuis longtemps rêvé. Dans son admiration, comment pouvait-il chercher à modérer le pouvoir royal ? Pour lui, le danger était ailleurs : la noblesse avec ses privilèges, le

clergé avec ses souvenirs de domination, lui semblaient bien plus à craindre. C'est là qu'il voulait voir ses seuls ennemis. A aucune époque, les États généraux ne nous montrèrent un antagonisme plus acharné entre les ordres. Querelles de préséance, susceptibilités mesquines soulevées par la vanité et entretenues par l'amour-propre, voilà en deux mots l'histoire de ces luttes stériles qui fatigueraient le lecteur si elles n'étaient le témoignage des haines traditionnelles dont l'explosion bien autrement terrible devait, cent soixante-dix ans plus tard, marquer la fin de l'ancienne monarchie.

Pourquoi revenir sur les incidents de la session ? On se souvient du langage de Savaron, du président de Mesmes, de Rapine et des réponses de la noblesse. Chaque jour élevait entre les classes une barrière plus infranchissable. Chaque séance faisait mieux ressortir la puissance morale du tiers état et son impuissance politique.

Vaincu dans le sein des États Généraux, le tiers se dégoûta de ce vieux système représentatif qui le laissait si faible en présence d'une coalition sans cesse renouée. Il préféra les assemblées de notables et l'action lente des parlements. Richelieu en satisfaisant ses rancunes, Louis XIV en faisant briller à ses yeux l'éclat de la gloire lui firent oublier l'ancienne *forme du royaume*¹, jusqu'au jour où, le pouvoir royal faisant cause commune avec les privilèges, les États Généraux reparurent une dernière fois pour consacrer les conquêtes du tiers état.

1. Voyez plus bas la citation de Fénelon, page 220.

Ainsi les États de 1614 sont placés au seuil de l'ère moderne, comme pour montrer l'attitude des classes prêtes à se livrer aux ardeurs d'une rivalité que le temps aigrit et irrite. Depuis un siècle l'oppression des seigneurs n'avait pas augmenté, et à aucune époque les vœux du troisième ordre en faveur de l'égalité ne furent plus vifs. Loin de se ralentir en approchant du terme, les passions du tiers s'accroissent avec le succès. On peut voir cette tendance aux États de 1614 plus clairement qu'en aucun autre temps ; c'est ce qui donne à cette assemblée un caractère ineffaçable, intéressant et triste à la fois. On peut y voir le résumé de toute notre histoire, l'avant-coureur et en quelque sorte le programme de notre révolution, compromise par l'excès des ressentiments et négligeant presque toujours les sérieux intérêts de la liberté au profit des chimères de l'égalité absolue.

L'ORDONNANCE DE 1629

RAPPROCHÉE DES CAHIERS ET DES DÉLIBÉRATIONS
DES DÉPUTÉS ET DES NOTABLES.

Les rédacteurs de l'ordonnance eurent évidemment sous les yeux la série des vœux exprimés en 1614, 1617 et 1626. Pour le clergé, ils consultèrent le cahier de 1614 et le règlement dressé à la suite des États; — pour la noblesse, le cahier de 1614 et celui remis au roi en 1627; — pour le tiers, le cahier de 1614 seul. Enfin les délibérations et les avis des notables ont fourni une dernière source qui n'appartient en propre à aucun des ordres et qui fait l'objet des renvois de la quatrième colonne.

L'ORDONNANCE DE 1629 RAPPROCHÉE DES CAHIERS.

ARTICLES.	OBJET DES ARTICLES.	CLERGÉ.	NOBLESSE.	TIERS ÉTAT.	NOTABLES.
1	Observation des ordonnances. Remontrances permises				
2	Droit d'élection conservé aux monastères et abbayes qui sont chefs d'ordre	100.			1617, 9.
3	Coadjutoreries d'évêques et abbayes reconquises	8.			
4	Reformation des convents à faire dans les six mois par les ordinaires	32, 33, 99 à 102.			18, 38.
5	Églises de Saint-Jean de Jérusalem sujettes à la juridiction des ordinaires				18, 72.
6	Création de nouveaux séminaires: contribution spéciale	37.	52.		22.
7	Tout prêtre doit être pourvu de l'institution canonique	XXXI.			
8	Profession monastique défendue sans vérification de la vocation par l'évêque	XXXV.	33.		43.
9	Après 5 ans dans un monastère, on est déchû du droit de disposer ou de recevoir	81.	34, 35.		
10	Tout candidat à un bénéfice sera examiné par l'ordinaire				
11	Union des bénéfices jusqu'à 300 livres de revenu. Résidence des curés	48, IV-XXVII.			31, 34.
12	Cures unies aux chapitres ou abbayes et prieurés				31.
13	Tout curé devra recevoir au moins 300 livres de rente	XXII.			31.
14	Concours et examen ecclésiastiques	XXII.	26, 61.		28.
15	Prohibition de pensions sur évêchés, cures, hôpitaux	9, 39.			
16	Droit de régale	43.			
17	Droit de joyeux avènement: restreint aux églises cathédrales	14.			
18	Peines contre les simoniaques et confidentiaires	XXV, 11, 42, 94, 95.	29, 66.		
19	Les bénéfices ne valent que par la mort du titulaire		30.		
20	Abus du droit d'indult	10, 15, 43, 91.	54.		
21	Provisions <i>in forma gratia</i> ne dispensent pas des examens				26.
22	Le parlement ne peut contraindre un évêque à accorder un bénéfice	XIV, 16.			
23	Défense d'user de censures contre les juges royaux; recours direct au roi				
24	Insinuations de titres produits en justice ou autrement	45.			
25	Tarifes des insinuations ne peuvent être tenus par les don estiques des ordinaires	45.			62.
26	Registre des grâces des insinuations ecclésiastiques, leur forme				54.
27	Actes des juges d'Église en langage français				
28	Promoteurs tenus à la poursuite des crimes, même sans partie civile				
29	Registre des baptêmes, mariages et mortuaires tenus par les curés. Drapeau au greffe		47.		36.
30	Des réparations des églises	IX, X	58, 65.		68.
		XXI, 45, 90, 35.			

37	Offices des conseillers clercs des cours souveraines.....	93.			
38	Principaux du clergé appelés aux conseils de Sa Majesté.....				1617, 2.
39	Mariages clandestins condamnés. Mariages entre étrangers : permission spéciale de l'évêque.....	XXIII, 40.	53.		
40	En mariage, les seules preuves par écrit valables.....	41, 42.			
41	Règlements pour la conservation des titres, droits et revenus des hôpitaux.....		111, 117.		
42	Police pour les pauvres : doivent se retirer au lieu d'origine.....		109.		
43	<i>Unesours</i> . — Les leuteurs exerçant leurs fonctions sont seuls payés. Interdiction de la venalité des charges.....	121.	104, 106, 115.		
44	Lecture publique en droit préalable ailleurs qu'aux Universités.....	119.	112.		
45	L'effense des confréries d'écoliers.....		123.		
46	Degres : temps d'études. Sincérité des épreuves.....		128.		
47	Universités étrangères de fondées aux régnoles.....				
48	Privilèges de l'Université de Paris restreints pour la juridiction.....				
49	Rôles des privilèges dressés chaque année.....				
50	Institutionnelles nécessaires pour jouir des privilèges des universités.....				
51	Le privilège suspendu à l'égard des écrivains litigieux.....	129.	129.		
52	Examen des manuscrits par le chancelier : permis d'imprimer et de débiter.....		123		
53	<i>Justice</i> . — Vérification des édits. Droit de remontrance.....		196.		
54	Arrêts, sentences et jugements donnés contre les ordonnances, nuls.....				1617, 16.
55	Règlement des parents en parlement, relatif aux ordonnances de Blois et d'Orléans.....		226.		
56	Translation des officiers qui ont des parents au degré prohibé en autre parlement.....		227.		
57	Renvoi de procès d'une chambre en autre, en cas de parentés et alliances.....		204.		
58	Établissement des maîtres des requêtes en qualité d'intendants de justice.....	257.	201.		1617, 18.
59	Leure des grands jours.....		200, 201.		
60	Perception conforme au tarif des chanceries.....		193.		
61	Provision des conseillers aux conseils.....		198.		1617, 2.
62	Exonations restreintes aux cas précis des ordonnances.....				1617, 2.
63	Exonation pour cause de parenté ou d'alliance.....		191, 193		
64	Forme de procéder sur les enquêtes des avocats.....		217, 235, 225.		
65	Interdiction de faire des évocations générales.....				
66	La litispendance ne s'applique point à l'évocation.....		261.		
67	Procès évocques, juges suivant les coutumes des lieux dont est l'évocation.....		177, 205.		
68	Contrainte d'arrests.....		222.		
69	Règlements de juges entre lieutenants criminels et prévôts des marchands.....		223.		
70	Règlement entre les cours de parlement et celle des aides.....		237.		
71	Conflits de juridiction sur les indults des prélats.....				
72	Le titre de <i>committimus</i> , à quels prévenus joints accablés.....		230, 231, 232		

ARTICLES.	OBJET DES ARTICLES.	CLERGÉ.	NOBLESSE.	TIERS ÉTAT.	NOTABLES.
73	Lettres de <i>committimus</i> . Sont privés de ce privilège : les officiers honoraires.....			231, 232.	
74	— — — — — de la maison de Navarre.....			id.	
75	— — — — — de la duchesse de Bar.....			id.	
76	Causes féodales et possessoires ne seront tirées hors du ressort par aucun privilège.				
77	Les secrétaires sont tenus de ne délivrer <i>committimus</i> dans aucun des cas précédents.				
78	(commissaires aux requêtes de l'hôtel sans <i>committimus</i> , nuls.....		203.	id.	1617, 15.
79	Exacte observation des mercenaires.....				
80	Officiers du roi ne se doivent mêler des affaires des seigneurs.....			205.	
81	Intendants de la justice ou finances ne doivent être parents, ni employés des généraux des armées ni des gouverneurs des provinces.....		193.	203, 223.	
82	Des habits et de la tenue des magistrats.....			207.	
83	Distribution des procès aux rapporteurs.....			219.	
84	Signature, prononciation des arrêts et remise aux greffes.....		166, 175-176.	215, 216.	
85	Diffrends entre les officiers et les chambres des parlements.....				
86	Défense de juger par commissaires, hors les procès soumis à cette procédure.....			213.	
87	Causes appointées au conseil en la grand'chambre, vidables dans l'an.....	234.	209, 210, 221.	209.	
88	Causes vidables au parquet ou devant les anciens avocats.....			221.	
89	Requête civile non recevable après six mois.....			222.	
90	Abrogation de la coutume d'appointer au conseil par l'opinion de quatre.....		194.	214.	
91	Perception d'instance dans trois ans en toutes cours et juridic. et en toutes affaires.			326, 306.	
92	Jurisdiction des chambres des vacations, réglée à la première institution d'icelles.				
93	Les greffes ni recettes des consignations ne peuvent être tenus par les juges.....				
94	Cession de dettes prohibée aux gens de justice et de pratique.....				
95	Arrêts à expédier par <i>dictum</i> , si les parties le requièrent. Défense aux greffiers d'ajouter ni diminuer aux arrêts.....				
96	Visites des registres des greffes à faire par les juges tous les mois.....				
97	Procureurs prendront par récoissance les pièces.....	262.		246.	
98	Exécution d'arrêts commises aux juges sur les lieux.....	249.		315.	
99	Exécution d'arrêts défendue aux maîtres des requêtes, de l'hôtel. Leur compétence.....				
100	Dépens taxés par les sièges qui ont rendu les sentences.....			250.	
101	Salaires des clercs des officiers limité à la taxe et les maîtres responsables.....			249.	
102	De la réunion des chambres de l'édit séantes à Léziers et Agen, aux parlements de Toulouse et Bordeaux.....	249.		312.	

110	Chambres de l'édit réglées à l'instar des cours de parlement.....		
111	Prisonniers doivent être élargis le jour où leur élargissement est ordonné, sans pouvoir être retenus sous quelque prétexte que ce soit.....		240.
112	Procédure criminelle secrète. Ne pas plaider sur le régl. des proc. de pour de découvrir le non des témoins.....		253.
113	Recusations des présidaux et autres sires subalternes, es procès criminels.....		237.
114	Juridiction des présidaux confirmée.....		262.
115	Procédure sommaire. Demande de salaire au dessous de 20 livres.....		262.
116	— devant les auditeurs au Châtelet de Paris au dessous de 100 sols, interdiction aux off. de just. d'acheter des biens adjugés dans leur ressort.....	231.	231.
117	Reception sans frais des officiers nouvellement pourvus.....	283.	283.
118	Les seigneurs ne doivent empêcher le cours de la justice.....		
119	Les officiers royaux doivent délivrer <i>paratis</i> aux officiers des seigneurs.....	215.	215.
120	Les jug. rendus à l'étranger n'emportent pas hypoth. en France. Nouv. débat.		
121	Direction d'off. surnuméraire. défendue aux seigneurs hauts justiciers.....		279.
122	Les seigneurs ne peuvent avoir de juridiction d'appel.....		256.
123	Les degrés de substitution comptés par tête et non plus par souche.....		
124	Substitut. n'ont lieu que pour meubles de prix; défendues aux pères, rustiques.		
125	Testaments obligatoires sont valables.....		320.
126	Le conjoint d'un homme qui a des biens de communauté déchu du droit d'y renoncer.....		321.
127	Peu de d'inventaire; acceptation, formes.....		330.
128	Heritier direct par bénéfice d'inv. préfère au collatéral acceptant.....		
129	Quittance de dot.....		330.
130	In nation contractuelles. Leur insinuation après la mort du mari.....		
131	Nullité des donations à des concubines.....		615.
132	<i>Jour comptaires</i> . Bénédictes, points coupés, dentelles prohibées.....	200.	615.
133	Règlement des dépenses des festins privés et publics.....	200.	615.
134	Festins des pourvus d'offices réglés à 40 ou 50 livres.....	200.	615.
135	Festins pour noces ne doivent excéder un veu par tête.....		609.
136	Production des académies et Lre dans. Peine des contrevenants.....		610.
137	Bien et obligations pour jeu déclarées nulles.....		610.
138	Perte de gages en jeu, avec confiscation et amende.....		610.
139	Sommes perdues au jeu par des mineurs sujettes à répression.....		310.
140	Bijoux, conservés aux femmes et aux créanc. sur les imm. vendus à cause du jeu.		311.
141	Loyers et fermages prescrits après cinq ans.....		
142	Tableau public des incapables, interdits, séparés de biens.....		319.
143			

ARTICLES.	OBJET DES ARTICLES.	CLERGÉ.	NOBLESSE.	TIERS ÉTAT.	NOTABLES.
144	Cession de biens faite spontanément par le débiteur n'emporte pas infamie.....			338.	
145	Convul indigne : perte du douaire.....				
146	Succession des mères.....			335.	
147	Promesses en blanc : lettres de change simulées.....				
148	Prêt sur gage.....				
149	Rentes constituées : cas où le débiteur peut être contraint au rachat.....			328.	
150	Prescription des arrérages par cinq ans.....				
151	Défense de prendre des intérêts au delà de l'ordonnance.....				
152	Sentences arbitrales : exécution et appel.....				
153	Pénalités des banqueroutiers.....			334.	
154	Sequestres ne peuvent être déchargés par les sergents.....			337.	
155	Confession d'inventaires permise au notaire sans y appeler les magistrats.....	242.	187.	304.	
156	Contrainte par corps n'a lieu contre les femmes et les vieillards.....		229.	329.	
157	Fraits d'héritage saisis et dièctes sont immobilisés.....			331.	
158	Preemption de saisies.....				
159	Oppositions pour reliquat de tutelles : délais.....			306.	
160	Dièctes d'héritage doivent être poursuivis en la juridiction où sont situés les biens.....	263.	233.	314.	
161	Distribution aux créanciers suivant leur ordre.....	244.	191.		
162	Règlement sur la distribution des deniers.....	244.	191.		
163	Consignation sur dièctes.....	244.			
164	Action en contestation contre les dièctes prescrite après dix ans.....				
165	Les meubles d'un débiteur insolvable répondent des dettes sans privilège.....			313.	
166	Concussion : peine.....				
167	Charges des officiers tués dans l'exercice de leur office.....			214.	
168	Des seigneurs et officiers qui donnent retraite aux criminels.....			286.	
169	Rapt et subornation de mineurs punis de mort.....				
170	Défense des ligues et intelligences à l'extérieur du royaume.....			285.	
171	Défense de lever des soldats sans commission.....	243.	211.		
172	Amas d'armes prohibé.....				1626.
173	Id. de munitions de guerre.....				1626.
					1617, 1626.
					id.

186	Interrogatoire dans les vingt-quatre heures des individus arrêtés.....			
187	Règlement sur l'expédition des procès des prévostables.....			349.
188	Flétrissement des prisonniers prévostables. Registre des dénominations.....			350.
189	Confirmation des privilèges de la noblesse. Défense des usurpations.....			351.
190	Vendibilité d'offices militaires et de la maison du roi interdicte.....	169.	76, 102.	135.
191	Hérédité également interdite.....	169.	78, 80.	141.
192	Placés d'archers donnés gratuitement.....	169.	78, 79.	141.
193	Charges subalternes remises à la disposition du roi.....		78.	144.
194	Chevaliers des ordres doivent estre personnes nobles et qualifiées.....		81.	142.
195	Saisie d'armes et chevaux des gentilshommes défendue.....		1626, XVII.	
196	Contrainte par corps des gentilshommes interdite huit mois après jugement.....		1626, XVIII.	
197	Matards des gentilshommes. Barre dans les armes.....		93.	171.
198	Commerce défendu aux officiers et aux gentilshommes.....			169.
199	Benefices fondés en faveur de personnes nobles doivent leur être affectés.....	176.		
200	Compagnies doivent estre composées d'un quart de noblesse.....			
201	Établissement de deux gentilshommes conseillers de robe courte en chaque parl.....	167.		
202	Entrée de moulins de la noblesse aux conseils du roi.....		105.	1617, 2.
203	Toute classe de fondue aux roturiers.....		100.	179.
204	Violence des gouverneurs des places fortes doivent estre réprimées.....			158.
205	Exactions défendues aux gouverneurs des places sur les sujets du roi.....			149.
206	Id. aux seigneurs. Usurpation des communaux.....			151.
207	Droits seigneuriaux : mouture, cuisson, pressoir. Quitance devant notaires.....			175.
208	Def. de délivrer passe-ports pour transporter hors du royaume choses défendues.....		159, 177.	359, 152.
209	L'excus. des arrêts ne doit pas être empêchée par les seign. ou gouverneurs.....			153.
210	Oblig. des sujets pour les seigneurs sont nulles.....			180.
211	Gentilshommes doivent signer du nom de leurs familles et non de leurs terres.....			170.
212	Ouverture des portes murées aux villes.....		98.	166.
213	Artillerie remise dans les arsenaux du roi. Défense de fondre canons.....			165.
214	Armes du roi et des particuliers remises dans les arsenaux.....			165.
215	Exportation d'armes défendue.....			165.
216	Armeement sur mer et sur terre prohibé sans permission.....			160.
217	Privilège de ne à toutes personnes trouvées en armes contre le roi.....			160.
218	Gouvernement de provinces et places frontières interdit aux étrangers.....			160.
219	Invalides militaires. Pension sur les bénéfices ecclésiastiques.....			115.
220	Règlement sur les gens de guerre de l'infanterie.....		1626, XXII.	id.

ARTICLE.	OBJET DES ARTICLES.	CLERGÉ.	NOBLESSE.	TIERS ÉTAT.	NOTABLES.
221	Montre et solde d'infanterie.....				1626.
222	id.				id.
223	id.				id.
224	Pain de munition				id.
225	Étapes suivant les routes et par tout le royaume				id.
226	Appointements des capitaines et officiers augmentés de moitié				id.
227	Nombre de soldats absents qu'on passe aux capitaines.....				id.
228	Services signalés récompensés par une augmentation de solde.....				
229	Soldats honnrez de plus grandes charges pour leurs services.....				
230	Soldats actuellement servants pourvus des charges vacantes.....				
231	Captaines et officiers invalides récompensés.....				
232	Érection d'hôpitaux à la suite des armées, Ambulances.....			161.	1626.
233	Payement de suivre le régiment.....				id.
234	Ordre et règlement pour l'infanterie				id.
235	Ordres de l'enrôlement.....				
236	Qualité de soldat qui veut être enrôlé.....				
237	Promesse de servir six mois pour le moins				
238	Règlement pour les rôles.....				
239	Ordre pour le paiement.....				
240	Montre de trois en trois mois				
241	Finne des paiements				
242	» des prêts.....				
243	Contrôle des paiements.....				
244	Prêts d'argent par les capitaines aux soldats.....				
245	Soldats nouveaux reçus, soldats cassés.....				
246	Prêt à un soldat nouveau.....				
247	Assistance des commissaires et contrôleurs aux montres.....				1626.
248	Les chefs doivent assister aux montres.....				id.
249	Soldat malade tenu pour présent.....				id.
250	Les absents de service payés que sous peine de conroi.....				

262	Chevaux et charrettes des paysans doivent être demandés aux maires par les capit.	id.
263	Régiment pour les soldats tombant malades en marche.	156.
264	Règl. sur le logement ; halte en dehors du village : bill. de log.	157.
265	Exemption de lojem. Billeets de logement.	157.
266	Soldat d'abordant à son hôtel, pendu.	150.
267	Soldat prenant des vivres aura l'estrapade.	150.
268	Avant le délogement, les habitants pourront porter leur plainte au commissaire.	id.
269	Après le délogement, plusieurs officiers feront évacuer le village.	id.
270	Pendant ce temps, le régiment fera halte en dehors du village.	id.
271	Les échelons auront lieu pendant cette halte à la tête du régiment.	id.
272	Itinéraires accordés au soldat, ce qu'il lui restera à demander à son hôtel.	1625.
273	Les absents n'auront droit à aucun supplément pour les étapes.	id.
274	Les capitaines auront droit à moitié pour leur équipage.	id.
275	Officiers exigeant trop de leurs hôtes ; peines.	id.
276	Id.	id.
277	Id. ne pourront forcer leurs hôtes à vendre malgré eux.	id.
278	Distribution de pain de munition dans les garnisons.	id.
279	Officiers et soldats ne peuvent acheter qu'au prix courant.	id.
280	Garnisons. Mairie indiquera habit. qui peuvent loger, les assemblera, etc.	id.
281	Prohibition de rien prêter aux soldats des garnisons.	id.
282	À l'entrée des villes, les comp. en bataille entendront lecture des ordonnances.	id.
283	Les compagnies seront logées dans le même quartier.	id.
284	Résidence que sont tenus de faire les officiers, maîtres de camp, etc., en garnison.	id.
285	Garde es garnisons jour et nuit.	id.
286	Et les exercices une fois la semaine.	id.
287	Bourgeois des villes ne peuvent être enrôlés dans les garnisons des villes.	id.
288	Gouverneurs des villes ont droit de faire la revue de la garnison.	id.
289	Officiers chargés de donner le mot du guet.	id.
290	Autorité du sergent-major es garnisons.	id.
291	Réglement sur les congés.	1625.
292	Temps du congé limité à trois mois.	id.
293	Besoir et résidence du maître de camp.	id.
294	Id. des capitaines et autres officiers.	id.
295	Résidence des capitaines es garnisons des frontières et autres.	id.
296	Soldats ne peuvent être licenciés en temps de siège et de campagne.	id.
297	Matu-forte au commissaire ou prévôt.	id.

ARTICLES.	OBJET DES ARTICLES.	CLERGÉ.	NOBLESSE.	TIERS ÉTAT.	NOTABLES.
298	Soldat chassé pour cause juste et devant les commissaires.....				1626.
299	Refuse de recevoir soldats d'autres compagnies.....				
300	Soldats peuvent demander leur congé après les six mois de service.....				
301	Officier ne peut quitter sa compagnie que du consentement de son supérieur.....				
302	Soldat enrôlé et payé doit servir six mois sous peine de la vie.....				
303	Soldat en congé touchera sa solde s'il revient au jour fixé.....				
304	Soldat malade plus de trois mois sera cassé.....				
305	Officier en congé perdra sa solde, s'il revient après le terme fixé.....				
306	Les capitaines doivent tenir en bon état les armes de leurs compagnies.....				
307	Montres trimestrielles tant en garnison qu'en campagne.....				
308	Établissement des garnisons par les commissaires.....				1626.
309	Vérification des rôles en chaque montre par les commissaires.....				id.
310	Règlement pour la levée des régiments.....				id.
311	Expérience et capacité des capitaines de gens de pied.....			160.	id.
312	Levées en personne par les capitaines.....				
313	Sans bailler copie de leurs commissions.....				
314	Les capitaines devront prendre l'attache des gouverneurs ou baillis.....				
315	(Commissaires ordonnés pour assister à la levée et faire hâter le départ.....				
316	Rôle des noms et demeures des soldats levés.....				
317	Avertissement sur la discipline aux soldats nouvellement levés.....				
318	Levées loin du rendez-vous; conditions imposées aux capitaines.....				
319	Registre des soldats arrêtés tenu par les maires.....				
320	Soldats battant et traversant la campagne sont justiciables des prévôts.....			163.	id.
321	Devoirs des commissaires aux levées.....				id.
322	Présence du maître de camp et des capitaines aux enrôlements nouveaux.....				id.
323	Forme de l'enrôlement des soldats.....				id.
324	Soldats au choix du commissaire, non du capitaine.....				
325	Vivres taxés pour l'équipement, le surplus au prix du marché.....				
326	Les soldats ne pourront forcer leurs hôtes à quitter leur lit.....				
327	Des son enrôlement, le soldat ne peut quitter le corps.....				id.
328	Id.....				id.
329	Les hôtes ne pourront prendre sans payer le pain de munition.....				id.
330	Les cinq derniers articles lus aux enrôlés.....				
331	Contrôle des vivres à tenir par les officiers municip. durant l'enrôlement.....				
332	Contrôle des soldats enrôlés baillis aux officiers.....				

334	Dilégement du régiment levé de nouveau.		
335	Capitales responsables des désordres commis en marche.		1626.
336	Forme des recrues.		
337	Pris accordés aux soldats licenciés.	163.	
338	Règlement pour la justice de l'infanterie.	163.	
339	Jurisdiction du prévôt des bandes.	163.	
340	Jurisdiction du prévôt général et intendant de justice.	163.	
341	Soldats justiciables des juges ordinaires ou prévôts par concurrence.		
342	Crimes des soldats dans les garnisons punissables par les prévôts ou juges ordinaires.		
343	Plaintes sur la contravention aux ordonnances militaires.		
344	Finances. Brevet annuel de la taille, répartition.	160.	
345	Registre des lettres tenu par le commissaire des tailles.	160.	
346	Les baux à ferme du domaine se feront au conseil.	389, 390.	1617, 2.
347	Cautions et garantie des fermiers.	179.	
348	Frais des rec. et des disp. arrêts en conseil et envoys aux trésoriers de France.	180.	1617, 2.
349	Frais des comptables seront vérifiés au conseil.		1617, 2.
350	Les peines non comprises dans les états, payées.		
351	Quintances comptables seront contrôlées par les contrôleurs des charges.		
352	Les parties de l'épargne dans les états, payées par préférence.	421, 422.	
353	Deniers restant aux comptables doivent être versés à la fin de l'année.		
354	Reutes constitues sur les tailles; paiement.		
355	Débat dans lequel les comptes seront présentés à la chambre.		
356	Let. res. des part. casuelles et de l'extr. comptent en conseil.		
357	Les comptables rapporteront les doubles de leurs comptes en bonne forme.		
358	Fermiers comptent au conseil en fin de chaque année.		
359	Des rôles, états et comptes des trésoriers de l'épargne.		
360	Quintance des assignés, ils déclareront en quelles espèces ils ont été payés.		
361	Voyages par courriers retranchés, dépêches à envoyer par les postes ordinaires.		
362	Cautions et certificats des nouveaux comptables.		
363	Quintances comptables, dons et arquets patens seront contrôlés.		
364	Les assignés déclareront la somme qu'ils ont reçue.		
365	La dépense des comptables ne pourra excéder la recette.		
366	Bons sur le domaine, recettes, georales et fermes, revoyés.	183.	
367	Comptables présenteront leurs états au conseil.	372.	
368	Amplon des fonds tenus en souffrance avant que compter à la chambre.		
369	Chambre, des comptes, modération des épices, Ne pas prendre les reliquats de coup.		
370	Etats finaux mis sur les comptes.	508, 509.	
371	Tarif des épices.	517, 518, 520.	
372	Deniers restant es mains des comptables.		
373	Rassément des places suivant l'avis des notables.		1617, 1626.
374	Reduction des pensions, état annuel.	502 à 505.	
		353.	

ARTICLES.	OBJET DES ARTICLES.	CLERGÉ.	NOBLESSE.	TIERS ÉTAT.	NOTABLES.
375	Gages des secrétaires des finances.....				
376	Gages des secrétaires de la chambre.....				
377	Reduction des dons : ne les payer qu'après les dettes nécessaires.....				1617, 4.
378	Defense des dons sous couleur de paiement de dettes.....			495, 502, 505.	
379	Def. des acquits du comptant. Dons de 3000 liv. soumis à la vérifie. de la ch. des c.			495, 522.	
380	Dons sous fausses causes ou noms supposés.....				
381	Brevets nuls après un mois, sauf confirmation par lettres patentes.....				
382	Domaine : rachat des alienations.....				
383	Tons hergages tenus aux denits de vente, si non aux seigneurs, au roi.....				
384	Defense aux acquereurs de domaine de nommer les officiers.....				
385	Officiers extraordinaires du domaine abolis.....				
386	Jouissance de domaine à temps, limitée à six ans. Verif. req. au parlement.....				
387	Prescription des amentes par trois ans.....			297.	
388	Emploi des amendes.....				
389	Amendes adjugées par les juges subalternes.....				
390	Peculats. Divers cas.....				1628.
391	Déficit des comptables.....				id.
392	Jeu des deniers du roi.....				id.
393	Prêts.....				id.
394	Change des espèces.....				id.
395	Faux en écriture publique.....				id.
396	Retention de deniers.....				id.
397	Gratification pour ne pas poursuivre les reutiers.....				id.
398	Omission, faux emplois, achat d'acquits.....				id.
399	Gages, taxes et voitures.....				id.
400	Preuves du péculat.....				id.
401	Ne passer acquits six mois après l'an aux comptables.....			430.	
402	Tailles, levées, rôles annuels.....				1617, 6.
403	Irregularité des taux. Poursuivre les fausses exemptions.....			433 à 439.	id.
404	Reduction des exemptés.....			433 à 439.	id.
405	Indemnité à payer par les nobles.....		246, 266, 276 à 283.		id.
406	Nobles par arrêt.....				id.
407	Exemptions : maisons des princes non exemptes.....				id.
408	Officiers de la maison du roi ne seront exemptés que s'ils servent effectivement.....				id.
409	Def. aux pouv. et offic. quelconques de faire des levées de leur propre autorité.....				id.
410	Decharge des arretages jusqu'en 1624 et de trois millions du cotraunt.....			430.	id.

ARTICLES.	OBJET DES ARTICLES.	CLERGÉ.	NOBLESSE.	TIERS ÉTAT.	NOTABLES.
452	Gentilshommes trafiquant sur mer ne perdent le privilège de noblesse.....		128,1626.XXI		
453	Les habitants des côtes exemptés du logement des gens de guerre.....				
454	Confirmation des anciennes ordonnances pour la pêche.....				
455	Congé à requérir du surint., de la navigation avant de mettre navire sur mer.....				
456	Def. d'aborder aux ports étranger, par les regnicoles venant des voyages de long cours.				
457	Visite des vaisseaux à l'aller et retour des voyages.....				
458	Ne décharger le lest des navires dans les ports et havres.....				
459	Journal des pilotes, au retour des longs voyages, à remettre au surintendant.....				
460	Visite générale des ports commise au surintendant.....				
461	Confirmation des anciennes ordonnances sur le fait de la navigation.....				

RÉSUMÉS GÉNÉRAUX.

DE L'AUTORITÉ QUE LES ÉTATS VOULAIENT EXERCER SUR LE GOUVERNEMENT DE LA MONARCHIE.

Dans toute la suite de ce travail, nous avons parlé des délibérations et des vœux des députés, mais nous n'avons pas eu occasion de faire ressortir nettement quel était le genre d'autorité qu'ils entendaient exercer sur le gouvernement. Le vote libre de l'impôt, la périodicité des États, tels furent les principaux buts de leur ambition : nous voulons examiner, à ce double point de vue, la valeur de leurs vœux et la mesure de leur succès.

Les documents rédigés par les députés eux-mêmes, les cahiers et les procès-verbaux parlent peu des prérogatives des États ; c'est dans les vœux indirectement émis ou dans les actes émanés de leur autorité que se trouvent les éléments de notre appréciation.

Pour juger quels étaient les droits des États Généraux sous l'ancienne monarchie, il ne faut pas prendre indistinctement toute la série des assemblées.

Parmi les nombreuses sessions que nous avons successivement examinées, il y en a quelques-unes dont le caractère se distingue absolument de celles qui les ont précédées ou suivies. Ainsi les États du

États
du roi Jean.

roi Jean n'ont aucun rapport avec les assemblées des siècles suivants. Ils ont montré un mélange de hardiesse et d'imprudence, de courage et de folie qui permet difficilement à la postérité de retrouver clairement, au milieu de cette exubérance de projets et de rêves, les vœux permanents du pays.

On peindrait sous les couleurs les plus fausses le caractère général des États de France, si on prenait ces assemblées pour type. Un roi mis en tutelle dès la première réunion, l'administration passant aux mains des délégués de la nation, les impôts perçus en leur nom, puis, quand le roi est fait prisonnier, ses conseillers mis en jugement : telle fut la première période ; dans la seconde, les députés montrèrent encore plus de témérité : imposant au dauphin leur volonté, ils exercèrent sur lui une domination complète jusqu'au jour où, d'empiétements en empiétements, le prince, depuis longtemps sans autorité, se vit privé de sa liberté. Voilà ce que les États firent en deux ans, au milieu du quatorzième siècle.

Ces violences sont un fait anormal et, nous le répétons, unique dans l'histoire. Nos vrais États sont aussi éloignés de la sédition que des plates et incolores assemblées tenues sous Charles V. Entre l'esprit de révolte et l'esprit de soumission absolue se placent quatre grandes sessions qui méritent de fixer notre examen et dans lesquelles nous allons rechercher la pensée des députés sur l'étendue de leurs droits.

Vote de l'impôt. De tous les pouvoirs des États Généraux, le moins contestable était le vote de l'impôt. Il avait été souvent méconnu en fait, mais il continuait à demeurer gravé comme un principe dans la conscience

publique. « Aucun subside, disait-on, ne pouvait être mis sur le peuple sans le consentement des États. » A chaque siècle nous trouvons une affirmation nouvelle de cette maxime fondamentale ; les députés n'admettent même pas qu'elle ait été sans cesse violée : ils la tiennent pour constante dans le passé et ne la croient jamais tombée en désuétude que depuis peu de temps. Ainsi le quinzième siècle accusait Charles V d'avoir le premier levé les impôts sans le consentement de la nation ; le seizième déclarait Charles VII ou Louis XI coupable d'avoir méconnu les droits du peuple. Le dix-septième siècle chargeait de cette dérogation aux vieilles coutumes la mémoire de François I^{er}, et tous les écrivains qui exprimaient cette opinion semblaient croire que le vote de l'impôt était universellement respecté avant le prince dont ils dénonçaient le despotisme. Rien n'est moins exact, car nous ne pouvons trouver dans la suite de nos annales un seul roi qui se soit scrupuleusement borné aux impôts accordés par les États. Charles V continua à percevoir durant tout son règne l'impôt que les États avaient établi pendant un temps limité pour le paiement de la rançon royale. On sait comment, dans sa détresse, Charles VII sollicita humblement des États le vote annuel de l'impôt et comment, dans la prospérité, il obtint de la nation une abdication volontaire qui dura un demi-siècle. Les États de Tours réagirent avec la plus fière énergie contre cette faiblesse qui avait failli ruiner la France. Ils réduisirent l'impôt des trois quarts et proclamèrent le droit absolu des États, « car ils n'entendoient point que doresnavant on mît sus aucune somme de de-

niers, sans les appeler¹. » On a vu ailleurs toute la portée de ce vote, dont les conséquences se prolongèrent pendant plus de vingt-cinq ans².

Les États d'Orléans proclamèrent également le libre vote de l'impôt. Les États de Pontoise allèrent plus loin et réclamèrent une déclaration annulant toutes les taxes mises sur le royaume « sans le consentement des subjects depuis la réduction faicte aux derniers Estatz de Tours³. » Ce vœu ne fut pas réalisé, mais en 1576, une nouvelle protestation se fit entendre. Cette fois le clergé s'en chargea en demandant que nulle imposition ne pût être établie « sans assembler les trois États et sans déclarer les causes et les nécessités du roi et du royaume. » (C. 240.) Le même ordre insistait aussi pour qu'une ordonnance reconnût formellement les droits de la nation à consentir l'impôt. (C. 429.) Pendant que les députés rédigeaient les cahiers, ils eurent à lutter contre l'obstination et les manœuvres de la cour. Le roi ne se contentait pas de demander de l'argent ; pressé par les besoins du trésor, il avait fait lever d'autorité quelques taxes au moment même où se réunissaient les États : l'indignation contre cet abus de pouvoir et les refus successifs de voter des subsides de guerre témoignent des convictions des députés bien mieux que les phrases contenues dans les doléances.

En 1588, les États Généraux allèrent plus loin : ils voulaient non-seulement que les impôts, mais que

1. Journal de Masselin, p. 449 et suiv.

2. Voir tome I, pages 493 à 495.

3. Cahiers d'Orléans. N. p. 151, art. 33. — Cah. de Pontoise. N. 126. T. 4.

toutes les opérations qui engageaient une partie quelconque de la fortune publique fussent soumises aux députés. (T. 223, 262.) Comme sanction, ils n'hésitaient pas à proposer le refus de l'impôt jusqu'à la convocation des États. (T. 224.)

Ainsi au seizième siècle toutes les assemblées manifestèrent unanimement leur attachement au principe du libre consentement des subsides.

Il y eut même des États qui ne bornèrent pas là leur ambition : pleins de défiance envers le pouvoir qui gaspillait l'impôt, les députés demandèrent en 1561 le droit de le percevoir eux-mêmes « afin de le lever à leur plus grand soulagement. » (Pontoise, N. 113.) Aux derniers États de Blois, il fut question de laisser aux députés le maniement des produits de l'impôt. Dans le cours des négociations qui s'ouvrirent entre l'assemblée et le roi, Henri III déclara positivement qu'il consentait à ce que « les deniers fussent distribués par les mains des bourgeois qui seroient nommés par les États. » Ainsi à côté du droit d'accorder l'impôt se plaçait l'administration elle-même que les États s'efforçaient d'attirer à eux.

Mais que pouvaient devenir ces tentatives quand un demi-siècle séparait deux sessions ? Un tel intervalle ne venait-il pas rompre toute suite et entraver tout dessein arrêté ? Les députés comprirent dans tous les temps que le retour régulier des États Généraux était l'indispensable condition de leur autorité. Les États de Tours, en votant l'impôt pour deux années, réclamèrent impérieusement une convocation nouvelle à l'expiration de cette période. Le conseil accueillit cette demande, mais il négligea d'indiquer,

Périodicité.

comme le voulaient les députés, le lieu et la date exacte où s'ouvrirait la session nouvelle, et, lorsque les deux années furent écoulées, la voix du duc d'Orléans rappela seule à la France que le conseil l'avait trompée.

Les États d'Orléans ne manquèrent pas de faire entendre leurs plaintes : depuis quatre-vingts ans, la nation livrée au bon plaisir du prince avait vu ses finances ruinées et l'administration désorganisée : les députés voulaient reprendre la place qui leur appartenait. « Ces grandes maladies, qui rongent le royaume, disaient les députés du tiers, se sont accumulées par faute d'avoir tenu l'œil ouvert sur toutes les parties du corps, » ce qui est résulté de « la discontinuation de l'ordre des États. » Comme « les inconvénients sont destinés à augmenter si on n'y tient pas la main, » il faut « que les États soient plus fréquents qu'ils n'ont été ci-devant. » En conséquence, ils suppliaient le roi « de donner ordre que les États soient dorénavant tenus et assemblés de *cinq ans en cinq ans*, pour plus long terme, et dès à présent leur assigner le jour et lieu certain auquel ils pourront retourner et assembler, sans attendre plus particulier mandement de Sa Majesté et tenir ce ferme et irrévocable pour quelque occasion que ce soit. » (T. 352, 353.)

A Pontoise, deux des ordres réclamèrent la périodicité ; seulement les députés du troisième ordre se montrèrent plus exigeants que la noblesse : tandis que celle-ci réclamait les États décennaux (N. 94), le tiers, reproduisant la pensée exprimée aux États de Tours, demandait qu'ils fussent réunis tous les deux ans. (T. 4.)

C'est à Blois que ce vœu de la périodicité se manifesta avec le plus de force : les trois ordres donnèrent la préférence aux sessions quinquennales (C. 433. N. 244. T. 11), et, voyant la mauvaise humeur du prince qui ne paraissait disposé à tenir aucun compte de leurs vœux, le clergé proposait que la réunion eût lieu à Blois tous les cinq ans sans mandement royal.

L'assemblée des notables obtint en 1597 de Henri IV la promesse de convoquer les États Généraux.

En 1614, le tiers ne demanda que des assemblées décennales. (T. 6.) Mais quel que fût le terme choisi par les États, ce qu'il faut retenir, c'est l'unanimité des députés qui, dans tous les temps, voulurent le retour régulier des sessions.

Ils eurent la même pensée pour les États provinciaux. On sait que certaines provinces seulement jouissaient de ce privilège ; à Tours, les pays d'élection se plainquirent et manifestèrent le désir de devenir pays d'États. La royauté n'eut garde de se prêter à l'établissement d'une entrave qui la gênait déjà dans une partie de la France. Les cahiers de Pontoise tournèrent la difficulté en demandant la réunion annuelle des « États particuliers des bailliages sans commission ni lettres, le 15 octobre de chaque année, pour la répartition et l'assiette de l'impôt ainsi que pour la police des pays. » (N. 93.) Jamais le caractère des assemblées locales n'avait été mieux défini, cependant aucune institution ne sortit de ces propositions qui résument si nettement le rôle attribué de nos jours aux conseils départementaux.

États
provinciaux.

En 1588, le clergé et la noblesse reprirent le vœu

exprimé à Tours, en réclamant la transformation en pays d'États de toutes les provinces du royaume. (C. 136.) La noblesse se montra très-explicite : non-seulement elle voulait que tous les trois ans les assemblées provinciales fussent convoquées « comme dans les provinces de Bourgogne, Bretagne, Languedoc, Normandie et Provence, » mais elle entendait que les gouverneurs et lieutenants pour le roi fussent contraints de rendre compte aux États de leur administration et des levées d'hommes et d'argent. (N. 161, 164.)

Tel fut le dernier vœu exprimé en faveur des États provinciaux.

Dans la pensée des députés, les États n'avaient dans leurs attributions directes que le vote de l'impôt. Mais la pratique du gouvernement représentatif nous a appris quels sont les pouvoirs que confère avec le temps aux assemblées le consentement annuel des subsides : quand le vote de l'impôt est reconnu aux représentants du pays, toutes les autres prérogatives viennent successivement et par la force des choses se grouper autour de ce droit.

Droit de déclarer
la guerre.

Les plus grandes causes de la ruine du trésor au seizième siècle avaient été, depuis Charles VIII jusqu'à Henri II, les expéditions d'Italie et la lutte contre Charles-Quint. La guerre avait épuisé les finances et servi de prétexte à tous les nouveaux impôts : c'est dans sa source que les États voulurent tarir le mal. Ils revendiquèrent énergiquement en 1561 et en 1576 le droit d'empêcher le roi de jeter la France dans une guerre quelconque : « Qu'il ne soit commencé, disait la noblesse aux États de Pontoise, guerre offensive

ni entrée en nouvelle ligue, ni rien entrepris qui puisse mettre le roy en guerre ou deffence sans en avoir communiqué à ses dietz Estatz.» (N. 127. T. 4.) A Blois, le clergé demandait au roi « de ne mouvoir guerre que par juste occasion, et par l'avis et conseil des États Généraux. » (C. 196.)

Il est vrai de dire qu'à cette époque l'abus des guerres lointaines avait provoqué une réaction générale en faveur de la paix. Le courant était tel qu'on proposa en 1561 de rendre les conseillers du roi responsables des guerres dans lesquelles serait lancé le royaume. Il est bon de citer les termes mêmes du cahier de la noblesse : « Et que le roy ou son filz et successeur à l'advenir et les subjectz du royaume puissent avoir recours et poursuyvre comme infracteurs de paix ceux qui pratiqueront, solliciteront, conseilleront ou seront cause que Sa Majesté entreprenne d'avoir une guerre, rompe une paix ou tresse, ou entre en ligue nouvelle qui le meine à cela sans l'avis de ses dietz Estatz, mesmement que icelles choses sont quelquefois conduictes plus par l'affection des particuliers affin d'y estre embesongnez, autorisez ou aultrement en fayre le proffiet que pour le bien et service du roy ny pour l'utilité du royaume¹. »

Au point de vue de l'autorité directe des États Généraux et du droit des sujets à contrôler le pouvoir, nous pensons que les députés n'ont jamais fait, sous l'ancien régime, de proposition plus hardie.

Le dessein de soumettre à une responsabilité effec-

1. Pontoise, cahier de la noblesse, art. 129.

Responsabilité
des conseillers.

tive les conseillers du prince se retrouve d'ailleurs à d'autres époques : le tiers l'avait conçu à Orléans, lorsqu'en résumant les avantages des États, il terminait en répétant qu'il fallait les rendre plus fréquents, « quand ce ne seroit que pour garder que ceux sur lesquels le roi se repose de ses affaires, et qui sont à l'entour de sa personne, n'entreprennent de lui faire imposture. » (T. 352.)

Le choix des conseillers, qui est devenu dans les temps modernes la grande question des gouvernements représentatifs, préoccupait donc très-vivement les États ; il se rattachait également au succès même des doléances qui devait passer avant tout autre objet.

Doléances.

Si le vote de l'impôt était le seul pouvoir immédiat des députés, ils étaient investis d'un autre mandat fort complexe et qui n'était pas la moindre partie de leur charge. Au moment où les lettres de convocation parvenaient dans les provinces, chaque village commençait à dresser un recueil de plaintes et de propositions de toutes sortes qui prenait le nom de cahier ; lorsque cette première opération était terminée, il se tenait au chef-lieu du bailliage une assemblée générale dans laquelle les délégués des villages formaient un nouveau cahier de l'ensemble des doléances particulières. Dans ces réunions, on choisissait les députés dont le devoir étroit était de consacrer leurs efforts au triomphe des idées contenues dans le cahier : ils devaient le défendre en entier, et n'avaient le droit de rien modifier sans l'autorisation de leurs commettants. C'est ainsi qu'étaient remis aux élus les « mandats impératifs. » Arrivé dans le sein des États, chaque dé-

puté avait donc un pouvoir absolument circonscrit par les limites mêmes des remontrances dont il était porteur. Si une nouvelle question surgissait tout à coup, l'embarras devenait extrême : ainsi, quand les députés, en arrivant à Orléans, apprirent la mort de François II, ils demandèrent d'une seule voix à retourner dans les bailliages pour connaître l'opinion de leurs mandataires sur la constitution d'un conseil de régence ; de leur chef, ils ne pouvaient ni penser, ni agir : « faute de charge spéciale, » ils auraient encouru « le désaveu ou le reproche de ceux qui les avoient députés ¹. »

Mandat
impératif.

Pour les opérations de l'assemblée, il y avait là une entrave qui contribua en maintes circonstances aux échecs des États. D'un autre côté, ce mandat imposait aux députés l'obligation absolue de poursuivre la satisfaction des vœux émanés des électeurs. Les membres des trois ordres et notamment ceux du tiers arrivaient généralement au lieu de rendez-vous avec un sentiment ardent de leur mission et une confiance sans bornes dans le succès. Tantôt les premières séances suffisaient à leur ouvrir les yeux, tantôt ils ne commençaient à comprendre les difficultés qu'au moment où ils présentaient les cahiers ; mais, aussitôt que l'alarme était donnée et que la crainte remplaçait l'enthousiasme, les députés cherchaient à l'envi, avec une émulation qui témoigne de leur dévouement, les moyens de faire prévaloir leurs vœux. A Tours, on nomma des commissions de députés

Exécution des
vœux.

1. Remontrance de la noblesse de Rouen, etc., pour obtenir son renvoi dans les bailliages. *Recueil des cahiers*, 1560, p. 178.

chargés de discuter avec les conseillers du roi chacune des réformes. Ce procédé fut abandonné à Orléans. Les États de Blois, en déplorant l'échec de leurs prédécesseurs, recommandèrent vivement le système appliqué à Tours et demandèrent dans leurs cahiers le droit de choisir des députés pour délibérer avec le conseil du roi. (T. 7.)

Toutefois ce travail en commun, cette sorte de collaboration qui s'établissait entre les représentants de la nation et les délégués de l'autorité royale, soulevait les plus graves scrupules. L'inquiétude du tiers surtout était très-vive ; ce qui formait le fond de ses appréhensions, c'était la défiance envers les conseillers du prince et la crainte d'être opprimé par les ordres privilégiés.

Au milieu même de leur impuissance, les États de Tours avaient déclaré hautement, par la voix de leurs plus grands orateurs, les soupçons que leur inspiraient les « méchants conseillers » de Louis XI. Le désir de composer le conseil de membres tirés des États était partagé par tous les hommes intelligents qui siégeaient dans l'assemblée. Le même sentiment se fit jour à Orléans : les députés réclamèrent la liste du conseil, afin de le constituer régulièrement pour toute la minorité du roi, ou du moins afin de l'épurer. Ils renouvelèrent plus d'une fois leurs instances et, à Pontoise, ils répétèrent leur demande en déclarant que l'établissement du conseil sous une minorité appartenait aux États « suivant leurs droits et prérogatives. » (N. 4.)

Les États de 1576 manifestèrent dès le début la ferme volonté de faire triompher leurs doléances.

Dès les premières réunions, les trois ordres cherchèrent avec une égale ardeur les moyens de ne pas échouer dans leur sincère désir de réformer l'État. Une commission mixte fut chargée d'étudier les diverses garanties qui pouvaient être réclamées. Malheureusement les réunions préparatoires obscurcirent la question qu'elles avaient pour objet de rendre plus claire.

Le troisième ordre constata une fois de plus que, dans une commission de trente-six membres, les douze députés du tiers couraient risque de se trouver fort souvent battus. Cette crainte suffit à le retenir. Depuis cette époque, il ne voulut plus déléguer une seule fois son autorité aux commissaires et ne les envoya jamais dans les conférences mixtes pour délibérer, mais pour se borner à écouter les délibérations.

Pendant que le tiers état abdiquait toute influence directe, les deux autres ordres continuaient leur campagne auprès du souverain. Ils demandaient que le roi fût contraint de donner sa sanction aux vœux unanimes des trois ordres, proclamant ainsi implicitement la souveraineté de la représentation nationale. Ils réclamaient également la communication immédiate de la liste des membres du conseil du roi. Toutefois, quand ils l'eurent obtenue, ils ne surent exprimer qu'un vœu banal sur la réduction des conseillers dont le nombre était disproportionné. Le clergé et la noblesse étaient tout à fait résolus à déléguer vingt-quatre députés pour juger les cahiers avec le conseil du roi, quand le tiers parvint à les déterminer à ne pas se mêler aux conseillers. C'est

cette défaillance qui contribua à retarder de deux ans la promulgation de l'ordonnance.

Le Parlement et
les États.

En résumé, la crainte de voir « deux des ordres lier le tiers » dominait les États. Elle revient à tout propos dans les délibérations, dans les discours, dans les cahiers, et, qu'on le remarque bien, cette expression si fréquemment employée, le *tiers*, ne signifie pas le tiers état, mais celui des trois ordres qui sera opprimé par la coalition des deux autres. Ainsi le clergé en 1576 demande « que les deux états, combien qu'ils soient d'accord, ne puissent lier le tiers. » (C. 240.) Il s'agit clairement dans ce passage des deux ordres laïques, qui avaient intérêt à faire retomber sur les ecclésiastiques le poids des charges publiques.

Cette inquiétude constante des députés a troublé plus d'une fois leurs délibérations : elle a retardé leurs décisions et singulièrement contribué à l'ajournement de leur triomphe. Considérée sous ce rapport, la division en trois ordres a été fatale aux États Généraux.

Le Parlement avait montré après l'assemblée d'Orléans une telle jalousie contre les États Généraux que dans les sessions de Pontoise, de Blois et de Paris, les députés demandèrent formellement que les ordonnances émanées des États fussent affranchies de la vérification qui altérerait leur pensée et dénaturait leurs vœux¹. Mais le pouvoir permanent des cours souveraines devait l'emporter sur les efforts intermittents des États Généraux.

1. Pontoise, T. 45. Blois, 1576. C. 434. T. 9, 20. Blois, 1588. C. 248, N. 1. T. préambule du cahier. Paris, 1614. C. 301.

Les assemblées de notre vieille France ont agi, hélas ! à de trop longs intervalles et elles ont été divisées dans leur propre sein sur un trop grand nombre de questions secondaires qui, en s'accumulant, ont élevé sur leur route un infranchissable obstacle ! Mais si elles ont échoué dans la pratique, elles n'en ont pas moins conçu les plus remarquables desseins. Sans parler de ces réformateurs du quatorzième siècle que nous avons voulu écarter de nos appréciations, parce qu'ils représentent les excès et non les élans de la pensée nationale, nous trouvons depuis les États de Tours jusqu'aux États de 1614 une admirable unité dans le plan de gouvernement conçu par les députés. Ce que le discours de Philippe Pot a exprimé dans un merveilleux langage, ce que le journal de Masselin a dit avec la courageuse simplicité d'un citoyen, les autres assemblées l'ont répété avec persistance. Comme ces échos des montagnes qui redisent la même note avec une force inégale, toute la suite des États présente à la postérité le même désir de contrôle : il n'y a de différent suivant les temps que la puissance de l'effort. Tantôt les esprits paraissent mûrs et l'on se croit tout près d'atteindre la forme idéale des gouvernements tempérés, tantôt on semble éloigné du but et l'on s'aperçoit qu'on a reculé. Il y a dans les maux dont une nation gémit des souffrances fécondes ; il y en a de stériles : c'est la postérité seule qui peut distinguer leur caractère. Ainsi le règne de Louis XI a été une période fertile en progrès ; les injustices elles-mêmes ont contribué à former l'esprit public en soulevant une indignation unanime ; après la mort de ce roi, Commynes proclamait

Les États ne
deviennent pas
une institution.

dans ses mémoires, comme les orateurs dans le sein des États, les droits de la nation : il y avait un réveil général. En 1560, il se produisit aussi un courant qui emportait les hommes, mais il y avait moins de maturité dans les esprits. Si, d'une part, l'administration française était mieux formée, si elle était mieux comprise par le tiers état, en revanche la politique lui était moins familière et aucune voix ne sut proclamer, comme à Tours, les principes du gouvernement représentatif. La noblesse parut seule discerner le devoir qui lui était imposé de régler l'État sous une minorité. (N. p. 122.)

Lorsque les députés se réunirent six mois plus tard à Pontoise, ils traitèrent cette grande question et posèrent les véritables maximes de la monarchie française : chaque fois que la mort du roi laissait le pouvoir aux mains d'un enfant ou que le roi n'était plus en état d'exercer l'autorité royale, les princes du sang n'avaient qu'une seule obligation à remplir : la convocation des États dans un délai de trois mois « sous peine d'un recours contre eux comme coupables d'avoir abandonné et méprisé le bien et utilité de tout le royaume. » Les députés voulaient que le jour de la réunion fût fixé en principe, de telle sorte que, si les princes négligeaient de s'acquitter de ce devoir, les élections de bailliage se fissent spontanément. Les députés ne se bornaient pas à demander que la réunion eût lieu à Paris, le quinzième jour du quatrième mois, ils allaient jusqu'à fixer l'heure de midi et le lieu de l'assemblée qui devait se tenir au palais. (N. 17, 18.)

A toutes ces demandes, la royauté n'avait fait au-

cune réponse, mais elle ne voyait pas sans une secrète inquiétude cette ambition des députés qui menaçaient de plus en plus son pouvoir et se déclaraient en réalité les maîtres d'une autorité qu'ils avaient déléguée au roi pour le plus grand bien de la nation. A aucune époque le conflit entre le prince et les députés ne se révéla plus nettement qu'aux seconds États de Blois. Henri III était plus que jamais à bout de ressources : les trois ordres refusaient successivement ses demandes de subsides : le trésor était vide. Dans une conférence avec plusieurs membres du tiers, il leur tint le plus singulier langage : « Je jure et promets, disait-il, de ne lever aucun impôt sans le consentement des États. Il est bien vrai que quelques-uns de mon conseil ne sont pas de cet avis et disent que ce seroit me régler sur le duc de Venise et rendre mon État à demi démocratique. Mais je le ferai.... Je crois qu'en remettant ce droit aux députés, je ferai un coup de maître. Car j'ai su que la reine d'Angleterre, quelque méchante qu'elle soit, ne s'entretient que par ce moyen et que ses sujets, en cas de nécessité, lui baillent plus volontiers qu'ils ne le feroient étant taillés. »

Henri III était, au fond, bien loin d'être disposé à mettre en pratique les maximes que sa politique lui inspirait pour arracher quelques concessions aux députés ; mais nous avons voulu transcrire ce passage parce qu'il résume ce que rêvait au seizième siècle comme au quinzième, aux États de Blois comme à ceux de Tours, l'âme généreuse des députés. On peut nous montrer des actes de faiblesse, on peut rechercher et faire ressortir des preuves de défail-

lance, on ne parviendra pas à effacer de l'histoire des États Généraux cette aspiration toujours identique vers une monarchie contrôlée par les assemblées périodiques.

En dehors même des États, que de grands noms prêts à venir attester la certitude de la tradition ! Et ce ne sont pas des témoins suspects. Qui pourrait accuser l'autorité d'un conseiller de Louis XI, d'un surintendant des finances sous Henri IV et d'un prélat qui a vécu sous Louis XIV ? Et pourtant Commynes, vers la fin du quinzième siècle, Sully au commencement du dix-septième et Fénelon quand s'ouvre le dix-huitième font entendre un langage absolument semblable. Tous trois veulent le vote libre de l'impôt, tous trois dans leurs écrits demandent le contrôle des assemblées¹.

Cette persistance des opinions à toutes les époques nous permet d'affirmer que l'instinct du gouvernement libre est profondément enraciné dans le cœur des Français. Il ne s'agit pas d'une vaine imitation de l'Angleterre ou de quelque autre pays, tous les députés des États Généraux ont conçu plus ou moins nettement ce type du pouvoir pondéré qui existait dans nos traditions et qui constitue une des gloires les moins connues, mais les plus incontestables, de nos annales.

1. Nous avons cru devoir insérer textuellement les fragments de Commynes, de Sully et de Fénelon sur lesquels nous avons appuyé un jugement que les cahiers des États nous auraient permis à eux seuls de porter avec confiance.

OPINION DE COMMYNES.

« Done, pour continuer mon propos, y a il roy ne seigneur sur terre qui ait pouvoir, oultre son domaine, de mettre ung denier sur ses subjectz, sans octroy et consentement de ceulx qui le doibvent payer, sinon par tyrannie ou violence? On pourroit respondre qu'il y a des saisons qu'il ne fault pas attendre l'assemblée, et que la chose seroit trop longue à commencer la guerre et à l'entreprendre. Ne se fault point tant haster, on a assez temps; et si vous dis que les roys et princes en sont trop plus fors quant ilz entreprennent du conseil de leurs subjectz, et en sont plus crainctz de leurs ennemys. Et quant se vient à soy deffendre, on voit venir ceste nuee de loing, especiallement quand c'est d'estrangiers: et à cela ne doibvent les bons subjectz riens plaindre ne refuser, et ne scauroit advenir eas si soubdain où l'on ne puisse bien appeller quelques ungz et personaiges telz que l'on puisse dire: « Il n'est pas faict sans cause, » et en cela ne user point de fiction, ne entretenir une petite guerre à voulenté et sans propos, pour avoir cause de lever argent.

« ...Or, selon mon advis, entre toutes les seigneuries du monde dont j'ay congnoissance, où la chose publique est mieulx traictée, où regne moins de violence sur le peuple, où il n'y a nulz edifices abbatuz ni desmolis pour guerre, c'est Angleterre; et tombe le sort et le malheur sur ceulx qui font la guerre.

« Nostre roy est le seigneur du monde qui moins a cause de user de ce mot: « J'ay privilege de lever

sur mes subjectz ce qui me plaist, » car ne luy ne aultre ne l'a, et ne luy font nul honneur ceulx qui ainsi le dient pour le faire estimer plus grant, mais le font hayr et craindre aux voisins, qui pour riens ne voudroient estre soubz sa Seigneurie, et mesme aucuns du royaulme s'en passeroient bien, qui en tiennent....

« Et, pour parler de l'expérience de la bonté des François, ne fault alléguer, pour nostre temps, que les trois Estatz tenuz à Tours, apres le decez de nostre bon maistre le roy Loys (à qui Dieu face pardon), qui fut l'an mil quatre cens quatre vingtz et trois. L'on pouoit estimer lors que ceste assemblee estoit dangereuse, et disoient quelques-ungz de petite condition et de petite vertu, et ont dit par plusieurs fois depuis, que c'est crime de leze-majesté que de parler d'assembler Estatz, et que c'est pour diminuer l'auctorité du roy : et sont ceulx qui commettent ce crime [coupables] envers Dieu et le roy, et la chose publique; mais servoient ces parolles et servent à ceulx qui sont en auctorite et credit, sans en riens l'avoir merite, et qui ne sont point propices d'y estre et n'ont accoustume que de fleureter en l'oreille, et parler de choses de peu de vateur, et craignent les grans assemblees de paour qu'ilz ne soient congneuz ou que leurs œuvres ne soient blasmees. Lors, que je dis, chascun estimoit le royaulme estre bien atteneue, tant les grans que les moyens et petiz, pour ce qu'ilz avoient porte et souffert, vingt ans ou plus, de grans et horribles tailles, qui ne furent jamais si grandes à trois millions de francs pres, j'entens à lever tous les ans, car jamais le roy Charles septiesme ne leva plus de dix huict cens mil francz par an, et le roy Loys,

son filz, en levoit à l'heure de son trespas, quarante et sept cens mil, sans l'artillerie et aultres choses semblables ; et seurement c'estoit compassion de veoir et scavoir la povreté du peuple....

« En ce royaulme tant foulle et oppresse en mainte sorte, apres la mort de nostre roy, y eut-il division du peuple contre celluy qui regne aujourn'd'huy ? Les princes et les subjectz se misrent-ilz en armes contre leur jeune roy ? Et en voulurent-ils faire ung aultre ? Luy voulurent-ilz oster son auctorite, le voulurent-ilz brider qu'il ne peust user d'office de roy et commander. My dieux ! nenny, si en y a il eu d'assez glorieux pour dire que ouy, se n'eussent-ils este. Ilz feirent l'opposite de tout ce que je demande, car tout vint devers luy, tant les princes et les seigneurs, que ceulx des bonnes villes. Tous le recongnurent pour roy, et luy feirent serment et hommaige et feirent les princes et les seigneurs leurs demandes, humblement le genouil en terre en baillant par requeste ce qu'ilz demandoient : dresserent conseil, où ilz se feirent compaignons des douze qui y furent nommez, et des lors le roy commandoit, qui n'avoit que treize ans, à la relation de ce conseil. A ladicte assemblee des Estatz dessusdictz, furent faites aucunes requestes et remonstrances en la presence du roy et de son conseil : en grant humilité, pour le bien du royaulme, remettant tousjours tout au bon plaisir du roy et de son conseil, luy octroyerent ce que on leur voulut demander et ce que on leur monstra par escript estre necessaire pour le faict du roy....

« Et supplierent lesdiets Estatz que au bout de deux ans ilz fussent rassemblez : et que si le Roy

n'avoit assez argent, qu'ilz luy en bailleroient à son plaisir; et que s'il avoit guerres, ou queleun qui le vouldist offenser, qu'ilz y mettroient leurs personnes et leurs biens, sans riens luy refuser de ce qui luy seroit besoing. Est-ce done sur telz subjectz que le Roy doit alleguer privilege de povoir prendre à son plaisir, qui si liberallement luy donnent? Ne seroit-il plus juste, envers Dieu et le monde, de lever par ceste forme que par volente desordonnee? Car nul prince ne le peult aultrement lever que par autrui, comme j'ai diet, si n'est par tyrannie, et qu'il ne soit excommunié. » (*Mémoires de Commynes*, édition publiée par la Société de l'histoire de France, t. II, ch. xix, p. 141 à 145.)

OPINION DE SULLY SUR LE VOTE LIBRE DE L'IMPÔT.

Nous devons à la vérité de reconnaître que Sully se montra, en une autre partie de ses mémoires, défavorable aux États Généraux, disant que « pour espérer de bons et avantageux succès de telles assemblées, il seroit besoin de ces très-bonnes et très-heureuses, mais très-rares conjonctures, esquelles les souverains et les subjects s'aiment mutuellement et sont esgalement bons, sages... » (Chap. LXX.) Dans le chapitre que nous citons comme l'opinion véritable de Sully, le ministre indique l'état des finances; quelques années se sont écoulées depuis la rédaction de la première partie de ses mémoires. Les désordres de la régence l'ont peut-être éclairé et il regrette sincèrement que la nation n'ait pas con-

servé le droit de voter librement l'impôt; c'est le seul argument que nous voulions tirer de cette citation.

Les guerres entre la France et l'Angleterre « estans estimées comme civiles, ainsi que le sont ordinairement celles d'entre les souverains et leurs vassaux, les rois de France n'en ont jamais pris le prétexte pour establir des tailles, subsides et impositions en levées ordinaires, ains se contentoient, pour subvenir aux despences de leurs guerres, des revenus et domaines ordinaires de leur royaume, et de ce que les peuples, par les voix des trois Estats d'iceuluy, leur accordoient volontairement et tousjours suffisamment, *qui estoit une voye de bien convenable continuation*, pour entretenir les roys et leurs sujets en bienveillance; laquelle aussi ne commença de changer que sur la fin du règne de Charles VII, lequel, ayant entièrement chassé les Anglois hors de France, établit, par la tolérance des peuples, une levée de tailles, en forme d'ordinaire et en continuation annuelle, les impositions et subsides qui ne se levoient que durant un temps limité, toutes choses estant faites avec tant de modération, que la première levée de tailles ordinaires par tout le royaume ne montoit que dix-huict cens mil livres. Mais, comme l'on est plus enclin à surhausser le mal que le bien, Louis XI augmenta cette taille ordinaire jusques à quatre millions sept cens quarante mil livres; Charles VIII, jusques à cinq millions huict cens trente mil livres¹;

1. Ces chiffres sont infiniment exagérés : Charles VIII n'a jamais perçu plus de 2 900 000 livres en 1492. Sous Louis XII, le maximum des tailles s'est élevé en 1514 à 3 300 000 livres.

Louis XII, jusques à sept millions six cens cinquante mil livres ; et François I^{er} jusques à quinze millions sept cens trente mil livres, mais qui pis fut encore, il laissa en instruction et en pratique à ses successeurs, de ne requérir plus le consentement des peuples pour obtenir des secours et des assistances d'eux, ains de les ordonner de pleine puissance et autorité royale, sans alléguer autre cause ny raison, que celles de *tel est nostre bon plaisir.* » (*OEconomies royales*, cap. clvii, p. 103, Collect. Michaud.)

OPINION DE FÉNELON.

Plans de gouvernement concertés avec le duc de Chevreuse, pour être proposés au duc de Bourgogne. *OEuvres complètes*, t. XXII, 575. Dans cet ensemble de vœux, qui nous rappelle les meilleurs passages des cahiers, Fénelon indique à grands traits *l'administration intérieure du royaume*. Ce chapitre donnera idée de la place que le petit-fils de Louis XIV, appuyé sur de tels conseils, aurait donnée à l'expression de l'opinion publique.

Ce projet porte la date de novembre 1711.

§ 3. — ADMINISTRATION INTÉRIEURE DU ROYAUME.

« 1^o Établissement d'Assiette, qui est une petite assemblée de chaque diocèse, comme en Languedoc, où est l'évêque avec les seigneurs du pays et le tiers-état, qui règle la levée des impôts suivant le cadastre, et qui est subordonnée aux États de la province.

2^o Établissement d'États particuliers dans toutes

les provinces, comme en Languedoc : on n'y est pas moins soumis qu'ailleurs, on y est moins épuisé. Les États particuliers sont composés des députés des trois États de chaque diocèse ; avec pouvoir de policer, corriger, destiner les fonds, etc. ; écouter les représentations des députés des Assiettes ; mesurer les impôts sur la richesse naturelle du pays, et du commerce qui y fleurit.

3° Impôts. Cessation de gabelle, grosses fermes, capitation et dîme royale. Suffisance des sommes que les États lèveroient pour payer leur part de la somme totale des charges de l'État. Ordre des États toujours plus soulageant que celui des fermiers du Roy ou traitans, sans l'inconvénient d'éterniser les impôts ruineux, et de les rendre arbitraires. Par exemple, impôts par les États du pays sur les sels, sans gabelle. Plus de financiers.

4° Augmenter le nombre des gouvernemens de provinces, en les fixant à une moindre étendue, sur laquelle un homme puisse veiller soigneusement avec le lieutenant général, et le lieutenant du Roi. Vingt au moins en France seroit la règle du nombre des États particuliers. Résidence des gouverneurs et officiers. Point d'intendans ; *Missi dominici* seulement de temps en temps.

5° Établissement d'États Généraux.

Leur utilité. États du royaume entier seront paisibles et affectionnés comme ceux de Languedoc, Bretagne, Bourgogne, Provence, Artois, etc. — Conduite réglée et uniforme, pourvu que le Roi ne l'altère pas. — Députés intéressés par leur bien et par leurs espérances à contenter le Roi. — Députés intéressés

à ménager leur propre pays, où leur bien se trouve, au lieu que les financiers ont intérêt de détruire pour s'enrichir. — Députés voient de près la nature des terres et le commerce de leur province.

Composition des *États Généraux* : de l'évêque de chaque diocèse ; d'un seigneur d'ancienne et haute noblesse, élu par les nobles ; d'un homme considérable du tiers état, élu par le tiers état.

Élection libre : Nulle recommandation du Roi, qui se tourneroit en ordre ; nul député perpétuel, mais capable d'être continué. Nul député ne recevra avancement du Roi, avant trois ans après sa députation finie.

Supériorité des États Généraux sur ceux des provinces. Correction des choses faites par les États des provinces, sur les plaintes et preuves. Révision générale des comptes des États particuliers pour fonds et charges ordinaires. Délibération pour les fonds à lever par rapport aux charges extraordinaires. Entreprises de guerre contre les voisins, de navigation pour le commerce, de correction des abus naissans.

Autorité des États, par voie de représentation, pour s'assembler tous les trois ans en telle ville fixe, à moins que le Roi n'en propose quelque autre. — Pour continuer les délibérations aussi long-temps qu'ils le jugeront nécessaire. — Pour étendre leurs délibérations sur toutes les matières de justice, de police, de finance, de guerre, d'alliances et négociations de paix, d'agriculture, de commerce. — Pour examiner le dénombrement du peuple fait en chaque Assiette, revu par les États particuliers, et rapporté aux États généraux avec la description de chaque fa-

mille qui se ruine par sa faute, qui augmente par son travail, qui a tant et qui doit tant. — Pour punir les seigneurs violens. — Pour ne laisser aucune terre inculte, empêcher l'abus des grands parcs nouveaux ; fixer le nombre d'arpens, s'il n'y a labour : abus des capitaineries dans les grands pays de chasse, à cause du trop de bêtes fauves, de lièvres, etc., qui gâtent les grains, vignes, prés, etc. — Pour abolir tous privilégiés, toutes lettres d'état abusives, tout commerçant d'argent sans marchandise, excepté les banquiers nécessaires. »

Cette citation exprime le fond de l'opinion de Fénelon. Outre le projet secret dont nous venons de transcrire un passage, nous avons une série de lettres intimes dans lesquelles il laissait fréquemment échapper sa pensée. Il existe dans sa correspondance une lettre au duc de Chevreuse qui révèle plus clairement qu'aucune autre les aspirations de cet esprit hardi qu'un roi absolu devait trouver chimérique, mais envers lequel il appartient à la postérité de se montrer plus juste.

« Je ne vois, dit-il, aucune solide ressource, que celle que vous ne ferez point entrer dans la tête du roi. Notre mal vient de ce que la guerre n'a été jusqu'ici que l'affaire du roi, qui est ruiné et décrédité. Il faudroit en faire l'affaire véritable de tout le corps de la nation.... c'est la nation qui doit se sauver elle-même.... Je ne propose point les États Généraux, qu'il seroit capital de rétablir, je me bornerois d'abord à une assemblée de notables.... Non-seulement il s'agit de finir la guerre au dehors, mais *il s'agit en-*

core de rendre au dedans du pain aux peuples moribonds, de rétablir l'agriculture et le commerce, de réformer le luxe qui gangrène toutes les mœurs de la nation, *de se ressouvenir de la vraie forme du royaume*¹, et de tempérer le despotisme, cause de tous nos maux. » (Lettre au duc de Chevreuse, *passim*, 4 août 1710.)

Cinq ans plus tard, le duc de Saint-Simon proposait au régent de convoquer spontanément les États Généraux. Il faut lire dans ses Mémoires le développement de ce projet ; nos vieilles assemblées nationales sont jugées avec le sentiment d'un grand seigneur qui veut réagir contre le despotisme au profit de ses ambitions personnelles et qui cherche un moyen de rendre à tout prix à la noblesse le rang qu'elle a perdu. Ce qui doit avant tout nous intéresser dans ces réflexions, c'est le soin avec lequel Saint-Simon constate le « *prodigieux effet* » que produirait sur le peuple la convocation des députés. « La multitude ignorante, dit-il, qui croit les États Généraux revêtus d'un grand pouvoir, nagera dans la joie et vous bénira comme le restaurateur des droits anéantis de la nation². » (T. XII, p. 223.)

Ainsi, en 1715, non-seulement la masse de la nation souhaitait ardemment la réunion des États, mais elle les considérait comme la forme normale de son gouvernement.

1. Dans le mémoire que nous avons présenté à l'Institut, nous avons pris pour épigraphe la phrase imprimée en italique.

2. Il faut lire aussi les *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*. Attribué au duc de Saint-Simon, ce travail a été publié en 1860 par M. P. Mesnard. (Hachette.)

INFLUENCE
DES
ÉTATS GÉNÉRAUX
SUR LES
AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES.

Pour mieux faire comprendre l'ensemble des relations de l'Église et de l'État pendant la période que nous étudions, il nous faut remonter au delà du quatorzième siècle.

Le gouvernement de l'Église avait traversé depuis sa fondation des phases absolument diverses. Grandi par les persécutions, il s'était élevé au niveau de l'empire et était devenu son allié, mais il n'avait pas eu le temps de connaître le repos. Précipitée au moment de l'invasion dans de nouvelles luttes, l'Église avait converti les barbares ; elle avait aidé à constituer un ordre régulier, puis elle avait vu échouer après Charlemagne la restauration impériale qu'elle avait rêvée. Se sentant alors, au milieu de la confusion universelle, supérieure à son temps par le dépôt pieusement conservé des lumières divines et humaines, ainsi que par sa forte organisation hiérarchique, demeurée seule

debout au milieu des ruines de l'empire romain, elle avait tenté sous Grégoire VII d'établir, au-dessus des souverains de l'Europe moreelée, la grande unité de la puissance spirituelle.

Mais cet effort ne fonda pas un état de choses durable : le douzième siècle vit seul s'exercer la suprématie des pontifes et, à la fin du treizième, il est clair que la tentative d'organisation théocratique avait échoué. Ce fut Boniface VIII qui déploya le dernier cette grande ambition : exalté par l'élan qui avait poussé vers Rome une multitude de pèlerins, il se crut aussi puissant que Grégoire VII, et, dans l'injuste querelle que Philippe le Bel engagea contre lui, il voulut mettre au-dessus des rois l'autorité temporelle des pontifes. C'est alors qu'apparut pour la première fois dans notre histoire une assemblée d'États Généraux. Le roi sacrifiant la plupart des prétentions qu'il avait jusque-là défendues, posa simplement à la nation la question de la suprématie du pape sur les rois. Les députés répondirent en acclamant le monarque « qui ne devoit reconnoître nul souverain sur terre fors Dieu. » La haine du despote se chargea d'exécuter avec passion la sentence des États.

Le quatorzième siècle nous montre la papauté exilée de Rome, prisonnière à Avignon, et n'exerçant point sur l'Église l'influence salutaire qui est la source de sa grandeur et la condition de l'unité chrétienne.

A l'époque où les États Généraux entrent en scène, la seule question qui parût intéresser les rapports de l'Église et de l'État était donc la définition de l'autorité temporelle des papes et les limites de leur droit.

Ce problème si vaste, quand bouillonnait au treizième et au quatorzième siècle l'ardeur des ambitions romaines, était déjà amoindri au quinzième siècle par l'indépendance reconnue des souverainetés nationales.

Une préoccupation nouvelle commença alors à agiter les esprits. Au milieu de ce clergé à demi barbare, à demi féodal, renfermant dans son sein les éléments les plus dissemblables, la vertu et la corruption, l'instruction la plus complète et les misères de l'ignorance, tout à la fois pauvre et riche, la réforme de la discipline devenait une des questions les plus complexes et les plus urgentes. Elle s'imposait non-seulement au clergé, mais à la société civile elle-même qui ne pouvait laisser se perpétuer et s'aggraver le péril.

Ainsi l'autorité du pape et la réforme de l'Église furent les deux seuls points autour desquels se concentrèrent toutes les affaires ecclésiastiques. Mais nous devons remarquer combien fut différente l'attitude de la nation représentée par ses États Généraux selon qu'elle eut à exprimer sa volonté sur l'une ou sur l'autre de ces deux questions.

Contre l'autorité du pape toutes les grandes assemblées se montrèrent animées du plus ardent esprit d'opposition : quelle que fût la forme que revêtait l'ingérence de la cour de Rome, celle-ci rencontra une aveugle hostilité qui fut le caractère permanent des États. La pragmatique sanction était la fidèle expression de ce sentiment qui repoussait également les nominations d'évêques par le pape et la levée des contributions pontificales. C'est ainsi que la politi-

Les États redoutent la suprématie romaine.

que de Louis XI, préférant l'influence lointaine du pontife romain à l'autorité des seigneurs, provoqua aux États de Tours une si vive explosion du gallicanisme.

Sentiment
des magistrats.

La nombreuse école de juristes qui n'avait cessé de grandir depuis Philippe le Bel avait pris sous sa tutelle les principes de l'indépendance de la couronne. Sorti du tiers état, le parlement représentait les mêmes convictions. Aussi fut-il, dans tout le cours du seizième siècle, l'exécuteur empressé des défiances du tiers : mécontent du concordat de 1516, il ne le reçut qu'à la condition d'en atténuer l'effet et d'en paralyser les conséquences ; il ne pouvait sans indignation voir sortir l'argent du royaume, et sa passion était tellement violente que, tout en luttant contre l'hérésie naissante, ce ne fut pas sans une joie secrète qu'une partie de ses membres vit les doctrines nouvelles porter atteinte à la puissance romaine.

En 1560, les préjugés sont loin d'être dissipés : le gallicanisme inspire les cahiers du tiers état et domine l'âme des parlementaires. A Orléans, comme plus tard à Blois, les élections canoniques sont demandées pour échapper à l'influence de Rome. Tous les ordres protestent contre les annates et le payement, à quelque titre que ce soit, des taxes pontificales. En 1588, le même courant entraîne les esprits.

A la suite du règne de Henri IV, les vieilles passions renaissent ; plus fidèle à ses traditions qu'à la logique des événements, le tiers état se montre aussi défiant aux États de Paris, après vingt ans d'étroite alliance entre la monarchie et le saint-siège, qu'aux premiers États Généraux réunis par Philippe

le Bel, trois siècles auparavant, quand Boniface VIII relevait le drapeau de la suprématie romaine et menaçait de déposer le roi de France. Ni l'élection des évêques, ni l'exemption des annates n'était le motif de ses plaintes : le tiers état rappelait avec effroi les exagérations des prédicateurs, la violence des pamphlets, toutes ces expansions ardentes de la Ligue contre lesquelles il éprouvait le besoin de réagir.

C'est à ce sentiment de terreur rétrospective qu'obéissaient les députés en réclamant impérieusement la proclamation de l'indépendance absolue de l'État.

Ainsi, depuis que le gouvernement de l'Église avait échoué dans sa tentative théocratique, trois siècles avaient assisté aux défiances sans cesse éveillées de la société laïque. Les États Généraux servent à constater la permanence de ce sentiment et à démontrer que les parlements n'étaient en cela que les organes souvent excessifs, mais toujours semblables, des aspirations les plus constantes du tiers état.

Revenons maintenant aux affaires intérieures du clergé ; examinons l'influence des députés et le contraste que présente leur attitude.

Loin d'apporter dans la solution de ces questions l'esprit jaloux que nous venons d'observer, nous les voyons dans cette seconde partie de leur tâche pleins de sagesse et de mesure. « Attachement inébranlable à la vieille foi de la France, respect profond du dogme et réforme de quelques points de discipline, soumission à l'Église, limitation des biens et des privilèges exagérés des ecclésiastiques, maintien d'une religion d'État et tolérance des cultes

Affaires intérieures du clergé

dissidents¹, » voilà quels furent les objets multiples que traitèrent de 1484 à 1614 les cahiers des États.

La réforme ecclésiastique avait arrêté peu de temps l'esprit distrait des députés réunis à Tours : c'est en 1560 que cette pensée se développe et prend dès l'abord une importance considérable.

On avait, depuis de longues années, souhaité cette réforme, mais, il faut le reconnaître, rien n'avait été fait pour l'accomplir. Le clergé de France s'engourdissait dans une trompeuse sécurité. L'hérésie vint l'arracher violemment à cette quiétude. Comme une armée surprise à l'improviste en pleine paix, le clergé soutint le premier choc avec plus d'ardeur que de discipline ; évidemment il devait réorganiser ses forces qui avaient perdu depuis si longtemps l'expérience des luttes.

Tout était à réformer : les mœurs, dont la corruption avait donné prise à l'hérésie, les règles affaiblies et relâchées, la discipline sans force ni suffisante sanction, la répartition des biens qui laissait dénuée de ressources une cure voisine du plus opulent bénéfice, enfin la hiérarchie elle-même viciée dans son essence par le choix déplorable des supérieurs ecclésiastiques, telles étaient les maux auxquels il fallait remédier au plus vite si l'on voulait empêcher les progrès de la religion nouvelle. Les trois ordres, et à leur tête le clergé, comprirent à quel point les événements rendaient cette réforme impérieuse. Ils la tentèrent

1. A. de Broglie, *Du caractère général de l'histoire civile de France*, p. 27.

dans les cahiers de 1560, mais ils sentirent en même temps les limites bornées de leur compétence et firent appel au concile, non pas seulement dans l'espérance alors universelle d'en voir sortir l'unité religieuse, mais pour imprimer à la réformation de l'Église un élan plus général qui montrât aux hérétiques ce que devait être le clergé catholique, et les empêchât de le juger sur ses égarements sans considérer son véritable caractère.

Aux États fut due l'ordonnance d'Orléans, au concile ce monument admirable qui a rendu le nom de Trente immortel.

Toutefois les États de Blois trouvèrent, quinze ans plus tard, l'œuvre peu avancée ; leur intelligence active s'en alarma ; ils complétèrent le vaste travail entrepris à Orléans. Si les scrupules gallicans les empêchèrent d'adopter les canons du concile qui, disait-on, avait empiété sur les privilèges de la couronne, ils eurent, en revanche, l'honneur d'inspirer une ordonnance qui fut plus tard la base des réformes opérées par Henri IV.

Les États de 1588, quoique sans résultat apparent, sont un témoignage du travail lent qui s'opérait dans le sein du clergé et que n'arrêtaient même pas les violences de la guerre civile.

Les derniers États de 1614 nous offrent des preuves bien autrement évidentes de cette amélioration incessante : nous ne saurions pas, par les assemblées du clergé, les progrès réalisés par le génie de Henri IV, que la lecture seule des cahiers rédigés aux États de Paris nous les révélerait. Les États s'occupèrent avec un soin infini des intérêts du clergé, mais il

ressort évidemment de leur travail que, dans les vingt dernières années, l'œuvre avait été presque terminée ; aussi lorsque l'Église de France, renonçant à obtenir du roi la promulgation du concile, en adopte pour elle-même les canons, la réforme de la discipline, demandée à grands cris en 1560, a-t-elle, en réalité, atteint son dernier terme. Il avait fallu un demi-siècle pour arriver à ce résultat.

Liberté
des cultes.

L'hérésie n'avait pas seulement donné un élan aux réformes intérieures du clergé catholique, elle avait fait naître, en brisant l'unité religieuse, le grand problème de l'existence commune de deux religions dans le même pays. C'est en 1560 que la liberté des cultes apparut sur la scène. On sait avec quel bruit. Personne n'en discernait la nature. Le tiers état et une partie de la noblesse en devinrent tout d'abord les champions, par passion plus que par principe. Les députés, devant l'avenir, s'unirent à l'Hospital pour réclamer l'amnistie. A Blois, à la suite de dix ans de guerre civile, les zélés se croient maîtres des États, mais, après deux mois de délibération, les députés finissent par souhaiter la paix. En 1614, la cause de la tolérance est presque gagnée, et le silence du tiers état et de la noblesse, ne prononçant le nom de protestants ni pour réclamer la persécution ni même pour restreindre le nouveau culte, prouve combien avaient fait de progrès ces principes de modération que l'exemple d'un grand règne avait répandus dans les âmes. Le clergé lui-même, auquel sa conscience interdit une trop facile soumission aux idées nouvelles, soutient moins vivement ses propositions.

En résumé, les États se sont montrés dans leurs dé-

libérations, à toutes les époques, excepté en 1588, favorables à la liberté des cultes.

Cette constance dans les résolutions, ces vœux sans cesse renouvelés jusqu'à leur définitif accomplissement sont la meilleure preuve de l'influence des États. Loin de nous la pensée de prétendre qu'ils aient à eux seuls accompli une réforme si considérable ; mais ils ont puissamment contribué à l'accélérer. Ils ont poussé la royauté dans une voie d'organisation et de progrès ; c'est à leurs vœux que sont dues les ordonnances d'Orléans, de Moulins et de Blois. Qui oserait nier que le clergé n'ait trouvé, dans ces monuments législatifs qu'il avait contribué à inspirer, un point d'appui dans un temps de lutte où tout manquait autour de lui ?

En résumé, deux buts ont été constamment poursuivis par les États Généraux sous des noms divers et avec des formes changeantes : l'affranchissement de la société laïque et la réforme de l'organisation ecclésiastique.

Quel que soit le jugement qu'on doive porter sur leur influence, nul ne peut nier qu'ils aient montré à un rare degré le caractère propre aux grandes institutions humaines : la suite dans les entreprises et la fidélité dans les desseins.

INFLUENCE
DES
ÉTATS GÉNÉRAUX
SUR LA
JUSTICE.

Depuis les États du roi Jean, nous avons examiné, à six reprises différentes, l'organisation judiciaire ; nous l'avons vue aux prises tour à tour avec les fougueux députés de 1356, puis avec les réformateurs de l'Université en 1413 ; plus tard à Tours, à Orléans, à Blois et à Paris, nous avons fait remarquer les attaques des privilégiés et signalé les critiques dirigées par le tiers état, avec une compétence qu'en cette matière aucun des deux autres ordres n'osait lui disputer.

Il nous reste maintenant à rechercher le lien qui unit pendant trois siècles ces doléances ; et tout d'abord, avant de mesurer le but atteint par les efforts énergiques de six générations de députés, demandons-nous quel a été le point de départ de la période que nous étudions.

Nous avons dit comment le pouvoir judiciaire,

exercé, pendant la domination féodale, par les seigneurs assistés de leurs vassaux, avait passé, avec l'aide du droit d'appel, entre les mains du roi. Cette révolution n'avait été ni subite ni complète; du douzième au treizième siècle, deux faits principaux avaient marqué son origine : l'établissement des baillis et l'organisation définitive du parlement. La royauté avait ainsi constitué les deux éléments indispensables à toute lutte : elle avait armé des soldats et mis un chef à leur tête. Philippe le Bel s'était habilement servi de ces deux instruments au profit de son autorité absolue; puis était survenue, après ce prince, une décadence du pouvoir royal. L'organisation judiciaire, que la hiérarchie rendait si vivace, demeurait debout, tandis que la royauté allait traverser une douloureuse période de revers et de faiblesse.

C'est alors qu'apparaissent pour la première fois les vrais Etats Généraux, non plus cette assemblée timide de bourgeois étonnés de leur nouveau pouvoir, mais une réunion de députés aussi courageux qu'intelligents, établissant, au début de leur carrière politique, les principes qui devaient servir de maxime au tiers état.

Au premier rang fut inscrite l'unité de juridiction. Réaction passionnée de la nation contre la diversité de l'oppression féodale, elle devint le terme vers lequel tendirent constamment les députés du tiers. De 1356 à 1614, cette pensée ne cessa de les inspirer. Les résistances de la noblesse, ses efforts pour la conservation de ses privilèges, ses plaintes contre les empiétements des justices royales font ressortir dès le début l'antagonisme des deux ordres et fixent le ca-

Unité
de juridiction.

raetère de la lutte. En 1413, nous retrouvons la même pensée; mais l'université, en absorbant à la fois l'initiative et l'exécution des réformes, donne à ses idées une apparence toute nouvelle. On devine en lisant l'ordonnance l'esprit théorique des docteurs : au premier abord, on ne croirait pas qu'ils aient voulu lutter contre la noblesse, mais, en réalité, la hiérarchie savante dont ils se montrent les habiles organisateurs, la prépondérance qu'ils attribuent au parlement et la centralisation royale qui sort de leurs mains constituent les armes les plus terribles qu'ait employées le quinzième siècle contre les débris de la féodalité. Le parlement le savait bien, lui qui recueillait précieusement dans ses traditions le souvenir d'une ordonnance apportée par l'émeute et si vite emportée par la réaction. Aussi voyons-nous sa jurisprudence puiser pendant longtemps dans ces vieux textes, non pour les faire revivre ou les citer publiquement, mais pour guider en secret son inépuisable et féconde ambition.

Tout autre fut l'œuvre entreprise par les États de 1484 : Louis XI venait de lutter contre la noblesse avec une passion qui avait dû satisfaire pleinement les rancunes populaires. En un seul règne, il avait fait plus pour abaisser les seigneurs que ses prédécesseurs en un siècle. Aussi, quand à sa mort se produisit une réaction qui était toute naturelle après l'exercice d'une autorité si absolue, ce ne fut pas contre les gentilshommes que se déclina le mécontentement ; Louis XI avait abusé de la justice : ce fut contre les excès du pouvoir royal que se tournèrent avec raison les députés. Il fallait porter remède au mal présent :

or, le mal venait incontestablement des commissions extraordinaires, qui s'étaient montrées « un terrible instrument de tyrannie et qui depuis devaient tant de fois souiller et attrister nos annales¹. » C'est donc contre les abus de la royauté que se dirigent en 1484 les efforts des députés ; l'empiétement des juridictions leurs usurpations réciproques, les évocations, le mélange des compétences soulèvent successivement les doléances et les rattachent à ce dessein que nous rencontrons toujours, l'unité de la juridiction royale, que les États entendent assurer aussi bien contre le roi lorsqu'il veut fractionner les compétences que contre les prétentions seigneuriales. Ainsi, dans leur lutte commune, le tiers état veut bien être l'allié du pouvoir royal, mais non son serviteur : il n'abdique point son indépendance, il combat avec lui la noblesse ; mais, s'il vient du prince un abus d'autorité qui le blesse, il sait s'arrêter et se retourner contre lui, sauf à reprendre, le danger écarté, la campagne que de concert ils avaient entreprise. Il y a là un aspect tout nouveau du caractère du tiers état. L'assemblée de 1484 le met en lumière et nous devons le faire d'autant plus ressortir que le troisième ordre ne se montra pas toujours doué d'une si opportune clairvoyance.

Nous avons vu Louis XII réaliser en partie les vœux du tiers : les règnes suivants ne firent rien pour empêcher le renouvellement du désordre ; hors les parlements, qui réglaient eux-mêmes leur discipline,

1. M. Guizot, *Histoire de la civilisation en France*. 15^e leçon, Des progrès judiciaires de la royauté sous Philippe le Bel, t. III, p. 384.

les autres juridictions étaient envahies par la corruption, ruinées par les édits bursaux et abaissées par la multiplication des offices. Aussi les États de 1560 engagèrent-ils une double lutte contre le roi pour faire cesser une prodigalité qui désorganisait la hiérarchie, et contre les seigneurs qui imitaient la royauté ou profitaient de son inattention pour ressaisir d'anciens privilèges. Dans cette œuvre si vaste et si délicate, les États montrèrent un grand courage et surtout une initiative des plus heureuses. Aucune tentative analogue ne s'offrait à leur imitation. La route qu'ils suivaient n'avait point été frayée par quelque récente assemblée. Les cahiers ne trahissent pourtant ni inexpérience, ni faiblesse. Au roi, ils demandèrent de réprimer les empiètements du conseil qui rêvait de s'élever au-dessus des parlements ; à la noblesse, ils imposèrent en chaque bailliage un tribunal royal qui devait, sous le nom de présidial, maintenir l'unité et resserrer les liens qui rattachaient les provinces éloignées aux cours souveraines. Ainsi le pouvoir des baillis, qu'on choisissait encore parmi les nobles, s'amoindrissait de jour en jour, tantôt par l'action ouverte du pouvoir, tantôt par le développement naturel des institutions. L'assemblée d'Orléans marque une des phases les plus sensibles de leur décadence.

Les États de Blois suivirent cet exemple : ils n'avaient rien de mieux à faire. Les ordonnances d'Orléans et de Moulins, qu'on cessa d'exécuter aussitôt après la retraite de l'Hospital, n'existaient plus que dans le souvenir des députés. Les rechercher, les analyser attentivement, en transcrire l'esprit dans les cahiers, ne les modifier que rarement et toujours en

vue d'y ajouter quelque sanction qui empêchât la mauvaise foi ou la faiblesse du prince, telle fut l'œuvre des trois ordres qui comprirent tous, quoique avec un inégal entraînement, ce qu'il y avait de fécond dans l'œuvre du vertueux chancelier appuyé sur les États d'Orléans. Si l'expérience des députés fut plus grande, leur but fut donc identique ; quant au résultat de leur œuvre, il se résume tout entier dans la grande ordonnance rendue trois ans après.

Les seconds États de Blois ne laissèrent derrière eux que le souvenir d'une tentative avortée, mais dans cet essai lui-même, quel respect pour l'ordonnance de 1579 ! Les députés sentent que la sagesse de deux générations se trouve consignée dans ce monument qui contient ce que la législation du seizième siècle a produit de plus complet.

Henri IV règne vingt ans à peine et tout se transforme sous sa main puissante et habile : il prend dans le passé tout ce qui peut servir à organiser les pouvoirs ; il corrige les abus sans blesser les intérêts, rend plus puissante la royauté sans opprimer au-dessous d'elle, satisfait les partis sans irriter leurs adversaires, et meurt en emportant avec lui le secret d'une politique qui avait renouvelé la France.

La justice avait admirablement profité de la paix générale. Jamais elle n'avait été plus sagement et plus honnêtement rendue ; grâce à une merveilleuse connaissance des hommes, Henri IV avait mis à la tête des parlements les plus sages magistrats : le Maistre, du Vair, Groulart, Édouard Molé, digne père de Mathieu Molé, furent successivement appelés dans les cours souveraines, et répandirent autour

d'eux cet esprit de justice plus capable qu'aucune loi de réformer les hommes.

Les États de 1614 se réunirent après quatre ans d'incertitude et d'agitation ; les plus graves abus avaient été successivement réprimés sous Henri IV, les députés n'avaient devant eux aucune de ces questions majeures qui appellent, comme en 1484, l'effort immédiat des assemblées. Il aurait fallu seulement se montrer moins ardent qu'habile, savoir surtout discerner quelle était la nouvelle voie à suivre, s'occuper un peu moins des mesquines attaques de la noblesse et un peu plus d'une royauté qui n'avait déjà plus de frein. C'est ici que nous apercevons de la part du tiers état les premiers symptômes d'un asservissement volontaire : pour peu que le roi l'aide à satisfaire ses haines, il se donnera tout à lui et ne sera plus un allié, mais un serviteur armé pour sa cause. C'est ainsi qu'il continue pour le compte de la couronne la lutte entreprise pour réaliser l'unité de juridiction ; il poursuit les justices seigneuriales de ses attaques traditionnelles, sans se soucier d'obtenir des mesures efficaces contre le pouvoir grandissant du conseil du roi. Il s'épuise en vains efforts sans songer aux garanties sérieuses. On comprend, en étudiant son langage, comment tout sera permis et pardonné à Richelieu et à Louis XIV.

Voilà l'aspect politique de notre histoire judiciaire ; mais à côté de ces questions, si intimement liées au développement de la monarchie, se place, dans une sphère moins élevée, la suite constante et un peu monotone des doléances exprimées par les cahiers au sujet des magistrats et de la procédure. Ici encore

nous trouvons des mérites qui ne sont point à dédaigner. Quel qu'en soit l'objet, les desseins acquièrent une rare grandeur quand la persistance leur imprime le caractère d'une tradition. C'est ainsi que l'abolition de la vénalité des charges fit pendant trois siècles le fond des remontrances : clergé, noblesse et tiers sont unanimes à en demander la suppression; le roi ne manque jamais de s'y engager, mais l'exécution de ses promesses est toujours ajournée par l'influence de la routine et la crainte de multiplier les embarras.

Choix des magistrats.

A entendre les députés, le système de la vente doit être remplacé par l'élection : en 1484, elle est demandée avec insistance comme une ancienne loi du royaume. Plus nous avançons, plus ce vœu devient populaire, mais la vénalité l'étouffe, et quand celle-ci est un moment suspendue, une si mémorable expérience n'est pas accompagnée de la libre élection des juges qui aurait pu seule bannir l'intrigue et ranjeunir l'esprit des vieilles juridictions.

Enfin nous laissons la vénalité debout au dix-septième siècle, non comme une institution définitive, mais comme un expédient préférable au débordement des faveurs et au choix de la brigue.

Les devoirs des magistrats ne paraissent pas avoir été clairement compris avant le seizième siècle. Les premiers efforts des États s'étaient manifestés en 1356 sous la forme la plus naïve : on devait frapper d'une amende les juges dont les sentences seraient réformées. Les États de Tours comprirent les premiers que l'indépendance était la seule garantie efficace. Ils mirent tous leurs soins à faire

Indépendance du juge.

naître et à développer ce sentiment dans l'âme des magistrats.

L'inamovibilité, proclamée mais non appliquée sous Louis XI, le juge affranchi par des gages royaux de la protection humiliante des seigneurs, telles furent les premières propositions émanées des États et devenues des réalités sous Louis XII. Les trois grandes sessions reprirent cette œuvre au point où les efforts ininterrompus du parlement l'avaient laissée : abolir le cumul des offices, écarter du juge l'intérêt personnel sous toutes ses formes, bannir les influences de famille ou de parenté, restreindre la perception des épices en établissant des gages réguliers, voilà le but complexe poursuivi à Orléans, à Blois et à Paris. Quel que pût être le découragement des contemporains en voyant l'inexécution des ordonnances, pour celui qui embrasse l'ensemble des réformes, les mœurs des magistrats avaient fait de grands progrès de 1560 à 1614. Il s'était produit dans les cours une lente transformation : la publicité des doléances et l'amour-propre développé par les mercuriales avaient exercé sur l'opinion publique une influence qui avait atteint les magistrats et qui avait servi de frein à leurs désordres. Seules, les épices avaient subsisté, mais l'indépendance du juge s'était développée avec l'esprit de corps chaque jour plus vivace dans le sein des compagnies.

Procédure. Ce résultat n'était pas le seul qui fût dû aux États Généraux. L'abréviation des procédures civiles avait trouvé sa place dans les doléances du quatorzième siècle : elle la conserva à toutes les époques. Les premiers États s'en prenaient à la paresse et à l'insuffi-

sance des juges, les derniers s'attachaient plus particulièrement aux délais de la procédure imaginés pour multiplier les procès et occuper le nombre exagéré des magistrats. En trois siècles, le tiers état, enrichi, avait accaparé peu à peu les charges de justice comme un bien dont il entendait conserver le monopole. Toutes les conditions matérielles des juridictions s'étaient transformées, et les procédures sommaires, les abréviations de délais, en un mot la simplification des rouages judiciaires ne trouvait pas de plus grand ennemi que l'encombrement des cours, remplies par les édits bursaux. Aussi les suppressions demandées par les députés dans toutes les sessions marchèrent-elles de front avec l'accélération des affaires.

L'économie des frais est encore une des idées constantes des trois ordres : nous en trouvons dans tous les temps la trace permanente ; c'est une des réformes que la royauté, quand elle était servie par un l'Hospital, poursuivait avec le plus de fruit, mais jamais les États ne se lassèrent de traiter cette question avec un soin minutieux.

Ainsi, pendant les six grandes sessions que nous avons analysées, les garanties qui assurent l'indépendance du juge, une justice prompte et économique, et, au-dessus de ces réformes spéciales, la prépondérance des juridictions royales fortifiant, contre les justices seigneuriales, la grande unité monarchique, tels furent les vastes problèmes qui s'imposèrent à l'esprit des députés. Sur toutes ces questions, nous devons signaler la persévérance des États Généraux : si la liberté politique les trouve inconstants et mo-

biles, l'égalité devant la loi, l'ordre des juridictions, l'harmonie d'une hiérarchie régulière, sont autant d'intérêts qui les passionnent. Dans cette réaction contre l'isolement et la séparation, qui étaient le propre de la féodalité, rien ne les arrête, jamais ils n'hésitent, ils marchent d'un pas sûr vers ce but qui résume d'un mot l'histoire tout entière du tiers état, l'unité nationale par la centralisation monarchique.

INFLUENCE
DES
ÉTATS GÉNÉRAUX
SUR LA
LÉGISLATION.

L'action des États Généraux sur le développement de notre législation est plus difficile à caractériser qu'aucune autre partie de leur œuvre. Tandis que, dans les cahiers, des chapitres spéciaux traitent des matières ecclésiastiques ou judiciaires, les réformes législatives sont dispersées çà et là sans ordre et suivant le caprice des députés. C'est à cette confusion qu'est dû l'oubli immérité d'une portion si considérable du travail des États. Et pourtant que d'idées neuves ! quelle initiative courageuse ! quelle intelligence féconde dans ces articles émanés de quelques bailliages et devenus tout d'un coup, par l'assentiment des autres députés, l'expression des vœux de la nation manifestés devant le roi ! La précision est égale à l'énergie : ce sont les faits eux-mêmes qui se dressent et qui prennent vie pour provoquer des réformes. Jamais les membres des États n'entreprirent un

examen général et théorique du droit. L'esprit de l'époque, non plus que la rapidité du travail, ne l'aurait pas permis. Chaque vœu est provoqué par un besoin immédiat; chaque doléance porte l'empreinte de la souffrance qui l'a fait naître.

Sous le roi
Jean.

Ainsi en 1356, quel est le point de la législation qui occupe seul les États? Le respect de la propriété privée est constamment réclamé par le tiers, tous ses vœux s'y rapportent. Il attaque les abus du pouvoir royal, en protestant contre le droit de prise, qu'il parvient à faire abolir; les abus féodaux, en arrêtant successivement, par ses plaintes, l'extension du droit de chasse, et la multiplication des guerres privées, qui ajoutaient leurs incessantes dévastations aux misères de l'invasion anglaise. Ainsi, les marchandises entre les mains du commerçant, les fruits de la terre dans le champ du laboureur, sont protégés contre le roi et contre le seigneur. Et qu'on y prenne garde : ce n'est pas seulement un article de l'ordonnance qui doit rassurer les opprimés, c'est le droit le plus énergique, le seul véritablement efficace, le droit de résistance, qui est accordé au peuple contre le renouvellement de cette spoliation.

Il nous faut maintenant franchir un siècle et demi avant d'entendre parler de la législation civile. Réformer les mœurs des juges et fixer la compétence des juridictions préoccupait les États plus que la modification des règles du droit. Si le besoin de quelque réforme se manifestait, le parlement n'était-il pas là pour corriger la coutume à l'aide de sa jurisprudence? Mais quand les magistrats se laissaient aller, comme sous Louis XI, à de coupables faiblesses, le

devoir retombait tout entier sur les États ; aussi ne manquèrent-ils pas, en 1484, de protester avec énergie contre les confiscations de biens prononcées sans jugement ; non contents de vaines promesses, ils auraient voulu que le trésor pût restituer aux propriétaires dépouillés ce que la haine ou le caprice du prince leur avait enlevé. Ils ne parvinrent pas à obtenir du fils de Louis XI une réparation qui eût imprimé à la mémoire du précédent roi une flétrissure publique. Etats de Tours.

Dans une sphère moins politique, leurs vœux furent couronnés de succès : l'insaisissabilité des instruments de l'agriculture et les ménagements à prendre, dans le cas où le roi recueillait les biens vacants comme épaves, aubaine ou bâtardise, furent ordonnés dans les termes où les cahiers les demandaient. La propriété privée protégée contre les abus du pouvoir royal était donc, aux États de Tours, le but commun des efforts des députés.

En 1560, le courant était tout différent : avec le seizième siècle les besoins s'étaient multipliés ; les rapports des hommes entre eux, que les lois ont pour mission de régler, avaient acquis, grâce au développement du commerce et à l'augmentation de la richesse, une variété qui devait provoquer des vœux nouveaux. Aussi les États s'occupent-ils moins des personnes que des biens. Tandis que la noblesse dit à peine quelques mots des mineurs, qu'elle veut mettre sous la protection spéciale du ministère public, et des mutations de propriété qui doivent être transcrits, le tiers état s'attache à fixer les rapports réciproques du créancier et du débiteur ; il obtient que les intérêts des sommes demandées en justice Etats d'Orléans.

courent de plein droit du jour de l'assignation ; il fait attribuer aux juges la connaissance des répits à accorder aux débiteurs et il insiste pour obtenir la solennité des contrats devant notaires.

La circulation des marchandises que le mouvement des transports commençait à établir en France influe considérablement sur les réformes apportées au droit commercial ; il n'emprunte nullement au droit civil la diversité des coutumes, les transactions ont besoin de la sécurité que donne à des commerçants éloignés l'unité de législation. Aussi le droit commercial nous offre-t-il avant toute autre branche du droit cette uniformité qui est le rêve permanent des États. C'est ainsi que sont généralisées la contrainte par corps et la saisie-exécution qui étaient auparavant le privilège exclusif de quelques villes.

Etats de 1576.

Aux États de Blois, la législation fit de nouveaux et de bien plus rapides progrès. Au premier rang se place la constitution de l'état civil qui devait être un jour enlevé à l'Église ; le tiers état fait prévaloir un système mixte qui met les registres sous la garde du greffe. Les mariages clandestins, l'abus des lettres de légitimation et de naturalisation attirent les plaintes des députés qui se heurtent aux droits inviolables de la souveraineté ; enfin la corvée et les servitudes personnelles qui avaient survécu à l'affranchissement des serfs soulèvent les plus vives protestations du tiers, qui tient à honneur de parler toujours au nom de la nation. Il échoue, mais ne se décourage pas : en 1614 il insiste de nouveau, propose l'attribution d'une indemnité aux propriétaires dépourvus de leurs mainmortables, et demande que tout citoyen soit capable

Etats de 1614.

de posséder des immeubles. Infructueux effort d'une volonté qui ne devait atteindre son but qu'à travers une révolution ! A côté de ce vœu se place, en 1614, la publicité donnée aux incapacités légales et la prescription par dix ans des actions dévolues au mineur.

Les successions, à propos de l'édit des mères, donnent lieu dans ces deux grandes assemblées à une lutte entre les principes contraires du droit romain et du droit féodal. L'égalité des partages ou du moins la libre disposition des biens soutenue par les parlements vient se heurter aux traditions de la famille germaine telles que les barbares les avaient transmises aux habitants des Gaules. La royauté, d'accord avec la noblesse, s'oppose aux prétentions de la magistrature et du tiers état ; elle est forcée de renouveler deux fois ses défenses et ne parvient pas, en 1629, à anéantir les dernières traces de la tradition romaine.

L'influence opposée de ces deux courants venant se mêler pour former notre législation moderne est un des spectacles les plus intéressants que présentent les discussions législatives des États Généraux. Les obligations se ressentent surtout du droit romain ; si la signature des contrats et l'organisation des notaires sont étrangères au droit de Justinien, le contrat de mariage avec ses formes rigoureuses, la vente avec son privilège spécial viennent directement des lois romaines.

Le droit commercial nous montre en 1614 la restriction de la contrainte par corps aux dettes supérieures à trente livres, et dans le sein du tiers état nous voyons poindre à propos des banqueroutes des

projets de réforme qu'on serait tenté de croire modernes ; la faillite suivie du concordat et de la réhabilitation se trouve en germe dans les cahiers : les députés réservent ces mesures aux commerçants malheureux, tandis que la sévérité du droit pénal est destinée à ceux qui ont employé la fraude pour tromper leurs créanciers.

Ainsi naissent, avec les besoins de toute nature, les lois qui doivent protéger les citoyens dans leurs rapports mutuels. La législation civile a suivi en trois siècles la marche de la société elle-même : aux peuples encore jeunes, les usages servent de lois ; puis se multiplient, avec les formes variées de l'activité humaine, les conventions privées qui sont le fondement du droit ; la mauvaise foi s'y mêle et en vicie la nature : alors apparaît le rôle du législateur qui doit fixer les usages et assurer aux gens de bien la protection de la justice. C'est ce devoir qui s'est imposé plus impérieusement à chacune des assemblées, à mesure que la France, s'éloignant du moyen âge, marchait vers l'état perfectionné de nos sociétés modernes.

Ce progrès n'est autre que le développement même de la civilisation : aussi devons-nous rattacher à un principe semblable la marche de la législation pénale. Seulement le but est tout différent : la loi civile règle les droits, tandis que la loi criminelle réprime les violences, qu'elles s'adressent aux personnes ou aux biens. De ce caractère, il résulte que l'une doit naître dès l'origine de la société humaine, tandis que l'autre appartient aux États policés. Il y a même des temps où la loi répressive devient un des instruments les

plus efficaces du progrès matériel ; ainsi, vers la fin du moyen âge, après cette terrible guerre de Cent ans qui avait bouleversé la France, la royauté comprenait que le premier besoin de la nation était l'ordre intérieur : on vit alors le pays tout entier s'éprendre avec passion des garanties qui devaient le mettre à l'abri des violences de la force. Lorsque les ordonnances royales changèrent la forme des procès criminels pour substituer l'instruction secrète aux traditions de la vieille procédure orale, aucune voix ne s'éleva pour rappeler les garanties individuelles : l'ordre public et l'intérêt général parlaient plus haut que toute autre considération, et le pays effrayé acceptait avec enthousiasme tout ce qui pouvait supprimer les désordres dont il avait si longtemps gémi.

Instruction criminelle.

C'est à cette disposition des esprits, favorisée par la royauté, que fut dû le silence des États Généraux sur une question mise de nos jours au premier rang des problèmes soulevés par la législation.

L'ordonnance de 1413 ne parle que de la nécessité de poursuivre impitoyablement les coupables. Aux États de Tours, les députés ne songent qu'à rapprocher les parlements des justiciables en instituant les grands jours, et ne disent pas un mot de la procédure criminelle. Avec le seizième siècle, la France voit se former le plus terrible système de répression que la frayeur d'un peuple ait jamais combiné. Lorsque les États d'Orléans s'assemblent, vingt années à peine se sont écoulées depuis l'ordonnance de Villers-Cotterets ; on espère entendre sortir de la bouche des députés quelque généreuse protestation : l'attente est déçue ; dans les trois sessions qui se succèdent

en un demi-siècle, nous trouvons quelques lueurs, mais nulle part ces jets de lumière qui éclairent la procédure civile et l'organisation judiciaire tout entière.

L'action publique trouble évidemment une de nos vieilles traditions nationales, en enlevant au plaignant le droit de diriger la poursuite; les doléances de la noblesse, moins résignée à cette nouveauté judiciaire que les deux autres ordres, se perdent au milieu des regrets qu'elle prodigue indistinctement au passé. A peine retrouvons-nous parfois chez le tiers quelque sentiment d'humanité : la salubrité des prisons et la conduite des prisonniers le touchent en 1560. Aux États de Blois, il obtient même que l'instruction soit faite à décharge. Enfin, en 1614, il fait déclarer que le prisonnier sera interrogé dans les vingt-quatre heures. Mais cet instinct vague ne se rattache à aucun principe fixe : la brièveté des doléances, aussi bien que l'incertitude des expressions, nous démontre que les États se refusaient à attaquer une procédure criminelle qu'ils jugeaient au-dessus de leurs critiques.

Ils s'occupèrent plus attentivement de la police judiciaire et cherchèrent dans leurs dernières sessions à constituer fortement la maréchaussée.

Enfin les lois pénales provoquèrent une série de vœux destinés à rendre la répression plus sévère : tous furent conçus dans le dessein de rendre aux peines l'efficacité qui leur faisait défaut. Établir l'ordre par la terreur est l'unique principe des députés; ils ne connaissent que la peine capitale : tous les crimes indistinctement appellent la mort. Au milieu de ces impuissantes exagérations, une seule réforme est

digne d'être signalée : la responsabilité civile des seigneurs et des villages, lorsque le coupable ne peut être découvert, est instituée en 1576, à la demande du tiers état. C'est un des vœux les plus intéressants que le chapitre des lois pénales nous ait offerts dans le cours des six sessions.

L'histoire du droit français est, à vrai dire, l'histoire de la formation des intérêts généraux et des idées générales dans notre pays. Aussi divisée que le gouvernement, la législation au moyen âge était composée des éléments les plus dissemblables : les coutumes locales et le droit romain se mêlaient partout, mais dans des proportions diverses. Ici avaient prévalu les traditions barbares, là dominaient encore les lois des vaineux; mais le fait constant, c'était la tendance de ces éléments à la séparation, à l'isolement, à la diversité locale.

Après le quatorzième siècle, nous rencontrons un courant absolument contraire; suivant l'expression d'un grand historien, « l'Europe entraînait naturellement et comme par instinct dans les voies de la centralisation¹. » C'est alors que Louis XI, qui fut une des personifications de ce besoin universel, concevait l'espérance d'établir l'unité de la législation. Cette pensée ne revêt pas la même forme dans l'esprit des députés de Tours : ils sollicitent la rédaction des coutumes locales. Projeté par Charles VII, ce travail fut continué, à la demande des États, par Charles VIII et Louis XII, et apporta à la magistrature royale une

Tendances
vers l'unité.

1. M. Guizot, *Histoire de la civilisation en Europe*, 11^e leçon, p. 301.

autorité dont elle se servit puissamment contre les juridictions seigneuriales.

En 1560, la noblesse avait compris la nécessité des lois écrites, et elle se joignit au tiers état pour demander non-seulement l'achèvement des coutumes, mais la rédaction en un corps de toutes les lois en vigueur sous Charles IX. Une nouvelle impulsion fut donnée à cette constatation du droit coutumier, et les États de Blois obtinrent que la coutume de Normandie, la seule qui n'eût pas été revue, fût également rédigée par une commission spéciale. Il avait donc fallu plus d'un siècle et trois sessions d'États Généraux pour poser la dernière pierre de ce vaste monument.

Le code, rêvé par Louis XI, et demandé par les États d'Orléans, ne fut commencé qu'après une nouvelle sommation des députés de Blois : l'initiative d'un magistrat avait seule abordé un si difficile travail; les trois ordres veulent, en 1614, qu'une commission officielle entreprenne cette vaste compilation; ils se montrent ainsi les précurseurs de l'œuvre entreprise par Louis XIV et achevée deux siècles après eux.

Le seizième siècle avait rendu la révision des textes absolument nécessaire; les ordonnances royales, les édits et les mandements s'étaient accumulés de règne en règne au point de mettre obstacle à l'administration de la justice : hors les magistrats, personne ne pouvait distinguer les lois en vigueur de celles que le temps avait fait tomber en désuétude. Le texte même des ordonnances n'était pas connu : leur publication était insuffisante. Les États de Tours

avaient réclamé une lecture annuelle des ordonnances au siège de chaque juridiction. Heureusement l'imprimerie vint, quelques années plus tard, rendre inutile ce mode de publicité.

Les États de Blois et de Paris s'occupent d'une question qui se lie intimement à l'histoire politique des parlements. La vérification des édits et le droit de remontrances étaient les seuls moyens par lesquels l'opinion publique pût exercer, dans l'intervalle des sessions d'États, une influence efficace sur la rédaction des lois. C'est à ce titre que les députés protestent contre les lettres de jussion et qu'en 1588 le tiers propose l'élection par les États provinciaux de procureurs syndics chargés de présenter au parlement sur chaque édit les doléances de leurs provinces.

Telles furent les dernières tentatives des États Généraux pour restreindre, en la personne du roi, l'autorité législative qui était sans limites. Dans la pensée des députés, lorsque les États n'avaient pas partagé avec le roi l'initiative des réformes, les parlements avaient le droit de contrôler l'action du pouvoir législatif; ils servaient ainsi de frein à la royauté en se plaçant au point de vue du droit; mais cette théorie, qu'on peut retrouver dans les cahiers, ne fut jamais sincèrement appliquée; la royauté la redoutait comme une atteinte à sa puissance; les États eux-mêmes ne la présentaient pas sans embarras. Entre les parlements et les députés, malgré leur but commun et précisément à cause de la similitude de leurs ambitions, régnait une secrète jalousie. C'est une des causes qui empêchèrent les

députés de 1614 d'obtenir la seule garantie que pouvait espérer la nation du moment où elle n'était pas protégée par des assemblées périodiques.

En résumé, les États Généraux prirent une part considérable au développement de la législation, du quatorzième au dix-septième siècle : la propriété privée mise à l'abri des violences féodales, l'unité pénétrant dans nos lois par les traditions et par l'étude du droit romain, le droit commercial se formant peu à peu, la rédaction des coutumes commencée et achevée, les recueils législatifs dressés pour faciliter l'administration de la justice, les remontrances des parlements encouragées, voilà quelle fut, pendant trois cents ans, l'œuvre à laquelle le souvenir des États Généraux demeure attaché. Tout ce qui fut fait n'émane pas de leur initiative, mais le rôle qu'ils ont joué dans ce vaste travail suffit à leur gloire : ils furent les auxiliaires infatigables de la royauté, et peut-être en aucune question ne se montrèrent-ils plus capables d'exercer librement l'autorité qui leur était incessamment contestée.

INFLUENCE
DES
ÉTATS GÉNÉRAUX
SUR LES
FINANCES.

Mis en présence des affaires financières, les députés de la France éprouvèrent, dans tous les temps, les mêmes sentiments de surprise et d'embarras. Chargés, au moment de leur élection, par les bailliages, de réclamer la réduction des anciennes taxes, investis de ce mandat impératif et décidés à y demeurer fidèles, ils apprenaient, dès leur première séance, que la royauté, loin d'être prête à des diminutions, réclamait de nouveaux sacrifices. A l'étonnement dans lequel ils étaient tout d'abord jetés succédait l'irritation, quand les gens de finance leur avaient révélé la détresse du trésor. A partir de ce moment s'envolaient tous leurs rêves ; suivant que les illusions étaient remplacées par le découragement ou par des colères énergiques, les États se terminaient par une complète abdication ou par d'heureuses réformes.

A toutes les époques, nous avons rencontré ces

espérances naïves des représentants de la nation ; jamais nous ne les avons vues survivre au premier exposé de la situation financière. C'est là une invariable règle à laquelle aucune session n'a échappé.

Il ne faut pas s'en étonner trop vivement : les points de vue auxquels se placent le peuple qui paye l'impôt et le gouvernement qui le perçoit n'ont rien de commun. Sous les meilleurs princes, la divergence subsiste. Les sujets ne veulent donner au pouvoir central que la moindre part de leur fortune ; souvent le devoir du prince est de lutter contre ce sentiment égoïste pour assurer les divers services, pourvoir à tous les besoins et satisfaire aux conditions multiples qu'une nation est en droit d'exiger du gouvernement. Plus les convocations sont rares, moins les députés sont en état de comprendre par eux-mêmes les nécessités publiques. Dans les temps que nous étudions, cette réaction utile et permanente contre l'énormité du budget s'accroissait dans la mesure de l'ignorance des députés. C'est à ce défaut absolu d'expérience qu'on doit attribuer, dans quelques sessions, les votes qui semblent contredire les indignations des premiers jours. Les membres des États apprenaient peu à peu quelle était l'élévation des charges ; ils étudiaient la répartition et le mécanisme du budget, et ils reculaient parfois devant l'accomplissement des projets qu'ils avaient eux-mêmes conçus.

Reprenons rapidement l'histoire de leurs tentatives.

Au premier rang nous devons mettre le vote de l'impôt : nous en avons déjà parlé, mais il nous faut

rappeler ici que, depuis les États de 1338, où les députés proclamèrent la nécessité du consentement de la nation, jusqu'aux dernières sessions, il n'est pas une assemblée, durant trois siècles, qui n'ait revendiqué par des vœux directs ou indirects le droit d'apprécier la mesure des sacrifices imposés à la nation. Il y a eu là un accord unanime, une volonté évidente que nul ne peut récuser ni mettre en doute.

Puisqu'ils affirmaient le principe, les députés devaient s'efforcer d'en faire triompher l'application pratique. Dans aucune des grandes sessions, ils n'y manquèrent. Sous le roi Jean, à partir de la période qui commence en 1355 jusqu'à l'avènement de Charles V, aucun subside ne fut perçu sans leur assentiment. Les impôts furent soigneusement discutés et même recueillis par leur entremise. Le cours si variable des monnaies témoignerait, à lui seul, de leur incontestable influence; à chaque session, le taux de la livre se relevait pour s'avilir aussitôt après la dissolution des États.

A part la perpétuité des aides établies pour la rançon du roi Jean, Charles V créa peu de nouveaux impôts. Après lui, les États ne retrouvèrent leur pouvoir que sous Charles VII. Ce fut exclusivement au profit de la royauté qu'ils en usèrent durant cette dernière et glorieuse période de la guerre de Cent ans. Après avoir sauvé la France par d'intelligents sacrifices, le tiers état demanda l'abolition de l'impôt seigneurial, que le roi s'empressa de lui accorder en échange d'une taille royale de 4 200 000 livres. De ce jour les États abdiquèrent entre les mains du prince, comme si leur tâche eût été achevée.

Les États de Tours apprirent un demi-siècle plus tard à la France qu'on ne s'abandonnait pas impunément au caprice d'un maître. Louis XI, en flattant le peuple, avait quadruplé la taille accordée à son père. Les députés protestèrent contre l'élévation des charges publiques, refusèrent d'écouter ceux qui déclaraient une diminution impossible, et réduisirent à 1 500 000 livres l'impôt direct qu'ils avaient trouvé à 4 500 000. La réforme se prolongea l'espace de deux règnes : ce fut un des plus beaux triomphes, un des résultats les plus directs des États Généraux durant toute leur histoire. Charles VIII et Louis XII ne laissèrent pas la moyenne de la taille dépasser deux millions.

De la mort de Louis XII à l'avènement de Charles IX s'écoule une longue période de despotisme. L'arbitraire seul régnait. A Charles-Quint demandant quel impôt François I^{er} tirait des villes, le roi pouvait répondre : « Ce qu'il me plaît. » De deux millions, la taille, que nous prenons pour mesure de la progression des revenus, est bien près d'atteindre sept millions.

Les États se réunissent : ils n'ont qu'une pensée, qu'un souvenir, les impôts sous Louis XII. Ils demandent en vain un retour au passé ; ils se trompent cruellement en croyant une telle réduction possible. Le rapport des valeurs entre elles s'est modifié. Ils ont raison de réagir contre le désordre de François I^{er} et de Henri II, mais ils ne peuvent redescendre aux chiffres des recettes sous Louis XII sans ruiner l'État. De plus, la royauté a des engagements : elle a contracté des dettes que le temps ne cessera d'augmenter. Il faut payer les créanciers, et les dé-

putés sont forcés de se soumettre à cette nouvelle obligation. Une diminution de deux millions et demi sur l'ensemble de l'impôt, voilà tout ce qu'ils peuvent arracher au conseil par l'entremise de l'Hospital.

Quinze ans se passent : les recettes totales atteignent seize millions ; les députés terrifiés apprennent que le roi va réclamer de nouveaux subsides. Onze millions nécessaires à la guerre seront demandés à l'impôt. L'assemblée s'indigne et rejette toutes les propositions de Henri III. Le prince revient à la charge : il prodigue les promesses et les prières. C'est en vain : neuf fois les députés délibèrent et refusent. Dans cette session, les États n'attaquèrent pas la royauté ; leur honneur fut de s'être victorieusement défendus et d'avoir maintenu inébranlable le droit pour les représentants de la nation d'accorder ou de refuser à leur gré les subsides.

Onze années seulement séparent cette assemblée de celle qui la suit, et les dépenses sont doublées. Toutes les misères et toutes les corruptions aggravées en un si court espace de temps, les provinces ruinées et désolées, un trésor vide, des courtisans enrichis et des financiers dont le luxe insensé révolte les députés, voilà l'état de la France en 1588. Les députés ne peuvent plus penser à invoquer la mémoire du meilleur roi qu'ait eu le seizième siècle : Henri III avait un budget triple de celui qui accablait la nation sous François I^{er}. On ne pouvait demander des réformes irréalisables. On se contenta de réclamer la diminution de moitié dans les tailles. L'énergie d'une assemblée irritée arracha une réduction

de huit millions; Henri III ne céda que la rage dans le cœur.

Sous Henri IV, nous ne devons pas chercher de réduction apparente dans les charges publiques; à ne voir que les chiffres, les impôts furent accrus : il faut examiner la situation de la France et sa prospérité pour comprendre que le secret de cet admirable renouvellement de toutes choses reposait sur le choix des dépenses productives pour lesquelles Henri IV et Sully se montrèrent aussi larges que les Valois l'avaient été pour leurs folies. Sages prodigalités qui donnèrent quinze ans de prospérité à la France, et qui préparèrent sa richesse !

En 1614, nous assistons à un désarroi général. Jamais l'État ne ressemble davantage à un navire privé de son pilote et battu par les flots qui attend, dans sa détresse, qu'une main énergique reprenne la barre. Entre Henri IV et Richelieu, le gouvernement absolu se montre à nu : on voit ce qu'il vaut quand un homme supérieur ne le dirige pas. Une assemblée aussi dénuée d'initiative que d'énergie ne sut pas porter remède à un mal que plus d'intelligence politique aurait pu calmer.

On le voit par ce résumé : les États voulurent tous la réduction des dépenses, ce fut leur espérance constante et leur unique étude.

Cette persistance se montra quelquefois aveugle. Ils ne virent pas que par des réformes générales ils auraient pu atteindre plus sûrement le même but et travailler, non plus seulement pour eux-mêmes, mais pour la postérité. S'il est permis d'employer cette expression, les députés marchèrent trop droit devant

eux. Ils se montrèrent absolus ; c'est souvent le défaut de la faiblesse et de l'inexpérience. Ils ne surent pas discerner le remède. S'ils avaient cherché à créer le contrôle des dépenses publiques et à l'assurer à jamais dans l'avenir, ils auraient rendu à leur temps et aux siècles qui devaient les suivre un plus grand service qu'en demandant sans cesse la réduction des tailles.

Une pensée les poursuivait, c'était ce qu'ils nommaient la « suffisance du domaine. » Ils se souvenaient vaguement que les revenus du domaine royal avaient jadis suffi au pouvoir. Ne se rendant compte ni des progrès du pouvoir central, ni des charges croissantes de l'État, se bornant à considérer l'augmentation considérable des revenus domaniaux, ils soutenaient que les impôts extraordinaires pourraient être presque supprimés si cette part des revenus publics était bien administrée. On sait d'ailleurs qu'elle n'était pas limitée aux produits du domaine foncier de la couronne. Plusieurs impôts étaient compris sous cette dénomination : la traite foraine, les droits sur les marchandises, les gabelles, les droits d'enregistrement et de sceau, lui donnaient une grande importance. Malheureusement ces revenus, qui étaient à la libre disposition du prince, étaient les premiers dissipés. Servant de gage entre les mains de créanciers qui l'administraient, ou consacré à des apanages princiers, le domaine, que les Etats du quatorzième siècle avaient déclaré inaliénable, était l'objet des préoccupations constantes des députés : ceux-ci voulaient le dégager de toute entrave, le reconstituer et en rendre au roi la pleine

jouissance en échange d'une large réduction des tailles. Henri IV, seul, réalisa en partie ce projet par un esprit de suite dont une session de quatre mois ne pouvait être capable.

Sur la nature de l'impôt, les États laissèrent entrevoir leur pensée, mais ils mirent une réserve extrême à l'exprimer, tant était vive la crainte qu'une proposition ne fût le signal de nouvelles charges. L'impôt foncier tel qu'il était organisé en Languedoc, une taille réelle fondée sur un cadastre et proportionnée à la valeur de la terre, voilà ce que rêvèrent les députés à Tours, à Orléans et à Blois. Une seule fois la royauté sembla entrer dans leurs vues, mais ils redoutèrent un piège et rejetèrent le projet de Henri III, qui voulait remanier adroitement tout le régime financier pour tirer quelque profit du désordre.

Ce qui devait attirer et fixer le plus longtemps l'esprit réformateur des membres des États, c'étaient la perception et la comptabilité des deniers publics. Nous avons eu occasion de montrer, pendant les États du roi Jean, le contraste que présentaient l'honnête gestion des échevins élus dans les riches communes du Nord et l'administration corrompue du pouvoir central. On a compris ce que la brusque comparaison des deux systèmes devait faire naître d'irritation dans le cœur des députés. La même cause produisit dans toutes les sessions des conséquences analogues. A toutes les époques on vit les mêmes surprises, le même mécontentement et des tentatives semblables pour corriger les abus. Les projets soutenus par les députés ont entre eux des liens tellement

étroits que nous pouvons reconstituer un plan général.

Ainsi le nombre des agents du fisc était un des plus grands vices de la perception ; presque tous les États demandèrent d'un commun accord que la recette des impôts fût confiée aux receveurs du domaine royal, qui formaient une hiérarchie régulière et tout organisée. Ils détruisaient du même coup ces charges créées dans l'intérêt du fisc et qui en devenaient peu à peu le fléau. Grâce aux receveurs, on établissait une exacte centralisation des fonds qui venaient se réunir entre les mains des trésoriers, soumis au contrôle minutieux de la chambre des comptes.

A côté de cette organisation fort rapprochée de celle que le temps a fait prévaloir, les députés proposaient un système qui reposait non plus sur la royauté, mais sur les citoyens. A Tours, en 1484, les pays d'élection s'étaient trouvés en présence des pays d'États : les privilèges de ces derniers, sans cesse invoqués dans leurs débats avec la couronne, n'avaient pas tardé à fixer l'attention. La session ne s'acheva pas sans une demande formelle que le seizième siècle vit se renouveler. Laissée à elle-même, la France aurait voulu que les impôts fussent consentis chaque année par les provinces. Là ne s'arrêtait pas son ambition : elle souhaitait un retour aux institutions du passé, dont les pays d'États conservaient le bénéfice ; elle voulait que les habitants fissent eux-mêmes leurs propres affaires, choisissent librement les députés chargés de fixer l'impôt, les *assesseurs* chargés de le répartir, les *élus* chargés d'en surveiller la per-

ception. Chaque province eût été responsable du chiffre que les États auraient voté; la levée des taxes se serait faite à ses risques et périls. De tous les projets que nous avons entrevus, c'était là sans contredit le meilleur. Il aurait donné aux provinces, avec l'habitude de compter sur elles-mêmes, une plus grande expérience des affaires; la fréquence des assemblées locales aurait préparé et garanti la périodicité des États Généraux. D'une excellente institution financière serait sortie peu à peu une institution politique d'autant plus florissante que le temps l'aurait fondée et que les mœurs l'auraient soutenue. Organisées au quinzième siècle, les assemblées provinciales devenaient une des forces les plus fécondes de la France: reprises trop tard par l'ancien régime ébranlé, elles ne firent que précipiter sa ruine.

Ainsi, au point de vue financier, les États Généraux, malgré leurs lacunes, présentent une suite digne de fixer l'attention; ils avaient horreur du désordre: pleins de cet esprit de règle et d'unité qui fut dans tous les temps le caractère de leur œuvre, ils voulurent appliquer à l'administration des finances cette hiérarchie dont les juridictions leur offraient le modèle, et entourer les comptables d'un réseau de vérifications qui empêcherait toute fraude. Ils réussirent en partie dans cette grande œuvre. Non-seulement ils se dressèrent en face du pouvoir comme les défenseurs de la nation écrasée par les charges publiques, mais ils voulurent créer une organisation régulière, laisser derrière eux des garanties, établir des droits. Cette tâche demeura inachevée, mais, s'il ne leur fut pas permis de la mener jusqu'au terme,

ils donnèrent du moins à la royauté une série d'impulsions qui ne furent pas étrangères à ses progrès. Henri IV puisa dans leurs projets, et parmi leurs doléances, on en trouverait fort peu que les grands ministres du dix-septième siècle n'aient essayé de satisfaire.

INFLUENCE
DES
ÉTATS GÉNÉRAUX
SUR LE
COMMERCE ET L'INDUSTRIE.

L'histoire des trois siècles que nous avons étudiés nous fait assister au premier développement du commerce et de l'industrie en France. Entre Charles VII et Henri IV, entre Jacques Cœur et les riches marchands du dix-septième siècle, nous voyons se dérouler une suite de doléances qui fixent mieux qu'aucun document la situation précise des commerçants et des manufacturiers.

Laissons pour un moment l'industrie et examinons les conditions inséparables d'un commerce actif. L'économie des transports et la liberté des échanges constituent ses premiers et incontestables besoins : privé de ces deux éléments, il s'étiole et disparaît ; s'ils lui sont rendus, il se ranime et prospère. C'est là une loi absolue de son existence. Cette loi a été comprise dès que les échanges se sont multipliés. Nous ne parlerons pas des premiers États Généraux :

leur silence nous prouve que cette branche de l'activité ne s'était pas encore développée à cette époque ; on ne connaissait alors que le commerce restreint entre les villes ; l'absence à peu près complète des routes n'avait pas permis aux marchands de courir au-devant d'aventures qui auraient compromis leurs intérêts.

C'est au quinzième siècle que se préparent les destinées du commerce ; un homme d'une énergie prodigieuse devance son temps et noue des relations avec le Levant et les rives de la Méditerranée : il entraîne ses contemporains, et, si son œuvre ne lui survit pas tout entière, il a du moins le mérite d'avoir ouvert une voie nouvelle à la prospérité de son pays. Les États de Tours consacrent un chapitre de leur cahier à la « marchandise. » Le commerce est devenu un des grands intérêts de la France.

De ce jour jusqu'en 1614, six assemblées politiques se sont réunies. Toutes sans exception font entendre les mêmes critiques et les mêmes vœux. Le commerce intérieur rencontre deux obstacles : l'état des voies de communication et les entraves du fisc.

Tracer de nouvelles routes, réparer les anciennes, consacrer à ce travail le produit des péages que les seigneurs continuent à exiger, supprimer les taxes établies sans droit, constituer enfin un service régulier d'entretien qui garantisse un libre passage, voilà l'ensemble des demandes des trois ordres, au point de vue des chemins publics.

Les États d'Orléans s'occupèrent les premiers des rivières, dont le lit encombré empêchait la navigation si favorable au bon marché des transports ; tous leurs

successeurs répétèrent leurs doléances. Les députés obtinrent quelques améliorations. Charles VIII fit réparer les routes, Louis XII revisa les taxes. Le seizième siècle vit un certain progrès, mais à Henri IV devait appartenir l'achèvement de ces grandes voies destinées à donner un si puissant essor au mouvement des marchandises.

Les obstacles ne venaient pas seulement des accidents naturels du sol et de l'avidité des riverains : le pouvoir avait élevé à la fin du quatorzième siècle les plus déplorables barrières entre les différentes parties du royaume. A l'occasion de la rançon du roi Jean et des aides qui servirent à l'acquitter, il avait traité d'étrangères les provinces qui s'y étaient soustraites, et cette fiction avait servi de prétexte à l'établissement de lignes de douane dans l'intérieur de la France. Né de l'irritation de Charles V, blessé d'un défaut d'elan, ce système bizarre se perpétua pendant quatre siècles. Étonnant exemple de la durée des abus ! En vain les députés de Tours supplièrent-ils le pouvoir de reporter aux frontières les bureaux de douane qui divisaient la France, en vain Charles VIII essayait-il de les abolir, en vain à Orléans, à Blois et à Paris le même vœu fut-il maintes fois émis, la routine et la facilité de perception l'emportèrent sur le bon sens de dix générations. Les douanes intérieures ne furent abolies que dans la seconde moitié du dix-huitième siècle.

La sécurité du commerce est une des plus essentielles conditions de sa prospérité : elle se fonde sur un ensemble de conventions exécutées de bonne foi. Parmi ces conventions nécessaires, se trouve la fixa-

tion des mesures qui doivent servir à évaluer les quantités. Absolument différentes suivant les parties du territoire, elles créaient pour les transactions une gêne permanente. Louis XI avait rêvé l'unité des poids et mesures ; les États la demandèrent instamment. C'était un des articles du programme de réaction dont le tiers état se faisait le champion déterminé contre la diversité féodale. Pour cette question comme pour tant d'autres, le triomphe n'apparut qu'avec la Révolution française.

L'industrie n'avait pas eu, comme le commerce, l'heureuse fortune de trouver dès ses débuts des hommes qui s'attachassent à faire prévaloir ses intérêts. Son origine était plus obscure : née dans le sein des communes, mêlée à leur affranchissement, elle avait bientôt constitué à leur exemple des groupes d'hommes liés entre eux par des règles librement débattues et prêts à défendre en commun leurs droits. Les corporations réunissant les artisans d'un même métier furent au treizième siècle l'unique protection des intérêts menacés. Sous Louis XI, les corporations favorisées par le roi grandirent et s'enrichirent. Au seizième siècle, cette institution n'avait plus la même utilité, mais elle s'appuyait sur la tradition : autour d'elle s'étaient groupés une foule d'intérêts secondaires qui la maintenaient. A Orléans, le tiers état se fit leur organe. Avec les États de Blois, l'opposition contre les monopoles se développa. Henri IV s'efforça de diminuer la puissance des métiers, dont les privilèges étaient devenus une entrave aux progrès de l'industrie ; mais la routine triompha de ses édits et les États de 1614 furent forcés de faire entendre contre

le système des corporations et les épreuves imposées aux artisans les plus énergiques doléances.

Le commerce extérieur ne fixa pas moins fortement l'attention des députés. Les États de Blois et de Paris furent cependant les seuls qui s'en occupèrent sérieusement. A Orléans, les cahiers n'avaient parlé que des traités de commerce et avaient invoqué pour les multiplier l'appui du roi et l'envoi de ses ambassadeurs. A Blois, l'assemblée s'intéresse davantage à ces grandes questions. La sécurité des mers, la répression de la piraterie, l'abaissement des tarifs qui ferment aux marchandises françaises l'accès des ports étrangers sont l'objet de remontrances nombreuses qui prouvent combien la France songe aux intérêts de la marine qui commence à naître. Henri IV s'efforce de la développer par d'admirables traités, et les États de 1614, en renouvelant ces vœux, préparent la politique de Richelieu qui est appelée à imprimer au commerce maritime son élan définitif.

Malheureusement, les États Généraux ne comprennent pas les avantages de la liberté des échanges : ils invoquent à Blois et à Rouen le système des prohibitions absolues, comme l'unique moyen de développer les manufactures françaises. Ils arrêtent à l'entrée les produits de fabrication étrangère et empêchent la sortie des matières premières que la fertilité de notre sol, fécondé par l'agriculture, eût été prête à fournir à l'Europe. Il y a là une lacune qui se comprend d'autant moins que la libre circulation des produits dans l'intérieur du royaume était un des principes les plus profondément gravés dans l'esprit des députés. Il n'y a pas de sessions où ce vœu ne

soit formé, et aux États de Paris il revêt les termes les plus généraux, embrassant le commerce avec les colonies françaises et les échanges sur tous les points du territoire. A ne lire que cet article du cahier, on croirait les convictions des députés conformes aux principes les plus avancés de la science économique. Toutefois ce n'est pas avant le dix-huitième siècle que la France est parvenue à comprendre l'action féconde des échanges dans le mouvement commercial. Nous avons eu occasion de dire de quelle source était sorti le profond dédain de la France pour tout ce qui ne lui appartenait pas. L'exagération de l'égoïsme national est un des sentiments condamnables des cahiers qui traitent du commerce et de l'industrie.

Néanmoins les vœux exprimés en cette matière ont une grande importance, parce qu'ils se rattachent aux principes supérieurs de toute civilisation.

Le commerce intérieur exige pour sa prospérité la sécurité, l'ordre public et l'égale protection de tous les droits.

L'industrie réclame la liberté et l'activité des citoyens.

Le commerce extérieur ne peut se passer de la paix et des relations amicales avec les nations voisines.

Ainsi, pour satisfaire à leurs besoins essentiels, le commerce et l'industrie proscrivent également le despotisme, l'anarchie et la guerre, ces trois fléaux de toute civilisation. Ils appellent au même degré la liberté, l'ordre et la paix, qui sont l'idéal vers lequel tendent tous les efforts des nations éclairées.

INFLUENCE
DES
ÉTATS GÉNÉRAUX
SUR LA
NOBLESSE.

La situation de la noblesse du quatorzième au dix-septième siècle nous présente l'exacte contre-partie du gouvernement central pendant la même période : au développement régulier de la puissance royale correspond une décadence également rapide des institutions féodales. A côté du pouvoir qui s'élève, nous voyons un pouvoir qui décline : dans les deux sens, la marche est semblable, les progrès sont les mêmes.

Dans le sein des États, où nous allons la suivre, la noblesse cherche incessamment à retarder sa décadence, tente de retenir les privilèges qui lui échappent et s'efforce de ressaisir le pouvoir qu'elle a connu.

Il est très-difficile de tracer la part qui revient à la noblesse dans les grandes ordonnances issues des États du roi Jean. Unie aux réformateurs, la noblesse s'éloigna d'eux dès que les violences com-

mencèrent. Si un petit groupe voulut donner la couronne au roi de Navarre, la masse demeura fidèle au Dauphin, dont elle entendait limiter mais non renverser la puissance. Ainsi, malgré les fautes de quelques-uns de ses membres, sa conduite fut constamment modérée.

La longue anarchie du règne de Charles VI, les misères de l'invasion suivie de la délivrance nationale, montrèrent tour à tour les ambitions remuantes et le courage personnel des gentilshommes. Quand commença la réaction royale, Charles VII ne se souvint plus que de leurs prétentions : il les priva à la fois du droit de lever des troupes et des tailles et prépara le règne de Louis XI qui devait achever de les dominer et de les abattre.

C'est aux États de Tours que nous retrouvons la noblesse, à peine délivrée du joug qu'elle portait depuis quarante ans. La transformation s'est faite : ceux qui parlent en son nom semblent prêts à échanger les vestiges des droits féodaux contre l'autorité que donnent les charges militaires et le conseil du roi. L'expérience récente d'un despotisme tourné contre elle, loin de l'avoir rejetée vers le passé, semble lui avoir fait entrevoir le rêve d'une monarchie qu'elle entourera de ses conseils et qu'elle limitera par son contrôle. Philippe Pot est un de ses orateurs. Commines, seigneur d'Argenton, siège dans le conseil de régence. La théorie du gouvernement royal tempéré par les lois et par l'expression régulière de la volonté nationale, est défendue par les gentilshommes, qui se réunissent chaque jour aux gens du tiers pour délibérer en commun et rédiger d'accord leurs cahiers de

doléances. Il y a donc à la fin du quinzième et au commencement du seizième siècle un apaisement, une sorte de trêve entre les classes; heureuse période pendant laquelle un pouvoir habile aurait pu fonder en France, avec le concours de tous les ordres, un gouvernement mixte tel que la nation le souhaitait !

Malheureusement une suite de rois devait anéantir cette première tentative de conciliation. François I^{er} et Henri II rendirent à la noblesse ses espérances et son orgueil. Les États d'Orléans virent se rallumer une lutte qu'un demi-siècle de préférences et de faveurs avaient préparée. La noblesse accusée par le tiers état ne cherche pas à nier ses violences; elle soutient, il est vrai, la légitimité de son droit, elle défend les souvenirs du passé; mais, en réalité, ce qui la préoccupe, c'est de se faire une place dans l'organisation qui naît autour d'elle. A Orléans, à Blois, à Rouen, aux États de Paris, son but est identique. Elle veut d'abord entourer le roi, ne permettre qu'aux gentilshommes de le conseiller, de le servir ou de le défendre. Elle veut ensuite arracher le pouvoir au tiers qui s'en est emparé: siéger dans les parlements, commander les provinces, gouverner les bailliages, remplir toutes les charges militaires, obtenir les dignités épiscopales, voilà dans toutes les carrières les espérances de son insatiable ambition. Elle ne se contente pas de disputer la puissance publique à ceux qui en sont revêtus; elle veut obtenir pour elle-même une sorte de monopole qui constitue à son profit une nouvelle féodalité, non plus composée de fiefs, mais d'offices et de charges. Avec ce désir immodéré d'honneurs, ce besoin d'action, de bruit et d'éclat,

les passions s'exaltent ; le goût de la domination que les gentilshommes tiennent de leur naissance même se développe et l'orgueil de race s'accroît à chaque session. Loin de se rapprocher de la masse de la nation, il semble que la noblesse s'en détache peu à peu jusqu'au jour où, laissée à sa propre inspiration, entre la mort de Henri IV et l'avènement de Richelieu, elle laisse échapper les éclats de sa colère jalouse contre les entreprises heureuses du tiers état.

Henri IV s'efforça pendant son règne d'employer au profit de l'Etat l'ardeur de la noblesse : il eut l'art de se servir de cette ambition et de ne se point laisser dominer par elle. Richelieu alla chercher plus loin ses exemples : il reprit en quelque sorte l'œuvre de Louis XI, sans repousser les nobles qui étaient prêts à se courber devant le roi.

En résumé, il faut faire deux parts des vœux de la noblesse : les uns, favorables au passé qu'elle voulait faire renaître, échouèrent devant la volonté coalisée de la nation et du roi ; les autres, destinés à la faire pénétrer dans les fonctions publiques, furent souvent accueillis. Chaque session d'Etats, de 1560 à 1614, est pour les seigneurs féodaux une nouvelle défaite. Pour ceux qui se livrent au souverain et acceptent franchement les conditions du gouvernement central, chaque session est un progrès.

Entre la rébellion et la servitude on ne vit pas se former une classe supérieure indépendante et fidèle qui aurait sans cesse rappelé au roi « les vieilles formes du royaume » et qui aurait assuré sans secousse les transformations de l'avenir. Pour le malheur de notre histoire, les seigneurs, en cessant de dominer,

devinrent courtisans. Les antichambres et les ruelles recueillirent les habitants des châteaux forts rasés par Richelieu. La noblesse, qui n'avait jamais joué comme ordre qu'un rôle secondaire, abdiqua de plus en plus, sans comprendre qu'elle rendait inévitable l'avènement plus ou moins prochain des hommes auxquels elle abandonnait en quelque sorte le privilège de l'activité intellectuelle et sociale¹.

1. Un instant, elle parut deviner le parti qu'elle pourrait tirer des assemblées périodiques. Sous la Fronde, elle voulut renouer la tradition interrompue depuis 1614. Il semble que la domination de Richelieu l'ait éclairée sur le danger du silence. Malheureusement la tentative de réunir les États, loin d'être populaire en 1651, parut une manœuvre à laquelle l'opinion publique en défiance ne prêta pas son appui. On peut consulter sur ce dernier effort, qui n'appartenait pas à notre sujet, le tome XVIII des *États Généraux* qui contient les mandements du roi et les divers historiens qui ont écrit sur la Fronde. Voy. le *Choix de Mazarinades*, publié par la Société de l'histoire de France, t. II, p. 230, 292.

INFLUENCE
DES
ÉTATS GÉNÉRAUX
SUR
L'ORGANISATION ET LA DISCIPLINE
DE L'ARMÉE.

Au quatorzième siècle, il n'y avait pas encore d'armée permanente ; à vrai dire, il n'existait même pas d'organisation militaire. Le ban et l'arrière-ban convoqués par le suzerain, qui n'avait le droit de les retenir sous les armes que pendant quelques jours, étaient la seule force régulière dont le roi de France pût disposer. Le pouvoir royal sentit bientôt combien était précaire un secours que le caprice des seigneurs pouvait si vite retourner contre lui. Sous l'empire de cette crainte, les compagnies soldées se multiplièrent : engagées à prix d'argent pour la durée d'une expédition, elles vinrent s'ajouter aux forces en déclin de la hiérarchie féodale.

Telle était pendant la guerre de Cent ans la composition de nos troupes. Les premiers États influèrent peu sur l'organisation militaire. Se confiant à l'initia-

tive royale, ils confirmèrent simplement ses décisions. Cependant nous distinguons dès cette époque une réaction de la masse de la nation contre les armées seigneuriales : les désastres de Crécy et d'Azincourt étaient attribués à l'ardeur immodérée des chevaliers, celui de Poitiers avait servi de prétexte aux plus violentes attaques. Les bourgeois auraient évidemment souhaité une organisation plus forte, mettant dans les mains du pouvoir central une milice plus exercée et mieux disciplinée. Quoi qu'il en soit, les députés ne tentèrent rien jusqu'au jour où Charles VII triomphant leur soumit à Orléans le plan qu'il avait conçu.

Les seigneurs dépouillés du droit d'armer leurs vassaux, le roi seul maître de lever et de réunir les gens d'armes, voilà la double réforme que les victoires du prince lui permettaient de proposer aux États de 1439. De ce jour l'armée royale était créée.

Cette transformation fut profondément populaire : l'abaissement des seigneurs déchus de leurs droits excita l'enthousiasme national. Il fallut plus de quarante années pour qu'on discernât le danger de ce nouveau système. C'est aux États de Tours qu'appartient l'honneur d'avoir protesté les premiers contre l'exagération des armées permanentes. Ils admettaient bien l'existence d'un noyau autour duquel viendraient au moment du danger se grouper les ressources extraordinaires ; mais, au delà de ces limites, un état militaire trop considérable leur semblait à la fois une cause de ruine et une tentation périlleuse pour l'imagination royale. L'organisation mixte que défendait le tiers état ne prévalut point. Les guerres d'I-

talie absorbèrent bientôt l'attention de la France : la royauté en profita pour développer ses armées, répudiant en même temps l'élément féodal en décadence et l'élément national que l'opinion publique aurait voulu y introduire.

En 1560, l'armée royale avait fait de grands progrès ; les régiments venaient d'être récemment créés. Les États d'Orléans et ceux qui les suivirent s'occupèrent peu de l'organisation militaire. La noblesse demandait que tous les grades lui fussent réservés. Le tiers implorait timidement une réduction des cadres, mais aucune réforme générale ne fut tentée. Les notables de Rouen s'en remirent au génie du prince qui venait de conquérir la France. Outre la charge de connétable dont ils réclamèrent hautement la suppression, les États de 1614 demandèrent l'abolition de la vénalité et une organisation plus régulière. La main de fer de Richelieu allait bientôt réaliser ces vœux et préparer l'armée aux réformes qui devaient la placer si haut à la fin du siècle.

Quoi qu'il en soit, les modifications introduites au point de vue de la composition des troupes sont fort insignifiantes. Il n'en fut pas de même de la discipline.

Depuis les États du roi Jean jusqu'en 1614, les cahiers et les ordonnances contiennent à toutes les époques le plus douloureux tableau des désordres des gens de guerre. Pendant trois siècles et demi, ils ont été le fléau des campagnes. Les grandes compagnies traversant la France à la fin du quatorzième siècle et laissant derrière elles une longue trace de sang et de feu ne sont que l'avant-coureur des calamités qui

signalèrent la dernière moitié de la guerre de Cent ans. L'horreur de l'oppression féodale est dépassée par la terreur que cause l'approche des compagnies. Qu'elles appartiennent à l'un ou à l'autre parti, les désordres sont les mêmes. La création de l'armée royale amena quelques progrès, mais le seizième siècle vit se renouveler les mêmes maux.

Les compagnies incomplètes, les passe-volants multipliant fictivement le nombre des hommes, les capitaines détournant la solde, les gens d'armes mal payés, les déplacements de troupes donnant aux soldats débandés l'occasion de vivre sur le paysan, les exactions et les crimes impunis, voilà en quelques mots le thème invariable des doléances. A ces excès, les députés opposaient une série de mesures si éclairées que lorsqu'on voulut dans la suite établir une solide organisation, on se borna à les transcrire. Un contrôle sévère des revues et des paiements, un règlement sur les étapes, la création d'un corps d'intendance sous le nom de commissaires des guerres furent dus à Henri IV et à Richelieu, qui ne firent en cela qu'exécuter le vœu général des États Généraux et des notables.

L'action des assemblées se montra donc en cette matière énergique et féconde. Les députés déployèrent surtout cette faculté d'organisation qui a toujours été une des premières qualités du tiers état. Réagir contre le désordre, substituer la règle à l'anarchie, tel fut partout son but. On peut assurer que de 1560 à 1629 ses vœux n'ont été étrangers à aucune des réformes.

CONCLUSION.

Pourquoi notre pays, au milieu duquel étaient nés de si bonne heure les États Généraux, a-t-il dû attendre cinq siècles avant de voir les assemblées délibérantes devenir une des institutions du gouvernement ? Sur qui doit retomber la responsabilité d'un retard si fatal à l'expérience politique des Français ?

Telle est la question que nous sommes fatalement amené à nous poser, en parvenant au terme de ce travail.

Quand les responsabilités s'étendent sur une longue suite de siècles, elles se partagent à l'infini. Cependant, au milieu de cette triste accumulation de fautes, nous pouvons distinguer celles qui appartiennent à la royauté et celles qui pèsent sur la nation.

Pleins du souvenir d'Étienne Marcel, les rois ont toujours considéré les États Généraux comme leurs plus redoutables adversaires ; ne les ayant jamais convoqués de bonne grâce, mais sous l'empire d'une nécessité dont ils gémissaient comme d'une faiblesse, ils se sont toujours trouvés en lutte avec les députés dès les premières délibérations. Pénétrée de la tradition impériale que les juristes avaient puisée dans le droit romain, la royauté française n'a compris qu'à de rares intervalles ce qu'elle ga-

gnait à être en communication avec ses sujets. Orgueilleuse et jalouse de ses droits, elle avait devant les yeux je ne sais quel rêve de grandeur antique qui s'accommodait mal avec la libre délibération. Elle songeait trop à sa propre puissance et pas assez à la prospérité réelle du pays, ou plutôt elle avait identifié ces deux termes au point de confondre les intérêts de la patrie et ceux du trône dans un prodigieux égoïsme dont Louis XIV devait être le plus illustre représentant.

La nation voulait exercer une influence directe sur les affaires de l'État. Le roi aurait cru manquer aux serments du sacre en ne retenant pas intacte entre ses mains la plénitude de la toute-puissance. Voilà l'incébranlable conviction qui se dressait devant les députés quand ils se réunissaient pleins d'ardeur pour réformer l'État ! Voilà l'opposition de maximes et de vues qui devait soulever fatalement un conflit entre deux principes si contraires ! Comment s'étonner dès lors de la lutte qui naissait entre les députés et le conseil du roi, des moyens auxquels recourait l'impatience du prince, des délais et des ruses, des tromperies et des artifices qui abusaient les membres des États jusqu'au jour où, trouvant la salle des séances démeublée ou close, ils ouvraient les yeux et maudissaient leur trop longue confiance !

Ainsi, la royauté a une part considérable dans l'insuccès immédiat des sessions d'États ; il ne faut pas cependant exagérer l'importance de son action : elle n'est après tout que le premier des coupables. Sur la noblesse et le tiers doivent aussi peser devant l'histoire de lourdes responsabilités.

La noblesse française s'était trouvée investie, au dixième siècle, d'un droit absolu sur les terres et sur les hommes ; elle avait exercé une tyrannie d'autant plus intolérable qu'elle était plus voisine de ceux qu'elle écrasait. Il était arrivé un jour où les opprimés avaient tenté de secouer le joug. Les communes et la bourgeoisie étaient sorties de cette réaction. Ainsi le tiers était né avec une passion qui faisait partie de sa nature. Loin de s'affaiblir avec le temps, elle demeura aussi vivace après six siècles qu'au moment où il luttait contre la servitude. Toute son histoire politique se résume en une seule pensée : l'abaissement de la noblesse. Le tiers y consacre toutes ses forces : pour effacer les traces de son esclavage, il se courbe devant le despotisme royal. Il implore son alliance sans en débattre le prix, et quand il vient siéger dans les assemblées nationales, il met au service de sa haine le pouvoir qui lui est accordé.

Que faisait de son côté la noblesse ? Essayait-elle par une conduite loyale de faire oublier les rancunes qu'elle avait soulevées ? Nullement. Elle se tenait à l'écart, mécontente des réformes, ne vivant que pour les armes, et ne participant à la vie nationale que par un goût ardent de la guerre, et le sentiment de la grandeur extérieure de la France. Quand les États Généraux rapprochaient les deux ordres, l'animosité des bourgeois se réveillait au contact des prétentions des gentilshommes. Privilèges abolis dont les seigneurs demandaient le rétablissement, exemption de l'impôt dont ils se targuaient, juridictions seigneuriales dont ils revendiquaient les droits, organisation militaire qu'ils voulaient dominer, presque toutes les questions

établissaient la discussion entre les deux ordres et renouvelaient l'irritation du tiers état.

Quelquefois cependant ils se rencontrèrent dans les mêmes souhaits, mais des principes tout différents les inspiraient. La noblesse, qui avait un profond mépris pour les roturiers, se montrait mécontente du roi parce qu'il les soutenait. Quand elle demandait la périodicité des États, c'est le pouvoir royal qu'elle voulait battre en brèche; quand elle réclamait les libertés que soutenait le tiers, c'était presque toujours sous la forme d'un privilège, tant les gentilshommes se rendaient peu compte de l'égalité des droits.

Leur âme contenait un singulier mélange de présomption et de générosité. Suivant le courant qui emportait la nation, les cahiers nous montrent les défauts ou les qualités de la noblesse. Loin d'adoucir la fierté des seigneurs, les siècles, en leur enlevant le pouvoir, ajoutaient à leur orgueil. Avant Richelieu et Louis XIV, Louis XI fut le seul roi qui sut les abaisser, mais les guerres d'Italie et le souvenir glorieux du sang versé pour la France leur rendirent bientôt cette hauteur dédaigneuse qui semblait s'accroître d'assemblée en assemblée, jusqu'aux États de 1614 où on vit ressortir, dans leurs querelles avec le tiers, toute l'insolence de leur morgue.

Ainsi, l'attitude de la noblesse fut une des causes les plus sensibles de l'échec des États Généraux de France. Tout autre fut la conduite de la noblesse anglaise. Dès l'origine elle s'était unie à la foule du peuple pour attaquer la royauté : elle avait pris la tête du mouvement et elle avait entraîné les commu-

nes à l'assaut de la puissance royale. En France, les seigneurs, maîtres du sol, alors que la royauté était faible, furent naturellement le point de mire des haines et des réactions populaires : ce fut à l'assaut de la féodalité que monta le roi suivi par le peuple. Tandis qu'en Angleterre, les barons protégeaient les communes contre l'arbitraire du souverain, en France le roi protégeait les bourgeois contre l'oppression des seigneurs.

Mais, dans ce grand insuccès dont nous recherchons les motifs, quelle est la part du tiers état? Nous avons vu les entraînements de la royauté éprise du pouvoir absolu, nous venons de montrer l'orgueil de la noblesse déplorant la chute de la féodalité, arrivons à cette bourgeoisie française qui avait dans le cœur le sentiment de ses maux, sans se rendre un compte précis du remède. Il ne s'agit point ici de juger le tiers dans le développement complet de son histoire, mais son attitude dans le sein des États. Rien n'est plus différent. Pendant que la nation, depuis l'affranchissement des communes jusqu'à la Révolution, s'avance sans dévier de sa route vers l'égalité civile, le tiers état dans le sein des assemblées nationales tente timidement ses premiers pas vers la liberté politique. Son expérience marche d'accord avec sa passion dominante. Adroit et ferme dans sa lutte séculaire contre la noblesse, il est faible et inhabile quand il s'agit de contrôler le pouvoir royal. Une seule fois il voulut être courageux et il se montra téméraire : il pensait réformer, et il s'aperçut qu'il avait mené la France aux abîmes. Son ardeur, qui avait besoin d'être entretenue, fut glacée par ce premier

échec : dans la suite il lui arriva de refuser les droits qui lui étaient laissés. Trois minorités lui offrirent d'admirables occasions de limiter la puissance du prince; ils les laissa échapper, non par indifférence, mais par je ne sais quelle lenteur dans la décision qui donna toujours le temps au pouvoir de clore l'assemblée avant que l'autorité des États se fût développée. Cette faiblesse du tiers a deux causes : la rareté des sessions et la forme des États Généraux.

Il faut de longues années pour qu'un corps ou une compagnie arrive au complet développement de sa force. Quand il s'agit du rôle du tiers, on se montre plus exigeant. On voudrait qu'en un mois cent ou deux cents délégués venus de vingt provinces se fussent liés à ce point qu'un accord se fût établi entre eux sur la forme du gouvernement et les moyens de régler l'intervention des États. C'est à ces hommes, la veille inconnus les uns aux autres, qu'on demande un courage, une énergie, une suite dans les desseins dont le parlement lui-même n'a été capable qu'après des siècles d'expérience et de lutte. Les institutions humaines n'ont que rarement ces éclairs ; cette solidarité soudaine dans la conduite qui fait les grandes assemblées et prépare les triomphes politiques n'était pas possible en un temps où les esprits n'avaient entre eux aucune de ces communications intellectuelles que fournit à la vie publique l'activité des sociétés modernes.

Au-dessus de ces difficultés matérielles, multipliées par l'abus des mandats impératifs, par la longueur des distances, par la crainte d'un désaveu, se trouve

la division même des États qui était à elle seule un réel obstacle à l'influence sérieuse des assemblées.

Nous avons examiné jusqu'ici le rôle de la noblesse et du tiers; ils devaient attirer les premiers notre attention. Antagonistes dans la grande lutte dont le développement remplit nos annales, c'est sur eux que se fixent tout d'abord les regards; l'action est si vive, le combat si ardent qu'ils semblent occuper à eux seuls toute l'étendue de la scène. Pourtant il n'en est rien. A côté d'eux se tient un ordre qui puise son autorité dans sa mission divine : étranger par son origine aux passions d'ici-bas et constamment mêlé à leurs discordes, détaché des intérêts de la terre par son principe même et contraint par la force des situations à s'en rapprocher pour en subir les entraves, le clergé se ressentait à tout moment de l'inconséquence fatale d'une attitude qui ne le mettait jamais à son véritable niveau.

Quand le royaume s'était morcelé en une multitude de souverainetés indépendantes, les évêques, entourés du respect populaire et jouissant d'une puissance morale considérable, avaient été tout naturellement investis de ces fiefs qui étaient alors le signe visible de l'autorité. Ils avaient traversé la féodalité en mêlant dans leurs mœurs les vertus du prêtre aux rudes usages des seigneurs. Appuyés sur de vastes domaines, les évêchés et les abbayes partageaient avec la noblesse les privilèges qui étaient l'apanage de la propriété territoriale. L'identité des droits forma un lien naturel, qui se resserra plus encore quand l'affranchissement des communes vint menacer également les seigneurs, qu'ils fussent laïques ou ecclésiastiques.

Les assemblées politiques nous montrèrent toujours combien était profonde la sympathie qui réunissait dans le même camp les évêques et les nobles. Mais cet attrait ne s'exerçait pas sur tout le clergé : tandis que la noblesse et le tiers se dirigent sans hésiter vers un des buts qu'ils connaissent, les ecclésiastiques se sentent emportés par un double courant. Les prélats, jaloux de leurs droits temporels, inclinaient vers la noblesse, tandis que la masse du clergé, ayant moins à perdre et se souvenant davantage des maximes de l'Évangile, élevait la voix pour réclamer avec la nation les garanties de justice et d'équité qui faisaient si étrangement défaut à la société féodale. Tel est le secret de la marche incohérente du clergé, défendant tour à tour les privilèges et l'égalité, les droits du passé et les réformes de l'avenir, selon qu'il songeait à ses intérêts d'ici-bas ou qu'il demeurait fidèle aux lois divines qu'il avait le devoir d'enseigner. Dans les grands débats politiques, la noblesse trouvait presque toujours en lui un allié qui était prêt à l'abandonner pour une foule de revendications secondaires.

Revenons maintenant à l'organisation intérieure des États Généraux. Qu'y trouvons-nous ? Le troisième ordre, qui représentait la majorité de la France, voyait se dresser contre lui, dans les plus graves questions, la coalition des deux ordres privilégiés. Que faire contre cette alliance ? Comment la rompre ? De quelle façon s'y soustraire ? A ce problème qui se posait pendant toute la session devant les députés, le tiers ne trouvait d'autre solution que l'abstention : il se refusait à délibérer avec la noblesse et le clergé, fuyait les réunions communes, les plus intéressantes

de toutes, s'éloignait des conférences auxquelles il était convié, et répondait froidement à toutes les démarches qu'il ne pouvait délibérer, si on ne trouvait un moyen d'équilibrer les forces. Voilà l'obstacle devant lequel échouèrent au seizième siècle la plupart des sessions ! Le tiers état montra plus de défiance que de hardiesse, il sut mal défendre l'autorité des assemblées et il ne triompha que le jour où il eut assez de résolution pour obtenir la suppression des ordres.

En résumé, plus d'intelligence que de courage, plus d'aigreur que d'esprit de suite, voilà le trait distinctif du caractère que le tiers état montra dans ses luttes politiques. Autant les cahiers font ressortir la profondeur de son instruction et l'étendue de ses connaissances, autant son attitude était hésitante et timide pendant les délibérations qui mettaient en contact les trois ordres et le pouvoir royal.

Ainsi le roi, le clergé, la noblesse et le tiers doivent porter à des degrés divers, suivant les temps, une part dans la responsabilité de nos échecs. Tous quatre ne surent jamais voir que leurs intérêts immédiats : aucun ne sut tourner les yeux vers l'avenir. Ne cherchant qu'à se dégager de toute entrave, le roi et la noblesse pour dominer, le tiers pour cesser de souffrir, ils ne comprirent jamais l'art des transactions et prolongèrent aveuglément la lutte jusqu'au jour où, toutes choses étant poussées à l'extrême, le moindre changement devait fatalement provoquer une révolution.

Mais détournons nos regards de ces douloureuses déceptions ; il est temps d'examiner quels furent les

résultats positifs des États Généraux et de rapprocher ainsi dans nos souvenirs les succès et les déceptions.

Nous venons de voir comment les États furent impuissants à fonder en France la liberté politique : au point de vue du gouvernement central, leur influence fut en résumé à peu près nulle. Les États du roi Jean osèrent seuls modifier le conseil du roi et s'emparer de la conduite des affaires ; mais ni dans le quinzième, ni dans le seizième siècle ils n'essayèrent de marcher dans cette voie. Les *plaintes* et les *subsides*, voilà leur unique domaine, voilà le seul dont ils se soient constitués les gardiens exclusifs et jaloux.

Les cahiers de doléances sont le plus grand monument que nous aient laissé les États : Église, justice, législation, finances, commerce et armée, en un mot, toutes les questions qui intéressent la France s'y trouvent successivement traitées avec une connaissance approfondie des faits et parfois avec une admirable éloquence. C'est là qu'on retrouve le génie national et qu'on prend sur le fait la lutte des ordres et les progrès incessants du tiers état. On voit à l'œuvre cette ruche laborieuse dont le seizième siècle nous fait entendre le bourdonnement : on suit son travail, et on s'attache malgré soi au sort des débats les plus arides, parce qu'en soulevant tour à tour les espérances et les colères des trois ordres, ils laissent entrevoir le fond même de la pensée des députés. Quel que puisse être le jugement de la postérité sur telle ou telle opinion, ces cahiers doivent relever à nos yeux le temps qui les a produits. Les générations qui concevaient et proposaient ces réformes étaient capables de grandes

choses : l'élévation de leur pensée, la hardiesse de leur style nous sont de sûrs garants de leur intelligence. A la mort de Louis XI, à l'avènement de Charles IX, deux fois sous Henri III, au début du règne de Louis XIII, les États nous offrent ces vastes compilations dans lesquelles on trouve à chaque page le souffle de 1789. Réformes civiles, judiciaires, législatives, sociales, tout est examiné, discuté, réfuté, avec une précision qui égale souvent les meilleurs livres publiés à la même époque. Voilà ce que les députés laissaient entre les mains de la royauté à la fin de chaque session.

Une seule fois la rédaction de l'ordonnance qui devait résumer ces vœux fut commencée en présence des députés; l'Hospital était alors chancelier de France. Si l'on excepte cet heureux moment, les États se terminèrent tous au milieu de la plus morne tristesse : la fin de la session était brusquée, les cahiers remis à la hâte, les promesses banales, les conseillers du roi distraits et impatients : les députés se séparaient la douleur dans l'âme et se retiraient dans leur bailliage en maudissant la mauvaise foi des hommes et la corruption des cours. Le peu d'effet des États se répandait alors dans les provinces et y semait l'irritation et le découragement. De cette triste expérience est sortie l'opinion généralement répandue de la stérilité des États Généraux.

Au terme de ce travail, sommes-nous donc amené à reconnaître que les assemblées de l'ancienne monarchie n'ont produit aucun résultat ? Non, sans doute. Tout d'abord nous devons constater qu'il est une branche de l'administration royale sur laquelle

l'influence des États fut directe : nous avons dit que le vote de l'impôt appartenait de droit et de tradition aux députés du royaume. Dans tous les temps où ce droit leur fut sincèrement concédé, nous voyons les députés tour à tour et à propos larges et économes, ralentissant la marche ascendante des dépenses publiques, sans se refuser jamais aux sacrifices nécessaires à l'honneur et au salut de la nation. Sous le roi Jean, ils enlevèrent au pouvoir les abus du faux monnayage et n'hésitèrent pas à voter peu après la rançon du roi prisonnier des Anglais. Dépouillés de leur droit de vote, ils n'en retrouvèrent l'usage que pendant l'invasion anglaise et s'en servirent largement pour offrir chaque année au roi tout ce que la misère publique permettait de consacrer à la délivrance du royaume. Abdiquant ce droit pendant une de ces servitudes volontaires que nous montrent fréquemment nos annales, la nation le revendique et le reprend aux États de Tours lorsque le pouvoir absolu l'a ruinée : elle réduit tout d'un coup l'impôt des trois quarts et donne au peuple vingt ans d'économie et de prospérité. La France s'endort encore une fois au bruit des guerres d'Italie, et son réveil est signalé sous Charles IX par de nouveaux efforts pour la réduction des dépenses. Les États demeurent dès lors sur la défensive : trois fois les rois veulent leur arracher des subsides, pendant trois sessions ils multiplient les refus, et cette résistance témoigne de leur droit incontestable de voter l'impôt.

N'y a-t-il pas dans la suite de cette attitude, tantôt ferme et sévère, tantôt hardie et féconde en succès, un des résultats les plus remarquables et les plus po-

sitifs des États? C'est là ce que nous pouvons appeler le *résultat direct* des États Généraux.

Si ces grandes assemblées n'avaient pas eu d'autre effet, il nous serait encore permis de partager la tristesse des députés, mais nous n'avons pas les mêmes raisons de gémir : l'histoire a d'autres points de vue. Les causes des événements, leurs conséquences, le lien qui les rattache sont autant de rapports qui échappent nécessairement aux contemporains ; de loin, nous sommes mieux placés pour en saisir l'ensemble, et en mesurer la portée.

En examinant toutes les sessions, on serait tenté de croire qu'il était dans la destinée des États Généraux de ne pas porter de fruits immédiats, mais de donner au royaume, à une date plus ou moins prochaine, l'ensemble des réformes que les députés avaient conçues. C'est là un caractère commun à toutes les assemblées que notre ancienne France a vues pendant quatre siècles. Remarquons-le bien, cette singulière et constante loi n'a épargné aucun temps. Les États du roi Jean périssent dans l'anarchie ; le prince qui représente la réaction contre les désordres populaires applique successivement toutes les idées qui avaient germé dans l'imagination féconde des réformateurs.

Louis XII reprend un à un tous les projets formés par les États de Tours et en tire ses plus belles ordonnances.

Les vœux émis dans les trois grandes sessions tenues sous les derniers Valois reparaissent et revivent appliqués par le génie de Henri IV, qui puise dans ce vaste recueil d'idées et réalise ainsi tout ce que sou-

haitait depuis trente ans en France l'opinion publique.

Les États de 1614 se séparent sans résultats : deux assemblées de notables se réunissent à dix ans d'intervalle. L'admirable administration de Richelieu applique ce qu'avaient conçu les députés et les notables.

Il y a là une frappante unité. Ce rapprochement réfute de lui-même la remarque des écrivains qui, en voulant démontrer la stérilité des États Généraux, font ressortir l'oubli dans lequel les ont laissés les trois meilleurs rois des trois siècles que nous étudions : Charles V, Louis XII et Henri IV. Quelle que fût leur opinion sur les États, ils ont précieusement recueilli les idées qui y étaient nées. Qu'on ne voie pas seulement dans ce fait permanent le simple résultat d'un courant des esprits appelant une réforme administrative et devant par là même faire naître un prince ou un ministre qui satisfît ce besoin général. Il y a entre les vœux des États et le rôle du prince un lien plus étroit : le texte même des cahiers a été sous les yeux de ceux qui ont rédigé les ordonnances de Charles V et de Louis XII. Henri IV, en voulant satisfaire la France et rétablir l'ordre, a eu pour but constant l'application scrupuleuse des ordonnances de l'Hospital et de l'ordonnance de Blois, violées et dédaignées le jour même de leur promulgation. Ces princes ont senti, à des degrés divers, mais tous ils ont compris quelle était la valeur du trésor que contenaient les cahiers. Ainsi, à prendre la suite de l'histoire administrative, judiciaire ou législative de la France, l'influence des États Généraux se retrouve dans ces vastes ordonnances

dont jusqu'ici on a toujours fait honneur aux rois et à leurs conseillers. Considérées sous ce rapport, nos assemblées ne sont étrangères à aucune des phases de notre développement national : elles se rattachent à ce mouvement général des idées qui a constamment soutenu la royauté dans la grande œuvre de l'unité française. Tel est le *résultat indirect*, mais incontestable, des États Généraux.

Notre jugement serait incomplet si nous omettions l'effet moral des États ; on doit en tenir grand compte : ils ont été d'époque en époque une protestation contre la servitude politique. Autour d'eux s'est groupé dans tous les temps un parti d'hommes intelligents, philosophes, écrivains, magistrats, en qui se révélait le don de la parole et qui conservaient au fond de leur cœur l'attachement aux idées de liberté publique et de contrôle. En certains temps, le succès a semblé bien près de couronner leurs espérances : en 1484, la théorie constitutionnelle paraissait formée et, dans toutes les assemblées, nous retrouvons l'affirmation plus ou moins précise de « certains principes tutélaires », tels que le libre consentement des impôts, l'intervention du pays dans ses propres affaires, la responsabilité des conseillers du prince. « Si ces maximes n'ont jamais péri en France, dit un illustre historien, les États Généraux y ont puissamment contribué, et ce n'est pas un léger service à rendre à un peuple que de maintenir dans ses mœurs, de réchauffer dans sa pensée les souvenirs et les droits de la liberté¹. » Ne nous laissons pas

1. M. Guizot, *Histoire de la civilisation*.

de répéter que les États Généraux ont eu cette vertu et que, s'ils n'ont rien fondé, ils ont conservé des doctrines et préparé des institutions.

En dehors de cette appréciation qui nous paraît seule équitable, il faut laisser également de côté les apologistes enthousiastes des États qui, voyant dans le passé le modèle exact de nos institutions parlementaires, veulent y retrouver jusqu'aux formes des gouvernements modernes, et les détracteurs également passionnés qui prétendent tirer des querelles du passé la preuve de l'impuissance de notre race. Loin de nous ces deux excès : oui, il est incontestable que les États Généraux n'ont jamais été une institution régulière, dont le rôle dans la monarchie ait été ni fixe ni déterminé. Mais, si ces assemblées ont traversé notre histoire comme de brillants météores, elles ont laissé des traces lumineuses, elles ont donné des impulsions fécondes ; ainsi que ces étoiles qui ont guidé dans la nuit les pasteurs de la Judée, elles ont été pendant trois siècles la consolation des faibles et l'espérance des opprimés.

Indépendamment des éclaircissements que nous recueillons pour l'histoire, n'y a-t-il pas encore quelque autre enseignement à tirer de cette longue suite d'épreuves ? Ces alternatives d'une nation s'éprenant tour à tour du pouvoir absolu et des idées de contrôle ne nous rappellent-elles pas d'autres vicissitudes plus chères à notre cœur et toujours présentes à notre pensée ? La vue des souffrances et des combats d'un autre siècle ne console pas des maux présents, mais elle écarte le découragement qui en fait l'amertume. Ce que nous apprenons en interrogeant nos annales,

c'est que nous avons à supporter des maux et à surmonter des obstacles dont les générations passées ont plus d'une fois triomphé. Voilà la grande leçon que nous donne l'histoire ! Notre orgueil se complait trop souvent à proclamer nos épreuves inouïes et nos déceptions incomparables. Vaine illusion de la faiblesse que nous donnons pour excuse à notre lâcheté ! Nous voyons se reproduire sous des formes qui nous trompent la même série d'événements, le même retour de succès et de revers. Il est dans la destinée des nations de ne jamais suivre dans leur développement un cours absolument régulier : leur marche se ralentit ou s'accélère suivant une loi mystérieuse dont Dieu seul a le secret. Il arrive même que le but semble parfois s'éloigner ; ce sont là les temps d'épreuve : périodes douloureuses d'angoisses et de doute dans lesquelles l'âme inquiète a besoin de tourner ses regards en arrière et de demander conseil aux générations écoulées ! A ces époques ténébreuses, l'histoire est à la fois une étude et une diversion ! Qu'elle soit mille fois bénie, quand elle est une force et un encouragement ! quand elle nous apprend qu'avant nous, nos pères ont plus longtemps gémi, qu'ils ont plus douloureusement souffert, sans que le but si souvent entrevu et si vaillamment poursuivi ait échappé à leur courage.

Le grand mal de notre temps, c'est l'abattement : l'illusion et l'impatience l'ont également produit. Nous avons cru trop tôt que notre pays avait atteint le terme de ses destinées : nous nous sommes trop vite irrités de ses échecs.

Du douzième au dix-septième siècle, la France a

vu un grand fait s'accomplir : la destruction du pouvoir féodal et l'abaissement de la noblesse ; cinq siècles y avaient contribué ; la nation était née et avait grandi au milieu de cette lutte que nulle génération n'avait désertée. Sous l'effort d'une grande oppression, les Français s'étaient montrés capables d'une grande suite. Richelieu et Louis XIV marquent le terme de ces ardeurs nationales : désormais la noblesse n'a plus de pouvoir, la royauté l'a écrasée et l'a privée de toute autorité dans l'État. Le roi a tout concentré sur sa tête. Le peuple qui n'a vu jusqu'ici qu'un ennemi, la noblesse, s'aperçoit que la domination vient de ce roi qu'il avait toujours eu pour allié. Il se sent abandonné et s'inquiète. Un siècle s'écoule, siècle de calme apparent, mais au fond plein de trouble et d'agitation. Le tiers état n'en doute plus, il a deux adversaires. Les haines s'accumulent et, quand la Révolution éclate, elle emporte avec les derniers vestiges de la féodalité le trône dont il a si longtemps défendu les droits et soutenu les prétentions.

Quoi qu'on en ait pu dire, la révolution de 1789 n'établit définitivement en France que l'égalité. — Cette victoire a coûté cinq siècles d'efforts.

Il reste aujourd'hui à fonder parmi nous la liberté. — Il n'y a que quatre-vingts ans qu'il nous est permis d'y travailler de nos propres mains.

Les antécédents de cette grande idée n'ont pas une si lointaine origine que les efforts de la nation vers l'égalité ; quelques hommes en ont dans tous les temps conservé le culte, nous en avons rencontré les germes, mais elle ne s'est développée et n'est devenue populaire qu'au dix-huitième siècle. Mêlée à la

Révolution comme une grande espérance, déshonorée par ceux qui en firent une menace, la liberté fut souillée de sang, et demeura étouffée entre deux despotismes. Elle a traversé depuis toutes sortes de périls et de misères, mais, si l'on veut marquer exactement ce qu'elle a définitivement fondé en 1789, nous ne trouvons à vrai dire qu'un seul droit réellement conquis, c'est celui que nos pères nommaient : *le libre vote des subsides*, qui entraîne à sa suite, comme conséquence forcée, la périodicité des États. Il n'y a pas d'illusion à se faire, voilà jusqu'ici les seules garanties indiscutables, dont une réaction passagère peut altérer les formes, mais dont le fond ne saurait être arraché à la nation. En dehors de cette double sauvegarde, qui contient en germe l'ensemble des droits publics, tout est à faire. L'intervention politique du pays dans ses propres affaires, la responsabilité sérieuse et incessante des agents du pouvoir, n'existent ni en droit, ni en fait. Nous avons cru tenir un instant ces instruments de la liberté : ils ont échappé à nos débiles mains. Il faut les saisir de nouveau, y appliquer nos forces et cet esprit de suite qui a fait le triomphe absolu de l'égalité. Le succès de nos espérances libérales est à cette seule condition. La nation, héritière de ce courageux tiers état qui a créé sa puissance, comprendra-t-elle que l'égalité est à tout jamais fondée et qu'il est temps de réunir toutes les forces viriles du pays pour conquérir la liberté? Le peuple écoutera-t-il au contraire ces esprits envieux, précurseurs de sa ruine et de son abaissement, qui le poussent à considérer comme ses adversaires une noblesse anéantie, un clergé aujourd'hui sans pouvoir

dans l'État ou bien une bourgeoisie ouverte à tous les mérites ou à toutes les fortunes? Contre ces ennemis imaginaires, la lutte est impossible : cette déplorable méprise ajournerait sans doute, mais ne pourrait empêcher le triomphe des institutions libres.

Si ce malheur de notre histoire excite nos regrets, rappelons-nous que le gouvernement représentatif n'a pas un type unique ; si nous ne pouvons lui donner les formes qui l'ont fait prospérer dans d'autres pays, nous ne manquons ni de modèles à imiter ni d'exemples à suivre. Comparons, lisons, étudions, ne nous laissons pas de connaître, d'agir et d'espérer. Nous avons le droit de demeurer fiers de ce que notre histoire nous a légué. Tous les peuples ont-ils dans leurs annales une tradition constante du gouvernement pondéré? trouvent-ils à toutes les époques des âmes généreuses, des orateurs ardents poursuivant avec constance l'idéal que nous rêvons encore aujourd'hui? Il y a là une fortune rare qui ne nous permet ni de déchoir, ni d'abdiquer. Eh quoi ! nous perdrons courage parce que cinquante ans après la Charte nous n'avons pu consolider l'alliance d'une monarchie héréditaire avec la liberté ! Enfants que nous sommes, ignorons-nous donc qu'il faut des siècles pour mûrir une idée ? Trois cents ans ont été nécessaires pour fonder le régime féodal ; cinq cents ans ont été employés à le détruire. 1789, c'est hier pour les hommes de notre temps. Il n'y a de puissant en ce monde que les forces qui se composent de petites forces accumulées. De même, dans l'histoire des peuples, il n'y a d'irrésistible que les principes composés d'une multitude d'idées successives qui ont

pénétré une à une dans le cerveau des hommes. Voilà pourquoi les institutions ne s'établissent pas en un jour : comme les vieux chênes de nos forêts, pour s'attacher au sol, elles ont besoin de profondes racines. Ne nous laissons pas enivrer par de folles illusions ! Substituons à nos impatiences fébriles une ferme confiance en des destinées meilleures ! L'étude de nos annales doit retremper notre foi dans l'avenir, fortifions-la sans cesse et, quel que soit le sort que la Providence réserve à notre chère patrie, proclamons, au nom de son passé, l'inébranlable certitude de nos espérances.

31 décembre 1868.

TABLE ANALYTIQUE.

A

ABBÉS. — Le tiers à Orléans veut qu'ils soient élus partout par les religieux, II, 81. Droit de les élire conservé par le concordat, 396. Ce droit est suspendu au profit du roi par les papes, *note* 3. Election unanimement réclamée en 1588, III, 154. V. *Discipline*.

ABBESSES. — Leur élection demandée par le tiers état; — triennales, II, 82, *note* 1. Mêmes vœux en 1576; la plupart à la nomination du roi, 397, *note* 1. Même vœu en 1614, III, 455, *note* 1.

ABOLITION (Lettres d'). — Données en conseil, II, 156.

Abréviation des procès. V. *Procédure civile, Délais*.

ACQUAVIVA, général de la compagnie de Jésus. — Condamné, en 1610, l'opinion de Mariana, III, 510.

ACQUIESCEMENT. — Lettres de chancellerie, II, 155.

ACTION PUBLIQUE. — Se trouve en germe dans les poursuites intentées d'office par les prévôts, I, 221. — Par le procureur du roi, I, 128. Ordonnance de 1539, ses progrès, II, 168, 175. Le clergé et le tiers favorables à la nouvelle procédure, II, 169. — Partagée entre les juges et le ministère public, II, 169. Inquiétude de la noblesse, II, 169. — En 1576, 526. Ardeur du tiers état, 527.

Peines contre les héritiers qui ne provoquent pas la poursuite des meurtriers, III, 183, 184. Accélération des informations, 184. — En 1614, IV, 59. — Gratuite, 60, admise difficilement par la noblesse, 60. Résumé général. IV, 251, 252. V. *Ministère public*.

ACY (Regnault d'), avocat du roi. — Massacré par la foule ameutée (févr. 1358), I, 76.

ADMINISTRATION FINANCIÈRE. — Efforts des Etats sous le roi Jean pour remédier au désordre des finances. Ils établissent neuf surintendants généraux, I, 90. V. *Impôt, Aide*. L'administration des finances de l'Etat se confond à l'origine avec l'administration du domaine royal, 146. Les seigneurs et les villes lèvent eux-mêmes l'impôt. *Assesseurs* ou répartiteurs choisis par les bourgeois en vertu d'une ordonnance de saint Louis. Les Etats de 1355 confient la perception à leurs propres agents, 147. Neuf *généraux surintendants* établis pour diriger la perception. Leur juridiction, 148. Leur serment. Digue imposée aux prodigalités du roi et aux abus des grands officiers, 149. Les Etats s'emparent de l'administration des deniers publics, 150. Le nombre des surintendants est réduit à six

aux Etats de 1356. Mode de perception réglé par l'ordonnance du 12 mars et par les instructions adressées aux collecteurs, 152. L'ordonnance du 26 mai suivant conserve cette organisation, ainsi que les Etats de mars 1357, 153. Ils ordonnent une enquête pour connaître la cause des précédents déficits. Modifications introduites par l'assemblée de Compiègne, 154. Hiérarchie des collecteurs sous le roi Jean, 155. Charles V affirme le revenu des impôts. Réorganise l'administration financière, 213. Etablit une hiérarchie plus régulière. Le receveur particulier centralise les fonds. Les trois généraux-conseillers contrôlent la comptabilité, 214. Examen sévère de la conduite des comptables. Le commerce leur est interdit, 217. Désordres sous Charles VI, 260-263. L'ordonnance de 1413 établit une hiérarchie rigoureuse entre les receveurs, 283; empêche leurs détournements, 286. Leur nomination est dévolue à la Chambre des comptes, 288. Discussions sur le chapitre des finances aux Etats de Tours (févr. 1484), 380 et suiv. Corruption de l'administration financière. Multiplicité des agents. Les députés demandent que toutes les perceptions soient remises aux receveurs des domaines. Ils s'attaquent aux receveurs des tailles et aux élus, 500. Utilité et fonctions des élus. Pays d'Etats et pays d'élection, 501. Les députés demandent que chaque province prenne à ferme sa part d'impôt. Séduites par l'exemple de la Normandie et du Languedoc, les autres provinces songent à se constituer en pays d'Etats, 502. Plan financier de Charles VIII, 566. Règlement des affaires financières aux Etats de Pontoise

(août 1561), II, 61. Mauvaise situation des finances en 1560, 223. Réorganisation de l'administration financière aux Etats d'Orléans. Nouvelle organisation de la perception. Répartition annuelle de la taille, 227, 229. Multiplication des charges de finance sous Henri II. Offices alternatifs. Suppression d'offices, 228. Le tiers obtient qu'une seule répartition annuelle soit faite entre les contribuables, 229; que les tarifs de péages soient affichés. Fraudes des payeurs chargés d'acquitter les dépenses publiques, 230. Payements en marchandises. Sol pour livre. Dons et présents. Mesures prises contre ces manœuvres, 231. On interdit aux comptables de faire le commerce, 232. Les Etats de Pontoise (1561) demandent qu'une commission d'enquête tirée de leur sein vérifie les comptes, 243. Veulent réduire les dépenses au taux des dépenses sous Louis XII, 244. Désordre en 1576, III, 5. Commission parlementaire de recherches (N.), 5, 6. Judiciaire (T.), 6. Perception; système du clergé: hiérarchie régulière, 6. Responsabilité des habitants (N.), 7. Système mixte du tiers, 7, 8. Aux Etats de Blois (1588), le tiers propose la diminution des tailles et l'institution d'une chambre de justice contre les financiers, III, 117. Le roi ajourne sa réponse, 123. Budgets provinciaux, affectations spéciales des impôts, 198, 199. Le tiers ne souhaite pas la centralisation financière, III, 199. Promesses de Henri III, 201, 202. Réforme financière soumise aux notables (1596), 257. Situation financière, III, 286. Impôts engagés, maniement des fonds, corruption, 287. Règlement général conçu et rédigé par les notables,

III, 294, 295. Réformes financières de Henri IV, 295. Impôt remis entre les mains du roi, 295, 296. Fraudes des trésoriers, 296. Sully réforme la comptabilité, 296 297. Défense aux nobles de lever aucun impôt, III, 297. Prospérité des finances en 1610. Épargne de 43 millions, 303, 304. Vœux en 1614, IV, 111. Responsabilité des comptables : cautionnement, 112. Abus des acquits du comptant, abolis en 1629, IV, 116. Tout officier entrant en charge donnera un état de ses biens (T. 1614), 118. Résumé général, 257 et suiv. V. *Organisation financière*.

ADMINISTRATION MILITAIRE. — Hiérarchie féodale du service militaire. A qui il est dû. Sa durée. Ban et arrière-ban, I, 173. Décadence du service militaire féodal dès la fin du douzième siècle. Remplacement du service personnel par une subvention, sous Philippe le Bel. Usage de plus en plus fréquent des troupes soldées, 174. L'impôt se substitue peu à peu au service militaire. L'armée devient plus régulière, 175. Efforts des États Généraux de 1355 et 1356 pour réformer les abus du service militaire. Règlement pour la convocation de l'arrière-ban, 176. Les députés s'occupent surtout des désordres qui ont envahi l'administration de l'armée. États inexactes de l'effectif : *passé-volants*. Détournements de solde, 177. Les États ordonnent un contrôle sévère de l'effectif. Ils organisent les revues en présence des surintendants, 178. Pillages exercés dans les campagnes par les bandes prêtes à s'enrôler. Précautions prises pour s'y opposer, 179. Organisation d'une milice destinée à protéger les campagnes, 180. Armement es bandes de partisans facilité pr

les États. Influence des États sur la durée de la guerre, 181. Ils n'ont pu enlever au roi le droit paix ou de guerre. L'administration de l'armée soumise à l'élément civil, 182. Comptabilité militaire réorganisée par Charles V, 218. Il introduit l'ordre et le contrôle dans l'armée. Responsabilité des capitaines, 226. L'ordonnance de 1413 règle la comptabilité militaire, 286. V. *Organisation militaire, Discipline militaire*.

ADULTÈRE. — Peine capitale demandée par le tiers, II, 554, III, 186.

AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES. — V. *Clergé*. — Aux États de Tours (1484), I, 422. — Aux États d'Orléans, II, 79. V. *Provisions, Discipline, Biens, Juridictions, Liberté des cultes, Police religieuse*. — Aux États de 1576. *Division*, II, 392. Leur caractère général, *id.* — Aux États de 1588, III, 154. — En 1596, III, 275. — Aux États de Paris, III, 451. — A l'assemblée de 1617, 417. Résumé général, IV, 225. *Affranchissement*. V. *Servitude féodale*.

AGRICOLA, préfet des Gaules. — Reçoit un rescrit des empereurs Honorius et Théodose le Jeune, I, 4, *note*.

AGRICULTURE. — L'ordonnance d'Orléans lui donne satisfaction en prohibant la chasse pendant une période déterminée, II, 270. Insaisissabilité des bestiaux et instruments aratoires, I, 222, 469, *note* 3, II, 544, 545, III, 186. Déclaration conforme de Henri IV en 1595, 186. Edit de 1598 favorable à l'—, III, 318. V. *Chasse, Insaisissabilité*.

AIDE. — Les États de 1314 votent une aide pour la guerre de Flandres, I, 25. Philippe le Bel institue, en vertu de ce vote, un impôt sur les marchandises Im

- popularité de cette taxe, 26. Origine des aides, 136. La *dime saladin*, la plus ancienne des aides royales. Distinction entre les aides et les tailles, 137 et *note*. Aide établie par le roi Jean pour sa rançon, en vertu du droit féodal, 186. Elle est prorogée par les Etats de Sens (1367), 201. V. *Impôt*. Les aides sont rétablies sous Charles VI (janv. 1383), 248. Abolies par les Anglais et les Bourguignons, 305. Charles VII obtient des Etats de Tours leur rétablissement (1435). Ordonnance du 28 février 1435. Nature de l'impôt, 321. Ferme des aides. Exemptions, 322. Caractère de cette ordonnance, 323. V. *Impôts indirects*.
- AIDES (Cour des). — Son origine, I, 148, *note* 3, et 290. Elle est réorganisée par l'ordonnance de 1413, 291. — Chargée de réviser la liste des exemptions, IV, 101. — Anoblit par arrêt les roturiers, 102.
- AJOURNEMENT (Décrets d'). — Motivent un paiement préalable d'épices par le demandeur, II, 128. Les nobles protestent contre les —, II, 170.
- Ajournement (*Lettres d'*). V. *Chancellerie* (*Lettres de*).
- Albon (*Jacques d'*). V. *Saint-André*.
- ALBERT (Alain d'), conseiller de Charles VIII, I, 415, *note*.
- ALENÇON (René, duc d'). — Est écarté du conseil de Charles VIII, I, 421.
- Aleuçon (*François duc d'*). V. *Anjou* (*François, duc d'*).
- ALEXANDRE III attribue à la France la pluralité des bénéfices, II, 406, *note* 3.
- Alger. V. *Pirates, Turquie*.
- ALMANACHS. — Peines contre les vendeurs d'alm. — impies, II, 104. Doivent être revêtus des approbations de l'évêque et du juge, 453. Astrologie licite permise, 454.
- AMBASSADES. — Dépenses en 1576, III, 22. — Confiées aux nobles, IV, 150.
- AMBASSEURS. — Défense aux sujets du roi de communiquer avec eux, III, 419. Proposition semblable en 1627, 443. Les membres des cours veulent comprendre le nonce ; émoi des prélats. exception faite, 444. Bassompierre s'y oppose seul, *note* 2. — Doivent être nobles, IV, 150.
- AMBASSEURS VÉNITIENS. — Opinion de Correro sur les contributions du clergé, II, 430, *note* 3. V. *Suriano, Cavalli*.
- AMBOISE (Conjuration d'). — Est étouffée dans le sang (1560), II, 11.
- AMBOISE (Louis d'), évêque d'Alby, I, 386, *note*.
- AMBOISE (Georges d'), cardinal. — Assiste à l'ouverture des Etats de 1506, I, 552. — Confère avec le roi sur la réponse à faire à la demande des députés, 553.
- AMENDES. — Les juges ne peuvent être fermiers des —, II, 132, 479, ni les hauts justiciers, 191, 192. Pensions aux juges sur les —, 551. Sergents des —. Leur suppression, 552. Gages des juges prélevés sur les —, III, 175, IV, 15. Prescription annale, III, 186, IV, 82.
- AMIENS. — La municipalité de cette ville offre au roi le subsidie du 12 mars 1356, I, 41. Etats de la province réunis à Amiens en déc. 1353, 188.
- ANDELOT (D'), frère de l'amiral de Coligny. — Assiste à l'assemblée des notables de Fontainebleau, II, 12.
- Angennes (*Louis d'*). V. *Maintenon*.
- Angennes (*Nicolas d'*). V. *Rambouillet*.
- ANGLETERRE. — Commynes pense que l'Angleterre est le pays où la chose publique est le mieux traitée, IV, 215. Ce que di

- Henri III du vote des subsides par le parlement, III, 131, 132, IV, 213. Traité de commerce avec Henri IV, 26 mai 1606, III, 313, 314. Rôle de la noblesse anglaise, IV, 286.
- ANGOULÊME (Charles d'Orléans, comte d'). — Est écarté du conseil de Charles VIII, I, 421.
- ANJOU (Duc d'), oncle de Charles VI. — Régent du royaume, I, 239. — Réunit les notables à Paris (1380 et 1381), 240, 244. Ses négociations avec les Parisiens. Son imprudence. Il veut résister au courant. Émeute des Maillotins, 245.
- ANJOU (François, duc d'), — quatrième fils d'Henri II, portad'abord le titre de duc d'Alençon. — S'échappe des mains de Catherine de Médicis pour rejoindre l'armée des mécontents, II, 298. Paix de *Monsieur*. Il reçoit l'Anjou, la Touraine et le Berry en apanage, 299. Chargé par Henri III de négocier avec le tiers pour obtenir de lui le vote des subsides, 350.
- ANNATES. — Répugnances des Etats d'Orléans contre les droits perçus à Rome; négociations pour leur suppression, II, 84. Défense d'exporter l'argent; suspension des provisions acquises à Rome, Rétablies un an plus tard, II, 85. — Aux Etats de 1576 leur abolition réclamée par les trois ordres, 434. Leur produit, *id.*, note 3. — Vacants appliqués aux réparations d'église, III, 484, 485. Apaisement de la querelle, 489.
- ANNE D'AUTRICHE. — Projets de mariage avec Louis XIII, discussion en 1614, III, 394.
- ANOBLESSEMENTS. — Doléances de la noblesse en 1560, II, 274, 275. Leur nombre croissant en 1576, leur vénalité, III, 43. Leur nullité demandée, 43. Cas d'anoblissement, 43, 44. Achat de fiefs nobles n'anoblit plus, 144. Doléances en 1588, III, 207. En 1597, III, 299, 316. Enquête en 1617 pour les — accordés depuis 1588, 421. Vente de lettres, en 1606, IV, 141. Annulations réclamées, 142. Depuis la mort de Henri II, 142, 143.
- APANAGES. — Craintes des députés en 1467, I, 349. Même inquiétude du tiers en 1614, IV, 111.
- APPEL. — Le droit d'appel apparaît au commencement du treizième siècle, I, 104, 105. Appel de défaut de droit, I, 105. Multiplication des appels, I, 106. Les baillis jugent les appels des prévôts, I, 107. Trois degrés d'appel, 115. Appels *non omisse medio*, I, 116. Amende, contre les juges qui ont rendu des sentences infirmées, I, 122. Ce droit énergiquement revendiqué aux Etats de Tours, I, 448, 449. — Est retiré aux prévôts, II, 140. Le parlement est le seul degré au-dessus du présidial, 143. Exception, 144, note 2. — Devant les maréchaux sur le point d'honneur, 147. Lettres de chancellerie, 155. Les arrêts doivent être motivés pour diminuer les appels, 158, ressource des mauvais débiteurs, II, 159. V. *Parlements*.
- APPELS COMME D'ABUS. — Consacrés par l'ord. de 1539, II, 449. Empiètements du parlement. Protestations (C. N. 1576) 450. Point d'effet suspensif; amende de fol appel, 451. Élargissement des appelants défendu; résistance du parlement, 451, 452. Mêmes empiètements; édit de Melun, III, 164, 165. Doléances en 1605, 503, 504. Opinion de Richelieu sur les empiètements des parlements, 504. Doléances inutiles en 1614, 505. Rendent les parlementaires gallicans, 506. V. *Indépendance de l'Eglise, Indépendance de l'État*.

- ARRALÉTRIERS (Compagnies d'). — Etablies dans plusieurs villes (vers 1367), I, 202.
- ARBITRES. — Justice spéciale aux clercs et aux nobles pour assoupir les procès (C. N. 1576), II, 502, 503. Spéciale aux nobles, III, 179. Doléances du tiers contre les arbitrages forcés des seigneurs, III, 56.
- ARCHERS (Compagnies d'). — Etablies dans plusieurs villes (vers 1367), I, 202.
- ARCHEVÊQUES. — Formes de leur élection aux Etats d'Orléans, II, 82. Absence des évêques doit être approuvée par les — 404.
- ARDIER (Paul). — Trésorier de France, greffier des notables en 1626, III, 440, *note*.
- ARLES. — Une assemblée annuelle se tenait dans cette ville au cinquième siècle, I, 4.
- ARMADA (L'invincible). — Flotte organisée par Philippe II. Son passage près des côtes de France, III, 88.
- ARMAGNAC (Charles comte d'). — adresse une requête aux Etats de Tours (fév. 1484), I, 370.
- ARMAGNAC (Confiscation des biens d'). — Restitution des biens du duc de Nemours à la demande des Etats, I, 542.
- Armée. V. *Organisation militaire, Discipline militaire et Administration militaire*.
- ARMES (Prohibition du port d'), II, 202. Exception pour la noblesse II, 203, III, 208. Pour les marchands en voyage, II, 203, 204. Insaisissabilité des armes, 545. Défense de posséder des amas d'armes, IV, 160.
- ARPAGON (sire d'), député aux Etats de Tours. — Nommé par l'ancien conseil membre du conseil du roi, I, 421.
- ARRAS. — Sédition en mars 1355 à l'occasion de la gabelle, I, 40. Réprimée cruellement, *note*.
- ARRAS (Traité d'). — Conclurent Charles VII et le duc de Bourgogne (septembre 1435), I, 320.
- ARRÊTS. — Leur prononciation immédiate prescrite en 1413, I, 282. — Ne sont rendus par le juge que contre paiement préalable, II, 128. Leur prononcé ne peut être retardé faute du paiement des épices, 130, 157. La noblesse veut qu'ils soient motivés, 158. Exécution des — confiée aux juges locaux, 159, 160. Délivrations, partage, 512, 513. Suppression des petits commissaires, 514. Prononciation immédiate, signature, 515. Cherté des exécutions, 516. Résistance des seigneurs à leur exécution, 517, 518, recours extraordinaire, 519. Leur signature, III, 182. — Rendus à l'audience seulement, *id.* Prononciation immédiate, IV, 21, 48, 49. Lecture publique après six heures du matin; signature, motifs de droit, 49. Expédition en extrait, 49, 50. — Exécutoires nonobstant la surannation (T. 1614), 50. Commission de conseillers pour leur exécution, 50, 51. Le tiers se plaint de la résistance des seigneurs, 51. La noblesse de celle des magistrats, 52.
- ARRIÈRE-BAN. V. *Ban et Administration militaire*. — Sa décadence en 1576, III, 61.
- ARTILLERIE. — Ce qu'elle coûte en 1576, III, 22.
- ARTOIS (Etats de la province d'), I, 188. V. *Etats provinciaux*.
- Artois (Jean d'). V. *Eu*.
- ASSÉSSEURS, ou répartiteurs des impôts, I, 147. — Nommés par les élus, puis choisis par les habitants, 214, *note*. La noblesse en 1588 veut les rétablir, III, 197, 198. Résumé général, IV, 265.
- ASSEMBLÉES DU CLERGÉ. — Tenues librement à Paris, en 1596, 1598, 1605. III, 452. Celle de 1610 traite à fond de la simonie, III, 462. En 1615, reçoit le

concile de Trente, III, 468, et obtient des exemptions, 485. — De 1621. — de 1626, obtiennent la confirmation des exemptions, 486. — Votaient périodiquement les décimes, 486.

ASSEMBLÉES NATIONALES, dans les Gaules. — Sous la domination romaine, I, 3. — Chez les Germains, 4. V. *Etats Généraux* (*Origine des.*)

Assemblées de notables. V. *Notables* (*Assemblées de.*)

ASSISES — du seigneur jugeant à l'aide de ses pairs, I, 105 — du prévôt dans les principaux points de leur ressort, I, 106 — du bailli pour punir les grands crimes, I, 107 — pour juger les appels des prévôts, I, 107.

Assistance judiciaire. V. *Pauvres.*

ASSOCIATIONS OU LIGUES. — Défendues en 1614, III, 375. — Punies comme rébellion, 443.

ASTROLOGUES. — Venus en France à la suite des guerres d'Italie. Bannissement (C.). Peine de mort (T.). II, 453.

ASTRONOMIE. — Est appelée astrologie licite, II, 454.

Athènes (Duc d'). V. *Brienne.*

AUBAINE (Droit d'). — Son origine germanique, I, 470. Doléances du Languedoc, I, 470, 471. — Aboli dans cette province, I, 471, 472.

Aubenage (Droit d') V. *Aubaine* (Droit d').

AUDENEHAM (Le maréchal de). — Réprime une sédition à Arras. I, 40, *note.*

AUGUSTINS (Couvent des). — Où il était situé, le clergé y tient ses assemblées, les Etats s'y tiennent en 1614, III, 332.

AUMALE (Claude II de Lorraine, duc d'), gouverneur de Paris. — Reçoit les instructions du cardinal de Lorraine relatives aux réunions préparatoires des députés aux Etats d'Orléans (1560), II, 29.

AUMÔNIERS. — Seule fonction que puisse accepter un prêtre dans les maisons princières, II, 404.

AUTORITÉ DES ETATS. — Opinion de Philippe Pot sur l'autorité des Etats quand le roi ne peut gouverner, I, 411. Efforts des députés aux Etats de Blois pour faire prévaloir leur autorité, II, 314. Accord des trois ordres sur ce point, 315. Ils demandent pour leurs vœux unanimes la sanction du roi, 317, 353, 354. Autorité réclamée par les Etats de Blois, 377. V. *Périodicité des Etats.* *Impôt* (*Vote libre de l'*). Moyens proposés pour faire adopter les vœux, 381. Discussion sur l'autorité du roi et sur celle des Etats, 382. Irresponsabilité du roi, 383. La puissance du parlement s'arrête devant les ordonnances émanées des Etats. Le roi lui-même ne peut les révoquer, 385. Les Etats de Blois (1588) délibèrent sur la question de savoir s'ils doivent agir par voie de résolution ou par voie de requête, III, 110. Rapports entre le roi et les représentants de la nation, 111. Henri III parle de se mettre entre les mains des Etats, comme le doge de Venise et la reine d'Angleterre, 131. Résumé général. Autorité que les Etats voulaient exercer sur le gouvernement de la monarchie, IV, 197. Etats du roi Jean 198. Libre vote de l'impôt, 198 à 201. Périodicité des Etats, 201 à 203. Etats provinciaux, 203, 204. Droit de déclarer la guerre, 204. Responsabilité des conseillers, cahiers de doléances, mandat impératif, 206. Exécution de leurs vœux, 208, le parlement et les Etats, 210. Pouvoir intermittent des assemblées, 211. Opinion de Commynes, 214, de Sully sur le vote libre de l'impôt, 218, de Fénelon, 220, de Saint-Simon, 224.

AUVERGNE. — Trop éloignée du parlement de Paris, sollicite un parlement, II, 500; tout au moins des grands jours, 501, 502. V. *États provinciaux*, *Clermont en Auvergne*.

AVANÇON (Guillaume d'), archevêque d'Embrun. — Assiste aux États de Blois (1588), III, 107.

Averton (François d'), V. *Belin*.

AVOCATS. — Règlement de 1364 pour les forcer à plaider brièvement, I, 220. — Tenus de plaider gratuitement pour les pauvres, I, 220. — Prennent part à l'élection des juges, I, 443, 444. — Sont appelés pour la rédaction des coutumes, I, 463. Les douze plus anciens du parlement jouissent du privilège de *committimus*, II, 139. Opinion de Louis XI sur leurs pilleries, I, 461, *note* 3. — Inutiles dans les procédures sommaires, II, 154. Conseil gratuit des pauvres,

162. Les procureurs autorisés à plaider, 163. Réformes des —, 163, 164. — Autorisés à diriger les procédures, 164. — Responsables de leurs erreurs, 164. — Participent à l'élection des juges, 469. En 1576, 521. Sincérité des plaidoiries, Juridiction du plus ancien avocat du siège, 522. Ses liens avec le ministère public, 478, 522. Leur discipline sous le contrôle des cours, 522. Sous Henri IV, peuvent postuler dans les charges subalternes, IV, 56. Peines quand ils injurient, 56, *note* 1. Exemptés du récépissé des pièces, 57.

AVOCATS DU ROI. — Adjoints au procureur du roi. Leur situation mixte, II, 478.

AYDIE (Odet d'). — Seigneur de Lescun, comte de Comminges, amiral de France sous Louis XI, I, 415, *note*.

B

BAILLIAGES. — Création des baillis, I, 107. Assemblées de — pour la rédaction des coutumes, I, 463, 464. — Trop éloignés du parlement; avantages des présidiaux, II, 141. Le tiers veut donner aux maîtres des requêtes le droit de convoquer les États de bailliage, II, 146. V. *Baillis*.

BAILLIS. — Aux États du roi Jean. Commissaires royaux dans les bailliages, I, 107. Progrès de leurs attributions: leur conflit avec les hauts justiciers, 107. — Empiètent sur les prévôts, 115. Leurs offices baillés à ferme, 118. Cet abus interdit, 118. — Ne peuvent exercer dans le pays où ils sont nés, 121. Election du bailli en 1413: désignation

locale, élection en parlement, 278. Résidence obligatoire, 278. — Doivent tenir les assises six fois par an, 278, 279. Leurs fonctions diverses, 279. Leur voyage annuel au parlement, 279, 280. — Pris pour juges seigneuriaux, répression de cet abus, 440. Leurs élections en 1493, 443. Leurs charges ne sont plus affermées, mais données en garde, 443. Il est question de leurs lieutenants en 1493, 443. — Ne peuvent accepter une charge d'un seigneur, 444. Au quinzième siècle leur situation se modifie: lieutenants, 454. V. *Lieutenants*. — Font lire deux fois par an les ordonnances, 467. Aux États d'Orléans, le tiers ob-

- tient qu'ils soient de robe courte. II, 122. Mode de leur élection, 122. Un seul degré de juridiction au-dessous du—, 140, 143. Compétence que le tiers veut leur attribuer, 142. Leur transformation : investis de la force plutôt que de la justice, 144. Ils sont de robe courte, 145. Tournées annuelles dans leur ressort. Leurs fonctions originaires selon Pasquier, II, 145. La noblesse veut les rendre triennaux et responsables, II, 149-150. Leurs rapports avec les prévôts des maréchaux, II, 172. — Peuvent publier des monitions contre les simoniaques, 441. Leur situation en 1560, 211, 212. — Participent à l'élection des juges, 468, 469. — Défendus par la noblesse en 1576, 494. — Continuent à nommer les prévôts des maréchaux, 529. Leur lutte contre les présidiaux, III, 179. — Ont perdu tout pouvoir judiciaire au quatorzième siècle, IV, 29, 30. En 1576 les nobles veulent s'attribuer les charges de —, III, 45. Forme proposée pour l'élection, *id.* Mêmes vœux en 1588, 208, 209. En 1597, III, 319. En 1614, IV, 150. La noblesse veut les relever, IV, 152.
- BALE** (Concile de). — Son exécution est demandée (C. 1560), II, 84.
- BALLOTES**. — Vieux mot signifiant scrutin, I, 443, *note* 2.
- BAN ET ARRIÈRE-BAN**. — Division des hommes d'armes en deux catégories, I, 173. Cas de convocation de l'arrière-ban, 176. La noblesse se plaint aux Etats de Tours des appels trop fréquents, 518. Décadence du ban et de l'arrière-ban au seizième siècle. Fixation des obligations de la noblesse, II, 285. Tout gentilhomme doit être prêt à partir, IV, 152, 153. Sa décadence en 1576, III, 61, 62.
- BANALITÉ** (Droit de). — Plaintes du tiers en 1614, nécessité du titre, IV, 147.
- BANQUEROUTE**. — Peine capitale réclamée en 1560, II, 190, 554. Satisfaction donnée aux Etats, 555. Règlement proposé en 1614, IV, 81. Origine de la faillite, *id.* Peine capitale contre les banqueroutiers frauduleux, 82.
- BANQUES**. — Rapide fortune des banquiers étrangers en France. Le tiers aux Etats d'Orléans (1560) s'en préoccupe. Garantie qu'il exige contre eux. L'ordonnance du Roussillon lui donne satisfaction en partie, II, 255. Mesures demandées en 1576 contre les banquiers étrangers, III, 32; enregistrement des procurations; cautionnement, 33. V. *Étrangers, Usure, Change*.
- BAPTÊME**. — Affranchi de toute redevance forcée, II, 99. Dons volontaires permis, 424. Vérification de l'âge : acte de —, 471, 472. Actes de —, 532. V. *État civil (Actes de l')*.
- BAR** (Denys de), évêque de Tulle. — Député aux Etats généraux de Tours (1484), I, 361 et *note*.
- BARBEITE** (Étienne), bourgeois de Paris. — Parle au nom de la ville de Paris aux Etats généraux de 1314, I, 25.
- BARRICADES** (Journée des) — 12 mai 1588, III, 85, 166.
- BASSOMPIERRE** (François de), maréchal de France. — Son procès au parlement de Normandie, IV, 17, *note*. — Président-adjoint des notables en 1626, III, 433. Ce qu'il dit de Versailles en 1626, 440, 441. — Porte au roi les doléances de la noblesse, 447.
- BATARDISE** (Droit de). — Abus des officiers royaux signalés en 1483, I, 470.
- BATARDS** — des gentilshommes; barre dans les armes, nom, IV, 144, 145.
- Baume* (François de la). V. *Suze*.

- BAZIN (Jean), procureur du roi à la prévôté de Blois. — Discours qu'il prononce à l'assemblée préparatoire du tiers état de cette ville pour les élections, II, 26. On veut le faire arrêter, mais il s'échappe, 27.
- BEAUFREMONT (Claude de), baron de Senecey. — Député de la noblesse de Châlon-sur-Saône aux Etats de Blois. — Fait une courte harangue à la séance royale (17 janv. 1577), II, 337.
- BEAUFREMONT (Henri de), baron de Senecey, fils du précédent. — Député de la noblesse (Châlon-sur-Saône) en 1614, élu président de la noblesse, III, 332. — Désavoue le propos tenu sur Savaron, 346. La noblesse se plaint au roi par sa bouche, 347, 348. — Orateur de la noblesse à la séance de clôture, 400.
- BEAUJEU (Anne de), fille aînée de Louis XI. — Son père en mourant lui laisse le gouvernement, I, 356. Elle fait des concessions au sentiment public. — Rappelle les exilés et remet une partie des impôts, 357. — Remet un quart de la taille, 473. — Convoque les Etats généraux à Tours (janv. 1484), 358. Sa rivalité avec le duc d'Orléans au sujet de l'éducation et de la garde de Charles VIII, 418. Les Etats sont d'accord pour lui confier ce soin. Intrigues du parti d'Orléans, 419. Les Etats maintiennent leur décision, 420.
- BEAUME (Pierre de Bourbon, sire de), puis duc de Bourbon en 1488, I, 357, *note*. — La présidence du conseil du roi lui est dévolue par les Etats, en l'absence des deux premiers princes du sang, 417. La garde de Charles VIII lui est confiée malgré les intrigues des princes, 419.
- BEAUNE (Renaud de) (1527-1606), archevêque de Bourges. — Son discours au roi à l'ouverture des Etats de Blois (1588), III, 103. Il porte la parole au nom des trois ordres (3 déc.), 130. — Harangue le roi au nom du clergé à la séance de clôture (15 janvier), 147. — Choisi par Henri IV comme commissaire à la conférence de Suresnes (1593), 230. Sa discussion avec l'archevêque de Lyon, II annonce la prochaine conversion du roi, 232.
- BEAUREGARD (de). — Député de la noblesse aux Etats de Blois (1577), II, 348.
- BELIN (François d'Averton, comte de). — Gouverneur de Paris pour la Ligue. — Choisi par le duc de Mayenne comme commissaire à la conférence de Suresnes (1593), III, 230.
- BELLARMIN (Robert), cardinal. — Son livre sur la juridiction indirecte : déposition des rois, III, 511. — Condamné en 1610 par le parlement, 511, 512.
- BELLIÈRE (Pomponne de) (1529-1604). — Surintendant des finances. — Envoyé par le roi auprès du tiers (Etats de Blois, 1577), pour en obtenir une subvention de deux millions, II, 366. — Cité, III, 4.
- BÉNÉFICES. — Malgré les vœux relatifs à l'élection, ils continuent à être donnés par les prélats, II, 82. — Non desservis, 94. Union des —, 100. — Ne peuvent être accordés à un étranger, 397. Leur collation, conditions d'aptitude, 398. Abus des réserves réprimé à Trente, 398. Privilèges des collateurs et patrons laïques, 399. Leur union approuvée par le concile. Ord. conforme, 436, 437. Mêmes doléances en 1588, III, 163. Examen des candidats prescrit à Trente et en 1614, 456. Vente des —, 461. Union des —, 490.
- Bénéfices (Collation des)*. V. *Clergé, Provisions ecclésiastiques*.

BERNARD (Saint). — Disciple et réformateur de l'abbaye de Cîteaux, II, 413.

BERNARD (Etienne). — Député du tiers état pour la Bourgogne aux Etats de Blois (1588), III, 90, *note*. — Nommé orateur du tiers. Son journal des Etats, 106. Son entrevue avec le roi (27 nov.), 119. Discours qu'il lui tient, 120. Comment il dépeint l'attitude du duc de Guise dans la question du vote des subsides, 125, *note* 1. Nouvelle entrevue avec Henri III (30 nov.). Familiarité du roi. Conseil que lui donne Bernard, 126. — Mandé de nouveau à la cour, il refuse de s'y rendre dans la crainte de faire soupçonner son intégrité. Il consent à y aller, mais avec plusieurs de ses collègues, 131. — Prononce une excellente réponse au garde des sceaux venu de la part du roi demander des subsides (31 déc.), 143. — Présente les cahiers au nom du tiers état, 145. Son discours à la séance de clôture (15 janvier). Inexécution de l'ord. de 1579, III, 189. Fermeté remarquable de cette harangue, 147. Il obtient un grand succès, 149. Ses efforts inutiles pour obtenir l'élargissement de ses collègues arrêtés le jour de l'assassinat du duc de Guise, 150. — Député de Dijon aux Etats de la Ligue. — Se montre partisan des négociations avec Henri IV, 226. — Choisi par le tiers état comme commissaire à la conférence de Suresnes, 230.

BERRY (Charles duc de), frère de Louis XI (1446-1472). — Obtient le duché de Normandie, I, 342. Ses intrigues, 343.

BÉZIERS. — Les Etats du Languedoc s'y réunissent (août 1428), I, 312, *note*.

Bien public (Ligue du). V. *Louis XI*. BIENS ECCLÉSIASTIQUES. — Aux Etats d'Orléans : inégalité des revenus,

II, 95. Défense de consacrer des prêtres pauvres, *id.* Revenus considérables des confréries, 96. Superflu consacré à l'instruction, 96, 98. Union des bénéfices, 100. Inaliénabilité du revenu des cures, 96, 100. Exception à cette règle, 100. Leur progression, 100. — Aux Etats de 1576, II, 417. Accroissement du revenu, 418. Usurpation du domaine pendant les guerres de religion, 418. Procureurs syndics chargés des revendications, 419. Domaine engagé, délais de rachat; inaliénabilité refusée, 420. Contribution pour l'entretien des églises, 425. Charges du clergé, 427. V. *Contributions du clergé*. Les aliénations se multiplient, 430, 431. Doléances et protestations du clergé; déclarations solennelles, 431. Taxe des rachats d'aliénation, 431, 432. Décimes, 432. Régale, *id.* Inégale répartition des revenus, II, 435. Proposition d'une contribution forcée, II, 436. Résumé, 461. — Aux Etats de 1588, III, 161. Reconstitution du domaine, 162. Protestation contre les aliénations, *id.* Contre leur énormité, 163. — Aux Etats de 1614, 478. Reconstitution du domaine (1596), 478. Inaliénabilité demandée, 479. Abolition du droit de rachat (T.), prorogation accordée, 480. Révision des titres, 480. Tentative d'accaparement par les nobles, 481. Leur accroissement inquiète le tiers. Vérification des acquisitions par le parlement, 482, 483. Réduction des donations, 483. Décimes votés périodiquement, 486. — Affectés au paiement des rentes; compte des agents du clergé, 487. Inégale répartition des revenus, 489. Progrès général sous Louis XIII, 490. Résumé, 532. BIGOT (Emeric) de Thiermesnil. — Conseiller au parlement de Nor-

- mandie. Député aux Etats de Blois (1577). — Acheté par la cour, II, 366. — Se fait le défenseur de l'aliénation du domaine, 367.
- BILLETS AU PORTEUR.** — Nom du créancier en blanc : nullité, IV, 80.
- BIRAGUE (René de),** né en 1507. — Chancelier de France en remplacement de l'Hospital. Son discours à l'ouverture des Etats de Blois (6 déc. 1576). Il se montre sévère envers la noblesse, II, 311. Il met les fautes sur le compte de la détresse du trésor, 312. Envoyé comme ambassadeur aux Etats pour les presser de voter les subsides, 344. Recommande un projet de taxe unique sur les feux, 346. Ambitionne le chapeau de cardinal, 388.
- BIRON (Armand de Gontaut, baron puis duc de)** (1524-1592). — Chargé d'une mission par Henri III, II, 364 et *note*.
- BLASPHEMATEURS.** — Renouvellement des peines anciennes, II, 104, III, 528. En 1576, II, 452. Fréquence des grâces. Mauvais exemples des grands, 452, 453. Vœux en 1588, III, 169, 170.
- BLÉS (Commerce des).** — Les députés du Languedoc aux Etats de Tours s'en préoccupent, I, 510. Crainte des disettes : police annonciatrice, III, 37. Liberté relative sous Henri IV, 313. Mesures en cas de disette, IV, 125. Opinion des notables, 1626, 125, 126. Mesures diverses, 126.
- BLOIS (Charles de), duc de Bretagne.** — Négocie pour le Dauphin avec les Etats Généraux (oct. 1356). Il échoue, I, 51.
- Blois (Etats Généraux de).* V. *Etats Généraux de Blois*.
- BODIN (Jean)** (1530-1596). — Son journal, II, 308. Député du Vermandois aux Etats de Blois (1576), 309. — Soutient le parti de la paix dans la discussion sur l'unité religieuse. On suscite contre lui un désaveu de ses commettants, 321. — Prend part à la discussion financière, 327. — Constate le mécontentement du tiers, 333. La majorité du tiers se rallie à ses propositions pacifiques, 334. Son influence croissante, 337. Son opinion dans la discussion sur les subsides, 351. Il devient le chef du tiers état. La députation de Paris lui crée des ennemis. Confirmation de son autorité, 352. Il développe devant le clergé les dangers de la conférence mixte, 356. Son opinion sur les rapports entre le conseil et les Etats, 357. — Obtient un plein succès. Le roi cesse de le regarder de bon œil, 358. Il soutient l'inaliénabilité du domaine. — Entraîne la majorité, 367. Son opinion sur l'inégalité de l'impôt, III, 15. — Veut des tailles réelles comme en Languedoc, 16.
- BOISSY (Le sire de).** — Apporte aux Etats de Tours la liste du conseil de la part du roi, I, 417.
- BONIFACE VIII.** — Sa lutte avec Philippe le Bel. Ses prétentions résumées dans la bulle *Ausculta fili*. Il convoque un concile général, I, 21. — Désavoue toute pensée de suprématie sur la couronne de France, 23. Résumé général, IV, 226.
- BONNEVAL (Henri de).** — Député de la noblesse (Limousin), en 1614. — Frappe Chavailles, député du tiers, III, 388. L'affaire déferée au parlement, 389. Condamné par contumace à avoir la tête tranchée en place de Grève, 407, *note*.
- BORDE (De la).** — Auteur d'un projet de taxe unique sur les feux, présenté aux Etats de Blois, II, 345, III, 12.
- BOUCHER (Jean),** curé de Saint-B-

- noit. — Défend le crime de Jacques Clément, III, 509. Député de Paris aux Etats de la Ligue (janv. 1593), III, 220. Ne peut obtenir d'être nommé commissaire à la conférence de Suresnes, 229.
- BOURBON (Jacques de). — Réprime une sédition à Arras, I, 40, *note*.
Bourbon (Pierre de). V. *Beaujeu*.
- BOURBON (Jean II, duc de). — Pourvu de la charge de connétable (1483), I, 357. — Prend part à la discussion sur l'organisation militaire aux Etats de Tours (fév. 1484), I, 379, 526.
- BOURBON (Charles II, duc de), — cardinal, archevêque de Lyon, mort le 13 sept. 1488. — Réunit tous les prélats présents aux Etats de Tours, I, 429.
- BOURBON (Antoine de), roi de Navarre. — Prend le parti des mécontents contre les Guise, II, 10. — Refuse d'assister à l'assemblée des notables de Fontainebleau, 12. Ses prétendues menées déconvertes par les Guise, 20. — Mandé par le roi, il se rend à la cour, 21. — N'est pas arrêté avec le prince de Condé, 22. Catherine de Médicis se réconcilie avec lui. Il promet de lui céder la régence. — Est nommé lieutenant général du royaume, 23. — Présente les remontrances des Etats au conseil qui les repousse, 40. La régence lui appartient de droit, 68. Les protestants désirent qu'elle lui soit attribuée, 69.
- BOURBON (Charles, cardinal de), né en 1520. — Fait partie du conseil du roi (24 janv. 1577), II, 343. — Envoyé comme ambassadeur vers les Etats, 344. — Fait appel aux sentiments de concorde et de fidélité des députés, 346. — Désigné par la Ligue comme héritier du trône au préjudice du roi de Navarre, III, 85. — Nommé président du clergé aux Etats de Blois (1588), 92.
- BOURGEOISIE. — Tire son origine de l'affranchissement des communes, I, 14. — S'allie avec le roi contre la féodalité, 15. Ses progrès. Elle produit les juristes, 16. — Elle entre dans le conseil de S. Louis, 18. Sa participation aux affaires politiques à la fin du XIII^e siècle, 20. Elle siège dans les Etats Généraux comme troisième ordre, 21. Causes du mouvement de la bourgeoisie sous le roi Jean, 194-196. V. *Tiers état*.
- Bourges (Etats de)*. V. *Etats Généraux sous Charles VII*.
- BOURGES (Assemblée du clergé à), II, 84.
Bourges (Foire de). V. *Foires*.
- BOUTEILLER. — Intendant général de la maison du roi, I, 146.
- BRACONNIERS. — Peine de mort demandée contre eux, II, 554.
- Branças (André de)*. V. *Villars*.
- BRETAGNE (De), premier magistrat d'Autun. Député de Bourgogne aux Etats de Pontoise (1561). Son discours en remettant les cahiers au roi, II, 60.
- BRETIGNIÈRES (François de), procureur général au parlement de Normandie. — Défend les épices devant le conseil du roi, IV, 22.
- BRETIGNY (Paix de). — Conclue en 1360, I, 203 et *note*.
- BRÉZÉ (Jacques de). — Grand sénéchal de Normandie, I, 415, *note*.
- BRICOT (Thomas), chanoine de Notre-Dame de Paris. — Son discours adressé à Louis XII aux Etats de 1506. Il le remercie de ses réformes et lui donne le titre de *Père du peuple*, I, 552.
- BRIENNE (Gauthier VI, comte de) duc d'Athènes. — Président de la noblesse aux Etats Généraux de 1355, I, 35 et *note*.
- BRIGNON (André). — Général des finances de Bourgogne, I, 479.

BRISSAC (Charles de Cossé, comte de).—Partisan de la Ligue. Président de la noblesse aux États de Blois (1588), III, 92. — Prononce un discours humble et soumis à la séance de clôture (15 janv. 1589), 147. — Maréchal de France après la reddition de Paris. Duc de Brissac en 1612. Envoyé en 1614 dans la chambre du tiers, 381. Président de l'assemblée de 1617, 415.

BRISSON (Le président).—Compose le *Code Henri*, publié en 1587, II, 560.

BRIVES (de).—Député aux États de Blois (1588), III, 138.

BROSSES (De). — Député de la noblesse aux États de Blois, II, 348.

BUCY (Simon de), premier président du parlement. — Les États Généraux d'oct. 1356 demandent sa mise en jugement, I, 47. — Chargé de négocier la paix, 63.

BUDGET. — Fourni aux États Généraux de Tours (1484). Recettes et dépenses, I, 479. Les chiffres en sont erronés. Divisions de ce budget, 480 *et note*. État du budget sous Charles VIII, 493 ; — sous Louis XII, 495. Le budget en 1560, II, 223. En 1576, il est examiné par le clergé, III, 19. Tableau des recettes, 20, des dépenses, 21. Budget

militaire; budget du roi, 21.

22. Dépenses en 1596, III, 266.

Leur division; variables ou fixes 267, 291. Recettes totales, 23 millions, 288. Les gages des officiers reculés d'une année, 291. Recettes et dépenses en 1597, 293. Augmentation rapide des revenus sous Henri IV, 297, 298. Economies sur l'armée, III, 301, 302. Commission de finances nommée par les États en 1614, III, 381. Le pouvoir cède, 382. Comparaison des budgets, IV, 260, 261.

BURSAUX (Edits). — Leur origine sous Louis XI, I, 434, 437. — Sous Henri II, II, 134, 135. Sous Charles IX, II, 492. — Pendant la session de 1576, *note* 3. Doléances et réformes, 492, 493. Bureau des parties casuelles, II, 119. Parlement semestre, 134. Multiplication sous Henri III. Doléances en 1588, III, 177. Suppression de offices créés depuis 1576, 177, 178. Protestation des notables en 1597, 278. Absolument supprimés sous Henri IV, 280. Résumé général, 238.

BUSSY-LECLERC (Jean), commandant de la Bastille. — Exige des présents pour ouvrir les portes aux prisonniers, IV, 62, *note* 1.

C

CABOCHIENS. — Maîtres de Paris. Leurs excès, I, 269.

CACHET (Lettres de). — Obtenues fréquemment au seizième siècle, II, 264, *note*; IV, 62, *note*. V. *Liberté individuelle, Détention préventive*.

CADASTRE. — Charles VIII ordonne la formation d'un compoix terrien, I, 495, *note*. Im-

pôt foncier, confection d'un —, III, 197. V. *Terrier ecclésiastique*.

CAHIERS DE DOLEANCES. — Leur origine aux États de 1468, I, 352. Cahier de doléances apporté à Tours par les députés du Languedoc rapproché des ordonn. qui en ont été la conséquence, 543. Rédaction des cahiers aux États d'Or-

- léans (1560), II, 43, 44; *id.* 50. Cahiers d'Orléans, 63. Cahiers de Pontoise, 64. Réponses du conseil du roi, 65. Cahiers de Blois (1576-1577). Le roi commence les réponses et les suspend bientôt, 387. Causes de ce retard. Les Etats provinciaux pressent le conseil du roi, 389. Rédaction de l'ordonnance de mai 1579. Sa conformité avec les cahiers, 390, 391. Analyse des cahiers des trois ordres aux Etats de Blois (1588). Causes de leur brièveté, III, 152, 153. Leur caractère, 215. Cahiers des députés aux Etats de la Ligue. Les préoccupations politiques empêchent les trois ordres de dresser de véritables cahiers, 253. Cahier de doléances des notables réunis à Rouen (1596), sous le titre d'avis au roi. En 1614; forme de la rédaction, III, 354. Fusion des douze cahiers, 375. Commission nommée, 376. Moyens d'assurer leur exécution, 386. Présentation au roi, 23 février, 397. Effort pour réaliser les vœux : parlement, traité de Loudun, 412. Révision des doléances en 1627, 449. Edition mauvaise des cahiers de 1614, *note*. Résumé général. Forme des doléances, IV, 206. V. *Ordonnances*.
- CALAIS. — Reprise de cette place sur les Anglais (8 janvier 1558), II, 7.
- CAMUS. — Evêque de Belley, député aux Etats de 1614, III, 331.
- CANADA (Nouvelle France du). — Le tiers demande le droit pour tout marchand d'y faire le commerce, IV, 128.
- CAPITAINES. — Rendus responsables par Charles V des dommages et des vols commis par leurs hommes, I, 226. Aux Etats de Tours, I, 525. Aux Etats d'Orléans (1561), le tiers obtient que cette mesure soit remise en vigueur, II, 282. En 1576, III, 66. V. *Discipline militaire*, *Étapes*.
- CAPITOULS. — Participent à l'élection des juges, II, 121. V. *Maires*, *Municipale (Administration)*.
- CAPITULAIRES de Charlemagne. — Examinés et votés dans les Assemblées nationales, I, 8.
- CARCASSONNE. — Les Etats du Languedoc s'y réunissent en mai 1423, I, 307.
- CARDIER (Jean), juge du Forez. — Député aux Etats de Tours (1484). — Propose d'offrir au roi l'impôt que percevait Charles VII, I, 381.
- CARMAGNOLES, place forte. — Assiégée et prise par le duc de Savoie (1^{er} nov. 1588), III, 114.
- CATÉCHISME. — Les curés doivent le faire, II, 97, III, 160, 161.
- CATHERINE DE MÉDICIS, femme d'Henri II. — Assiste à l'Assemblée des notables de Fontainebleau. Son discours, II, 13. Elle se montre inquiète de l'autorité croissante des Guise. — Traite avec les princes de Bourbon. — Se réconcilie avec eux. — Devient régente à la mort de son fils (5 décembre 1560). — Met le prince de Condé en liberté et le détermine à partir pour la Picardie. — Nomme le roi de Navarre lieutenant général du royaume, 23. — Demande avis au cardinal de Tournon, 30. — Attend avec anxiété le résultat des élections pour les Etats d'Orléans, 31. Son inquiétude relativement à la régence, pendant la session, 40 et 45. Elle affecte de se montrer favorable aux protestants et aux Bourbons, 56. — Dispute la régence à Antoine de Bourbon, 68. Attitude

- des Etats à son égard, II, 69 et suiv. Elle organise le conseil sans leur participation, 72. Son habileté vis-à-vis des mécontents, II, 105. — Songe à convoquer une assemblée de notables, préfère des conférences pour préparer la pacification religieuse, 108. Trait rapporté par Etienne Pasquier, 109. — Entourée d'Italiens, 538. — Conclut avec les protestants la paix de *Monsieur* (6 mai 1576), 299. — Forme le projet de mettre Henri III à la tête des ligueurs. Pression qu'elle exerce sur les électeurs au moment des Etats de Blois, 307. Elle négocie tour à tour avec chaque partie, 341. Son avis dans le conseil du roi (24 janvier 1577), 343. Elle fournit à Henri III les moyens d'échapper aux Parisiens, à la suite de la journée des barricades, III, 86. — Conseille au roi de supprimer un passage de son discours pour complaire aux Guise, 105. Son irritation contre la résistance des députés de Blois, 118.
- CAUTION DE BONNE CONDUITE. — En 1560, II, 203, en vigueur en Angleterre, *note* 2.
- CAUTIONNEMENT des comptables proposé par le tiers en 1614, établi en 1629, IV, 112.
- CAVALERIE. — Réorganisée en 1445, I, 335, *note*.
- CAVALLI (Marino). — Ambassadeur vénitien en France (1546). — Signale les premières traces d'opposition contre François I^{er}, II, 1.
- Censures. V. *Peines spirituelles*.
- Censure théâtrale. V. *Théâtre*.
- CENT ANS (Guerre de), I, 33.
- CENTRALISATION. — L'unité de juridiction formée par le tiers état la prépare, II, 138, 146. Œuvre du conseil du roi, IV, 90. Elle est une des passions du tiers, IV, 235. V. *Tiers état*, *Parlement*, *Juridiction*.
- CESSION DE BIENS, IV, 81, 82 V.
- Faillite.
- Chambre des Comptes. V. *Comptes* (*Chambre des*).
- CHAMBRE DE JUSTICE. — Commission de députés pour vérifier les comptes et punir les coupables, II, 243. Commission parlementaire de recherches en 1576, III, 5, 6. Projet en 1588, 199. Sa compétence, 200. Discussion pendant la session, 117. Ajournement, 123. Le roi cède, 130, hésite de nouveau, 134. Sa composition, sa mission, 135. Le roi veut choisir les juges, instance du tiers, 136. Opinion de Pasquier sur la chambre de justice, 200, proposée en 1614 par la noblesse pour faire rendre gorge aux financiers, III, 352. Unanimité des trois ordres, 353. Démarche collective, 377. Elle est accordée, 378. Son établissement annoncé par le chancelier le 24 mars 1615, III, 408. Vœu du tiers en 1614, IV, 112. — Etablie en octobre 1624. Mécontentement des parlements, supprimée en 1625, 113. — Rejetée par les notables (1626), organisée en 1629, 113, 114. — Punit les crimes des comptables, 114.
- CHAMBRIER (Grand). — Remplit les fonctions d'intendant général, I, 146.
- Champagne. V. *Etats provinciaux*.
- CHANCELIER. — Pavilly attaque en 1413 ses profits scandaleux, I, 264. — Préside la commission chargée d'accorder les *commitimus*, I, 277. — Préside le conseil du roi, I, 452, 453. — Reçoit les rapports des baillis sur leurs tournées, II, 145. — Tient des audiences publiques pour l'expédition des lettres, 508. V. *Justice*, *Conseil du roi*.
- CHANCELLERIE. — Son organisation sous Charles VI critiquée par Eustache de Pavilly, I, 264.

Elle est appelée la « clef de toute justice », I, 449 *notes*. V. *Chancelier*, *Justice*, *Chancellerie* (*Lettres de*).

CHANCELLERIE (*Lettres de*). — Pour être admis à employer le ministère des procureurs ; abolies aux Etats de Tours, I, 448. — Pour être admis à appeler d'un jugement, dites lettres de justice ou lettres d'ajournement, I, 448, 449. Sur le refus des chancelleries, les parlements les accordent, I, 449. Doléances des Etats d'Orléans : chaque délivrance crée un incident ; le tiers veut les confier aux juges, II, 155, 156. Mêmes vœux en 1576, 507. L'esprit de fiscalité s'y oppose, 508. Interdiction aux juges de recevoir les — contraires au droit, 508, 509. Substitution des requêtes aux —, III, 182. Même vœu, IV, 45, 46. Tarif réduit, *id.* — Autorisant le bénéfice d'inventaire, 71.

CHANGE. — Commerce des métaux précieux ; le tiers prend l'argent pour la richesse elle-même, III, 34. Défense d'exporter l'argent, *id.* Vœux divers, 38. V. *Banquiers*.

CHANGE (*Lettres de*). — Vœux du tiers en 1614, IV, 81.

CHANTEUR (Nicolas le), avocat. — Député du tiers aux Etats Généraux de fév. 1357. Il s'associe au discours de Robert le Coq, I, 65.

CHAPELLE - MARTEAU (La), prévôt des marchands de Paris. — Élu député aux Etats de Blois (1588), III, 89, *note* 2. — Appelé à diriger les délibérations du tiers, 92. — Donne un souper au duc de Guise et à plusieurs députés, 124. — Fait des reproches aux envoyés du roi sur la mauvaise administration, 133. Le roi le fait arrêter (23 déc.), 139.

Charges. V. *Féodalité des offices*.

CHARLEMAGNE. — Donne aux assemblées nationales la régula-

rité d'une institution, I, 7. Trente-cinq réunions sous son règne, 11.

CHARLES LE CHAUVÉ. — Décadence des assemblées sous son règne, 1, 12.

CHARLES V. — D'abord duc de Normandie et dauphin de Viennois. — Régent de France. — Convoque les Etats Généraux pour le 15 octobre 1356, I, 44. Ses négociations avec les députés, 47. — Sa réponse habile aux prétentions des Etats. Nouveaux pourparlers. Les députés ne font aucune concession, 51. Charles finit par céder (30 oct.) et se repent aussitôt de sa décision. Il cherche à éluder sa promesse et réunit son conseil privé, 52. Le rejet des propositions des Etats Généraux est décidé, 53. Les mêmes embarras subsistent. Le dauphin réunit un conseil de députés au Louvre, 54. Convoque les Etats de la langue d'oc à Toulouse, 56. Ses efforts pour obtenir des ressources des bourgeois de Paris. Il imagine de s'adresser séparément aux bonnes villes, et réunit les Etats provinciaux, 58. — Se rend à Metz auprès de l'empereur Charles IV son oncle. — Provoque des troubles à Paris, en émettant une monnaie avilie, 60. — Essaye de négocier avec Etienne Marcel, maître de Paris, 61. — Obligé de céder à l'émeute, il consent à une nouvelle réunion des Etats. — S'engage à ne plus émettre les nouvelles pièces, 62. — Tombe sous la tutelle du prévôt des marchands, 63. — Accorde aux députés toutes leurs demandes, 66. — Ressaisit son autorité. — Entreprenant de parcourir les provinces pour demander lui-même des subsides. Rappelé à Paris, il retombe sous le joug, 71. — Convoque malgré lui les Etats, 72. — Ha-

ranç, ac le peuple aux Halles, I, 75. — Forcé par l'émeute de couvrir sa tête du chaperon bleu et rouge, 76. — Prisonnier au Louvre. — S'échappe de Paris. — Soutenu par les États de Champagne, 77. — Convoque les États pour le 4 mai, à Compiègne, et se les rend favorables, 78. — Détruit la Jacquerie. — Investit Paris. Mort de Marcel. Le régent fait son entrée dans Paris, 80. Sa lettre au comte de Savoie, 81, *note*. Il reçoit le texte du traité conclu avec l'Angleterre. — Convoque les Etats (25 mai 1359), 82. — Leur soumet le traité de paix qui partage la France. — Réhabilite les officiers que Marcel l'avait forcé de proscrire, 83. Son influence sur les réformes, 184. Convoque les États à Chartres (juil. 1367), 200. — Organise la défense du royaume contre les grandes compagnies. — Fait proroger l'impôt voté six ans auparavant pour la rançon du roi Jean, 201. — Fait remise aux paysans et aux habitants des villes d'une partie des aides. — Confirme les ordonnances de son frère, 202. — Réunit de nouveau les États à Paris (mai 1369), à l'occasion des démêlés avec l'Angleterre, 203. — Ajourne le prince de Galles devant la Cour des pairs, 204. Il demande lui-même conseil aux États, 205. Appuyé de leur autorité, il commence les hostilités. — Obtient d'une nouvelle assemblée d'États (déc. 1369), les impôts nécessaires à cette expédition, 206. Réformes de Charles V. Prospérité de la France sous son règne, 208. Examen des points traités par ses ordonnances, 209 et suiv. Caractère du règne de Charles V, 227. Il signe, quelques heures avant sa mort, une ordonnance abolissant les aides, 238. — S'applique à perfection-

ner la procédure et à constituer l'unité de juridiction, I, 219. Son débat à l'occasion des justices ecclésiastiques, I, 223. — Comprend les vœux exprimés par les États, I, 223, 224. — Réagit contre l'influence de la noblesse, I, 224. V. *Administration financière, militaire, Commerce, Dépenses du roi, Domaine, Impôts, Monnaies, Routes*.

CHARLES VI. — Caractère de son règne, I, 237. Difficultés qui en marquent le début. Enthousiasme du peuple à la nouvelle de l'abolition des aides par Charles V mourant, 238. Il dégénère en émeute. Les Parisiens forcent le régent à publier l'ordonnance d'abolition, 239. Les oncles du roi réunissent les notables à Paris, 240. Ordonnances de janvier et de mars 1381. Elles abolissent les impôts en réservant le droit sur les marchandises, 242. Difficultés que rencontre la régence, 243. Nouvelles assemblées de notables, impuissantes. Les impôts ne peuvent être levés, 244. Les esprits des Parisiens s'échauffent. Imprudence du duc d'Anjou qui veut résister au courant. Émeute des Maillotins, 245. Assemblée des notables tenue à Compiègne (15 avril 1382). Malgré les efforts d'Arnaud de Corbie, les députés refusent de voter l'aide, 246. Résistance des villes, 247. Charles VI, vainqueur des Gantois, écrase les Parisiens. Il détruit leurs privilèges et rétablit les aides et gabelles, 248. Assemblée de bourgeois de Paris tenue au palais. Les partisans de Bourgogne et d'Armagnac adhèrent aux propositions de l'Université. Assemblée de notables (juillet 1411), 252. L'Université y est appelée. Discours bardi du chancelier de Notre-Dame. Le chancelier de France

- n'ose le poursuivre, I, 253. V. pour la suite : *Etats Généraux sous Charles VI*. Abaissement de la France sous son règne, 298. Détresse du trésor au moment de sa mort, 305.
- CHARLES VII. — Demande des ressources aux emprunts et à l'affaiblissement des monnaies. — Forcé de recourir aux *Etats Généraux*, I, 306. V. *Etats Généraux*. La prise d'Orléans marque la fin de ses malheurs, 324. Il réunit en treize ans neuf assemblées de la Langue d'Oïl. — Est aussi bien servi par les députés que par ses capitaines, 316. Il jure la paix d'Arras avec le duc du Bourgogne, 320. — Obtient des députés le rétablissement des aides, 321. — Convoque les *Etats* à Orléans, 324. Armée royale et taille permanente créées en 1439, 329 et suiv. Cette révolution est favorable à l'ordre et fatale aux privilèges de la noblesse, 335. Alliance des seigneurs sous le nom de *Praguerie*. Ils échouent. Assemblée de Nevers (1441), 337. Remontrances des nobles. Ils demandent la convocation des *Etats*. Le roi répond qu'ils sont désormais inutiles pour établir l'impôt, 338. La nation, fatiguée des *Etats Généraux*, est toute prête à subir le despotisme de Louis XI, 339. Charles VII établit la pragmatique-sanction de Bourges (1438), 423.
- CHARLES VIII. — Situation du royaume à son avènement au trône (30 avril 1483), I, 355. Il est confié par son père aux soins du sire et de la dame de Beaujeu, 356. Premières concessions au sentiment public : rappel des exilés, remises d'impôts, 357. Convocation des *Etats Généraux* à Tours, 358. V. *Etats Généraux de Tours*. Charles leur fait ses adieux (7 mars 1484), 393. Son incapacité à remplir les devoirs de la royauté, 406. Son éducation et sa garde sont disputées par le duc d'Orléans et Anne de Beaujeu, 418. Les *Etats* les confient à cette dernière, malgré les intrigues des princes, 419. L'impôt annuel sous son règne, 493. Il abolit les péages et taxes établis sous Louis XI, 508. — Fait ratifier le traité d'Etaples par les *Etats provinciaux* (1495), 560. Assemblée qu'il réunit à Lyon dans le but d'obtenir des subsides pour la guerre d'Italie, 561. Son plan financier, 566.
- CHARLES IX. — Roi à la mort de François II (5 déc. 1560), II, 23. — Son avènement semble calmer un instant les passions, 33. Effets de sa minorité sur les *Etats* d'Orléans, 39, 69. — Assiste à l'ouverture du colloque de Poissy, 57, et des *Etats* de Pontoise, *id.* — Reçoit les cahiers à Saint-Germain, 60. Lettre du tiers à la reine mère sur l'éducation de —, 72.
- CHARLES IV, empereur d'Allemagne. — Son entrevue avec le dauphin Charles, son neveu, à Metz, I, 60.
- CHARLES-QUINT, empereur. — Fiancé à Claude, fille de Louis XII, I, 549. — Demande à François I^{er} quel est le chiffre de l'impôt, IV, 160.
- CHARLES-EMMANUEL I^{er}. — Duc de Savoie (1580-1630). — Essaye de nouer une alliance avec le duc de Guise. — S'empare du marquisat de Saluces, III, 114. — Force les navires à relâcher à Villefranche, IV, 135. — Cède sous le règne de Henri IV ; reprend sa prétention sous la régence ; doléances en 1614, 136.
- Charles de Blois*. V. *Blois*.
- CHARLES LE MAUVAIS, roi de Navarre. — Refuse la gabelle, I,

38. — Attire sur lui la haine du roi de France, qui le fait jeter en prison, 49, *note*. Les États d'octobre 1356 demandent sa délivrance, 49. — Il s'échappe du château d'Arloux. — Fait son entrée dans Paris, 73.

CHARLES LE TÊMÉRAIRE. — D'abord comte de Charolais. — Prend part au traité de Conflans. — Obtient le comté de Boulogne, I, 342. — Vainqueur de Liège. — Convoque son armée à Saint-Quentin, pour secourir le duc de Berry, 343.

Charolais (Comte de). V. *Charles le Téméraire*.

CHARRUES—déclarées insaisissables en 1367, I, 222, 469, *note* 3, II, 544, 545, III, 186. V. *Insaisissabilité*.

CHARTRES. — États Généraux réunis dans cette ville en juillet 1367. V. *États Généraux*.

CHASSE. — Son origine chez les Francs, I, 130. V. *Forêts, Garennes*. Son impopularité, I, 130. Son extension, I, 131. Droit féodal rapporté par Beaumanoir, I, 131, *notes*. La noblesse obtient la franchise de ce droit aux États de Tours (1484). Défense aux vassaux du roi de chasser dans les forêts des gentilshommes, I, 520. Le droit de chasse sous Charles VIII, II, 268. Sous François I^{er}, surnommé le père de la vénerie. Édît de ce prince, réservant la chasse aux nobles. Aux États d'Orléans (1560), la noblesse revendique le droit de chasser dans les forêts royales, 269. Elle sollicite l'interdiction aux roturiers de créer des garennes. Le tiers état fait prévaloir ses doléances en faveur de l'agriculture. Il obtient une période de prohibition, 270. On reconnaît au paysan le droit de chasser de ses terres le gibier malfaisant à condition de ne pas le tuer, 271. Doléances du tiers

en 1576. Période de prohibition, III, 60. Doléances opposées en 1614 (T. N.), IV, 149.

CHASTRE (La), gouverneur de l'Orléanais. — Député aux États de la Ligue (1593), III, 223.

CHATEAUX FORTS. — Leur destruction en cas de résistance à la justice du roi, II, 518. Vœux en 1576, IV, 157. En 1588 (C.), 157. Vœux du tiers en faveur de la démolition des fortifications, III, 214, 215. Vœux des notables en 1597, III, 290, 321. Doléances du tiers en 1614, défense de constructions nouvelles, IV, 158. Doléances en 1617, III, 419. États de Bretagne (Nantes, 1626), IV, 158, 159. Déclaration de Louis XIII, 159. Enthousiasme populaire, 159. Rasement annoncé en 1626, par Marillac, III, 434. Enquête des notables, III, 441, 442, IV, 159, 160. Destruction continuée par Richelieu, 160.

CHATELET (Tribunal du). — Était à l'origine la cour du sénéchal, I, 112. Sa compétence, garde-gardienne, abus, I, 113. Compétence pour les actes scellés du Châtelet, I, 115. Règlement organisant une procédure sommaire, I, 220. Offices d'auditeurs donnés en garde à des personnes capables, I, 221.

CHATELLENIE. — Étendue de la juridiction du châtelain. Les paysans appellent le prévôt le châtelain royal, I, 112. Nul ne peut être assigné hors de ses limites, I, 112-114. V. *Prévôts*.

CHATILLON (Jacques de), amiral de France. — L'ordonnance de 1413 lui supprime un revenu illicite, I, 284, *note*.

CHATILLON (Le cardinal de). — Assiste à l'assemblée des notables de Fontainebleau, II, 12.

CHAVAILLES, lieutenant général à Uzerches. — Député en 1614, frappé par Bonneval, III, 388.

- L'affaire déferée au parlement, III, 389.
- CHEFS D'ORDRE** — échappent seuls à l'autorité de l'ordinaire, II, 91, 92. — Chargés de la réformation de la discipline, 92. — Conservent l'élection de leurs abbés, 397. — de Cluny et de Cîteaux, Attitude du tiers état à leur égard, 413. Leur élection par les religieux, III, 155.
- CHEVALIER** (Nicolas). — Premier président de la cour des aides, propose aux notables (1626) de rendre la taille réelle comme en Languedoc, IV, 103.
- CHIÈVES** (Sieur de). — Lettre de Louis XII à lui adressée, I, 551.
- Chinon (Etats généraux à). V. Etats généraux sous Charles VII.*
- CHIVERNY** (Philippe Hurault, comte de), né en 1523. — Garde des sceaux, puis chancelier. — Fait partie du conseil du roi (24 janvier 1577), II, 343. — Rédige l'ordonnance de mai 1579. — Prépare les travaux de l'assemblée des notables à Rouen, 1596, III, 262. — Expose, à la séance d'ouverture, la situation du royaume, 264.
- CHREY** (Jean de), général de l'ordre de Cîteaux. — Député aux Etats de Tours (1484), I, 361 et *note*. Le document cité donne des détails précis sur les efforts de la Bourgogne luttant pour la conservation de ses privilèges et contient le texte des ordonnances obtenues. Cette pièce sera prochainement publiée.
- CÎTEAUX** (Abbaye de). — Suit la règle de Saint-Benoît, — est chef d'ordre, II, 413. Son supérieur prend le titre d'abbé des abbés, 413, *note* 1.
- CLAUDE DE FRANCE**, fille de Louis XII. — Promise en mariage à Charles-Quint, I, 549. — Fiancée à François I^{er}, I, 554.
- CLÉMENT VII.** — Suspend les élections d'abbés au profit de François I^{er}, II, 396, *note* 3.
- CLÉMENT VIII** (Aldobrandini). — Promet l'absolution de Henri IV s'il reçoit le concile, III, 466.
- CLÉMENT** (Jacques), dominicain. Assassine Henri III, III, 216, 217, 257, 509. Doctrine du régicide avant et après ce crime, 508, 509. V. *Régicide*.
- CLERGÉ** (*Affaires ecclésiastiques*). — Sa situation vers la fin du x^v^e siècle. Causes de la grandeur du gouvernement de l'Eglise, I, 422. Lutte entre le pape et la royauté. La collation des bénéfices sous le régime de la pragmatique-sanction de Bourges. Liberté des élections canoniques. Révocation de la pragmatique par Louis XI, 423. Cette abolition soulève l'opposition des parlements, 424. Transaction avec la cour de Rome. Partage du droit de collation. Efforts du pape Sixte IV pour empêcher le renouvellement de la pragmatique. Efforts contraires du parlement, 425 et *note* 2, 426. — Son cahier aux Etats de Tours demande : le sacre, le maintien de ses privilèges et le rétablissement de la pragmatique, 426. Tableau des désordres du clergé. Grâces expectatives. Relâchement de la discipline. Vénalité, 427. Les évêques et le bas clergé en opposition sur la question des élections. Les évêques étant en minorité demandent un concile national, 423. Les Etats se déclarent compétents pour résoudre ces questions. Réunion chez le cardinal de Bourbon des prélats présents à Tours. Le procureur général demande le rétablissement de la pragmatique. Il menace d'en appeler au parlement, 429. L'affaire est évoquée par le conseil du roi. Les partisans

- de la pragmatique l'emportent. Le chancelier promet l'envoi d'une ambassade à Rome, I, 430. Concordat de 1516, *note*. Caractère général de la lutte au sujet de la pragmatique-sanction, 431. Origine du gallicanisme, 432. Etats d'Orléans : sa situation en 1560, II, 79, 80. Attitude des trois ordres, II, 80, 112. Résultats de ses doléances, II, 103, 104. Résumé de sa conduite, 114, 115. — En 1576. Contraste entre ses vœux, II, 392. Son attitude vis-à-vis des huguenots, 444, 447. Il accepte la paix, 449. Etats de 1588, III, 170. Contradiction de ses vœux, 171. Son attitude sous le règne de Henri IV, 275, 276. Etats de Paris, III, 451. Sa situation de 1588 à 1597, *id.* — Sous Henri IV. Promesses en 1598, 452. Progrès général, 453. V. *Indépendance de l'Eglise, Indépendance de l'Etat*. Résumé de son attitude en 1614, 533, 534. Résumé général, IV, 225.
- CLERGÉ (Ordre du). — Sous le roi Jean, s'éloigne du mouvement en juillet 1357, I, 70. En 1560, les ordres tiennent des réunions séparées, II, 38. Vœux sur le gouvernement, 70. Résumé, 289. En 1576, libre vote de l'impôt, 378. Droit de guerre ; conseil du roi, 379. Il redoute la coalition des deux ordres laïques, IV, 210. — Atteste la vérité des accusations du tiers contre la noblesse, III, 56. Supériorité de ses doléances en 1588, III, 191. En 1614, médiateur entre la noblesse et le tiers, III, 344. — Propose la rédaction d'articles généraux ; ses vues politiques, 335. — Veut établir les communications d'articles entre les ordres, 357. Son attitude politique dans les Etats, IV, 289, 290. V. *Etats Généraux*.
- CLERMONT en Auvergne. — Les Etats de la province s'y réunis-
- sent en décembre 1356. Accor-
- dent un impôt modéré, I, 59.
- CLEUMOST (Robert de). — Massacré au Louvre sous les yeux du dauphin (1358), I, 76.
- CLÈVES (Henriette de). — Femme du duc de Nevers, II, 324, *note*.
- CLOCHERS (Subvention des). — Henri III propose de la supprimer, III, 128.
- CLUNY (Abbaye de). — Suit la règle de Saint-Benoît ; — est chef d'ordre, II, 413.
- COADJUTEURS. — Donnés seulement aux prêtres âgés ou malades, II, 90, 91. — Autorisés par les Etats de 1576, 409, *note* 3. — Se multiplient abusivement, III, 457. Leur nombre restreint en 1614. — Permis pour les évêques âgés ou infirmes, 457, 458.
- COCHES. — Privilège concédé en 1575 ; le tiers proteste contre le monopole, III, 28, 29. Même vœu en 1588, III, 203, 204. Modération des tarifs, multiplication des voitures sous Henri IV, III, 312, 313.
- CODIFICATION. — Du droit écrit, II, 192. — Des ordonnances, 193. — Des arrêts du parlement, 194. — De toutes les lois en vigueur en 1576, 559. Institution d'une commission. Code Henri, 560. Stricte exécution des ordonnances, 560, 561. Compilation officielle demandée en 1614, IV, 85, 86.
- CORNEILLON (Jacques), conseiller de Charles VII. — Réorganise le service des finances (1433-1439), I, 324. — Cité, III, 31, *note*. Son œuvre, IV, 268, 269.
- CORNICUS (Gaspard de Châtillon, sire de), amiral de France. — Assiste à l'assemblée des notables de Fontainebleau (1560), II, 12. — Présente au roi la requête des protestants de Normandie, 14. — Prononce un discours véhément pour deman-

- der une réforme dans l'Eglise et dans le royaume. Le duc de Guise lui répond avec violence, II, 17. — Désigné comme hérétique par le clergé, II, 105. Sa discussion avec le duc de Guise aux conférences du parlement, II, 109.
- Collation des bénéfices. V. Clergé, Provisions ecclésiastiques.*
- COLLECTEURS (des impôts). *V. Elus.* — Leurs attributions sous le roi Jean. Instructions qui leur sont adressées, I, 152. Détournements et gaspillages dont ils se rendent coupables, 153. — Nommés par les élus, 214, *not.*
- COLLÈGES. — Leur insuffisance au seizième siècle, II, 415. Plaintes de la noblesse en 1626 sur leur nombre excessif, IV, 154. *V. Séminaires, Jésuites.*
- COLLÈGES MILITAIRES. — Demandés en 1626 par la noblesse, IV, 153. — Fondés en 1636 par Richelieu, 154.
- COLLOQUE DE POISSY. — Du 9 septembre au 1^{er} octobre 1561, II, 87. Récit, 57. Vœux en faveur d'un concile libre pour débattre les matières de foi. (T. N. 1560) II, 86. Promesses du pouvoir, II, 87.
- COMBAREL (Hugues), évêque de Poitiers. — Son discours hardi aux Etats de Mehun-sur-Yèvre (nov. 1425), I, 309.
- COMMENDES. — Appartenant à des membres du parlement, II, 90, *note 1.* — Portent une grave atteinte à la discipline, 407. — Données à des laïques : la France proteste à Trente ; doléances des Etats, 408. Leur nature précise, 409, *note 1.* Economats, garde du bénéfice pendant la vacance, 408, *note 1.* Aggravation de l'abus en 1614, III, 471, 472. — Appartiennent à des protestants : exception pour les prêtres âgés ou infirmes, 472, *notes.*
- COMMERCE. — Protégé par Charles V, I, 210. Il veille à la sûreté des routes et attire dans le royaume les marchands étrangers, 211. Le commerce est interdit aux officiers comptables, 217. Les Etats Généraux de Tours se préoccupent du commerce, 505. *V. Douanes, Foires, Péages, Ponts, Routes, Transports.* Mérite de leurs doléances sur le commerce, 513. Le commerce aux Etats d'Orléans (1560). — Opprimé par le fisc et la protection, II, 251. La multiplication des taxes sous Henri II augmente encore ses entraves. Le tiers proteste contre les privilèges accordés aux étrangers, 252. — Demande l'abolition des donanes intérieures ; des droits de sortie ; des monopoles. — Reconnaît la nécessité des octrois, 253. — Se préoccupe de la situation des marchands français à l'étranger, 254. — Exprime la surprise que lui cause la rapide fortune des banquiers étrangers. Garanties qu'il exige d'eux, 255. Sincérité des transactions commerciales. Unité des poids et mesures, 256. — En 1576. — Intérieur, III, 24. Les entraves proviennent des péages et des difficultés de transport, 24, 25 ; routes et rivières, 27 ; transport des voyageurs, 29 ; tromperies ; poids et mesures, 30. — Extérieur, 31. Situation de la France, 31. Défiance contre les étrangers, 31, 33. Banquiers, 33. Système protecteur, 34. — Maritime. Sécurité des mers ; pirates, 36, 37. — Spéciaux, 37 ; blés ; draps, 37 ; change, 38 ; prud'hommes-jurés, 38, 39. — En 1588 : Entraves fiscales, III, 203 ; relais de poste ; étrangers ; protection, 204. Corsaires et pirates, 205. Décadence et ruine, 206. — En 1597 : Sa décadence pendant les guerres

- civiles, III, 305. Détresse des ouvriers, 305. Henri IV et Lafemas, 306. Système de prohibition, 307. Développement de l'industrie des tissus, 308. Insuccès de la prohibition, 308, 309. Ouvriers français, 310. — Intérieur: Routes achevées et plantées, 311; ponts; rivières; voitures publiques, 312. — Extérieur, 313. Traités avec les puissances étrangères, 313, 314. II, 251. V. *Traités de commerce*. Influence française dans le Levant, III, 314, 315. Progrès de la richesse, 315, 316. — En 1614, IV, 119. — Intérieur: Lignes de douane; doléances des États; liberté du commerce, 120, 121. Suppression en Bourgogne, 123. Impositions locales, 124. — Des blés, 125. Foires, 127. Plaintes contre les monopoles, 127, 128. Entretien des routes, 128. Relais de poste; sociétés, 129. — Extérieur, 130. Sécurité, 131. Pirates; état des mers, 132. Lettres de marque, 133. Sécurité des côtes, 134. OEuvre de Richelieu, 136. — En 1614: la noblesse demande à faire le commerce sans déroger. — 1627: Même vœu, 155. Permission donnée en 1629, 155, 156. — En 1629: le grand commerce permis, 156. Notables en 1617: Dangers de la navigation; corsaires; traités; réciprocité, III, 420. Sa léthargie en 1626; efforts à faire pour le ranimer, 435. Circulation des grains, 445. Examen des projets en 1627, 446. Résumé général, IV, 268.
- COMMERCE MARITIME** en 1576. — Sécurité des mers: pirates, III, 36. V. *Mer, Pirates*. Résumé général, IV, 272. Vœu de la noblesse en faveur du grand trafic, IV, 155. Compagnie des Indes occidentales. — Permis à la noblesse, 155, 156.
- Comminges*. V. *Aydie* (*Odet d'*).
- COMMISSIONS EXTRAORDINAIRES** (Jugement par). — A l'occasion de la saisie des biens des Lombards, I, 113, 114. — Abolies en 1454, I, 445. — Sous Louis XI, I, 445. Plaintes du tiers aux États d'Orléans, II, 139. — En 1576, 550, 551. — En 1588, III, 178. — Sont abolies en 1597, 282. Abolition des petits commissaires vainement réclamée, IV, 46.
- COMMISSIONS ROGATOIRES**. — Obtenues par le tiers en 1576, II, 510. Procédure trop économique pour être employée, IV, 46.
- COMMITTUMS**. — Aux États du roi Jean, I, 112. A qui ce privilège est accordé, I, 112, *note*. — Devant le parlement de Paris, I, 113. En 1413 ce privilège est restreint à ceux qui servent le roi à Paris; une commission présidée par le chancelier l'accorde, I, 277. Les États de Tours font restreindre ce privilège « aux vrais commensaux du roi », I, 447. — En matière personnelle au-dessus de vingt livres, I, 447. Les États d'Orléans veulent les restreindre: Liste publiée à Moulins, II, 139. Leur multiplication en 1576. Tableau des privilégiés, 498. Nouvel effort en 1588, III, 178. — Sont restreints en 1597, 282. — Attaqué par les trois ordres en 1614, IV, 38. — Réglementé en 1629, 39, 40. Notables, 1617, III, 418.
- COMMUNAUX**. — Usurpés par les seigneurs en 1576, III, 52. Doléances en 1614. Protection en 1629, IV, 146.
- COMMUNES** (Affranchissement des), I, 14.
- COMMUNICATION DE PIÈCES** demandée par les États d'Orléans; — organisée en 1564, II, 152. — Des enquêtes, 510.
- COMPAGNIES** (Grandes). — Les compagnies et les hautes armées

- désolent le royaume, I, 179. Milice organisée pour protéger les campagnes, 180. -- Ramenées à Bordeaux par le prince de Galles, après avoir guerroyé en Castille. Elles menacent le centre de la France, 200. Mesures prises contre elles aux Etats de Sens (juillet 1367), 201.
- COMPAN. — Député du tiers aux Etats de Blois (1588). — Arrêté par ordre du roi (23 décembre), III, 139.
- COMPARUTION DE PARTIES. — En matière sommaire, II, 154. — En toutes matières personnelles, II, 155.
- COMPÉTENCES. — Les Etats du roi Jean cherchent à les fixer, I, 115. — du Châtelet, I, 115. — Privilégiées de l'université, I, 446. — des maîtres des Eaux et Forêts, I, 446. — des prévôts des maréchaux, I, 447. — des requêtes de l'hôtel, I, 447. Leur lutte dans les justices inférieures, II, 140. — Privilégiées restreintes en 1576, 498. Respect des, — 499. — des juges subalternes pour les incidents, 517. Effort pour les régulariser en 1588, III, 178. — Sont réglées en 1597, 282. — Extraordinaires en 1614, IV, 36 à 40. — Exceptionnelles pour les gentilshommes accusés de crime, 64, 65. Leur régularité, notables, 1617, III, 418.
- COMPÉTENCE ECCLÉSIASTIQUE. — En 1614, III, 496. — Civile *ratione materiæ* : son origine, questions de foi et de sacrements, 497. Lutte avec les parlements. — Civile et spirituelle, 497, 498. — Spirituelle conservée en 1629, 498, 499. — *Ratione personæ*, 499. — Territoriale, 500. — Comme seigneurs, 501. — Criminelle, 501. Définition des cas privilégiés, 501, 502. Peines afflictives, galères, 502, 503. Opini-
- nion de Richelieu sur les empiétements des parlements, 504.
- Compiègne. V. *Etats Généraux*. Compiègne (*Assemblée de notables à*). V. *Notables*.
- COMPOIX TERRIEN, prescrit par Charles VIII, I, 495, *note*. V. *Cadastre*.
- COMPOSITION. — Usage germain ; s'était perpétué, interdiction en 1356, I, 120.
- Comptabilité. V. *Administration financière*, *Chambre des Comptes*.
- COMPTES (Chambre des). — Réformée par le conseil des Trente-Six, sous le roi Jean. Devoirs des conseillers, I, 94. Nombreuses destitutions, 97. Eustache de Pavilly critique la composition de la Chambre des Comptes, sous Charles VI, 264. L'ordonnance de 1413 fait de cette institution la base de l'organisation financière, 282. Nulle dépense ne peut être ordonnée avant d'avoir été admise par la Chambre des Comptes. Comptabilité, 285. Elle contrôle tous les actes, et ordonnance tous les paiements, 287. La nomination des receveurs lui est dévolue. Son organisation intérieure, 288. Sa procédure. Elle est chargée d'examiner les comptes du roi, de la reine et du dauphin, 289. Mesures prises pour empêcher ses empiétements, 290. — Redresse les erreurs des comptables, IV, 114. Mesures nouvelles, accélération des travaux, 114, 115. — Contrôle les dépenses royales, 115. — Vérifie les comptes de l'épargne, 116. Les dons au-dessus de 3000 liv. lui sont soumis, IV, 116. — Vérifie un état annuel des pensions, 116, 117. Importance de son rôle, mesures prises contre les épices et les dons, 117. Jugement des comptes dans les six mois, III, 199. — Nomme

- des députés à l'Assemblée de 1596, III, 261.
- CONCILE DE CONSTANCE, 1414-1418. — Décrets contre le régicide. Condamnation de Mariana; écrit du P. Cotton, III, 510. Article du clergé conforme à sa doctrine, 515, 516.
- CONCILE DE TRENTE. — Interrompu depuis 1552; négociations pour la reprise, II, 87. Rome craint un concile national, 87, 88. — Se réunit à Trente en janvier 1561 (1562). — Se termine en décembre 1563, 88, 401. — Abroge les réserves, 398. — Proscrit les simonies, 400, 401. Grandeur de ses résultats, 401, 402. Réception demandée par le clergé en 1576, 402. Résistance du parlement et de la royauté; les canons observés par le clergé, 403. Opposition du bas clergé, 402, *note* 1. — Interdit la non-résidence, 406. — Donne une grande impulsion à l'éducation publique, 415. Séminaires, 416. — Approuve les unions de bénéfices, 436, 437. — Consacre la juridiction ecclésiastique, 441. Résumé en 1576, 460. — Etats de 1588, III, 156. Sa réception unanimement demandée, 156, 166. Esprit frondeur de la Ligue, III, 156. Libertés gallicanes, 157. Déclaration de la Sorbonne, *note* 1. Etats de la Ligue, nouvel effort du clergé, III, 248. Promesses du légat; réserves gallicanes, 249. Mémoires examinant les canons. Décisions des Etats, 464. Transactions dans le sein du clergé, 465. — Etats de Paris: Examen et concours des candidats, III, 456. — Exécuté sous Henri IV, 462. Sa réception sollicitée en 1614, 463. — Condition de l'absolution du roi, 466. — Réclamé par les assemblées du clergé, 466. — Demandé par le clergé et la noblesse, 396, 397, 466. Résistance du tiers, 467, 396, 397. Le clergé annonce qu'il se passera du pouvoir civil, 467, 468. Assemblée du clergé (15 mai 1615) reçoit le concile, 468. Protestation des princes; traité de Loudun, réception annulée, 468, 469. — Observé par le clergé français, 469. Résidence, III, 470. Discipline des convents confiée aux évêques, 473, 474. Vérification des vocations religieuses, 474, 475. Résumé, 532. Mariages clandestins: publication des bans, témoins, 537. Mariages forcés; seigneurs, III, 57, *note*. Duels; II, 199, III, 60, *note*.
- CONCILES PROVINCIAUX. — Organisés à Trente. Leurs assemblées triennales (C. 1576), II, 402. — Doivent fonder des séminaires, 159; des écoles, 160. Leur tenue exacte demandée en 1596, III, 277. — Annuels (C. 1614); décennaux (T.); rendus quinquennaux en 1629, 469.
- CONCILES. — Leur influence sur la fréquence des assemblées, I, 6.
- CONCINI (Maréchal d'Ancre). — Tout-puissant sous la régence, désordre de son administration, III, 328, IV, 98. La reine lui vend des offices, III, 393. Sa chute; en 1617; joie de la France, 411. Le bâton de maréchal ne doit pas être donné à un étranger, IV, 166.
- CONCORDAT. — Conclu en 1516 entre Léon X et François Ier, I, 430. Doléances des Etats, II, 81, 393. Son système de nomination consacré par l'ordonnance de Blois, II, 395. Conserve aux monastères le droit d'élection, II, 396. — Attaqué par les trois ordres en 1588, III, 154. V. *Clergé*.
- CONCULSION. — Peine capitale demandée en 1614. Responsabilité civile organisée, IV, 18. Défense à tout ministre, conseiller ou officier de recevoir

- un don, IV, 117. Peine capitale, 118.
- CONDÉ (Louis de Bourbon, prince de). — Embrasse le parti des mécontents contre les Guise, II, 10. — Refuse d'assister à l'assemblée des notables de Fontainebleau. Les Guise font grand bruit de sa prétendue conspiration, 20. — Mandé par le roi. — Se rend à la cour malgré les avis contraires, 21. Son arrestation. Son procès. Il est condamné à mort (26 nov. 1560), 22. — Mis en liberté par Catherine de Médicis, il part pour la Picardie, 23. — Réhabilité par une déclaration solennelle, 56.
- CONDÉ (Henri I^{er}, prince de), fils du précédent, né en 1552. — Se met à la tête de l'armée des mécontents (1575). Le roi de Navarre et le duc d'Alençon se joignent à lui, II, 298. Il est nommé gouverneur de la Picardie, 299. Jacques d'Humières refuse de lui livrer Péronne, 300. — Proteste d'avance contre les décisions des Etats de Blois, 325. — Recommence les hostilités, 325. Les Etats lui envoient une ambassade, 326. Il refuse d'abord de la recevoir, puis il déclare qu'il ne reconnaît pas les Etats de Blois, 359.
- CONDÉ (Henri II, prince de), né en 1588. — Sa révolte en 1614. — Demande les Etats Généraux, III, 328. — Obtient le traité de Sainte-Menehould; se révolte de nouveau, est écrasé, 329.
- CONFIDENCES. — Bénéfices tenus en fidéicommiss. Doléances des Etats de 1576 conformes au concile, II, 409. Bulle de Sixte-Quint (*Pastoralis* 61) 1587, III, 158. — En 1596, 277. Doléances en 1614, 471, 472.
- CONFISCATIONS. — Des biens des Lombards résidant en France en 1353, I, 113. V. *Prises, Emprunts forcés*. — Promises, comme récompense aux magistrats, sous Louis XI, I, 445, promises aux favoris; restitutions insuffisantes, I, 468. V. *Insaisissabilité*. Leur abus en 1560, II, 91. — Des terres en cas de résistance des seigneurs, 518. Leur abus sous les Valois. Don avant la condamnation, 550. Restitution prescrite, 551. Exception pour la légitime et le donaire. 551. 552, III, 186. Multipliées par l'affluence des nobles à la cour, III, 47, 48. V. *Propriété privée*.
- CONFLANS (Traité de), I, 342.
- CONFRÉRIES. — Leurs revenus considérables; le superflu destiné à combattre l'ignorance, II, 96, 97, 98. V. *Instruction religieuse, Instruction populaire*. — de la Passion, 456. V. *Théâtre*. — En 1576, mêmes vœux qu'à Orléans, 457, 458.
- CONNÉTABLE. — Chargé, sous Charles V, de surveiller les revues, I, 226. La juridiction militaire lui appartient. Il la délègue aux maréchaux et à leurs lieutenants, II, 283, *note*. Son autorité excessive, IV, 165. Le tiers en demande la suppression en 1614, 166. — Supprimé en 1627 par Richelieu, 166.
- Connétable et Maréchaussée de France*. V. *Juridiction militaire*.
- CONSEIL DU ROI. — Est chargé sous saint Louis des appels, I, 107. — Reçoit dans son sein des légistes; siège comme cour de justice sous le nom de Parlement, I, 108. — Évoque les procès, I, 449. Multiplication de cet abus. Il ajourne indéfiniment les affaires, I, 450. Ses empiètements sous Louis XI; les Etats de Tours veulent qu'il offre plus de garanties, I, 452. Le roi juge dans sa propre cause, I, 452. — Réforme de cette juridiction, I, 452, 453. Ordonnance de 1497, I, 453. Louis XII la reproduit,

I, 454. Les Etats d'Orléans demandent son abolition, II, 135, et protestent contre ses empiétements, II, 136. Même vœu aux Etats de 1576, 498, 499. — En 1588, III, 178. En 1614, IV, 36. Défendu par la noblesse, *id.* Étudié avec soin par les notables en 1617, 36, 37. Sa compétence fixée en 1629, 37. *Committimus* réglementés, 38, 39. Requêtes en évocation, 44. Résumé, 90. Instrument de centralisation et de despotisme, 90, 91. V. *Committimus*, *Évocations*.

CONSEIL DU ROI ou grand conseil. (*Conseil politique*.) Réformé par les Etats sous le roi Jean. Doit être souverain de tous les officiers du royaume. Désordre de l'ancien conseil, I, 92. Sa constitution devient le centre de la réforme du royaume. Règlement de ses travaux, 93. — Il est composé de trente-six délégués des Etats, douze de chaque ordre. Leur puissance. — Ils réforment la Chambre des comptes et le parlement, 94. — Poursuivent les officiers du roi, 95. Exigent que toute demande au dauphin soit faite en conseil, 97. Causes de leur peu de succès; part prise par les Etats de Compiègne à la tentative de réforme, 98. Obligation qu'ils imposent au régent de soumettre certaines affaires déterminées au grand conseil. Toute ordonnance devra être contre-signée par trois de ses membres, 99. Sous Charles VI, les délibérations du conseil sont entravées par le nombre illimité des conseillers, 263. Devenu exclusivement politique, il est le but de toutes les ambitions, 271. Désordre des séances. Règlement intérieur fait par l'ordonnance de 1413, 272. V. *Conseil du roi*. Sous Charles VIII. Sa compo-

sition fait le sujet d'une longue discussion aux Etats de Tours I, 372. *Id.* 407. Les députés de Paris proposent de confirmer les conseillers en exercice, 407. Les députés de la Normandie demandent l'élection de dix-huit députés qui seraient chargés de former le conseil définitif. Opinions des autres provinces. Le président empêche l'accord de s'établir, 408. Efforts des princes pour corrompre les députés. Assemblée générale des sections (9 février), 409. Quelques députés émettent l'opinion que, à défaut du roi, son autorité appartient aux princes. Discours de Philippe Pot, seigneur de la Roche, 410, 413. Il y exprime l'opinion que les Etats ont le droit de constituer le conseil du roi. Les partisans de cette idée sont nombreux. La Bourgogne et la Normandie font cause commune. Elles nomment chacune deux conseillers, 414. Triste spectacle que présentent les quatre autres sections. Leur désaccord, 415. Les Parisiens et les députés de la Langue-d'Oïl veulent nommer chacun six conseillers. Les cupidités personnelles règnent exclusivement. Au milieu des ambitions contraires, l'ancien conseil du roi est maintenu, 416. Chapitre du conseil dans le cahier des Etats de Tours. Présidence du conseil. Les Etats expriment le vœu que douze députés soient adjoints au conseil, 417. Satisfaction du chancelier, 418. Au commencement de mars, l'ancien conseil s'adjoint dix membres des Etats. Manque d'énergie de ce conseil, 421. Conseil de régence à la mort de François II, II, 68. V. *Régence*. Le conseil du roi est organisé par Catherine de Médicis sans la participation des Etats, 72. Liste des membres du con-

seil, II, 73, *note*. Protestation de la noblesse aux Etats de Pontoise. Elle veut exclure du conseil les ecclésiastiques, 73 ; les proches parents ; les comptables. Son opinion est que, sous une minorité, les Etats doivent organiser le conseil du roi, 74. Les Etats de 1588 veulent organiser le conseil privé à l'image du royaume, en le divisant en trois ordres, 380.

CONSEILS DU ROI. — Leur réorganisation proposée aux notables en 1617, III, 421. Ministres ; rôle des princes dans le conseil, 422. — d'Etat et des finances, 423. Forme de procéder et d'opiner, 424, 425. Compétence, 425. Privé, 426. de guerre, 426.

CONSEIL DE RAISON. — Commission suprême instituée par l'assemblée des notables de Rouen (1597) pour percevoir les impôts jusqu'à concurrence de 15 millions, III, 267. Le projet en est soumis au roi (26 janv.). Son conseil tout entier le repousse. Sully lui conseille de tenter l'épreuve, 268. Il finit par l'y décider. Le conseil de raison est constitué (28 janv.), 269. Il vient s'établir à Paris sous la présidence du cardinal de Gondy. Difficultés de sa tâche. Personne ne veut entreprendre de recouvrer l'impôt, 270. Les conseillers impuissants ont recours à Sully, qui leur refuse son assistance. Ils sont forcés de reconnaître que l'entreprise est au-dessus de leurs forces, 271. Ils abdiquent entre les mains du roi. Henri IV et Sully reprennent l'œuvre que les notables n'avaient pu accomplir, 272. Recettes et dépenses, 292, 293.

CONSIGNATIONS. — Dépôt de sommes litigieuses ; désordres des greffes, le tiers préfère les notables marchands, II, 524. Même vœu en 1614, IV, 47, 48.

CONTRAINTÉ PAR COFFRS. — Ori-

gine : fisc : droit d'arrêt. Foires privilégiées, II, 186. Le tiers obtient qu'elle soit générale, 187. Exemption des ecclésiastiques, II, 29. Exemption demandée par la noblesse, III, 186 ; restreinte : femmes et septuagénaires exempts, IV, 79, 80. Vœu d'exemption de la noblesse en 1627, 155.

Contrat. V. Obligations.

CONTRIBUTIONS DU CLERGÉ. — Aux Etats de Pontoise : projets de la noblesse et du tiers, II, 245, 246. Le clergé accorde au roi une rente de 1 600 000 livres, 249. Etats de 1576 ; — au douzième siècle, 427. Le clergé conserve le vote libre : dons gratuits, 428. Doléances du clergé sur leur exagération, 428, 429, 430. V. *Annates, Vacances, Déports*. Rapports de l'Eglise et de l'Etat au point de vue financier, II, 438, 461, aux Etats de 1614, III, 485. V. *Biens ecclésiastiques*.

COQUILLE (Guy). — Député du Nivernais à Orléans et à Blois (1523-1603), II, 309. — fait partie de la commission chargée de la révision générale des cahiers, 338. Nommé député aux Etats de 1588, III, 90, *note* 2. Ses ouvrages cités : imprescriptibilité des dîmes, II, 423. Fréquence des blasphèmes des grands, 452, 453. — Explique le sens d'astrologie licite, 454. Résignations gratuites, 467. Survivances ; sa tristesse en présence de l'inertie du pouvoir, 467, 468. Election des juges : brigues, 469, 470. Registres de baptême détruits pendant les troubles, 472. Epices, 485, 486. Les provinces se cotisent pour racheter les offices, 492, *note* 2. Assiste en 1550 aux grands jours de Moulins, 506. Procédure en cas de partage, 513. Registres de l'état civil : inconvénients de la gratuité, 535. Signature des actes,

- portée de ce vœu, 545, *note* 3.
Don des confiscations avant la condamnation, 551. Ce qu'il pense des greffiers, IV, 48.
Origine des péages, III, 24.
- CORBIE** (Arnaud de), premier président du parlement. — Ses efforts pour obtenir des notables assemblés à Compiègne le vote d'une aide (15 avril 1382), I, 246.
- CORBIE** (Guillaume de), conseiller au parlement de Paris. — Obtient de Louis XI la permission de posséder la charge de conseiller au parlement de Grenoble, en touchant doubles gages, I, 436, *note* 1, 437.
- CORDELIERS** (Couvent des). — Où il était situé; destiné en 1614 à la noblesse qui refuse d'y siéger, III, 332.
- CORPORATIONS**. — Prises pour alliées par Louis XI dans sa lutte contre l'influence féodale, II, 257. Leurs règlements deviennent de plus en plus exclusifs. Création des lettres de maîtrise par la royauté. Leur abus, 258. Les Etats d'Orléans (1560) s'en préoccupent. Ils demandent et obtiennent l'impression des statuts de métiers, 259. Organisation des corporations sous François I^{er}, *note*. L'ordonnance d'Orléans ne se montre pas favorable à la liberté de l'industrie, 260. Henri IV affranchit les ouvriers de l'obligation du chef-d'œuvre, IV, 136. Vœux contradictoires du tiers en 1614; il demande la liberté de l'industrie, 137. Apprentis français substitués aux apprentis étrangers, 138. Résumé général, 271. *V. Maîtrise (Lettres de)*.
- CORRERO**. *V. Ambassadeurs vénitiens*.
- CORVÉES**. — Imposées par la noblesse. Font l'objet des doléances du tiers état et du clergé aux Etats d'Orléans (1560), II, 262. Imposées comme rançon des villages protégés par les seigneurs, ¹⁴¹, 55. Renvoi à la justice royale, 55, 56. Plaintes du clergé en 1588, III, 210. Chargent le peuple autant que les tailles, 402, 403. Nécessité du titre, IV, 146, 147. Prescription annale, 147. *V. Seigneuriaux (Droits)*.
- COSSE** (Arthur de) (1512-1582) maréchal de France. — Envoyé par Henri III aux Etats (24 janv. 1577), II, 344.
- Cossé* (Charles de). *V. Brissac*.
- COTTON** (Pierre) jésuite. — Confesseur de Henri IV. — Son écrit contre Mariana, III, 510.
- COUPEURS DE MONNAIES**. — Leurs attributions. Ils sont supprimés, I, 162.
- COUR**. — Les charges de cour appartiennent de droit aux nobles, III, 46. Son luxe attire les nobles, 46, 47. Foule et corruption des courtisans, 47, 48. Mesures prises, 48. Cumul des charges de —, III, 49. Sully veut tirer les nobles des fainéantises et baguenauderies de cour, III, 320. *V. Maison du roi*.
- COUSSIN** (Bernard). — Echevin de Dijon. Député aux Etats de Blois (1588). Son entrevue avec le roi (27 nov.), III, 119. Il est de nouveau mandé par Henri III (30 nov.), 126. Il a avec le roi un troisième entretien, 131.
- COUTUMES**. — Les Etats de Tours veulent qu'un juriste représente chaque coutume dans le conseil du roi, I, 452, 453. — De Normandic appliquée par l'échiquier, I, 458. Leur rédaction sous Charles VII (1454), I, 460, 461. Nécessité de ce travail, I, 460. — De Bourgogne : rédaction approuvée en 1459, I, 461. — De Melun-sur-Yèvre, rédigée en 1481. — De Troyes, rédigée en 1481, I, 461, *note* 3. — De Lorris, I, 462, 463. Les Etats de Tours pressent le roi de l'achever, I, 461, 462. Ordonnance de Charles VIII. Assemblées de baillia-

- ges, commissions du parlement, I, 462, 463, 464. Registres publics des coutumes, I, 465. Caractère général de cette rédaction, I, 465, 466. Les articles des — visés dans les arrêts, II, 158. Achèvement de leur rédaction, 192. Aux Etats de 1576, 557. Leur révision, 558. Ne peuvent être changées sans le consentement des habitants, 558. — Particulières de Normandie, 559. Mêmes efforts en 1588, III, 187. — De Saintonge, 187, 188.
- COUTUMES D'ANJOU. — Majorité acquise à vingt ans, IV, 170. Edit des mères, II, 540. Droit des femmes veuves, 542.
- COUTUME DE BERRY. — Substitution, II, 179. Admet de plein droit le bénéfice d'inventaire, IV, 71.
- COUTUMES DE BOURGOGNE. — Paraissent avoir été rédigées les premières (1459), I, 461. — Serfs de corps, II, 539. — Contraires à l'édit des mères, IV, 71.
- COUTUME DE BRETAGNE. — Admet de plein droit le bénéfice d'inventaire, IV, 71. Substitution, II, 179. Défend aux nobles de faire le grand trafic, IV, 155.
- COUTUME DE LORRIS. — Première coutume rédigée après les Etats de Tours, I, 462, 463. Elle passe pour une des meilleures du royaume, *id.*
- COUTUME DU MAINE. — Majorité acquise à vingt ans, IV, 170.
- COUTUME DE NORMANDIE. — Appliquée par l'échiquier, I, 458. — N'avait point été rédigée, doléances en 1576, II, 558, sa rédaction achevée en 1587, 558, 559. Majorité acquise à vingt ans, IV, 170. *Monéage* payé au duc pour obtenir la stabilité de la monnaie, I, 159. Substitution, II, 179.
- COUTUME DE NIVERNAIS. — Serfs de corps, II, 539.
- COUVENTS. — Leur discipline ; sont soumis aux évêques, II, 91. Ex-ception pour les chefs d'ordre, II, 92. Relâchement des règles ; réformation, clôture, *id.* Vocations forcées, II, 92, 93, 411. Age des vocations, II, 93, 94, 410. Le pouvoir laïque favorable aux clôtures, 411. Les évêques chargés d'y veiller, 412. Leur réformation ; — de religieuses, 412. Instruction des religieux, *id.* Le tiers demande la suppression des — nobles, 413 ; — forcés de choisir une règle, 414. Leur réformation en 1614. Vérification des vocations, III, 474, 475. V. *Discipline des couvents.*
- CRAAUD (Simon de). — Archevêque de Reims, I, 252.
- CRAON (Jean de), archevêque de Reims. — Président du clergé aux Etats de 1355, I, 35 et *note*. — Prend part aux Etats du 17 octobre 1356, 45. — Revient au parti du dauphin, 70.
- CRIMES PRIVILÉGIÉS. — Ou cas privilégiés, II, 440, 442. Instruction faite conjointement, 442, 443. Commission mixte chargée de les définir, 501, 502. Vœux semblables de toutes les assemblées du clergé, *note* 1.
- CROISMARE (Jacques de). — Conseiller de Charles VIII, I, 421.
- CROY (Philippe I, sire de). — Adresse une requête aux Etats de Tours (février 1484), I, 370.
- CRUSSOL (Jacques de). — Conseiller de François II (premier duc d'Uzès). — Envoyé vers le roi de Navarre (août 1560). Instructions qui lui sont données, II, 21, *note* 3.
- Cultes (*Libertés des*). V. *Liberté des cultes.*
- Cumul V. *Pluralité des offices, Pluralité des bénéfices.*
- CURATEURS. — Précautions sollicitées contre leur gestion ; inventaire, II, 178.
- CURÉS. — Le tiers à Orléans veut qu'ils élisent leur évêque, II, 81 — qu'ils soient élus par leurs

paroissiens, II, 82. Examen public avant leur nomination, 83. Nécessité de l'instruction religieuse, 83; — tenus de prêcher régulièrement, 96. Conditions d'âge et d'aptitude, 398. Résidence; congé de l'évêque; deux mois au plus, 404. Usurpation et ruines des presbytères, 418. Inégalité de leurs revenus, 435, 436. Droit

de présentation, III, 155. Ecole et catéchisme, III, 160, 161; — choisis au concours: âgés de 25 ans, 456, 457; — ne peuvent chasser, solliciter les juges ni faire le commerce, 473, 474. Revenu minimum de 60 livres, pour le prêtre ordonné, 489. — Ont un revenu de 300 livres, 490. V. *Clergé, Résidence.*

D

DAIM (Olivier le). — Jugé après la mort de Louis XI et condamné à mort, I, 357.

Damville (*Maréchal de*). — V. *Montmorency (Henri de)*.

DAUPHINÉ. — Ses plaintes pressantes au sujet des évocations, I, 451. V. *Parlement de Dauphiné*.

DÉBAUCHE (Maisons de). — Leur fermeture obtenue en 1560, II, 404.

DÉCIMES ECCLÉSIASTIQUES — consentis par les assemblées du clergé. Nature et perception des — II, 432. — votés périodiquement servent à l'acquittement des rentes, III, 486, 487.

DÉLAIS. — Leur abréviation sollicitée à Orléans. — De rigueur indiqués au début de la procédure, II, 153. Les juges forcés de les respecter, II, 153, 154. — Abrégés dans les procédures sommaires, II, 154. Les pauvres sont exemptés des amendes de —, II, 162, *note* 2. V. *Procédure civile*.

DÉLIBÉRATION DES JUGES. — Leurs formes diverses, II, 512; sur le bureau, sur le registre et sur le siège, 512, 513; partage, 513, 514.

DÉPENSES DU ROI. — Efforts des Etats Généraux pour mettre un terme aux prodigalités royales. Mesures qu'ils prennent pour

s'opposer à toute dépense superflue, I, 149, et *note*. Charles V fait un règlement destiné à empêcher les dous excessifs, 216. Dépenses modérées de ce prince comparées par Eustache de Pavilly aux prodigalités de Charles VI, 260. L'ordonnance de 1413 soumet les dépenses du roi à l'examen de la chambre des comptes, 289. Place qu'elles occupent sur le budget soumis aux Etats de Tours (1484), 480, *note*. Les Etats de Pontoise (1561) demandent leur réduction, II, 244. Tableau des recettes et des dépenses royales en 1576, III, 21, 22. Dépenses du roi en 1596, 266, 267, 291, 293. V. *Maison du roi, Dons et pensions*.

DEPORT. — Revenu des bénéfices vacants dû aux évêques, II, 435.

DESPENCE, théologien catholique. — Assiste au colloque de Poissy; son journal, II, 248.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. — Les gentilshommes demandent à en être exemptés, II, 170. Prévôts des maréchaux responsables quand elle dépasse trois jours pour les personnes domiciliées, II, 175. Prisons particulières, IV, 61. Prévôts responsables, 63. Interrogatoire dans les 24 heures, 61. Traité de Saint-Germain, 62,

- note 2.* Elargissement immédiat, 62. V. *Liberté individuelle*.
- DETTE ROYALE.** — Le chancelier annonce aux Etats d'Orléans (1560) qu'elle s'élève à quarante-trois millions, II, 50. Comment ce chiffre se décompose, 223. Le tiers veut l'éteindre à l'aide d'économies, 224. La maison du roi est réduite. Les Etats commettent la faute de ne pas diminuer l'armée, 225. Aux Etats de Pontoise (1561), les députés proposent trois projets pour racheter les dettes du roi, 244. Proposition de la noblesse. Elle veut que le clergé contribue pour les deux tiers et le troisième ordre pour l'autre tiers, 245. Deux plans proposés par le tiers état. Le premier est un impôt progressif sur les bénéfices ecclésiastiques, 246. Le second consiste à faire vendre la totalité des biens du clergé, moins une maison laissée à chaque bénéficiaire. Compensations cherchées par la noblesse et le tiers aux mesures extrêmes qu'ils proposent, 247. Le clergé est prêt à supporter le tiers des dettes. Sa surprise en apprenant les projets des deux ordres laïques. Les intérêts opposés des ordres empêchent de discuter à fond la question financière, 248. Le clergé accorde au roi dix-sept millions. La négociation se termine par un contrat (21 octobre 1561), 249. En 1576 elle se monte à dix millions, III, 3. Inexactitude des documents communiqués, 4. Sa diminution sous Henri IV. Elle est réduite de cent millions, 301. V. *Budgets*.
- DEVINS.** — Se multiplient au seizième siècle, II, 453. V. *Astrologues*, III, 170.
- DIANE DE POITIERS**, duchesse de Valentinois. — Les Etats de la prévôté de Paris réclament contre elle la restitution des prodigalités royales (1561), II, 54 et *note*.
- DIFFÉRENCE.** — Signe servant à reconnaître le titre d'une monnaie, I, 157, *note*. V. *Monnaies*.
- DIMANCHE** (Observation du). — Aux Etats d'Orléans, II, 104. — Tout jeu interdit (C. T.), 454. — Aux Etats de 1614, III, 529. V. *Fêtes*.
- DÎME SALADINE**, levée en 1188, par Philippe Auguste. — La plus ancienne des aides royales, I, 137.
- DÎMES.** — Leur réorganisation demandée à Orléans (C. N.), II, 99. Leur distribution plus égale, 100. Inexactitude de leur payement; déclaré obligatoire en 1576, 423; — personnelles; transactions, 424. Mode de payement variable. Avertissement au prêtre du jour de la récolte, 424. Sanction : confiscation, amende, 425. — Vœux semblables en 1588, III, 162. — En 1614. Prétentions contraires (C. T.), 483, 484. V. *Biens ecclésiastiques*.
- DISCIPLINE DES COUVENTS.** — Soumise aux évêques, II, 91. Réformation des ordres monastiques, 92. Vocations forcées, 92, 93. Age des vocations, 93, 94. Prêtres mendiants et errants, 94, 437. — Aux Etats de 1576 : résultats du concile de Trente, 401. — Du clergé séculier, 403. Professions mercenaires interdites, 404, *note 2*. Nécessité de leur réformation, III, 157. Doctrines en 1588, 159. — En 1596, 177. — En 1614, 473. — Soumise à la juridiction des évêques, 474.
- DISCIPLINE ECCLÉSIASTIQUE.** — Aux Etats d'Orléans, II, 86. Les trois ordres veulent un concile : promesses du pouvoir, 86. Négociations pour la reprise du concile de Trente, 87. Intérêt du pouvoir civil à la réforme des abus, 89. Résidence, id.

- Aux Etats de 1576. — Du clergé régulier, II, 410. — Morale et religieuse, 414. Résumé en 1576, 460. — Aux Etats de 1588, III, 156. Evêchés vacants en 1596, 276, 277. — Son désordre en 1596, 277. — Aux Etats de Paris, III, 463. — du clergé séculier, 470. — Du clergé régulier, 473. — morale et religieuse, 476. Résumé, 532.
- DISCIPLINE JUDICIAIRE** (Chambre de). — Projet soumis aux notables pour juger les magistrats, repousse en 1617, IV, 23, III, 418. — En 1626, IV, 24, III, 445.
- DISCIPLINE MILITAIRE.** — Désordres dans l'armée au quinzième siècle, I, 177. Les Etats de Tours (1484) se plaignent hautement des désordres des gens de guerre. Ils demandent la responsabilité des capitaines, l'observation des ordonnances et les poursuites par les juges ordinaires, 525. Mauvaise conduite des gens de guerre au seizième siècle. Mesures demandées par le tiers aux Etats d'Orléans (1560) pour y mettre un frein, II, 282. — En 1576 désordres des gens de guerre, III, 63. Doléances du tiers, 64. Payement de la solde, 64. Passe-volants, règlement des étapes, 65. Juridiction compétente, 66. — En 1588, fraudes dans les revues, payement de la solde, III, 213. Désordre dans les marches, 214. — En 1597, payement régulier des gens de guerre, III, 322. Désordre des marches, prises sans payement, 322. Les Sarasins sont moins redoutés que les gens de guerre en marche, III, 402. — En 1614, IV, 165. Police des troupes en marche, 173. Organisation des étapes, 174. Billets de logement, 176. Juridiction, 176, 177. Résumé général, 281. Pendant trois siècles, les gens de guerre sont le fléau des campagnes, 281. Unité des doléances : leur succès, 282.
- DOLÉANCES** (Cahiers de). — Leur origine, I, 352. Comment les doléances se recueillent, II, 306, III, 330, IV, 206. V. *Cahiers de doléances*.
- DOMAINE.** — Charles V le reconstitue par la mise à exécution du principe de l'inaliénabilité, I, 210. Désordres du domaine sous Charles VI, 264. Son revenu, Sa reconstitution par l'ordonnance de 1413, 283. Son inaliénabilité y est proclamée. Moyens employés pour augmenter ses revenus, 284. Emploi du revenu, 285. Les Etats Généraux de 1468 proclament de nouveau son inviolabilité, 349. Le revenu du domaine, suivant les députés de Tours (1484), doit suffire aux dépenses ordinaires de l'Etat, 476. Ils proposent sa reconstitution. Indiquent son inaliénabilité comme le seul moyen de faire face aux besoins impérieux du royaume, 477. Suppression de la plupart des pensions, 478. Rapport sur la reconstitution du domaine, aux Etats de Blois (1577), II, 339. Projet d'aliénation, proposé par Henri III. La noblesse et le clergé l'autorisent. Le tiers s'y oppose, 365. Bodin soutient l'inaliénabilité, 367. Sa reconstitution, III, 9. Illusion des ordres laïques sur le résultat, 10. Expérience du clergé, 11. Projet de rachat admis par l'ordonnance de Blois, 10, IV, 109, *erratum*. Sa reconstitution en 1588, 192, 193. Exécution de l'ordonnance de Blois, notables, 1597, 290. Vaste projet de reconstitution sous Henri IV, III, 302, 303. Ce qui fut fait, IV, 106. Projet de Richelieu en 1626, 107, 108. Système admis à Blois adopté, 109. Ordonnance de 1629, 110. Son inaliénabilité proclamée, 110. Son adminis-

- tration, 111. Résumé général : unanimité des Etats sur la « suffisance du domaine », IV, 263.
- Domaine ecclésiastique.* V. *Biens ecclésiastiques.*
- DOMICILE.** — Inviolabilité proclamée par le tiers : droit de résistance, III, 54. Mesures contre les soldats en marche, IV, 175.
- DONS ET PENSIONS.** — Eustache de Pavilly en signale les abus et propose leur suppression, I, 265. L'ordonnance de 1413 suspend le paiement des pensions pendant trois ans, 235. Les Etats de Tours (1484) proposent de supprimer la plupart des pensions, 478. Abus incroyable sous les Valois, mot de Montaigne, III, 17. Evaluées par le clergé à 20 millions en 3 ans, 17, 18. Restitution réclamée, 18. Contrôle de la chambre des comptes (T.), 18. Doléances du clergé, 18, 19. Multipliés par l'affluence des nobles à la cour, III, 47, 48. Suppression réclamée en 1588, 199. Passent de deux millions à six après la mort de Henri IV, IV, 98. En 1614, le tiers veut leur révocation ou au moins leur surséance, III, 339, 340. La noblesse réclame l'abolition des pensions du tiers, IV, 152. Montent à six millions en 1614, 340. Suppression du quart, 351. Leur énormité, 379. Leur réduction en 1617, III, 420. Leur abolition annoncée par le chancelier, III, 408. Soumis au contrôle de la Chambre des comptes (T. 1614), IV, 115.
- DORIOLE (Pierre),** chancelier de France. — Succède en 1472 à Juvenal des Ursins, destitué au mois de mai 1483, malgré le principe de l'immovibilité, I, 441, *note* 1. Les Etats de Tours demandent en vain sa réintégration, 441.
- DORMANS (Guillaume de),** chancelier de France, en 1371, I, 204. Sa harangue au peuple (16 novembre 1380), 239.
- DORMANS (Jean de),** cardinal de Beauvais, chancelier de France. — Assiste aux Etats de Paris (mai 1369), I, 204.
- DOUAIRE.** — Usufruit en cas de veuvage, II, 541. Perte en cas de convol, IV, 74,
- DOUANES INTERIEURES.** — Origine des lignes de douanes intérieures, I, 212, et 506, *note*. Doléances des députés de Tours (1484) qui demandent le libre cours des marchandises, 507. Charles VIII abolit les douanes établies sous Louis XI, 508. Le tiers aux Etats d'Orléans demande la suppression des douanes intérieures, II, 253. Doléances en 1614 ; le tiers demande la liberté du commerce intérieur, IV, 120, 121. La Bourgogne souffre des lignes de —, 123. Elle accepte avec joie leur suppression ; liste des provinces qui refusent, 123, 124. Résumé général, 270. V. *Passage, Réve.*
- DROIT ANNUEL.** — Prend le nom du financier Paulet, III, 280, IV, 3. V. *Paulette.*
- DROIT CIVIL.** — Fixé par la rédaction des coutumes, I, 466. — Rarement l'objet des doléances des Etats, I, 467. — Abandonné à la jurisprudence, I, 468. — Aux Etats d'Orléans, II, 177, 213, 214. — Aux Etats de 1576, 531, 569. — En 1588, III, 185, — Aux Etats de 1614, IV, 67, 91. — Résumé général, 245, 250.
- DROIT COMMERCIAL.** — Aux Etats d'Orléans, II, 186, 214. — En 1576, fraudes, 548. Usure et banqueroutes, 554, III, 33. — En 1614, IV, 80, 92, 249.
- DROIT COUTUMIER.** — Source de la législation française, I, 124. Fixation et rédaction des coutumes, I, 460. V. *Coutumes.* — Modifié en 1560, II, 177.

Achèvement de sa rédaction en 1560, 192. Transaction avec le droit écrit, IV, 74, 253.

DROIT CRIMINEL. — Aux Etats d'Orléans, II, 191, 214. — En 1576, 550, 570. Responsabilité du seigneur et des villages voisins du crime, II, 552, 553. En 1588, III, 186. — En 1614, IV, 82. Résumé général, 250, 251.

DROIT ÉCRIT. — Source de la législation française, I, 124. — Défendu par le Languedoc, confirmé sur la demande des Etats de Tours, I, 471. — Admet de plein droit le bénéfice d'inventaire, IV, 71. Transaction avec le droit coutumier, 74, 253.

DROIT (Etudes de). — Leur décadence. Plusieurs degrés franchis le même jour. Leur réorganisation (T. 1576), II, 472.

DUEL JUDICIAIRE. — Cette procédure est exclusive du droit d'appel ; sa décadence, I, 104. Nécessité de se battre avec les juges quand on *fausse* leur jugement, I, 105. Le duel judiciaire disparaît, I, 106.

DUELS — Se rattachent aux guerres privées et aux duels judiciaires,

II, 197. Leur multiplication sous Henri II, 198. Doléances des états d'Orléans. Traiteurs de paix (N.), 199. — Contraires à la loi chrétienne (C), 199. Peine de mort (T.), 200. — A Moulins, peine de mort et tribunal d'honneur, 200, 201. Plusieurs combattants en chaque duel, III, 59. Doléances du clergé et du tiers, 60. Lèse-majesté, *id.* Concile de Trente, *note*. Opinion de Montholon en 1588, III, 186. Ce qu'en dit Miron en 1614, 401, *note*. — Se multiplient sous la régence, doléances du clergé et du tiers, IV, 161. Sévérité de l'édit de 1603, 161, 162. Ardeur du tiers pour la répression, 162. Grâces fréquentes avant Richelieu, 162, 163. Richelieu sévit avec la plus grande énergie, 163.

DUNOIS (Comte de). — Sa conduite aux Etats généraux de Tours (1484), I, 368. — Fait un discours au parlement sur la nécessité de convoquer les Etats, 404.

Du Vair. V. *l'air* (Du).

E

Eaux et Forêts (Maîtres des). — Plaintes de la noblesse et du clergé en 1355, I, 110. Leur organisation, leurs appels portés au parlement ; leurs empiétements, 110. Leurs attributions réglées, 111. Droit de résistance accordé contre eux, 111, *note* 1. Leurs empiétements sous Louis XI, 446, 447. Promesses du conseil, 447. Les Etats d'Orléans demandent leur abolition, II, 135. Voulue par l'Hospital, ajournée par le parlement, 137. Leur juridiction critiquée en

1576, 493. Doivent être nobles, IV, 150.

Echevins. — Participent à l'élection des juges, II, 121. Vénalité des offices en 1614, IV, 95. V. *Municipale* (*Administration*).

Echiquier de Rouen. — Prend en 1515 le titre de parlement de Normandie, I, 458. V. *ce mot*.

Ecoles. — Fondées sur le revenu des confréries, II, 97, 98. V. *Instruction populaire*.

Ecorcheurs, I, 336.

Ecriture. — Leur uniformité

- multiplie les faux (C. 1614), IV, 83.
- EDIT DE JUILLET 1561. — Sorti des conférences qui eurent lieu au parlement pour la pacification religieuse; II, 109. V. *Liberté des cultes*.
- Edits de pacification*, V. *Pacification (Edits de)*.
- EDIT SUR LA JUSTICE (janvier 1597). — Rendu sur les vœux de l'assemblée des notables, III, 281. Exécution des ordonnances, 281. — Rapproché des ordonnances qui l'ont précédé. Tableau, 285. Exécution complète et loyale de cet édit, 282.
- EDOUARD III. — Ses prétendus droits au trône de France repoussés par les Etats de 1329, I, 28.
- EDOUARD, prince de Galles. — Surnommé le *Prince Noir*, I, 200, *note*. Sa conduite en Guyenne irrite les seigneurs du midi de la France, 203. — Ajourné par Charles V devant la cour des pairs, il ne répond que par des menaces, 204. La guerre lui est déclarée, 206.
- EGALITÉ. — Efforts du tiers pour abaisser les seigneurs, II, 146, 147. Passion du tiers, IV, 287. V. *Juridictions seigneuriales*, *Tiers état*.
- Eglise*. — V. *Clergé*, *Affaires ecclésiastiques*, *Rapports de l'Eglise et de l'Etat*.
- ELECTIONS, tribunaux des élus. — Leur compétence, I, 148. V. *Juridictions financières*, *Élus*.
- ELECTIONS DES DÉPUTÉS. — Aux Etats de Tours, I, 358. — Aux Etats d'Orléans, II, 24. — Aux Etats de 1576, 305. — Aux Etats de 1588, III, 90. — Aux Etats de la Ligue, 220. — Des notables en 1597, 261. — Aux Etats de 1614, 330. Résumé général, IV, 206.
- ELECTIONS ECCLÉSIASTIQUES. — Aux Etats d'Orléans : demandées par les trois ordres, II, 81. — Promises à Orléans, n'avaient jamais eu lieu, 393. Le clergé non mitré favorable, les prélats contraires, 393, 394. — Demandées par le clergé et le tiers, repoussées par la noblesse et le roi, 394. — Réclamées par les trois ordres en 1588, III, 154, Elections ecclésiastiques demandées, 277. Modification de l'opinion sous Henri IV, 454, 455. V. *Clergé*.
- ELECTIONS JUDICIAIRES. — Demandées aux Etats de Tours, I, 437, 438. — Election de trois candidats entre lesquels le roi doit choisir, I, 438. — Accordée en 1498, I, 442. — Des juges subalternes en 1493, I, 443. — Demandée aux Etats d'Orléans, II, 120. Forme de l'élection, II, 120. Présentation des candidats par les cours souveraines. Présentation des juges inférieurs par une assemblée locale, II, 121. Elections et nominations judiciaires aux quatorzième et quinzième siècles, II, 121, *note*. — Des juges seigneuriaux, II, 123. V. *Juridictions seigneuriales*. — En 1576 : unanimement demandée, II, 468. En 1588, III, 174. — N'est pas demandée en 1614, IV, 12.
- ELISABETH, reine d'Angleterre. — Doctrine du régicide dirigée contre elle, III, 508.
- ELUS. — Chargés de lever les impôts dans les provinces, sous le roi Jean, I, 148. Trois élus institués par l'assemblée de Compiègne, 154. Leurs gages, 155. Ils sont nommés par le roi, 213. Caractère de leurs fonctions au quatorzième siècle, 214, *note*. Règlement que leur impose l'ordonnance de 1413, 291. Ils sont attaqués par les Etats de Tours (1484), 500. Leur utilité. Leurs fonctions, 501. Leur juridiction, II, 232. V. *Juridictions financières*. — En 1576, III, 8. Soulé-

- vent les colères des députés, III, 8. Proposition de la noblesse, III, 198. Responsables des exemptions sans droit, IV, 101.
- EMPRUNT FORCÉ. — Proposé par Eustache de Pavilly comme ressource extrême, aux Etats de 1413, I, 265. Henri II demande aux députés des Etats (1558) un emprunt de trois millions d'écus d'or, II, 5. — Sorte de confiscation interdite en même temps que les prises, I, 129.
- ENCHANTEURS. — Se multiplient au seizième siècle, II, 453. V. *Astrologues*, III, 170.
- ENQUÊTES. — Devant le parlement de Paris, frais énormes, I, 119. Mesures prises en 1356, I, 119. — Par turbes étaient usitées avant la rédaction des coutumes, I, 462, *note* 1. — Simplifiées dans les procédures sommaires, II, 154. Leur publicité, 509, 510. Enormité des frais. Commission adressée aux juges locaux, 510. Suppression des enquêteurs, 510, 511. — Sur la valeur : expertise, 511. Enquêteurs responsables des vices de forme, IV, 46, 47.
- Enterrements*. V. *Sépultures*.
- ENIRAGUES (Marié d'). — Son procès avec Bassompierre, IV, 17.
- EPAVES (Droit d'). — I, 469. Abus des officiers royaux signalés en 1483, I, 470.
- EPERNON (Duc d'). — Quitte la cour après la journée des Barricades, III, 126, *note*.
- EPICES. — Sont une conséquence de la vénalité, I, 435, 436. Les Etats de Tours réclament des gages annuels, I, 440, 441. Leur origine selon Pasquier, II, 127. — N'étaient point dues pour les affaires publiques, II, 128. — Dues seulement au rapporteur, *id.* Cupidité des juges, *id.* et 129. Prononcé des arrêts retardé, II, 130. Leur modération : Roussillon, 130. Moulins, 131. Réformes illusoires, 132. — Abolies en matière sommaire, 154. Leur paiement ne peut être forcé. Retard des arrêts défendu, 157, 158, 515. Droits divers exigés des plaideurs. — Des juges taxateurs, 161. — Supprimées en matière de police judiciaire, 173. Abolition demandée en 1576, 483. — Pour arrêt définitif seulement, 484. Receveur des —, 484. Suppression pour arrêt sur requête, 485. Modération, *id.* — Abolies quand le ministre public agit d'office, 486. — Du juge taxateur, 486. Insistance de la noblesse en 1588, III, 175. Publicité du tarif, 176. Leur réduction en 1597, 282. Doléances en 1614, IV, 19. — Restreintes. — Ecrites sur la sentence, 20. Prisonniers élargis moyennant payement, 20, 21. Sursis de l'arrêt. Abus des exécutoires, 21, 22. — Taxées en nature par Groulart, 21, *note*. Discussion devant le conseil du roi. Exécutoire maintenu, 22. Affaires sommaires dispensées, 42. V. *Prononciation des arrêts*, Gages.
- ERNEST (L'archiduc), frère de l'empereur. — L'ambassadeur d'Espagne propose aux Etats de la Ligue de l'élire roi de France (12 juin 1593), III, 238.
- ESPAGNE. — Son influence aux Etats de la Ligue, III, 227, 231, 234, 241. Traité de commerce avec Henri IV (13 oct. 1604), 314. Horreur du tiers en 1614 pour l'influence espagnole, 394. Mariages espagnols. Opinion des trois ordres, 395, 396.
- ESPINAC (Pierre d'), archevêque de Lyon. — Député aux Etats de Blois (1576). — Remercie le roi au nom du clergé, II, 312. — S'abouche avec les présidents de la noblesse et du tiers pour arriver à la rédaction d'un seul cahier, 318. Son discours en

réponse à la demande de subsides faite par le roi au clergé, 344. Sa discussion avec Bodin au sujet de la conférence mixte, 356. — Président de la commission des finances, III, 19, 20. Il assiste aux Etats de 1588. — Se montre le serviteur dévoué des Guise. — Se rend avec le cardinal de Guise auprès de Henri III, pour le contraindre à supprimer un passage de son discours, III, 105. — Accompagne le duc de Guise à un souper chez la Chapelle-Marteau, 124. — Envoyé par le roi pour faire connaître sa détresse aux Etats, 132. Il se présente à la chambre du tiers pour le sommer d'exécuter sa promesse de prêter 120 000 écus au roi, 133. — Arrêté en même temps que le cardinal de Guise, 140. — Député aux Etats de la Ligue. — Prépare un projet de réponse à Henri IV, 227. — Nommé commissaire pour assister à la conférence de Suresnes, 229. Sa discussion avec l'archevêque de Bourges, 232.

ESSARTS (Antoine des), garde de l'épargne sous Charles VI, I, 261, *note* 3.

ESSARTS (Pierre des) (1360-1413). — Nommé prévôt de Paris par le duc de Bourgogne. Ses dilapidations, I, 262 et *note*.

ESTE (Hippolyte d'), cardinal de Ferrare, légat du pape. — Obtient le rétablissement des annates; promet la révision des taxes pontificales, II, 85.

Estouteville. V. Torcy.

ETABLISSEMENTS DE SAINT LOUIS, I, 17, 18, 19. Droit des femmes veuves, II, 542.

ETAPES. — Leur désordre, I, 525; II, 282; III, 64. Règlement demandé en 1576, III, 65, 66. Doléances en 1588. Commissaires spéciaux. Droit de résistance, 214. Doléances en 1614,

IV, 173. Leur organisation, 174. Règlement de 1627 adopté par l'ordonnance de 1629, 174, 175.

V. *Discipline militaire*.

ETAPLES (Traité d'), 3 nov. 1492.

— Stipulation relative à la convocation des Etats, I, 559.

Charles VIII le fait ratifier par les Etats provinciaux, 560.

ETAT CIVIL. — Vérification de l'âge par l'acte de baptême, II, 471, 472. Registres détruits pendant les troubles, 472. Son origine, 532, *note*, 533. — Appartient au clergé, 532, 533. Actes font preuve en justice. Suppression des enquêtes, 533. Pillage des églises. Registres brûlés. Dépôt annuel au greffe royal, 534. Double registre, 534, 535. Inconvénients de la tenue gratuite, 535, 536. Conservation des actes, III, 185. — En 1614, IV, 67. Dépôt au greffe par les curés. Tenue des registres, IV, 67, 68.

ETATS GÉNÉRAUX (Origine des). —

Le principe de la délibération publique, conséquence directe du libre arbitre de l'homme, I, 1, 2. Supériorité des peuples de l'occident de l'Europe. Assemblées nationales chez les Gaulois. Modifiées par les Romains, 3. Influence de l'invasion des Germains, 4. Double autorité; celle du chef et celle de l'assemblée, 5. Sous les Mérovingiens, le pouvoir finit par l'emporter sur la délibération. Influence des conciles, 6. Les maires du palais et surtout Pepin le Bref rétablissent la coutume des assemblées. Charlemagne en fait une des institutions de l'empire, 7. Organisation des assemblées sous son règne. Examen et vote des Capitulaires, 8. Forme et objet des assemblées, 9, 10. Charlemagne les réunit trente-cinq fois, 11. Leur décadence sous ses

- successeurs. Formation de la féodalité, 1, 12. Cours féodales, 13. Renaissance des assemblées avec la dynastie capétienne. Affranchissement des communes, 14. Alliance du roi et de la bourgeoisie contre la féodalité, 15. Influence des juristes, 16. Sous les règnes de Philippe Auguste et de saint Louis, les réunions autour du roi se multiplient : saint Louis fait entrer les bourgeois dans le conseil, 17, 18.
- ETATS GÉNÉRAUX.** — Réunis à Paris le 10 avril 1302. Le roi y assiste. Discours du chancelier Pierre Flotte, 1, 21. Discours de Philippe le Bel, 22. Attitude du clergé. Déclaration des députés des villes. Boniface VIII désavoue toute pensée de suprématie sur la couronne de France, 23.
- ETATS DE 1313.** — Incertitude sur leur objet, 1, 24.
- ETATS DE TOURS (1308).** — Convoqués contre les Templiers. — Reconnaissent à l'unanimité leur culpabilité, 1, 24.
- ETATS GÉNÉRAUX DE PARIS (août 1314).** — Réunis afin d'obtenir des subsides pour la guerre de Flandres. — Vote des bourgeois, qui accordent une aide, 1, 25.
- ETATS DE 1317.** — Reconnaissent les droits de Philippe le Long et proclament la loi salique, 1, 27.
- ETATS DE POITIERS (1321).** — Convoqués pour aviser au moyen d'établir l'uniformité des monnaies, poids et mesures, 1, 28.
- ETATS DE 1329.** — Repoussent les prétentions d'Édouard III au trône de France, 1, 28.
- ETATS DE 1338.** — Tenus par Philippe de Valois. — Proclament le libre vote de l'impôt, 1, 29.
- ETATS GÉNÉRAUX SOUS LE ROI JEAN.**
Etats Généraux de Paris, réunis le 30 novembre 1355. — Ouverts, le 2 décembre, par un discours du chancelier Pierre de la Forest, 1, 34. La session dure au moins huit jours, 35. Réponses des Etats au roi. Ils offrent trente mille hommes d'armes et une imposition de huit deniers par livre. Hardiesse de leur rôle, 36. Ils indiquent, avant de se séparer, deux nouvelles sessions. Résultats de cette assemblée, étudiés dans l'ordonnance du 28 déc. 1355, 37. Inexpérience des députés. Impopularité de leurs impôts, 38.
- Etats Généraux*, assemblés à Paris le 1^{er} mars 1356. — Absence des députés de Normandie et de Picardie. — Ordonnance du 12 mars remplaçant la gabelle par un impôt sur les revenus, 1, 39. Urgence de cette mesure. Fixation d'une nouvelle réunion pour le mois de mai.
- Etats Généraux*, réunis à Paris le 8 mai 1356. — Votent deux nouveaux subsides sur les revenus. — Rendent le 26 mai une ordonnance confirmant celle du 28 décembre 1355 et celle du 12 mars, 1, 41. Caractère commun des trois sessions, 42. Les députés fixent leur nouvelle réunion au 30 novembre. La défaite de Poitiers hâte leur convocation.
- Etats Généraux*, réunis le 17 octobre 1356, 1, 44. — Comptent plus de 800 députés. Ouverts par une harangue du chancelier Pierre de la Forest. Les trois ordres demandent à délibérer ensemble, 45. Ils délèguent quatre-vingts commissaires élus, avec pouvoir de régler et d'ordonner en leur nom. Les élus refusent de délibérer en présence des gens du conseil du roi. Ils rédigent une série de propositions qui sont ap-

prouvées, I, 46. Leur entrevue avec le dauphin. Ils lui communiquent leurs résolutions. Officiers du roi dont ils demandent la mise en jugement, 47. Ils proposent d'envoyer des réformateurs dans les provinces. Veulent imposer au dauphin un conseil formé de vingt-huit délégués choisis dans les trois ordres, 48. Réclament la délivrance du roi de Navarre, 49. Réponse habile du dauphin à leurs prétentions. Les députés lui offrent la levée d'un impôt et l'entretien de trente mille hommes d'armes, 50. Le dauphin assemble son conseil privé et entreprend de négocier avec les États. Ceux-ci se refusent à toute concession, 51. Charles finit par céder (30 oct.) et se repent aussitôt de sa décision. Il cherche à éluder sa promesse, 52. Fait remettre la séance de clôture. Dans une nouvelle réunion du conseil privé, on décide le rejet des propositions des États, 53. Le dauphin propose une nouvelle remise de la séance. Il se trouve en présence des mêmes embarras, 54. Séance du 3 novembre. Irritation des députés qui se sentent joués. Ils décident que les remontrances seront lues en assemblée générale, 55; et qu'ils emporteront dans leurs provinces une copie des propositions des Elus, 56. Caractère de cette session, *note*.

Etats Généraux, assemblés à Paris le 5 février 1355. — Les députés réunis aux Cordeliers sont en moins grand nombre qu'aux précédentes sessions, I, 63. Ils font ratifier leur programme par les provinces. Le présentent au dauphin. Discours de l'évêque de Laon, 64. Approuvé par la noblesse et le tiers. Les députés des trois ordres offrent de solder

et entretenir trente mille hommes d'armes. Demandent deux nouvelles sessions dont ils se réservent de fixer l'époque, 65. Rédigent la grande ordonnance de mars. Nomment une commission de trente-six membres. Substituent leur autorité à celle du dauphin, 66.

Etats Généraux (30 avril 1357). —

Ils votent un second subside. Action de plus en plus violente des trente-six, 68. Ils réforment à leur fantaisie le royaume. L'excès de leur pouvoir hâte leur chute, 69.

Etats Généraux, réunis à Paris, le 7 novembre 1357. — Les députés y sont en petit nombre. Leurs délibérations troublées par la délivrance du roi de Navarre, I, 72. Retraite des députés de la Champagne et de la Bourgogne, provoquée par les projets de Marcel et l'entrée de Charles le Mauvais à Paris. Les États s'ajournent au 14 janvier, puis au 11 février, 73. Ils ont recours à un affaiblissement des monnaies. Les députés, en se séparant, sont chargés de consulter les bailliages, 74. Nouvelle réunion (11 fév. 1358), 75. L'époque de la clôture de cette session est inconnue. Les émeutes de Paris en font ignorer les derniers incidents, 76.

Etats Généraux de Compiègne (4 mai 1358). — Composés surtout de députés du Nord. Votent une aide au roi Jean. Leurs résolutions sont favorables à la cause du régent. Ordonnance du 14 mai, 78. Caractère remarquable de cette assemblée, 79. Sa part dans la tentative de réforme du royaume, 98.

Etats Généraux, convoqués pour le 19, réunis le 25 mai 1359. — Le Régent leur soumet le

traité conclu pour la rançon du roi Jean. Indignation des députés. Ils le déclarent inacceptable et votent un subside pour continuer la guerre. En leur présence, les officiers proscrits sont réhabilités, I, 83. Influence des Etats Généraux tenus sous le roi Jean, 85 et suiv. Réformation générale du royaume tentée par les Etats Généraux sous le roi Jean, 90 et suiv. Leurs prérogatives, 100 et suiv. Influence indirecte des Etats sur la fin du règne du roi Jean, 184, 190.

ETATS GÉNÉRAUX SOUS LE RÈGNE DE CHARLES V, réunis à Chartres en juillet 1367. — Transférés à Sens, I, 200. Travaillent à organiser la défense du royaume contre les grandes compagnies. Prorogent l'impôt établi en 1360 pour la rançon du roi Jean, 201.

Etats Généraux de Paris (mai 1369). — Consultés par Charles V sur la reprise des hostilités avec l'Angleterre, I, 203. Les députés s'assemblent le 9 mai dans la grande salle du parlement. Le chancelier Jean de Dormans expose les motifs de la convocation, 204. Le roi demande lui-même conseil aux députés. Délibérations, 205. Le 11 mai, les Etats approuvent la politique du roi, déclarant ainsi la guerre à l'Angleterre. Nouvelle réunion des Etats Généraux le 10 déc. 1369. Ils accordent au roi la continuation de l'aide levée pour la rançon de Jean, 206. Votent quelques autres impôts, 207.

ETATS GÉNÉRAUX SOUS LE RÈGNE DE CHARLES VI, I, 169. — Les assemblées qui se tinrent à Paris et à Compiègne en 1380, 1381 et 1382 ne doivent pas être rangées parmi les Etats Généraux, 240, *note* 2, et 247. Leur impuissance. Réunion du 31 déc. 1409. Au commencement de

1410, le duc de Bourgogne mande à Paris les députés du tiers état du royaume, qui refusent de voter aucun subside, 250.

Etats Généraux, convoqués le 30 janvier 1413, au moment où une invasion anglaise se prépare. Réunis à Paris en l'hôtel Saint-Paul, I, 254. Discours du chancelier demandant une *bonne grosse taille*. La chambre du clergé répond la première (3 fév.). Discours de l'abbé du Monastier-Saint-Jean. Il discute hardiment les impôts et la question de la réforme, 255. Doléances de l'Université. Le parlement refuse de se joindre à elle, 256. Discours de Gentien au nom de l'Université. Il a peu de succès. Les députés du Berry demandent au roi que les charges ne soient pas augmentées, 257. Incertitude sur la suite de la session. L'Université, mécontente de son orateur, demande et obtient une nouvelle audience, 258. Energiques remontrances lues par Eustache de Pavilly, en présence du roi, des princes et des députés 259. Il passe en revue les causes du désordre des finances, 260; le conseil du roi et le parlement, 263; — la Chambre des comptes; — la chancellerie, 264. Il propose comme ressource extrême un emprunt sur les plus riches bourgeois, 265. Son discours transporte les députés. Les princes sont forcés de s'associer à l'entrainement général. Les remontrances de l'Université deviennent le manifeste de la faction de Bourgogne, 267. Nomination d'une commission de douze membres, chargée de réformer les abus signalés. Conformité des vœux de la nation avec ceux

exprimés par l'Université, I, 268. Paris livré à l'anarchie. Une émeute force le roi à sanctionner l'ordonnance (24 mai), 269. Lit de justice (26 mai), 270. Examen de l'ordonnance de 1413, 271 et suiv. Sa révocation, 296.

Etats de 1420. — Convoqués pour ratifier le traité de Troyes, qui promettait à Henri V la succession du trône de France, I, 298. Les députés s'assemblent le 6 décembre à Paris pour entendre la lecture du traité. Discours du chancelier Jean le Clerc, 299. Le roi Charles VI forcé de prendre la parole. Les députés approuvent le traité, qui est déclaré par le roi loi de l'Etat, 300. Subsidés demandés aux Etats. Avilissement de la monnaie. Le roi d'Angleterre menace les orateurs de l'Université, 301. Les députés votent un droit d'un quart sur le vin, la continuation des gabelles et le rétablissement du droit de 12 deniers sur toutes les marchandises, 302. L'assemblée de 1420 peut-elle être rangée parmi les Etats Généraux ? Opinion des historiens français, anglais et bourguignons, 303, 304.

ETATS GÉNÉRAUX SOUS CHARLES VII, I, 305.

Les Etats de Bourges (janv. 1423) accordent une taille générale, 306. Etats de la langue d'oïl réunis à Selles en Berry (mars 1423). Etats du Languedoc à Carcassonne (mai 1423). Le clergé donne le dixième de son revenu, et le tiers état 200 000 livres. Etats de Selles, mai 1424. Etats du Languedoc à Montpellier (mai 1424), 307. Leur générosité. Ils sont de nouveau convoqués au Puy en Velay (janv. 1425). Ils accordent 200 000 livres. — Obtiennent le droit pour chaque diocèse de

nommer les receveurs particuliers de l'aide. Etats des deux langues convoqués à Mehun-sur-Yèvre (novembre 1425), afin de faire cesser les désordres des gens de guerre et de procurer au roi les fonds nécessaires à la continuation des hostilités, 308. L'évêque de Poitiers y parle avec beaucoup de hardiesse, 309. Les députés du Languedoc votent séparément. Etats de Languedoc réunis en mai 1427. Ils accordent 150 000 livres. Le comte de Foix lève en plus une somme de 22 000 livres. Les députés obtiennent du roi l'abolition de cet impôt, levé sans leur consentement, 310. L'assemblée des deux langues tenue à Chinon (sept. 1427) vote 500 000 livres. Découragement des députés. Les réunions trop fréquentes sont une cause de lassitude. Trois convocations inutiles des députés de la langue d'oïl, 311. Les Etats des deux langues sont convoqués à Chinon (octobre 1428). Pour vaincre la lassitude des députés, on leur promet une pleine liberté de discussion. Commencement du siège d'Orléans. L'excès des inquiétudes ranime les esprits, 312. Les députés accordent une aide de 400 000 livres pour résister aux Anglais. Ils font appel aux grands seigneurs. Demandent des réformes, 313. Elan patriotique de l'assemblée de Chinon. La prise d'Orléans marque la fin des malheurs de Charles VII. Les Etats continuent à se réunir chaque année. Assemblée tenue à Sully-sur-Loire (mars 1430). Nouvelle session des Etats à Chinon (déc. 1430), 314. Désordres des gens de guerre. Doléances du peuple. Assemblée de Tours (sept.-oct. 1433), convoquée pour approuver l'éloignement de la Trémonille. Etats du Languedoc de

1431 à 1435, I, 315. Charles VII réunit en treize ans neuf assemblées de la langue d'oïl qui votent librement l'impôt. 316. Pourquoi l'histoire a gardé le silence sur le rôle des assemblées de ce règne, 317. La nation est fatiguée des réunions d'Etats, 318. La victoire de la royauté sur la nation forme la seconde période du règne de Charles VII. Le besoin d'ordre est général, 319.

Etats Généraux tenus à Tours. —

Convoqués en oct. 1435, pour approuver le traité d'Arras, conclu en sept. avec le duc de Bourgogne, 320. Ils accordent en outre le rétablissement des aides. Nature de l'impôt et instructions pour sa levée. Ordonnance de février 1436, 321-323.

Etats Généraux tenus à Orléans

(oct. 1439). Assemblée nombreuse, 324. Le chancelier expose l'état des négociations avec l'Angleterre, 325. Les députés discutent pendant plusieurs jours. Un grand nombre d'orateurs prennent la parole, 326. Le parti de la paix l'emporte. Silence des historiens sur la seconde partie de la session, 327. Elle ne nous est connue que par l'ordonnance qui en résulta. Préambule de l'ordonnance, 328. Elle réserve au roi le droit exclusif de lever les gens d'armes, 329. Restreint l'autorité des seigneurs. Régleme les garnisons. Constitue à la fois l'unité de l'armée et la police du royaume, 330. Nécessité de ressources financières régulières pour soutenir cette organisation. Création de l'impôt royal. Défenses aux seigneurs d'entraver sa perception, 331. La taille royale devient permanente, 334. Caractère de cette révolution. Le tiers état en s'y associant obéit à un besoin d'ordre et de paix et y trouve la satisfaction

de sa rancune contre la noblesse, 335, 336. Assemblée des nobles à Nevers (1441). Leurs remontrances, 337. Ils demandent la convocation des Etats pour voter l'impôt. Réponse du roi : il n'a plus besoin des Etats pour établir les tailles. Cette grande réforme est populaire. Cependant elle frappe les Etats Généraux dans leur essence, 338. La nation, fatiguée des Etats, est prête à accepter tout gouvernement lui assurant l'ordre et le repos. Cet épuisement prépare le despotisme de Louis XI, 339.

ETATS GÉNÉRAUX SOUS LOUIS XI, 341.

Etats tenus à Tours. Convoqués pour le 1^{er} avril 1468. Séance d'ouverture (6 avril). Composition de l'assemblée. Nombre des députés, 345. Discours du chancelier, Guill. Juvénal des Ursins. Objet de la convocation, 346. Les députés se réunissent sept ou huit fois. Discours de l'archevêque de Reims, 347. Séance de clôture (14 avril). Les députés protestent contre le don de la Normandie, 348. Ils fixent la dotation des fils de France. Leur dévouement profond à l'unité nationale, 349. Ils abdiquent leurs droits entre les mains de la royauté. Le roi promet une série de réformes, 350. Nomination d'une commission de députés et de conseillers du roi, 351. Origines des cahiers de doléances. Caractère de l'assemblée de 1468, 352. Elle marque plus que toute autre l'alliance du peuple et du roi. La passion dominante de Louis XI s'accorde avec celle de la nation, 353.

ETATS GÉNÉRAUX SOUS CHARLES VIII, I, 355.

Etats Généraux de Tours. Convoqués par Anne de Beaujeu pour le 5 janvier 1484. Elec-

tions des députés, I, 358. Ils sont présentés au roi par le sire de Beaujeu. Séance royale tenue le 14 janvier, 359. Sorte de vérification des pouvoirs, *note* 3. Grand nombre de députés présents. Les nouvelles provinces sont représentées. Choix éclairé des députés, 360. Séance d'ouverture. Discours du chancelier Guillaume de Rochefort, 361, 363. Caractère honnête et libéral de cette harangue. Nouveauté de ce langage dans la bouche d'un chancelier de France, 364. Première séance régulière (samedi 17 janvier). Les députés se divisent en six bureaux, 365. L'abbé de Saint-Denis est nommé président. Chaque bureau rédige en un seul les cahiers de de ses bailliages. Assemblée générale du vendredi 23. Lecture des chapitres de l'Eglise et de la noblesse. Le *samedi* 24, lecture des chapitres de la police, de la justice et du commerce, 366. *Lundi* 26, nomination d'une commission chargée de refondre tous les cahiers en un seul. On charge un seul orateur de prononcer le discours solennel devant le roi, 367. Ajournement de la discussion sur le conseil du roi. Les trente-six députés chargés de la fusion du cahier général l'achèvent le 31 janvier. Menées autour du roi. Le comte de Dunois, le duc d'Orléans et plusieurs seigneurs envoient l'évêque du Mans aux trente-six, 368. Ils offrent leur concours aux députés. *Lundi* 2 *février*, lecture et adoption des trois premiers chapitres du cahier général, 369. *Mardi* 3 *février*, adoption du chapitre de la justice. Les députés sont assaillis de requêtes particulières, 370. Il les ajournent pour traiter d'abord les affaires générales. Jusque-là on peut concevoir sur

l'issue de la session les meilleures espérances, 371. Le premier écueil que rencontrent les députés est la question de la composition du conseil du roi. Longue discussion sur ce sujet, 372. Démarches des députés auprès du roi. Ils essayent de sonder les dispositions des princes. 7 *février*. Masselin rend compte de sa mission. 9 *février*. Magnifique discours de Philippe Pot, 373. 10 *février*. Séance royale. Discours de Jean de Rély en réponse à celui du chancelier, 374. Lecture des trois premiers chapitres du cahier. 11 *février*. Suite de la discussion sur le conseil du roi. Faiblesse des députés. *Jeudi* 12. Seconde séance royale. Lecture des trois derniers chapitres, 375. *Samedi* 14. Le roi mande seize députés aux Montils, afin de discuter avec le conseil les vœux contenus dans le cahier. Masselin est également invité à s'y rendre, mais on l'empêche de prendre part à la délibération, 376. Il rend compte de son voyage. Irritation des députés. Pour les apaiser, le chancelier leur propose de nommer six autres députés, qui seraient adjoints aux seize désignés par le roi. Ils s'y refusent formellement, 377. A partir de ce jour, la lutte ne cesse plus. Hostilité du conseil. Les seize députés refusent de rien décider sans l'opinion des Etats. Le conseil se décide à soumettre aux députés les questions d'impôt et d'armée, 378. *Jeudi* 19 *févr.* Discussion sur l'organisation militaire. Le connétable de Bourbon et Masselin y prennent part, 379. *Vendredi* 20 *févr.* Discours de Masselin sur les finances et l'état militaire. Les Etats exigent la production du chiffre des recettes et des dépenses, 380. *Samedi* 21.

Les chiffres produits sont reconnus inexacts. Le juge du Forez propose d'offrir au roi l'impôt que percevait Charles VII. Cette proposition est admise à l'unanimité. Masselin la développe dans une harangue solennelle, I, 381. Situation des Etats le 21 février, 382. Hésitation du conseil du roi. Le 26 février. Séance générale, 383. Discours du chancelier qui demande trois cent mille livres en plus et refuse aux Etats le droit de délibérer. Indignation des députés. Ils se décident à rejeter les propositions du chancelier, 384. Masselin désigné par acclamation pour porter la parole. Efforts individuels des princes auprès des députés de leurs provinces, 385. Tentatives dirigées en particulier contre la résistance de la Normandie. Euerge des députés, 386. Plusieurs d'entre eux sont cependant ébranlés. Théories des princes sur le gouvernement. Les Etats offrent comme don de joyeux avènement trois cent mille livres, 387. 28 févr. Séance royale. Discours solennel de Masselin, 388. Sa fermeté. Il expose la théorie du gouvernement pondéré, 389. Après ce discours, le conseil du roi ne cherche plus qu'à clore la session. Le chancelier satisfait du chiffre de l'impôt provoque la nomination de trois commissions : Eglise, Justice, Impôts, 390. Vingt députés composent la commission financière. Ils se réunissent aux Montils (29 févr.) pour discuter la répartition de l'impôt. La commission de l'Eglise s'assemble chez le cardinal de Bourbon. Réunion de la commission de la justice chez le chancelier, 391. Attitude énergique des députés qui réclament le droit de concourir au travail. Autre séance chez le cardinal où

on discute le rétablissement de la pragmatique, 392. La section de Normandie, réunie chez l'évêque de Coutances, procède à la répartition de la taille. Le président des Etats ne les convoque plus. 7 mars. Séance royale. Charles VIII fait ses adieux aux Etats, 393. Le conseil du roi recourt à tous les moyens pour renvoyer les députés. Ruse employée pour augmenter le chiffre de l'impôt, 394. Lassitude et découragement des députés. Le chancelier annonce la clôture de la session (11 mars), 395. Indignation qu'il provoque. Protestation très-vive d'un député qui se fait l'organe du tiers, 396. Les députés réclament des réponses formelles aux cahiers. Chaque section nomme des commissaires. L'évêque de Coutances conseille aux députés de Normandie de choisir des délégués, chargés de continuer les travaux après le départ des députés. On leur annonce que leur indemnité cessera le 14 mars 397. Dernière tentative des députés auprès du chancelier. Ils en obtiennent de vaines promesses. La majorité se laisse convaincre. Les sections nomment leurs délégués. Les députés se hâtent de partir, 398. Seule la Normandie enjoint à ses délégués d'agir résolument au nom des Etats, 399. *Influence* des Etats Généraux de Tours, 400. Ils réclament la périodicité des assemblées, 402. V. *Périodicité*. Les députés de Tours sont des administrateurs et non des politiques. Jugement sur leur œuvre et leur caractère, 532-536. Leurs résultats : ordonnances rendues par Charles VIII et Louis XII, 537 et suiv.

Assemblée tenue à Lyon (avril 1494). — Charles VIII y convoque les députés de quelques villes, pour

en obtenir des subsides destinés à son expédition d'Italie. Séance d'apparat. Discours du chancelier. Mécontentement des députés. On lève la séance sans attendre leur réponse, I, 561.

ETATS GÉNÉRAUX SOUS LOUIS XII, I, 547.

Assemblée à Tours (10 mai 1506).

— Faits qui l'ont précédée. Motifs de sa convocation, I, 549-551. Les députés délibèrent pendant trois jours et demandent une audience au roi. Séance royale (14 mai), au Plessis-lès-Tours, 551. Discours de Thomas Bricot, chanoine de Paris. Il remercie le roi de ses réformes et lui donne le titre de *Père du peuple*. Les Etats supplient Louis XII de donner sa fille à François de Valois, 552. Réponse du chancelier. Arrivée des députés de Bretagne. Le roi consulte les princes et son conseil, 553. Rôle de ce conseil, *note*. Il accorde aux députés leur requête. Les fiançailles de François avec Claude de France sont annoncées pour le lendemain. Un député de chaque ville demeure à Tours, 554. Caractère de cette assemblée et du règne de Louis XII. Dévouement des Etats à l'unité nationale, 555.

ETATS GÉNÉRAUX SOUS HENRI II. — Leur convocation réclamée par de nombreux écrits, II, 2.

ETATS réunis à Paris en 1558. — Première assemblée le 5 janv. dans la salle Saint-Louis au Palais, en présence du roi. Composition de cette assemblée. Les premiers présidents de tous les parlements en font partie. Formation d'un quatrième Etat sous le nom d'Etat de la justice. Le roi expose lui-même la nécessité de trouver des ressources, 3. Réponse des quatre Etats. Henri II fait demander les cahiers des doléances, 4. Le cardinal de Sens

apprend aux députés des villes le véritable but de l'assemblée : un emprunt de trois millions d'écus. Mauvais effet de sa déclaration, 5. Chaque ville est chargée de trouver une certaine somme. Origine des rentes de l'hôtel de ville. Suppression des taxes sur les transports, 6. Les députés apprennent la reprise de Calais, 7. Sous le coup de la joie, ils offrent deux millions et le clergé un million. Fin de la session, 8.

ETATS GÉNÉRAUX D'ORLÉANS, II, 9.

— L'archevêque de Vienne, Charles de Marillac, à l'assemblée de Fontainebleau, demande la convocation des Etats, 16. L'assemblée est unanimement favorable à leur réunion, 18. François II signe l'édit qui les convoque à Meaux pour le 10 décembre, 19. Convocation définitive à Orléans, 21. Les élections se ressentent de l'agitation des esprits. Leur forme, 24. Réunions préparatoires. Les Guise s'efforcent d'empêcher le succès des mécontents, 25. Discours de Jean Bazin à Blois, 26. *V. ce nom.* — Discours de Grimaudet à Angers. Agitations qui en résultent, 27, 28. A Paris, les Guise empêchent les trois ordres de se réunir en commun. Réunions particulières. Assemblées du tiers tenues à l'hôtel de ville (16 octobre et 8 novembre), 29. Anxiété croissante de Catherine de Médicis. Le cardinal de Tournon, revenu de Rome, blâme la convocation des Etats, 30. Impatience de la reine mère attendant à Orléans, le résultat des élections. Les Guise, informés que le Languedoc envoie des députés huguenots, veulent les faire arrêter, 31. Les élections semblent assez bonnes pour qu'il soit inutile de retarder les Etats. Séance d'ouverture (13 décembre), 32. Dis-

cours du chancelier de l'Hospital. Il défend le principe des assemblées nationales, en rappelant les traditions de la France et l'exemple de l'Angleterre et de l'Ecosse, II, 33. Le premier devoir d'un roi est d'assembler ses sujets pour leur rendre justice. La modération du pouvoir royal est une garantie de durée, 34. Le chancelier critique la conduite de chaque ordre : leur part dans les maux de la France, 35. Il déplore les guerres religieuses et dit qu'on doit se contenter du beau nom de chrétien, 36. Grandeur de ce discours qui exprime les idées les plus élevées qui aient eu cours au seizième siècle, 37. Le 14 décembre les Etats tiennent leur première séance. Ils commettent la faute de s'assembler par ordres. Conséquences funestes de cette séparation, 38. Discussion sur la validité des pouvoirs. La majorité de la noblesse et le tiers état veulent demander aux bailliages un nouveau mandat. Ils déclarent n'avoir ni les pouvoirs ni les instructions nécessaires pour organiser le gouvernement du roi mineur, 39. Mécontentement de la reine mère. Le roi de Navarre présente les remontrances au conseil qui les repousse. La noblesse insiste, 40. Elle annonce qu'elle ne pourra voter les subsides, si elle n'est renvoyée dans les provinces pour révéler l'état des finances. Difficultés pour le choix d'un orateur. Intrigues du cardinal de Lorraine, 41. Il est appuyé par le clergé. Les ordres laïques, voulant critiquer son administration, choisissent des orateurs de leurs ordres, 42. Travaux intérieurs de chaque ordre. *Assemblée du clergé aux Cordeliers*. Jean Quintin est choisi pour orateur. Une commission est chargée d'fondre en un seul

tous les cahiers des provinces. *Assemblée de la noblesse*. Diversité des opinions, 43. *Assemblée du tiers aux Carmes*. Rédaction des cahiers. Défiance des deux ordres laïques vis-à-vis du clergé, 44. Intérêts et vues politiques du clergé et de la nation entièrement opposés. Impatience de la reine mère qui veut s'assurer la régence, 45. *Séance royale* (1^{er} janvier 1561). Discours de Jean Quintin au nom du clergé. Sa violence contre l'hérésie. Il reconnaît le relâchement de la discipline ecclésiastique, 46. Discours du sieur de Rochefort, orateur de la noblesse. Discours de Jean de Lange au nom du tiers état, 47. Il attaque le clergé et la noblesse. Trace un sombre tableau de la misère du troisième ordre, 48. Caractère de ces trois discours. Les réformés se montrent irrités. La majorité de la noblesse demande la suppression des passages injurieux du discours de Quintin, 49. Le chancelier annonce une réponse du roi. Achèvement de la rédaction des cahiers. Le conseil du roi décide que les subsides seront demandés. Le chancelier découvre aux Etats l'énormité du déficit, 50. Les députés en sont effrayés. Ils demandent unanimement à être renvoyés dans leurs provinces. Réponses aux cahiers, 51. *Séance de clôture* (31 janvier). Discours du chancelier. Il fait ressortir la réduction des dépenses. Indique une nouvelle séance à Melun pour le 1^{er} mai, 52. Fermeté des députés, acceue par l'abaissement momentané des Guise. Le pouvoir est préoccupé des embarras d'une réélection générale, 53. Influence des Etats Généraux d'Orléans. Cahiers et ordonnance d'Orléans, 63. Résumé et conclusion, 287.

ETATS DE PONTOISE. — Préoccupations électorales. Elections de Paris. Energie de la noblesse et du tiers qui veulent organiser le conseil de régence, II, 54. Irritation de la cour. Le roi annule les décisions prises à Paris. Fixe l'ouverture de la nouvelle session à Pontoise pour le 1^{er} août, 55. Double politique de la reine mère. Elle se montre favorable aux réformés pour affaiblir le parti des mécontents, 56. Colloque de Poissy (30 juillet 1561). Ouverture des Etats de Pontoise, 57. Vingt-six députés présents, treize pour la noblesse et treize pour le tiers état. Ardeur de leurs cahiers. Ils comprennent la nature du contrôle. — Demandent des sessions périodiques. — Ne se soumettent qu'après de longues négociations à la régence de la reine mère, 58. — Exigent la publication de l'ordonnance d'Orléans. Elle est soumise au parlement, 59. Présentation des cahiers au roi, à Saint-Germain (fin d'août). Discours du magistrat d'Autun, de Bretagne, 60. Règlement des affaires financières. Insuffisance des réductions. Les ordres laïques rejettent les dettes du roi sur le clergé. Ils se bornent à voter une taxe sur le vin, 61. Les députés de Pontoise montrent plus d'énergie dans leurs cahiers que dans leurs actes, 62.

ETATS GÉNÉRAUX DE BLOIS (1576), II, 297. Leur convocation promise par la paix de *Monsieur*, 301. Ardemment désirée depuis la fin du règne de Charles IX. Réclamée par les mécontents. Pamphlets la demandant. Progrès de l'esprit public, 302. Attitude de la Ligue et des protestants. Lettres de convocation (16 août), 304. Election des députés. Absention des huguenots en un grand nombre de bailliages, 305.

Dans plusieurs villes, la question religieuse est reléguée au second plan. Moyen employé à Blois pour recueillir les doléances populaires, 306 et *note*. Pression exercée sur les électeurs par la cour et la Ligue. Efforts de Catherine de Médicis. Elle obtient une grande majorité pour la cour, 307. Arrivée des députés à Blois, vers la fin de novembre. Chaque ordre tient des séances particulières. Menées du roi et de la Ligue pour s'assurer d'avance le vote des députés, 308. Séance d'ouverture (6 décembre 1576). Succès de la harangue du roi, 309. Discours du chancelier, René de Birague. Il se montre sévère envers la noblesse. Reconnaît la misère du tiers état, 311. Met les fautes sur le compte de la détresse du trésor. Les trois ordres remercient le roi, 312. Ils se réunissent séparément. Rédaction des cahiers, 313. Documents sur les Etats de Blois; *procès-verbaux* et *mémoires*, 313, *note*. Les députés craignent que leurs vœux ne demeurent sans résultat. Ils cherchent un moyen de faire prévaloir leurs doléances. Proposition d'Hénar, maire et député de Bordeaux, 314. La noblesse et le clergé songent en même temps à assurer l'autorité des Etats. Conférence de trente-six députés sur ce sujet, 315. Accord entre les trois ordres sur le but à atteindre. Le tiers état craint d'être opprimé par les deux premiers ordres. Leur désaccord empêche la rédaction d'une requête commune, 316. Les députés se bornent à demander pour leurs vœux unanimes la sanction du roi et communication de la liste du conseil. Le roi élude la question. Il leur communique la liste du conseil (16 décembre), 317. La rédaction des doléances fait des progrès.

Le clergé s'efforce d'obtenir la rédaction d'un seul cahier, II, 318. Affaires religieuses. Disposition des Etats, 319. Le roi veut obtenir une grande démonstration en faveur de l'unité religieuse. Accord des députés sur le principe de l'unité. La question de paix ou de guerre seule les divise, 320. Discussion sur ce sujet. Bodin se déclare partisan de la paix. Il a pour adversaire Versoris, 321. Deux rédactions sont en présence. Le tiers état vote la guerre (26 décembre) ainsi que le clergé et la noblesse, 322. Assemblée générale annoncée pour le 23 décembre. Le tiers hésite et ajourne sa décision définitive. Les discussions sont à peine mentionnées dans les procès-verbaux, 323. Situation des chefs huguenots. Envoyés du roi de Navarre venus à Blois pour surveiller de loin les Etats, 324. Après le vote du 26 décembre, ils partent précipitamment pour donner l'alarme aux princes. Les hostilités sont reprises immédiatement, 325. Henri III presse les Etats d'envoyer des ambassadeurs aux princes pour retarder la guerre. Instructions qui leur sont données. Elles sont discutées à plusieurs reprises, 326. Nom des ambassadeurs, *note*.

Affaires financières.—Le président Nicolai, chargé par le roi d'exposer la situation. Il en fait un tableau fort sombre. Nomination d'une commission pour examiner les comptes. Insuffisance des documents, 327. Des levées d'impôts sans le consentement des Etats irritent les députés. Rapport de la commission (9 janvier). Abus qu'elle signale, 328. La cour attend avec impatience le vote des subsides. Le clergé et la noblesse proposent de consacrer la taille à l'entretien

exclusif de l'armée. Le tiers déclare que les rentes et les gages doivent être prélevés sur la taille, 329. Il veut faire supporter les dépenses de la guerre par les trois ordres également. Alarme des ordres privilégiés. Le vote du tiers rend la guerre impossible sans le concours des Etats, 330. Déception du roi qui envoie aux trois ordres M. de Villequier. Il prononce un discours menaçant. Commission mixte. Le tiers donne à ses commissaires la mission d'ouïr sans délibérer, 331. Le roi mande les députés et leur remet un mémoire contenant plusieurs systèmes. Le tiers ne sort pas de sa réserve, 332. Il répond aux députés du clergé et de la noblesse qu'ayant mandat de réclamer des réductions, il ne peut choisir des impôts nouveaux. Rapports tendus entre les trois ordres, 333. Le tiers fixe les points que son orateur devra traiter dans son discours au roi. Sous le coup des embarras financiers, il le charge de demander la paix. Son programme, 334. Irritation produite à la cour par ce revirement. Le roi envoie aux Etats le comte de Suze, qui s'efforce de démontrer que les députés ont des pouvoirs suffisants pour voter de nouveaux impôts, 335. Réplique du président Hénar. Le tiers ne veut plus à aucun prix de la guerre religieuse, 336.

Séanceroiiale (17 janvier 1577). Discours médiocre de Versoris, Séduit par les Guise, il ne dit pas un mot de la paix. Aucun orateur ne parle des finances. Harangue du roi, 337. Irritation croissante du tiers état. Il confie la révision générale des cahiers à une commission de douze membres. Discussion sur les finances dans le sein de chaque

gouvernement, II, 338. Rapport sur la reconstitution du domaine (22 janv.). Le roi veut de l'argent comptant, 339. Programme des réformes proposées par le tiers. Le clergé indique comme ressource des emprunts faits par le roi aux financiers, 340. Situation du roi et de la cour en présence de la résistance des députés, 341. Effet de la courageuse attitude et des refus du tiers sur les deux premiers ordres, 342. Le roi tient conseil (24 janv.). Les opinions sont très-partagées. Avis de la reine mère et du duc de Nevers, 343. Nouvelle démarche du roi auprès des Etats (26 janvier). Demandes adressées au clergé; à la noblesse; au tiers état, 344. Projet d'une taxe unique sur les feux. Les trois auteurs de ce système se présentent à la chambre du tiers pour le défendre. Il est accueilli avec dédain, 345. Le chancelier, membre de la députation envoyée par le roi, s'en déclare partisan. Discussion dans le sein des ordres. Le clergé offre d'entretenir cinq mille hommes, 346. Le roi mécontent lui envoie des négociateurs qui obtiennent une transaction. La noblesse repousse les demandes du roi, 347. Sur de nouvelles instances, elle consent à servir pendant six mois. L'argent, refusé par les deux ordres les plus fidèles, 348. Le tiers rejette le projet de taxe unique. Refuse les deux millions demandés par le roi, 349. Nouvelle démarche infructueuse tentée par la cour auprès des députés du troisième ordre (31 janvier). Le tiers porte au roi son refus (1^{er} février), 350. Le roi exige une nouvelle délibération. Ses espérances sont déçues. Opinion des députés de Paris. Opinion de Bodin. L'assemblée maintient son refus absolu, 351. Caractère de ce vote. Influence croissante de Bodin,

352. Lecture générale des cahiers (6 février). Les députés cherchent les moyens de faire prévaloir l'autorité des Etats. Présentation des cahiers au roi, au château de Blois (9 février), 353. Promesses du roi. Devoir pour les Etats d'assurer le succès des vœux du pays. Le clergé propose une conférence mixte des conseillers et des députés, 354. Le tiers craint de se trouver en minorité. Il ne veut pas accueillir le projet du clergé, soutenu par la noblesse, 355. Bodin développe devant le clergé les dangers de la conférence mixte. Discussion entre lui et l'archevêque de Lyon sur ce sujet, 356, 357. Le clergé et la noblesse se rendent aux raisons de Bodin. Impuissance réelle du tiers état, 358. On attend avec impatience le retour des ambassadeurs envoyés auprès des princes. Leur échec auprès du prince de Condé. Accueil gracieux et plein d'adresse du roi de Navarre, 359. Lettre adressée par le roi de Navarre aux Etats, 360, 361. Réponses plus étendues qu'il remet aux ambassadeurs. Il propose des moyens pour arriver à la paix, 362. Se déclare partisan de la liberté des cultes. Impression produite sur l'assemblée par ces documents, 363. Ses hésitations. Le roi indique d'autorité une assemblée générale (19 février). Il y envoie son conseiller de Morvillier. Ses demandes sont repoussées, 364. Le roi demande lui-même des subsides. Il propose un projet d'aliénation du domaine. Le clergé et la noblesse y adhèrent. Le tiers s'y oppose, 365. Tentatives de corruption exercées par la cour. Hémar et Bigot sont achetés. Le surintendant des finances se rend dans le sein du tiers pour lui demander une subvention de deux millions, 366. Insistance du roi. Il obtient une nouvelle

délibération. Discussion violente. Triomphe de Bodin. Neuvième refus, II, 367. Tristesse du roi à cette nouvelle. Retour de l'ambassade envoyée au maréchal de Montmorency. La question de la paix et de la guerre reprend la première place dans l'esprit des députés, 368. Résolution pacifique du tiers. Irritation impuissante de la minorité. Discours du duc de Montpensier au retour de son voyage auprès du roi de Navarre (28 février 1577), 369. Il conjure les Etats de demander la paix. Dans l'assemblée du tiers, neuf gouvernements se prononcent dans le sens pacifique, 370. Requête présentée au roi (1^{er} mars). Le clergé converti aux idées de paix. Sa déclaration formelle dans ce sens, 371. La noblesse se met d'accord avec les deux autres ordres. Les Etats sollicitent du roi leur congé. Il renouvelle à chacun des ordres la demande d'accorder la vente de 500 000 livres sur le domaine, 372. Efforts personnels du duc de Nevers auprès des députés de sa province. Manœuvres pour tromper le clergé. Elles obtiennent peu de succès. La noblesse et le tiers persistent dans leur décision, 373. Fin de la session. Caractère et résumé des Etats Généraux de Blois, 374, 376. Leur influence. Autorité des Etats, 377 et suiv. V. cet article. Cahiers et ordonnances de Blois, 387 et suiv.

ETATS GÉNÉRAUX DE BLOIS (1588), III, 83. — Leur réunion promise par Henri III aux ligueurs, 86, 87. Lettres de convocation expédiées aux mois de juin et de juillet. Le roi promet de satisfaire aux vœux des députés, 89. Elections. Manœuvres des ligueurs. Ils triomphent partout, 90. Première réunion du tiers (16 septembre) pour vérifier les pou-

voirs, 91. Le roi lui fait dire de ne pas tenir de séances avant l'arrivée des députés des autres ordres. Procession solennelle (2 octobre). Constitution des ordres. (3 octobre). Nomination des présidents, 92. Révocation de certains édits, demandée par le tiers et refusée par le roi. Vérification des pouvoirs et contestations électorales. De nouveaux impôts et des créations d'offices mécontentent les députés. Les trois ordres nomment une commission d'enquête. Démarche auprès du garde des sceaux et du roi, 93. Chaque province présente un cahier de doléances spécial. — Ils obtiennent des réponses favorables. Affaires religieuses. La chambre du clergé demande l'exclusion du comte de Soissons, 94. La majorité du tiers se prononce pour son admission. L'unanimité se forme dès qu'il s'agit de fortifier la Ligue. Renouvellement de l'édit d'union proposé par le clergé et accepté par les deux autres ordres, 95. Serment à la Ligue exigé du roi. Il en exprime son mécontentement. Les députés du clergé et du tiers insistent et menacent de quitter Blois. Séance d'ouverture (16 octobre), 96. Attitude du duc de Guise. Discours du roi. Réformes projetées, 97. Il prie les Etats de s'occuper du progrès des arts et des sciences. Déclare accepter le serment à la Ligue, 98. Fait une allusion sévère à la conduite des Guise. Prohibe expressément toute association faite en dehors du roi. Demande des secours aux députés, 99. Renouvelle la promesse d'exécuter les vœux et s'y engage par serment, 100. Quoique roi, il veut se soumettre aux lois, 101. Succès de ce discours. Le duc de Guise et ses amis en sont mécontents. Harangue du garde

desseaux de Montholon, II, 102. Remerciements des trois ordres. Discours de l'archevêque de Bourges. Son style ampoulé. Reprise des travaux (17 octobre). Dans la chambre du tiers état, chaque gouvernement choisit un président, 103. Le roi fait annoncer que le serment sera prêté à l'union et aux lois fondamentales du royaume. Inquiétudes des trois ordres. Leur énergie force le roi à déclarer que les lois fondamentales ne sont faites que par l'avis des Etats, 104. Les Guise le contraignent à modifier son discours. Seconde séance royale pour le serment à la sainte union (18 octobre), 105. Lecture solennelle de l'édit de juillet. Le roi jure de nouveau qu'il donnera satisfaction aux Etats. Enthousiasme des députés. Rédaction des cahiers. Etienne Bernard nommé orateur du tiers, 106. Le clergé propose de déclarer le roi de Navarre déchu de tout droit à la couronne. Henri III demande qu'une ambassade lui soit envoyée auparavant, 107. Les députés, enflammés par la passion, rejettent cette ouverture. Ils se préoccupent de la lutte rallumée à l'ouest et au midi. Les armées royales dans le Dauphiné et dans le Poitou manquent d'argent, de munitions et de vivres, 108. Les ordres abrègent la rédaction des cahiers. Manœuvres du roi pour presser le vote des subsides, 109. Le bruit court qu'il veut clore la session aussitôt les impôts votés. Ses envoyés, en démentant cette rumeur, lui donnent une nouvelle créance. Vive réponse du président du tiers. On délibère sur la question de savoir si les Etats doivent agir par voie de résolution ou par voie de requête, 110. Les Seize envoient aux Etats une série d'articles se-

crets ayant pour but de modifier les rapports entre le roi et les députés. Tendances de la Ligue pendant les Etats de Blois, 111. Accueil du clergé et de la noblesse à la proposition des Seize. Ils se décident à garder une attitude expectante, 112. Les trois ordres se mettent d'accord pour hâter la rédaction des cahiers. Communication tardive et incomplète des états de finances. Conférence commune sur le chapitre de l'Eglise (12 novembre), 113. Agression du duc de Savoie, qui s'empare du marquisat de Saluces. Henri III veut se servir de cette nouvelle pour obtenir des subsides, 114. La noblesse demande une déclaration de guerre immédiate. Le clergé et le tiers se bornent à réclamer le ravitaillement des armées royales de Poitou et de Dauphiné. Démarches des Etats auprès du roi, à ce sujet, 115. Réponse de Henri III, qui exagère à dessein la pensée des députés. Sa triste situation. La question financière est sérieusement abordée, 116. Commission mixte chargée de vérifier les documents financiers. Elle réclame la rectification des inexactitudes et un complément de pièces. Propose la diminution des tailles et l'institution d'une chambre de justice contre les financiers. Accord des trois ordres sur ce point, 117. Irritation du roi et de la reine mère. Entrevue de cette dernière avec le président de Neuilly et le prévôt des marchands. Elle obtient une seconde délibération. Les gouvernements maintiennent unanimement leurs requêtes, et menacent de se retirer si on n'y fait droit, 118. Présentation au roi des deux requêtes (24 novembre). Déception de Henri. Il tente de calmer l'irritation des députés. Son entrevue avec Etienne Bernard et

quelques autres (27 novembre), II, 119. Il leur promet de faire des économies. Leur démontre son absolu besoin d'argent pour faire la guerre aux hérétiques. Réponse de Bernard, 120. Séduction exercée par la parole du roi. Il fait parvenir aux Etats ses propositions. La réduction qu'il accorde sur les tailles est illusoire. Enormité du budget royal, 122. Quant à la chambre de justice, le roi ajourne la solution. Les trois ordres mécontents votent le maintien des requêtes. Etat des partis au moment où le conflit s'élève, 123. Les députés veulent la guerre contre les huguenots et la suppression des prodigalités royales. Le duc de Guise ne demande que la guerre immédiate sans se préoccuper des réformes financières, 124. Il insiste à plusieurs reprises auprès des députés pour les déterminer à voter des subsides, 125. Engage le roi à tenter lui-même une démarche. Nouvelle entrevue de Henri III avec Bernard et Cousin (30 novembre). Familiarité du roi, 126. Conseil qui lui est donné. Les présidents des gouvernements sont convoqués au château. Impatiences du tiers état, 127. Tous les députés de cet ordre se rendent au château. Rapport au roi sur l'état financier des provinces. Concessions du roi plus illusoires que réelles, 128. Le tiers décide que tous ses travaux intérieurs seront suspendus jusqu'à l'entérinement des requêtes. Courageuse attitude des Etats. Tous les députés se transportent au château (3 décembre), 129. L'archevêque de Bourges porte la parole au nom des trois ordres. Le roi cède. Enthousiasme exagéré des Etats. Reprise des travaux (5 décembre), 130. Diverses propositions faites pour augmenter les res-

sources. Henri impatient du vote convoque quelques députés. Il déclare qu'il veut imiter le doge de Venise et la reine d'Angleterre et se mettre entre les mains des Etats, 131, 201. Impression favorable qu'il produit. Il en profite pour faire connaître aux Etats sa détresse. Le tiers lui accorde trente mille écus et quatre-vingt-dix mille pour ses armées, 132. Choix des députés qui prêteront au roi cette somme. Ils sont fort embarrassés de s'être laissés aller à promettre un subside. Leur indécision. Le roi les fait sommer d'exécuter leur promesse. Le président du tiers répond par des reproches sur la mauvaise administration, 133. Conditions imposées au roi. Insistances des Etats pour obtenir l'institution d'une chambre de justice, 134. Conséquences politiques attendues de cette mesure. Composition du tribunal demandé. L'entourage du roi effrayé fait traîner la chose en longueur, 135. Pour obtenir un supplément d'argent, Henri III veut transiger. Les Etats demandent la liste de son conseil pour l'épurer. Nouvelles exigences et bravades du duc de Guise, auquel la majorité des Etats est dévouée, 136. Le roi, partagé entre l'abattement et la fureur, se décide à se venger de ses humiliations. La résistance des Etats lui paraît la preuve de la trahison du duc de Guise, 137. Sa mort est décidée en conseil secret. Les Etats n'ont aucun soupçon. Séance générale du tiers (23 décembre). Les députés apprennent qu'il y a de l'émotion au château, 138. Envahissement de la salle par les archers du grand prévôt. Arrestation du président du tiers et de quatre députés. Les Etats apprennent l'assassinat du duc de Guise, 139. Le lendemain (24 décem-

bre), ils se rassemblent sur un ordre formel. Le président de Ris leur fait une semonce de la part du roi. Une députation se rend au château, mais ne peut y pénétrer. Meurtre du cardinal de Guise, II, 140. Les Etats sont terrifiés. Ils n'osent protester à cause des otages. Henri III envoie le procureur général transmettre aux députés l'ordre d'insérer dans leur cahier une définition du crime de lèse-majesté (28 décembre), 141. Communications entre les trois ordres. Le tiers et la noblesse refusent. Le roi insiste inutilement. Il charge une grande députation de demander des subsides (31 décembre), 142. Excellent discours de Bernard, 143. Il termine en implorant l'élargissement des députés arrêtés. Le maréchal de Retz entreprend de démontrer la détresse financière. On promet d'en délibérer. Démarche blessante du président de Ris (2 janvier). Il accroit l'irritation des députés, 144. Les trois ordres maintiennent leur refus. Fin des travaux de l'assemblée. Remise des cahiers au roi (4 janvier). Ce dernier fait allusion dans son discours au double assassinat, 145. Les députés anxieux attendent avec impatience le moment de quitter Blois. Dernière tentative du roi pour obtenir des ressources. Il essuie un nouveau refus, 146. Séance de clôture (15 janvier). L'archevêque de Bourges parle au nom du clergé; M. de Cossé-Brissac au nom de la noblesse. Discours de Bernard au nom du tiers. Son énergie, 147. Il obtient un grand succès. Valeur réelle des députés de Blois, 149. Leurs derniers efforts pour obtenir la mise en liberté de leurs collègues. Infructueux efforts de Bernard (17 janvier). Ils se séparent remplis de tristesse, en

prévision des maux qui vont suivre, 150.

ETATS DE LA LIGUE (1593). — Situation de la France à la mort de Henri III. Henri IV s'engage à réunir une assemblée dans les six mois. Impossibilité d'exécuter cette promesse, III, 217. Paris au pouvoir de Mayenne. Ce dernier obtient le titre de lieutenant général du royaume *en attendant les Etats*. Il est forcé de réunir une assemblée nationale. Première convocation pour le 3 février 1590; ajournée au 20 janvier 1591; puis au 20 décembre 1592, à Paris, 218. Premiers symptômes de réaction contre la Ligue dans Paris. La situation de Mayenne s'aggrave. Progrès des armées royales. Nécessité d'élire un roi pour donner un adversaire à Henri de Bourbon, 219. Deux partis au sein de la Ligue. Elections au mois de décembre. Les députés arrivent à Paris au commencement de janvier 1593. Les prétendants à la couronne briguent leurs suffrages. Ajournement des élections de Paris. Elles ont lieu le 16 janvier, 220. Les politiques triomphent. Modification de l'opinion de Paris. La défiance envers les Etats réunis par Mayenne devient générale. Procession faite le 17 janvier, 221. Séance d'ouverture au Louvre (26 janvier). Petit nombre des députés. Discours du duc de Mayenne. Le cardinal de Pellevé lui répond. Dispositions des députés, 222. La noblesse figure à peine dans l'assemblée. Eléments divers qui composent le tiers. Seconde séance (4 février). Le légat du saint-siège exclu des délibérations, 223. Attitude de Henri IV et des royalistes. Mayenne les avait invités aux Etats. Réponses de Henri et des seigneurs royalistes. Elles sont communiquées aux

Etats, III, 224. Discussion qui en résulte. Irrésolution des députés et de Mayenne. Embarras de sa position, 225. Il quitte Paris (8 février). Constitution des bureaux (18 février). Progrès des modérés. Délibération des Etats. Ils consentent à la conférence avec Henri IV, 226. Délibération sur la forme de la réponse. Difficultés au sujet de la rédaction. Entrée de l'ambassadeur de Philippe II à Paris. Influence de l'Espagne dans la politique française, 227. Députation des Etats envoyée à l'ambassadeur (14 mars). Il rend visite aux Etats (2 avril). Prononce un discours plein de morgue. Réplique du cardinal de Pellevé, 228. Les réponses des royalistes parviennent aux Etats le même jour. Elles sont lues séance tenante. La conférence est décidée. Rédaction des instructions. Nomination des commissaires (20 avril), 229. Les plus modérés sont choisis. Commissaires nommés par Henri IV, 230. Les partisans de Philippe II, alarmés, veulent s'opposer au succès des pourparlers. Ils ont recours aux prédicateurs. Protestation des Seize. Ouverture de la conférence de Surcues (29 avril). Elle commence par stipuler un armistice, 231. Discussion entre l'archevêque de Bourges et l'archevêque de Lyon. Le premier annonce la prochaine conversion de Henri IV, 232. Situation difficile de Mayenne. Son retour à Paris (6 mai). Longs débats des députés sur la place à assigner au légat. Mayenne veut créer dans les Etats une chambre nouvelle, 233. Commission nommée pour étudier cette question. Elle repousse la proposition. Les Etats reçoivent communication des demandes de Philippe II (28 mai). Protestation du procureur général Molé, 234. Il est soutenu

par le Maistre et du Vair. Discours des Espagnols, 235. Trouvent des partisans zélés. Ruse de Mayenne pour faire entrer les députés dans ses vues. L'entente s'établit entre eux, 236. Réponse des Etats au sujet de l'abjuration de Henri IV. Efforts de Mayenne pour faire avorter les tentatives du roi d'Espagne. Sous son inspiration, les députés demandent si Philippe II est disposé à marier l'infante à un prince français. Séance du 12 juin, 237. Discours de don Taxis. Il propose d'élire pour roi l'archiduc Ernest, frère de l'empereur, 238. Son insuccès. Les Etats se retournent vers Henri IV, qui propose une trêve. La paix est universellement désirée, 239. Le légat effrayé s'efforce de retenir les Etats. Il parvient à convaincre le clergé. Les ordres laïques se prononcent pour la trêve, 240. Les Espagnols pressent les députés de se décider. Projet pour mettre Philippe II en demeure de choisir un prince français pour l'infante. Le clergé l'adopte. Du Vair proteste au nom d'une partie du tiers. La majorité est favorable au projet, 241. Mayenne veut donner son fils à l'infante. Corruption exercée par les Espagnols. Le parlement devient le centre de la résistance patriotique. Il se décide à agir, 242. Assemblée générale des chambres du parlement (28 juin). Projet d'arrêt préparé par du Vair, Pithon et Lefèvre. Discours éloquent de du Vair pour le développer et le soutenir, 243. Le projet est voté par acclamation, sur les conclusions du procureur général, 244. Arrêt de la loi salique. Une commission le porte à Mayenne. Son trouble. Ses menaces. Il n'essaye pas cependant de faire rapporter l'arrêt, 245. Importance politique de cet arrêt. Il exclut du trône

tous les princes, sauf ceux de la maison de Bourbon. Décision de la noblesse, conforme à l'arrêt. Hésitation des deux autres ordres, III, 246. Les Espagnols acceptent le duc de Guise comme mari de l'infante. Tous les projets échouent successivement. Impuissance du parti espagnol. Vers la fin de juillet, on renonce définitivement à l'élection d'un roi, 247. Le clergé seul s'oppose à la dissolution des Etats. Abjuration de Henri IV à Saint-Denis. Proposition du clergé sollicitant la réception en France du concile de Trente, 248. Il l'obtient. Réserves en faveur des libertés de l'Eglise gallicane. Dernière séance générale (8 avril). Quelques députés demeurent jusqu'en décembre à Paris. Ils se partagent avec avidité l'or espagnol, 249. Effet de la *Satire Ménippée*. Elle porte un coup fatal aux ligueurs. Les députés accueillis à leur retour dans les villes par l'indifférence ou le mépris. Caractère de cette assemblée, 250. En repoussant toutes les propositions, elle rendait Henri IV inévitable, 251. Cahiers des députés aux Etats de la Ligue. Les préoccupations politiques empêchent les députés de dresser de véritables cahiers, 253. Election du roi. Extirpation de l'hérésie. Propositions de certains groupes de députés. Etats provinciaux et généraux périodiques, 254. Libre vote de l'impôt. L'impôt comme sous Louis XIII. Exécution des vœux des Etats de Blois en 1588, 255. Annulation des ordonnances et autres actes des Etats de la Ligue par arrêt du parlement (30 mars 1594), 256, *note 2*.

ETATS GÉNÉRAUX DE 1614. — Situation de la France en 1614. Les désordres des Valois renaissent sous la Régence, III, 327. Révolte de Condé; il demande la

convocation des Etats Généraux, 328. Traité de Sainte-Menehould. Convocation pour le 25 août à Sens. Nouvelle révolte. Succès du roi, 329. Elections favorables au pouvoir, 330. Paris préféré à Sens, 330, 331. Composition de l'assemblée, 331. Les députés obtiennent de se réunir tous aux Augustins, 332. Choix des présidents, 332, 333. Visite des ordres, vérification des élections, 336. Procession à Notre-Dame, 26 octobre, 333. Séance d'ouverture au Louvre, 27 octobre, 334. Vivacités de la noblesse contre le tiers, 334, 335. Rédaction d'articles généraux (C.); avantages de ce système, 335. Hésitation fâcheuse du tiers, 336. Présidents mandés au Louvre; le roi défend de rédiger les articles généraux, 337. Confiance du tiers, mécontentement du clergé, 338. Surséance des levées et créations d'offices, 339. Proposition d'y ajouter la réduction des tailles, 339, 340. Les ordres privilégiés accueillent la surséance du droit annuel par haine des gens de justice. Le tiers forcé de s'y rallier, 340. Il prend sa revanche en demandant la réduction des pensions, 341. Démarche des trois ordres auprès du roi. Discours de Savaron, 342. Réponse vague du roi. Premier conflit entre la noblesse et le tiers à propos du langage énergique de Savaron, 343. Richelieu chargé de les réconcilier. Réponse de Savaron au nom du tiers état, 344. Propos injurieux de la noblesse à l'égard de Savaron, 345. Le lieutenant civil de Mesmes se rend dans la chambre de la noblesse, 24 novembre, 345. Son discours ranime la querelle, 346. La noblesse se plaint au roi, 26 novembre, 347. Dis-

cours du baron de Senecy, III, 347. Il repousse comme une injure toute pensée de fraternité entre les ordres, 348. Propos recueillis par M. de Mesmes; le tiers ne veut plus entendre parler des susceptibilités de la noblesse, 349. Le tiers proteste qu'il n'a pas voulu offenser la noblesse, 28 novembre, 350. Le conseil du roi s'occupe des requêtes et s'adjoint une commission de députés, 350. Le tiers apprend que le roi refuse la réduction des tailles et se rapproche de la noblesse pour tenter une nouvelle démarche, 351. En échange, la noblesse propose une chambre de justice. Unanimité des trois ordres, 352. Inconvénients de la division en trois chambres. Seconde députation pour la réduction des tailles, 14 décembre, 353. Nouvelle réponse évasive. Déception du tiers. Etat de la rédaction des cahiers, 354. La question de l'indépendance de la couronne vis-à-vis du pape est soulevée, 15 décembre, 355. Article de l'Île-de-France sur la sûreté des rois, 356. Dans chaque province le tiers avait proposé des rédactions à peu près semblables, 356. Le tiers vote l'article, 356. Émotion du clergé qui envoie prévenir la reine. Le clergé fait demander aux ordres laïques la communication des articles qui le concernent, 20 décembre. Refus du tiers, 22 décembre, 357. L'évêque de Montpellier réussit à obtenir la communication, 358. Le cardinal du Perron combat solennellement l'article, 31 décembre, 359. Etat des esprits au dehors: la cour, le parlement, 359. Discours du cardinal, 359. Il propose de renouveler l'anathème contre les régicides porté par le concile de Constance, 361. Réponse im-

médiate du président Miron, 362. Arrêt du parlement déclarant les maximes gallicanes hors de toute controverse, 2 janvier, 363. Pour se tourner contre le parlement, le clergé fait quelques avances au tiers, 364. Le clergé proteste contre l'ingérence du parlement, 364. Articles proposés par le clergé sur le régicide. Le tiers le trouve insuffisant. Cette querelle révèle l'état des esprits en France 25 ans après la ligue, 365. Efforts du clergé pour obtenir la suppression de l'article et de l'arrêt. Union de la noblesse et du clergé pour presser le roi, 5 janvier. Arrêt du conseil qui évoque au roi l'article et l'arrêt du parlement, 366. Le tiers ne comprend pas tout d'abord la portée de cette mesure, 366. Le clergé la trouve insuffisante, 367. Nouvelle campagne du clergé et de la noblesse, 8 janvier, 368. Le clergé suspend ses travaux et obtient de nouvelles satisfactions, 369. L'article est retiré. Le tiers commence à s'inquiéter de ces menées, 370. La reine ordonne au tiers de ne pas insérer l'article. Discussion violente dans le sein de cet ordre, 371. Le parti de la cour l'emporte. Le vote par provinces rend inexactement l'opinion de la majorité, 372. Protestations des députés, 373. Le tiers se soumet. Impuissance des États. Popularité du tiers. La lutte contre les ordres privilégiés satisfait la nation, 374. Le tiers demande la convocation décennale des États, 375. Nomination d'une commission chargée de la rédaction des cahiers. Le tiers reprend la question des tailles, 376. Il refuse d'entendre une simple lecture des états de finance, 377. Les trois ordres demandent la création d'une cham-

bre de justice, III, 377. Ajournement, 377. La noblesse suspend ses travaux. La cour accorde la chambre de justice et le droit pour le tiers d'examiner à loisir les états de finance, 378. Désordres dans l'administration financière. Enormité des pensions, 379. Nouvelle démarche au sujet des tailles. Réponse vague de la reine. Aigreur de la querelle entre les ordres, 380. Nomination d'une commission de finance, 381. Elle veut obtenir des réductions, 381, 382. Le pouvoir cède, 382. Les ordres privilégiés s'occupent de la suppression des offices. Projet mystérieux patronné par la noblesse, 383. Après de longs débats, le tiers refuse de s'associer à ce projet, 384. L'arrêt du conseil cause au tiers la plus vive déception, 384. Indignation croissante des députés. Les plus résolus veulent rompre les États, 385. On se borne à envoyer une députation chargée des plus vives remontrances, 385. La noblesse cherche aussi à assurer l'exécution des cahiers. Le clergé veut la prorogation des États jusqu'à la réponse des cahiers. La prorogation votée à l'unanimité, 386. La députation du tiers se rend au Louvre et ne peut voir le roi. Le chancelier essaye de calmer les États, 387. Scène de violence d'un député de la noblesse à l'égard d'un député du tiers. Le tiers se rend au Louvre pour demander la poursuite du coupable, 388. L'affaire déferée au parlement de Paris, 389. Démarche du duc de Ventadour qui demande au nom du roi la nomination d'une commission de 36 députés, 389, 390. Motifs qui empêchent le tiers d'accepter cette demande, 390. Découragement du tiers. Le clergé conserve encore quel-

que confiance. Les États demandent au roi la prolongation de l'assemblée et la liste du conseil, 391. Réponse de la reine mère. Spéculations de la reine sur les offices de finance, 392. Influence décroissante des États, 393. Contraste avec la valeur intellectuelle de ses membres, 393. Dernière tentative du clergé en faveur de la rédaction d'articles communs, 394. Mariages espagnols, les trois ordres approuvent avec des nuances diverses, 394, 395, 396. Réception du concile de Trente, 396. Présentation des cahiers, 23 février, 397. Discours de Richelieu, 398. Il demande la satisfaction due aux États, 399. Discours du baron de Senecey. Discours de Miron, 400. Il parle des souffrances du peuple avec une remarquable énergie, 401. Promesses vagues du roi, 404. Impression des députés en se retrouvant le lendemain aux Augustins sans aucun pouvoir, 404. Leurs remords, 405. Miron refuse de les présider, 406. Le chancelier conteste aux députés présents à Paris tout droit d'agir, 407. Stérilité des États Généraux, 408. A qui en appartient la responsabilité, 409. Résumé, 409.

ÉTATS GÉNÉRAUX en 1651 (Tentative pour réunir les). — La noblesse sous la Fronde cherche à réunir les États, IV, 278.

ÉTATS PROVINCIAUX. — Résumé général, IV, 203.

Etats de l'Artois et d'Amiens, I, 188, 199.

Etats d'Auvergne, réunis à Clermont, en déc. 1356, I, 59. Autre session, le 8 février 1358, 75.

Etats de Bourgogne. En 1578, ils pressent l'exécution des cahiers des États Généraux, II, 390, *note*.

Etats de Bretagne. — Envoient des

députés à Louis XII pour faire rompre le mariage de sa fille, I, 553. En 1571 et en 1574, leur résistance aux demandes de subsides, III, 3. Agitation en 1578 pour obtenir l'exécution des cahiers, II, 390. — Demandent en 1626 le rascement des forteresses, IV, 158.

Etats de Champagne (avril 1358). — Soutiennent le régent, 77.

Etats du Languedoc, — de la langue d'oc, réunis à Toulouse (oct. 1356) par le dauphin, I, 56. Ils votent un subside dont une partie est mise à la disposition du roi Jean, prisonnier en Angleterre, 57 *et note*. — Sous Charles VII. — Réunis à Carcassonne (mai 1423). — A Montpellier (mai 1424), 307. — Au Puy en Velay (janv. 1425). — A Carcassonne (21 sept. 1425), 308 *et note*. Les Etats de 1427 obtiennent l'abolition d'un impôt levé sans leur consentement, 310. Nouvelle réunion à Béziers (août 1428), 312, *note*. Autres sessions (1431-1435), 315. Les députés aux Etats de Tours se vantent de ce privilège, I, 502. Les Etats provinciaux chargés par Charles VIII de ratifier le traité d'Étaples (1495), 560.

Etats de Normandie. Les Normands fiers en 1484 de ce privilège, I, 502. — Tenus à Rouen (15 nov. 1578). Discours hardi d'un chanoine de Rouen. Fermeté des députés. Réformes qu'ils demandent, II, 389, 390. — Tenus en novembre 1617. Présentation des doléances au roi, 24 novembre. Leurs cahiers confondus par les historiens avec ceux des notables, III, 414. Leurs doléances sur le paiement des épices, IV, 21, 22.

Etats (Pays d'). — Leurs droits excitent en 1484 l'envie des députés des pays d'élection, I, 501 *et suiv.* Vœu du tiers en 1576,

III, 7. Vœu analogue du clergé et de la noblesse en 1588, 197. En 1593, 255. Résumé général, IV, 203, 265.

Etats (Autorité des). V. *Autorité des Etats, Périodicité*.

ÉTRANGERS. — Marchands étrangers attirés dans le royaume par Charles V, I, 211. Aux Etats d'Orléans (1560), le tiers proteste contre les privilèges qui leur sont accordés, II, 252. — Ne peuvent être prélats ni bénéficiers, II, 397. Toute ligne ou association avec les étrangers interdite, 448. — Ne peuvent obtenir de bénéfices, III, 155. — Ne peuvent tenir offices, 474. Défiance contre les ambassadeurs, III, 419, 420. Défiance en 1576, III, 31. Intrigants florentins autour de Catherine, 32. Enregistrement des procurations, cautionnements des banquiers étrangers, 33. Mesures diverses, *id.* La vente en gros seule permise, III, 38. Même défiance en 1588, III, 204. Défense aux Français de prêter leur nom à des —, IV, 129. Ne peuvent être maréchaux de France, IV, 166. V. *Banquiers*. EU (Jean d'Artois, comte d') (1321-1386). — l'idèle au roi Jean et à la cause de la France, I, 67.

Evêques aux Etats de Tours. — Affaire de la pragmatique-sanction, I, 423; nommés suivant le concordat; vœux en faveur de l'élection par les curés, II, 81. L'élection est accordée. — Élisent leur archevêque, 82. — Continuent à nommer les curés, 82; — choisissent parmi les laïques et les enfants, 82. — Minimum d'âge des prélats, 83; — âgés ou malades: coadjuteurs, 90, 91. Visites régulières imposées par les conciles, rétablies (T. 1560), 91. Leur autorité directe sur la discipline des couvents, 91, 92; — obligés de

- pourvoir les prêtres mendiants, II, 94, 95; — ne doivent pas consacrer les prêtres pauvres, 95; sinon tenus de les nourrir, 96, 437. Défense de bailler à ferme le spirituel des bénéfices, 99. — Etats de 1576. — Contraires au droit d'élection, II, 393, 394. — Enquêtes demandées par la noblesse, admises par le roi, 394, 395. — Conditions d'âge, 395; — doivent être Français, 397; — chargés de poursuivre les clercs simoniaques, 401; — tenus de résider aux grandes fêtes; doivent délivrer des congés aux bénéficiers, 404; — doivent vérifier la vocation des novices, 411, et veiller à la clôture des couvents, 412. — Aux Etats de 1588; leur élection unanimement demandée, III, 154; — doivent fonder des séminaires, 159; des écoles, 160. Choix éclairés sous Henri IV, 453. Le tiers demande seul les élections, 454. Conseil supérieur chargé des collations de bénéfices. Ord. de Blois exécutée, 455, 456. — Chargés de visiter et de réformer les couvents, 473, 474. — Responsables de l'entretien des prêtres pauvres, 489.
- EVOCATIONS. — Découlent de la plénitude de la juridiction roy., I, 449. Leurs abus, 450. Efforts infructueux de Charles V. Doléances de Etats de Tours, 450. Plaintes du Languedoc et du Dauphiné; édits conformes, 451. Les Etats d'Orléans veulent les abolir, II, 135, 138. Moulins, 139. Leurs abus en 1576, 498. Doléances en 1588, III, 178. Répression de l'abus en 1597, 283. Application de Henri IV et de Sully à le faire disparaître, 283, 284. Reparaissent sous la Régence, IV, 36. En 1614, suspicion légitime contre les parentés, 44. Renvoi au parlement voisin, 45. — Pratiquées pour éluder la punition des crimes, 64. V. *Conseil du roi*.
- EXAMEN ECCLÉSIASTIQUE. — Sur la doctrine et l'instruction du futur prélat, II, 395, 396, et du bénéficié, 398. Élévation des droits d' — : simonie, 400. — Prescrit à Trente et obtenu en 1614, III, 456.
- EXAMEN JUDICIAIRE. — Subi devant un président et plusieurs conseillers, I, 442. Droit d'empêcher la réception d'un nouveau conseiller, I, 442, 443. En 1498, II, 121, *note*. — Ordonné à Moulins, appliqué par l'Hôpital, 123. — Pour les justices subalternes, précédé d'une enquête, 124. Sa forme; porte sur le droit et la procédure, 473.
- EXCOMMUNICATION. — Prononcée en 1369 par l'arch. de Bourges contre des juges séculiers, I, 223. V. *Peines spirituelles*.
- EXÉCUTION DES ARRÊTS. — Entraîne des frais énormes, II, 159. Envoi des membres du parlement. — Confiée aux juges locaux, II, 160. Résistance aux ordres de justice. Droit pour les sergents d'appeler à leur aide les habitants, II, 166, 167. V. *Procédure civile*.
- EXÉCUTION PROVISOIRE. — *Nonobstant appel, en baillant caution*, II, 159, — en matière ecclésiastique, II, 441, — en matière sommaire, 506.
- Exemption d'impôts. V. *Impôt (Égalité de l')*.
- EXEMPTIONS ECCLÉSIASTIQUES. — Au douzième siècle; premiers subsides au treizième, II, 427. — Du logement des gens de guerre, de la contrainte par corps, 429. Vœux semblables en 1588, III, 163. — En 1614, 485.
- EXPECTATIVES (Grâces). — Abrogées par le concile de Trente, II, 398. Conformité de l'ord. de Blois, 399. V. *Réserves*.

EXPERTISES. — Remplacent les enquêtes sur la valeur (T. 1576), II, 511.

EXPORTATION (Droits d'). — Di-

verses sortes, I, 505. Leur abolition demandée par le tiers aux Etats d'Orléans, II, 253.

F

FABRIQUES. — Premier projet en 1560, II, 103. Leurs revenus, II, 425. Leurs comptes sont rendus aux évêques, 426.

FAILLITE. Peine en 1536, II, 190. — Confondue avec la banqueroute; vœux du tiers en 1614, IV, 81, 82. Réhabilitation après paiement, 81. V. *Banqueroute*.

FAUX. — Se multiplient; doléances en 1614; peine capitale; — en écriture publique, IV, 83.

FEMMES (Droit des) en cas de veuvage, II, 541, 542. — Usufruit du douaire, *id.* Mesures contre un convol indigne, 542, 543. Contrats de mariage, communauté continuant après la mort de la femme, IV, 73, 74. Transaction entre le droit écrit et les coutumes: remploi (T.), 73, 74. Convol, perte du douaire, 74.

FÉODALITÉ. — Son origine au milieu du démembrement de l'empire de Charlemagne, I, 12. Principaux caractères de la société féodale. Cours féodales, 13. Ses souvenirs animent les nobles dans tout le cours des guerres civiles, III, 41. Trois cas d'aides dues aux seigneurs (N. 1576), III, 58. Quatre cas reconnus en 1614, IV, 148. V. *Juridictions seigneuriales*, *Noblesse*, *Corvées*, *Taxes seigneuriales*.

FÉRY (Duc de), ambassadeur de Philippe II aux Etats de la Ligue. — Fait son entrée à Paris le 9 mars 1593, III, 227. Sa visite aux Etats, 228. Il développe les propositions du roi

d'Espagne, 235. — Presse les Etats de délibérer, 241.

FERME (Donner à). — Nommer à une fonction moyennant une redevance annuelle. Premières traces de cet abus, I, 118. Suppression sous Charles V, 121. Officiers des finances sous Louis XI, 434. Interdiction en 1493, 443.

FERRIER, président au parlement de Paris. — Envoyé à Rome en 1561: suspension des annates, II, 84.

FÊTES. — Réduction de leur nombre (T. 1560). Le parlement fait renvoyer la question aux évêques, II, 104, *note*. Leur nombre fixé par l'ord. de Blois, 404, *note* 1. Tout jeu interdit, 454. Leur observation aux Etats de 1614, III, 529. V. *Dimanche*.

FINANCES. V. *Administration financière*, *Impôt* (*Chiffre de l'*), *Impôt direct*, *Impôt indirect*, *Organisation financière*.

FLAGRANT DÉLIT. — De la compétence des prévôts des maréchaux, II, 174.

FLOTTE (Pierre), chancelier de Philippe le Bel. — Prononce un discours violent aux Etats Généraux de 1302, I, 21.

FOIRES. — Les Etats de Tours (1484) veulent supprimer les foires qui avaient enrichi Lyon. Paris et Bourges s'efforcent d'en obtenir le privilège. Ils se disputent la préférence, I, 511. Séance du conseil du roi dans laquelle les échevins de Paris exposent les motifs de leur demande. Bourges l'emporte. Les foires de Lyon sont abolies, 512; — puis réta-

- blies, *note* 3. Foires privilégiées, II, 186, 137. Privilège demandé en 1614, IV, 127. V. *Commerce*.
- Fontainebleau (*Assemblée des notables* à). V. *Notables*.
- FONTENAY-MAREUIL. — Ses mémoires cités, III, 412, 414, 427. Son opinion sur l'assemblée des notables de 1617, 428. Sa haine contre de Luynes, 414, 429, *note*.
- FORAINE (Imposition). — Frappe toutes les marchandises franchissant les lignes de douanes. Son origine, I, 212. Elle contribue à appauvrir la France, 506. Elle subsiste sous la forme de douanes intérieures, I, 506, *note* 1. V. *Douanes intérieures*.
- FOREST (Pierre de la), archevêque de Rouen et chancelier de France (1305-1361). — Parle au nom du roi, à l'ouverture des Etats Généraux (2 déc. 1355), I, 34 *et note*. — Ouvre les Etats du 17 oct. 1356 par une harangue, 45. Les députés demandent sa proscription, 47. — Accompagne le dauphin dans son entrée solennelle à Paris, 61, *note*.
- FORÊT. — L'étymologie de ce mot le rattache au droit de chasse, I, 130, *note* 1. Les petites forêts s'appellent des garennes, I, 131. V. *Garennes*.
- FORMULAIRE DE FOI. — Devait être signé par les députés en 1560, II, 24; — destiné à tout officier (C. 1560), II, 106; — aux Etats de Blois, 308, 446.
- FORTERESSES. — La noblesse en revendique le commandement aux Etats de Tours, I, 522. V. *Châteaux forts*.
- FOSSE (La). — Député de Caen aux Etats de Blois (1588), III, 139.
- FOUAGE. — Sorte d'impôt, I, 212. V. *Impôt direct*.
- FRAIS DE JUSTICE. — Leur exagération sous le roi Jean, I, 117. — Empêchent les pauvres de défendre leurs droits, 220. Contestation de l'état de frais, 220. Doléances des Etats d'Orléans, Promesses de réduction, II, 161. Doléances en 1576, II, 485, 516, — en 1588, 176, 182, — en 1614, IV, 20, 21, 46, 49.
- FRANÇOIS I^{er}. — Conclut un concordat avec le pape (1515), I, 430, *note*. Les Etats de Tours (1506) obtiennent de Louis XII que sa fille Claude lui serait fiancée, 554. — Succède à Louis XII. Caractère de son règne. La royauté marche rapidement vers le despotisme. François est adoré de la noblesse. Premières traces d'opposition à la fin de son règne, II, 1. Commencements de la réforme, 9. Augmentation des impôts sous son règne, 212. Son édit sur la chasse, 269. — Lève l'impôt arbitrairement, II, 240, IV, 199, 260. Sa sévérité contre les hérétiques, II, 9, 111. Lettre du pape à cette occasion, 111. Enthousiasme prolongé des nobles pour ce prince, III, 46, 47.
- FRANÇOIS II. — Son gouvernement tombe aux mains du duc de Guise et du cardinal de Lorraine. Les querelles religieuses se mêlent aux rivalités politiques. Le parti des mécontents se dresse en face de celui des Guise, II, 10. Tumulte d'Amboise étouffé dans le sang. Le mécontentement grandit. Tous les partis demandent la convocation des Etats. Les Guise veulent auparavant consulter une assemblée de notables, 11. Apaisement à la veille de la réunion. Assemblée de Fontainebleau (20 août 1560). Les notables choisis avec soin par les Guise, 12. V. *Notables (Assemblées de)*. Son discours, 13. Il convoque les Etats Généraux à Meaux pour le 10 décembre, 19; puis à Orléans. — Mande le roi de Navarre et le prince de Condé, 21. Fait arrêter

et juger le prince de Condé, qui est condamné à mort. Maladie du roi, 22. Il meurt le 5 décembre 1560, 23.

FRANÇOIS, duc de Bretagne. — Sa lettre aux habitants de Sens pour

les faire entrer dans son parti. Il y rappelle l'objet des Etats de Tours (1484), leur œuvre, et le peu de respect qui accueillit leurs décisions, I, 562, 566.

G

GABELLE. — Votée par les Etats de 1355. Son impopularité, I, 38. Supprimée par l'ordonnance du 12 mars 1356, 39. — Organisée en 1342. Sens du mot *gabelle*, 138 et note. — Abolie et remplacée par une taxe personnelle (1356), 140. — Réformée par l'ordonnance de 1413, 284. A quel chiffre elle s'élève sous Charles VIII, d'après les documents fournis aux Etats de Tours (1484) par les gens du roi, 480. Protestations énergiques des députés contre cet impôt. Cruautés commises sous Louis XI pour la perception des gabelles, 498. Les députés demandent non de les supprimer, mais d'en corriger les abus, 499. Abus sous Henri III, III, 299. Achats forcés, 300. Projet de Henri IV, réformes de Sully, 300, 301. La noblesse veut les accroître, le tiers les diminuer, III, 406, 407. En 1614, les trois ordres unanimes contre cet impôt, IV, 195. Provinces exemptes (de franc salé), 106. V. *Impôts indirects*.

GAGES. — Les seigneurs en donnent aux officiers du roi pour se les attacher, I, 440. Les Etats de Tours réclament leur institution, I, 440. Les Etats d'Orléans demandent leur substitution aux épices, II, 129, 130. Silence de l'ord., 130. — Demandés en 1576, 483. — Prélèvés sur les amendes, III, 175, IV, 15. Paiement exact, III, 176. Sub-

stitués aux épices, IV, 19, 20. V. *Épices*.

GALLICANISME. — Son origine, I, 432. Affaire de la pragmatique sanction aux Etats de Tours, 426. — Aux Etats d'Orléans : élections, II, 83. Annates ; taxes de la chancellerie romaine, II, 84, 85. Contradictions du tiers état, 413. — Aux Etats de 1576, résistance à la réception du concile, II, 403. — Aux Etats de 1588, esprit de la Ligue, libertés gallicanes, III, 157. — Aux Etats de la Ligue, réception du concile, 248 ; réserve en faveur des libertés, 249, 464, 465. — Aux Etats de 1614. Son réveil après le crime de Ravaillac, 508. Le parlement et Bellarmine, 511. Article du tiers, 513. Le clergé demande la rédaction des libertés, 517. V. *Indépendance de l'État*.

GALLIOT DU PRÉ, libraire du palais. — Publie les procès-verbaux des Etats de Tours (1557), II, 2, note.

GARDE (Donner en). — Fonction dévolue au titulaire sans redevance. Les prévôtés sont données en garde, I, 281, 443, note 4.

GARDE GARDIENNE. — Sous les Etats du roi Jean, I, 113. — Restreinte en 1576, II, 498. Doléances du tiers en 1614, IV, 39. V. *Châtelet*.

GADES DES SCEAUX AU CONTRAT. — Supprimés en 1576, II, 493, note 1.

GARENNES. — Espace réservé à la

- chasse par les seigneurs, I, 131.
 — Anciennes et nouvelles défenses par Beaumanoir, 131, *note*. Défense d'établir de nouvelles garennes en 1355, 132. Destruction des garennes établies depuis 1316, 132. Droit de résistance, 133. V. *Forêts, Chasse*.
- GARNISONS. — Installation des troupes, séjour chez les habitants, IV, 172.
- GASTON, duc d'Orléans, frère de Louis XIII. — Nommé président de l'assemblée de Rouen, III, 415. — Président de l'assemblée de Paris, 1626, 432, 433. Exhorte les notables à opiner librement, 439.
- GAULOIS. — Leurs assemblées nationales primitives, modifiées par les Romains. Portent le nom de *conventus* ou de *commune, concilium*, I, 3.
- GELÉE (Vincent). — Conseiller du roi, rapporte les promesses de Henri III aux députés en 1588, III, 201, 202.
- GÉNÉRAUX (Conseillers). — Nommés par le roi au nombre de trois pour contrôler la comptabilité, I, 214.
- GENÈVE. — Le foyer du calvinisme. Interdiction de tout commerce avec la France (C. 1560), II, 105. Le tiers demande le rétablissement du commerce avec —, III, 36. Relations reprises sous Henri IV, 314.
- GENLIS (Jacques de Hangest, seigneur de). — Chambellan de Charles VIII, I, 385, *note*.
- GENTEN (Benoît). — Prend la parole au nom de l'Université aux États de janvier 1413. Son discours a peu de succès, I, 257.
- GERMAINS. — Leurs assemblées nationales. Ils apportent leurs institutions dans les Gaules. Caractère particulier de leur indépendance, I, 4. Puissance de l'individu. Leurs coutumes s'altèrent après la conquête, 5.
- GIAC (Pierre de). — Mort en 1407, chancelier, I, 246, *note*.
- GIAC (Pierre de), petit-fils du précédent. — Favori de Charles VII, I, 309 et *note*.
- GILLES (Pierre). — Partisan d'Etienne Marcel, I, 71. Jeté en prison, puis exécuté, 81, *note*.
- GILLES (Nicole). — Auteur d'annales. — Rapporte que les États de 1338 proclameront le libre vote de l'impôt, I, 29.
- GONDI (Pierre de). — Evêque de Paris. — Député aux États de Blois. — Propose au clergé l'entretien de cinq mille hommes, II, 346. — Cardinal; président du conseil de raison (1597), III, 270.
- Gonzague (Louis de)*. V. *Nevers*.
- GOVERNEURS. — Les nobles veulent s'attribuer exclusivement ces fonctions, III, 209. Plaintes contre leurs abus de pouvoir (C. 1588), 209. Mêmes doléances en 1614, IV, 145, 146. — Doivent laisser libre cours à la justice, 146. — En 1614, leur nombre est réduit à douze, 166.
- Goyon (Jacques de)*. V. *Matignon*.
- GRACES. — Nombre excessif en cas de crimes, I, 121. Plaintes des États, promesses en 1356, 121. — Rendues en conseil après délibération, 282, II, 156. Leur multiplicité en 1560, 191. — Dues à l'exagération des peines, 555, 556. Lettres de — adressées aux juges, 556. — Ne doivent pas préjudicier aux parties civiles, III, 182. Fréquence des —, 186, IV, 84. — En matière de duels, 162.
- GRANDS JOURS d'Anjou. — Droit d'appel réservé en 1371 au Parlement, I, 223. — de Champagne tenus à Troyes en 1374, — d'Anjou, — d'Orléans, I, 456, *note*.
- GRANDS JOURS. — Assises tenues par les conseillers aux parlements. Coutume déjà ancienne

- en 1484, I, 455, 456. — De Clermont-Ferrand, septembre 1456-1481, I, 456. Vœux des États de Tours, I, 456, 457. Leur rétablissement, leur organisation, leur compétence, I, 457. — De Moulins (1550), II, 506. — Demandés en 1576, 500. — De Poitiers (1579), 501. — De Clermont (1581), 501, 502. — Demandés en 1588, III, 179. — Préférés à une chambre de discipline en 1626, IV, 24. — Demandés en 1614, en 1617, en 1626, IV, 34, III, 445. — De Poitiers en 1634; opinions d'Omer Talon et de Molé, IV, 34, 35.
- GREFFIERS.** — Leurs abus sous Louis XI, I, 436. — Augmentent la longueur des écritures : qualités, II, 159. Réduction des taxes, 161, 162. Leurs exactions décrites par Grimaudet. — Contraints à la résidence. — Responsables de leurs commis, II, 165. Fixité et publicité du tarif, 524. Dépôt d'argent. V. *Consignations*. Réduction des droits pour l'expédition des jugements, IV, 49, 50.
- GRÉGOIRE XIII** (Buocompagnon). — Presse Henri III de recevoir le concile, II, 402. — Permet une aliénation du domaine du clergé, 431.
- GRENETIERS.** — Maîtres des greniers à sel, I, 214.
- GRIMAUDET** (François). — Avocat du roi à Angers. Discours qu'il prononce dans une réunion préparatoire, II, 27. Sa peinture des maux de la France. Enthousiasme qu'il produit, 28. Ses attaques contre les faux nobles, 275. La vénalité de la justice, II, 128, 129. Les exactions des greffiers, II, 165.
- GROULART.** — Premier président du parlement de Normandie, rétablit les mercuriales, II, 489, 490. — Taxe les épices en nature, IV, 21, *note*.
- GUERRE** (Droit de) et de paix. — Réclamé par les États en 1356, I, 182; — par les États de Pontoise, II, 78. En 1376, 380. Appel aux États en cas de guerre, III, 198, 199. Résumé général, IV, 204.
- GUERRES PRIVÉES.** — Irritation du peuple en 1356. Fréquence des lettres de grâce, I, 121. Efforts des rois pour les abolir. Saint Louis et la *quarantaine le Roy*, I, 133. Faiblesse des successeurs de Philippe le Bel, 134. Interdiction en 1356. Droit de résistance, 134, 173. — Reparaissent après la paix de Brétigny, 188. Leur répression confiée en 1361 au parlement, 188, 189. — Deviennent moins fréquentes sous Charles V, 225, 226. — Définitivement abolies en 1439, I, 330. Tout privilège de juridiction aboli, 330. — Expirent au milieu du quinzième siècle et donnent naissance aux duels, II, 197. V. *Duels*. Quelques exemples à la faveur des troubles, IV, 151, 152.
- GUESCLIN** (Du). — Chargé par Charles V de délivrer le royaume des grandes compagnies, I, 200, *note*. — Etablit la taxe du trépas de Loire pour payer une rançon, IV, 124, *note* 2.
- GUESLE** (Jacques de la). — Procureur général au parlement. — Vient donner ordre aux États, de la part du roi, d'insérer dans leur cahier une définition du crime de lèse-majesté (28 déc. 1588), III, 141.
- GUET.** — Son origine remonte aux milices nationales organisées dans certaines villes. Il est imposé aux habitants. Ils peuvent se racheter moyennant une redevance, II, 281, *note*.
- GUEN** (Jean le). — Obtient des lettres de rémission, I, 58.
- GUICHARDIN.** — Donne les raisons qui détournent la royauté de

créer une armée nationale, II, 280.

GUIFFARD (André). — Trésorier, I, 261, *note* 2.

Guise (Charles de Lorraine). V. *Lorraine*.

GUISE (François de Lorraine, duc de). — Domine François II. — Adoré du peuple et détesté des grands, II, 10. Après l'échec de la conjuration d'Amboise, le parlement de Paris le félicite d'avoir sauvé la patrie, 11. Il fait un rapport sur les affaires de l'Etat à l'assemblée de Fontainebleau (1560), 13. Sa réponse violente à l'amiral de Coligny, 17. Fait grand bruit des prétendus projets des princes de Bourbon, 20. — Prépare le procès du prince de Condé, 21. Le fait juger par une commission spéciale qui le condamne à mort, 22. Son autorité croissante inquiète Catherine de Médicis. Il essaye en vain de hâter le supplice de Condé et de se débarrasser du roi de Navarre, 23. Plan qu'il se propose de mettre à exécution avant l'ouverture des Etats, 24, *note*. Pression qu'il exerce sur les bailliages au moment des élections, 25. Empêche les trois ordres de se réunir en commun, à Paris, 29. Veut faire arrêter les députés huguenots de Languedoc, 31. Son effacement momentané, 53. La noblesse et le tiers veulent lui faire rendre compte de son administration, 54. Il forme avec le connétable et le maréchal de Saint-André l'union appelée le *triumvirat*, 56. — Crée les régiments sous Henri II, 285. — Discute avec Coligny dans les conférences du parlement, 109. Ses menaces, 110.

GUISE (Henri de Lorraine, duc de), dit le Balafré, fils du précédent, né en 1550. — Veut établir la Ligue à son profit. — Pousse à

la guerre pour se rendre populaire parmi les catholiques. — Réunit des amis fidèles et des serviteurs enthousiastes, II, 341. — Chargé par le roi de négocier avec l'assemblée du clergé (janv. 1577), 347. — Tire un grand parti de la courte abolition de la vénalité des offices, IV, 4. — Fait arborer le drapeau de la Ligue dans presque toutes les provinces. — Défait les reîtres qui menaçaient Paris. — Fait son entrée dans cette ville malgré le roi. Journée des Barricades (12 mai 1588). Le duc de Guise dicte ses conditions, III, 85, 166, 167. — Exige la lieutenance générale du royaume, 86. — Entame de nouvelles négociations avec le roi. — En obtient un traité de soumission à la Ligue (15 juillet 1588), 88. — Le force à congédier ses conseillers, 91. Son attitude à la séance d'ouverture des Etats de Blois, 97. Il se montre mécontent du discours du roi, 102. — Le contraint à le modifier, 105. Accord parfait entre lui et les députés de Blois, 123. Il veut la guerre immédiate, les Etats la désirent aussi. La question financière les divise. Souper chez la Chapelle-Marteau, 124. Le duc de Guise insiste pour qu'on vote des subsides. Son attitude dépeinte par Bernard, 125 et *note*. Il engage le roi à faire une démarche auprès des Etats, 126. Ses exigences et ses bravades irritent profondément le roi, 136. Projets de vengeance. La résistance des Etats paraît à Henri III la preuve de la trahison du duc de Guise, 137. — Il est assassiné dans le cabinet du roi (23 décembre), 139.

GUISE (Louis II de Lorraine, cardinal de), frère de Henri. — Archevêque de Reims. — Président du clergé aux Etats de Blois (1588), III, 92. — Force le roi

à modifier un passage de son discours, III, 105. — Arrête le 23 décembre et tué le lendemain, 140.
 GUYENCOURT (M. de). — Député de la noblesse de Paris aux États de

Blois (1588). — Auteur d'un récit de ce qui s'y est passé, III, 122, *note*.

GUYENNE (Convoy de). — Droit levé sur les bateaux qui passent au Bec-d'Ambez, IV, 124.

H

Hangest (Jacques de). V. *Genlis*.

HARCOURT (Comte d'). — Partisan de Charles le Mauvais. — Excite les habitants de Rouen à refuser la gabelle, I, 38. Le roi Jean le fait mettre à mort, 50, *note*.

HARLAY (Achille de). — Premier président du parlement, tient les grands jours de Poitiers en 1579, II, 501.

Harlay (Nicolas de). V. *Sancy*.

HAUTS JUSTICIERS. — Leur conflit avec les baillis, I, 107. V. *Juridiction seigneuriales*.

HAVART. — Maître des requêtes, destitué par Louis XI malgré le principe de l'immovibilité, I, 439.

HÉMAR. — Maire et député de Bordeaux aux États de Blois (1576). — Propose de demander au roi la nomination d'une commission de conseillers pour discuter avec les États les conclusions des cahiers, II, 314. Sa réponse au discours du comte de Suze, envoyé du roi, 336. Il est acheté par la cour, 366. — Se fait le défenseur de l'aliénation du domaine. — Battu par Bodin, il est chargé néanmoins de porter au roi la décision du tiers, 367.

HENRI II, roi de France. — Succède à François I^{er} en 1547. Caractère de son règne. Despotisme croissant. Réveil de l'esprit public. On demande les États Généraux. Détresse du trésor. Mécontentement public, II, 2. Le roi se décide à convo-

quer les États (5 janv. 1558). V. *États Généraux sous Henri II*. L'hérésie se développe en France sous son règne. — Promet à Philippe II l'établissement de l'inquisition dans ses États, 9. Augmentation des impôts sous son règne, 222.

HENRI III. — Succède à Charles IX (1574). Débuts de son règne. Sa fuite de Pologne. Son séjour à Venise, II, 297. La guerre civile se rallume. Le roi de Navarre et le duc d'Alençon s'échappent de la cour. Inertie de Henri, 298. Paix de *Monsieur*, (6 mai 1576) très-favorable aux Huguenots. Inquiétude des catholiques. Naissance de la Ligue, 299. Son programme, 300. Celui des *mécontents*, 301, *note*. La paix de *Monsieur* contenait la promesse de convoquer les États, 301. V. *États Généraux de Blois*. Ses menées pour s'assurer le vote des députés, 308, 319, 332, 329, 351, 366. Son discours à l'ouverture des États, 309. Il presse les États d'envoyer des ambassadeurs aux princes pour retarder la guerre, 326. Il attend avec impatience le vote des subsides, 328. — Est déçu dans ses espérances par l'attitude du tiers. Envoie M. de Villequier aux États pour leur démontrer l'urgence du vote des subsides, 331; ensuite le comte de Suze, dans le même dessein, 335. Sa situation en présence de la résis-

tance des députés (janv. 1577), II, 341. Il provoque de nouvelles adhésions à la Ligue, 342. — Commence les réponses aux cahiers et suspend bientôt ce travail, 387. — Se voit forcé de donner l'ordonnance de mai 1579, 390. — S'oppose inutilement à l'entrée du duc de Guise à Paris. Journée des Barricades (12 mai 1588). Le duc de Guise dicte ses conditions au roi, III, 85. Il parvient à s'échapper, et se rend à Chartres. — Promet de convoquer les Etats Généraux. Exigence de la Ligue, 86. Henri lui répond humblement, 87. — Obligé d'entamer de nouvelles négociations avec le duc de Guise. — Signe un traité par lequel il se soumet à la Ligue, 88. — Expédie les lettres de convocation aux Etats pour le 15 septembre. — Promet de satisfaire aux vœux des députés, 89. Sa politique inspire la défiance ou le mépris, 90. Il change ses conseillers sur les instances du duc de Guise, 91. V. *Etats Généraux de Blois* (1588). — Cède étourdiment Pignerol et plusieurs autres places au duc de Savoie, 113. — Perd le marquisat de Saluces, 114. — Est assassiné à Saint-Cloud (2 août 1589). Situation de la France à sa mort, 217.

HENRI IV, né en 1553. — Roi de Navarre. — S'échappe des mains de Catherine de Médicis et va se mettre à la tête des huguenots en Guyenne, II, 298. Obtient le gouvernement de la Guyenne à la paix de *Monsieur* (6 mai 1576), 299. — Envoie des députés à Blois, pour surveiller de loin les Etats. — Proteste d'avance contre leurs décisions, 324. — Recommence les hostilités, 325. Les Etats lui envoient une ambassade,

326. Il accourt de Marmande à Agen pour la recevoir. — Lui fait un accueil gracieux et plein d'adresse, 359. — Lettre qu'il adresse aux Etats, 360. Réponses plus étendues qu'il remet aux ambassadeurs. Moyens qu'il propose pour arriver à la paix, 362. Impression produite sur les Etats par ces communications, 363. Le duc de Montpensier chargé d'une mission auprès du roi de Navarre, 369. Très-favorable à l'édit de Poitiers, 449. Henri tient tête à la Ligue, III, 84. Bataille de Coutras, 166. Sa déchéance de tout droit héréditaire, réclamée par l'émeute (journée des Barricades), 85. Les Etats de 1588 prononcent sa déchéance. Henri III propose de lui envoyer une ambassade. Refus des députés, 107. A la mort de Henri III, il promet de convoquer les Etats dans les six mois. Impossibilité d'exécuter cette promesse, 217. Progrès de ses armées, 219. Il est invité, lui et ses partisans, aux Etats de la Ligue (janv. 1593). Sa réponse, 224. Les députés consentent à avoir avec lui une conférence, 226. Nomination des commissaires, 230. Conférence de Suresnes, 231. La conversion de Henri IV est promise, 232. Son abjuration à Saint-Denis, 248. Il s'occupe de rétablir l'ordre dans les finances, 257. Convoque une assemblée de notables à Compiègne pour le 31 août. Trace le programme de leurs délibérations, 258. — Fixe à Rouen le lieu de la réunion de l'assemblée. — S'établit lui-même dans cette ville dès le 14 octobre (1596), 262. Discours qu'il prononce à la séance d'ouverture, 263. — Accepte la création du *Conseil de raison*. — Congédie l'assemblée (29 janv.), 269. — Reprend l'œuvre que

- les notables n'ont pu accomplir, III, 272. Sa politique vis-à-vis des nobles, III, 212. Ce qu'il fit pour la renaissance du clergé, 451, 452. Ses promesses réalisées, 452, 453. Son alliance avec le pape, 507. Les ardeurs de la Ligue s'éteignent; elles sont réveillées par le crime de Ravail-lac, 509. Son projet d'aller au parlement dans sa vieillesse, IV, 35. Son œuvre au point de vue de la justice, III, 278 à 285, 323, IV, 87, 88.
- HENRI DE TRANSTAMARE.** — Soutenu par du Guesclin dans ses prétentions au trône de Castille, I, 200, *note*.
- HENRI V, roi d'Angleterre.** — Fait son entrée à Paris (1 déc. 1420), I, 299. Les Etats, en approuvant le traité de Troyes, le reconnaissent comme roi de France, 300.
- HINCMAR, archevêque de Reims.** — Sa lettre aux conseillers de Carloman sur les assemblées de Charlemagne, I, 7-10.
- HONORIUS, empereur.** — Rescrit adressé par lui à Agricola, préfet des Gaules, I, 418, *note*.
- HOPITAUX MILITAIRES.** — Créés en 1629, IV, 173. Système antérieur, 172.
- HOSPITAL (Michel de l'),** né en 1504, chancelier de France. — Son influence croissante au moment de l'assemblée de Fontainebleau, II, 12. Discours qu'il y prononce, 13. — Préside la commission chargée de juger le prince de Condé. — Se montre opposé à la condamnation, 22, *note*. Son discours à l'ouverture des Etats d'Orléans (13 déc. 1560), 33-36, V. *États Généraux d'Orléans*. Grandeur de ce discours, dans lequel sont exprimées les idées les plus élevées qui aient eu cours au seizième siècle, 37. Il découvre aux Etats l'énormité du déficit, 50. Discours qu'il prononce à la séance de clôture (31 janvier), 52. Sur son conseil, Catherine de Médicis accorde aux protestants une grande tolérance, 56. Son travail sur les cahiers d'Orléans : *réponses et ordonnances*, 65. Il publie l'ordonnance de Roussillon (1563), et l'ordonnance de Moulins (1566), d'après les cahiers d'Orléans, 66, 67. Il refuse à la noblesse la modification des conventions privées, 277. Il se range du côté du tiers état et se montre fidèle interprète de ses doléances. Son impuissance à faire triompher définitivement les réformes, 290. — Projette la réforme de la vénalité des offices, II, 117. — Fait passer à des magistrats l'examen de capacité, II, 123, *note*. Son esprit de tolérance, 104, 105. Sa belle réponse au clergé, 105, 106. Amnistie générale, II, 107. — Lutte contre le parlement, II, 108. — Prépare le premier édit de tolérance : guerre civile, 110. Sa modération peu comprise, 110. Résumé des réformes dues aux Etats; influence du chancelier, 208 à 215, se fait sentir en 1576, 568. Ses efforts pour arrêter les empiètements du conseil, II, 499. Cité, IV, 232, 293.
- Hôtel de Ville (Rentes de l').* V. *Rentes*.
- Huguenots.* V. *Protestants, Liberté des cultes*.
- HUGUES CAPET.** — Fréquentes réunions de barons et d'évêques sous son règne, I, 14.
- HUMIÈRES (Jacques d'),** gouverneur de Péronne. — Refuse de livrer cette ville au prince de Condé. — Fait signer aux catholiques de la province une déclaration qui est le point de départ de la Ligne (1576), II, 300.
- Hurault (Philippe).* V. *Chiverny*.

I

Imposition foraine. V. Foraine.

IMPÔT. — Les Etats de 1338 proclament le libre vote de l'impôt, I, 29. Imposition de huit deniers par livre sur les denrées établie par les Etats de 1355. Impopularité de cet impôt, 36, 38. Etablissement d'un impôt sur les revenus, en 1356, 39. — De quinze pour cent sur le revenu des clercs et des nobles, 50. — Importance des impôts à partir du quatorzième siècle, 136. Impôts avant le roi Jean. — Personnel : *Dîme saladin*, 137. — Indirect : *gabelle* ; droit sur les ventes, 138. Les Etats de 1355 se prononcent pour les taxes indirectes. Egalité de l'impôt, 139. Abolition de la gabelle et des droits sur les ventes (mars 1356). Taxe personnelle sur le revenu, 140. Assiette de cet impôt, 141. Personne n'en est affranchi, 142. On commence à distinguer les impôts directs et les impôts indirects. — En mars 1356, le clergé et la noblesse offrent 15 p. 100 de leur revenu, 143. Les Etats de Compiègne offrent le subside le plus également réparti. Division du tiers état en trois classes. Exemptions accordées, 144. L'impôt pèse plus lourdement sur le clergé que sur la noblesse. Causes de la suppression des privilèges d'exemption pour les biens d'Eglise, 145. Perception de l'impôt, 146 et suiv. V. *Administration financière*. Impôt de six ans établi pour la rançon du roi Jean, 186. Influence des Etats provinciaux sur le vote de l'impôt, 187. Les Etats de Sens (1367) prorogent l'impôt voté pour la rançon

du roi, 201. L'assemblée réunie à Paris (déc. 1369) accorde la continuation de cette aide et vote quelques autres impôts, 207. Énumération des charges supportées par la France sous Charles V. Imposition foraine, 212. Le revenu des impôts est affermé, 213. Abolition des aides concédée par Charles V à son lit de mort. Difficultés qui en résultent durant la minorité de Charles VI, 238. Ce prince rétablit les impôts tels qu'ils existaient sous son prédécesseur, 248. Les Etats de 1413 refusent l'aide par la voix de l'orateur de l'Université, 259. Les députés réunis en 1420 votent un emprunt forcé, 301 ; et les impôts indirects sur le vin, le sel et toutes les marchandises. Ces impôts devaient être adjugés, 302. Impôts votés de 1422 à 1425. V. *Etats Généraux sous Charles VII*. Nature de l'impôt accordé par l'assemblée de Tours (oct. 1435), 321. V. les articles *Administration financière*, *Impôts directs*, *Impôts indirects*, *Impôt (chiffre de l'— Égalité de l'—)*. Charles VII crée l'unité de l'impôt, 331.

IMPÔT (Chiffre de l'). Sous Louis XI. Anne de Beaujeu remet le quart de la taille. Promesse du chancelier à l'ouverture des Etats de Tours (1484), I, 473. Doléances des députés qui se plaignent de l'élévation progressive de la taille, 474. Conséquences désastreuses des excès signalés par eux. Emigration en Angleterre, 475. Les Etats demandent l'exposé des recettes et des dépenses. Les chiffres qu'on

leur fournit sont erronés, I, 480. Ne pouvant vérifier les comptes, ils imaginent de voter simplement l'impôt perçu sous Charles VII. *Libre octroi* de 1 200 000 livres substitué aux tailles, 481. Les Etats exigent la répartition entre toutes les provinces et le libre vote de l'impôt. Le chancelier annonce que le conseil du roi exige 1 500 000 livres, 483. Sa demande est accordée, mais seulement pour l'année du sacre. On dresse un cahier spécial, 484 et 485, *note*. Le travail de la répartition des impôts jette la discorde au milieu des députés, 487. Projet de répartition entre les provinces. Il soulève les plus vives réclamations, 488. Subdivision de l'impôt entre les bailliages. Débats de la section de Normandie, 489. Les députés s'aperçoivent trop tard que le chiffre accordé est dépassé, 490. Violence de quelques orateurs. Les députés demandent des documents supplémentaires, 491. Le chancelier promet de les communiquer aux délégués laissés à Tours en 1484, 492. L'impôt annuel sous Charles VIII, 493. Sous Louis XII, 495. Augmentation des impôts sous François I^{er} et Henri II, II, 223. Revenus publics en 1560, 223. Ils ne peuvent être augmentés, 226. Efforts du pouvoir en vue d'obtenir de nouvelles ressources, 241. Les députés déclarent formellement qu'ils ne peuvent rien accorder. Vigueur des doléances des Etats de Pontoise, 242. Les ordres laïques votent un impôt sur les vins, 250. Commission parlementaire pour le vérifier (N. 1576), III, 6. — Estimé par les députés à 20 millions, produit net seize, 9; par les gens de finance à 12 millions et demi, 19; par G. de Taix à seize, 19, 20.

Les Etats de la Ligne (1593) demandent que l'impôt soit rétabli tel qu'il existait sous Louis XII, III, 255. — En 1626, dette du roi et impôt, III, 433, 434. Diminution des dépenses, 434. Déficit en 1624, l'année 1607 prise comme type, 441. Résumé général : surprise et tristesse des députés, 257.

IMPÔT DIRECT. — Efforts infructueux des Etats de Tours pour modifier la nature des impôts. Inégalité d'un impôt de répartition quand la statistique est imparfaite, I, 495. Charles VIII ordonne la formation d'un cadastre (Compoix terrien), *note*. Impôt foncier du Languedoc. Il frappe vivement les députés de Tours, 497. Taxe unique sur les feux proposée par Henri III, III, 12. — Produira de 15 à 20 millions, jugement sur ce système, 13, 14. Illusion ou manœuvre de la cour, 15. Egalité, cadastre, 197. Tailles foncières sans exemption (T. 1614), IV, 102. Vœu semblable du premier président de la cour des aides en 1626, 103. Résumé général, IV, 264. V. *Cadastre*.

IMPÔT (Egalité de l'). — Les Etats de 1355 se prononcent pour les impôts indirects, plus faciles à répartir également, 139. L'égalité de l'impôt réclamée par le tiers état, 192. Les Etats de Tours (1484) souhaitent ardemment l'égalité de la répartition, 487. Ils sont vivement frappés de l'impôt foncier du Languedoc, 497. Multiplicité des exemptions d'impôt depuis Louis XI. Grand nombre d'offices privilégiés, II, 235. L'ordonnance d'Orléans restreint le droit d'exemption. Tout commerçant est soumis à la taille. Une distinction est faite pour l'agriculture, 236. Situation des trois ordres au point de vue de

la taille, II, 237. Le tiers voudrait rendre l'impôt *foncier*. Protestations du clergé et de la noblesse, 238. Répartition confiée aux Etats provinciaux et à des assemblées spéciales (T. 1576), III, 7. — Souhaitée par Bodin, charges réelles comme en Languedoc, aucune exemption, 15, 16. Cadastre de l'impôt foncier, III, 197. Egalité de la paucarte, 289. Richelieu critique l'inégalité de l'impôt, 398. Tailles réelles (T. 1614), IV, 102. Vœu semblable du premier président de la cour des aides en 1626, 103. Résumé général, IV, 264.

IMPÔT INDIRECT. — Accordé par les Etats de 1420, I, 302. Impopularité des impôts sur les marchandises et sur les boissons. Doléances des députés de Tours (1484), 499. Les ordres laïques aux Etats de Pontoise (1561) votent un impôt sur les vins, II, 250. Taxe sur les marchandises (C. 1576), III, 11. Henri III propose de supprimer le subside de cinq sols sur les marchandises, 128. Doléances du tiers en 1588, 203. Taxe d'un sol pour livre sur les marchandises, ou *pancarte* (1596), 265, 288. Suppression, 301. Augmentation des droits sur les vins, 301, monte au quart de la valeur : doléances, en 1614, IV, 104, 105.

IMPÔT (Libre vote de l'). — Proclamé par les Etats de 1338, I, 29. — Abandonné trop facilement par la nation aux Etats de 1439, 338. — Réclamé par les Etats de Tours (1484), 402. — *Id.*, 483. Cahier spécial stipulant le vote libre, 485, *note*. Le tiers obtient, aux Etats d'Orléans (1560), que dans les assemblées d'Etats provinciaux son droit en matière d'impôts soit absolu. Ce qu'était devenu ce principe au seizième siècle, II,

239. Tradition du vote libre de l'impôt. La noblesse le revendique, 240. François I^{er} : impôt de bon plaisir, II, 240, IV, 199, 260. — Aux Etats de Blois (1576-1577), les députés mettent au premier rang le droit de voter l'impôt librement. Le clergé veut qu'il soit scrupuleusement respecté, 378. Fermeté des Etats sur ce point. Refus réitérés du tiers de se laisser séduire par la cour, 379. Le droit de voter l'impôt, intimement lié à la surveillance de l'administration financière, 379, *note* 2. Fermeté des Etats de 1588, III, 196. Droit de s'opposer à la perception, 196, 197. Toutes les provinces transformées en pays d'Etat, 197. Promesses de Henri III, 201, 202. — Demandé également par les Etats de la Ligne, 255. Résumé général, IV, 198. Illusion des députés qui croient cette maxime incontestée dans le passé, 199. Unité des vœux des Etats, 200, 258, 259. — Au quatorzième siècle, 259. — Aux Etats de Tours, 260. Opinion de Commynes, 214 — de Sully, 218 — de Fénelon, 220. — Etats de 1576 et de 1588, 261. Pays d'Etat et pays d'élection, 265. Résumé, 293.

IMPRIMERIE. — Les coutumiers sont, après les Bibles, les premières œuvres sorties des presses, I, 465.

INALIÉNABILITÉ du domaine ecclésiastique. — Refusée en 1516, II, 420. Nouveau vœu, III, 162. — En 1614, 479.

INALIÉNABILITÉ du domaine royal, sous Charles V, I, 210. — En 1413, 283. Sous Louis XI, 349. Aux Etats de Tours, 477. — Soutenue par Bodin, II, 367. — Proclamée en 1629, IV, 110.

INAMOVIBILITÉ des magistrats. — Son origine, I, 274. — Demandée aux Etats de Tours. 438. —

- Peu respectée par Louis XI. Exception à la suite d'un débat judiciaire, I, 439. La restitution des offices aux magistrats destitués par Louis XI est refusée, 441. — Ne peut être observée par un gouvernement despotique, I, 441.
- INCAPACITÉS LÉGALES. — Portées à la connaissance des tiers par un tableau public, IV, 69.
- INCARVILLE (D'). — Contrôleur général des finances. — Chargé par Henri IV d'une mission auprès de l'Assemblée des notables de Rouen (1597), III, 269.
- INCIDENTS DE PROCÉDURE. — Compétence des juges subalternes, II, 517. V. *Procédure civile*, *Procédure sommaire*, *Lettres de chancellerie*.
- INDENNITÉ. — Accordée aux députés aux Etats Généraux, I, 307, *note*.
- INDÉPENDANCE DE L'ÉGLISE vis-à-vis de l'Etat. V. *Peines spirituelles*, *Juridictions ecclésiastiques*, *Appels comme d'abus*. — En 1614, III, 503.
- INDÉPENDANCE DE L'ÉTAT vis-à-vis de l'Eglise. — En 1614, III, 355, 505. Passions sous la Ligne, 506. Réaction, 507. Les deux régicides, 507. Explosion gallicane, 508. Doctrine du régicide, 508, 509. V. *Régicide*. Mariana, 509, 510. Bellarmin : déposition des rois, 511. Condamnation du parlement, 511, 512. Passion du tiers, 512. Cahier de l'Ile-de-France, *id.* *Loi fondamentale*, premier article du tiers, 356, 513, 514. Emotion du clergé, 357, 514. Son article contre le régicide, 515. Le tiers refuse de communiquer, 357. Succès de l'évêque de Montpellier, 358. Etat des esprits à Paris, 359. Discours du cardinal du Perron au tiers, 359, 362. Réponse de Miron, 362. Arrêt du parlement, 363. Evocation de l'article et de l'arrêt, 366, 516. Le clergé demande la réclamation des libertés gallicanes, 517, 518. Déclaration de 1682, 517. Résumé, 531. V. *Gallicanisme*, *Appels comme d'abus*, *Liberté des cultes*.
- INDULTS. — Faveurs accordées par les papes. Droit d'élection des abbés transporté au roi, II, 396, *note* 3, 397. Doléances plus vives en 1588, III, 155. — S'étaient multipliés ; 300 conseillers pourvus, 458, 459. Mesures insuffisantes, 460.
- INDUSTRIE. — Préoccupe les Etats d'Orléans (1560), II, 257. V. *Corporations*. L'ordonnance d'Orléans ne se montre pas favorable à la liberté de l'industrie, 260. Sa décadence pendant les guerres civiles. — De luxe seule développée en France, III, 305, 306. Les notables (1597) saisis de la question, 306, 307. — Des tissus, 308. — De la soie, 309. Encouragements aux ouvriers étrangers, 309, 310. Henri IV cherche à multiplier les ouvriers français, 310. Progrès sous Henri IV, 310, 311. — En 1614, IV, 136. Plaintes contre les maîtrises de métiers accordées par le roi. Liberté de l'industrie, 137. Les ouvriers étrangers doivent prendre des apprentis français. Exploitation des mines, 138. Système prohibitif, 138, 139. Résumé général, 268, 271. V. *Protection de l'industrie*.
- INQUISITION. — En Espagne et dans les Pays-Bas, II, 105. — Appelée en 1588 par le tiers, III, 109.
- INSAISSISSABILITÉ. — Des chevaux et charmes des paysans, I, 222. Zèle abusif des officiers royaux, 468. Bestiaux et instruments aratoires déclarés insaisissables, 469. Coutume de Bretagne, droit romain, *id.*, *note* 3. — Des ornements, livres, vêtements ecclésiastiques, II, 100.

- Des bestiaux et instruments aratoires, II, 544, 545, III, 186. Déclaration conforme de Henri IV en 1595, 186. — Des armes, II, 545. Exception pour les fermages, IV, 78. — Des chevaux et armes des gentilshommes, 79.
- INSINUATION. — Etendue à toute vente d'immeubles (N. 1560) II, 181. — Des mutations de propriété ecclésiastique, II, 420.
- INSTRUCTION CRIMINELLE. — V. *Action publique, Ministère public, Procureurs du roi.* Aux Etats d'Orléans, II, 168, 175, 213. Aux Etats de 1576, 526. V. *Police judiciaire.* Causes du silence des députés, 530, 569. — En 1588, III, 183. — En 1614, IV, 59, 91. Résumé général, 251.
- INSTRUCTION. — Le tiers, aux Etats d'Orléans (1560) accuse la noblesse d'ignorance. Il supplie le roi de faire instruire les gentilshommes, II, 272. Obtient que l'instruction soit donnée aux pages du roi et aux pages des seigneurs, 273. V. *Collèges, Jésuites.*
- INSTRUCTION POPULAIRE. — Gratuite, II, 97. Précepteurs élus par les chanoines et bourgeois, *id.* La noblesse veut la rendre obligatoire sous peine de l'amende, 97, 98. Le roi désire l'instruction de la jeunesse, 98. Son extension en 1576. — Gratuite, 415, — dans tous les bourgs et villages, — gratuite et obligatoire réclamée par le clergé, III, 160, 161.
- Prébendes préceptoriales en 1614, 477.
- INSTRUCTION RELIGIEUSE. — Dans chaque monastère (T. 1560), II, 92. Création en chaque église d'une prébende théologique, 96. Un docteur en chaque abbaye; novices envoyés aux universités, 412. — Des séculiers, 414. Son extension, 415. V. *Séminaires.* — Aux Etats de 1588, III, 159. Multiplication des prébendes théologiques, 161. — En 1614, 476. Prébendes théologiques, 477. V. *Catéchisme.*
- Intendants de justice.* V. *Maîtres des requêtes.*
- INTÉRÊTS. — Des sommes demandées en justice. Sévérité des lois sur l'usure, II, 182. — Dus à dater de l'ajournement, 183, IV, 79. Taux en 1560, *id.* Taux en 1576, 548. Nouvelle interdiction, *id.*
- INVALIDES. — Vœu de la noblesse en 1614, IV, 170. Supplique aux notables (1627), 170. Ord. de 1629, 170, 171. Fondation de Bicêtre. Commanderie de Saint-Louis, 1634, 171.
- INVENTAIRE (Bénéfice d'). — Lettres de chancellerie nécessaires, abrogation réclamée, IV, 71. Inventaire fait par les notaires et non par les juges, 72.
- ISABEAU DE BAVIÈRE. — Reine de France. — Fait remise des impôts à certaines provinces, I, 305.
- ISLE (Jehan de l'). — Gouverneur de Paris, partisan d'Etienne Marcel, I, 71.

J

JACQUERIE. — Soulèvement des paysans en 1358. Ils font alliance avec Marcel, I, 79. Sont écrasés par le régent, 80.

JEAN, roi de France. — Convoque

les États Généraux à Paris pour le 30 novembre 1355, I, 34. Son irritation à la nouvelle des menées du roi de Navarre, 39. Il est fait prisonnier à la bataille

- de Poitiers (19 sept. 1356), I, 43.
 — Fait jeter Charles le Mauvais en prison, 49, *note*. — Reçoit, en Angleterre, les dons des habitants du Languedoc, 57, *note*.
 — Île plutôt que prisonnier des Anglais à Bordeaux. — Envoie à Paris la nouvelle de la paix (18 mars 1357). — Proteste contre les États, 67. Traité qu'il conclut avec l'Angleterre, 82. Il ordonne aux gens des comptes de faire une révision des taxes, 154. Ses prodigalités le forcent à altérer les monnaies, 156. — Rend une ordonnance qui élève le marc d'argent à cinq livres, 169. Les réformes de la fin de son règne réalisent sur plusieurs points les vœux des États, 185. Il réunit plusieurs assemblées d'États provinciaux. — Établit pour sa rançon un impôt de six ans, 186. — Interdit les guerres privées, 189.
- JEANNIN (Pierre). — Gouverneur de la chancellerie de Bourgogne, puis président au parlement et ambassadeur de Henri IV en Hollande (1540-1622). — Député de la Bourgogne aux États de Blois (1576), II, 309. — Fait partie de la commission chargée par le tiers de la révision générale des cahiers, 338. — Député aux États de la Ligue (1593). — Chargé par le duc de Mayenne de préparer un projet de réponse à Henri IV, III, 227. — Envoyé comme commissaire à la conférence de Suresnes, 230. Ambassadeur de la régente aux conférences de Sainte-Menehould, 328. Cité, 337. — Déclare que le roi ne peut vivre sans la taille, 351. Cité, 369. — Annonce à la noblesse la création de la chambre de justice, 378. — Prépare en 1617 les propositions à faire aux notables, III, 416.
- JÉSUITES. — Leur général condamne la doctrine de Mariana, III, 510.
- Jalousie du clergé de Paris, 509. En 1614, le clergé et la noblesse demandent la multiplication de leurs collèges, 477. V. *Acquaviva*, *Mariana*, *Cotton*.
- JEU. — Fermeture des maisons de jeu, obtenue en 1560, II, 204. Même vœu en 1614, IV, 80. Nullité des dettes : répétition, 80.
- JOLY (Guillaume). — Lieutenant général de la connétablie; refuse de jurer qu'il n'a pas acheté sa charge, III, 279.
- JOULET DE CHATILLOX. — Auteur d'un projet de taxe unique sur les feux, présenté aux États de Blois (janv. 1577), II, 345, III, 12.
- JOYEUSE (duc de). — Tué à Contras, III, 126, *note*.
- JOYEUSE (François, cardinal de). — Député du clergé aux États Généraux, III, 331. — Nommé président du clergé, 332. — Fait comprendre à Villeroy l'avantage des articles généraux, 338. — Obtient de nouvelles satisfactions du roi, 369.
- JUGES. — Nul ne peut être juge dans le pays où il est né, I, 121, 278. Esprit de gain en 1356. Nul ne peut faire le commerce, 123. Leur cupidité sous Charles VI, 256. — Leur serment, I, 278. Résidence obligatoire, 278. — Corrompus par les confiscations sous Louis XI, 433. — Résident à la cour; leurs profits scandaleux; afferment leur office, 436, 437. Election, 437, 438. Inamovibilité, 439. — Affranchis de l'autorité des seigneurs, 440. — Elus en 1493 par leurs collègues, 443. Responsabilité de leurs lieutenants, commis et serviteurs, lorsqu'ils sont choisis par eux et non par le roi, 444. — Ne peuvent accepter une charge d'un seigneur, 444. Les États de Tours demandent le châtiment de ceux qui avaient obéi à Louis XI, I,

446. Le Languedoc veut des juges nés dans le pays, 460. États d'Orléans, II, 116. De leur sagesse dépend la bonté des lois, 116, 117. Leur nombre excessif, 117. V. *Election des juges*. — Mode de leur nomination au quinzième siècle, 121, *note*. Leurs devoirs et leur mode de rémunération, 125. V. *Epices*. Leur indépendance incompatible avec les présents exagérés, 126. — Ne peuvent recevoir de gages des seigneurs, *id.* — Font le commerce, 126, *note* 1. Leur influence abusive sur l'issue des procès : renvoi de la cause à un autre présidial, à une autre chambre de parlement, 131, 132. Ne peuvent se porter adjudicataires des amendes, II, 132. La noblesse veut les rendre triennaux, 148, 149. Dangers d'un office perpétuel ; avantages de la responsabilité, 149, 150. — Apporteront plus d'attention s'ils doivent motiver les arrêts, 158. La faculté de motiver laissée à leur religion, 158. Leur élection en 1576, 468. Conditions d'âge, 470. Stage au barreau pendant quatre ans, 470, 471. Information sur les mœurs du candidat, 473, 474. Droit de s'opposer à la réception des indignes, 474. Devoir de la résidence, 476. Défense d'être mandataire des seigneurs, 477, et de plaider pour des particuliers, 477, 478. Interdiction absolue des présents en 1576, 478. — Ne peuvent être fermiers des amendes, 479. Défense d'acheter des créances litigieuses, 479. Esprit de gain, influence des familles, sollicitations, 480. Résumé, 490, 491. Pensions sur les amendes supprimées en 1576, 551. Réformes en 1576, 564 et suiv. Défense d'acheter les droits litigieux, III, 175. — Ne peuvent accepter de

fonctions chez les princes, 280. Age et capacité réglés en 1597, 281. Défense de faire le commerce en 1597, 282. Abus des dispenses d'âge ; obligation du stage, IV, 12. Leur résidence, 14. Leur dignité extérieure, 14, 15. Ne peuvent accepter des charges chez les seigneurs, exception pour la maison royale, 16. Concussion, 18. Défense d'encherir des biens dans leur juridiction, IV, 18, 19. Résumé, IV, 89. V. *Justice*, *Juridictions*, *Epices*.

JUGES-CONSULS. — En 1560, le tiers veut donner aux échevins la juridiction commerciale, II, 217, *note*. — fondés par l'Hospital en 1563, attaqués par le tiers état en 1576, 495. Division des esprits à Amiens et à Paris, *note*. — défendus par la noblesse, 495, 496. — doivent être réservés aux villes commerçantes. L'ord. de Blois les supprime dans les petites villes. Affaire de Reims, 496.

JUIFS. — Leurs privilèges confirmés par Charles V, I, 211.

JURÉS. — Assistent les justiciers ; quand leurs décisions sont infirmées, sont condamnés à l'amende par le juge d'appel, I, 122.

JURIDICTIONS. — Hiérarchie des juridictions avant le roi Jean, I, 106, 107, 108, 109. Multiplication des juridictions spéciales, I, 107, *note* 3, 111, 114. Efforts du tiers état vers l'unité de juridiction, 111. Popularité des juridictions royales, I, 111. — Nul ne peut être assigné hors de sa châtellenie, I, 112-114. Réorganisation des cours de justice à la fin du règne de Jean, I, 185. — Royales soutenues sous Charles V contre les juridictions seigneuriales, I, 219, 222. Les juridictions inférieures en 1413, I, 277. Les États de 1428 ré-

clament l'unité de juridiction, I, 313, 314. Aux États de Tours, I, 445, — exceptionnelles, I, 446-447. Les États de Tours cherchent à établir leur unité, I, 458. — Aux États d'Orléans : leur hiérarchie, II, 133, V. *Présidiaux*. En chaque ville ou paroisse, une seule — de première instance, II, 140, 142, 143. Résumé en 1560, 210. — Aux États de 1576. Suppressions et unité, 491. Création de nouvelles, — 499. Résumé, 504. — Aux États de 1588, III, 176. Suppressions, 177. Régularité des compétences, 178. Attitude de la noblesse, 179. En 1597, nul ne peut être distrait de ses juges naturels, III, 282. Application des ordonnances de l'Hospitalet de Blois, IV, 27. Suppressions réalisées, 28. En 1614, IV, 26. Leur unité, 28, 29. Caractère des doléances, 28. Justice supérieure, 33. Égalité des —, 40, 41. Résumé, 89, 90. Résumé général, 235.

JURIDICTIONS ECCLÉSIASTIQUES. — Défendues contre Charles V par l'archevêque de Bourges, I, 223. Plaintes aux États de Tours, 446. Procédure sommaire sortie des —, II, 154. Lutte du tiers contre les —, 101. Il veut les restreindre à la doctrine et à la discipline, 102. Faiblesse excessive des peines, 102. — Aux États de 1576, 439. Effet de l'ordonn. de 1539, 439. Compétence spirituelle seule conservée. Opinion de Loisean, 440. Détermination des cas privilégiés, *id.* Compétence confirmée par le concile. — Sont restreintes aux personnes et aux choses d'Église, 443. Aux États de 1588, III, 164. V. *Appels comme d'abus*. — Aux États de 1614, conditions de capacité des juges, 491. Diminution des degrés d'appel, 492. Réduction des frais, 492. procédu-

res et sentences en français, 494. Rétablissement du nombre des conseillers clercs, 495, 496. V. *Compétence ecclésiastique*. Peines afflictives, galères, 502, 503.

JURIDICTIONS FINANCIÈRES. — Les tribunaux des élus doublés et triplés par Henri II. La noblesse et le tiers (1560) demandent des modifications, II, 232. Ils obtiennent la réduction des officiers des élections. Simplification de la procédure devant les élus. Le tiers veut la suppression des tribunaux de finances au profit des juges ordinaires, 233. Résistance du pouvoir. Il refuse de soumettre aux juridictions ordinaires les questions de perception, 234. En 1576, à la place des élus : justice royale (T.), syndics (N.), III, 8, V. *Cour des aides*, *Chambre des comptes*, *Élus*, *Chambre de justice*.

JURIDICTION MILITAIRE. — Appartient au connétable. Il la délègue aux maréchaux de France et à leurs lieutenants. Compétence de leur tribunal, II, 283, *note*. En 1576, concurrence de juridictions : prévôts des maréchaux ; just. ordinaire, III, 66. — en 1614, même système (T.) l'emporte, IV, 176, 177. V. *Prévôts des maréchaux*.

JURIDICTION PRIVÉE. — Des officiers des princes interdite, I, 223.

JURIDICTIONS SEIGNEURIALES. — Sous la féodalité, I, 104. — Dominées par celles du roi, 105. Empiètement des maîtres des eaux et forêts, 110. Les seigneurs menacés de les perdre s'ils admettent les compositions en cas de crimes, 120. Empiètements des justices royales sous Charles V, I, 219. Sous Louis XI les seigneurs cherchent à prendre pour juges les baillis du roi I, 440. États d'Orléans : vénalité, II, 122. Doléances du tiers,

II, 123. Seigneurs obligés de présenter au roi les candidats élus, 123. — Inspirent la jalousie du tiers, 138. — Sont supprimées dans les lieux où elles sont en concurrence avec le juge royal, 140. Le tiers prétend les simplifier, 140. Interdiction en 1576 de la vente des offices, 466. La résistance des seigneurs fait perdre tout droit de justice, 518, ainsi que leur négligence dans les poursuites criminelles, 527, 553, 554. Effort de la noblesse en 1588, III, 180. En 1614, IV, 31. Défense de créer de nouveaux sièges, 31. Tout conflit tourne à leur détriment, 31, 32. Concurrence de juridiction permise aux officiers royaux, 32. *Parcatis* doit être donné par les juges royaux, 33. — Spéciales pour les gentilshommes « mal vivants », III, 57, 58. V. *Baillis*, *Traiteurs de pair*.

JUSTICE. — Avant le roi Jean, I, 104.

Le roi avait les mêmes droits que ses vassaux, 104. Au quatorzième siècle, progrès de la justice royale, 104. Décadence du duel judiciaire, 104. Influence des justices ecclésiastiques, 105. La cour des pairs ne connaît que des causes féodales, 106. Les prévôts chargés de l'administration du domaine royal deviennent les juges ordinaires, 106. V. *Prévôts*. Les baillis premiers juges d'appel, 107. Le conseil du roi est le juge d'appel souverain, 107, 108. V. *Conseil du roi*. Origine de la multiplicité des juridictions, 107, note 3. La section judiciaire du conseil du roi devient le parlement, 108. Ensemble de la justice avant le roi Jean, 109. Réformes aux Etats du roi Jean, 109. Plaintes de la noblesse contre les empiétements, 110. Efforts du tiers en faveur de l'unité de juridiction, 111. Les Etats du roi Jean demandent que la

justice soit prompte, 115. Le parlement surchargé, 115, 116. V. *Parlement et Rôle*. — Economique, 117. Le tiers se plaint de ce que les charges soient baillées à ferme. Pluralité et vénalité des offices, 118. Exigence des sergents, 118. Frais considérables devant le parlement, 119. — Impartiale. Les compositions défendues aux seigneurs, 120. Lettres de grâce trop fréquentes, 121. V. *Guerres privées*. Nul ne peut être juge dans le pays où il est né, 121. Amende contre le juge dont la décision est cassée, 122, 221. Vénalité de la justice, 122. Défense aux officiers du roi de faire le commerce, 123. Ordonnance du 5 décembre 1360 : promesse d'une justice loyale, I, 187. Résumé des vœux sous les Etats du roi Jean, I, 193. — Sous Charles V, I, 219. V. *Frais de justice*. Désordres sous Charles VI, I, 255. Promesses de Louis XI en 1467, I, 350, 351. Cahier de la justice aux Etats de Tours : sa lecture, I, 366. Il est remanié, I, 369, 370. Il est lu devant le roi, I, 375. — Opprimée par Louis XI, I, 433. Vénalité accrue par les confiscations, I, 433. Les cahiers signalent la vénalité des juges, I, 434, 435, 436. Importance de la justice ; le roi responsable des juges qu'il nomme, I, 438. Abus des commissions extraordinaires sous Louis XI, I, 445. Réaction des députés en faveur des formes de droit, I, 445. Résumé des Etats de Tours, I, 533. Reconnaissance des Etats pour les réformes de Louis XII, I, 552. — En 1560, II, 116. Sa vénalité, II, 128. Les Etats exigent qu'elle soit gratuite pour les pauvres, II, 162. — Avant 1560, 208. Réformes dues aux Etats, 209 à 213. — En 1576, II, 462. Interdiction de la vente

des offices, II, 466 ; des résignations et des survivances, 467. — Gratuite semble une utopie, 486, 487. — Moins éloignée des justiciables, 500, 501. — Arbitrale pour prévenir les procès, 502. — Ouverte tenue par le roi, 503. Publicité des audiences et des enquêtes civiles, 509, 510. Résistance des seigneurs à l'exécution des arrêts, II, 517. — Tenue en tel mépris que nul n'y veut obéir, 518. Résistance à la justice assimilée au crime de lèse-majesté, 519. Arme offensive et défensive du tiers, 564,

565. Résumé, 566, 567. — Chargée de réprimer les abus seigneuriaux, 1576, III, 52, 55. — En 1588; effort de la noblesse; trois ordres de justice, III, 180. Persistance des députés, 189. Résumé : supériorité du clergé, 190, 191. — En 1597, III, 278. — En 1614. Vénalité des offices, IV, 2. Choix des magistrats, 12. Fonctions, 14. Chambre de discipline repoussée par les notables, 23, 24. Égalité devant la loi, égalité devant les juridictions, 40, 41.

Juvénal des Ursins. V. Ursins.

L

LAFFEMAS (Barthélemy). — Soumet en 1596 à Henri IV un mémoire sur les manufactures, III, 306.

LA FORCE (Jacques Nompars de Caumont, duc de). Maréchal de France, président adjoint des notables en 1626, III, 433. Présente au roi les doléances de la noblesse, fait une harangue, 447.

LANGÉ (Jean de), avocat à Bordeaux. — Député du tiers état aux États d'Orléans (1560). Son discours au nom de la bourgeoisie, II, 47. Il attaque le clergé et la noblesse, 48.

LANGUEDOC. — Cahier de doléances aux États de Tours (tableau), I, 543. Ses plaintes pressantes au sujet des évocations, I, 451. — Défend le droit écrit. — Atteint le droit d'aubaine, I, 470, 471. V. *Parlement de Languedoc, États de Languedoc*.

LAURENS (Du). Avocat général au parlement de Provence. Député aux États de la Ligue (1593). — Choisi par le tiers état comme commissaire à la conférence de Surcubes, III, 230.

LA VALLETTE (Louis de Nogaret, cardinal de). — Président adjoint des notables en 1626, III, 433.

LE CLERC (Jean), chancelier. — Partisan passionné de la faction de Bourgogne. Son discours aux États de 1420, I, 299 *et note*.

LECOQ (Robert), évêque de Laon. — Député aux États Généraux de 1356. — Chargé de lire les remontrances, I, 53. Son discours, 56. — Il fait également partie des États de février 1357. — Y fait un exposé de la situation du royaume, 64 *et note*. Les États du 7 novembre 1357 le retrouvent à la tête du clergé, 72. — S'impose au dauphin comme conseiller, 77. — Obligé de fuir pour éviter la réaction. — Est reçu à Paris par Marcel et le roi de Navarre, 78.

LEFÈVRE, conseiller au parlement. — Prépare avec du Vair et Pithou un projet d'arrêt relatif à la loi salique (28 juin 1593), III, 243.

LÉGISLATION. — Son caractère au quatorzième siècle, I, 124. Pourquoi

- les institutions précédentes lois, I, 124. V. *Droit coutumier* ; *Droit écrit* ; *Propriété*. Cause de la rareté des vœux aux Etats du roi Jean, I, 193. — Aux Etats de Tours, I, 460. V. *Coutumes*. — Aux Etats d'Orléans, II, 177, 213. — Aux Etats de 1576, 531. Résumé, 548, 549, 568 et suivants. — Aux Etats de 1588, III, 185. Persistance des députés, 189. — Aux Etats de 1614, IV, 67. — proprement dite, 84. Résumé général, 245.
- LÉGISLÉS.** — Entrent dans le conseil du roi ; composent la section judiciaire qui devient le parlement, I, 108.
- LÉGITIMATION** (Lettres de). — Leur multiplication au seizième siècle. Doléances en 1576, II, 537.
- LÉGITIME.** — Ne peut être réclamée par le religieux, II, 93. — Devrait échapper à la confiscation, II, 552.
- LE MAISTRE** (Gilles), premier président du parlement depuis 1551. — Sa sévérité contre les protestants, II, 66, *note*.
- LE MAISTRE** (Jean), président au parlement. — Député de Paris aux Etats de la Ligue (1593). — Se montre partisan des négociations avec Henri IV, III, 226. — Prépare un projet de réponse à ce prince, 227. — Choisi par le tiers état comme commissaire à la conférence de Suresnes, 230. — Proteste contre les prétentions de Philippe II, 235. — Se rend auprès du duc de Mayenne pour lui communiquer l'arrêt sur la loi salique rendu par le parlement, 245.
- LE PREVOST**, greffier des Etats de Tours (avril 1468), I, 345.
- LE ROY** (Jean). — Son rapport au roi Charles VI sur les doléances du clergé, I, 254 et 255, *notes*.
- LE ROY.** — Député de Picardie aux Etats de Blois (1588). — Arrêté par ordre du roi (23 décembre), III, 139.
- Lescun.* V. *Aydie* (*Odet d'*).
- LES DIGUIÈRES** (François de Bonne, duc de) (1543-1626). — A la tête des huguenots du Dauphiné en 1576, III, 114. — Connétable en 1622. La charge supprimée après lui, IV, 166.
- LHULLIER** (Nicolas). — Prévôt des marchands (+ 1582). Président du tiers aux Etats de Blois (1576). — Remercie le roi, II, 312. — Dévoué à la Ligue, il exhorte le tiers Etat à voter des subsides, 348. — Quitte l'assemblée, 352.
- LHULLIER** (Jean). — Prévôt des marchands en 1594, II, 312, *note*. — Président du tiers aux Etats de la Ligue. Sa réponse à ses collègues qui réclamaient de l'Espagne le paiement des députés, III, 249, *note* 2.
- LIBERTÉ DU COMMERCE.** — Les députés de Tours demandent le libre cours des marchandises, I, 507, 508. Le tiers en 1560 demande la suppression des douanes intérieures, II, 253. Mêmes doléances en 1614. — Vivacité et étendue des vœux, IV, 120, 121. — En 1614, plaintes du tiers contre les monopoles, IV, 127. Énumération des commerces privilégiés, 128. Résumé général, 272, 273. V. *Douanes intérieures*.
- LIBERTÉ DES CULTES.** — Le clergé demande l'interdiction des prêches, II, 104, 105. Obligation de pratiquer la foi catholique, 105. Commissions d'enquête contre les hérétiques (C. 1560), 105. Réponse du roi inspirée par l'Hospital, 105, 106. Formulaire de foi imposé aux officiers du roi, 106. La noblesse et le tiers veulent que nul ne soit ramené par force, 106. Amnistie (T. 1560). — Accordée par le roi, 107. Résistance du parlement, II,

108. Conférences pour préparer la pacification, 108. Deux opinions extrêmes ; l'édit de juillet, fruit d'une transaction, ne satisfait personne, 108, 109. Premier édit de tolérance (janvier 1561), guerre civile, 110. La tolérance n'est pas comprise, 110, 111. — Défendue par les huguenots par intérêt, non par principe, 113. Acceptée par Jean Bodin, député du tiers aux Etats de Blois, II, 321. Le tiers état tout entier se rallie au système de la tolérance, et charge son orateur Versoris de le soutenir dans son discours au roi, 334. Le roi de Navarre s'en déclare partisan, 363. Discours du duc de Montpensier au retour de son voyage auprès du roi de Navarre, 369. Etats de 1576, 444. De 1560 à 1568, 445. De 1570 à 1576, 446. Unité de la foi unanimement proclamée ; nouveau eulte proscriit, 447. Amnistie (N.), *id.* Le tiers, disposé à la guerre, revient à la paix, 448. Les trois ordres unanimes, 449. Résumé en 1576, 459. Etats de 1588, III, 166. Edit de Poitiers, 1580. Reprise de la guerre civile, *id.* Edit d'union juillet 1588, 167. Vœux violents des trois ordres, 168, 169. Etats de 1614, III, 519. Situation en 1589, *id.* — Sous Henri IV, 520. Sa politique, traités de réunion, 521. Edit de Nantes (avril 1598), 522, 523. Comment il est accueilli, 524, 525. Le clergé en 1614 ne demande ni la guerre, ni la tolérance, 526. La noblesse et le tiers gardent le silence, 528. Résumé, 533. V. *Pacification (Édits de)*.

LIBERTÉ INDIVIDUELLE. — Interrogatoire du prisonnier dans les 24 heures de l'arrestation (T. 1614), IV, 61. Traité de Saint-Germain, 62, note 2. V. *Prisonniers, Prévôts des maréchaux, Prisons, Détention préventive*.

LIBRE OCTROI. — Substitué aux tailles par les Etats de Tours (1484), I, 481.

LIEUTENANTS de bailliage. — Leurs élections en 1493, I, 443. — Ne peuvent accepter une charge d'un seigneur, 444. Leur origine, 454. Leur autorité croissante. Abus réprimés, I, 454, 455. — Doivent être docteurs, 455. — Absorbent l'exercice des fonctions judiciaires, II, 144. Agés de 30 ans au moins, 471. Jugeant seuls avec deux avocats (N. 1614), IV, 30. Cette charge désirée par la noblesse en 1597, III, 319. V. *Baillis*.

LIGUE. — Son origine après la paix de Monsieur (1576), II, 299. Jacques d'Humières, gouverneur de Péronne, refuse de livrer cette place au prince de Condé. Déclaration qu'il fait signer aux catholiques de la province. Programme de la Ligue, 300. Elle veut dominer les élections et commander aux députés de Blois, 303, 307. Ses menées pour s'assurer d'avance le vote des députés, 308. Henri III s'efforce de lui obtenir de nombreuses adhésions, 342. Ne peut l'emporter aux Etats de 1576, II, 446, 449. Caractère de la Ligue en 1584. Un grand nombre de villes et de provinces entrent dans ses rangs, III, 83. Influence de ses chefs. Elle impose au roi la reprise de la guerre contre les huguenots (juillet 1585). — Origine du pouvoir des Seize, 84. La Ligue fait parvenir ses conditions au roi, à Chartres. Humble réponse de ce dernier, 86. Nouvelles conditions imposées par les ligueurs. Ils obtiennent tout, 88. Leurs manœuvres au moment des élections pour les Etats de Blois (1588). La Ligue triomphe partout, 90. Ses tendances pendant les Etats de

- Blois, III, 111. — Premiers symptômes de réaction contre la ligue dans Paris. Elle se divise, 219. V. *Etats de la Ligue*. Son attitude vis-à-vis de l'Eglise, III, 166, 171. Son esprit indépendant et frondeur vis-à-vis du concile, III, 156. — En 1588, les députés tout dévoués à la Ligue, 167. Edit d'union, 169. Caractère des passions religieuses sous la Ligue, 506. Réaction sous Henri IV, 507. Doctrine du régicide, 508.
- LIVOURNE. — Sert de refuge aux écumeurs de mer, IV, 132, 133.
- LOIRE (Trépas de). — Droit sur les bateaux descendant le fleuve, IV, 124. — Etabli en 1369 par Du Guesclin pour payer une rançon. — Subsistait en 1758, *note* 2.
- LOMBARDS. — Leurs biens saisis en 1353, donnés à la reine Blanche de Navarre, I, 113. Recouvrement des créances à eux dus, abus, mesures prises, 114.
- LONGEAC (De la). — Député de la noblesse aux Etats de Blois (1577), II, 348.
- LONGEAC (De). — Député de la noblesse aux Etats de Blois (1577), II, 348.
- LONGJUMEAU (Paix de), 23 mars 1568, II, 300, *note*.
- LORRAINE (Duc de). — Envoie des ambassadeurs aux Etats de Tours pour se plaindre de la politique de Louis XI, I, 370.
- LORRAINE (Charles de Guise, cardinal de). — Président du clergé aux Etats de 1558. — Répond au roi, II, 4. Peu aimé à cause de sa sévérité. Il fait un rapport sur les affaires de l'Etat à l'assemblée de Fontainebleau (1560), 13. Il est forcé de se montrer modéré, 17. Sa joie en apprenant l'arrestation du prince de Condé, 22, *note* 1. Ses intrigues pour se faire nommer orateur des Etats, à Orléans, 41. Le clergé seul l'appuie. Il n'accepte pas, 42, *note*.
- LOUIS LE DÉBONNAIRE. — Décadence des assemblées sous son règne, I, 11, 12.
- LOUIS IX (Saint). — Caractère de son règne, I, 17. Son testament. Il multiplie les réunions de ses barons et de ses vassaux. Fait entrer les bourgeois dans son conseil, 18. Prépare admirablement les éléments qui devaient former les Etats Généraux, 19. Ses ordonnances, *note*. Proscrit la pluralité des bénéfices, II, 406, *note* 3. Ses ord. restrictives de la contrainte par corps, II, 186. Défend le combat judiciaire dans ses domaines, I, 105. Ordonne un nouvel examen (appel), I, 106; donne au conseil du roi la connaissance des appels, I, 107; le compose de légistes, I, 108. V. *Conseil du roi*. Saint Louis et les guerres privées : la *Quarantaine le Roy*, I, 133.
- LOUIS X LE HUTIN. — Reconnaît la nécessité du consentement des Etats pour la levée des impôts, I, 29.
- LOUIS XI. — Prend part à la Praguerie, dans sa jeunesse. Ligue du *Bien public*, I, 341. Il subit le traité de Conflans, 342. Reprend le duché de Normandie. Il est menacé par une coalition, 343. Convoque les Etats Généraux. Habilité de cette conduite, 344. V. *Etats Généraux*. Il promet une série de réformes, 350. Sa politique. Sa passion dominante s'accorde avec celle de la nation. Il poursuit l'abaissement de la noblesse, 353, 354. Situation du royaume après sa mort (1483) 355. Il révoque la pragmatique sanction, 423. Elévation progressive de la taille sous son règne, 475. Cruautés commises pour la perception des gabelles, 498.

LOUIS XII. — D'abord duc d'Orléans. Chargé par Anne de Beaujeu du gouvernement de l'Ile-de-France, I, 357. Lutte contre l'influence des Beaujeu, 368. — Réclame la convocation des Etats en 1484, 403. Son discours au parlement de Paris. Le parlement refuse de se joindre à lui, 404. La présidence du conseil lui est dévolue par les Etats, 417. Il dispute à Anne de Beaujeu l'éducation et la garde de Charles VIII, 418. Intrigues de ses partisans auprès des Etats, 419. L'impôt annuel sous son règne, 495. Il ordonne une révision de tous les péages, empêche la création de nouvelles taxes, 514. Heureux débuts de son règne : il fait remise du droit de joyeux avènement et réduit les tailles, 547. Ses réformes réalisent la plupart des vœux émis par les Etats de Tours, 548. Difficultés politiques qu'il rencontre. Il entre en négociations avec le roi d'Aragon. Promet sa fille Claude à Charles d'Autriche. Confirme par de nouveaux traités ce désastreux engagement, 549. Il découvre l'étendue de sa faute. Son testament. La nouvelle du traité soulève en France les plus vives alarmes. Assemblées spontanées entre la noblesse et dans les principales villes pour chercher les moyens de prévenir ce mal, 550. Le roi convoque les Etats à Tours (10 mai 1506), 551. V. *États Généraux* sous Louis XII. Caractère de son règne, 556. — Son opinion sur la liberté du théâtre, II, 34. Les Etats d'Orléans demandent le retour au nombre d'officiers qui existaient sous —, II, 135, 244. Réduction de la taille au chiffre levé sous —, II, 52 (T. 1588),

III, 193. Même vœu aux Etats de la Ligue, 255. Simplicité de sa cour rappelée en 1576, III, 48. Regretté pendant tout le seizième siècle, IV, 260, 261.

LOUIS XIII. — Né en 1601. — Majeur en sept. 1614. Lit de justice, 2 octobre, III, 331. Son mariage avec Anne d'Autriche, 394. Opinion des Etats, 395, 396. V. *États Généraux* de 1614. — Fait assassiner Concini, 411. Arrive à Rouen pour l'assemblée des notables, 24 nov. 1617. Préside la séance solennelle, 413. Revient à Paris, y ramène les notables, 427. — Ouvre l'assemblée des notables de 1626, III, 433. Chasse à Versailles où il fait bâtir une médiocre habitation, 440, 441.

LUX (Edme de Malain, baron de). — Assiste à une entrevue des députés des Etats de Blois avec le roi (27 novembre 1588), III, 119.

LUXEMBOURG (Pierre de), évêque de Téroüenne et du Mans, cardinal (1519). Envoyé par le comte de Dunois et les princes à la commission des trente-six (1484), I, 369.

LUXEMBOURG (Palais du). — Construit en 1614 par Marie de Médicis, à l'aide du produit des ventes d'offices, III, 392.

LUYNES (Charles d'Albert, duc de). — Fait assembler les notables, III, 412. Vent qu'ils se réunissent à Rouen, 414.

LYON (*Foires de*). V. *Foires*.

LYON (Douane de). — Son origine. Son but, II, 253, *note*. Adjudgée à un Italien malgré le corps de ville, III, 32, *note*.

LYON (Assemblée tenue à). — Par Charles VIII (1494), afin d'obtenir des subsides pour la guerre d'Italie, I, 561. V. *États Généraux* sous Charles VIII.

M

- MACON** (Josseran de). — Partisan d'Etienne Marcel. Jeté en prison, puis exécuté, I, 81, *note*.
- MAGICIENS**. — Se multiplient au seizième siècle, II, 453. V. *Astrologues*.
- MAGISTRATS** (Choix des). — Aux Etats de Tours, I, 434, 437. — Aux Etats d'Orléans, II, 116. — En 1576, 462. — En 1588; III, 173. — En 1614, IV, 12. V. *l'égalité des charges*, *Elections des juges*.
- MAGNAC** (Antoine de Neufville, baron de). — Député de la Haute-Marche aux Etats de Blois (1588). Nommé président de la noblesse, III, 92.
- MAI** (Champ de). — Assemblées générales sous les rois mérovingiens, I, 6.
- MAILLOTINS** (Emente des). — Sous Charles VI, I, 245.
- MAINEVILLE** (De). — Député de la noblesse aux Etats de Blois (1577), II, 348.
- MAINTENON** (Louis d'Angennes, marquis de). — Né en 1536. — Excite la noblesse à demander la guerre contre le duc de Savoie (nov. 1588), III, 115.
- MAIRES**. — Participent à l'élection des juges, II, 121, 468. Leur juridiction de police, 217, restreinte, vainement défendue par le tiers, 528. Charges enviées par la noblesse en 1614, IV, 150. — assistent aux revues, 168. Doivent s'entendre avec les officiers pour le logement des troupes, 172.
- MAISON DU ROI**. — Dépenses en 1484, I, 480. Dépenses en 1560; insistance du tiers, II, 224; réduction promise, II, 50. L'Hospital annonce qu'elle est réduite, 52, 225. Doléances à Pontoise, 244. Son budget en 1576, III, 21, 22. Mesures de police en 1570, renouvelées en 1579, III, 48, 49.
- MAISONS DES PRINCES**. — Ruinées par les désordres des officiers, I, 128. Réduction; paiement comptant, 128. Mesures de police en 1570, renouvelées en 1579, III, 48, 49.
- Maistre** (Le). V. *Le Maistre*.
- MAITRES DES REQUÊTES**. — Près le parlement. — Multipliés par les édits bursaux; ceux de province supprimés, ceux de Paris réduits, II, 136.
- MAÎTRES DES REQUÊTES**. — Chargés de l'inspection supérieure; leurs chevauchées régulières demandées à Orléans. Le tiers voulait leur donner le droit de convoquer les Etats de bailliage, II, 146. Leurs tournées demandées en 1576, et rétablies, 490. Proposition du roi en 1617, IV, 24. Crainte des magistrats; intendants de justice et de police, 25, III, 418. Chevauchées, notables, 1617, 426. — Chargés de reviser la liste des taillables, IV, 101.
- MAÎTRISE** (Lettres de). — Créées par la royauté pour s'opposer aux monopoles. Leurs abus, II, 258. Les Etats d'Orléans s'en préoccupent. Ils demandent l'impression des statuts de métiers, 259. Plaintes contre celles accordées par Henri IV; liberté de l'industrie, IV, 137.
- Malain* (Edme de). V. *Lux*.
- Marc d'argent*. V. *Monnaies*.
- MARCEL** (Etienne). — Prévôt des marchands de la ville de Paris. — Président du tiers aux Etats Généraux de 1355, I, 35; — Et à ceux du 17 oct. 1356, 45. —

- Demande au comte d'Anjou le retrait de l'ordonnance sur les monnaies. — Se fait appuyer par l'émeute. — Négocie avec le dauphin, I, 61. — Obtient de lui une nouvelle convocation des Etats, 62. — Multiplie ses exigences, 63. — S'associe au discours prononcé par Robert Le Coq, évêque de Laon, aux Etats Généraux de fév. 1357, 65. Son influence décline. Ses partisans l'abandonnent peu à peu, 70. — Parvient à faire réunir de nouveau les Etats, 71. — Fait appel aux plus mauvaises passions populaires, 75. — Foment une émeute qui envahit le Louvre, 76. — Accepte l'alliance avec les paysans soulevés, 79. Il est tué au moment où il allait faire proclamer Charles de Navarre roi de France (1^{er} août 1358). Joie du peuple. Caractères de la révolution excitée par Marcel, 80. Ses projets avoués par ses amis pendant leur procès, 81, *note*.
- MARCEL. — Intendant des finances sous Henri III, III, 121.
- MARCHANDS DE L'EAU, à Paris. — Ont le monopole du transport par la Seine de Paris à Mantes, I, 505.
- Marchands étrangers. V. Commerce, Étrangers.*
- MARCHÉ A TERME. — Interdi en 1560, II, 188, 189, 548. V. *Mohatra*.
- MARCK (Françoise de la). — Tuée par son mari, René de Villequier, II, 331, *note*.
- MARÉCHAUSSÉE. V. *Prévôts des maréchaux*.
- MARÉCHAUX. — Chargés, sous Charles V, de surveiller les revues, I, 226. Le connétable leur délègue la juridiction militaire, II, 283, *note*. La noblesse en 1560 veut les faire juges des questions d'honneur, II, 147. Quatre seulement, IV, 166.
- MARETS (Jean des). — Avocat général au parlement, I, 244.
- MARGUILLIERS. — Projet ajourné aux Etats d'Orléans, II, 103. — Administrent le revenu des fabriques; jalousie des curés, 426. Leurs comptes sont rendus aux évêques, 426. Réparations des églises, comptes, III, 484, 485.
- MARIAGES. — Affranchis de toute redevance forcée, II, 99. Dons volontaires permis, 424. Les nullités sont de la compétence ecclésiastique, 440, 536. Actes de —, 532, 533. — Clandestins; publication des bans, 536. Consentement des parents, 537. Témoins. Concile de Trente, 537. Contrats de —, IV, 73. V. *Femmes (Droits des)*. — Forcés des filles de vassaux, III, 57. Nouvelles plaintes en 1614, IV, 147, 148. V. *Rapt*.
- MARIANA (Jean). — Jésuite. — Son livre autorisant le régicide, III, 509. Sa doctrine condamnée par le général de l'ordre, 510.
- MARIE DE MÉDICIS. — Corruptions et désordres de la régence, III, 327. — Est entourée de courtisans, traite avec Condé, 328. — Persiste à convoquer les Etats, 329. — Remet le pouvoir à son fils majeur, 331. — Continue l'administration des affaires, 332. — Interdit aux Etats de rédiger des articles généraux, III, 337. V. *Etats Généraux de 1614*. — Vend des offices, emploie le prix à la construction du Luxembourg, III, 392.
- MARIE STUART. — Femme de François II. — Assiste à l'assemblée des notables de Fontainebleau (1560), II, 13.
- MARIGNY (Enguerrand de). — Assiste aux Etats Généraux de Paris (1314), I, 25.
- MARILLAC (Charles de) (1510-1560). — Archevêque de Vienne. Son discours à l'assemblée des notables de Fontainebleau (1560).

- Son autorité, II, 15 *et note* 2. Sa harangue contient le programme des catholiques mécontents, 16.
- MARILLAC (Michel de). — Garde des sceaux. — Etant maître des requêtes, se rend à Rouen pour solliciter le parlement, IV, 17, *note*. Son discours à l'ouverture de l'assemblée de notables, 1626, III, 433 à 437. — Reçoit de Richelieu l'ordre de dépouiller les vœux et de préparer l'ordonnance, 449. Mauvaise volonté du parlement, enregistrement forcé du *Code Michaud*, 450.
- MARINE. — Budget de la marine en 1576, III, 22. Sa situation en 1626, influence de Richelieu, III, 435. Projet de l'amiral de Montmorency, en 1614, pour surveiller les côtes de l'Océan, IV, 134. Les nobles veulent s'attribuer les charges de capitaine, 135, 150.
- MARLE (Henri de). — Chancelier. — Privé, par l'ordonnance de 1413, du revenu qu'il prélevait sur la recette de Paris, I, 284, *note*.
- MARLE (M. de). — Chargé de diverses missions par le roi pendant les Etats de Blois (1588), III, 119, 127, 132, 138.
- MARQUES DE FABRIQUE. — Le tiers veut poursuivre les fausses, IV, 130.
- MARQUE et contremarque (Lettres de). — La noblesse aux Etats d'Orléans demande leur suppression, II, 254, *note*. — Se multiplient sous la régence, doléances du tiers, IV, 133, 134.
- MARS (Champ de). — Assemblées générales sous les rois mérovingiens, I, 6.
- MARSEILLE. — Privilège d'arrêter en mer tout navire chargé de blés. Confirmation demandée en 1588, III, 205. Les pirates sous Henri IV, 314.
- Marteau (*La Chapelle*). V. *Chapelle-Marteau*.
- MASSÉLIN (Jehan). — Chanoine de Rouen. Député du bailliage de Rouen aux Etats de Tours (1484), I, 360, *et note*. — Envoyé aux Montils-les-Tours pour sonder les dispositions des princes, 373. — Mandé au conseil du roi pour discuter les vœux contenus dans les cahiers; on l'empêche de prendre part à la délibération, 376. Il rend compte aux Etats de son voyage, 377. Son discours sur les finances et l'état militaire, 380. Autre harangue au sujet de l'impôt, 381. Il prononce encore un discours à la séance royale du 28 février, 388. Son accord avec Philippe Pot sur la question du conseil du roi est complet. Il est nommé membre de ce conseil par les députés normands, 415. Blâme sévèrement la conduite des gens de finance, 482.
- MATIGNON (Jacques de Goyon, comte de) (1525-1597). — Préside une des trois chambres de l'assemblée des notables de Rouen (1596), III, 265.
- MAXIMILIEN I, empereur. — Héritier du duc de Bourgogne, il revendique la ville de Douai, I, 527 *et note*.
- MAYENNE (Charles de Lorraine, duc de) (1554-1611). — Deuxième fils de François de Guise. — Commande l'armée royale en Dauphiné (nov. 1588), III, 115. — Chef de la Ligue après le meurtre du duc de Guise, son frère. — Maître de Paris. — Nommé lieutenant général du royaume *en attendant les Etats*, 218. V. *Etats de la Ligue*.
- MAYENNE (Henri de Lorraine, duc de). — Fils du précédent. — Se joint à la révolte de Condé, en 1614, III, 328.
- MÉCONTENTS (Parti des). — Faction opposée à celle des Guise, sous François II, II, 10. Son programme, 301.

- Médicis. V. Catherine de Médicis, Marie de Médicis.*
- Melun-sur-Yèvre. V. États Généraux sous Charles VII.*
- MELUN-SUR-YÈVRE** (Coutumes de). — Rédigées en 1481, I, 461, *note* 3.
- Melun (Jean de). V. Tancarville.*
- MÉNAGER.** — Général des finances du Languedoc. — Envoyé en ambassade au roi de Navarre (1576), II, 326, *note*.
- MENDOZA** (Don Inigo de). — S'efforce de démontrer que la loi salique n'est pas une loi fondamentale, III, 235.
- MÉNIPÉE** (Satire). — Son influence à la fin des Etats de la Ligue (1593) III, 250.
- MERCIER** (Denis le). — Chancelier du duc d'Orléans, depuis Louis XII. Son discours au parlement pour demander la convocation des Etats au nom des princes (1484), I, 404.
- MERCURIALES.** — Créées sous Louis XII; réorganisées à Moulins, II, 488. Extension demandée en 1576. Transmission au chancelier. Étendue à toutes les juridictions, 489. — Du mercredi 26 juin 1577: *Celosì*, 457. — En 1588, III, 175. Leur rétablissement demandé en 1614. Leur objet défini en 1619, IV, 26.
- MERS.** — Sécurité réclamée en 1576, III, 36. Leur état au commencement du dix-septième siècle. Impunité des pirates, IV, 132. Grotius publie la *Liberté des mers*, 132, *note*. Six ans après, le tiers veut que la mer soit rendue libre, 133. Sécurité réclamée en 1617, III, 420. Même vœu en 1626, 446.
- MESCHINEAU** (Jean). — Poète (1420-1491). — Député aux Etats de Tours (1484), I, 361, *note*.
- MESMES.** Le président de). — Lieutenant civil et député de Paris. — Envoyé par le tiers auprès des deux autres ordres, III, 345. — Dit que l'Eglise est l'aînée, la noblesse puînée et le tiers cadet, 345, 346. Propos qu'il entend en sortant du Louvre, 348, 349. Procès-verbal d'arrestation de l'imprimeur de l'arrêt, 370, *note*.
- MESSES.** — Prêtres mendiants vivant du produit des —, II, 94. Leur célébration affranchie de toute redevance forcée, 99. Les tavernes seront fermées pendant la —, 454, 455. Défense de troubler en se promenant dans les églises, 455. Leur rétablissement dans les villes protestantes, III, 452.
- Métiers. V. Corporations.*
- MILICES NATIONALES.** — Créées dans certaines villes. — Donnent naissance au *guet*, II, 281, *note*.
- Militaire (Administration). V. Administration militaire.*
- MINES.** — Sur le vœu du tiers; leur exploitation est encouragée, IV, 138.
- MINEURS.** — Précautions prises contre les tuteurs. — Mis sous la protection du ministère public, II, 178. En cas de dol, requête civile, 520. Action en rescision contre le tuteur, IV, 69. Prescription de dix ans, 70, 78. Répétition des sommes perdues au jeu, IV, 80.
- MINISTÈRE PUBLIC.** — Son origine précise inconnue; serment en 1355, I, 128 et *note* 1. — Son irresponsabilité, I, 221, 222 et *note* 1, II, 170. Accroissement de son influence, II, 168. V. *Procureurs du roi*. — Défenseur du tiers état, II, 265. — Protecteur des mineurs, 178. Action d'office, action domaniale, 486. — Confondu à l'origine avec le barreau, 478, 522. Information d'office contre les abus seigneuriaux, IV, 147. V. *Action publique*.
- MIXOTÉ.** — Son terme variable

- suivant les coutumes, 25 ans, 20 ans, IV, 70.
- MIRAMBEAU (Seigneur de). — Délégué de la noblesse de Saintonge en 1576, II, 319
- MIRON (François). — Prévôt des marchands sous Henri IV, s'occupe des embellissements de Paris, mort en 1609, III, 333, *note* 1.
- MIRON (Robert). — prévôt des marchands, frère du précédent, président du tiers aux Etats de 1614, III, 333. Cité, 350, 354, 357. — Répond au cardinal du Perron, 362. — Explique au roi le retard des cahiers, 367. — Reçoit les ordres du roi, 371. — Enlève le vote du tiers, 372. — Court au Louvre porter le résultat, 373. — Communique les états de finance, 377. — Devenu l'organe du pouvoir auprès des Etats, 387. — Orateur du tiers à la séance de clôture, 400. — Accuse la noblesse, 401. — Parle des souffrances du peuple, 401, 402. — Fait appel au pouvoir absolu pour le défendre, 403. — Refuse de demander le droit de siéger, 406. — Appelé pour la dernière fois au Louvre, 24 mars, 408.
- MOHATRA. — Sorte de marché à terme interdit, II, 188, 189, 548.
- MOLÉ (Edouard) (1558-1614). — — Contraint en 1589 d'accepter le poste de procureur général. — Ennemi des factieux. — Envoyé par le parlement auprès du duc de Mayenne pour le prier de traiter, III, 219 *et note*. Il proteste contre les propositions de Philippe II communiquées aux Etats de la Ligue (28 mai 1593), 234.
- MOLÉ (Mathieu), — procureur général au parlement, apporte aux notables (1626) les propositions financières, III, 441.
- Monastères. V. *Couvents, Chefs d'ordre, Discipline, Evêques.*
- MONÉAGE. — Aide payée au duc de Normandie, au quatorzième siècle, pour obtenir qu'il ne fasse pas changer la monnaie, I, 159.
- MONNAIES. — La question de leur uniformité paraît avoir préoccupé les Etats Généraux de 1321, I, 28. Leur avilissement successif, 33. Le roi Jean et le dauphin Charles les affaiblissent encore, 60. — Elles sont altérées par les Etats eux-mêmes (fév. 1358), 74. Sous Philippe de Valois et le roi Jean, le désordre des monnaies arrive à son comble. Nature des opérations frauduleuses de la royauté, 156. Corporations des monnayeurs. Différences. Trouble profond dans les transactions causé par l'instabilité de la monnaie, 157 *et note*. Défenses de compter autrement qu'à sols et à livres, 158 *et note*. Les variations provoquent les spéculations des magistrats et des officiers, I, 122, 123. Certaines provinces rachètent moyennant une aide le *monéage*. La perturbation des monnaies indigne également les trois ordres. Doléances du tiers état en 1355, 159. Le roi s'engage à faire une bonne monnaie (Ord. du 30 déc. 1355), 160 *et note*. Les surintendants élus sont chargés de contrôler les monnaies. — Promesse du roi. — Serment de ses grands officiers, 161. — Amnistie accordée à tous ceux qui avaient contrevenu aux ordonnances sur les monnaies. Suppression des *coupeurs de monnaies*, 162. Exécution de l'ordonnance : le roi Jean fait frapper une bonne monnaie (janv. 1356), 163. Influence directe des députés sur les décisions royales, 164. Nouvelle altération des monnaies dès le mois d'août 1356, 165. Irritation des députés en mars 1357.

- Ils obtiennent pour un an le droit de réglementer les monnaies, I, 166. Ils ordonnent eux-mêmes l'émission d'une monnaie affaiblie (fév. 1358). Probité plus scrupuleuse des États de Compiègne, 167. Nouvel avilissement des monnaies (mai 1359). Le dauphin s'en excuse. Réaction définitive contre ces désordres. Elle coïncide avec le retour du roi, 168. Institution de deux réformateurs généraux sur le fait des monnaies. Ordonnance qui élève le marc à cinq livres, 169. Il se maintient à ce taux pendant tout le règne de Charles V, 170. Tableau du prix du marc d'argent, indiquant la variation des monnaies dans la seconde moitié du quatorzième siècle, 171. Stabilité de la monnaie durant le règne de Charles V. Le traité de paix de Brétigny assure la fixité absolue du titre, 209. Démonétisation des pièces d'argent sous Charles VI. Les États de 1420 votent des impôts considérables sur la promesse d'une bonne monnaie, 301. Charles VII recourt, au début de son règne, à l'affaiblissement des monnaies. Protestation des États du Languedoc (mai 1423), 307.
- MONNAIES** (Corporation des). — Puissante sous le roi Jean, et protégée par de nombreux privilèges, I, 157.
- Monopoles (Abolition des)*. V. *Commerce*.
- MONTAIGNE** (Michel de) (1533-1592). — Assiste aux États de Blois (1588), mais non en qualité de député, III, 90, *note* 2. Son opinion sur les prodigalités royales, III, 17, *note*.
- MONTAIGNE** (Raymond de). — Lieutenant général de la sénéchaussée de Saintonge, expose en 1614 la misère du peuple devant le roi, III, 354.
- MONTARGIS** (Bailli de). — Reçoit des lettres de Charles VIII sur la rédaction des coutumes du Lorrain, I, 463.
- MONTBAZON** (Hercule de Rohan, duc de). — Nommé président de l'assemblée de Rouen (1617), III, 415.
- MONT-DE-PIÉTÉ**. — Proposé en 1614 par la noblesse, refusé par le tiers, III, 381.
- MONTES** (M. de). — Député du Dauphiné aux États de Blois (1588). — Réclame des renforts pour cette province, III, 108.
- MONTMOLOX** (François de). — Nommé garde des sceaux par Henri III (1588), III, 91. Son discours à l'ouverture des États de Blois, 102. — Envoyé en députation par le roi pour demander des subsides, 142. Son discours sur la longueur des procédures, III, 181. Sur la fréquence des duels, 186, 187.
- MONTLUC** (Jean de) (1508-1579). — Evêque de Valence. — Accusé d'entretenir des relations avec les calvinistes. Son discours à l'assemblée des notables de Fontainebleau (1560), II, 15.
- MONTMORENCY** (Guillaume, sire de). — Député aux États de Tours. — Nommé par l'ancien conseil membre du conseil du roi, I, 421.
- MONTMORENCY** (Anne de). — Connétable de France. — La noblesse se groupe autour de lui, II, 10. Il assiste à l'assemblée des notables de Fontainebleau, 12. Sa lettre au prince de Condé, 19, *note*. — Fait partie du *triumvirat*, avec le duc de Guise et le maréchal de Saint-André, 56.
- MONTMORENCY** (Henri, duc de). — Fils du précédent. — Porte le nom de maréchal de Damville. Les États de Blois lui envoient une ambassade, II, 326. Ambassadeurs choisis, *note*. Il les reçoit avec de grandes démonstrations

- d'amitié. Tableau qu'il leur trace de la situation du Languedoc, II, 368. — Connétable sous Henri IV. Mort en 1614, IV, 166.
- MONTMORENCY (Henri de) (1595-1633). — Amiral de France en 1612. Son projet pour surveiller les côtes de l'Océan, IV, 134.
- MONTMORENCY-BOUDEVILLE (François de). — Avait eu vingt et un duels. — Se bat en 1627, place Royale. — Condamné à mort. — Exécuté, IV, 163.
- MONTMORIN (M. de). — Envoyé en ambassade au prince de Condé (1576), II, 326, *note*.
- MONTPELLIER. — Les Etats du Languedoc s'y réunissent en mai 1424, I, 307.
- MONTPEISIER (Louis II de Bourbon, duc de) (1513-1582). — Chargé par Henri III d'une mission auprès du roi de Navarre, II, 364 et *note*. Discours qu'il prononce aux Etats de Blois (28 févr. 1577) au retour de son voyage, 369. Il conjure les députés de demander la paix, 370.
- MONTPEISIER (Henri de Bourbon, duc de) (1563-1608). — Préside une des trois chambres de l'Assemblée des notables de Rouen (1596), III, 264.
- MOREAU (Raoul). — Trésorier de l'épargne en 1560. Fait un état des recettes et dépenses, II, 223.
- MORNAY (Philippe du Plessis-). — S'occupe activement des élections de 1576; il est nommé par l'accord des catholiques et des huguenots, II, 306. Fait partie de l'assemblée des notables en 1617; son opinion sur les résultats de la session, III, 428. — Le Français cesse difficilement d'être soldat, III, 63.
- MORNAY (Mme du Plessis-). — Son opinion sur le but de la Ligue, au moment de la convocation des Etats de Blois, II, 304, *note*.
- MOROSINI. — Cardinal légat du saint siège en 1588, III, 156. — Sollicite la réception du concile, 156.
- MORTIER (M. du). — Président du tiers aux Etats de 1558, — Répond au roi, II, 4.
- MORVILLIER (Jean de) (1506-1577), évêque d'Orléans, garde des sceaux. — Fait partie du conseil du roi (24 janvier 1577), II, 343. — Obtient du clergé un nouvel examen de sa proposition d'entretenir cinq mille hommes, 347. Sa démarche auprès du tiers n'obtient pas de succès, 350. — Se rend de nouveau au sein des Etats pour y exposer les volontés du roi, 364. Sa lettre sur l'examen des finances, III, 4.
- MOTIFS DES ARRÊTS ET JUGEMENTS. — Demandés par la noblesse aux Etats d'Orléans, II, 158. La faculté de motiver laissée à la religion des juges, 158. En 1614, le tiers demande qu'ils soient donnés sur les points du droit, IV, 49, 86.
- MOULINS (Ordonnance de). — 1566, II, 67.
- MOUTURE (droit de). — Plaintes du tiers en 1614. Nécessité du titre, IV, 147.
- MUNICIPALE (Administration). — Le pouvoir royal tente de le restreindre, II, 216. Vœux contraires du tiers : échevins élus, 217. Justice élective, 218. Embellissement des villes, 219. Saillies; alignement, 219, 220. Construction des façades, 220; assainissement; métiers infects logés hors les villes, 220, 221. Octrois, III, 199, en 1614. Election doit remplacer vénalité, IV, 95. Extension des usages de Paris, délibération des corps de ville, 96. Juridiction de police, 96, 97. Impositions, 97. Droit pour les villes de s'imposer elles-mêmes, 97.

N

NANTES (Edit de). — rendu en avril 1598, III, 522. — Contient deux parties d'inégale valeur : tolérance religieuse et droits politiques, 524. Surprise des catholiques, *id.* Silence du clergé, 525.

NASSAU (Guillaume de), dit *le Taciturne*, prince d'Orange. — Mis au ban de l'Europe par Philippe II, assassiné en 1584, III, 508.

NATURALISATION. — Ne peut être accordée à un prélat, II, 397. — En 1576, ses abus. — Après dix ans de séjour, 537, 538. Doléances infructueuses, 538, 539. — Des ouvriers étrangers depuis trois ans en France, III, 310.

NEMOURS (Charles-Emmanuel de Savoie, duc de). — Frère utérin du duc de Guise. — Prétendant à la couronne de France (janv. 1593, III, 220).

NESLE (Jean de). — Chancelier de Guyenne. — Son discours aux Etats Généraux (1413), I, 255.

Neufville (*Antoine de*). V. *Magnac*.

Neufville (*Nicolas de*). V. *Villeroy*.

NEUILLY (Le président de). — Délégué aux Etats de Blois (1588). — S'occupe de la question financière. Chargé de porter à la connaissance du roi l'inexactitude des états fournis aux députés. Mandé par la reine mère, III, 117. Arrêté par ordre du roi (23 déc.), 139.

NEVERS (Duc de). — Président de la noblesse aux Etats de 1558. — Répond au roi, II, 4.

NEVERS (Louis de Gonzague, duc de). — Acharné contre les huguenots. Ses Mémoires, II, 324 *et note*. Son avis dans le conseil du roi (24 janvier 1577) : il se

prononce pour la guerre contre les protestants, 343. Envoyé vers l'assemblée de la noblesse, il la fait consentir à servir pendant six mois, 348. Ses efforts pour amener les députés du Nivernais à voter des subsides, 373. — Commande l'armée de Poitou et de Guyenne, III, 132, *note*. Son journal cité : II, 307, 313, 320, 332, 342, 343, 347, 359, 369, 373.

NICOLAI (Antoine de). — Premier président de la Chambre des comptes. — Se rend de la part du roi aux Etats de Blois (1576). — Fait un sombre tableau de la situation financière, II, 327. — Assiste au conseil du roi (24 janv. 1577), 343. — Remet à la commission du clergé les documents, III, 19.

NOBLESSE. — S'oppose à la création de l'armée et à l'établissement de la taille permanente sous Charles VII. La praguerie. Remontrances de l'assemblée de Nevers (1441), I, 337. Abaissement de la noblesse sous Louis XI, 353. Réaction contre la politique de ce prince. Causes de la brièveté du cahier de la noblesse aux Etats de Tours (1484), 517. Elle se plaint des charges que fait peser sur elle le service militaire. Son appauvrissement. Elle obtient l'abolition du service gratuit, 518. — Demande le droit de réunir ses vassaux sans l'intermédiaire du bailli royal. Cette requête ne lui est pas accordée, 519. Elle obtient la franchise du droit de chasse. Défense aux veneurs du roi de chasser dans les forêts et domaines des gentilshommes, 520.

Les nobles cherchent à reconquérir leur fortune territoriale. Faculté de rachat malgré les péremptions, I, 521. V. *Retrait féodal*. Ils s'efforcent avant tout de se rapprocher de la personne du roi. Sollicitent le commandement des forteresses, 522. Charles VIII, au moment de la guerre d'Italie, leur donne satisfaction. La situation de la noblesse se modifie : de noblesse féodale elle devient noblesse militaire, 523. Aux Etats d'Orléans. Situation de la noblesse en 1560. Elle s'efforce de résister au courant qui l'éloigne sans cesse du passé, II, 261. Accusations portées contre elle par le tiers état. Les corvées et droits seigneuriaux font l'objet de ces doléances, 262. Le clergé s'en plaint également. Ils obtiennent la vérification des droits seigneuriaux, 263. Violences personnelles des seigneurs. Mariages forcés. Affranchissement du vassal demandé par les députés, 264. L'ordonnance d'Orléans met sous la protection des juges royaux tous ceux qui sont opprimés par la noblesse, 265. La justice protectrice des droits du tiers état, 266. Attaques des seigneurs contre la propriété privée. — Ils sont rendus civilement responsables, 267. La noblesse défend ses privilèges, 268. V. *Chasse (Droit de)*. Son ignorance est une des causes de ses violences, 271. Le tiers état supplie le roi de faire instruire les gentilshommes, 272. Il obtient que l'instruction soit donnée aux pages du roi et aux pages des seigneurs. Les gentilshommes briguent les charges de cour, 273. Pour multiplier les faveurs, ils critiquent vivement le cumul des charges. Vives attaques de la noblesse contre les usurpations de titres, 274. Le tiers état

se joint à elle pour demander une révision. Il obtient que les usurpateurs soient frappés d'une amende, 275. Professions interdites aux nobles. Leurs efforts pour reconstituer leur fortune, 276. Rachat des biens vendus. Le chancelier refuse de modifier les conventions privées, 277. Ce que le tiers état veut laisser aux seigneurs, 278. Situation de la noblesse à la fin des Etats d'Orléans, 279. Etats de 1576, III, 41, sa situation, 41, 42, *Rapports avec le pouvoir royal*, 42. Privilèges, anoblissements, vénalité, 43, syndics, 44. Elle se tourne vers les charges publiques, 45. — Absorbe les fonctions militaires, 46. Les nobles à la cour, 47. Cumul des charges, 49. *Rapports des seigneurs avec leurs vassaux*, 50. Droits féodaux : titre, 50, 51. Usurpation des propriétés, 52. Abus, prises, 53. Inviolabilité du domicile, 54. Villages ravagés, 55. Arbitrages forcés, 56. Mariages forcés, 57. Duels, 59. Chasse, 60. — Etats de 1588, III, 207. *Rapports avec le roi*. Privilèges ; usurpation de noblesse, 207. Fonctions publiques souhaitées, 208 ; gouverneur, armée, 209. *Rapports des seigneurs avec leurs vassaux* : droits seigneuriaux, résistance, 210. Violences avouées par les nobles, 211. En 1597 ; anoblissements, III, 316, privilèges, 317. Monopole des fonctions publiques, 319. Pages, 320. Inaction et ambition, 320. Démolition des forteresses, 321. — En 1614. Sa haine contre les gens de justice, III, 340. Premier conflit avec le tiers à l'occasion du langage de Savaron, 343. Son indignation contre la fraternité des ordres. Discours de Senecey, 347, 348. Ses vœux en 1614, IV, 140. Divisée en deux groupes, 141. *Privilèges no*

bilaires. Confirmation, IV, 141. Usurpations, syndics, 142. Abus des anoblissements, 142, 143. Titres honorifiques, 144. Situation politique de la noblesse, 145. *Rapports des seigneurs avec leurs vassaux*, 145. Abus de pouvoir, 146. Droits seigneuriaux, 146, 147. Mariages forcés, 147. Aides du seigneur, 148. *Rapports avec le roi*, 149. Monopole de certaines fonctions, 150. Sa pauvreté, 151. Veut relever les baillis, 152. Pages, colléges militaires, 153. Droit de faire le commerce, 155. Esprit d'indépendance, 156. Rasement des forteresses, 157, 158. Défense des amas d'armes, 160. Duels, 161. Sévérité de Richelieu, 163. En 1626 : cahier présenté au roi, III, 447. Ambition de la noblesse, 447. — Voudrait se transformer en une vaste hiérarchie militaire, 448. Résumé général, IV, 274. — Sous Charles VI, aux États de Tours, 275. — Au seizième siècle, 276. Son ambition, 276, 277. Henri IV et Richelieu, 277. Sa tentative pour réunir les États en 1651, 278, *note*. Sa responsabilité dans l'insuccès des États. Résumé de son attitude, 285, 286.

NOBLESSE (*Ses rapports avec la justice*). — Les baillis chargés de faire exécuter par les nobles les ordonnances du roi, I, 109. Elle se plaint en 1355 des empiétements de la justice, I, 109, 110. — Proteste contre les maîtres des eaux et forêts, I, 110. Toute immixtion dans la justice royale interdite, I, 444. Déclin de l'autorité des baillis, I, 454. — Perd son influence judiciaire, I, 455. — Aux États d'Orléans, participe à l'élection des baillis, sénéchaux et prévôts, II, 122. Défense aux juges de recevoir des gages des seigneurs, II, 126, 127. Tout don interdit, sauf

gibier, II, 127. — Met son droit de justice sur la même ligne que celui du roi, II, 140, 141. — Entendait constituer une juridiction pour chaque ordre, II, 147. — Résiste à l'exécution des arrêts, II, 166, 167. — Inquiète de la procédure secrète, II, 169, 170. Son attitude vis-à-vis du clergé à Orléans, II, 80, 112, 114, 115. Ses projets touchant la justice, 212. Résistance des seigneurs à l'exécution des arrêts, 517, IV, 51. — Défend la succession coutumière, édit des mères, III, 540. Effort en faveur des baillis. — Veut trois ordres de juridiction, III, 180, et le tiers des charges après l'abolition de la vénalité, IV, 6. — Défend la juridiction du conseil du roi, 36. Elle se plaint de la résistance des magistrats aux arrêts de justice, 52.

NOM. — Défense de substituer le nom de terre au nom de famille, IV, 143, *notes*. Ordonn. conforme, 144. V. *Usurpations de noblesse*. — Des bâtards, 144, 145.

NONCE. — Les notables (1626) veulent lui interdire toute communication avec les sujets du roi, III, 444.

NORMANDIE (Duché de). — Donné à titre héréditaire au duc de Berry par le traité de Conflans, I, 342. — Repris par Louis XI (21 janvier 1466), 343.

NORMANDIE (Province de). — Ses députés réclament à Tours le rétablissement de l'échiquier, I, 457. Il est rétabli par Louis XII, et pourvu de magistrats capables d'appliquer la coutume, I, 458. Rédaction de sa coutume de 1577 à 1587, II, 558, 559, III, 188, *notes*.

Normandie. — V. *Etats de Normandie*, *Parlement de Normandie*.

NOTABLES (Assemblées de). — Réunies à Paris en novembre 1380,

I, 240. Objet de cette assemblée, 242. Autre réunion de notables à Paris (1381). Ils accordent un droit de douze deniers sur toutes les marchandises, 244. Assemblée des notables à Compiègne (15 avril 1382.) Les députés refusent de voter l'aide, 246. Assemblée tenue à Paris en juillet 1411. L'Université y est appelée. Discours hardi du chancelier de Notre-Dame, 252, 253.

Assemblée de Fontainebleau (20 août 1560). Les notables sont choisis avec soin par les Guise, II, 12. Première séance (21 août). Discours du roi. Discours de la reine mère. Discours du chancelier. Rapports du duc de Guise et du cardinal de Lorraine sur l'administration. Nouvelle séance le 23, 13. L'amiral de Coligny présente au roi une requête des protestants de Normandie, 14. On reprend la délibération. Discours de Jean de Montluc, évêque de Valence; de Charles de Marillac, archevêque de Vienne, 15. Ce dernier trace le programme des catholiques mécontents. Il est fort désagréable aux Guise, 16. L'amiral de Coligny exprime les mêmes idées avec plus de véhémence. Réponse violente du duc de Guise. Le cardinal de Lorraine est forcé de se montrer modéré, 17. L'assemblée est unanimement favorable à une convocation d'Etats Généraux, 18. Caractère de cette assemblée, 19.

Assemblée des notables à Rouen, 1596. Impossibilité où se trouve Henri IV de réunir les Etats à son avènement. A la paix, il sent la nécessité de rétablir l'ordre dans les finances, III, 257. Il préfère aux Etats Généraux une assemblée de notables. Il les convoque à Compiègne pour le 31 août. Trace le programme des délibérations futures, 258. Rejette sur la prolongation de la

guerre civile l'impossibilité de réunir les Etats Généraux. — Reconnaît aux notables les mêmes droits qu'aux députés des Etats, en matière de finances, 259. — Fait appel à la noblesse pour s'opposer aux Espagnols; au clergé et au tiers état pour avoir les ressources nécessaires à la guerre. — Promet de nombreuses réformes, 260. — Se soumet d'avance aux décisions des notables. — Renonce au droit de désigner lui-même les notables. — Laisse leur nomination à chaque compagnie. Elections libres des députés, 261. Henri fixe à Rouen le lieu de leur réunion. Il s'établit lui-même dans cette ville dès le 14 octobre (1596) Composition de l'assemblée, 252. Séance d'ouverture (4 novembre). Discours du roi (texte exact), 263. Le chancelier Philippe de Cheverny expose longuement la situation du royaume. Le roi commande à Sully de communiquer aux notables tous les documents. Division en trois chambres, 264. Commencement des travaux de l'assemblée (8 novembre). Les notables consacrent tous leurs soins aux affaires financières. Ils établissent sous le nom de *pancarte* une taxe d'un sol pour livre sur les marchandises. Limitent sa durée à trois ans. Exigent la promesse de la réunion d'une nouvelle assemblée après ce délai, 265. Leur cahier de doléances sous le titre d'*avis au roi*. Ils veulent mettre l'administration royale en tutelle, 266. Division des dépenses : dépenses variables; dépenses fixes. Ils demandent la création, sous le nom de *Conseil de raison*, d'une commission suprême chargée de percevoir les impôts, 267. Le projet est soumis au roi (26 janvier). Tous les membres de son-

conseil l'engageant à le rejeter. Sully lui conseille de tenter l'épreuve, III, 268. Démarche de Henri IV pour faire renoncer l'assemblée à sa proposition. Il se décide à l'accepter. Constitution du conseil de raison (28 janvier). Les notables se séparent (29 janvier), 269. Résultats de l'assemblée de Rouen, 270. V. *Conseil de raison*.

Assemblée des notables à Rouen, (1617). Première pensée due à Luynes, III, 412. Lettres de convocation (4 octobre), 412. 413. Objet de l'assemblée, 413. Sa composition, 414. Séance d'ouverture, dispute de préséance, 415. Mode d'opiner, séances quotidiennes, 416. Propositions du roi, affaires ecclésiastiques, 417. Justice, 418. Economies, forteresses, 419. Sécurité des mers; commerce; pensions, 420. Exemption des tailles, conseil du roi, 421. Ministres, rôle des princes dans le conseil, 422. Conseil d'Etat et des finances, 423. Compétence, 425. Conseil privé, 426. Conseil de guerre, 426, 427. Remise au roi des réponses, 26 décembre. Les notables reviennent à Paris, 427. Dernière réunion des notables, 29 janvier 1618, 428. Mécontentement de ceux qu'atteignent les réformes, 429.

Assemblée des notables à Fontainebleau (septembre 1625), III, 432. Consultée au sujet des affaires de la Valteline, 432, *note*.

Assemblée des notables à Paris, (1626), III, 431. Ministère de

Richelieu, 431, 432. Convocation due à Richelieu, 432. Séance d'ouverture, 2 décembre, 432. Discours de Marillac, 433; économies, 434. Commerce et marine, 435. Armée, péculet, 436. Discours de Schomberg, 437. Discours de Richelieu, 437. Economies, finances, 438. Discours du premier président, 439. Première séance, 7 décembre, 439. Forme des délibérations, 440. Vote par tête, propositions financières, démolition des forteresses, 441. Richelieu apporte quinze propositions; mesures contre les rébellions, 442. Ambassadeurs, 443. Affaire du nonce, 444. Finance, justice, circulation des grains, 445. Commerce, marine, armée, 446. Cahier particulier de la noblesse, 447. Séance de clôture, 24 février 1627, 448.

NOTAIRES. — Leurs attributions en 1539; augmentation de leur nombre, II, 184. Doléances en 1560. Réformes, signature des actes par les parties, 185. Résistance des notaires de Lyon, opposition du parlement, 185. Garde-notes supprimés en 1576, 493, *note* 1. — Du Châtelet dispensés de faire signer les actes, 545. Suppression de l'exemption en 1576, obligation générale de la signature, 546. Registre des minutes cotés et parafés par le juge royal, 547. Conservation des minutes, III, 186. Font les inventaires à la place des juges, IV, 72. Réduction de leur tarif, 73. Contrats de mariage, 73.

O

O (M. d'). — Envoyé en députation vers les Etats pour leur deman-

dre des subsides (31 décembre 1588), III, 142.

- OBLIGATIONS.** — Leur forme extérieure fixée en 1560, II, 184. Signature des parties, 185. Doivent être revêtues de la signature, 545. Signature des témoins, demeure, 546. Date et heure, 546, 547. — Sous seing privé inconnues au moyen âge; apparaissent au seizième siècle, IV, 73. — Des laboureurs vis-à-vis des gentilshommes, nulles, IV, 148. V. *Notaires*.
- OCTROI (Libre).** — Substitué aux tailles par les Etats de Tours (1484), I, 481.
- OCTROIS.** — Le tiers aux Etats d'Orléans (1560) reconnaît leur nécessité, II, 253. Revenu des villes en 1614, IV, 97.
- OFFICES.** — Leur nombre multiplié sans mesure sous Louis XI, I, 434, 437. Leur multiplication sous François I^{er} et Henri II, II, 134. Doléances des Etats d'Orléans, II, 133, 134, 135. Promesses d'extinction, 136. — Alternatifs attaqués en 1576, 493. Multiplication des édits bursaux, III, 177. Suppression des — créés depuis 1576, 177, 178. Suppressions sous Henri IV, III, 302. Surséances des créations d'— (T. 1614), III, 339. Suppression des offices; projet de Beaufort, 383. Refus du tiers, 384. V. *Vénalité des offices, Pluralité des offices, Juridictions*.
- OFFICES de finance.** — Se multiplient sous Henri II. Offices alternatifs. Les Etats d'Orléans (1560) obtiennent des suppressions, II, 227, 228.
- OFFICES MILITAIRES.** — Appartiennent de droit à la noblesse, III, 45, 46. Le tiers veut les réserver aux nobles, 209, 310. Vœu en 1597 (N.), 319. En 1614, IV, 150. — En 1588, protestation contre leur vénalité, III, 213. Mêmes doléances en 1614, IV, 168. Retraite des militaires âgés, 169.
- Officialité.* V. *Juridictions ecclésiastiques*.
- ORDONNANCES** — sont les avoueurs de l'unité législative, I, 466. — Sont mal publiées, 466. Les Etats de Tours demandent une lecture publique annuelle; Louis XII l'accorde; registres publics, 467. Leur codification demandée en 1560, II, 193. — En 1576, 559, 560. Leur stricte exécution, 561. Leur exécution demandée en 1597 par les notables, III, 280, 281. Compilation officielle (T. 1614), IV, 85, 86.
- ORDONNANCES** — de Jean et de Charles V, I, 229.
- ORDONNANCE DU 28 DÉCEMBRE 1355,** I, 37. — Analyse de ses dispositions, 85 et suiv. Sa publicité confiée au tiers état, 129, 130. Sa lecture annuelle demandée aux Etats de Tours; accordée en 1498, I, 467.
- ORDONNANCE DE MARS 1356,** I, 66. — Analyse de ses dispositions, 86 et suiv.
- ORDONNANCE DE COMPIÈGNE** (14 mai 1358). — Analyse de ses dispositions, I, 128, 144, 167.
- ORDONNANCES de janvier et de mars 1381.** — Elles abolissent les impôts, tout en réservant le droit sur les marchandises, I, 242.
- ORDONNANCE DE 1413** (25 mai). — Ses divisions. Examen des institutions qu'elle réforme, I, 271, 290. Esprit général de cette ordonnance, 292. Sa révocation, 296.
- ORDONNANCE DU 28 FÉVRIER 1436.** — Rétablit les aides. Instructions sur la manière de les lever, I, 321. Exemptions, 322. Elle est le premier acte de la réorganisation financière accomplie par Charles VII, 323.
- ORDONNANCE D'OCTOBRE 1439** — concernant l'armée et la taille permanente, I, 328 et suiv.

- ORDONNANCES rendues sous Charles VIII et Louis XII, I, 538, 542.
- ORDONNANCE D'ORLÉANS. — Datée de janvier 1560 (1561), 150 articles. Sa rédaction, II, 66. — Rapprochée des cahiers de doléances (*tableau*), 292. Sa préparation, 193. Son observation prescrite en 1597, III, 281, 284, 285.
- ORDONNANCE DE ROUSSILLON, 1563. — 39 articles. Répond aux vœux des cahiers, fait partir l'année du 1^{er} janvier, II, 66. Son observation prescrite en 1597, III, 281, 284, 285.
- ORDONNANCE DE MOULINS, 1566. — 86 articles, II, 67. Son observation prescrite en 1597, III, 281, 284, 285.
- ORDONNANCE DE BLOIS, mai 1579. — Sa conformité avec les cahiers. Elle est mal exécutée, II, 391. Ce qu'en dit Bernard en 1588, III, 189, *note*. Son observation prescrite en 1597, III, 281, 284, 285. Rapprochée des cahiers de doléances (*tableau*), III, 72.
- ORDONNANCE DE 1629. — Rédigée après l'assemblée des notables sur les cahiers de 1614, III, 449. — Portée au parlement, lit de justice, résistance des magistrats, enregistrement forcé, le parlement refuse d'appliquer le code Michaud, 450. — Comparée aux doléances des Etats et aux délibérations des notables (*tableau*), IV, 183 à 196.
- ORDRES. — Du Saint-Esprit; la noblesse demande qu'il soit relevé, IV, 143. Aide due quand le seigneur était armé chevalier, IV, 148. — De Saint-Louis, demandé par la noblesse en 1627, fondé par Richelieu en 1633, 171.
- ORDRE ENTRE CRÉANCIERS. — Régulé sous Henri II; consignation de deniers, IV, 47, 48.
- ORGANISATION FINANCIÈRE. — Influence croissante des finances au quatorzième siècle, I, 136. Ordonnance de 1435 rétablissant les aides, 321. Elle est le premier acte de la réorganisation financière accomplie par Charles VII. 323. Jacques Cœur réorganise tous les services financiers (1433 à 1439), 324. La création de l'armée rend nécessaires l'établissement de ressources permanentes. Unité de l'impôt. L'ordonnance de 1439 défend aux seigneurs d'entraver la perception de l'impôt royal ou d'ajouter à l'impôt demandé par le roi, 330, 332. Défense d'imposer une aide sans la volonté du roi, 333. La taille royale devient permanente, 335. Caractère de cette révolution, 335. Discussions sur les finances aux Etats de Tours (févr. 1484), 380 et suiv. Cahiers des Etats de Tours, 474 et suiv. V. *Administration financière, Impôt direct, Impôt indirect, Impôt (Chiffre de l')*. Réorganisation financière aux Etats d'Orléans (1560), II, 225 et suiv. Leur résultat à ce point de vue, 241. — Aux Etats de 1576, III, 1. Situation financière, 2; accroissement des dettes, 3; comptabilité, 5; perception, 6; juridiction, 8; nature de l'impôt, 9; taxe sur les marchandises, 11; taxe unique sur les feux, 12; inégalité de l'impôt, 15; abus des dons et pensions, 17. Recettes en 1576, 20; dépenses, 21; initiative médiocre, résistance énergique, 22. — En 1614, IV, 98. Perception de la taille, 103. Administration financière, 111. Comptabilité, 112. Résumé général : vœux des Etats, IV, 264.
- ORGANISATION JUDICIAIRE. — Aux Etats d'Orléans II, 116. Aux Etats de 1576, II, 462. — Aux Etats de 1588, III, 173. — Aux Etats de 1614, IV, 1. Résumé, 234. V. *Justice, Juges, Féodalité*.

ORGANISATION MILITAIRE. — Réformée par Charles V, I, 226. L'ordonnance d'octobre 1439 donne naissance à l'armée française. Elle réserve au roi le droit exclusif de lever les gens d'armes, 329. Restreint l'autorité des seigneurs; réglemente les garnisons, crée la responsabilité des capitaines, 330. L'unité de l'armée ainsi établie a pour conséquence la permanence de la taille, 331. Réorganisation de la cavalerie, 335, *note*. Discussion sur l'organisation militaire aux Etats de Tours (fév. 1484), 379. Les députés demandent que l'armée soit ramenée au chiffre auquel elle montait à la mort de Charles VII. Ils respectent cependant le principe de l'armée permanente. Leur discussion avec le connétable sur le chiffre de l'armée, 526. Ils sont mécontents des exigences de ce dernier. Le chancelier s'efforce de calmer leur irritation, 527. Ils craignent une armée trop nombreuse. Leurs idées sur l'organisation militaire, 528. Leur but est d'empêcher le pouvoir d'augmenter le nombre des soudoyés, 529. Les princes ainsi que la noblesse sont favorables à un retour vers les armées féodales. Le tiers état veut faire triompher un système mixte, 530. Points de vue différents du roi, des seigneurs et du tiers état, 531. Les Etats d'Orléans (1560) négligent de modifier sérieusement l'organisation militaire, II, 226. Motifs qui détournent la royauté de créer une armée nationale. Opinion de Guichardin et de Michel Suriano, 280. Singulière composition des armées. Milices nationales organisées dans certaines villes. Elles donnent naissance au guet, 281 *et note*. Mauvaise conduite des gens de guerre. Le tiers état ob-

tient que les capitaines soient déclarés responsables de leur compagnie, 282. Juridiction militaire, V, *cet article*. Mouvements de troupes. Fixation des étapes, 283. Payement exact de la solde. Progrès de l'armée, 284. Création des régiments par le duc de Guise, sous Henri II. La noblesse obtient que les gentilshommes seuls y soient admis. Décadence du ban et de l'arrière-ban. Fixation des obligations de la noblesse, 285. Influence des Etats d'Orléans, 286. — En 1576, III, 61. Décadence de l'arrière-ban, 61. Réduction de l'armée, 62. — En 1588, III, 213. Protestation contre la vénalité des charges, 213. Les notables (1597) s'en rapportent à l'expérience de Henri IV, III, 321. — En 1614, IV, 165. Connétable supprimé par Richelieu, 166. Gouverneurs, 166. Règlement soumis aux notables, 167. Compagnies incomplètes, passe-volants, 168. Vénalité des charges militaires, 168, 169. Grades, 169. Invalides, 170. Ordre de Saint-Louis, 171. Payement de la solde, logement des soldats, 171, 172. Hôpitaux militaires, 172. Richelieu veut 18 000 hommes de pied et 2000 chevaux; garnisons; régiment dans chaque ville, III, 446. Résumé général, IV, 279. Transformation de l'armée au quinzième siècle, 280. L'armée au seizième siècle, 281.

ORGEMONT (Pierre d'). — Chancelier de France en 1373. — L'un des rédacteurs des *Grandes Chroniques*, I, 35, *note*.

ORLÉANS (Duc d'). — Frère du roi Jean. Président de la noblesse aux Etats généraux du 17 octobre 1356, I, 45.

Orléans (*Louis, duc d'*). V. *Louis XII*. Orléans (*Gaston, duc d'*). V. *Gaston*.

ORLÉANS (Louis d'). — Avocat au parlement, député du tiers aux Etats de Blois (1588). Arrêté par ordre du roi (23 déc.), III, 139. Orléans (*Etats Généraux d'*). V. *Etats généraux d'Orléans*. Orléans (*Ordonnance d'*). V. *Ordonnance d'Orléans*. ORMESSON (Olivier Lefèvre d')

(1525-1600). — Trésorier général de France. Sa probité est reconnue par ses contemporains, III, 4, *note*.

OSSAT (Arnaud, cardinal d'). — Envoyé près du pape pour solliciter l'absolution du roi, III, 466. Oubliettes. V. *Prisons*.

P

PACIFICATION (Edits de). — De juillet (1560), II, 108, 109. — De Saint-Germain, 110. — D'Amboise, 1563, 445. — De Lonjumeau, 1568, 445. — De Chastenoy, mai 1576, 446. — De Poitiers, 1577, dû aux Etats de Blois, 449, III, 166. Arrachés des registres publics, 168. — De Poitiers, avril 1589, 519. Déclaration de Saint-Cloud, août 1589, 519, 520. — De Mantes, 1591, 520, 521. — De Saint-Germain, 1594, 522. — De Nantes, avril 1598, 522.

PAGES. — En 1560, le tiers demande qu'ils soient instruits aux frais du roi, II, 273. Education des fils des seigneurs confiée au roi, III, 319, 320. Augmentation de leur nombre (N. 1614), IV, 153.

PAIX. — Vassaux réunis autour du seigneur pour rendre la justice, I, 105. Les vassaux du roi forment la cour des pairs, 106. Elle ne connaît que des causes féodales, 106.

PAIRIE. — Conservation de ses prérogatives, IV, 143.

PAIX (Droit de guerre et de). — Le roi Jean ne l'abandonne pas aux Etats Généraux, I, 182. Les Etats de Pontoise veulent l'enlever au prince, II, 78. Les députés de Blois (1576) le revendiquent également, 380.

Appel au x Etats en cas de guerre (C. 1588), III, 198, 199. Résumé général, IV, 204.

Paix (*Traiteurs de*). V. *Traiteurs de paix*.

PANCARTE. — Taxe indirecte d'un sol pour livre sur les marchandises votée par l'assemblée des notables à Rouen (1596), III, 265, 288. Exemption pour les fruits de la terre et la vente au détail. Egalité de cet impôt, 289. Cet impôt combattu à outrance; 5 millions en prévision, 1 million en produit, 290. Supprimée en 1602, 301. Rétablie en 1611, IV, 98.

Pardon. V. *Grâces*.

PARENTÉS. — Abus dans le sein des parlements. Doléances des Etats de Tours, I, 443, *note* 1. — Doléances des Etats d'Orléans; ordonnance de Moulins, II, 124, 125. Multiplication des dispenses, 474, qui sont annulées, 475. Appellent les évocations; renvois au parlement voisin, 481. Causes de reproche des témoins, 528. Plaintes en 1588, III, 174. Exécution des ordonnances en 1597, 281, 282. Doléances unanimes en 1614, IV, 12, 13. — Des notables en 1617, des Etats de Normandie, 13. Ord. conforme, 13, 14. Suspension légitime en 1614, 44.

PARIS. — Dépouillé de ses privi

lèges par Charles VI, I, 248. Abaissement de sa bourgeoisie. Il est livré à la plèbe pendant tout le règne de Charles VI, 249. Ecarté comme siège de l'assemblée par le souvenir des séditions, III, 330. Favorables au pouvoir, les élections de 1614 font choisir Paris, 331. Assiste aux Etats comme à un spectacle, 359.

Paris (*Etats généraux tenus à*).
V. *Etats généraux*.

PARISIS DES EPICES. — Droit sur les procès. — Henri III propose sa suppression, III, 128.

PARLEMENT. — Son autorité naissante au quatorzième siècle, I, 104. Le conseil du roi prend le nom de parlement; devient sédentaire à la fin du treizième siècle, I, 108. Privilège de *committimus*, 113. — Surchargé de procès. — Reçoit les causes *omisso medio*, 115, 116. Abus, lenteurs, 116. Mesures prises en 1356, 116, 117. Audience à l'heure du soleil levant, 116. Une chambre de rapports, une chambre de plaidoirie, 117. Ordre du rôle, 117. Les chambres se tiennent sans discontinuation, 117, *note* 1. Inconvénients de cette juridiction, éloignement des justiciables, cherté des enquêtes, 119. Le premier président spéculé sur les monnaies, 123. Réformé par le conseil des Trente-six, 94. Sous Charles V, il est encombré, mesures prises pour décharger le rôle, I, 221. Le droit d'appel sur les grands jours d'Anjou lui est réservé, 223. Sa corruption sous Charles VI, 256. Il refuse de se joindre à l'Université pour demander des réformes, 256, 257. Discours d'Eustache de Pavilly : ancienne grandeur du parlement, 263. Abus des parentés, 264. Lecture en parlement de l'ordonnance, 26 mai 1413, 270. — Est le centre de la réforme, 273.

Enquête sur les candidats et élection des conseillers, 273. Révision annuelle de la liste, 274. Epuration prescrite en 1413, 274, 275. Gages à vie : leurs inconvénients, 275. Les familles parlementaires envahissent les charges, 264, 275. — Est divisé en trois sections, 275, 276. Commissions extraordinaires interdites, 276. Accumulation des affaires, suppression des vacations, 276, 277. Restriction des *committimus*, 277. — Son influence sur toute la hiérarchie judiciaire, 277. — Il nomme les juges subalternes, 278. Juge les officiers de justice, 279. — Devient le principal agent de la centralisation, 280. Son rôle et son avenir, 293. Révocation de l'ordonnance au parlement, 5 septembre 1413, 296. Ses membres exemptés de l'aide votée en 1422, 306. — Siège à Poitiers jusqu'à la rentrée de Charles VII à Paris, I, 306. — Absorbe celui de Toulouse, 1428-1437, 313, *note* 2. — Chargé de veiller à l'abolition des guerres privées, 330. Souffre de la politique de Louis XI, 365, 433. Vénalité des offices sous ce prince. Mauvais choix des conseillers, 435. Election demandée aux Etats de Tours, 438; accordée en 1498, 442. Examen, 442. Droit d'empêcher la réception d'un nouveau conseiller, 442, 443. Ses membres ne peuvent accepter une charge d'un seigneur, 444. Grands jours tenus par lui, 455, 456. — Doit les tenir chaque année dans son ressort, 457. V. *Grands jours*. — Avait voulu exercer le droit d'appel sur l'échiquier de Rouen, 458. Part qu'il prend à la rédaction des coutumes, 463, 464. Etats d'Orléans. — Son influence s'accroît au seizième siècle, II, 278. Présentation de candidats élus par les conseillers, 121.

- Examen subi par les conseillers, II, 123. Abus des parentés : incompatibilité réclamée, II, 124, 125. — Rendu semestre sous Henri II, II, 134. Ses remontrances contre les suppressions de juridiction, II, 137. Ses membres jouissent du privilège de *committimus*, II, 139. La noblesse veut une chambre spéciale pour les causes nobles, II, 147. La noblesse veut rendre ses membres triennaux et responsables, II, 149, 150. Ordre du rôle mal observé, II, 156. L'exécution de ses arrêts confiée aux juges locaux, II, 160. — Connaît en 1545 des propositions d'erreur, II, 160. Formes du nouveau débat, II, 161.
- États de 1576. — Présentation des candidats, II, 469. Droit de s'opposer à la réception des indigènes, 474. Les conseillers doivent résider, 476. Renvoi pour cause de parenté au parlement voisin, 481, 482. Récusation spontanée, 482. Justiciables trop éloignés du —, 494, 502. Adversaire des juges-consuls, 496, *note* 2. Réduction de ses membres, 497. Vœu en faveur de deux parlements, Poitou et Auvergne, 500. — Attaque les successions féodales, édit des mères, 540, 541. Vérification des édits, droit de remontrance absolu pour tout édit, 561, 562, 571. Protestations contre les lettres de jussion, 562. Rivalité du Parlement et des États, 385, 562, 563.
- États de 1588. — Divisé par tiers entre les ordres (N. 1588), III, 180. — Surchargé d'affaires, 181. — Devient le centre de la résistance patriotique aux prétentions espagnoles (1593), 242. — Craint une chambre de discipline ambulatoire, IV, 23, 24. — Jaloux des pouvoirs des maîtres des requêtes, 25. — Jaloux des présidiaux ; mesures prises, 30. Rôle mal observé en 1614, 43. En cas de parenté, renvoi au parlement voisin, 44. Exécution des arrêts ; envois de conseillers, 50, 51. Résistance des seigneurs, 51, et des magistrats, 52. — Défavorable aux substitutions, 75. Sa discipline, notables, 1617, III, 418. — Condamne par contumace Bonneval, 407. Arrêt du 28 mars 1615. Remontrances. — Entre en lutte avec le pouvoir, 408. — Devient le centre de l'irritation et de la déception publiques, 412, 449. Ordonnance portée en un lit de justice, 15 janv. 1629. Résistance des magistrats. Enregistrement forcé. — Il refuse d'appliquer le Code Michaud, 450. Résumé général : le parlement et les États, IV, 210. Influence du parlement sur la législation, 245, 256.
- PARLEMENT (*Affaires ecclésiastiques*). — Sa résistance à l'amnistie religieuse ; conférences pour la pacification, II, 108. Opinion modérée, opinion violente, 108, 109. Le système mixte consacré par l'édit de juillet ne satisfait personne, 109. — Récusé : contributions du clergé, 432. Ses empiètements : appels comme d'abus, 449 à 452. V. *Appel comme d'abus*. — De plus en plus sévère contre le théâtre, 457. Sa lutte contre la troupe italienne, 457. Multiplication des indults, III, 458. Indultaires du — de Paris, 459. V. *Indults*. Conflit avec les juridictions ecclésiastiques, III, 493. Conseillers clercs, 495. Rétablissement de leur nombre exact, 496. Lutte de compétence. — Enlève aux juges d'Église les procès civils, 497. Opinion de Richelieu sur ses empiètements, 504. — Rendu gallican par les luttes de compétence, 506. — Se fait l'âme de la réaction contre la Ligue, 507. — Condamne Ravaillac, 509. Le

- livre de Mariana, III, 510. Celui de Bellarmin, 511. Chambre de l'édit créée par l'édit de Nantes, 523. Suit avec passion la lutte du tiers contre le clergé, III, 359. Arrêt du 2 janv. 1615 : les maximes gallicanes au-dessus de toute controverse, 363. Effort pour la suppression de l'arrêt, 364. Le conseil évoque l'article et l'arrêt, 366. Publicité donnée à l'arrêt, 368.
- PARLEMENT DE BORDEAUX. — Créé en 1462 avec les avantages de celui de Toulouse. — Doit tenir tous les deux ans les grands jours, I, 457. Renvoi : cinq membres parents des parties, II, 482. — Observe le droit écrit, IV, 74.
- PARLEMENT DE BRETAGNE. — Enregistre l'édit sur la justice en mai 1598, III, 281.
- PARLEMENT DU DAUPHINÉ. — Ses plaintes au sujet des évocations, I, 451. Renvoi : trois membres parents des parties, II, 482. — Observe le droit écrit, IV, 74.
- PARLEMENT DE LANGUEDOC. — Créé en 1420. — Réuni au parlement de Paris pendant neuf ans, I, 313, *note* 2. Ses plaintes pressantes au sujet des évocations, 451. — Doit tenir tous les deux ans les grands jours, 457. Renvoi : cinq membres parents des parties, II, 482. Privilèges aux familles des conseillers morts de la peste, III, 174, *note*. — Favorable aux substitutions, IV, 74, 75.
- PARLEMENT DE NORMANDIE. — A l'origine se nomme Echiquier. — Rétabli en 1499 sur le vœu des Etats de Tours, I, 458. L'Echiquier prend en 1515 le titre de parlement de Normandie, I, 458. — Préféré par le clergé à celui de Paris, II, 432. Renvoi : cinq membres parents des parties, 482. — Réduit au tiers les donations aux fondations ecclésiastiques, III, 483. Epices taxées en nature par Groulart, IV, 21, *note*. Groulart, premier président. Brétignières, procureur général. *V. ces noms*. Sergents de Rouen refusent de signifier, 52.
- PARTIES CASUELLES (Bureau des). — Pour la vente des offices. — Créé par François I^{er}. Son abolition promise à Orléans, II, 119.
- PASQUIER (Etienne). — Avocat général à la chambre des comptes. — Se trouve à Blois pendant les Etats de 1588, III, 91, *note*. — Raconte les démarches du duc de Guise pour obtenir des députés le vote des subsides, 125, *note*. — Indique l'origine des épices, II, 127. Origine des baillis, II, 145. — Cite un trait de Catherine, II, 109. — Rattache les duels aux combats judiciaires, 198. Empiètements du conseil du roi, 499. — Se rend aux grands jours de Poitiers, 501. Son opinion sur la chambre de justice, III, 200.
- PASSAGE (Haut). — Droit d'exportation. Son origine, I, 503 et *note*.
- PASSE-VOLANTS. — Soldats supposés, figurant les jours de revue, I, 177. Doléances en 1576, III, 65. Peines contre les chefs, IV, 168.
- PAUL III, pape. — Sa belle lettre à François I^{er} en 1535, II, 111. Suspend le droit d'élection des abbés, 396, *note* 3.
- PAULET. — Propose à Henri IV le droit annuel. — En est le premier fermier. — Lui donne son nom, III, 280, IV, 3.
- PAULETTE. — Créée en 1604. Droit annuel du soixantième de la charge, III, 280, IV, 3. La Guyenne, en 1614, propose de l'abolir, III, 339. Ce vœu est accueilli par les autres ordres en haine du tiers, 340. Notables, 1617, 418. *V. Vénalité des offices*.
- PAUVRES. — Le parlement doit juger leur cause hâtivement, I, 116. Procédure gratuite organisée

- sous Charles V, I, 220. Procédures sommaires créées en leur faveur, II, 154, *note* 2. Justice gratuite réclamée aux États d'Orléans, 162. — Exemptés des amendes de délais, 162, *note* 2. — Ne sont pas soumis au rôle, 507.
- PAVILLY (Eustache de), carme. — Son discours aux États Généraux (14 fév. 1413), I, 259, 266.
- PÉAGES. — Leur multiplicité sous Louis XI. Les États de Tours en demandent l'abolition, I, 507. Ils veulent mettre la régularité des taxes sous la protection des juges royaux. Charles VIII abolit tous les péages, travers et taxes établis depuis la mort de Charles VII. — Il en confie la surveillance à la justice ordinaire, 508. V. *Ponts et chaussées*. Louis XII s'efforce d'empêcher la création de nouvelles taxes. Il ordonne une révision de tous les péages, 514, 515. Aux États d'Orléans (1560), le tiers obtient que les tarifs de péages soient affichés, II, 230. Leur produit affecté à l'entretien des ponts et chaussées par l'ordonnance d'Orléans, 267. En 1576, leur origine rappelée, III, 24. Révision demandée par le tiers. Droit de saisie pour faire réparer les routes, 25. Publicité des tarifs. Abus et vexations des péagers, 26. Faibles doléances en 1588, III, 203. — Affectés par Sully aux réparations, 311.
- PÉCULAT. — Comprend les faux en écriture publique, IV, 83. — Comprend tous les crimes commis par les comptables, III, 436. Examen de ces crimes par les notables, 1626. Ordonnance conforme, IV, 114.
- PEINES. — Contre les auteurs de prises, I, 127. — Contre les coupables de guerres privées, 134, 189. Leur exagération. Fréquence de la peine capitale, II, 554, 555. Disproportion entre le délit et la peine, IV, 84.
- PEINES SPIRITUELLES. — L'archevêque de Bourges excommunie les juges royaux, I, 223. — Suspendues en matières civiles (T. N. 1560), II, 102. — Réservées en cas de crime ou de scandale public. Vœux du parlement, 103. Leur rétablissement demandé (C. 1576). Monitions permises contre les simoniaques, 441. — En 1614. — Plus rares, 493. Conflit avec le parlement, 493. — Sans influence sur le peuple, 503.
- PELLEVÉ (Nicolas de). — Né en 1518, cardinal-archevêque de Reims. — Député aux États de la Ligue. — Prend la parole pour remercier le duc de Mayenne, à la séance d'ouverture (26 janvier 1593), III, 222. Sa réponse au discours de l'ambassadeur d'Espagne (2 avril), 228.
- Pensions. V. Dons.*
- PÉPIN LE BREF. — Rétablit la coutume des assemblées nationales, I, 7.
- Perception de l'impôt. V. Administration financière, Impôt.*
- PÉRIODICITÉ DES ÉTATS GÉNÉRAUX. — Le droit de voter les subsides entraîne la périodicité des assemblées. Les États de Tours (1484) réclament une convocation de deux ans en deux ans, I, 402. — Aux États d'Orléans (1560), le tiers attribue les maux du royaume à la rareté des assemblées, II, 75. De concert avec la noblesse, il demande des assemblées périodiques. Aux États de Pontoise, les députés sont plus exigeants, 76. Ils demandent des sessions de deux ans en deux ans. États particuliers annuels. On propose de régler les cas où la convocation des États sera de droit, 77. Demandes des États de Blois (1576-1577), relativement aux convocations des États

- à époques fixes; du tiers état; de la noblesse; du clergé, II, 377. La périodicité des Etats généraux et provinciaux est demandée également par les Etats de la Ligue (1593), III, 255. Réunions décennales (T. 1614), 375. Résumé général, IV, 201, 202, 288. Fondée en 1789, 301.
- PERRON** (Jacques Davy du), cardinal. — Envoyé à Rome pour solliciter l'absolution du roi, III, 466. — Obtient de la reine le sursis à l'arrêt contre Bellarmin, 512. — Député aux Etats de 1614, III, 331, *note* 2. — Soutient le système des articles généraux, III, 336. Son discours pour combattre l'article du tiers, 359, 360, 361. — Montre les périls d'une controverse sur l'article, 364. — Réfuse le prince de Bouillon, 369, *note*. — Nommé président de l'assemblée de Rouen, 415.
- PETREMOL** (De). — Intendant des finances sous Henri III, III, 121. — Chargé d'aller demander des subsides aux Etats (31 déc. 1588), 142.
- PETRONIUS**. — Préfet des Gaules, I, 4, *note*.
- PHILIPPE AUGUSTE**. — Travaille à reconstituer la nation, I, 15. — Fait alliance avec la bourgeoisie, 16. — Réunit fréquemment ses barons et ses vassaux, 18. — Etend son influence en organisant le droit d'appel, I, 105.
- PHILIPPE LE BEL**. — Sa lutte avec Boniface VIII. Il convoque les premiers Etats Généraux (10 avril 1302), I, 21. Discours qu'il y prononce, 22. Il réunit de nouveau les Etats à Tours (1308), afin de provoquer une manifestation nationale contre les Templiers, 24. — Obtient d'une nouvelles assemblée réunie à Paris (1314) des subsides pour sa guerre contre les Flamands, 25. — Etablit un impôt sur les marchandises qu'il essaye de faire accepter en le mettant sur le compte des Etats Généraux, 26. Son système d'impôts, 137. Il autorise le rachat du service militaire, 175, *note*.
- PHILIPPE V LE LONG**. — Ses droits reconnus dans une réunion d'Etats (1317), I, 27.
- PHILIPPE VI DE VALOIS**. — Réunit les Etats Généraux en 1338, I, 29. Désordre des monnaies pendant son règne, 356.
- PHILIPPE II**, roi d'Espagne. — Henri II lui promet d'établir l'inquisition, II, 9. — Envoie une ambassade aux Etats de la Ligue (février 1593), III, 226. Influence de l'Espagne dans la politique française, 227. Visite de l'ambassadeur aux Etats, 228. Il reçoit communication des demandes de l'Espagne (28 mai), 234. — Porte le titre de « Défenseur de la foi. » Haine contre lui sous Henri IV, 507.
- PICQUIGNY** (Jean de). — Prend la parole au nom de la noblesse aux Etats Généraux de févr. 1357, I, 65. — Délivre le roi de Navarre, 73.
- PIE IV**. — Oncle de saint Charles Borromée. Ordonne la reprise des travaux du concile de Trente, II, 88. — Suspend le droit d'élection des abbés au profit de Charles IX, II, 396, *note* 3. — Proserit les confidences, 409, *note* 2.
- PIERRE LE CRUEL**. — Roi de Castille, I, 200, *note*.
- PIRATES**. — Vœux du tiers pour empêcher les pirateries, III, 36. Même vœu en 1588, 205, 206. Corsaires barbaresques, 314. Vœu des notables, 1617, 420. Même vœu en 1626, 446. Corsaires d'Alger et de Tunis, IV, 132. Pirates anglais. Ecumeurs de mer de Livourne, 132, 133. Doléances du tiers. Lettres de marque délivrées en reprisaillies,

- IV, 133. — Leur suppression réclamée par le tiers, 133, 134. Surveillance des côtes de Provence, 134. Des côtes de l'Océan, 134, 135. Droit perçu à Villefranche, 135.
- PITHOU (Pierre). — Conseiller au parlement. — Prépare avec du Vair et Lefèvre un projet d'arrêt relatif à la loi salique (28 juin 1593), III, 243. — Publie le *Traité des libertés de l'Eglise gallicane*, 507. Les officiers de justice imbus de ses maximes, 397.
- PLACITA. — Assemblées sous Charlemagne, I, 8. Leur influence décroît sous Louis le Débonnaire et Charles le Chauve, 12. *Plessis (François du)*. V. *Richelieu*.
- PLURALITÉ DES BÉNÉFICES. — Mesures provisoires, la question est déferée au concile, II, 90. — Remonte au onzième siècle, 406. — Condamnée par le pape, par la faculté de théologie, par saint Louis, 406, *note* 3. — Condamnée à Trente sur la demande de la France, 406, 407. Cahiers et ordonnances conformes, 407. Opinion de Montholon en 1588, III, 157. Doléances, 158. Apaisement des doléances en 1614, 471.
- PLURALITÉ DES OFFICES. — Sénéchaux et baillis en 1356, I, 118. — Interdite de nouveau à la fin du règne de Jean, I, 185. — Sous Charles VI, I, 256, 264. — Proscrite en 1413, I, 280, 281. — Sous Louis XI, I, 436. Plusieurs offices affermés par un seul titulaire absent, I, 436, 437, *note*, V. *Corbie*. — Proscrite à Orléans, II, 132. Abolition réclamée en 1576, 477. — En 1614. Mise en société des offices, IV, 15.
- POIDS ET MESURES. — Le moyen d'arriver à leur uniformité paraît avoir été une question agitée aux Etats Généraux de 1321, I,
28. Vœu de Louis XI, rapporté par Commynes, I, 461, *note* 3. Propositions des trois ordres aux Etats d'Orléans pour établir définitivement leur unité, II, 256. Projets de la monarchie à différentes époques, *note*. Vœux en faveur de l'unité en 1576, III, 30. Même vœu du tiers en 1588, 204. Même vœu du tiers et de la noblesse en 1614, IV, 130. Résumé général, 270, 271.
- POISSY (Colloque de). — Assemblée tenue entre les catholiques et les protestants (30 juillet 1561), II, 57.
- POITIERS (Bataille de). — Défaite du roi Jean. Il est fait prisonnier (19 sept. 1356), I, 43.
- Poitiers (Diane de)*. V. *Diane*.
- POLICE JUDICIAIRE. — Constituée par l'ordonnance d'octobre 1439, I, 330. — Appartient aux prévôts des maréchaux, II, 172, 173, 529, 530. Répression des crimes commis sur les grandes routes, 552. Responsabilité du seigneur et des villages voisins du crime, 552, 553. — En 1614, IV, 61 à 66.
- POLICE RELIGIEUSE. — Aux Etats d'Orléans, II, 104. — Aux Etats de 1576, 452. — Aux Etats de 1588, III, 169. — Aux Etats de 1614, 528.
- PONCET (Le chevalier). — Auteur d'un projet de taxe unique sur les feux présenté aux Etats de Blois (1577), II, 345, III, 12.
- PONCHARTRAIN (Paul Phélypeaux, seigneur de). — Rapporte comment se préparaient les propositions aux notables, III, 416, et le mécontentement de ceux qu'atteignent les réformes, 429.
- Pontoise (Etats de)* (1561). V. *Etats de Pontoise*.
- PONTS. — Leur mauvais état à la fin du quinzième siècle; doléances des états de Tours, péages affectés à l'entretien, I, 509. Louis XII les fait réparer, 514.

- Mesures prises, I, 515. Doléances en 1560, II, 266. Le seigneur qui perceit le péage doit les entretenir, 267. Leur destruction encombre le lit des rivières, 27, 28. Edit de 1583, 28. Construits par Henri IV, III, 312. — De Rouen, taxe pour sa reconstruction. — De Meulan, IV, 124. — De Paris, de Saint-Cloud et de Mantes, 425.
- PONT-SAINT-PIERRE (Baron du). — Député de la noblesse en 1614 (Chaumont-en-Vexin), orateur de son ordre à la séance d'ouverture, III, 334.
- POSTE (Relais de). — Mauvaise organisation en 1588. Placés de quatre lieues en quatre lieues, III, 204. Etendus à toutes les grandes routes sous Henri IV, 312, 313. Doléances en 1614 sur la cherté, IV, 129.
- POT (Philippe). — Seigneur de la Roche, sénéchal de Bourgogne. — Député aux états de Tours (1484). — Il y prononce un magnifique discours à propos du conseil du roi, I, 373 et *note*. — *Id.*, 410-413 : — Dans ce discours, il donne son opinion sur l'autorité des Etats quand le roi ne peut gouverner, 411. — Son parti est nombreux dans le sein des Etats. — Les députés de Bourgogne le choisissent comme membre du conseil du roi, 414. — L'ancien conseil se l'adjoint avec dix autres membres des Etats, 421.
- POTIER DE BLANCMESNIL. — Evêque de Beauvais, député en 1614, explique au tiers l'avantage des articles généraux, III, 335.
- POUPET (André de). — Evêque de Chalon. — Député aux Etats de Tours (1484), I, 414 et *note*.
- PRAGMATIQUE SANCTION DE BOURGES (1438). — Sa révocation par Louis XI, I, 423. Cette abolition soulève l'opposition des parlements, 424. Le cahier de l'Eglise aux Etats de Tours (1484) de-
- mande le rétablissement de la pragmatique, 426. Les évêques et le bas clergé sont en opposition complète sur cette question, 428. Le procureur général déclare que l'exécution de la pragmatique s'impose à l'Etat comme une nécessité absolue, 429. L'affaire est évoquée par le conseil du roi. Les partisans de la pragmatique l'emportent, 430. Caractère général de la lutte au sujet de la pragmatique sanction, 431. Origine du gallicanisme, 432. — Aux états d'Orléans ; le clergé la demande, II, 81 ; demandée par le tiers en 1476, 394 ; plus énergiquement en 1588, III, 154. V. *Gallicanisme*.
- PRAGUERIE. — Alliance des nobles pour s'opposer aux réformes militaires et financières de Charles VII, I, 337. Louis XI y prend part, 341.
- PRÉAUX (Jacques de). — Privé par l'ordonnance de 1413 du revenu qu'il prélevait sur la recette de Paris, I, 284, *note*.
- Prébendes. V. *Instruction religieuse*, *Instruction populaire*, II, 96, 97.
- PRÉDICATION. — Est l'œuvre capitale du prêtre (T. 1560), II, 83. — D'un docteur en théologie ; chaque dimanche. — Des curés, 96. Catéchismes, 97. Vœux en 1588, III, 171.
- Prélats. V. *Cardinaux*, *Archevêques*, *Evêques*.
- PRESBYTÈRES. — Usurpés et ruinés pendant les guerres de religion, II, 418. Titres de propriété détruits par leur pillage, 419. — Rendus aux curés, III, 276.
- PRÉSIDIUMS. — Créés en 1551, par Henri II, dans chaque bailliage, II, 134. Le tiers divisé à Orléans sur leur sort, 141. Leur compétence, 142. Au-dessous d'eux un seul degré de juridiction. — Demeurent l'unique juridiction dans les villes, 143. Salaire des

juges, II, 130, 131. Réduction de leur nombre pour augmenter les gages, 131. Renvoi des causes quand un juge est partie, 131, 132. Silence de l'ordonnance d'Orléans au sujet des présidiaux, II, 144. Conseillers âgés de 25 ans; pendant trois ans, voix consultative, 471. — En 1576. Lutte entre le tiers et la noblesse, 493. Le clergé les soutient dans les villes éloignées des parlements, 494. Suppression des présidents, *note* 2. Création des conseillers-clercs, *id.* Leur lutte contre les baillis, III, 179. Leur compétence criminelle en 1588, III, 170. Centre de l'unité conçue par le tiers, IV, 29. Leur compétence, jalousie des parlements, critiques de la noblesse, 30. Cent sergents par présidial après réduction, 58.

PRÉVÔTS. — Chargés de l'administration du domaine royal, ils deviennent des juges ordinaires, I, 106. Ils font des tournées d'assises, 106. Placés sous l'autorité immédiate du sénéchal, 107. — Souffrent des empiétements des baillis et sénéchaux, doléances et réformes en 1356, 115. — Ne peuvent exercer dans le pays où ils sont nés, 121. Poursuites vexatoires intentées par eux, 221. Election du prévôt en 1413: désignation locale, election au parlement, 278. Résidence obligatoire, I, 278. — Doivent tenir les assises six fois par an, 278, 279. Leurs fonctions diverses, 279. Leur voyage annuel au parlement, 279, 280. Prévôtés ne sont plus affermées, mais données en garde, 281. Des gens de guerre ou des vassaux sont pourvus de cette charge, 435. Leurs élections en 1493, 443. Leurs charges ne sont plus affermées, mais données en garde, 443. — Ne peuvent avoir

des lieutenants, 443. — Ne peuvent accepter une charge d'un seigneur, I, 444. — Aux États d'Orléans: leur election, II, 222. — Disparaissent devant les baillis là où existe la concurrence, 140. — Perdent le droit d'appel sur les prévôts voisins, II, 140.

PRÉVÔTS DES MARÉCHAUX. — Leurs empiétements sous Louis XI. Plaintes des États de Tours, promesses du conseil, I, 447. Les États d'Orléans veulent abolir leur juridiction, II, 135; mais maintenir leurs tournées de deux mois en deux mois, 172. Leurs fonctions de police judiciaire; escortent les gens de guerre, 173. La noblesse veut attribuer leur compétence aux baillis, 174. Concurrence de juridiction accordée aux juges royaux, 174. — Tenu de renvoyer les personnes domiciliées devant leurs juges, 175. — Soumis aux baillis, 175. Attaqués en 1576, 493, *note* 1. — Défendus par le tiers, élus par les États provinciaux; chevauchées régulières, 529. — Nommés par les baillis, 529. Ne reçoivent d'ordres que des juges royaux, 529, 530. — Font les captures; retards; prisons particulières, IV, 61. Débat sur leur compétence; renvoi au présidial; responsables des lenteurs, 63. — N'ont jamais le droit d'élargir de leur propre autorité, 63, 64. Juridictions restreintes, répression des désordres des gens de guerre, régularité des chevauchées, 65. — Doivent être nobles, IV, 150. — Chargés de la police militaire, 173-176.

PRISE (Droit de) ou de pourvoirie. — Appartient au roi, I, 124. S'étend à ses officiers, I, 124, 125. — En 1349 les Parisiens transigent avec le roi, I, 125. Les provinces les imitent, 125. — En 1355, les États obtiennent son

- abolition, I, 125. — A défaut de paiement comptant, les gens dépouillés auront le droit de reprendre de force, I, 126. Droit de résistance accordé comme sanction, I, 127. Poursuites contre les spoliateurs, I, 127. Même mesure en 1356. Droit de sonner les cloches, I, 128. V. *Emprunt forcé*. Serment des officiers du roi, I, 129. Son abolition proclamée de nouveau en 1363, I, 188. Les Etats d'Artois obtiennent chaque année l'exemption, 199. Description des abus en 1367, I, 224. Paiement comptant, I, 224, 225. Réaction générale contre ses excès, I, 225. Doléances en 1576 sur le voyage des princes et des seigneurs, III, 53. Paiement comptant, 54. Violences des nobles, III, 211, 212, IV, 146.
- PRISONNIERS. — Baudits loués pour les délivrer, II, 552. Ne sont amenés à la justice que plusieurs jours après la capture, IV, 61. Leur interrogatoire dans les 24 heures, 61. Traité de Saint-Germain confirme cette règle, 62. Elargissement immédiat en cas d'absolution, 62. V. *Bussy-Leclerc*, *Détention préventive*, *Liberté individuelle*, et le suivant.
- PRISONS. — Conduite des prisonniers, II, 171. Salubrité des — seigneuriales, 171, 172. — Ne doivent pas être construites sous terre, II, 172. — Particulières, leur suppression, IV, 61. — Des seigneurs, violences, question, III, 211.
- PROCÉDURE CIVILE. — Son origine : influence des justices ecclésiastiques, I, 104, 105. V. *Appels*. Exceptions et moyens de forme, 116. — Devant le parlement : lenteurs, 116, 117. V. *Rôle*. Excuse sur la première assignation, 117. *Certaines assignations*, 117, note 1. — Sous Charles V, accélération des procédures, I, 219. V. *Procédure sommaire*. *Frais de justice*. Cherté des procédures en 1413, 281. Réduction du tarif, 281, 282. Prononciation immédiate des arrêts, 282. Lettres de chancellerie pour recourir au procureur abolies par les Etats de Tours, I, 448. — Etats d'Orléans. Division du chapitre, II, 151. Significations multipliées, 151, 152. Significations et communications de pièces, 152. Abréviation des délais, 153. Unité dans tout le royaume, 157. V. *Styles*. Influence des Etats d'Orléans, 162. Exactions et lenteurs des greffiers, II, 165. Résumé, 213. — Etats de 1576. Division, 505. Marche de l'action, 506 à 512. Arrêts, 512 à 521. Recours extraordinaires, 519. Avocats, procureurs, 521, 522. Greffiers, 524. Résumé, 568. — Etats de 1588. Abréviation des procédures. Discours de Montholon, III, 181. — Etats de 1614, IV, 41. Marche de l'action, 42. Arrêts ; exécution, 48. Agents de la procédure, 55. Résumé en 1614, 91.
- PROCÉDURE SECRÈTE. — Constituée en 1539 ; satisfaction du clergé et du tiers, II, 168. Inquiétudes de la noblesse, 169. Délais pour reprocher les témoins, 171. Signification des noms de témoins avant confrontation. Mention de la qualité des témoins. Instruction plus impartiale (T.), 528. Sympathie du tiers, répulsion de la noblesse, IV, 60. On veut empêcher la divulgation des noms des témoins, 61. Mesures contre les lenteurs, 63. Un seul juge chargé de l'information, 64. Admiration des gens de loi au commencement du dix-septième siècle, 65, 66. Résumé général, 251. V. *Action publique*.
- PROCÉDURE SOMMAIRE. — Organisée sous Charles V, I, 220. Leur

origine et leur nature, II, 154, *note* 2. Vœux du tiers à Orléans, 154. Matières auxquelles elle s'applique; arbitraire du juge, 154, 155. — Demandée en 1576 et organisée, 506. — Pour les exceptions, 509. Leur extension demandée en 1614, IV, 42.

PROCÈS. — Leur lenteur sous le roi Jean, I, 115. — sous Charles V, 219. Longueur et cherté des procédures, II, 151. Impôt sur les contestations pour en diminuer le nombre, II, 154. V. *Procédure civile*.

PROCEUREURS. — Règlement de 1364 pour les forcer à hâter l'instruction des procès, I, 220. — Tenus d'occuper gratuitement pour les pauvres, 220. — Prennent part à l'élection des juges, 443, 444. Leur ministère autorisé par des lettres de chancellerie, 448; elles sont abolies par les Etats de Tours, 448. — Sont appelés pour la rédaction des coutumes, 463. Les douze plus anciens au parlement jouissent du privilège de *committimus*, II, 139. — Inutiles dans les procédures sommaires, 154. Conseil gratuit des pauvres, 162. Leur multiplicité. Autorisés à plaider, II, 163. Vœux de la noblesse en 1561, 163. — Supprimés par voie d'extinction en 1566. Constitués en titre d'office en 1572, 164, 522. — Responsables de leurs erreurs, 164. — Restituent l'indu en matière sommaire, 506. Suppression des offices en 1579, 523. — Responsables de la lenteur des procédures, 523, 524. Leurs noms publiés annuellement. Récépissé des pièces, III, 183. Réunion mensuelle pour surveiller l'exécution du tarif, IV, 54, *note* 1. Sous Henri IV, division de la postulation et de la plaidoirie, cumul dans les sièges subalternes (F. 1614), 56. — Tenus à délivrer des récé-

pissés, 57. Désavou. Dommages-intérêts, 58.

PROCEUREURS DU ROI. — Doivent jurer en entrant en charge de poursuivre tout fait de prise, I, 128. Leurs poursuites n'engagent pas leur responsabilité, 221. 222. Leurs manœuvres; leur action subordonnée à l'opinion du juge, 222. — Ne payent aucuns dépens, I, 470. — Chargés de défendre gratuitement les pauvres, II, 162. Plaintes de la noblesse poursuivie par eux, 169, 170. — Tenus de nommer le dénonciateur en cas d'acquiescement, 170. En cas d'oppression seigneuriale, le tiers voit que le nom du dénonciateur soit tenu secret, 265. Communication des procès à la fin de l'information, 171. — Chargés d'informer contre les simoniaques laïques, II, 401, et de faire restituer le domaine usurpé, 419. Défense de plaider pour les particuliers, 477, 478. — Agissant d'office; en cas domanial, 486. Envoi périodique des états de poursuites, 527. — Reçoivent les procès-verbaux de chevauchées, 529. — Ne peuvent faire arrêter qu'en flagrant délit, IV, 61. Communication des procès-verbaux de capture, 63, 64. — Saisissent les péages pour faire réparer les routes, III, 25.

PRONONCIATION IMMÉDIATE DES ARRÊTS sans attendre les épices, II, 130, 157, 158, 484, 515, IV, 21, 49.

PROPOSITIONS D'ERREUR. — Attribuées en 1545 aux parlements, II, 160. — Garanties organisées à Orléans, II, 161. — En 1576 (N.), leur cause, 519, 520. — En 1614, IV, 54.

PROMÉTÉ PRIVÉE. — Les Etats du roi Jean défendent ce droit, I, 124. V. *Prise, Chasse*. Résumé des vœux aux Etats du roi Jean, I, 192. Ses violations signalées

aux Etats de Tours; confiscations, I, 468. — Respectée sous Louis XII; reconnaissance des Etats, I, 552. Garanties obtenues par les Etats d'Orléans (1560) contre les violences des seigneurs. Responsabilité civile des nobles, II, 267. — Immobilière; droit pour les paysans de l'acquérir (T. 1614), IV, 68, 69. — Usurpée par les seigneurs, doléances en 1576, III, 52, 53. Violences des nobles, 211, 212.

PROTECTION de l'industrie nationale. — Le Languedoc aux Etats de Tours la demande pour la soie, I, 510. Vœux du tiers en 1576, III, 34, 35. Ordonnance conforme, novembre 1577, 35, 36. — Demandée par la noblesse en 1588, 204. — Proposée par Laffemas, III, 306. — Soumise aux notables qui l'acceptent, 307. Hésitation de Henri IV, 307. Résultats mauvais, 308. Révocation de la prohibition, 309. En 1614, le tiers la sollicite, IV, 138. Prohibition à l'entrée des marchandises ouvrées; à la sortie des matières premières, 138, 139. Résumé général, 272.

Protestantisme. V. Réforme.

PROTESTANTS. — Attitude du clergé aux Etats d'Orléans, II, 104. Inquisition des Pays-Bas, 105. Belle réponse de l'Hospital, 105, 106. Opinion modérée (T. N.), 106. Amnistie proclamée (28 janvier 1560), 107. Résistance du

parlement, 108. Conférence de discussion entre Coligny et Guise, 109. Situation créée par l'édit de juillet, 109, 110. Premier édit de tolérance (Saint-Germain, janvier 1561), 110. Paroles de pape au début de l'hérésie, 111. — De 1560 à 1576, 445, 446. Paix de Chastenoy, mai 1576, 446. — Ne luttent point dans les élections, 446. Leur situation de 1576 à 1588, III, 166, 167. — En 1589, 519. — Sous Henri IV, 520. Edit de Mantes (juillet 1591), 520. Traités de réunion, politique de Henri IV, 521. Leur esprit séditieux, 522. Edit de Nantes (avril 1598), 522, 523. Comment il est accueilli, 524, 525. Le clergé, en 1614, ne demande ni la guerre, ni la tolérance, 526. La noblesse et le tiers gardent le silence, 528. Vœux divers au sujet de leurs droits, 527.

PROVISIONS ECCLÉSIASTIQUES. — Aux Etats de Tours, I, 422, 432. — Aux Etats d'Orléans; les élections sont demandées, II, 81. Conditions de capacité, 82. Examens et concours, 83. — Aux Etats de 1576, II, 393. Résumé, 460. — Aux Etats de 1588, III, 154, 157, *note* 2. — Aux Etats de Paris, III, 454. Résumé, 531, 532.

PRUD'HOMMES JURÉS. — Leur élection; le tiers craint leur vénalité, III, 38, 39.

Q

QUALITÉS DES ARRÊTS ET JUGEMENTS. — Doléances à Orléans sur leur longueur, II, 159. Gros cahiers d'écritures inutiles; (T.) réduction, 516. Même vœu en 1614. IV, 49.

QUINTIN (Jean). — Régent et doyen de la faculté de droit à l'Université de Paris. Nommé orateur du clergé aux Etats d'Orléans (1560), II, 43. Son discours à la séance royale (1 janv. 1560).

Sa violence contre l'hérésie. Il reconnaît le relâchement de la discipline ecclésiastique, II, 46.

— Soulève les protestations des réformés, 47. Il est obligé de s'excuser, 49.

R

RABOTEAU (Jean). — Président au parlement. — Soutient le parti de la guerre aux Etats d'Orléans (oct. 1439), I, 326.

Raison (Conseil de). V. *Conseil de raison.*

RAMBOUILLET (Jacques d'Angennes seigneur de). — Envoyé en 1561 à Rome pour obtenir la reprise du concile de Trente, II, 88.

RAMBOUILLET (Nicolas d'Angennes, sieur de). — Conseiller de Henri III. Chargé de diverses missions pendant les Etats de Blois (1588), III, 91 et *note*, 132, 133, 142.

RAPINE (Florimond). — Conseiller et avocat du roi au bailliage de Saint-Pierre-le-Moustier, député du tiers aux Etats de 1614, III, 331. Cité : 334, 342, 343, 346, 347, 348, 356, 358, 367, 369, 385, 388, 395, 398, 404.

RAPPORTS DE L'EGLISE ET DE L'ETAT. — Pragmatique sanction de Bourges en 1438, I, 423. Concordat de 1516, 430, *note*. V. *Clergé, Indépendance de l'Eglise, Indépendance de l'Etat, Gallicanisme, Indults, Concile de Trente, Parlement (Affaires ecclésiastiques), Tiers état, Liberté des cultes, Police religieuse.*

RAPT. — Peine appliquée aux complices des mariages clandestins, II, 536, 537. Peine capitale demandée (T.N.). — De séduction, 554. Doléances en 1614, IV, 82. Peine capitale, 83. Comprend les mariages forcés, III, 57.

RAPIN (Jean). — Député aux Etats Généraux de Tours (1484). Choisi par la Bretagne comme

membre de conseil du roi, I, 414.

RAVAILLAC. — Assassine Henri IV, 14 mai 1610, III, 508. Ce crime réveille les ardeurs gallicanes, 508. Préjugés populaires sur ses complices, 508, 509.

RÉBELLIONS. — Leur fréquence sous Louis XIII. Nécessité de nouvelles lois pour les réprimer, III, 436, 437. Mesures proposées par Richelieu, 442, 443. Esprit de révolte de la noblesse, IV, 156, 157. Défense de posséder des amas d'armes, 160.

RECEL des biens de communauté et de succession. — Peines contre les héritiers, IV, 72. Complicité de vol, — à la suite des armées, III, 66.

RECEVEURS PARTICULIERS. — Sous Charles V, I, 214. V. *Administration financière.*

Receveurs. V. *Administration financière, Chambre des comptes.*

RECOURS (Voies de). — Aux Etats d'Orléans, II, 160. V. *Appels, Propositions d'erreur, Requête civiles.* — Aux Etats de 1576, II, 519. Aux Etats de 1614, IV, 54.

RECRUTEMENT. — Abandonné à l'arbitraire des capitaines, III, 213. Capitaines recruteurs soumis aux autorités locales, IV, 166, 167. Règlement, 167.

RÉCUSATION. — Obligatoire en 1597, III, 282 ; en 1614, IV, 44. — Spontanée, 45. Contre les présidiaux ; compétence, IV, 65.

REFORMATEURS spéciaux. — Institués par la commission des trente-six, pendant la captivité du roi Jean, I, 94 et *suiv.* —

- Supprimés par les Etats de Compiègne, I, 98. Réformateurs envoyés dans les provinces par Charles V, 217.
- RÉFORMATION GÉNÉRALE DU ROYAUME. — Tentée par les Etats Généraux sous le roi Jean, I, 90 et suiv. V. *Etats Généraux*, et *Conseil (Grand)*.
- RÉFORME. — Pénètre en France dès la fin du règne de François Ier. — Se développe sous Henri II, II, 9. Requête des protestants de Normandie présentée par Coligny à l'assemblée de Fontainebleau (1560), 14. Le cardinal de Lorraine se montre modéré à l'égard des hérétiques dans son discours à cette assemblée, 18. V. *Protestants*, *Pacification (Edits de)*, *Liberté des cultes*.
- RÉGALE. — Origine de ce droit, son extension au seizième siècle. Doléances du clergé, II, 432. — Appliquée aux réparations d'église, III, 484, 485. — Sous Henri IV, 487. Eglises exemptes, commencement de la lutte, 488.
- RÉGENCE. — A la mort de François II, la noblesse et le tiers état veulent organiser le conseil de régence, II, 54. La régence appartient de droit à Antoine de Bourbon, roi de Navarre. Catherine de Médicis la lui dispute, 68. Disposition des Etats à l'égard de la reine mère. Attitude des trois ordres. Clergé, 70. Noblesse, 71. Tiers état, 72. A la mort de Henri IV. Régence de Marie de Médicis : tous les abus repaissent, III, 327, 328. Louis XIII majeur en 1614, 329, 331.
- RÉGICIDE. — Début de cette doctrine soutenue par les huguenots, puis par les catholiques, III, 508. Assassinat du prince d'Orange, 508 ; de Henri III et de Henri IV, 509. Livre de Mariana, 509. Arrêt du parlement, 510. Protestation du tiers, 510, 512. Cahier de l'Île-de-France, 512. *Loi fondamentale*, premier article du tiers, 512, 513, 514. Article du clergé contre le — , 515.
- RÉGIMENTS. — Créés sous Henri II par le duc de Guise, II, 285.
- RELIGIEUX. — Age des vocations, II, 93, 94, 410. Moyens pris pour empêcher les vœux prématurés et forcés, 92, 93, 411. — Relevés de leurs vœux, 411. Le pouvoir laïque favorable aux clôtures, 411. Leur instruction, 412. Novices entretenus aux universités, 412. En 1558, nécessité de leur réformation : discours de Montholon, III, 157. Vœux de la noblesse et du tiers, 158. Leur réformation sous Henri IV, 277. — En 1614, vœu du clergé, 473. Discipline des évêques, 474. Vérification des vocations religieuses, 474. Capacité de disposer et de recevoir, 475, 476. V. *Couvents*.
- RELIGION. — Peines contre ceux qui la tournent en dérision, II, 104. — Est considérée comme une matière de police, 113.
- RÉLY (Jean de). — Chanoine de Paris. — Député aux Etats Généraux de Tours. Son discours en réponse à celui du chancelier, I, 374. Il occupe deux séances, 376.
- Rémision*. V. *Grâce*.
- REMONSTRANCES DES PARLEMENTS. — En 1576, nul édit valable s'il n'a été vérifié, 562. Dans les pays d'Etats, procureurs syndics les préparent, III, 189. Droit revendiqué en 1614, IV, 85. — Résumé général, 210, 255.
- RENTES. — Frauduleusement constituées, III, 16. Révision des titres, 17 ; deux millions et demi en dehors de celles sur l'hôtel de ville, 21. Nullité des rentes frauduleuses. Deux millions de rente supprimés, III, 301. Taux des — sous Henri II, III, 486. — Sous Henri IV, en 1614, en

- 1617, III, 487. — foncières prescrites par dix ans, IV, 77.
- RENTES DE L'HÔTEL DE VILLE. — Leur origine, II, 6. Leur paiement à la charge du clergé, 249.
- III, 19. Atteignent près de trois millions en 1576, 21.
- REPENTI (Philippe de). — Décapité pour avoir essayé de délivrer le dauphin (1358), I, 77.
- RÉPIT. — Lettres de chancellerie nécessaires pour obtenir un —, II, 155, 183. Le droit de les accorder confié au juge, II, 155, 184.
- REQUÊTES CIVILES. — En 1576, II, 519. En cas de dol du mineur ou de pièces nouvelles, 520. Consultation; amende; cas de contrariété, IV, 54.
- REQUÊTES DE L'HÔTEL (Maîtres des). — Leur juridiction I, 112. *note* 1. Leurs empiétements limités, 112. Réduction de leur compétence en 1413, 282. Extension de leur compétence sous Louis XI, 447. Les Etats d'Orléans demandent leur abolition, II, 135. Doléances des Etats d'Orléans à leur sujet, II, 136. V. *Maîtres des requêtes*.
- RÉSERVES. — Abrogées par le concile de Trente, II, 398. Conformité de l'ordonnance de Blois, 399. Doléances plus vives en 1588, III, 155. Doléances en 1614, 457. V. *Coadjuteurs*. Droit de joyeux avènement en 1576 et en 1614, 460, 461.
- RÉSIDENCE des juges. — Obligatoire, I, 278. Les officiers demeurent auprès du roi, I, 436, 437. — Aux Etats de 1576, II, 476. — En 1614, IV, 14.
- RÉSIDENCE ECCLÉSIASTIQUE. — Etats d'Orléans; doléances (T. N.), II, 89. — Imposée à peine de saisie du temporel, 90. Prêtres mendiants et errants, 94. — Demandée en 1576, 403. — Des prélats surtout aux fêtes, 404. Sanction de cette règle, 404, 405. V. *Temporel* (*Saisie du*). Décisions du concile, 406, *note* 1. Opinion de Montholon en 1588, III, 157. — En 1596, 277. Nouveaux efforts en 1614, 470, 471.
- RÉSIGNATIONS. — Interdites en 1576, II, 467. — En 1588, III, 173.
- RÉSISTANCE (Droit de). — Accordé en 1355 contre les empiétements des officiers des forêts, I, 111, *note* 1. — Accordé comme sanction de l'abolition des prises, 126, 127. En 1355 droit d'assembler les voisins par cris, 127. En 1356 par tocsin, 128. — Accordé en matière de chasse, 132. — Accordé aux paysans pour empêcher les guerres privées, 134. — Proclamé de nouveau en 1367 contre les prises, 225. — Accordé contre les guerres privées en 1439, I, 330, et contre la violation du domicile, III, 54. En 1588, III, 210. La noblesse s'en alarme, 210, 211. Allusion de Miron, 402. — Contre les désordres des gens de guerre (T. 1588), III, 214, 322.
- RESPONSABILITÉ. — Les seigneurs responsables de leurs serviteurs, III, 53.
- RESPONSABILITÉ DES JUGES. — La noblesse veut y soumettre les juges en 1561, II, 149, 150. — Des juges, si l'enquête est annulée pour vice de forme, IV, 47.
- RETRAIT. — *Domanial*, permettant au roi de reconstituer son domaine, III, 10, IV, 110. — *Ecclésiastique*, permettant au clergé de racheter le domaine aliéné, II, 418, 419, 420, III, 478, 479, 480. — *Féodal*, II, 277, demandé par les nobles ruinés, IV, 154. — *Litigieux*, proposé par la noblesse pour empêcher les juges de plaider, III, 175. (Dans le texte se trouve par erreur *lignager*.)
- RETZ (Albert de Gondî, maréchal

- de) (1522-1602). — Envoyé en députation vers les Etats pour leur demander des subsides. (31 décembre 1588), III, 142. — Prononce un long discours, 144. — Préside une des trois chambres de l'assemblée des notables de Rouen (1596), 265.
- REUILLY (Maurice de). — Chambellan de Charles VI. Ses dilapidations, I, 261, *note* 3.
- RÈVE. — Droit d'exportation. Son origine, I, 505 *et note* 3.
- RICHELIEU (François Duplessis de). — Père du cardinal. Grand prévôt de l'hôtel de Henri III. — Procède à l'arrestation du président et de quatre députés du tiers à Blois (23 déc. 1588), III, 139.
- RICHELIEU (Armand Duplessis, cardinal de). — Député comme évêque de Luçon aux Etats de 1614, III, 331. — Chargé de réconcilier la noblesse et le tiers, 344. — Orateur du clergé à la séance de clôture, 398. Succès de son discours, 400. — Blâme la façon de délibérer des notables en 1617, 416. Son ministère, 431. — Convoque les notables, 432. Ses efforts pour ranimer le commerce, 435, 436. Son discours aux notables en 1626, 437. Nécessité des économies, du rachat du domaine, 438, 439. — Soumet aux notables quinze propositions, 442. — Accorde au commerce extérieur une protection efficace, IV, 136. — Favorise l'esprit d'association, 136. Influence des Etats sur sa politique vis-à-vis de la noblesse, IV, 145. Son opinion sur les empiétements des parlements, III, 504. Sur la vénalité des offices, IV, 2, 4.
- RIOX (Robert de). — Receveur général du subside voté par les Etats d'Auvergne (1356), I, 59, *note*.
- RIS (Faucon, sieur de). — Président au grand conseil, puis premier président du parlement de Normandie. Semonce qu'il adresse aux députés de Blois, de la part du roi, le lendemain de l'assassinat du duc de Guise (24 déc. 1588), III, 140. — Chargé de leur demander des subsides (31 déc.), 142. — Prononce des paroles blessantes pour l'autorité des Etats et accroît l'irritation des députés, 144.
- RIVIÈRES. — Leurs lits encombrés en 1576, III, 27. Edit de 1583, 28. Navigation facilitée sous Henri IV. Leur entretien dans l'intérêt de la navigation, IV, 129. Résumé général, 269.
- RIXES. — Description de ce désordre en 1560, II, 196. Lâcheté des assistants, 197. V. *Duels*.
- ROBERT LE PIEUX. — Fréquentes réunions de barons et d'évêques sous son règne, I, 14.
- ROCHEFORT (Guillaume de). — Chancelier. Son discours à l'ouverture des Etats Généraux de Tours (1484), I, 361 *et note*. Il tient aux députés un langage conciliant, 380. Il leur demande 300 000 livres en plus et leur refuse le droit de délibérer. Ses propositions sont rejetées, 384. Il provoque la nomination de trois commissions. — Réunit la commission de la justice, 390, 391. Son discours à la séance royale du 7 mars, 394. Il annonce la clôture de la session, 395.
- ROCHEFORT (De). — Député aux Etats d'Orléans (1560). — Choisi comme orateur de la noblesse. Son discours, II, 47. Il est chargé de présenter requête au roi pour obtenir la suppression des passages injurieux du discours de Quintin, 49.
- ROCHEFORT (Joachim de). — Député aux états de Blois (1576). — Remercie le roi au nom de la noblesse, II, 312. — Envoyé en

- ambassade au maréchal de Danville, II, 326.
- ROCHEFOUCAULD (François de la). — Cardinal, député aux Etats de 1614, soutient le système des articles généraux, III, 336. — Nommé président de l'assemblée de Rouen, 415.
- ROI. — Responsable devant Dieu des juges qu'il nomme, I, 438. Jamais responsable en justice de ses officiers, I, 444. — Juge dans sa propre cause, I, 452. V. *Conseil du roi*. En 1558, les Etats veulent que le roi rende la justice, II, 8. — Doit tenir justice ouverte (T. 1576). Ses vaines promesses, II, 503, 504. Son autorité et celle des Etats Généraux. Discussion sur cette question aux Etats de Blois (1576), II, 382. Irresponsabilité du roi, 383. La justice supérieure lui appartient, IV, 33. — Doit juger en personne; mot de Henri IV, 35. Sa garde appartient de droit à la noblesse, III, 45, 46, IV, 150. Responsabilité de la royauté dans l'insuccès des Etats Généraux, IV, 283, 284.
- RÔLE. — Mal observé au parlement en 1356, I, 117. Doléances des Etats d'Orléans, II, 156. — Des procès par écrit. — Des affaires urgentes, II, 157. Exception pour les demandes d'aliments (N.), pour les pauvres (C.), pour les causes urgentes (T.), 506, 507. Publicité, 507. — Est encombré au parlement, 512. Désordres en 1614. — Des affaires urgentes, IV, 43. Suppression des affaires anciennes, 44.
- ROMAINS. — Admettent le principe de la délibération commune, I, 4, 5.
- ROMORANTIN (Edit de) (1560). — Dû à l'Hospital. — Sa modération déplait au parlement, II, 108. Il lui enlève la connaissance des crimes d'hérésie, 12.
- ROSE (Guillaume). Evêque de Senlis. — Défend le crime de Jacques Clément, III, 509.
- Rouen (*Assemblée des notables à*). V. *Notables (Assemblée de)*.
- Rouen (*États de*). V. *Etats provinciaux*.
- ROUSSILLON (Ordonnance de). — 1563, II, 66.
- ROUTES. — Charles V veille à leur sûreté, I, 211. Mauvais état des routes: doléances des Etats de Tours, I, 509. — Mise en état et sécurité à la charge des seigneurs, *id.* Louis XII les fait réparer, 514. Charge les trésoriers de les inspecter et d'achever les réparations, 515. Doléances en 1560, II, 266. Répression des crimes commis sur les routes, II, 552. Le seigneur qui perçoit le péage doit les entretenir, II, 267. Le seigneur péager doit la sécurité et l'entretien des routes, III, 24, 25. Saisie du péage pour la réparation des routes, 25. Imprescriptibilité, plantations, 26, 27. — Confiées à Sully en 1599, III, 311. Réalisation des vœux des Etats. — Achevées et plantées, 311, 312. Leur entretien, IV, 128, 129. Résumé général, 269.
- ROUTIERS. — I, 336.
- RUBEMPRÉ (De). — Envoyé en ambassade au roi de Navarre (1376), II, 326, *note*.

S

Sacrements (Vente des). V. *Simo-*
nies.

SAISIE-EXÉCUTION. — Privilège des bourgeois de Paris, II, 187. Le

- tiers obtient son extension, II, 188.
- SAISIE IMMOBILIÈRE. — Adjudication, ordre sur le prix, IV, 47, 48. Péremption demandée, 53. Péremption du décret, 77, 78.
- SAINT-ANDRÉ (Jacques d'Albon, maréchal de). — La noblesse et le tiers état veulent lui demander des comptes, II, 54. — Forme, avec le connétable et le duc de Guise, le *triumvirat* (1561), 56.
- SAINT-ANDRÉ (M. de). — Premier président du parlement de Paris. — Répond au roi aux Etats de 1558, II, 4.
- SAINT-BARTHELEMY (Journée de la) (24 août 1572), II, 445, 446. Un an après, les protestants demandent publiquement le droit d'ouvrir des temples: désaveu du massacre, 446. Rétablissement de prières annuelles en son honneur, III, 168.
- SAINT-DELIZ (Jean de). — Député d'Amiens aux Etats Généraux de Tours (1484), I, 359.
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Edit de). — premier édit de tolérance dû à l'Hospital (17 janv. 1561-1562), II, 110. V. *Liberté des cultes*.
- Saintonge. V. *Coutumes*.
- SALIQUE (Loi). — Proclamée par les Etats de 1317, I, 27. Arrêt prononcé par le parlement, en juin 1593, III, 243-245.
- SALPÊTRIERS (Juridiction des). — Supprimés en 1576, II, 493.
- SALUCES (Marquisat de). — Le duc de Savoie s'en empare (novembre 1588), III, 114.
- SANCY (Nicolas de Harlay, seigneur de). — Né en 1546. — Surintendant des finances avant Sully. — Chargé par le roi d'une mission auprès de l'assemblée des notables de Rouen (1597), III, 269.
- SAVARON. — Lieutenant général de la sénéchaussée de Clermont. — Député du tiers aux Etats de 1614, III, 331. Envoyé par le tiers près des ordres privilégiés, 341. Son discours au roi, 342. — Soulève le mécontentement de la noblesse, 343. — Se justifie devant Richelieu, 344. — Bon, suivant les nobles, à mettre entre les mains des laquais, 345. — Remet au roi, le 15 novembre, les premiers vœux du tiers, 350.
- SAVOISY (Charles de). — Chancelier de France, I, 252, et note.
- SAXONS. — Apportent les institutions libres dans l'île de Bretagne, I, 4.
- Scholarité. V. *Université* (*Privilège de*).
- SCHOMBERG (Henri, comte de). — Maréchal de France. — Son discours aux notables en 1626, III, 436, 437. Remet à l'assemblée un projet de règlement sur les gens de guerre, 439, 440.
- SCHOMBERG (Gaspard de). — Commande les troupes allemandes au service de Henri IV. — Choisi par ce prince comme commissaire à la conférence de Suresnes (1593), III, 230.
- SEGA (Philippe de). — L'égat du saint-siège en France. — Est exclu des délibérations des Etats de la Ligue (fév. 1593), III, 223. Il s'efforce de remuer Paris, 226. — Ecrit au cardinal de Pellevé pour adjurer les Etats de s'abstenir de conférer avec les députés royalistes, 240.
- SEIGNEURIAUX (Droits). — Les abus qui en résultent font l'objet des doléances du tiers aux Etats d'Orléans (1560), II, 262. Le clergé s'en plaint également. Ils obtiennent qu'ils seront soumis à une vérification, 263. Affranchissement du vassal, demandé par les députés, 264. La justice est la protectrice des droits du tiers état, 266. La noblesse défend ses privilèges, 268. En 1576, III, 50, 51. V. *Chasse* (*Droit de*), *Noblesse*, *Corvée*, *Mouture*, *Banalité*.

SEIZE, — représentants de la bourgeoisie parisienne. — Origine de leur pouvoir. Ils deviennent les chefs les plus ardents de la Ligue, et ensuite les agents de Philippe II, III, 84. — Envoyent aux États de Blois une série d'articles secrets ayant pour but de modifier les rapports entre le roi et les États, 111. — Perdent leur prestige, 221. — Font afficher une protestation contre la conférence de Suresnes, 231.

Selles (États réunis à). V. États Généraux sous Charles VII.

SÉMINAIRES. — Créés par le concile de Trente, II, 415. — Destinés aux jeunes ecclésiastiques; répondent à nos petits séminaires, 416, 417. Edit de Melun, III, 159. Le clergé demande une dime spéciale: que tout don soit autorisé, 160. — Diocésains en 1614, 476, 477.

Senecey (Baron de). V. Beaufremont.

SÉNÉCHAUX. — Placés au-dessus des baillis et des prévôts, I, 107. Cour du sénéchal devient à Paris le tribunal du Châtelet, 112, 113. Sa compétence: garde-gardienne, 113. — Empiètent sur les prévôts, I, 115. — Leurs offices baillés à ferme en 1356, 118. Cet abus interdit, 118. Leurs élections en 1493, 443. Leurs charges ne sont plus affermées, mais données en garde, 443. Il est question de leurs lieutenants en 1493, 443. — Surveillaient mal leurs officiers subalternes; responsabilité réclamée, 444. — Ne peuvent accepter une charge d'un seigneur, 444. — Aux États d'Orléans: leur élection, II, 122. — En 1576, les nobles veulent s'attribuer les charges de —, III, 45. — En 1614, IV, 150.

SENS. — États Généraux réunis dans cette ville en juillet 1367. *V. États Généraux.*

SENTENCES. — Ne sont rendues par le juge que contre payement préalable, II, 128. — ecclésiastiques prononcées en français, III, 494. *V. Arrêts.*

SÉPULTURES. — Alfranchies de toute redevance forcée, II, 99. Dons volontaires permis, 424. Actes de —, 532, 533, III, 185. *V. Etat civil.*

SERGENS. — Exagération de leur salaire, interdiction de cet abus, I, 118. Les sergents à cheval au parlement de Paris, 119. Salaire, garanties de solvabilité, 119, 120. Ils ne peuvent saisir les chevaux et les charruers des paysans, 222. — Doivent servir gratuitement les pauvres, II, 162. Harpies du peuple; faux —. Garanties de bonne vie, 166. Cautionnement, *id.* Leur éloignement des justiciables; récépissé des pièces et de l'argent, 167. Conducteurs des prisonniers abolis, II, 171. — Des amendes, leur suppression, 552. — Battus par les seigneurs, IV, 51. — Emprisonnés par les magistrats, 52. — Refusent de signifier aux membres du parlement de Normandie, 52. Satisfactions données en 1629, 52, 53. Leurs abus; réduction à 100 en chaque présidial, 58. — Mis sous la surveillance des juges; responsabilité, registres, 58, 59.

Service militaire. V. Administration militaire, Organisation militaire, Ban et arrière-ban.

SERVIN. — Avocat général au parlement. — Ses conclusions contre Bellarmin, III, 511, 512. Son influence sur le cahier de l'Île-de-France, 512.

SERVITUDE FÉODALE. — Serfs de corps et d'héritages. Doléances infructueuses du tiers en 1576, II, 539. — Transformée en taxe pécuniaire, III, 50. Transactions écrites, 50, 51. Titres anéantis pendant la guerre, droits contes-

tés, III, 51. Renvoi de vant la justice ordinaire, §52. Affranchissement des mainmortables, indemnité aux seigneurs, IV, 68. Droit pour les paysans d'acquérir des immeubles, 68, 69.

SIGNIFICATIONS. — Leur nombre exagéré. — De pièces au début de l'instance, II, 152.

SILLERY (Nicolas Bruslart, marquis de). — Chancelier de France, son discours à la convocation des Etats de 1614, III, 334. Cité, 337. — Veut apaiser les brouilleries entre les ordres, 350. Cité 369. Son opinion sur les Etats Généraux, 385. Ses démêlés avec le tiers, 393. — Conteste toute qualité aux députés demeurés à Paris, 407. Revient à la cour à la mort de Concini, son discours à l'assemblée des notables, 415. — Prépare les propositions royales, 416.

SIMONIES. — Leurs progrès avant les Etats d'Orléans. — Contribuent à la propagation de l'hérésie, II, 98, 99. Défense aux prélats de bailler à ferme le spirituel des bénéfices, 99, 100. — Aux Etats de 1576 ; unanimité des trois ordres, 400. Ord. de Blois conforme au concile, 401. — En 1596, III, 277. — Moins fréquentes en 1614, 461, 462. V. *Discipline ecclésiastique, Confidences, Commendes*.

SIXTE IV, pape. — Ses prodigalités. Ses efforts auprès de Louis XI pour empêcher le renouvellement de la pragmatique, I, 425.

SIXTE-QUINT. — Désire vivement la réception du concile en 1588, III, 156. (Son opinion sur les Etats de 1588, V. *Sixte-Quint* par le baron de Hubner, t. II, p. 207.)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. — Publicité de leur constitution et de leur dissolution obtenue en 1614, IV, 130. Encouragées par Richelieu pour le commerce maritime,

136. Compagnie des Indes occidentales, 155.

SOIE. — Les députés du Languedoc aux Etats de Tours demandent protection pour l'industrie de la soie, I, 510. Défense d'acheter à crédit, II, 189, 205. Lois somptuaires ; défenses aux serviteurs, 205. Aux bourgeois, 206, 207. Même vœu en 1576, III, 34. Défense d'une nouvelle teinture, III, 37. Prohibition à la sortie demandée en 1588, 204. Mémoire de Laffemas : mûriers plantés aux Tuileries en 1596, III, 307. Vœu des notables, 307. Edit de Henri IV, 308. Efforts du roi, 309, 310.

SOISSONS (Charles de Bourbon, comte de) (1566-1612). — Fils de Louis I^{er}, prince de Condé. D'abord partisan du roi de Navarre, III, 94. — Demande à assister aux Etats de Blois (1588). La chambre du clergé veut l'exclure. La majorité du tiers l'admet, 95.

SOLLICITATIONS. — Leur caractère au seizième siècle ; — défendues aux magistrats, II, 480, IV, 17. Procès d'Entragues : Marillac à Rouen, 17, *note*.

SOMPTUAIRES (Lois). — Ord. de 1485, II, 205, *note*. — Demandées par les trois ordres en 1560, II, 204, 205. Chaque ordre critique le luxe de la classe inférieure, 205, 206. Règlement contre le luxe, 207. — Proposées en 1576 (C.), III, 11, 12. Sous Henri IV, III, 309. Réclamées pour distinguer « le noble du plébéien », III, 58. Edit de Louis XIII pour forcer la nation aux économies, III, 434.

SORCIERS. — Se multiplient au seizième siècle, II, 453. V. *Astrologues*, III, 170.

SOURDIS (François d'Escoubleau, cardinal de). — Député en 1614, soutient le système des articles

généraux, III, 336. Cité, 346, 358. Mot sur le prince de Bouillon, 369, *note*. Ses démêlés avec le tiers, 393.

Stuart (Marie). V. *Marie Stuart*.

STYLES. — Les Etats de Tours réclament leur rédaction et leur publicité, I, 462. Les Etats d'Orléans, leur unité dans tout le royaume, II, 157.

SUBSTITUTIONS. — Multiplient les vocations forcées, II, 92, 93. Leur origine, 179. — Multiplient les procès. — Limitées au troisième degré. Leur insinuation, 180. Leur publicité à peine de déchéance, 544. — En 1614 ; le parlement et le tiers défavorables. Ord. conforme, IV, 75.

SUCCESSIONS. — Sont l'objet des recherches avides du fisc, I, 469, 470. Droit d'aubaine, 470. — En pays de droit écrit, 471. Pour régler ces questions parmi les nobles, la noblesse veut des juges élus dans son sein, II, 147. Lutte entre le droit écrit et le droit coutumier. Edit des mères, 540. Résistance du parlement qui attaque le droit coutumier. Doléances du tiers dans le même sens, 541. La succession sera déléguée à ceux qui poursuivent l'assassin, III, 183, 184. Droit de représentation, 185. Peine contre les héritiers en cas de recel, IV, 72. Edit des mères. Lutte entre les parlements, 74, 75.

SULLY-SUR-LOIRE. — Les Etats Généraux s'y réunissent (mars 1430), I, 314.

SULLY (Maximilien de Béthune, duc de). — Chargé par le roi de communiquer aux notables réunis à Rouen (1596) tous les documents nécessaires, III, 264. — Conseille à Henri IV de tenter l'épreuve du *conseil de raison* proposé par cette assemblée, 268. — Refuse son assistance

aux membres de ce conseil, 271. — Reprend avec le roi l'œuvre que les notables n'avaient pu accomplir, 272. Rapporte le produit de la pancarte, 290. Ses réformes financières, 295 à 304. Son mot au duc d'Epemon, 297. Grand voyer de France (1599), améliore et plante les routes, III, 311, 312, IV, 128. — Rapporte ses efforts et ceux du roi pour empêcher toute évocation abusive, III, 283, 284. — Quoique protestant, possède quatre abbayes, III, 472, *note*. Son opinion sur la paulette rapportée par Richelieu, IV, 4.

SURANNATION. — Jugement non exécutoire après l'an et jour. Doléances du tiers, IV, 50.

Suresnes (Conférence de). V. *Etats de la Ligue* et *Henri IV*.

SURIANO (Michel). — Ambassadeur de Venise en France (1561). — Donne les raisons qui empêchaient la royauté de créer une armée nationale, II, 280.

SURINTENDANTS DES FINANCES. — Etablis au nombre de neuf par les Etats de 1355. Leurs fonctions, I, 90, 148. Leur juridiction. Leur serment, 149. Leur autorité administrative, 151. Ils sont réduits à six par les Etats de mars 1356, 152. — Chargés du contrôle des monnaies, 161. Nommés par le roi, 213.

SURVIVANCES. — Interdites en 1576, II, 467. — En 1588, III, 173.

Suspicion légitime. V. *Parentés (Abus des)*, *Juges*.

SUZE (François de la Baume, comte de). — Capitaine catholique, puis gouverneur de Provence. Envoyé par le roi aux Etats de Blois (1576). S'efforce de démontrer que les députés ont des pouvoirs suffisants pour voter de nouveaux impôts, II, 335.

T

TABELLIONS. — Expédient les copies des contrats reçus par les notaires, se confondent souvent avec ceux-ci, IV, 72, 73. V. *Notaires*.

TAILLE. — Distinction entre l'aide et la taille. — *Taille abonnée*, I, 137, *note*. La création de l'armée rend nécessaire une taille permanente. L'ordonnance de 1439 établit l'impôt royal, 331. Défense aux seigneurs d'empêcher la perception de la taille et de l'augmenter, 332. Comment l'établissement de la taille permanente fut accueilli, 335. Facilité avec laquelle les Etats abandonnent le vote des impôts, 338. Anne de Beaujeu, à l'avènement de Charles VIII, remet le quart de la taille, 473. Elévation progressive de la taille sous Louis XI. Doléances des députés aux Etats de Tours (fév. 1484), 474. Le *libre octroi* substitué aux tailles, 481. François I^{er} ajoute au principal de la taille la *grande crue* (1534), II, 222. Les Etats d'Orléans (1560) modifient la répartition de la taille, 227. Le tiers obtient qu'une seule répartition annuelle soit faite entre les contribuables, 229. Caractère *mixte* de la taille, 238, *note*. Aux Etats de Blois (1576), le clergé et la noblesse proposent de la consacrer à l'entretien exclusif de l'armée, 329. — Dépasse 7 millions en 1576, III, 2. Inégalité de sa répartition, 2, 3; 15, 16. — Réelle comme en Languedoc, plus d'exemptions, 16. — et taillon produisent en 1576 plus de 7 millions, 20. Dégrevement des villages pillés par les soldats, 66. Diminution

des — proposée par les Etats de 1588, III, 117. — En 1588, 13 millions, 193, *note* 3. Le tiers veut revenir au chiffre levé sous Louis XII, 193. Réduction à 8 millions (N. C.), 193, 194. — Requête présentée au roi, 194, 195. Décharge de 3 millions, 195, 196. Suppression des exemptions, publication annuelle du tableau des exemptés, 197. Leur répartition confiée à une commission de bailliage (C.) 197. En 1596: 16 millions, III, 288, 298. Diminution sous Henri IV; répartition plus équitable, 298. Abolition des anoblissements, 299. Doléances des notables, III, 317. Liste annuelle des privilégiés vérifiée en parlement, 317. Edit de 1598 conforme au vœu des notables, 318. Henri IV projette un dégrèvement énorme, III, 302. Le tiers demande leur réduction à 8 millions, III, 340, 341. Sans elle le roi ne peut vivre, 351. Seconde députation au roi, 14 déc., 353; elle échoue, 354, 376, 377. Accord des ordres, 377. Leur augmentation en 1615, 379. Nouvelle démarche, 10 janvier, 380. Découragement du tiers, 380. — Réduites par arrêt du conseil, 382. Discours de Miron, 402. Révision des exemptions en 1617, 421. Décharge de 600 000 livres en 1627, 434. — Réelles; leur égalité semble nécessaire, 445. Promesse du roi, décharge de 3 millions en 1632, 448. Exemption, IV, 100. Usurpations, 101. Leur égalité, 102. — Réelles, 103. Leur perception, 104. Dix-sept millions en 1614, IV, 99. Doléances du tiers, IV,

- 99, 100. Les exemptions multipliées, 100. Edit de juin 1614. Elus responsables des usurpations, 101. V. *Impôt (Égalité de l')*, *Impôt direct*, *Assesseurs*, *Élus*.
- TAILLON.**—Impôt créé par Henri II, pour augmenter la solde de la gendarmerie (1549), II, 222.
- TAIX** (Guillaume de). — Député du clergé aux États de Blois (1576). Son journal peu étendu sur des points importants, II, 323. Divers extraits de ce journal, 330, 333, 336, 337, *notes*. Il reproduit les arguments employés dans la discussion sur les limites de l'autorité des députés, 381, cité, 3, 6, 9, 10, 12, 46, 47. Les gentilshommes ne veulent servir que pour de l'argent, III, 62, 63.
- TALON** (Omer). — Avocat général au parlement. Son opinion sur les grands jours de Poitiers, IV, 34, 35.
- TANCARVILLE** (Jean II de Melun, comte de). — Grand chambellan de France. Faveur dont il jouit auprès du roi Jean. — Fait prisonnier à Poitiers. — Apporte à Paris la nouvelle de la paix (18 mars 1357). Envoyé en ambassade vers le prince de Galles (1369), I, 204. Mort en 1382, I, 67 *et note*.
- TAVANNES** (Guillaume de). — Fils du maréchal. Envoyé en mission en Bourgogne par Charles IX, II, 302, *note*.
- TAXES.** — Leur exagération; — des dépens par un seul juge, II, 161. — D'épices écrites sur la sentence, 484. Tarif délibéré par les magistrats et les officiers municipaux. Publicité du tarif, IV, 54, *note* 1.
- Taxes.* V. *Péages*.
- TAXES SEIGNEURIALES.** — Défense aux nobles de lever aucun impôt sous Charles VII, I, 332 à 337. — Sous Henri IV, III, 297. Doleances en 1614; même défense en 1629, IV, 146. Trois cas d'aides dues aux seigneurs (N. 1576), III, 58. Quatre cas reconnus en 1614, IV, 148. V. *Féodalité*.
- TAXIS** (Don). — Ambassadeur du roi d'Espagne aux États de la ligue. Discours qu'il y prononce (12 juin 1593). Il propose d'élire pour roi l'archiduc Ernest, frère de l'empereur, III, 238.
- Témoins.* V. *Procédure secrète*.
- TENPLIERS.** — Reconnus coupables aux États Généraux de Tours (1308), I, 25.
- TEMPOREL DES BÉNÉFICES** (Saisies du). — En cas de non résidence, II, 90. Formes de la saisie, *note* 1. — Multipliées par la passion des officiers de justice, 405. Fruits appliqués aux réparations et aumônes, *id.* — Précédées d'un avertissement préalable, 405, 406. — Abusives : hauts justiciers, 421. — Réprimées en 1576, 421. Défense aux nobles d'affermir les biens ecclésiastiques, 422. — En 1614, III, 470, 471. — Luttent contre les peines spirituelles, 493.
- TERMES** (Maréchal de). — Lettre du roi à lui adressée (1560), II, 21 *note*.
- TERRIER ECCLÉSIASTIQUE.** — Sa confection est demandée (C. T. 1576), II, 419, 420. — Est exécuté, révision en 1614, III, 481.
- TESTAMENTS.** — En faveur du clergé se multiplient; ne peuvent être reçus par le curé s'il est légataire, II, 101, 543, 544. Signature du testateur et des témoins, 544.
- TESIER** (Droit de). — Absolu en pays de droit écrit, I, 471. — Restreint pour les religieux, II, 94. — Restreint en cas de vœux prématurés, 411. — Des religieux en 1614, III, 475, 476.
- THÉÂTRE.** — Peines contre ceux qui se moquent de la religion, II, 104. Interdit les dimanches

- et fêtes, II, 454, 455. — Au seizième siècle, 455. Sa licence ; attaque la religion depuis Louis XII, 456. Opinion de ce prince sur le théâtre, 34. La censure réclamée (C. 1576), 456. Description des abus, 456, *note* 1. Troupe des *Gelos*, 457.
- THÉODOSE II le jeune, empereur. — Rescrit adressé par lui à Agricola, préfet des Gaules, I, 4, *note*.
- THIÉLEMENT. — Député du tiers aux Etats de la Ligue (1593). — Proteste contre les prétentions espagnoles, III, 241.
- THOLLE (M. de). — Envoyé en ambassade au maréchal de Damville (1576), II, 326, *note*.
- THOU (Jacques-Auguste de) — Auteur de l'*Histoire universelle*, (1553-1617). — Choisi par Henri IV comme commissaire à la conférence de Suresnes (1593), III, 231. Ambassadeur de la régente aux conférences de Sainte-Menehould, 328.
- TIERS ÉTAT. — Il exige pour la validité des résolutions l'unanimité des trois ordres, I, 102. Son rôle et son caractère sous le roi Jean. Son influence est prépondérante, 191. Réformes qu'il obtient : respect de la propriété privée ; égalité de l'impôt, 192 ; réforme de la justice, 193. Causes du mouvement de la bourgeoisie sous le roi Jean, 194, 196. Il satisfait sa rancune contre la noblesse : création de l'armée et établissement d'une taille permanente, 336. V. *Etats Généraux de Tours, d'Orléans*. Son attitude dans l'affaire du conseil du roi, II, 72. Ses efforts en faveur des privilèges municipaux, 217. Ses vœux vis-à-vis de la noblesse, 261 et suiv. En 1576, le tiers vote la guerre, 322, puis il hésite, 323. Il s'applique à rendre la guerre impossible, 330. Il veut la paix, 334, Refus successif d'augmenter les impôts, 359, 361, 366, 367. V. *Etats Généraux de 1576*. — En 1588. V. *Etats Généraux de Blois*, 1588. — En 1614. Son orateur parle à genoux, III, 334, 335. Articles généraux, 336. — Veut réduire les pensions par haine des nobles, 341. Conflit avec la noblesse, 343. Passion de la noblesse contre lui, 347, 348. — Se raccommode avec la noblesse, 350, 351. Passion du tiers contre le clergé : art. de l'Île-de-France, 355. V. *Etats Généraux de 1614*. Sa popularité à la suite de la lutte contre le clergé, 374. Commission mixte pour juger les cahiers, il craint d'y être en minorité, 386, 387. — Appelle lèse-majesté l'insulte faite à un de ses membres, 389. Son découragement, 391. Son opinion sur les mariages espagnols, 395. Miron exprime toutes ses passions, 401, 403. Remords des députés sur leur lâcheté, 405. — Veut siéger en mars 1615 ; ne peut l'obtenir, 406, 407. Sa crainte de se trouver en minorité dans les réunions des trois ordres, IV, 209, 210. Responsabilité du tiers dans l'insuccès des Etats, 287, 288, 291. V. *Juridictions, Législation, Justices seigneuriales, Noblesse, Corvées, Centralisation*.
- TIERS ÉTAT (*Vis-à-vis du clergé*). — Son attitude aux Etats d'Orléans, II, 80, 112. Succès de ses doléances, 103. Ses contradictions, 113, 114. — Disposé à la guerre ; à la fin des Etats de 1576 partisan de la paix, 448. Sa passion pour l'indépendance de l'Etat, III, 512, 531, 533. — Veut supprimer les couvents et chapitres nobles, II, 413. Son attitude vis-à-vis des chefs d'ordre, 413. Alliance du parlement et du tiers contre

- le clergé, IV, 228. V. *Indépendance de l'État*.
- TIERS ÉTAT** (*Justice*). — Aux Etats du roi Jean. — Dirige ses efforts vers l'unité de juridiction, I, 111. — Tient la même conduite aux Etats de Tours, I, 458, et aux Etats d'Orléans, II, 135, 138. — Cherche à créer l'égalité des droits, II, 146, 147. Organisation administrative conçue par le tiers état, *id.* — Satisfait de la procédure secrète, II, 168, 169, 527. — Réclame des peines terribles contre les seigneurs résistant aux arrêts, 517, 518. Alliance avec le roi, 519. Leur influence sur la civilisation, 521. Attaque les successions féodales, 540, 541. — Ne craint pas la royauté, IV, 16. Se plaint de la résistance des seigneurs aux arrêts de justice, IV, 51, 55. Ses efforts en faveur de l'unité de juridiction, résumé général, 235 *et suiv.*
- TITRES HONORIFIQUES**. — Messire, madame, mademoiselle, IV, 144.
- TORCY** (Jean d'Estouteville, seigneur de). — Grand maître des arbalétriers de France, I, 385, *note*.
- TOULOUSE** (Etats de la langue d'oc réunis à) — en octobre 1356, I, 56. V. *Etats provinciaux*.
- Tourneur** (Pierre le). V. *Versoris*.
- TOURNON** (Cardinal de). — Jouit de la confiance de François I^{er}. Son rôle politique borné sous Henri II aux relations de la France avec la cour de Rome. — Reproche aux Guise en plein conseil d'avoir convoqué les Etats d'Orléans, II, 30. — Conseille à Catherine de Médicis d'éviter les discussions fatales au pouvoir, 31.
- Tours** (*Etats de*). V. *Etats Généraux sous Charles VII, Louis XI et Charles VIII*.
- TOUSSAC** (Charles). — Gouverneur de Paris, partisan d'Etienne Marcel, I, 71. — Jeté en prison et condamné à mort, 81, *note*.
- TRAITÉS DE COMMERCE**. — Série de traités conclus par la France de 1415 à 1521, II, 251. — Avec l'Angleterre, 26 mai 1606, III, 313. — Avec l'Espagne, 1604, avec la ligue Hanséatique, — avec le sultan, 314. Influence française dans le Levant, 314, 315. Réciprocité des droits demandés en 1614, IV, 130, 131. Résumé général, 272.
- TRAITEURS DE PAIX**. — Elus tous les trois ans en chaque bailliage, chargés de concilier les procès entre gentilshommes, II, 147, 148, 199. Appel pour les duels devant le connétable et un maréchal, 199.
- TRANSPORT**. — Taxes sur les transports de marchandises. Leur origine, I, 505. Les Etats de Tours (1484) demandent la liberté et la sécurité des transports. Les députés du Languedoc donnent à leurs vœux sur ce sujet une forme précise, 506. V. *Douanes, Péages*. Suppression des taxes sur les transports, (1558), II, 6. V. *Routes, Ponts, Rivières*. Premier service de coches, III, 28. Protestation contre le monopole, 29.
- TRANSPORTS ou cession de dettes**. — Défendu aux officiers du roi, I, 112. Abus, I, 113.
- TRÉMOILLE** (Georges de la). — Grand chambellan de France. — Favori de Charles VII. — Lui prête des sommes considérables, I, 315 *et note*.
- Trente** (*Concile de*). V. *Concile de Trente*.
- Trente-Six** (*Conseil des*) V. *Conseil (Grand)* et *Etats Généraux du roi Jean*.
- TRÉSOR** (*Justice du*). — Les Etats d'Orléans demandent leur abolition, II, 135. Abolition voulue par l'Hospital. — Ajournée par le parlement, II, 137.

Triumvirat. V. Guise (François de).

TROMPERIE. — Sur la qualité. Répression demandée en 1576 par la noblesse, III, 30. Coloration artificielle des vins. Étoffes mal tissées, IV, 130.

TROYES (Coutume de). — Rédigée en 1481, I, 461, *note* 3.

TROYES (Traité de). — 21 mai 1420, I, 298.

TROYES (Jean de). — Son discours au roi (24 mai 1413), I, 269.

Tunis. V. Pirates, Turquie.

TURBES (Enquêtes par). — Étaient usitées avant la rédaction des coutumes, I, 462, *note* 1. — Existents encore dans certains

pays en 1588, III, 187, 188. — Interdites aussitôt après la rédaction, 188.

TURQUIE. — Traité de Henri IV avec le sultan, 1604. Echelles du Levant ouvertes. Piraterie interdite, III, 314. La France devient la protectrice de l'Europe en Orient, 314, 315. Les corsaires d'Alger et de Tunis continuent leurs courses, IV, 132. Doléances en 1614, 132.

TUTEURS. — Précautions sollicitées contre leur gestion. Inventaire. Responsabilité, II, 178. Action en rescision. Prescription de trente ans, IV, 69; de dix ans, 70.

U

UNITÉ DE JURIDICTION. — Efforts du tiers état sous le roi Jean, I, 111. Sous Charles V, 219, 222. En 1428, 313, 314. — Aux États de Tours, 458. Les États d'Orléans veulent l'obtenir, II, 135, 138, 142, 143. — Aux États de 1576, II, 491, 567. — Aux États de 1588, III, 176, 177, 178. — En 1597, III, 282, 283. — Aux États de 1614, IV, 28, 29 et suiv.

UNITÉ DE LÉGISLATION. — Unité de la procédure dans tout le royaume, II, 157. Résumé en 1614, IV, 93.

Unité des poids et mesures. V. Poids et mesures (Unité des).

UNIVERSITÉ DE PARIS. — Son influence au milieu de l'anarchie du règne de Charles VI. Les docteurs veulent pacifier et réformer l'État, I, 251. V. *États Généraux sous Charles VI.*

UNIVERSITÉ (Privilège de l'). — Jurisdiction spéciale. — Conservateurs des privilèges, I, 322. Plaintes aux États de Tours, 446,

Promesses du conseil, I, 447. Les États d'Orléans demandent leur abolition, II, 135. Même vœu en 1614, IV, 39, *note* 2.

UNIVERSITÉS. — Les écoliers y affluent au seizième siècle, II, 415. Leurs registres doivent porter le nom des étudiants en droit, 472. En 1576 : vœux des trois ordres; réformes en 1579, III, 73, 74. En 1614 : vœux des trois ordres; réformes en 1629, IV, 185. V. *Instruction, Collèges.*

URSINS (Guillaume Juvénal des). — Chancelier. — Son discours aux États de Tours (6 avril 1468), I, 346 et *note* 3. Meurt en 1472. Doriote lui succède, I, 441, *note*.

URSINS (Jean Juvénal des). — Frère de Guillaume. — Archevêque de Reims. Son discours aux États de Tours (avril 1468), I, 347.

USURE. — Comprend le prêt à intérêt. — Sévèrement interdite en 1560, II, 182, 189. Nouvelle interdiction en 1576, 548. Peine capitale demandée, accordée

pour les recidivistes. Bannissement, 554. V. *Intérêts*

USURPATION DE NOBLESSE. Aux Etats d'Orléans 1560), la noblesse s'élève vivement contre les usurpateurs, II, 274. Le tiers état se joint à elle pour demander une révision des titres. La vanité des bourgeois enrichis rend les usurpations nombreuses. Elles

sont frappées d'une amende, 275. Renouvellement des peines anciennes, III, 44. Institution d'un syndic pour les réprimer, 44. Doléances en 1588. Syndics, 208. — En 1597, 316. — En 1614. Syndics. Juges d'armes, en 1627. Tribunal d'honneur, IV, 142. Révocation en 1640, 143.

V

VACANCES. — Revenu des bénéfices vacants dû au Saint-Siège, II, 435.

VACQUERIE (Jean de la). — Premier président du parlement de Paris, I, 404. — S'occupe de la rédaction des coutumes, 464.

VAGABONDS. — Mesures prises en 1560, II, 195, 196. Responsabilité des seigneurs négligents, 195.

VAIR (Guillaume du) (1556-1621). — Conseiller au parlement. — Député aux Etats de la Ligue (1593). — Proteste contre les prétentions de Philippe II, III, 235 *et note* 2. — S'élève contre la proposition du duc de Mayenne, 241. — Prononce un discours éloquent pour soutenir le projet d'arrêt du parlement, relatif à la loi salique, 243.

VAUDEMONT (René II de). — Adresse une requête aux Etats de Tours (févr. 1484), I, 370.

VÉNALITÉ DES OFFICES. — Premières plaintes du tiers en 1356, I, 118. — Les offices baillés à ferme, 118. — Sous Charles V, suppression de plusieurs fermes; offices baillés en garde, 221. — Sous Charles VI, I, 255, 264. — Proscrite en 1413, 280, 281. — Sous Louis XI, 434. Offices de finances affermés, 434. Plaintes des députés, 435. — Des pré-

vôts. — Du parlement de Paris, 435. Les vendeurs et les acheteurs déclarés incapables d'exercer un office, 437. — Interdite en 1493, 441, — en 1498, 442. — Réparaît en 1508, I, 442, II, 117. — S'accroît sous François I^{er} et Henri II. Réforme méditée par l'Hospital, 117. Unanimité des doléances : collation gratuite promise par le roi, II, 118. Nature de cet abus, 118, 119. — Des juges seigneuriaux, 223. Causes de la cherté des procès, 151. Résumé en 1560, 210; en 1576, II, 462. — Est reconnue par la loi en 1568, 463. Taxe du tiers denier, rétablissement des parties casuelles, 464. Protestation des trois ordres, 464, 465. Interdiction de la vente, 466. — En 1588, III, 173. — En 1597, abolition demandée par les notables, 278. Suppression du serment, clauses des quarante jours, 279. — En 1614, IV, 2. Ce qu'on doit en penser : elle empêchait la brigue, 2. Pourquoi Henri IV établit le droit annuel, 3. Riche-lieu rapporte les motifs d'après Sully, IV, 4. Opinion de Richelieu, 4, 5. Opinion du tiers, 5; de la noblesse, 5, 6; du clergé, 6. Le pouvoir cède, 6. Démarche du parlement le fait re-

- culer, IV, 7. Projet d'édit soumis aux notables en 1617: préambule, 7, 8. Révocation du droit annuel; les résignations subsistent, 9. Rétablissement du droit annuel, 10. Silence des notables en 1627, 11. Résumé, 88, 89. Fonctions municipales, 95. Notables 1617, III, 418. V. *Paulette*, *Bursaux* (*Edits*).
- VENDÔME (le cardinal de). — Envoyé en députation par le roi pour demander aux Etats des subsides (31 décembre 1588), III, 142.
- Vénér.* V. *Chasse* (*Droit de*).
- VENTADOUR (Anne de Lévis, duc de). — Envoyé au tiers le 23 janvier 1615, III, 382. Le 6 février, 389, 390.
- VENTE. — Privilège du vendeur, IV, 76. Droit de mutation, origine féodale, 76. — d'immeubles devant le parlement, 76, 77.
- VERDUN (Nicolas de). — Premier président du parlement. Sa harangue aux notables, 1626, III, 439. — Soutient le vote par tête et l'emporte, 440, 441.
- VERGER (Herber, seigneur de). — Evêque de Coutances (†1510), I, 386, *note*.
- VÉRIFICATION DES ÉDITS en 1561, II, 59, 60, 65. — En 1576, 561. — S'applique à tous édits, sauf ceux émanés des Etats, 562. — En 1588, III, 188. Modifications doivent être publiées, 188. — Relatifs aux présidiaux, par le grand conseil, IV, 30. Doléances du tiers sur les édits soustraits à la —, IV, 84, 85. Résumé, 92, 93. V. *Remontrances*, *Parlement*.
- VÉRIFICATION DES ÉLECTIONS aux Etats d'Orléans, II, 38. — En 1576, 308, *note*. — En 1588, III, 91, 93. — Aux Etats de 1614, III, 333.
- VERSAILLES. — Louis XIII y chasse en décembre 1626. Son « chétif château, » III, 440, 441.
- VERSORIS (Pierre le Tourneur, dit). — Avocat célèbre au parlement de Paris. — Député aux Etats de Blois (1576). — Choisi pour orateur du tiers état. — Se montre partisan de la guerre dans la discussion sur la question de l'unité religieuse, II, 321. — Chargé de prononcer devant le roi la harangue d'apparat, 333. Le tiers état fixe les questions qu'il doit aborder, et lui impose de demander la paix, 334. Médiocrité de son discours à la séance royale. — Séduit par les Guise, il ne dit pas un mot de la paix, 337. — Quitte l'assemblée, 352.
- VERVINS (Traité de). — 2 mai 1598. — Entre Henri IV et Philippe II. — Permet à Henri IV de réduire l'armée à 8000 hommes, III, 301, 302.
- VILLARS (Pierre de) (1517-1592). — Archevêque de Vienne. — Chargé d'une mission auprès du roi de Navarre (1577), II, 326, et 360.
- VILLARS (Comte de). — Gouverneur du Languedoc. — Informe le duc de Guise de l'élection de députés huguenots pour les Etats d'Orléans (1560), II, 31.
- VILLARS (André de Brancas, amiral de). — Lieutenant général de Normandie. — Député aux Etats de la Ligue (1593). Le duc de Mayenne l'envoie en qualité de commissaire à la conférence de Suresnes, III, 230.
- VILLEFRANCHE. — Droit perçu dans ce port sur les navires en relâche, IV, 135, 136.
- VILLEMONTÉ (Charles de). — Procureur du roi au Châtelet de Paris. — Prend part à la discussion sur la question de l'unité religieuse, aux Etats de Blois (1576), II, 321.
- VILLEQUIER (René de). — Favori de Henri III. — Envoyé par le roi aux Etats de Blois pour presser le vote des subsides. — Pro-

- nonce un discours menaçant, II, 331.
- VILLEROY (Nicolas de Neufville, seigneur de) (1542-1617). — Choisi par le duc de Mayenne comme commissaire à la conférence de Suresnes (1593), III, 230. — En 1614, cité, III, 337, 338. Ses efforts pour que la cour accepte les articles généraux, III, 338. Cité, 369. — Prépare en 1617 les propositions à faire aux notables, 416.
- VILLIERS (Pierre de). — Chambellan de Charles V et de Charles VI, I, 244 *et note*.
- VILLIERS DE GROSLAY (Jean de). — Evêque de Lombez. — Député aux Etats Généraux de Tours (1484), I, 361 *et note*. Il en est nommé président, 366. — Empêche l'accord de s'établir sur la question du conseil du roi, 408. — Conseiller de Charles VIII, 421.
- VIN. — Origine du commerce des vins du Midi avec l'Angleterre pendant la captivité du roi Jean, I, 57, *note*. Taxe sur le vin votée par les Etats de Pontoise (août 1561), II, 61, 250. Augmentation des droits sur les vins, III, 301. Exercice, doléances en 1614, IV, 104, 105. Taxe sur les transports, 124. Coloration artificielle, IV, 130.
- VISITES ÉPISCOPALES. — Tombées en désuétude ; rétablies (T. 1560), II, 91. Négligence signalée en 1576. — Peuvent être bisannuelles, 410 ; — triennales et gratuites, III, 158. Même vœu en 1614, 473.
- VITRY (De). — Gouverneur de Meaux. — Député aux Etats de la Ligue (1593), III, 223 *et note*. *Locations religieuses*. V. *Religieux*. *Voies de recours*. V. *Requêtes civiles*, *Propositions d'erreur*.
-

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE QUATRIÈME VOLUME.

INFLUENCE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1614 ET DES ASSEMBLÉES DE NOTABLES.

	Pages
ORGANISATION JUDICIAIRE.	
Division du chapitre.....	1
1. <i>Magistrats. Choix des juges</i>	2
Vénalité des offices.....	2
Opinion de Richelieu.....	4
Vœux des députés.....	5
Édit soumis aux notables (1617).....	7
Révocation du droit annuel.....	9
Violences de la brigue.....	10
Age des magistrats; parentés.....	12
<i>Fonctions.</i> Résidence des magistrats.....	14
Cumul des offices.....	15
Sollicitations défendues.....	17
Substitution des gages aux épices.....	19
Chambre de discipline ambulatoire.....	23
Maîtres des requêtes.....	24
Intendants de justice.....	25
Rétablissement des mercuriales.....	26
2. <i>Juridictions</i>	26
Réformes judiciaires sous Henri IV.....	27
I. <i>Justices subalternes</i>	28
Unité de juridiction.....	29
Discussion sur les présidiaux.....	30
Décadence des justices seigneuriales.....	31
II. <i>Justices supérieures</i>	33
Grands jours.....	34
III. <i>Compétences extraordinaires. Conseil du roi</i>	36
Privilege de committimus.....	38

3. <i>Procédure civile</i>	41
I. <i>Marche de l'action. Procédure sommaire</i>	42
Rôle des affaires urgentes.....	43
Récusation.....	44
Procédure de l'ordre : consignation.....	47
II. <i>Arrêts. Exécutions</i>	48
Motif des arrêts ; qualités.....	49
Les seigneurs s'opposent aux exécutions.....	51
Les magistrats usent des mêmes violences.....	52
Saisies immobilières.....	53
Voies de recours.....	54
III. <i>Agents de la procédure</i>	55
Avocats.....	56
Procureurs ; sergents.....	58
4. <i>Instruction criminelle. Action publique</i>	59
Interrogatoire dans les vingt-quatre heures.....	61
Élargissement immédiat du prisonnier absous.....	62
Police ; prévôts des maréchaux.....	65
Admiration pour l'instruction secrète.....	66
LÉGISLATION.	
<i>Droit civil. Registres des paroisses</i>	67
Affranchissement des mainmortables.....	68
Tableau public des incapables.....	69
Tuteurs et mineurs.....	69
Bénéfice d'inventaire.....	71
Recel des biens par un cohéritier.....	72
Obligations ; notaires.....	73
Substitutions.....	75
Droit de mutation.....	76
Prescription des rentes.....	77
Insaisissabilité des instruments d'agriculture.....	78
Restrictions de la contrainte par corps.....	79
<i>Droit commercial. Billets au porteur</i>	80
Banqueroute et faillite.....	81
<i>Droit pénal. Amendes ; enlèvements ; rapt</i>	82
Les faux se multiplient.....	83
Abus des grâces.....	84
<i>Législation proprement dite : coutumes, ordonnances</i>	84
Vérification des edits.....	84
Projets de codification.....	85
Motifs des arrêts fondés sur le droit.....	86
Résumé : La justice et les lois en 1614.....	87
ADMINISTRATION MUNICIPALE.....	95
Élection des échevins.....	95

TABLE DES MATIÈRES.

433

Administration des villes.....	96
Impositions municipales.....	96
Octrois : impôts votés par les villes.....	97

FINANCES.

Renaissance des abus réprimés par Henri IV.....	98
<i>Impôt direct. Tailles</i>	99
Exemption des tailles.....	100
Usurpations de noblesse.....	101
Égalité de l'impôt foncier du Languedoc.....	102
Perception de la taille.....	103
<i>Impôts indirects ; sur les vins</i>	104
Sol pour livre; gabelle.....	105
<i>Domaine : rachat</i>	106
Plan de Richelieu.....	107
Inaliénabilité.....	110
<i>Administration : perception rendue au roi</i>	111
Comptabilité; chambre de justice.....	112
Chambre des comptes.....	114
Abus des acquits du comptant.....	116
Mesures prises contre la corruption.....	117

COMMERCE.

Situation commerciale en 1614.....	119
<i>Commerce intérieur</i>	119
Douanes intérieures; liberté du commerce.....	120
Opinions différentes des provinces.....	123
Impositions locales : ponts et rivières.....	124
Commerce des blés.....	125
Foires : monopoles.....	127
Entretien des routes.....	128
Relais de poste.....	129
Sociétés; unité des poids et mesures.....	130
<i>Commerce extérieur</i>	130
État des mers en 1614.....	132
Lettres de marque.....	133
Côtes de Provence et de l'Océan.....	134
Encouragements accordés par Richelieu.....	136
<i>Industrie</i>	136
Vœux du tiers en faveur de la liberté.....	137
Exploitation des mines; système prohibitif.....	138

NOBLESSE.

Sa situation en 1614.....	140
<i>Privilèges nobiliaires</i>	141
Usurpations; syndics.....	142

Usurpation des noms	143
Titres honorifiques ; bâtards	144
<i>Rapports des seigneurs avec leurs vassaux</i>	145
Violences contre la justice	146
Droits seigneuriaux	146
Chasse	149
<i>Rapports de la noblesse avec le roi</i>	149
Ambition des gentilshommes	150
Elle revendique le service militaire	152
Pages ; colléges militaires	153
Exemption de la contrainte par corps	155
Droit de faire le commerce	155
Esprit d'indépendance : châteaux forts	156
Le tiers obtient leur démolition	158
Multiplication des duels sous la régence	161
Doléances du clergé et du tiers	161
ORGANISATION ET DISCIPLINE MILITAIRES.	
La charge de connétable critiquée et supprimée	165
Recrutement	167
Compagnies incomplètes ; passe-volants	168
Vénalité des charges militaires	168
Avancement ; retraite	169
Soldats estropiés	170
Ordre de saint Louis : invalides	171
Payement de la solde	171
Logement des gens de guerre	172
<i>Discipline</i> : police des troupes en marche	173
Organisation des étapes	174
Défense des prises	175
Limite des juridictions civile et militaire	176
RÉSUMÉ : Caractère des États de Paris	178
Tableau : l'ordonnance de 1629 rapprochée des cahiers	183
RÉSUMÉS GÉNÉRAUX.	
AUTORITÉ DES ÉTATS	197
Vote de l'impôt	198
Périodicité des États	201
États provinciaux	203
Droit de déclarer la guerre	204
Responsabilité des conseillers	206
Cahiers de doléances	206
Mandat impératif	207
Exécution des vœux	207

TABLE DES MATIÈRES. 437

Le parlement et les États.....	210
Efforts divers des États généraux.....	211
Opinion de Comynnes.....	215
Opinion de Sully sur le libre vote de l'impôt.....	218
Opinion de Fénelon.....	220
INFLUENCE DES ÉTATS SUR LES AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES.....	225
Défiance contre les empiétements du clergé.....	226
Affaires intérieures de l'Eglise.....	229
Liberté des cultes.....	232
INFLUENCE DES ÉTATS SUR LA JUSTICE.....	234
Unité de juridiction; desseins du tiers.....	235
Choix des magistrats; indépendance du juge.....	241
Procédure civile.....	242
INFLUENCE DES ÉTATS SUR LA LÉGISLATION.....	245
Aux États du roi Jean.....	246
Aux États de Tours; aux États d'Orléans.....	247
Aux États de Blois; aux États de Paris.....	248
Droit commercial.....	249
Instruction criminelle.....	250
Tendances vers l'unité.....	253
INFLUENCE DES ÉTATS SUR LES FINANCES.....	257
Lutte des députés contre le pouvoir royal dans les diffé- rentes sessions.....	258
Leur préférence au sujet du domaine.....	263
Nature de l'impôt; perception et comptabilité.....	264
Pays d'États et pays d'élection.....	265
INFLUENCE DES ÉTATS SUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE.....	268
Analogie des vœux émis par les différentes sessions.....	269
Leurs vœux favorables à la civilisation.....	273
INFLUENCE DES ÉTATS SUR LA NOBLESSE.....	274
Espérances des gentilshommes sous chaque règne.....	275
INFLUENCE DES ÉTATS SUR L'ARMÉE.....	279
Organisation militaire.....	280
Discipline.....	281
CONCLUSION.....	283
Causes de l'insuccès des États.....	283
Responsabilité de la royauté.....	283
— de la noblesse.....	285
— du tiers état.....	287
Rareté des sessions.....	288
Division des États en trois ordres.....	289

Attitude du clergé.....	289
Le tiers en présence des deux ordres privilégiés	290
<i>Résultat direct des États</i> : cahiers de doléances.....	292
Vote de l'impôt.....	294
<i>Résultat indirect</i> : Charles V, Louis XII et Henri IV réalisent les vœux.....	295
Effet moral des États.....	297
TABLE ANALYTIQUE.....	305
TABLE DES MATIÈRES	433

PARIS. — TYPOGRAPHIE LAHURE
Rue de Fleurus, 9





